



ASSEMBLÉE NATIONALE

Procès-verbaux

Du 28 novembre au 20 décembre 1989
Du 13 mars au 22 juin 1990
Du 16 octobre au 20 décembre 1990
Du 12 mars au 20 juin 1991
Du 15 octobre au 18 décembre 1991
Du 10 mars au 18 mars 1992

Séances extraordinaires
30 août et 4 septembre 1990
27 et 28 août 1991

PREMIÈRE SESSION
TRENTÉ-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Volume CXXI
Partie 2 de 2 avec Index

QUÉBEC

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0825-9607

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Proclamations: Élections générales	VII
Convocation d'une nouvelle Assemblée	IX
Convocation en vue de la 1 ^{re} session	XI
Prorogation et convocation en vue de la 2 ^e session	XIII
 Procès-verbaux	 1
 Circonscriptions électorales	 1887
 Députés	 1891
 Fonctions parlementaires	 1895
 Membres du Conseil exécutif	 1897
 Adjointes parlementaires	 1905
 Index :	
Index général (précédé de la liste des rubriques)	1907
Index des documents	1949
Index des projets de loi	2033
 Annexes :	
Annexe A — Documents dont la loi prescrit le dépôt	A-1
Annexe B — Projets de loi sanctionnés (par date de sanction)	B-1
Annexe C — Sommaire des travaux de la session	C-1

Procès-verbaux

Du 12 mars au 20 juin 1991
Du 15 octobre au 18 décembre 1991
Du 10 mars au 18 mars 1992

Séances extraordinaires
27 et 28 août 1991

Président: Jean-Pierre Saintonge

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 892 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 893 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 894 de la session)

Le rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 895 de la session)

Le rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1990.

(Document n° 896 de la session)

Le rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 897 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des collèges, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1990.

(Document n° 898 de la session)

Le rapport annuel du Conseil des universités, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1990.

(Document n° 899 de la session)

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 900 de la session)

Le rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 901 de la session)

M. le Président dépose:

La lettre de démission du député de la circonscription électorale de Montmorency, M. Yves Séguin, en date du 21 décembre 1990.

(Document n° 902 de la session)

La décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 31 janvier 1991:

- Décision 423 concernant le Règlement sur la nomination d'une cadre intermédiaire au service des restaurants.

(Document n° 903 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 28 février 1990, a entendu le Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'examen de son rapport annuel pour l'année financière terminée le 31 mars 1989.

(Document n° 904 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 5 mars 1991, a entendu le Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'examen de son rapport annuel pour l'année financière terminée le 31 mars 1990.

(Document n° 905 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 20 février 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 107 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts — rapporté avec des amendements.

(Document n° 906 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 7 mars 1991, a procédé à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques, conformément à l'article 292 du Règlement de l'Assemblée nationale.

(Document n° 907 de la session)

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 30 janvier 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires culturelles contenus dans les listes des mois de décembre 1989 à novembre 1990.

(Document n° 908 de la session)

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 5 mars 1991, a examiné la réglementation que devront adopter les corporations professionnelles en matière de publicité.

(Document n° 909 de la session)

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 22 janvier 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science pour les mois de septembre 1989 à décembre 1990.

(Document n° 910 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 27 février 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

240 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval — rapporté avec des amendements.

(Document n° 911 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 27 février 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

217 Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand — rapporté avec des amendements.

(Document n° 912 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 27 février 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

260 Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe — rapporté avec des amendements.

(Document n° 913 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 27 février 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

246 Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie — rapporté avec des amendements.

(Document n° 914 de la session)

Le rapport est adopté.

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 30 janvier 1991, a siégé afin de statuer sur diverses affaires.

(Document n° 915 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition demandant la mise sur pied d'une commission parlementaire sur le logement au Québec:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 68 pétitionnaires, par M. Chevette (Joliette);
(Document n° 916 de la session)
 - le second, extrait d'une pétition signée par 24 pétitionnaires, par M. Paré (Shefford).
(Document n° 917 de la session)
-

M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 746 pétitionnaires, demandant que le ministère de la Santé et des Services sociaux sursoie à sa décision d'effectuer des coupures dans les suppléments versés aux familles d'accueil;
(Document n° 918 de la session)
- l'extrait d'une pétition, signée par 384 pétitionnaires, concernant l'exemption d'impôt sur les services optométriques et d'aides visuelles.
(Document n° 919 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de compléter ses consultations particulières sur le financement des compagnies mutuelles d'assurance du Québec;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration intitulé *Au Québec, pour bâtir ensemble*, ainsi que sur les niveaux d'immigration souhaités pour les années 1992, 1993 et 1994.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission des affaires sociales afin, d'entreprendre des consultations particulières et de tenir des auditions publiques sur le document intitulé *Les régimes de retraite: le partage équitable des excédents d'actif*.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de procéder à la vérification des engagements financiers relevant du ministre responsable du Développement régional, à compter du mois de décembre 1988.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour les mois de juin à décembre 1990.

Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QU'il soit ordonné que le mandat confié par la Commission de l'Assemblée nationale lors de sa réunion du 30 janvier 1991 à la Commission du budget et de l'administration, à l'effet d'entendre le Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'étude de son rapport pour l'année financière terminée le 31 mars 1990, tiennent lieu et place de l'obligation impartie à la Commission de l'Assemblée nationale aux termes de l'article 116.4 de notre Règlement.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des femmes.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, lors de la séance du 13 mars 1991, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par M. Dufour (Jonquière). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée dénonce vigoureusement le pelletage par le gouvernement du Québec de son déficit vers les municipalités et leurs contribuables pour un montant de 477,5 millions de dollars, par le biais du transfert unilatéral de responsabilités et de charges fiscales supplémentaires proposé par le ministre des Affaires municipales, dans son document intitulé «Le partage des responsabilités Québec-Municipalités: vers un nouvel équilibre».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 114, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 114 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 114 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 114, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives.

Adoption

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 87, Loi sur l'aide au développement des coopératives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 87 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de deux amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 87 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont étudiés et adoptés en commission plénière.

Le projet de loi 87 ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière à la majorité des voix.

12 mars 1991

À 18 h 30, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 13 mars, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Dufour (Jonquière) propose:

QUE cette Assemblée dénonce vigoureusement le pelletage par le gouvernement du Québec de son déficit vers les municipalités et leurs contribuables pour un montant de 477,5 millions de dollars, par le biais du transfert unilatéral de responsabilités et de charges fiscales supplémentaires proposé par le ministre des Affaires municipales, dans son document intitulé «Le partage des responsabilités Québec-Municipalités: vers un nouvel équilibre».

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 15 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à une durée d'une heure chacune.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Dufour (Jonquière) est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. le Président dépose le message reçu de Sa Majesté la Reine Élisabeth II à l'occasion du Jour du Commonwealth qui est célébré chaque année le deuxième lundi de mars.

(Document n° 920 de la session)

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 121 Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les districts d'appel.

La motion est adoptée.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 122 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur le ministère du Revenu.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 921 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Garon (Lévis) concernant les sujets suivants:

- les contrats du ministère des Transports ayant fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au contrat initial depuis janvier 1986. Question n° 2, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991;

(Document n° 922 de la session)

- les contrats du ministère des Transports accordés par un comité de sélection depuis janvier 1986. Question n° 3, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991;

(Document n° 923 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Léonard (Labelle) concernant les investissements d'immobilisation de la Caisse de dépôt et placement et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire. Question n° 6, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991.

(Document n° 924 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant les investissements d'immobilisation de la SHQ et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire. Question n° 9, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991.

(Document n° 925 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) concernant le transfert de 17.3 millions de crédits budgétaires de l'Office de planification et de développement du Québec vers d'autres ministères. Question n° 11, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991.

(Document n° 926 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Perron (Duplessis) concernant le coût de la médiation spéciale du juge en chef de la Cour supérieure lors de la crise autochtone de l'été 1990. Question n° 40, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991.

(Document n° 927 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Perron (Duplessis) concernant les séances du comité gouvernemental de crise depuis le 11 juillet 1990 par rapport à la crise autochtone de l'été 1990. Question n° 43, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991.

(Document n° 928 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Chevette (Joliette) concernant le coût de la présence de l'armée canadienne lors de la crise autochtone de l'été 1990. Question n° 49, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991.

(Document n° 929 de la session)

La réponse à la question écrite de Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) concernant l'affectation de personnes désignées par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et le ministère des Affaires municipales au groupe de travail sur l'usine Alex Couture Inc. Question n° 64, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991.

(Document n° 930 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Garon (Lévis) concernant les commissions scolaires offrant un service de transport aux élèves de la maternelle. Question n° 66, *Feuilleton et préavis* du 13 mars 1991.

(Document n° 931 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE Me Pierre Cyr, avocat, soit nommé membre de la Commission d'accès à l'information pour un mandat de cinq ans à compter des présentes, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de Me Cyr étant celles contenues dans le document ci-après déposé; et le traitement de Me Thérèse Giroux et de madame Carole Lynne Wallace, toutes deux membres de la Commission d'accès à l'information, au 1er juillet 1990, soit modifié conformément au document ci-après déposé.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose les deux documents suivants:

- le premier concernant la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de Me Pierre Cyr, nommé membre de la Commission d'accès à l'information;
- le second concernant les modifications au traitement de Me Thérèse Giroux et madame Carole Lynne Wallace, membres de la Commission d'accès à l'information.

(Document n° 932 de la session)

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 104 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, un vote par appel nominal est tenu.

(Vote n° 134)

POUR

Atkinson	Caron	Harel	Paradis
Audet	Carrier-Perreault	Holden	(Brome-Miss.)
Bacon	Chagnon	Houde	Paradis
Baril	Charbonneau	Hovington	(Marapédia)
Beaudin	Chenail	Johnson	Paré
Beaulne	Cherry	Jolivet	Parizeau
Bégin	Chevrette	Joly	Pelchat
Bélanger	Claveau	Juneau	Perron
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Khelfa	Poulin
(Még.-Compton)	Côté	Lafrance	Rémillard
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Richard
Benoit	Cusano	Larouche	Rivard
Bergeron	Dauphin	Lazure	Robic
Bissonnet	Després	Leclerc	Robillard
Blackburn	Dionne	Lefebvre	Ryan
(Chicoutimi)	Doyon	Lemieux	St-Roch
Blackburn	Dufour	Lemire	Savoie
(Roberval)	Dupuis	Léonard	Sirros
Bleau	Dutil	LeSage	Thérien
Boisclair	Elkas	Levesque	Tremblay
Bordcleau	Farrah	Libman	(Outremont)
Boucher-Bacon	Forget	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Fradet	Maciocia	(Rimouski)
Bourdon	Frulla-Hébert	MacMillan	Trépanier
Bradet	Gagnon-Tremblay	Maltais	Trudel
Brassard	Garon	Marcil	Vallerand
Brouillette	Gautrin	Marois	Vallières
Camden	Gauvin	Messier	Vermette
Cameron	Gendron	Middlemiss	Williams
Cannon	Gobé	Morin	
Cardinal	Hamel	Pagé	

ABSTENTION

Boulerice

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 116 Contre: 0 Abstention: 1

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques à compter du 7 mai 1991, afin d'examiner la situation de la prévention de la cruauté envers les animaux au Québec et sur l'opportunité de légiférer en cette matière; que les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 5 avril 1991; que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation soit membre de la commission pour la durée de ce mandat; et que la liste des groupes invités soit celle ci-après déposée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,
M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des groupes invités à participer aux consultations particulières portant sur la prévention de la cruauté envers les animaux au Québec.

(Document n° 933 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement,
la motion est adoptée.

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE cette Assemblée félicite l'équipe de Saint-Félicien qui a remporté, pour une deuxième année consécutive, le Raid Harricana.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bétisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration intitulé *Au Québec, pour bâtir ensemble*, ainsi que sur les niveaux d'immigration souhaités pour les années 1992, 1993 et 1994;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre ses consultations particulières et de tenir des auditions publiques sur le document intitulé *Les régimes de retraite: le partage équitable des excédents d'actif*.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de tenir une séance de travail visant à planifier les travaux de la commission quant à son mandat d'initiative sur «la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement» et le mandat de surveillance d'organisme à l'égard du Bureau de révision et d'évaluation foncière;

- la Commission de l'économie et du travail se réunira afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources (secteur mines) pour les mois d'août 1989 à décembre 1990.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 95, Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 95 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 95 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Joly (Fabre) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 240, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 240 est adopté.

Adoption

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Joly (Fabre), propose que le projet de loi d'intérêt privé 240, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 240 est adopté.

Adoption du principe

Mme Pelchat (Vachon) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 217, Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 217 est adopté.

Adoption

Mme Pelchat (Vachon) propose que le projet de loi d'intérêt privé 217, Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 217 est adopté.

Adoption du principe

M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 260 est adopté.

Adoption

M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose que le projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose que le projet de loi d'intérêt privé 260 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 260 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi d'intérêt privé 260, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Puis, la motion de M. Messier (Saint-Hyacinthe) proposant l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe, est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 260 est adopté.

Adoption du principe

M. Lazure (La Prairie) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 246, Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 246 est adopté.

Adoption

M. Lazure (La Prairie) propose que le projet de loi d'intérêt privé 246, Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 246 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, proposant que le projet de loi 87, Loi sur l'aide au développement des coopératives, soit adopté.

13 mars 1991

À 18 h 28, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 14 mars 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, proposant que le projet de loi 87, Loi sur l'aide au développement des coopératives, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 87 est adopté.

À 10 h 51, à la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 119 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 124 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales concernant la constitution de fonds spéciaux.

La motion est adoptée.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 123 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 934 de la session)

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1990.

(Document n° 935 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 12 mars 1991, a procédé à des consultations particulières sur le financement des compagnies mutuelles d'assurances du Québec.

(Document n° 936 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 13 mars 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 114 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives - rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n° 937 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 3 229 pétitionnaires, concernant les services offerts pour le traitement du cancer au Centre hospitalier Rouyn-Noranda.

(Document n° 938 de la session)

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 52 pétitionnaires, demandant la mise sur pied d'une commission parlementaire sur le logement au Québec.

(Document n° 939 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Mme Caron (Terrebonne) propose:

QUE cette Assemblée souligne la Journée mondiale des droits des consommateurs qui aura lieu cette année le 15 mars 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de compléter sa consultation générale sur l'énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration intitulé *Au Québec, pour bâtir ensemble*, ainsi que sur les niveaux d'immigration souhaités pour les années 1992, 1993 et 1994;
- la Commission des affaires sociales, afin de compléter ses consultations particulières et de tenir des auditions publiques sur le document intitulé *Les régimes de retraite: le partage équitable des excédents d'actif*.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'économie et du travail se réunira afin de poursuivre la vérification des engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources (secteur mines) pour les mois d'août 1989 à décembre 1990.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 22 mars 1991, M. Dufour (Jonquière) s'adressera à M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dans le cadre de l'interpellation portant sur le «partage des responsabilités Québec-Municipalités».

14 mars 1991

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au mardi 19 mars, à 14 heures.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, à 15 h 37, les travaux sont ajournés au mardi 19 mars, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 126 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les documents suivants:

Les états financiers et statistiques financières ainsi que les investissements en actions et en obligations d'entreprises de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 940 de la session)

Le rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 941 de la session)

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Approvisionnements et Services, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 942 de la session)

M. le Président dépose la décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 14 mars 1991:

- **Décision 427 concernant le Règlement sur le Compte du Bicentenaire des Institutions parlementaires et sur d'autres dispositions connexes.**

(Document n° 943 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 7 et 13 février 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires municipales pour les mois de juin à décembre 1990 et du secteur habitation pour l'année 1990.

(Document n° 944 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Gendron (Abitibi-Ouest) dépose:

- **l'extrait d'une pétition, signée par 1 234 pétitionnaires, concernant les services offerts pour le traitement du cancer au Centre hospitalier Rouyn-Noranda.**

(Document n° 945 de la session)

Sont déposés deux extraits de pétition demandant la mise sur pied d'une commission parlementaire sur le logement au Québec:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 37 pétitionnaires, par Mme Vermette (Marie-Victorin);

(Document n° 946 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 71 pétitionnaires, par M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques).

(Document n° 947 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le courage et le dévouement de chacun des membres des Forces armées canadiennes impliqués dans la crise du golfe Persique.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le Lieutenant-gouverneur à M. Lefebvre, vice-président, qui en donne lecture et le dépose:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'Honorable Lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale le projet de loi #1 concernant les crédits provisoires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1992, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 19 mars 1991

Martial Asselin

(Document n° 948 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 279 du Règlement, M. Levesque, ministre des Finances, propose:

QUE l'Assemblée soit saisie du projet de loi 127, Loi n° 1 sur les crédits, 1991-1992;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE ce projet de loi soit adopté.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi 127 est adopté.

Adoption du principe

M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales concernant la constitution de fonds spéciaux, et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

M. Pagé, leader du gouvernement, fait un rappel au Règlement concernant l'interprétation des mots «durant la semaine suivant le deuxième mardi de mars» au 2e alinéa de l'article 237 du Règlement.

Après avoir entendu quelques interventions de part et d'autre, M. Lefebvre, vice-président, prend l'affaire en délibéré. Puis il rappelle que, en l'occurrence, le consentement de l'Assemblée a été donné; pour cette raison, il permet que sans attendre sa décision sur le rappel au Règlement de M. Pagé, leader du gouvernement, le débat s'engage sur la motion de M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales.

L'Assemblée entreprend donc le débat sur la motion de M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, proposant l'adoption du principe du projet de loi 124.

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par Mme Harcl (Hochelaga-Maisonneuve) à M. Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant la réforme de la fiscalité municipale et son impact sur Montréal.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 124 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 124 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales concernant la constitution de fonds spéciaux.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, propose que le principe du projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit maintenant adopté.

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, les situations étant identiques, la décision qu'il doit rendre par suite du précédent rappel au règlement de M. Pagé, leader du gouvernement, s'appliquera également à la présente étape de l'étude du projet de loi 123.

L'Assemblée entreprend donc le débat sur la motion de Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, proposant l'adoption du principe du projet de loi 123.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques).

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) et M. Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant la réforme de la fiscalité municipale et son impact sur Montréal.

À 18 h 45, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 20 mars, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le 19 mars 1991, à 16 heures, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Chenail (Beauharnois-Huntingdon), le représentant du Premier ministre, de M. Lazure (La Prairie), le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 87 Loi sur l'aide au développement des coopératives;
- 127 Loi n° 1 sur les crédits, 1991-1992;
- 217 Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand;
- 240 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;
- 246 Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie;
- 260 Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Dufour (Jonquière). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée dénonce vigoureusement le pelletage par le gouvernement du Québec de son déficit vers les municipalités et leurs contribuables pour un montant de 477,5 millions de dollars, par le biais du transfert unilatéral de responsabilités et de charges fiscales supplémentaires proposé par le ministre des Affaires municipales, dans son document intitulé «Le partage des responsabilités Québec-Municipalités: vers un nouvel équilibre».

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté aux affaires courantes de la présente séance.

À 12 h 31, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 949 de la session)

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 950 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 951 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 952 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 953 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de Mme Blackburn (Chicoutimi) concernant la ventilation des investissements d'immobilisations du CRIQ et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire. Question n° 3, *Feuilleton et préavis* du 20 mars 1991.

(Document n° 954 de la session)

Les réponses aux questions écrites de Mme Marois (Taillon) concernant les sujets suivants:

- la ventilation des investissements d'immobilisations de la SIDBEC et les sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire. Question n° 4, *Feuilleton et préavis* du 20 mars 1991;

(Document n° 955 de la session)

- la ventilation des investissements d'immobilisations de la SGF et les sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire. Question n° 5, *Feuilleton et préavis* du 20 mars 1991;

(Document n° 956 de la session)

- le nombre mensuel d'inspections, de poursuites et de condamnations depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle *Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux* et les villes ou régions ayant le statut de zone touristique selon cette même loi. Question n° 26, *Feuilleton et préavis* du 20 mars 1991.

(Document n° 957 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant les fermetures ou relocalisations de bureaux régionaux de la Régie du logement du Québec et le personnel touché par ces changements. Question n° 31, *Feuilleton et préavis* du 20 mars 1991.

(Document n° 958 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 19 mars 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 124 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales concernant la constitution de fonds spéciaux — rapporté sans amendement.

(Document n° 959 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 3 000 pétitionnaires, concernant les services offerts pour le traitement du cancer au Centre hospitalier Rouyn-Noranda.

(Document n° 960 de la session)

Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 34 pétitionnaires, demandant la mise sur pied d'une commission parlementaire sur le logement au Québec.

(Document n° 961 de la session)

Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Perron (Duplessis) dépose deux extraits d'un document intitulé *Les fondements de la politique du gouvernement du Québec en matière autochtone*:

- le premier énonçant les 15 principes adoptés par le Conseil des ministres le 9 février 1983;

(Document n° 962 de la session)

- le second étant le texte de la résolution de l'Assemblée nationale adoptée le 20 mars 1985 et portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones.

(Document n° 963 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion présentée par M. Dufour (Jonquière) aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée dénonce vigoureusement le pelletage par le gouvernement du Québec de son déficit vers les municipalités et leurs contribuables pour un montant de 477,5 millions de dollars, par le biais du transfert unilatéral de responsabilités et de charges fiscales supplémentaires proposé par le ministre des Affaires municipales, dans son document intitulé «Le partage des responsabilités Québec-Municipalités: vers un nouvel équilibre».

(Vote n° 135)

POUR

Atkinson	Boulerice	Chevrette	Holden
Baril	Bourdon	Dufour	Jolivet
Beaulne	Brassard	Dupuis	Juneau
Blackburn	Cameron	Gendron	Larouche
(Chicoutimi)	Caron	Godin	Lazure
Boisclair	Carrier-Perreault	Harel	Léonard

Libman	Morin	Perron	Vermette
Marois	Paré	Trudel	

CONTRE

Audet	Ciaccia	Hovington	Pelchat
Bacon	Côté	Joly	Philibert
Beaudin	(Charlesbourg)	Kehoe	Poulin
Bégin	Côté	Khelfa	Richard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lafrenière	Robic
Bélisle	Dauphin	Leclerc	Robillard
Benoit	Després	Lemieux	Ryan
Bergeron	Dionne	Lemire	Savoie
Blackburn	Doyon	LeSage	Sirros
(Roberval)	Dutil	Levesque	St-Roch
Bleau	Elkas	Loiselle	Thérien
Bordeleau	Farrah	Maciocia	Tremblay
Boucher-Bacon	Forget	MacMillan	(Outremont)
Bradet	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Camden	Gagnon-Tremblay	Messier	(Rimouski)
Cannon	Gautrin	Middlemiss	Trépanier
Cardinal	Gauvin	Pagé	Vallerand
Chenail	Gobé	Paradis	Vallières
Cherry	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 30 Contre: 72

Motions sans préavis

M. Rivard, ministre délégué à la Francophonie, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée de la francophonie, célébrée aujourd'hui pour la première fois au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, proposant que le principe du projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 123 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 123 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

20 mars 1991

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture afin d'étudier en détail le projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

À 17 h 32, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 21 mars, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

117 Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de la culture procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques à compter du 14 mai 1991 dans le cadre de l'étude du projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma; les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 22 avril 1991; la ministre des Affaires culturelles soit membre de la commission pour la durée de ce mandat; la liste des groupes invités soit celle ci-après déposée.

et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, dépose:

La liste des groupes invités à participer aux consultations particulières portant sur le projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

(Document n° 964 de la session)

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'Honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1992, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 20 mars 1991.

Martial Asselin

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1992.

(Document n° 965 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1992 soient renvoyés à la commission plénière afin que celle-ci les étudie et en adopte le quart, conformément à l'article 280 du Règlement.

Cette motion est adoptée.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire se réunira en séance de travail afin de discuter de divers points reliés aux règles de procédure et à la réforme parlementaire.

Motions sans préavis

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de l'Assemblée nationale se joignent à moi afin de souligner aujourd'hui le 30^e anniversaire du ministère des Affaires culturelles.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE cette Assemblée félicite les participants et les organisateurs de la 26^e finale des Jeux du Québec, Centre-Mauricie.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Juneau (Johnson) propose:

QUE cette Assemblée félicite Paul et Isabelle Duchesnay pour leur médaille d'or en danse sur glace lors des derniers Championnats du monde de patinage artistique qui se déroulaient à Munich.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

M. Lefebvre, vice-président, rend la décision suivante concernant une question de règlement soulevée par M. Pagé, leader du gouvernement, à la séance du 19 mars 1991, au sujet de l'interprétation des mots «durant la semaine suivant le deuxième mardi de mars» au deuxième alinéa de l'article 237 du Règlement:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le deuxième alinéa de l'article 237 du Règlement de l'Assemblée nationale doit être interprété de façon à ce que tous les projets de loi présentés au cours de la première semaine de la reprise des travaux en mars, suivant le calendrier parlementaire établi à l'article 19 du Règlement, puissent voir leur principe débattu au cours de cette même semaine et au cours de la séance du mardi suivant, sous réserve du respect de l'article 230 qui stipule que deux étapes de l'étude d'un projet de loi ne peuvent être franchies au cours de la même séance.

Le projet de loi 124 ayant été présenté à la séance du jeudi 14 mars, le leader du gouvernement pouvait donc appeler le débat sur le principe de ce projet de loi à la période des affaires du jour sans demander le consentement des membres de cette Assemblée.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales concernant la constitution de fonds spéciaux, ainsi que l'amendement transmis par M. Beaulne (Bertrand), qui est déclaré recevable.

Après débat, l'amendement est rejeté.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les districts d'appel, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 121 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 121 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur le ministère du Revenu, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 122 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 122 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 107, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 114, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

À 17 h 07, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 26 mars, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Savoie, ministre du Revenu, fait une déclaration concernant l'identification des produits du tabac destinés à la vente pour consommation au Québec.

M. Léonard (Labelle) prend la parole au nom de l'Opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

Présentation de projets de loi

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 128 Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux.

La motion est adoptée.

Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 21 mars 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 123 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration — rapporté avec des amendements.
(Document n° 966 de la session)
-

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 26 février 1991, a procédé à la vérification des engagements financiers contenus dans les listes des mois de décembre 1985 et de février 1988 à décembre 1990 relevant de la compétence du ministre de la Sécurité publique.

(Document n° 967 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 208 pétitionnaires, concernant l'exemption d'impôt sur les services optométriques et d'aides visuelles.
(Document n° 968 de la session)

Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Boisclair (Gouin) dépose:

- copie d'un document intitulé *Budgétisation 1991-92, rationalisation + révision structurelle en vue du développement de Radio-Québec*, daté du 21 mars 1991.

(Document n° 969 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les districts d'appel, et le projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur le ministère du Revenu.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de compléter sa consultation générale sur l'énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration intitulé *Au Québec, pour bâtir ensemble* ainsi que sur les niveaux d'immigration souhaités pour les années 1992, 1993 et 1994.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de statuer sur diverses affaires.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, lors de la séance du 27 mars 1991, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce). Cette motion se lit comme suit:

QUE le drapeau de notre pays, le Canada, trouve sa place et apparaisse à la gauche du fauteuil du Président, ici à l'Assemblée nationale du Québec.

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits provisoires

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier, en vue de l'adoption en bloc du quart d'entre eux, les crédits budgétaires pour l'année financière 1991-1992 et que:

Cet après-midi, après les affaires courantes et ce, pour une période de 50 minutes, il y ait échange entre le ministre de l'Éducation et le député d'Abitibi-Ouest, en permettant, à même cette enveloppe de temps, à un député indépendant d'intervenir pour une durée de cinq minutes;

Par la suite, pour une durée de 50 minutes, il y ait échange entre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le député d'Arthabaska;

Également durant 50 minutes, il y ait échange entre le ministre délégué aux Transports et le député de Lévis, en permettant, à même cette enveloppe de temps, à un député indépendant d'intervenir pour une durée de cinq minutes;

Finalement, pour une période de 50 minutes, il y ait échange entre le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, et la députée de Chicoutimi; et,

Le mercredi 27 mars, après les affaires courantes et ce pour une période de 50 minutes, il y ait échange entre le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor et le député de Labelle, en permettant, à même cette enveloppe de temps, à un député indépendant d'intervenir pour une période de cinq minutes;

Finalement, pour une durée de 50 minutes, il y ait échange entre le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et la députée de Hochelaga-Maisonneuve.

La commission plénière entreprend l'étude des crédits budgétaires pour l'année financière 1991-1992, en vue de l'adoption du quart de ces crédits.

M. Lefebvre, président de la commission plénière, donne l'avis suivant concernant les trois sujets qui feront l'objet de débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Boisclair (Gouin) à M. Cannon, ministre des Communications, concernant les coupures budgétaires à Radio-Québec;

- le deuxième, sur une question adressée par Mme Blackburn (Chicoutimi) à M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, concernant la Commission de protection de la langue française;
 - le troisième, sur une question adressée par M. Dufour (Jonquière) à M. Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant la fiscalité municipale et les «en lieu» de taxe.
-

La commission plénière poursuit l'étude des crédits provisoires pour l'année financière 1991-1992.

M. le président de la commission plénière avise M. Lefebvre, vice-président, que la commission n'a pas fini de délibérer.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les trois débats de fin de séance précédemment annoncés.

Il est d'abord procédé au débat entre Mme Blackburn (Chicoutimi) et M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, concernant la Commission de protection de la langue française.

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

- copie d'une photo de l'affichage extérieur d'une clinique médicale dans la circonscription électorale d'Argenteuil et de sa rubrique dans les pages jaunes.

(Document n° 970 de la session)

Sont ensuite tenus les débats suivants:

- le premier, entre M. Boisclair (Gouin) et M. Cannon, ministre des Communications, concernant les coupures budgétaires à Radio-Québec;
- le second, entre M. Dufour (Jonquière) et M. Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant la fiscalité municipale et les «en lieu» de taxe.

À 19 h 11, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 7 mars, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) propose:

QUE le drapeau de notre pays, le Canada, trouve sa place et apparaisse à la gauche du fauteuil du Président, ici à l'Assemblée nationale du Québec.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Une période de 55 minutes est accordée à l'ensemble des députés indépendants. Le groupe formant le gouvernement dispose d'un maximum de 55 minutes, alors que l'Opposition officielle dispose de 30 minutes. Une réplique de 10 minutes est réservée à l'auteur de la motion.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce).

Au cours du débat, M. Pagé, leader du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

Un débat s'engage sur cette motion d'ajournement du débat.

M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, ayant soulevé l'irrecevabilité d'une telle motion d'ajournement du débat, M. Bissonnet, vice-président, entend quelques interventions sur cette question, puis prend l'affaire en délibéré.

Après une suspension de la séance, M. le Président rend la décision suivante sur le rappel au Règlement soulevé par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Aucune exception n'a été stipulée pour écarter le recours aux articles 100 à 102 du Règlement. En conséquence, le Président ne pouvant de lui-même modifier le Règlement, la motion est déclarée recevable.

Le débat se poursuit sur la motion d'ajournement du débat présentée par M. Pagé, leader du gouvernement.

Le débat terminé, un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 136)

POUR

Beaudin	Côté	Gauvin	Maltais
Bélisle	(Charlesbourg)	Gobé	Messier
Bergeron	Côté	Houde	Pagé
Bleau	(Riv.-du-Loup)	Johnson	Paradis
Bordeleau	Cusano	Joly	(Matapédia)
Boucher-Bacon	Després	Kehoe	Parent
Bourbeau	Doyon	Khelfa	Philibert
Bradet	Elkas	Lafrance	Poulin
Camden	Farrah	Lafrenière	Rivard
Cannon	Forget	Leclerc	Robillard
Cardinal	Fradet	Lemire	Savoie
Charbonneau	Frulla-Hébert	LeSage	St-Roch
Chenail	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Thérien
Ciaccia	Gautrin	MacMillan	

CONTRE

Atkinson	Dupuis	Jolivet	Trudel
Boulerice	Gendron	Libman	Vermette
Cameron	Holden	Morin	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 52 Contre: 11 Abstention: 0

27 mars 1991

En conséquence, le débat sur la motion de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) est ajourné.

À 12 h 15, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, fait une déclaration concernant un éventuel projet de loi relatif au plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public.

M. Léonard (Labelle) prend la parole au nom de l'Opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

Présentation de projets de loi

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

118 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. le Président dépose les documents suivants:

- le rapport de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec;

(Document n° 971 de la session)

- les procès-verbaux des séances publiques et de travail qui ont été tenues par la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

(Document n° 972 de la session)

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 973 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose les réponses aux questions écrites de M. Paré (Shefford) concernant les sujets suivants:

- le nombre de HLM administrés par les Offices municipaux du Québec, ainsi que les baux renouvelés depuis la mise en vigueur du Règlement sur les conditions de location des logements à loyer modique (Décret 159-90 en date du 14 février 1990). Question n° 24, *Feuilleton et préavis* du 27 mars 1991;
(Document n° 974 de la session)
- la date de la mise en application du Règlement sur l'attribution des logements à loyer modique (Décret 1243-90 en date du 29 août 1990), les baux renouvelés et la liste d'attente pour chacun des Offices municipaux du Québec. Question n° 25, *Feuilleton et préavis* du 27 mars 1991;
(Document n° 975 de la session)
- le nombre de ménages ayant bénéficié du programme d'aide à la mise de fonds administré par la Société d'habitation du Québec. Question n° 26, *Feuilleton et préavis* du 27 mars 1991;
(Document n° 976 de la session)
- les rencontres ayant eu lieu depuis la mise sur pied de la Table de concertation en habitation, ainsi que les documents déposés lors de ces rencontres. Question n° 27, *Feuilleton et préavis* du 27 mars 1991;
(Document n° 977 de la session)
- les unités accordées dans le cadre du programme visant les coopératives et organismes sans but lucratif, volet "logements spéciaux", pour l'année 1990-1991. Question n° 28, *Feuilleton et préavis* du 27 mars 1991;
(Document n° 978 de la session)
- les projets autorisés et les mises en chantier de HLM dans le cadre du programme de logements à loyer modique depuis septembre 1989. Question n° 29, *Feuilleton et préavis* du 27 mars 1991.
(Document n° 979 de la session)

M. le Président dépose les documents suivants:

- les prévisions budgétaires 1991-1992 et le rapport financier préliminaire 1990-1991 du Directeur général des élections;
(Document n° 980 de la session)

- les prévisions budgétaires 1991-1992 et le rapport financier préliminaire 1990-1991 de la Commission de la représentation électorale.
(Document n° 981 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 26 mars 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 121 Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les districts d'appel
— rapporté sans amendement.
(Document n° 982 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 26 mars 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 122 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur le ministère du Revenu — rapporté avec des amendements, dont un au titre.
(Document n° 983 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 13, 20, 26, 27 février et le 7 mars 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère des Approvisionnements et Services, du ministère des Finances, des organismes relevant de la ministre déléguée aux Finances, du Conseil du Trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et du ministère du Revenu pour les mois de janvier 1990 à décembre 1990.

(Document n° 984 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 12 mars 1991, a vérifié les engagements financiers relevant du ministre

responsable du Développement régional pour les mois de décembre 1988 à janvier 1990.

(Document n° 985 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de l'Environnement pour les mois d'août à décembre 1990.
-

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits provisoires

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude des crédits budgétaires pour l'année financière 1991-1992, en vue de l'adoption en bloc du quart d'entre eux, et que:

Pour une durée de 34 minutes, soit terminé l'échange débuté hier entre le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et la députée de Chicoutimi, en modification à la motion adoptée hier;

Pour une période de 50 minutes, il y ait échange entre le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor et le député de Labelle, en permettant, à même cette enveloppe de temps, à un député indépendant d'intervenir pour une période de cinq minutes;

Par la suite, pour une durée de 50 minutes, il y ait échange entre le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et la députée de Hochelaga-Maisonneuve.

La commission plénière reprend l'étude des crédits budgétaires pour l'année financière 1991-1992, en vue de l'adoption du quart de ces crédits.

Les crédits provisoires pour l'année financière 1991-1992 sont adoptés à la majorité des voix.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant à l'Assemblée:

La commission plénière a adopté en bloc le quart des crédits budgétaires, soit une somme maximale de 7 490 590 133,33\$ pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1991-1992, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 7 158 946 200,00\$ représentant 3/12 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière;

2° 2 978 425,00\$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 1 «Aménagement du territoire municipal» du ministère des Affaires municipales;

3° 76 265 775,00\$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Évaluation foncière» du ministère des Affaires municipales;

4° 1 851 783,33\$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 5 «Relations avec les municipalités» du ministère des Affaires municipales;

5° 20 293 366,67\$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Financement agricole» du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

6° 43 771 500,00\$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Enseignement privé» du ministère de l'Éducation;

7° 80 099 000,00\$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 «Fonds de suppléance» du ministère des Finances;

8° 8 295 216,67\$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Gestion du patrimoine forestier» du ministère des Forêts;

9° 13 752 466,66\$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Amélioration de la forêt» du ministère des Forêts;

10° 1 383 150,00\$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 «Financement forestier» du ministère des Forêts;

11° 40 905 600,00\$ représentant 4/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Soutien aux sociétés et organismes d'État» du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie;

12° 5 266 616,67\$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 1 «Développement du loisir, des sports et du plein air» du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

13° 1 095 050,00\$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Direction et gestion de la Commission des affaires sociales» du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle;

14° 3 508 866,67\$ représentant 7/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Aide aux parents pour leurs revenus de travail» du ministère du Revenu;

15° 32 177 116,66\$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 «Transport scolaire» du ministère des Transports.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, propose:

QUE l'Assemblée soit saisie du projet de loi 129, Loi n° 2 sur les crédits, 1991-1992;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

Ces motions sont adoptées à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 129 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les crédits budgétaires pour l'année financière 1991-1992, sauf ceux de l'Assemblée nationale, sont envoyés pour étude aux commissions permanentes.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, propose que le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales concernant la constitution de fonds spéciaux, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 124 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que le projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au delà de 18 h 30.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 123 est adopté.

À 18 h 40, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 9 avril, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 27 mars 1991, à 19 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président, de l'Assemblée nationale, de Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, la représentante du Premier ministre, de M. Léonard (Labelle), le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 123 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;

27 mars 1991

- 124 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales
concernant la constitution de fonds spéciaux;
- 129 Loi n° 2 sur les crédits, 1991-1992.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 986 de la session)

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 987 de la session)

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 988 de la session)

9 avril 1991

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1990.

(Document n° 989 de la session)

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 990 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 13 mars 1991, a procédé à la vérification des engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, du secteur loisir pour les mois de juin à décembre 1990 et du secteur chasse et pêche pour les mois de juin à septembre 1990;

(Document n° 991 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 23 janvier, 14 et 28 février 1991, a procédé à la vérification des engagements financiers relevant du ministre des Transports de janvier 1990 à septembre 1990 et de ceux relevant du ministre délégué aux Transports pour les mois de novembre 1989 à juillet 1990.

(Document n° 992 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 2 549 pétitionnaires, concernant le financement des services offerts dans les maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale.

(Document n° 993 de la session)

Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Libman (D'Arcy-McGee) dépose:

- copie d'un document intitulé *An Update on Recent Developments in Quebec* (revue des événements récents au Québec) publié par le groupe Deutsche Bank.

(Document n° 994 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a tenu une réunion avec les leaders pour préciser les modalités de l'étude des crédits. Du consentement de l'Assemblée, en dérogation de l'article 282 du Règlement, il a été convenu que l'étude des crédits budgétaires des ministères et organismes gouvernementaux, en commissions, commence aujourd'hui et se termine le 30 avril prochain. Le lendemain, le 1^{er} mai, une séance de la commission plénière sera consacrée aux crédits budgétaires de l'Assemblée nationale. M. le Président informe l'Assemblée qu'il a également été convenu que les leaders informeront la présidence en temps utile de l'horaire spécifique de chaque commission qui étudiera les crédits des différents ministères et organismes gouvernementaux. Au besoin, à la demande d'un leader d'un groupe parlementaire, le Président convoquera à nouveau une réunion des leaders pour établir d'autres modalités.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission des institutions, pour ceux du ministre délégué à la Francophonie (élément 4, programme 1 — ministère des Affaires internationales);
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communications;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère des Affaires internationales (programme 1, éléments 1, 2, 3 et 5);
- La Commission de la culture, pour ceux des organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du Conseil du Trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique.

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère des Forêts;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports (programmes 1, 3, 4, 5 et 6).

Motions sans préavis

M. Dufour (Jonquière) propose:

QUE cette Assemblée offre ses condoléances à la famille de M. Jean-Louis Desrosiers, maire de Mont-Joli et président de l'Union des municipalités du Québec, décédé le 31 mars dernier,

et souligne son apport précieux tout au long de sa carrière à la communauté québécoise, ainsi que son engagement sans cesse renouvelé envers ses concitoyennes et concitoyens.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE cette Assemblée accepte de souligner la tenue de la Semaine de la conservation de la faune qui a lieu du 7 au 13 avril 1991 et dont le thème est «La faune de mon voisinage».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 15 h 33, sur la motion de M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, les travaux sont ajournés au mercredi 10 avril, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 193 Loi rétablissant l'ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990;

(Document n° 995 de la session)

Une copie de l'allocution prononcée par M. Richard Drouin, président d'Hydro-Québec, devant le Johns Hopkins School of Advanced International Studies à Washington le 8 avril 1991.

(Document n° 996 de la session)

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, dépose les réponses aux questions écrites de M. Garon (Lévis) concernant les sujets suivants:

- une réclamation additionnelle de la compagnie Asphalte Beaver pour la construction de certains tronçons du boulevard Ville-Marie — Question n° 41, *Feuilleton et préavis* du 10 avril 1991;

(Document n° 997 de la session)

- les soumissions faites et les contrats accordés pour les travaux de certains tronçons de l'autoroute 30 — Question n° 42, *Feuilleton et préavis* du 10 avril 1991;

(Document n° 998 de la session)

- les immeubles situés dans la MRC de Laval et ayant été vendus par le ministère des Transports du Québec — Question n° 43, *Feuilleton et préavis* du 10 avril 1991;

(Document n° 999 de la session)

- le dossier numéro 85-01268-1 du Service de l'expropriation du ministère des Transports et la vente d'un terrain situé à Laval — Question n° 44, *Feuilleton et préavis* du 10 avril 1991.

(Document n° 1000 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 13 février et 14 mars 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère des Forêts contenus dans les listes des mois d'août à décembre 1990 et du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur mines, contenus dans les listes des mois d'août 1989 à décembre 1990.

(Document n° 1001 de la session)

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 19, 20, 26, 27, 28 février et les 5, 12, 13, 14, 26 et 27 mars 1991, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques sur l'énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration intitulé *Au Québec, pour bâtir ensemble* ainsi que sur les niveaux d'immigration souhaités pour les années 1992, 1993 et 1994.

(Document n° 1002 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition demandant la mise sur pied d'une commission parlementaire sur le logement au Québec:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 96 pétitionnaires, par M. Bordeleau (Acadie);

(Document n° 1003 de la session)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 111 pétitionnaires, par M. Gobé (LaFontaine);

(Document n° 1004 de la session)

- le troisième, extrait d'une pétition signée par 106 pétitionnaires, par M. Leclerc (Taschereau).

(Document n° 1005 de la session)

Sont déposés deux extraits de pétition demandant la tenue d'une commission parlementaire chargée de consulter les locataires touchés par les hausses de loyer:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 8 pétitionnaires, par M. Morin (Dubuc);

(Document n° 1006 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 99 pétitionnaires, par M. Garon (Lévis).

(Document n° 1007 de la session)

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 761 pétitionnaires, concernant les services offerts pour le traitement du cancer au Centre hospitalier Rouyn-Noranda.

(Document n° 1008 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (programme 2, élément 1 et, programmes 4 et 7);
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Tourisme;

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9);
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice (programmes 1 à 10).

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission des institutions, pour ceux du ministère des Affaires internationales (programme 1, éléments 1, 2, 3 et 5);
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports (programmes 1, 3, 4, 5 et 6);
- La Commission de la culture, pour ceux des organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des institutions, pour ceux du ministre délégué aux Affaires autochtones (programme 4 — ministère du Conseil exécutif).

Motions sans préavis

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine interculturelle nationale qui se déroule du 5 au 12 avril 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Godin (Mercier) propose:

QUE cette motion soit modifiée par l'addition, à la fin, des mots suivants: «et notamment, qu'elle demande au gouvernement du Québec d'accorder, dans les meilleurs délais, une aide humanitaire aux milliers de réfugiés kurdes qui fuient l'Irak.»

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale et sur l'amendement de M. Godin (Mercier).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 197 du Règlement et sur la motion de M. Chevrete, leader de l'Opposition officielle, l'amendement proposé par M. Godin (Mercier) est retiré.

Le débat terminé, la motion de Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, est adoptée.

M. Khelfa (Richelieu) propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite les partenaires syndicaux, patronaux et gouvernementaux qui, par leur accord unique dans le dossier de Sammi Atlas, ont donné naissance à un nouveau modèle social sans précédent et à une approche innovatrice en matière de relations de travail au Québec et plus particulièrement dans la région de Sorel-Tracy dans le comté de Richelieu.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose:

QUE cette motion soit modifiée par l'addition, à la fin, des mots suivants: «et demande au président du Conseil du Trésor de s'inspirer de cette expérience pour l'appliquer aux relations de travail entre le gouvernement du Québec et ses employés.»

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale et sur l'amendement de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles).

Le débat terminé, l'amendement de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) est rejeté.

Puis, la motion de M. Khelfa (Richelieu) est adoptée.

À 17 h 10, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 11 avril 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

La synthèse du rapport du comité interministériel sur la protection de la vie privée eu égard aux banques privées de données personnelles ainsi que le texte intégral des recommandations de ce comité.

(Document n° 1009 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 8 octobre 1991 sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé et qu'à cette fin, la commission:

Se penche sur la situation entourant la constitution des fichiers personnels et des banques de données ainsi que de leur mise à jour, leur utilisation et leur transformation;

Examine les diverses solutions qui peuvent être envisagées de façon complémentaire aux mesures prévues dans le projet de loi 125, Code civil du Québec;

Reçoive des organismes et des personnes intéressés tout commentaire sur ces sujets et sur les recommandations du rapport intitulé «*Vie privée: zone à accès restreint*» préparé par le comité interministériel sur la protection de la vie privée eu égard aux banques privées de données personnelles;

Les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 23 août 1991;

Le ministre de la Justice et le ministre des Communications soient membres de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Dépôts de pétitions

Mme Loiselle (Saint-Henri) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 68 pétitionnaires, demandant la mise sur pied d'une commission parlementaire sur le logement au Québec.
(Document n° 1010 de la session)

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 12 pétitionnaires, demandant le renouvellement des conventions collectives dans le secteur de l'éducation.
(Document n° 1011 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Tourisme;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9);
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice (programmes 1 à 10);
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (programmes 1 et 5);
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Approvisionnements et Services.

Motions sans préavis

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec d'accorder, dans les meilleurs délais, une aide humanitaire aux milliers de réfugiés kurdes qui fuient l'Irak.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

11 avril 1991

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 15 h 23, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 16 avril, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1012 de la session)

M. Savoie, ministre du Revenu et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1013 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1014 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1015 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1016 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 566 pétitionnaires, concernant les services offerts pour le traitement du cancer au centre hospitalier Rouyn-Noranda.

(Document n° 1017 de la session)

M. Charbonneau (Saint-Jean) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 2 727 pétitionnaires, concernant l'exemption d'impôt sur les services optométriques et d'aides visuelles.

(Document n° 1018 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (programmes 1 et 5);
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (programmes 2, 3 et 4);
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales (programmes 1 à 7).

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux et ceux de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère du Revenu.

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de tenir une séance de travail visant à discuter et, le cas échéant, à statuer sur une proposition de mandat de surveillance d'un organisme public faite par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles).

Motions sans préavis

M. Cherry, ministre du Travail, propose:

QUE l'Assemblée nationale rende hommage à M. Louis Laberge, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, et souligne ses 27 années à la direction de cette centrale syndicale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 15 h 29, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 17 avril, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du Comité consultatif de l'environnement Kativik, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1019 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 651 pétitionnaires, concernant le financement des services offerts dans les maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale.

(Document n° 1020 de la session)

Questions et réponses orales

Au terme de la période de questions et réponses orales, M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, demande une directive au Président quant à l'impact de l'application de la règle du sub judice au cours de la période de questions sur le pouvoir du Parlement de contrôler et d'examiner tout ce qui concerne les impôts, les taxes et les revenus du gouvernement. Après avoir écouté quelques interventions, le Président rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

L'application de la règle du sub judice n'a pas pour objet de limiter la fonction de contrôle qui appartient aux parlementaires de façon absolue mais ce contrôle doit s'exercer à l'intérieur des limites fixées par le Règlement.

La règle du sub judice prévue à l'article 35(3) du Règlement de l'Assemblée nationale vise, entre autres, à respecter l'indépendance du pouvoir judiciaire et elle s'applique tant en matière pénale qu'en matière civile.

Le Président doit faire la mise en garde qui s'imposent dans le cas présent afin que les députés soient conscients que la Commission d'accès à l'information est saisie d'un litige et que la Cour supérieure a émis une ordonnance d'injonction visant à protéger pour un certain temps la confidentialité d'un document.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministre responsable de l'Office de planification et de développement du Québec;

- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux de la ministre déléguée aux Finances (programmes 6 et 7 — ministère des Finances).

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (programmes 1, 2, 3, 5 et 6);
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales (programmes 1 à 7).

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Travail;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes (programme 5 — ministère du Conseil exécutif).

Motions sans préavis

Mme Blackburn (Chicoutimi) propose:

QUE cette Assemblée souligne la Semaine du français qui se déroule cette année du 15 au 19 avril, sous le thème «Le français, ça compte!»

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

17 avril 1991

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 16 h 41, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 18 avril, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de pétitions

À la suite d'un rappel au Règlement soulevé par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, M. le Président rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le paragraphe 3 de l'article 35 du Règlement stipule qu'un député ne peut parler d'une affaire qui est devant les tribunaux ou un organisme quasi judiciaire. Cette disposition s'applique à la lecture et au dépôt d'extraits de pétition. Pour ce motif, le leader de l'Opposition officielle ne peut lire ni déposer, du moins pour l'instant, l'extrait d'une pétition relative à un contrat auquel est partie la Société Norsk Hydro Canada inc.

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe les membres de l'Assemblée qu'il a reçu un avis de question de privilège de la part de M. Libman (D'Arcy-McGee). Celui-ci allègue que le refus de déposer des contrats intervenus entre Hydro-Québec et 13 compagnies d'importance porte atteinte à l'indépendance du député.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le dépôt d'un document doit s'inscrire dans les paramètres fixés par les articles 58 à 65 du Règlement sinon un consentement est requis pour procéder à ce dépôt. Le document en cause n'a pu être déposé car un député a refusé son consentement. L'exercice de ce droit par un député ne peut avoir pour effet de violer les privilèges des parlementaires.

M. le Président indique qu'il a également reçu un avis de question de privilège du leader de l'Opposition alléguant que le leader du gouvernement et la ministre de l'Énergie et des Ressources ont commis un outrage aux droits de l'Assemblée. M. le Président constatant que cette question se réfère aux mêmes faits que ceux évoqués dans la question de privilège du député de D'Arcy-McGee, indique qu'il ne peut s'agir *prima facie* d'un outrage à l'Assemblée pour les mêmes motifs que dans la décision préalablement rendue. Le fait pour les ministres en cause d'exercer des droits reconnus par le Règlement et la tradition ne peut donner ouverture à un outrage à l'Assemblée.

Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Clavcau (Ungava) dépose:

Un extrait du *Journal des débats* du 10 juin 1983 concernant des tarifs d'électricité accordés aux entreprises Reynolds et Péchiney.

(Document n° 1021 de la session)

Motions sans préavis

M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

En application des articles 182 et 183, M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose:

QUE, en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manoeuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf:

Le 1^{er} alinéa de l'article 20, les articles 100 et 101, 105 à 107, 108, 111 à 114, 194, 205 à 208, 213, 230, 232, les mots "À l'étape prévue des affaires courantes," à l'article 233, les articles 236, 237, 240 et 241, le 2^e alinéa de l'article 244, les mots "et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente" à l'article 248 et les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256 soient suspendus jusqu'à l'adoption du projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manoeuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, de procéder à l'étude dudit projet de loi;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner;

L'ajournement du débat puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis et ne puisse être amendée ni débattue;

L'ajournement de l'Assemblée puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis et ne puisse être amendée ni débattue;

Un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse proposer à tout moment une motion pour que l'Assemblée se constitue en commission plénière; une telle motion ne requière pas de préavis et ne puisse être débattue;

La durée de l'étude détaillée dudit projet de loi en commission plénière soit fixée à un maximum de 60 minutes après le début de ses travaux et ce, malgré les dispositions de l'article 245;

Le président de la commission plénière, à l'expiration de ce délai, mette aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé, y compris les amendements que le ministre qui présente le projet de loi n'aurait pas pu proposer en cours d'étude, et fasse rapport à l'Assemblée;

La durée du débat sur l'adoption du projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manœuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf, soit fixée à un maximum de 65 minutes réparties de la façon suivante: 25 minutes aux membres du parti ministériel, 25 minutes aux membres du parti formant l'Opposition officielle, 5 minutes aux députés indépendants et 10 minutes de réplique au ministre qui présente ledit projet de loi, auquel maximum pourrait s'ajouter, le cas échéant, pour les fins de l'application du 2^e alinéa de l'article 257, une période maximale de 30 minutes réparties de la façon suivante: 10 minutes aux membres du parti ministériel, 10 minutes aux membres du parti formant l'Opposition officielle, 5 minutes aux députés indépendants et 5 minutes de réplique au ministre qui présente ledit projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement et sans appel nominal;

La règle ci-haut mentionnée puisse s'appliquer jusqu'à l'adoption du projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manœuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf.

Conformément à l'article 184 du Règlement, le projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manœuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf, est distribué.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion. Les deux groupes parlementaires se partageront ainsi la période consacrée à ce débat: 40 minutes, incluant la réplique de l'auteur de la motion, au groupe formant le gouvernement, 70 minutes à l'opposition officielle et 10 minutes à

l'ensemble des députés indépendants. Dans ce cadre, le temps non utilisé par ces derniers et par l'un des groupes ne pourra être attribué à d'autres et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Puis il est procédé au débat restreint sur cette motion.

Le débat terminé, la motion de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, proposant la suspension de certaines règles de procédure est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°137)

POUR

Audet	Brouillette	Joly	Pelchat
Bégin	Camden	Kehoe	Philibert
Bélanger	Chagnon	Lafrance	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Charbonneau	Lafrenière	Richard
Bélanger	Cusano	Leclerc	Robic
(Még.-Compton)	Dauphin	Lemieux	Sirros
Bélisle	Dionne	LeSage	St-Roch
Bergeron	Farrah	Loiselle	Thérien
Blackburn	Forget	MacMillan	Tremblay
(Roberval)	Fradet	Maltais	(Outremont)
Bleau	Gautrin	Marcil	Trépanier
Bordeleau	Gauvin	Middlemiss	Vallières
Bradet	Gobé	Pagé	Williams

CONTRE

Baril	Chevrette	Gendron	Perron
Caron	Dupuis	Lazure	Vermette
Carrier-Perreault	Garon		

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 48 Contre: 10 Abstention: 0

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 132 Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manoeuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°138)

POUR

Audet	Camden	Kehoe	Poulin
Bégin	Chagnon	Lafrance	Richard
Bélanger	Charbonneau	Lafrenière	Robic
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Leclerc	Sirros
Bélanger	Dauphin	Lemieux	St-Roch
(Még.-Compton)	Dionne	LeSage	Thérien
Bélisle	Doyon	Loiselle	Tremblay
Bergeron	Farrah	MacMillan	(Outremont)
Blackburn	Forget	Maltais	Trépanier
(Roberval)	Fradet	Marcil	Vallières
Bleau	Gautrin	Middlemiss	Williams
Bordeleau	Gauvin	Pagé	
Bradet	Gobé	Pelchat	
Brouillette	Joly	Philibert	

CONTRE

Baril	Chevrette	Garon	Perron
Caron	Claveau	Gendron	Vermette
Carrier-Perreault	Dupuis	Lazure	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 49 Contre: 11 Abstention: 0

18 avril 1991

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manœuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le vendredi 19 avril 1991

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°139)

POUR

Audet	Camden	Gauvin	Maltais
Bacon	Chagnon	Gobé	Marcil
Bégin	Charbonneau	Joly	Middlemiss
Bélanger	Cusano	Kehoe	Pagé
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Lafrance	Pelchat
Bélisle	Doyon	Lafrenière	Philibert
Bergeron	Dutil	Leclerc	Poulin
Bleau	Farrah	Lemieux	Richard
Bordeleau	Forget	LeSage	St-Roch
Bradet	Fradet	Loiselle	Williams
Brouillette	Gautrin	MacMillan	

CONTRE

Bourdon	Carrier-Perreault	Chevrette	Garon
Caron			

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 42 Contre: 5 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 132 est adopté.

18 avril 1991

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 132.

La motion est adoptée.

La commission plénière étudie en détail le projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manoeuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf, et l'adopte à la majorité des voix.

L'Assemblée reçoit et adopte à la majorité des voix le rapport de la commission plénière sur le projet de loi 132.

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manoeuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°140)

POUR

Audet	Bergeron	Brouillette	Côté
Bacon	Bleau	Camden	(Riv.-du-Loup)
Bégin	Bordeleau	Chagnon	Cusano
Bélisle	Bradet	Charbonneau	Dauphin

Dutil	Lafrenière	Maltais	Richard
Forget	Leclerc	Marcil	St-Roch
Fradet	Lemicux	Pagé	Thérien
Gautrin	LeSage	Pelchat	
Gauvin	Loiselle	Philibert	
Gobé	MacMillan	Poulin	

CONTRE

Caron	Carrier-Perreault	Garon
-------	-------------------	-------

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 36 Contre: 3 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manoeuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf, est adopté.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie (programme 1, éléments 1, 2 et 3, programme 2, programme 3, éléments 2 et 3 ainsi que programme 4);

- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministre responsable de l'application des lois professionnelles (programme 8 - ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science).
-

À 2 h 51, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 23 avril, à 14 heures.

SANCTION DE PROJET DE LOI

Le vendredi 19 avril 1991, à 3 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président, de l'Assemblée nationale, de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, le représentant du Premier ministre, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

- 132 Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manœuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, fait une déclaration concernant une entente intervenue entre le gouvernement et les six principales organisations syndicales du secteur public en vue d'une stabilisation salariale.

M. Léonard (Labelle) prend la parole au nom de l'opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 28 mars 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Environnement pour les mois d'août à décembre 1990.

(Document n° 1022 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition demandant la tenue d'une commission parlementaire chargée de consulter les locataires touchés par les hausses de loyer:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 80 pétitionnaires, par M. Paré (Shefford);
(Document n° 1023 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 39 pétitionnaires, par M. Gobé (LaFontaine);
(Document n° 1024 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 34 pétitionnaires, par M. Leclerc (Taschereau).
(Document n° 1025 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée que lui est parvenu de M. Libman (D'Arcy-McGee) un avis dans lequel il indique son intention de soulever une question de privilège concernant une mise en demeure qu'il a reçue de Lavery, O'Brien, avocats, l'enjoignant de respecter l'ordonnance interlocutoire de la Cour supérieure, en date du 20 mars 1991.

Par la suite, M. le Président statue que cette question de privilège est recevable puisque les faits évoqués constituent *prima facie* une violation des droits ou des privilèges que l'on retrouve énoncés aux articles 43 et 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

À la fin de son intervention, M. Libman (D'Arcy-McGee) annonce son intention de proposer, en vertu de l'article 324 du Règlement, la motion suivante qu'il transmet en vue de son inscription au *Feuilleton et préavis*:

QUE cette Assemblée déclare que les administrateurs et les mandataires des compagnies Aluminerie Alouette, Cie Minière Québec Cartier, Timminco Limitée, Norsk Hydro Canada Inc., SKW Canada, A.B.I. Inc., Les Industries Cafco Ltée, Q.I.T. Fer et Titane Inc., P.P.G. Canada Inc., Reynolds Metal Co., Société Canadienne de Métaux Reynold Ltée et Argonal, de même que leurs procureurs, ont violé les droits de cette Assemblée et d'un de ses membres, soit le député de D'Arcy-McGee, en tentant d'empêcher ladite Assemblée et ledit député d'accomplir leurs devoirs parlementaires;

QUE cette Assemblée assigne les administrateurs, mandataires et procureurs desdites compagnies à comparaître devant la Commission de l'Assemblée nationale dans les délais qu'elle déterminera;

QUE la Commission de l'Assemblée nationale soit autorisée à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que l'Assemblée lui aura envoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur cette affaire et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances (programmes 1 à 5 et programme 8);
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère de l'Environnement.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie (programme 1, éléments 1, 2 et 3; programme 2; programme 3, éléments 2 et 3; programme 4);
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministre responsable de l'Habitation (programmes 8 et 9 — ministère des Affaires municipales).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation.

Motions sans préavis

M. Rémillard, ministre responsable de la Protection du consommateur, propose:

23 avril 1991

QUE cette Assemblée souligne la Semaine nationale des consommateurs.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée de la terre pour le Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 16 h 48, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 24 avril, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

130 Loi modifiant la Loi sur les mines;

131 Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public.

Ces motions sont adoptées.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

133 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.

La motion est adoptée.

Dépôts de pétitions

Mme Caron (Terrebonne) dépose deux extraits de pétition:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 522 pétitionnaires, concernant le transfert de responsabilités en matière municipale;
(Document n° 1026 de la session)
- le second, extrait d'une pétition signée par 561 pétitionnaires, concernant l'augmentation des taxes scolaires.
(Document n° 1027 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Sécurité publique;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministre délégué aux Transports (programme 2 — ministère des Transports);

- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice (programme 11).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère de l'Environnement.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux de la ministre déléguée à la Condition féminine (programme 3, éléments 1 et 2 — ministère du Conseil exécutif) et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 143 et 145 du Règlement:

- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation.

Motions sans préavis

M. Bordeleau (Acadie) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre sa sympathie au peuple arménien, et plus particulièrement à la communauté arménienne du Québec, à l'occasion du 76^e anniversaire du génocide de ce peuple, survenu le 24 avril 1915.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

24 avril 1991

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 15 h 28, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 25 avril, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Lefebvre, vice-président, communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

289 Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

(Document n° 1028 de la session)

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 289, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 289 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'éducation et que le ministre de l'Éducation soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, vice-président, communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

274 Loi concernant Société Namur Inc.

(Document n° 1029 de la session)

Mme Pelchat (Vachon) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 274, Loi concernant Société Namur Inc.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 274 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, vice-président, communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

276 Loi concernant Coulonge Construction Inc.

(Document n° 1030 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 276, Loi concernant Coulonge Construction Inc.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 276 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, vice-président, communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

225 Loi concernant Space Realty Co. Ltd.

(Document n° 1031 de la session)

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 225, Loi concernant Space Realty Co. Ltd.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 225 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, vice-président, communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

269 Loi concernant Mélançon et Fils Inc.

(Document n° 1032 de la session)

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, au nom de M. Jolivet (Laviolette), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 269, Loi concernant Mélançon et Fils Inc.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 269 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1033 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition demandant la tenue d'une commission parlementaire chargée de consulter les locataires touchés par les hausses de loyer:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 45 pétitionnaires, par M. Chagnon (Saint-Louis);

(Document n° 1034 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 224 pétitionnaires, par Mme Loisel (Saint-Henri).

(Document n° 1035 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministre délégué aux Transports (programme 2 — ministère des Transports);
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes (programme 5 — ministère du Conseil exécutif).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux de la ministre responsable de la Famille (programme 3, éléments 3 et 4 — ministère du Conseil exécutif).

Motions sans préavis

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QU'à l'occasion de la Semaine de l'action bénévole qui se déroule du 21 au 27 avril 1991, l'Assemblée nationale rende hommage à tous les bénévoles qui oeuvrent à travers le Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine du don d'organes qui se tient du 21 au 27 avril 1991 et qu'elle invite le gouvernement à faire tous les efforts pour augmenter le nombre de transplantations au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 3 mai 1991, M. Léonard (Labelle) s'adressera à M. Levesque, ministre des Finances, dans le cadre de l'interpellation portant sur «l'évolution des transferts fiscaux fédéraux».

À 15 h 36, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 30 avril, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

134 Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants;

135 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac.

Ces motions sont adoptées.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

283 Loi modifiant la Charte de l'Université Laval.

(Document n° 1036 de la session)

M. Doyon (Louis-Hébert) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 283, Loi modifiant la Charte de l'Université Laval.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 283 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'éducation et que la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

194 Loi modifiant la Loi sur la fonction publique.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le texte de deux ententes d'échange de renseignements conclues entre la Régie des rentes du Québec et les Centres de services sociaux ainsi que le texte de l'avis favorable émis par la Commission d'accès à l'information.

(Document n° 1037 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile, pour l'année 1990.

(Document n° 1038 de la session)

M. le Président dépose:

Les notes explicatives portant sur les prévisions budgétaires 1991-1992 et le rapport financier préliminaire 1990-1991 du Directeur général des élections.

(Document n° 1039 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition demandant la tenue d'une commission parlementaire chargée de consulter les locataires touchés par les hausses de loyer:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 71 pétitionnaires, par M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques);

(Document n° 1040 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 71 pétitionnaires, par M. Boisclair (Gouin).

(Document n° 1041 de la session)

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 138 pétitionnaires, demandant la mise sur pied d'une commission parlementaire sur le logement au Québec.

(Document n° 1042 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 215, Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal; le projet de loi 225, Loi concernant Space Realty Co. Ltd; le projet de loi 269, Loi concernant Mélançon et Fils Inc.; le projet de loi 274, Loi concernant Société Namur Inc; et le projet de loi 276, Loi concernant Coulange Construction Inc.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programme 10);
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie (programme 1, élément 4; programme 3, élément 1; programme 6 — ministère du Conseil exécutif).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 143 et 145 du Règlement:

- La Commission des institutions, pour l'étude des crédits budgétaires du ministère du Conseil exécutif (programmes 1 et 2).

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, sont donnés les renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 286, au 2^e paragraphe de l'article 87 et au 1^{er} alinéa de l'article 97 du Règlement, le mercredi 1^{er} mai 1991, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, l'Assemblée reprendra le débat sur la motion présentée le 27 mars dernier par M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce). Cette motion se lit comme suit:

QUE le drapeau de notre pays, le Canada, trouve sa place et apparaisse à la gauche du fauteuil du Président, ici à l'Assemblée nationale du Québec.

Motions sans préavis

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le lancement du Mois de l'environnement 1991 qui a pour thème «L'environnement: une affaire de partenaires».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Rémiillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose:

30 avril 1991

QUE l'Assemblée nationale rende hommage à la mémoire de l'honorable Richard Hatfield, ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, pour sa contribution significative à la dualité canadienne.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 16 h 07, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 1^{er} mai, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce). Cette motion se lit comme suit:

QUE le drapeau de notre pays, le Canada, trouve sa place et apparaisse à la gauche du fauteuil du Président, ici à l'Assemblée nationale du Québec.

Avant d'accorder la parole au premier intervenant, M. Bissonnet, vice-président, rappelle la répartition du temps de parole convenue pour la discussion de cette motion. Les députés du Parti Égalité ont droit, incluant les 10 minutes allouées à l'auteur de la motion pour sa réplique, à un total de 55 minutes dont 15 minutes ont déjà été utilisées. Le député indépendant d'Anjou a droit, pour sa part, à une intervention de 10 minutes. Quant aux deux groupes parlementaires, 55 minutes sont accordées au groupe formant le gouvernement et 30 minutes à l'opposition officielle.

Le débat s'engage sur la motion de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce).

À la fin de son intervention, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant, à la dernière ligne, le point (.) après le mot Québec et en ajoutant, après le dernier mot de la motion, les mots et le point (.) «aux occasions que détermine, selon le cas, le Bureau de l'Assemblée nationale.»

La motion telle qu'amendée se lirait ainsi:

QUE le drapeau de notre pays, le Canada, trouve sa place et apparaisse à la gauche du fauteuil du Président, ici à l'Assemblée nationale du Québec aux occasions que détermine, selon le cas, le Bureau de l'Assemblée nationale.

M. Bissonnet, vice-président, entend quelques interventions sur la recevabilité de cet amendement, puis prend l'affaire en délibéré.

Après une brève suspension, M. Bissonnet, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de l'amendement proposé par M. Pagé, leader du gouvernement:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

L'amendement présenté par M. Pagé, leader du gouvernement, à la motion de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) est recevable pour les motifs suivants:

- il porte sur le même sujet que la motion principale;
- il n'écarte pas et ne nie pas cette dernière;
- la modification qu'il propose constituerait une modalité de la motion principale, même si cette modification peut être jugée importante;
- l'article 100 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* permet que des fonctions puissent être confiées au Bureau par l'Assemblée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, l'Assemblée poursuit le débat sur l'amendement et sur la motion principale.

Le débat terminé, un vote par appel nominal est exigé sur la motion d'amendement et sur la motion principale.

M. Bissonnet, vice-président, met d'abord aux voix la motion d'amendement de M. Pagé, leader du gouvernement, qui se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant, à la dernière ligne, le point (.) après le mot Québec et en ajoutant, après le dernier mot de la motion, les mots et le point (.) «aux occasions que détermine, selon le cas, le Bureau de l'Assemblée nationale.»

(Vote n° 141)

POUR

Audet	Charbonneau	Gautrin	Pagé
Bcaudin	Chenail	Gauvin	Poulin
Bégin	Cherry	Gobé	Richard
Bélanger	Côté	Houde	Robic
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Robillard
Bélisle	Cusano	Lafrance	St-Roch
Benoit	Dauphin	Lafrenière	Thérien
Bergeron	Després	Lemieux	Tremblay
Blackburn	Dionne	Lemire	(Rimouski)
(Roberval)	Doyon	LeSage	Trépanier
Bleau	Dutil	Loiselle	Vallerand
Bordeleau	Farrah	MacMillan	Williams
Bradet	Forget	Maltais	
Cardinal	Fradet	Messier	
Chagnon	Frulla-Hébert	Middlemiss	

CONTRE

Atkinson	Cameron	Gendron	Parizeau
Baril	Caron	Holden	Perron
Beaulne	Chevrette	Lazure	Trudel
Blackburn	Claveau	Léonard	Vermette
(Chicoutimi)	Dufour	Libman	
Boisclair	Dupuis	Marois	
Brassard	Garon	Morin	

La motion d'amendement est adoptée par le vote suivant:

Pour: 53 Contre: 24 Abstention: 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce), telle qu'amendée. Celle-ci se lisant ainsi:

QUE le drapeau de notre pays, le Canada, trouve sa place et apparaisse à la gauche du fauteuil du Président, ici à l'Assemblée nationale du Québec aux occasions que détermine, selon le cas, le Bureau de l'Assemblée nationale.

(Vote n° 142)

POUR

Audet	Charbonneau	Gautrin	Page
Beaudin	Chenail	Gauvin	Poulin
Bégin	Cherry	Gobé	Richard
Bélanger	Côté	Houde	Robic
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Robillard
Bélisle	Cusano	Lafrance	St-Roch
Benoit	Dauphin	Lafrenière	Thérien
Bergeron	Després	Lemieux	Tremblay
Blackburn	Dionne	Lemire	(Rimouski)
(Roberval)	Doyon	LeSage	Trépanier
Bleau	Dutil	Loiselle	Vallerand
Bordeleau	Farrah	MacMillan	Williams
Bradet	Forget	Maltais	
Cardinal	Fradet	Messier	
Chagnon	Frulla-Hébert	Middlemiss	

CONTRE

Baril	Caron	Gendron	Perron
Beaulne	Chevrette	Lazure	Trudel
Blackburn	Claveau	Léonard	Vermette
(Chicoutimi)	Dufour	Marois	
Boisclair	Dupuis	Morin	
Brassard	Garon	Parizeau	

La motion amendée est adoptée par le vote suivant:

Pour: 53 Contre: 20 Abstention: 0

À 12 h 35, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1043 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Cherry, ministre du Travail, propose:

QUE cette Assemblée, à l'occasion du 1^{er} mai, souligne de façon particulière la contribution inestimable des travailleuses et travailleurs au développement de la société québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Côté, ministre des Forêts, propose:

QUE l'Assemblée nationale soit sensibilisée à la Semaine de l'arbre et des forêts qui se tiendra cette année du 5 au 11 mai prochains.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail afin de planifier les travaux de la commission, d'une part, quant à son mandat d'initiative sur «La procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement» et, d'autre part, quant au mandat de surveillance d'organisme à l'égard du Bureau de révision de l'évaluation foncière (BRÉF).

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

En exécution de l'article 286 du Règlement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits budgétaires de l'Assemblée nationale pour l'année 1991-1992.

Ces crédits sont étudiés en commission plénière.

L'étude des crédits de l'Assemblée nationale étant terminée, M. le président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée.

1^{er} mai 1991

À 18 h 30, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 2 mai, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion présentée par M. Libman (D'Arcy-McGee) en vertu de l'article 324 du Règlement. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée déclare que les administrateurs et les mandataires des compagnies Aluminerie Alouette, Cie Minière Cartier, Timminco Limitée, Norsk Hydro Canada Inc., SKW Canada, A.B.I. Inc., Les Industries Cafco Ltée, Q.I.T. Fer et Titane Inc., P.P.G. Canada Inc., Reynolds Metal Co., Société Canadienne de Métaux Reynolds Ltée et Argonal, de même que leurs procureurs, ont violé les droits de cette Assemblée et d'un de ses membres, soit le député de D'Arcy-McGee, en tentant d'empêcher ladite Assemblée et ledit député d'accomplir leurs devoirs parlementaires;

QUE cette Assemblée assigne les administrateurs, mandataires et procureurs desdites compagnies à comparaître devant la Commission de l'Assemblée nationale dans les délais qu'elle déterminera;

QUE la Commission de l'Assemblée nationale soit autorisée à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que l'Assemblée lui aura envoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur cette affaire et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président entend quelques interventions sur la recevabilité de la motion de M. Libman (D'Arcy-McGee), puis prend l'affaire en délibéré.

Après une suspension de la séance, M. le Président rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de M. Libman (D'Arcy-McGee):

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Compte tenu de l'importance d'une motion résultant d'une question de privilège,

compte tenu de la situation curieuse et pour le moins ambiguë qui pourrait résulter de l'adoption du libellé de la motion originale,

et compte tenu que le Président, selon l'article 193 du Règlement, peut corriger la forme d'une motion,

le Président retranche les deux derniers alinéas de la motion du député de D'Arcy-McGee pour la rendre recevable.

L'Assemblée nationale doit dans un premier temps initier le débat sur la motion de fond; en cours de débat, une motion de forme pourra être présentée aux fins de mandater la Commission de l'Assemblée nationale pour examiner l'affaire.

Dans l'éventualité où une telle motion serait présentée, le débat sur la motion de fond serait suspendue. Si l'Assemblée nationale décidait de mandater la Commission de l'Assemblée nationale pour qu'elle examine l'affaire, le débat ne reprendrait à l'Assemblée qu'au terme de l'exécution de ce mandat par cette commission.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Libman (D'Arcy-McGee). Cette motion se lit désormais comme suit:

QUE cette Assemblée déclare que les administrateurs et les mandataires des compagnies Aluminerie Alouette, Cie Minière Cartier, Timminco Limitée, Norsk Hydro Canada Inc., SKW Canada, A.B.I. Inc., Les Industries Cafco Ltée, Q.I.T. Fer et Titane Inc., P.P.G. Canada Inc., Reynolds Metal Co., Société Canadienne de Métaux Reynolds Ltée et Argonal, de même que

leurs procureurs, ont violé les droits de cette Assemblée et d'un de ses membres, soit le député de D'Arcy-McGee, en tentant d'empêcher ladite Assemblée et ledit député d'accomplir leurs devoirs parlementaires.

À la fin de son intervention, M. Libman (D'Arcy-McGee) propose:

QUE l'Assemblée nationale convoque au préalable la Commission de l'Assemblée nationale pour examiner toutes les affaires et toutes les matières se rapportant à l'envoi d'une mise en demeure au député de D'Arcy-McGee, le 18 avril 1991, par Aluminerie Alouette, Cie Minière Cartier, Timminco Limitée, Norsk Hydro Canada Inc., SKW Canada, A.B.I. Inc., Les Industries Cafco Ltée, Q.I.T. Fer et Titane Inc., P.P.G. Canada Inc., Reynolds Metal Co., Société Canadienne de Métaux Reynolds Ltée et Argonal, de même que leurs procureurs;

QUE la Commission assigne les administrateurs mandataires et procureurs desdites compagnies à comparaître devant elle à une date fixée par la Commission;

QUE la Commission de l'Assemblée nationale soit autorisée à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que l'Assemblée lui aura envoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur cette affaire et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Libman (D'Arcy-McGee) est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1990.

(Document n° 1044 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1990.

(Document n° 1045 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Les rapports des commissions parlementaires qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1991-1992.

(Document n° 1046 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Gobé (LaFontaine) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 17 pétitionnaires, demandant la tenue d'une commission parlementaire chargée de consulter les locataires touchés par les hausses de loyer.

(Document n° 1047 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 289, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission des institutions tiendra une séance de travail afin d'organiser ses travaux dans le cadre de son mandat relatif au protecteur du citoyen.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Pagé, leader du gouvernement, une lettre lui demandant, conformément au 3^e alinéa de l'article 20 du Règlement, de prolonger la séance du jeudi 2 mai 1991, à compter de 20 heures, pour permettre l'application de l'article 271 du Règlement.

En conséquence, la séance sera prolongée à compter de 20 heures, la suspension de 18 h 30 à 20 h ayant sur l'affaire en cours l'effet d'un ajournement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 296, 297 et 298 du Règlement, il est convenu que:

- l'interpellation qui devait avoir lieu demain, le 3 mai 1991, entre M. Levesque, ministre des Finances, et M. Léonard (Labelle) est reportée au vendredi 17 mai 1991, de 9 h 30 à 11 h 30. En conséquence, il n'y aura pas d'interpellation le vendredi 3 mai 1991;
- en lieu et place, il y aura une interpellation sur un sujet à être déterminé selon les dispositions du Règlement, le vendredi 7 juin 1991, de 10 h 00 à 12 h;
- l'interpellation inscrite au *Feuilleton et préavis* d'aujourd'hui par Mme Marois (Taillon) à l'endroit de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, concernant «les fermetures d'entreprises au Québec» et prévue pour le vendredi 10 mai 1991, aura lieu le vendredi 24 mai 1991;
- en lieu et place de cette interpellation du 10 mai 1991, M. Boisclair (Gouin) interpellera Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, sur le sujet suivant: «le contrôle des valeurs mobilières au Québec»;
- les avis nécessaires seront inscrits au *Feuilleton et préavis*.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion présentée par M. Libman (D'Arcy-McGee) au cours de la présente séance. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale convoque au préalable la Commission de l'Assemblée nationale pour examiner toutes les affaires et toutes les matières se rapportant à l'envoi d'une mise en demeure au député de D'Arcy-McGee, le 18 avril 1991, par Aluminerie Alouette, Cie Minière Cartier, Timminco Limitée, Norsk Hydro Canada Inc., SKW Canada, A.B.I. Inc., Les Industries Cafco Ltée, Q.I.T. Fer et Titane Inc., P.P.G. Canada Inc., Reynolds Metal Co., Société Canadienne de Métaux Reynolds Ltée et Argonal, de même que leurs procureurs;

QUE la Commission assigne les administrateurs mandataires et procureurs desdites compagnies à comparaître devant elle à une date fixée par la Commission;

QUE la Commission de l'Assemblée nationale soit autorisée à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que l'Assemblée lui aura envoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur cette affaire et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

Le débat terminé, M. Bissonnet, vice-président, met aux voix la motion de M. Libman (D'Arcy-McGee); un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°143)

POUR

Atkinson	Cameron	Dufour	Larouche
Beaulne	Caron	Dupuis	Libman
Boisclair	Carrier-Perreault	Garon	Morin
Bourdon	Chevrette	Harel	Perron
Brassard	Claveau	Holden	

CONTRE

Bégin	Chenail	Hovington	Richard
Bélanger	Côté	Kehoe	Rivard
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Robic
Bélanger	Cusano	Lafrenière	Robillard
(Még.-Compton)	Dauphin	Leclerc	Savoie
Bélisle	Dionne	Lemire	Sirros
Benoit	Doyon	LeSage	Thérien
Bergeron	Dutil	Loiselle	Tremblay
Bleau	Elkas	Maltais	(Outremont)
Bordeleau	Farrah	Messier	Tremblay
Bourbeau	Fradet	Pagé	(Rimouski)
Brouillette	Gautrin	Paradis	
Cardinal	Gauvin	(Matapédia)	
Chagnon	Gobé	Pelchat	
Charbonneau	Houde	Poulin	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 19 Contre: 50 Abstention: 0

En conséquence, l'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Libman (D'Arcy-McGee) proposant:

QUE cette Assemblée déclare que les administrateurs et les mandataires des compagnies Aluminerie Alouette, Cie Minière Cartier, Timminco Limitée, Norsk Hydro Canada Inc., SKW Canada, A.B.I. Inc., Les Industries Cafco Ltée, Q.I.T. Fer et Titane Inc., P.P.G. Canada Inc., Reynolds Metal Co., Société Canadienne de Métaux Reynolds Ltée et Argonal, de même que leurs procureurs, ont violé les droits de cette Assemblée et d'un de ses membres, soit le député de D'Arcy-McGee, en tentant d'empêcher ladite Assemblée et ledit député d'accomplir leurs devoirs parlementaires.

Le débat terminé, la motion est rejetée.

À 18 h 36, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Affaires prioritaires

M. Levesque, ministre des Finances, prononce le discours du budget.

Au cours de son intervention, M. Levesque dépose, du consentement de l'Assemblée, les documents suivants:

- le sommaire des opérations financières pour 1990-1991;
(Document n° 1048 de la session)
- le sommaire des opérations financières pour 1991-1992.
(Document n° 1049 de la session)

2 mai 1991

À la fin de son intervention, M. Levesque propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Léonard (Labelle) fait quelques commentaires au nom de l'opposition officielle.

À 22 h 06, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 7 mai, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

278 Loi concernant la ville de Rimouski.

(Document n° 1050 de la session)

M. Tremblay (Rimouski) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 278, Loi concernant la ville de Rimouski.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 278 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

279 Loi concernant la ville d'Amos.

(Document n° 1051 de la session)

M. Gendron (Abitibi-Ouest) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 279, Loi concernant la ville d'Amos.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 279 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de pétitions

Sont déposés quatre extraits de pétition demandant la tenue d'une commission parlementaire chargée de consulter les locataires touchés par les hausses de loyer:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 118 pétitionnaires, par M. Boisclair (Gouin);
(Document n° 1052 de la session)
 - le deuxième, extrait d'une pétition signée par 128 pétitionnaires, par M. Chevette (Joliette);
(Document n° 1053 de la session)
 - le troisième, extrait d'une pétition signée par 71 pétitionnaires, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve);
(Document n° 1054 de la session)
 - le quatrième, extrait d'une pétition signée par 134 pétitionnaires, par Mme Marois (Taillon).
(Document n° 1055 de la session)
-

Mme Caron (Terrebonne) dépose les deux extraits de pétition suivants:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 60 pétitionnaires, concernant le transfert de responsabilités en matière municipale;
(Document n° 1056 de la session)
- le second, extrait d'une pétition signée par 73 pétitionnaires, concernant l'augmentation des taxes scolaires.
(Document n° 1057 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, est révoqué l'ordre suivant adopté par l'Assemblée lors de la séance du 21 mars 1991:

QUE la Commission de la culture procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques à compter du 14 mai 1991 dans le cadre de l'étude du projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma; les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 22 avril 1991; la ministre des Affaires culturelles soit membre de la commission pour la durée de ce mandat; la liste des groupes invités soit celle ci-après déposée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission de la culture procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques à compter du 16 mai 1991 dans le cadre de l'étude du projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma; les mémoires soient

reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 22 avril 1991; la ministre des Affaires culturelles soit membre de la commission pour la durée de ce mandat; la liste des groupes invités soit celle déposée lors de la séance du 21 mars 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de procéder à des consultations particulières et de tenir des auditions publiques dans le but d'examiner la situation de la prévention de la cruauté envers les animaux au Québec et sur l'opportunité de légiférer en cette matière;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 215, Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal; le projet de loi 269, Loi concernant Mélançon et Fils Inc.; le projet de loi 274, Loi concernant Société Namur Inc; le projet de loi 276, Loi concernant Coulonge Construction Inc.; le projet de loi 225, Loi concernant Space Realty Co. Ltd.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Crédits budgétaires

L'Assemblée tient le débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1991-1992.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour sa durée. Mise à part une réplique de 10 minutes accordée à M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, et les 10 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale consacrée à ce débat. Dans ce cadre, aucune limite n'est fixée à la durée de chacune des interventions.

Le débat s'ensuit.

Pour donner suite à une demande de directive de M. Chevette, leader de l'opposition officielle, concernant l'application de l'article 308 du Règlement relatif aux réponses différées, M. le Président interrompt le débat pour rendre la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Devant l'imprécision du Règlement, le Président doit favoriser le débat et non le restreindre. Un débat de fin de séance doit être tenu au moment où la réponse complète est donnée. Considérant que la période de questions dont on parle à l'article 308 du Règlement comprend les réponses différées, considérant que cette disposition tire son origine de l'article 174 de l'ancien Règlement, le Président décide qu'un débat de fin de séance peut être soulevé à la suite d'une réponse différée.

Puis, M. le Président informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- le premier, entre M. Claveau (Ungava) et Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant les contrats à risques partagés d'Hydro-Québec;
- le second, entre M. Dufour (Jonquière) et M. Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant la fiscalité municipale;
- le troisième, entre M. Gendron (Abitibi-Ouest) et M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, concernant le budget de la voirie régionale en Abitibi.

L'Assemblée poursuit le débat sur les rapports de commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour financière 1991-1992.

Le débat terminé, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que conformément à l'article 288 du Règlement, ces rapports seront mis aux voix après que l'Assemblée aura statué sur la motion du ministre des Finances présentée à la fin du discours du budget.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 126, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 126 est adopté.

7 mai 1991

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 126 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur les mines, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Claveau (Ungava), le débat est ajourné.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, entre M. Claveau (Ungava) et Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant les contrats à risques partagés d'Hydro-Québec;
 - le second, entre M. Dufour (Jonquière) et M. Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant la fiscalité municipale;
 - le troisième, entre M. Gendron (Abitibi-Ouest) et M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, concernant le budget de la voirie régionale en Abitibi.
-

À 19 h 09, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 8 mai, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Avant que ne soit entrepris le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la première partie de ce débat, soit les 13 heures 30 minutes prévues à l'article 275 du Règlement. Une période de 6 heures 15 minutes est réservée au groupe formant le gouvernement, incluant le discours du budget qui a duré 1 heure 47 minutes; il reste donc à ce groupe 4 heures 28 minutes. Une période de 6 heures 15 minutes est réservée à l'opposition officielle, incluant les 10 minutes de commentaires de son critique financier; il reste donc 6 heures 5 minutes à l'opposition officielle. Quant au groupe des députés indépendants, une période d'une heure lui est réservée.

Dans ce cadre, une limite de 20 minutes est fixée à la durée de chacune des interventions, à l'exception de celle du chef de l'opposition officielle et de celle d'un ministre à désigner qui pourront bénéficier chacun d'un temps de parole d'un maximum de 45 minutes. Le temps non utilisé par un groupe pourra être attribué au groupe formant le gouvernement ou à l'opposition officielle.

M. Léonard (Labelle), à titre de représentant de l'opposition officielle, entreprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement.

À la fin de son intervention, M. Léonard (Labelle) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale condamne très sévèrement le gouvernement libéral et son ministre des Finances pour avoir délibérément, dans le budget 1991-1992, augmenté les taxes aux contribuables de 902 millions de dollars et ce, après les avoir

haussées l'an dernier de 1,5 milliard, portant ainsi le fardeau fiscal additionnel des contribuables à 2,4 milliards de dollars cette année et handicapant sévèrement toute chance de reprise économique, de même que pour avoir fait preuve d'une inertie totale dans la mise sur pied de mesures susceptibles de relancer l'économie du Québec.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui augmente le fardeau fiscal des automobilistes, des camionneurs et des transporteurs, lesquels devront déboursier en 1991-1992 248 millions de dollars de plus à cause de la hausse réelle de 5,2 cents de la taxe sur l'essence et 153 millions de dollars de plus à cause de la hausse du prix du permis de conduire et des droits d'immatriculation annoncée le 28 juin 1990 et en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1990, qui mine sérieusement la capacité concurrentielle de l'industrie québécoise du tourisme et du camionnage au moment où cette dernière doit s'adapter au libre-échange et à la déréglementation du camionnage, qui n'alloue pas les fonds nécessaires à la restauration du réseau routier québécois, et qui empêche par son inertie les Québécois et les Québécoises de bénéficier pleinement des retombées de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec signée en juin 1988.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 140 Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures.

La motion est adoptée.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 137 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice.

La motion est adoptée.

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 138 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

292 Loi concernant Betts Realty Ltd.

(Document n° 1058 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 292, Loi concernant Betts Realty Ltd.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 292 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Pagé, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1059 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Godin (Mercier) concernant les sujets suivants:

- le nombre d'inscriptions et de bénéficiaires pour les cours offerts dans le cadre de certains programmes du COFI — Question n° 13, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991;

(Document n° 1060 de la session)

- les investissements réalisés, les certificats de sélection émis par le Québec et les visas accordés par le gouvernement fédéral dans le cadre du programme d'aide aux immigrants investisseurs — Question n° 14, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991.

(Document n° 1061 de la session)

Les réponses aux questions écrites de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) concernant les sujets suivants:

- la répartition des budgets et des dépenses entre le MMSRFP, le MEQ, le MESS et le MCCI en vertu de l'Accord Canada-Québec sur la formation en établissement — Question n° 15, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991;

(Document n° 1062 de la session)

- la planification des achats directs de formation en établissement par le comité conjoint créé en vertu de l'Entente Canada-Québec sur la planification de l'emploi — Question n° 16, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991;

(Document n° 1063 de la session)

- la planification des achats de formation sur mesure par le comité conjoint créé en vertu de l'Entente Canada-Québec sur la planification de l'emploi — Question n° 17, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991;

(Document n° 1064 de la session)

- l'aide de l'État accordée en vertu des pouvoirs discrétionnaires du ministre et pour cause de dénuement total suite à l'application de la *Loi sur la sécurité du revenu* — Question n° 18, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991;

(Document n° 1065 de la session)

- les sociétés de formation ayant demandé à être enregistrées au nouveau programme de crédits d'impôt à la formation, celles qui l'ont été, ainsi que les critères d'acceptation — Question n° 19, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991;

(Document n° 1066 de la session)

- les programmes de financement des Comités d'adaptation de la main-d'oeuvre (CAMO) — Question n° 20, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991;
(Document n° 1067 de la session)
- les demandes d'aide accordées ou refusées en vertu du programme d'aide aux travailleurs âgés (PATA), ainsi que les modalités de financement de celui-ci — Question n° 21, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991;
(Document n° 1068 de la session)
- le nombre de demandes d'information faites par des employeurs en rapport avec le programme d'aide à l'intégration en emploi (PAIE) — Question n° 22, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991.
(Document n° 1069 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Morin (Dubuc) concernant l'administration par la Société des établissements de plein air du Québec de ses terrains et équipements. Question n° 23, *Feuilleton et préavis* du 8 mai 1991.

(Document n° 1070 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition demandant la tenue d'une commission parlementaire chargée de consulter les locataires touchés par les hausses de loyer:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 94 pétitionnaires, par M. Paré (Shefford);
(Document n° 1071 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 138 pétitionnaires, par M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques);
(Document n° 1072 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 8 pétitionnaires, par M. Gobé (LaFontaine).
(Document n° 1073 de la session)

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 27 068 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1074 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'examiner la situation de la prévention de la cruauté envers les animaux au Québec et sur l'opportunité de légiférer en cette matière, ceci dans le cadre de consultations particulières et d'auditions publiques;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 126, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 278, Loi concernant la ville de Rimouski, et le projet de loi 279, Loi concernant la ville d'Amos;
- la Commission de l'éducation, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 289, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement:

- la Commission de l'éducation, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 283, Loi modifiant la Charte de l'Université Laval.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle) et M. Garon (Lévis).

À la fin de son intervention, Mme Marois (Taillon) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, en dépit de la récession que nous traversons et de la progression à des niveaux records du nombre de faillites commerciales, non seulement ne met pas en place un véritable programme de soutien aux entreprises québécoises mais leur impose plutôt de nouvelles charges fiscales qui ne peuvent qu'augmenter leurs difficultés.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme vivement le gouvernement libéral pour son désengagement envers la main-d'oeuvre québécoise, au chapitre de la formation professionnelle, et le dénonce sévèrement de n'avoir pris aucune mesure afin de remédier au déclin de la formation offerte aux travailleurs, travailleuses et sans-emploi du Québec, compromettant leur maintien ou leur retour sur un marché du travail hautement compétitif.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Caron (Terrebonne) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale reproche vivement au gouvernement libéral et à son ministre des Finances d'avoir choisi de maintenir à 8% la TPS québécoise plutôt qu'à 7%, contrairement à ce qu'il avait annoncé précédemment, augmentant ainsi la charge fiscale des consommateurs et consommatrices du Québec de 762 millions de dollars, ce qui contribue à l'augmentation de leur endettement.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Morin (Dubuc) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée condamne avec vigueur la hausse des tarifs pouvant aller jusqu'à 50% pour les permis et les droits d'accès pour la pratique de la villégiature, de la chasse et de la pêche sur les territoires publics du Québec.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Beaulne (Bertrand) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de transformer la fiscalité québécoise en sourdine et à la pièce sur le dos du contribuable moyen, plutôt que de le soulager en amorçant une véritable réforme basée sur une distribution mieux équilibrée et mieux partagée de la contribution à l'assiette fiscale du gouvernement par chacune des catégories de contribuables.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement.

À 18 h 20, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 9 mai, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

La première, présentée par M. Léonard (Labelle):

QUE l'Assemblée nationale condamne très sévèrement le gouvernement libéral et son ministre des Finances pour avoir délibérément, dans le budget 1991-1992, augmenté les taxes aux contribuables de 902 millions de dollars et ce, après les avoir haussées l'an dernier de 1,5 milliard, portant ainsi le fardeau fiscal additionnel des contribuables à 2,4 milliards de dollars cette année et handicapant sévèrement toute chance de reprise économique, de même que pour avoir fait preuve d'une inertie totale dans la mise sur pied de mesures susceptibles de relancer l'économie du Québec.

La deuxième, présentée par M. Garon (Lévis):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui augmente le fardeau fiscal des automobilistes, des camionneurs et des transporteurs, lesquels devront déboursier en 1991-1992 248 millions de dollars de plus à cause de la hausse réelle de 5,2 cents de la taxe sur l'essence et 153 millions de dollars de plus à cause de la hausse du prix du permis de conduire et des droits d'immatriculation annoncée le 28 juin 1990 et en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1990, qui mine

sérieusement la capacité concurrentielle de l'industrie québécoise du tourisme et du camionnage au moment où cette dernière doit s'adapter au libre-échange et à la déréglementation du camionnage, qui n'alloue pas les fonds nécessaires à la restauration du réseau routier québécois, et qui empêche par son inertie les Québécois et les Québécoises de bénéficier pleinement des retombées de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec signée en juin 1988.

La troisième, présentée par Mme Marois (Taillon):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, en dépit de la récession que nous traversons et de la progression à des niveaux records du nombre de faillites commerciales, non seulement ne met pas en place un véritable programme de soutien aux entreprises québécoises mais leur impose plutôt de nouvelles charges fiscales qui ne peuvent qu'augmenter leurs difficultés.

La quatrième, présentée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve):

QUE cette Assemblée blâme vivement le gouvernement libéral pour son désengagement envers la main-d'oeuvre québécoise, au chapitre de la formation professionnelle, et le dénonce sévèrement de n'avoir pris aucune mesure afin de remédier au déclin de la formation offerte aux travailleurs, travailleuses et sans-emploi du Québec, compromettant leur maintien ou leur retour sur un marché du travail hautement compétitif.

La cinquième, présentée par Mme Caron (Terrebonne):

QUE l'Assemblée nationale reproche vivement au gouvernement libéral et à son ministre des Finances d'avoir choisi de maintenir à 8% la TPS québécoise plutôt qu'à 7%, contrairement à ce qu'il avait annoncé précédemment,

augmentant ainsi la charge fiscale des consommateurs et consommatrices du Québec de 762 millions de dollars, ce qui contribue à l'augmentation de leur endettement.

La sixième, présentée par M. Morin (Dubuc):

QUE cette Assemblée condamne avec vigueur la hausse des tarifs pouvant aller jusqu'à 50% pour les permis et les droits d'accès pour la pratique de la villégiature, de la chasse et de la pêche sur les territoires publics du Québec.

La septième, présentée par M. Beaulne (Bertrand):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de transformer la fiscalité québécoise en sourdine et à la pièce sur le dos du contribuable moyen, plutôt que de le soulager en amorçant une véritable réforme basée sur une distribution mieux équilibrée et mieux partagée de la contribution à l'assiette fiscale du gouvernement par chacune des catégories de contribuables.

À la fin de son intervention, M. Chevrete, leader de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale dénonce vigoureusement le gouvernement libéral et son ministre des Finances qui, par l'imposition inconsidérée et insidieuse de taxes directes et indirectes pour un montant de 2,4 milliards cette année, non seulement égorgent littéralement le salarié moyen, mais annihilent tous les semblants d'efforts gouvernementaux dans l'ébauche d'une politique familiale tout en réduisant à néant les effets de leurs piètres mesurètes de relance économique.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement du Québec pour son incapacité et son impuissance à obtenir depuis 6 ans des correctifs au désengagement financier décrété unilatéralement par le gouvernement fédéral par une réduction progressive et constante des transferts fédéraux au Québec hypothéquant ses perspectives de développement comme société et se traduisant notamment par un manque à gagner de 1,7 milliard de dollars en 1991-1992 au chapitre du financement des programmes établis en matière de santé et d'éducation postsecondaire.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Blackburn (Chicoutimi) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour n'avoir adopté aucune nouvelle mesure susceptible de corriger l'échec de ses politiques actuelles visant à rattraper le retard du Québec en matière de recherche et développement.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Libman (D'Arcy-McGee) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de renoncer à diriger et à prendre ses responsabilités en entretenant, quant au statut constitutionnel du Québec, une incertitude et une ambiguïté constantes qui continueront à entraîner un très gros fardeau fiscal pour la province tout en diminuant la confiance des investisseurs, fardeau qui pourrait facilement s'étendre sur une période de 30 ans, peu importe le résultat des 18 prochains mois.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE les membres de cette Assemblée blâment le gouvernement de ne pas considérer prioritaire l'éducation primaire, secondaire et l'enseignement supérieur en imposant des compressions budgétaires de près de 100 millions de dollars aux commissions scolaires, au moment où plusieurs pays industrialisés investissent massivement en éducation.

À 12 h 27, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

264 Loi concernant la ville de Matane.

(Document n° 1075 de la session)

Mme Hovington (Matane) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 264, Loi concernant la ville de Matane.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 264 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le décret 37-91 ainsi que le texte des lettres patentes concernant la Corporation du Parc technologique du Québec métropolitain.

(Document n° 1076 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Rivard, ministre délégué à la Francophonie, propose:

QUE cette Assemblée adresse ses félicitations au Président de la République française, monsieur François Mitterrand, à l'occasion du 10^e anniversaire de son accession à ses hautes

fonctions et qu'elle lui fasse part de ses plus sincères remerciements pour son apport aux relations directes et privilégiées entre la France et le Québec et pour sa contribution à l'essor de la francophonie.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de compléter ses consultations particulières et de tenir des auditions publiques dans le but d'examiner la situation de la prévention de la cruauté envers les animaux au Québec et sur l'opportunité de légiférer en cette matière;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 278, Loi concernant la ville de Rimouski, et le projet de loi 279, Loi concernant la ville d'Amos.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de l'éducation, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 289, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, et le projet de loi 283, Loi modifiant la Charte de l'Université Laval.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 264, Loi concernant la ville de Matane.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 17 mai 1991, M. Léonard (Labelle) s'adressera à M. Levesque, ministre des Finances, dans le cadre de l'interpellation portant sur «l'évolution des transferts fiscaux fédéraux».

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle), M. Garon (Lévis), Mme Marois (Taillon), Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), Mme Caron (Terrebonne), M. Morin (Dubuc), M. Beaulne (Bertrand), M. Chevette, leader de l'opposition officielle, M. Brassard, whip de l'opposition officielle, Mme Blackburn (Chicoutimi), M. Libman (D'Arcy-McGee) et M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Québec pour sa politique de laisser-aller face aux problèmes générés par la récession, pour les taxes instaurées

qui entraîneront des hausses de prix et mineront inévitablement les possibilités de reprise économique, pour le fatalisme et l'absence totale de perspective de la politique budgétaire du gouvernement.

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Perron (Duplessis) à M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, concernant les revendications des Algonquins du lac Barrière;
- le second, sur une question adressée par Mme Blackburn (Chicoutimi) à M. Pagé, ministre de l'Éducation, concernant le français à l'école Saint-Luc de Montréal.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, il est convenu que le débat entre Mme Blackburn (Chicoutimi) et M. Pagé, ministre de l'Éducation, concernant le français à l'école Saint-Luc de Montréal, sera reporté à la fin de la séance du mardi 14 mai 1991.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, et sur les motions de censure.

À la fin de son intervention, Mme Dupuis (Verchères) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour l'impact négatif sur le tourisme qu'auront la hausse des taxes sur l'essence et le maintien à 8% de la taxe de vente du Québec.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement libéral qui, pour la sixième fois consécutive, a renié son engagement solennel d'accorder 1% du budget total de l'État au budget du ministère des Affaires culturelles ainsi que pour l'absence de mesures concrètes visant à améliorer la situation de l'emploi dans le Centre-Sud et le Plateau-Mont-Royal.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Dufour (Jonquière) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement libéral qui s'apprête à refiler, unilatéralement et pour une deuxième année consécutive, des charges financières avoisinant les 400 millions de dollars aux municipalités, et ainsi contribuer à alourdir encore davantage le fardeau fiscal foncier des citoyens et citoyennes du Québec.

Débats de fin de séance

À 18 h 30, l'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre M. Perron (Duplessis) et M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, concernant les revendications des Algonquins du lac Barrière.

9 mai 1991

À 18 h 45, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 14 mai, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, fait une déclaration concernant une série d'ajustements apportés aux propositions initiales soumises par le gouvernement aux municipalités en vue d'un partage de responsabilités.

M. Dufour (Jonquière) prend la parole au nom de l'opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 55 et 56 du Règlement, les durées respectives de la déclaration, des commentaires et de la réplique avaient été portées à un maximum de quinze minutes, quinze minutes et cinq minutes.

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 261 Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa.

(Document n° 1077 de la session)

M. Cusano (Viau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 261, Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 261 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

288 Loi concernant la municipalité d'Oka.

(Document n° 1078 de la session)

M. Bergeron (Deux-Montagnes) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 288, Loi concernant la municipalité d'Oka.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 288 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

275 Loi concernant la ville de Verdun.

(Document n° 1079 de la session)

M. Gautrin (Verdun) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 275, Loi concernant la ville de Verdun.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 275 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de pétitions

M. Dufour (Jonquière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 8 666 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.
(Document n° 1081 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 62 et 63 du Règlement, M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 79 164 pétitionnaires, concernant les services de transport en commun dans plusieurs localités.
(Document n° 1082 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, dépose:

Copie de deux mémoires de M. Elkas, ministre des Transports, au Conseil des ministres, datés du 19 avril 1991, concernant le programme d'aide gouvernementale au transport en commun.

(Document n° 1083 de la session)

Motions sans préavis

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose:

QUE cette Assemblée souligne le cinquième anniversaire de la Semaine des garderies qui, cette année, se tient du 12 au 18 mai, sous le thème «Tant qu'il y aura des enfants»

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, lors de la séance du mercredi 15 mai 1991, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, la motion débattue sera celle de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) proposant

l'adoption du principe du projet de loi 193, Loi rétablissant l'ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

La première, présentée par M. Léonard (Labelle):

QUE l'Assemblée nationale condamne très sévèrement le gouvernement libéral et son ministre des Finances pour avoir délibérément, dans le budget 1991-1992, augmenté les taxes aux contribuables de 902 millions de dollars et ce, après les avoir haussées l'an dernier de 1,5 milliard, portant ainsi le fardeau fiscal additionnel des contribuables à 2,4 milliards de dollars cette année et handicapant sévèrement toute chance de reprise économique, de même que pour avoir fait preuve d'une inertie totale dans la mise sur pied de mesures susceptibles de relancer l'économie du Québec.

La deuxième, présentée par M. Garon (Lévis):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui augmente le fardeau fiscal des automobilistes, des camionneurs et des transporteurs, lesquels devront déboursier en 1991-1992 248 millions de dollars de plus à cause de la hausse réelle de 5,2 cents de la taxe sur l'essence et 153 millions de dollars de plus à cause de la hausse du prix du permis de

conduire et des droits d'immatriculation annoncée le 28 juin 1990 et en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1990, qui mine sérieusement la capacité concurrentielle de l'industrie québécoise du tourisme et du camionnage au moment où cette dernière doit s'adapter au libre-échange et à la déréglementation du camionnage, qui n'alloue pas les fonds nécessaires à la restauration du réseau routier québécois, et qui empêche par son inertie les Québécois et les Québécoises de bénéficier pleinement des retombées de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec signée en juin 1988.

La troisième, présentée par Mme Marois (Taillon):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, en dépit de la récession que nous traversons et de la progression à des niveaux records du nombre de faillites commerciales, non seulement ne met pas en place un véritable programme de soutien aux entreprises québécoises mais leur impose plutôt de nouvelles charges fiscales qui ne peuvent qu'augmenter leurs difficultés.

La quatrième, présentée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve):

QUE cette Assemblée blâme vivement le gouvernement libéral pour son désengagement envers la main-d'oeuvre québécoise, au chapitre de la formation professionnelle, et le dénonce sévèrement de n'avoir pris aucune mesure afin de remédier au déclin de la formation offerte aux travailleurs, travailleuses et sans-emploi du Québec, compromettant leur maintien ou leur retour sur un marché du travail hautement compétitif.

La cinquième, présentée par Mme Caron (Terrebonne):

QUE l'Assemblée nationale reproche vivement au gouvernement libéral et à son ministre des Finances d'avoir

choisi de maintenir à 8% la TPS québécoise plutôt qu'à 7%, contrairement à ce qu'il avait annoncé précédemment, augmentant ainsi la charge fiscale des consommateurs et consommatrices du Québec de 762 millions de dollars, ce qui contribue à l'augmentation de leur endettement.

La sixième, présentée par M. Morin (Dubuc):

QUE cette Assemblée condamne avec vigueur la hausse des tarifs pouvant aller jusqu'à 50% pour les permis et les droits d'accès pour la pratique de la villégiature, de la chasse et de la pêche sur les territoires publics du Québec.

La septième, présentée par M. Beaulne (Bertrand):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de transformer la fiscalité québécoise en sourdine et à la pièce sur le dos du contribuable moyen, plutôt que de le soulager en amorçant une véritable réforme basée sur une distribution mieux équilibrée et mieux partagée de la contribution à l'assiette fiscale du gouvernement par chacune des catégories de contribuables.

La huitième, présentée par M. Chevrete, leader de l'opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale dénonce vigoureusement le gouvernement libéral et son ministre des Finances qui, par l'imposition inconsidérée et insidieuse de taxes directes et indirectes pour un montant de 2,4 milliards cette année, non seulement égorgent littéralement le salarié moyen, mais annihilent tous les semblants d'efforts gouvernementaux dans l'ébauche d'une politique familiale tout en réduisant à néant les effets de leurs piètres mesurètes de relance économique.

La neuvième, présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement du Québec pour son incapacité et son impuissance à obtenir depuis 6 ans des correctifs au désengagement financier décrété unilatéralement par le gouvernement fédéral par une réduction progressive et constante des transferts fédéraux au Québec hypothéquant ses perspectives de développement comme société et se traduisant notamment par un manque à gagner de 1,7 milliard de dollars en 1991-1992 au chapitre du financement des programmes établis en matière de santé et d'éducation postsecondaire.

La dixième, présentée par Mme Blackburn (Chicoutimi):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour n'avoir adopté aucune nouvelle mesure susceptible de corriger l'échec de ses politiques actuelles visant à rattraper le retard du Québec en matière de recherche et développement.

La onzième, présentée par M. Libman (D'Arcy-McGee):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de renoncer à diriger et à prendre ses responsabilités en entretenant, quant au statut constitutionnel du Québec, une incertitude et une ambiguïté constantes qui continueront à entraîner un très gros fardeau fiscal pour la province tout en diminuant la confiance des investisseurs, fardeau qui pourrait facilement s'étendre sur une période de 30 ans, peu importe le résultat des 18 prochains mois.

La douzième, présentée par M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle:

QUE les membres de cette Assemblée blâment le gouvernement de ne pas considérer prioritaire l'éducation

primaire, secondaire et l'enseignement supérieur en imposant des compressions budgétaires de près de 100 millions de dollars aux commissions scolaires, au moment où plusieurs pays industrialisés investissent massivement en éducation.

La treizième, présentée par M. Parizeau, chef de l'opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Québec pour sa politique de laisser-aller face aux problèmes générés par la récession, pour les taxes instaurées qui entraîneront des hausses de prix et mineront inévitablement les possibilités de reprise économique, pour le fatalisme et l'absence totale de perspective de la politique budgétaire du gouvernement.

La quatorzième, présentée par Mme Dupuis (Verchères):

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour l'impact négatif sur le tourisme qu'auront la hausse des taxes sur l'essence et le maintien à 8% de la taxe de vente du Québec.

La quinzième, présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques):

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement libéral qui, pour la sixième fois consécutive, a renié son engagement solennel d'accorder 1% du budget total de l'État au budget du ministère des Affaires culturelles ainsi que pour l'absence de mesures concrètes visant à améliorer la situation de l'emploi dans le Centre-Sud et le Plateau-Mont-Royal.

La seizième, présentée par M. Dufour (Jonquière):

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement libéral qui s'apprête à refiler, unilatéralement et pour une deuxième année consécutive, des charges financières avoisinant les 400 millions de dollars aux municipalités, et ainsi contribuer à alourdir encore davantage le fardeau fiscal foncier des citoyens et citoyennes du Québec.

À la fin de son intervention, M. Baril (Arthabaska) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour son incompréhension des problèmes des producteurs et productrices agricoles du Québec, dont les conditions se détériorent constamment depuis 1986 et qui font face à une situation économique difficile, et pour son incapacité à mettre en branle un plan de relance de l'agriculture québécoise.

Le débat se poursuit.

Treize heures trente minutes s'étant écoulées depuis le début du discours de M. Levesque, ministre des Finances, le débat est suspendu à l'Assemblée pour se poursuivre à la Commission du budget et de l'administration.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin que s'y poursuive le débat sur le discours du budget.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, proposant que le principe du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur les mines, soit maintenant adopté.

14 mai 1991

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée que, conformément à ce qui a été convenu lors de la séance du jeudi 9 mai 1991, sera tenu, à la fin de la présente séance, un débat de fin de séance sur une question adressée par Mme Blackburn (Chicoutimi) à M. Pagé, ministre de l'Éducation, concernant le français à l'école Saint-Luc de Montréal.

Le débat se poursuit sur la motion de Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 130 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 130 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur les mines.
-

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Baril (Arthabaska).

14 mai 1991

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre Mme Blackburn (Chicoutimi) et M. Pagé, ministre de l'Éducation, concernant le français à l'école Saint-Luc de Montréal.

À 18 h 45, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 15 mai, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose que le principe du projet de loi 193, Loi rétablissant l'ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux, soit maintenant adopté

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Marois (Taillon).

À 12 h 31, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 145 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

La motion est adoptée.

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 144 Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool;
- 147 Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention.

Ces motions sont adoptées.

M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 139 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique;
- 141 Loi sur l'enseignement privé.

Ces motions sont adoptées.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 142 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 152 Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 143 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

La motion est adoptée.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 149 Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, dépose:

Les dispositions constituant une convention collective de travail entre le Gouvernement du Québec et l'Association professionnelle des ingénieurs du Gouvernement du Québec en version française et anglaise.

(Document n° 1080 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 148 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- 146 Loi modifiant le montant des amendes dans diverses dispositions législatives.

Ces motions sont adoptées.

M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 150 Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

La motion est adoptée.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 136 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 151 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

La motion est adoptée.

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 153 Loi sur le courtage immobilier.

La motion est adoptée.

M. Beaulne (Bertrand) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 195 Loi concernant la circonscription électorale de Marguerite-d'Youville.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

La décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale en date du 8 mai 1991:

- Décision 442 concernant le paiement d'une indemnité de départ à une ex-membre du personnel d'un député.

(Document n° 1084 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 7, 8 et 9 mai 1991, a procédé à des consultations particulières et tenu des auditions publiques afin d'examiner la situation de la prévention de la cruauté envers les animaux au Québec et l'opportunité de légiférer en cette matière.

(Document n° 1085 de la session)

M. Després (Limoilou) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 7 mai 1991, a consulté les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 215 Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal — rapporté avec un amendement;

(Document n° 1086 de la session)

Le rapport est adopté.

- 225 Loi concernant Space Realty Co. Ltd — rapporté sans amendement;

(Document n° 1087 de la session)

Le rapport est adopté.

- 269 Loi concernant Mélançon et Fils Inc. — rapporté sans amendement;
(Document n° 1088 de la session)

Le rapport est adopté.

- 274 Loi concernant Société Namur Inc. — rapporté sans amendement;
(Document n° 1089 de la session)

Le rapport est adopté.

- 276 Loi concernant Coulonge Construction Inc. — rapporté sans
amendement.
(Document n° 1090 de la session)

Le rapport est adopté.

Mme Hovington (Matane) dépose:

Les rapports de la Commission de l'éducation qui, le 14 mai 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 283 Loi modifiant la Charte de l'Université Laval — rapporté sans
amendement;
(Document n° 1091 de la session)

Le rapport est adopté.

- 289 Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions
scolaires catholiques du Québec — rapporté sans amendement.
(Document n° 1092 de la session)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 247 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1093 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de procéder à des consultations particulières et de tenir des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de compléter le débat sur le discours du budget;

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 278, Loi concernant la ville de Rimouski; le projet de loi 279, Loi concernant la ville d'Amos; et le projet de loi 264, Loi concernant la ville de Matane.

Motions sans préavis

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale du tourisme qui se tient cette année du 13 au 19 mai.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, propose une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

M. Beaulne (Bertrand) propose:

QUE l'Assemblée nationale, à l'occasion de la visite à Québec de l'Association des familles des détenus et disparus du Chili, signifie son appui aux principes de justice et de démocratie défendus par les organisations oeuvrant pour les droits de la personne au Chili.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 118 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 118 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.

15 mai 1991

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 138, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 138 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 138 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 138, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

À 17 h 07, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 16 mai, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 134, Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants, soit maintenant adopté.

Après le débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 134 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 134 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 135, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, soit maintenant adopté.

Après le débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 135 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 135 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les districts d'appel.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur le ministère du Revenu.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 107, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts, soit adopté.

Après le débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 107 est adopté.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 114, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*), soit adopté.

Après le débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 114 est adopté.

16 mai 1991

À 11 h 56, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Savoie, ministre du Revenu, fait une déclaration concernant l'inscription des mandataires dans le cadre de la réforme de la taxe de vente du Québec et son harmonisation avec la TPS.

M. Léonard (Labelle) prend la parole au nom de l'opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

Dépôts de rapports de commissions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 14 et 15 mai 1991, a poursuivi le débat sur le discours du budget.

(Document n° 1094 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 417 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1095 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 24 mai 1991, Mme Marois (Taillon) s'adressera à M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dans le cadre d'une interpellation portant sur «les fermetures d'entreprises au Québec».

Motions sans préavis

M. Beaulne (Bertrand) propose:

QUE l'Assemblée nationale adresse ses félicitations à madame Édith Cresson, première femme appelée à accéder au poste de Premier ministre de la République française, et qu'elle souligne le travail effectué par le Premier ministre sortant, monsieur Michel Rocard, notamment au chapitre des relations entre le Québec et la France.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Débats de fin de séance

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient le débat de fin de séance entre M. Dufour (Jonquière) et

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant la réforme de la fiscalité municipale et les surtaxes applicables aux baux non résidentiels.

Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

La première, présentée par M. Léonard (Labelle):

QUE l'Assemblée nationale condamne très sévèrement le gouvernement libéral et son ministre des Finances pour avoir délibérément, dans le budget 1991-1992, augmenté les taxes aux contribuables de 902 millions de dollars et ce, après les avoir haussées l'an dernier de 1,5 milliard, portant ainsi le fardeau fiscal additionnel des contribuables à 2,4 milliards de dollars cette année et handicapant sévèrement toute chance de reprise économique, de même que pour avoir fait preuve d'une inertie totale dans la mise sur pied de mesures susceptibles de relancer l'économie du Québec.

La deuxième, présentée par M. Garon (Lévis):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui augmente le fardeau fiscal des automobilistes, des camionneurs et des transporteurs, lesquels devront déboursier en 1991-1992 248 millions de dollars de plus à cause de la hausse réelle de 5,2 cents de la taxe sur l'essence et 153 millions de dollars de plus à cause de la hausse du prix du permis de conduire et des droits d'immatriculation annoncée le 28 juin 1990 et en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1990, qui mine sérieusement la capacité concurrentielle de l'industrie québécoise du tourisme et du camionnage au moment où cette dernière doit s'adapter au libre-échange et à la déréglementation du camionnage, qui n'alloue pas les fonds nécessaires à la restauration du réseau routier québécois, et qui empêche par son

inertie les Québécois et les Québécoises de bénéficier pleinement des retombées de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec signée en juin 1988.

La troisième, présentée par Mme Marois (Taillon):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, en dépit de la récession que nous traversons et de la progression à des niveaux records du nombre de faillites commerciales, non seulement ne met pas en place un véritable programme de soutien aux entreprises québécoises mais leur impose plutôt de nouvelles charges fiscales qui ne peuvent qu'augmenter leurs difficultés.

La quatrième, présentée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve):

QUE cette Assemblée blâme vivement le gouvernement libéral pour son désengagement envers la main-d'oeuvre québécoise, au chapitre de la formation professionnelle, et le dénonce sévèrement de n'avoir pris aucune mesure afin de remédier au déclin de la formation offerte aux travailleurs, travailleuses et sans-emploi du Québec, compromettant leur maintien ou leur retour sur un marché du travail hautement compétitif.

La cinquième, présentée par Mme Caron (Terrebonne):

QUE l'Assemblée nationale reproche vivement au gouvernement libéral et à son ministre des Finances d'avoir choisi de maintenir à 8% la TPS québécoise plutôt qu'à 7%, contrairement à ce qu'il avait annoncé précédemment, augmentant ainsi la charge fiscale des consommateurs et consommatrices du Québec de 762 millions de dollars, ce qui contribue à l'augmentation de leur endettement.

La sixième, présentée par M. Morin (Dubuc):

QUE cette Assemblée condamne avec vigueur la hausse des tarifs pouvant aller jusqu'à 50% pour les permis et les droits d'accès pour la pratique de la villégiature, de la chasse et de la pêche sur les territoires publics du Québec.

La septième, présentée par M. Beaulne (Bertrand):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de transformer la fiscalité québécoise en sourdine et à la pièce sur le dos du contribuable moyen, plutôt que de le soulager en amorçant une véritable réforme basée sur une distribution mieux équilibrée et mieux partagée de la contribution à l'assiette fiscale du gouvernement par chacune des catégories de contribuables.

La huitième, présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale dénonce vigoureusement le gouvernement libéral et son ministre des Finances qui, par l'imposition inconsidérée et insidieuse de taxes directes et indirectes pour un montant de 2,4 milliards cette année, non seulement égorgent littéralement le salarié moyen, mais annihilent tous les semblants d'efforts gouvernementaux dans l'ébauche d'une politique familiale tout en réduisant à néant les effets de leurs piètres mesurées de relance économique.

La neuvième, présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement du Québec pour son incapacité et son impuissance à obtenir depuis 6 ans des correctifs au désengagement financier décrété unilatéralement par le gouvernement fédéral par une réduction progressive et constante des transferts fédéraux au Québec hypothéquant ses perspectives de développement comme

société et se traduisant notamment par un manque à gagner de 1,7 milliard de dollars en 1991-1992 au chapitre du financement des programmes établis en matière de santé et d'éducation postsecondaire.

La dixième, présentée par Mme Blackburn (Chicoutimi):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour n'avoir adopté aucune nouvelle mesure susceptible de corriger l'échec de ses politiques actuelles visant à rattraper le retard du Québec en matière de recherche et développement.

La onzième, présentée par M. Libman (D'Arcy-McGee):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de renoncer à diriger et à prendre ses responsabilités en entretenant, quant au statut constitutionnel du Québec, une incertitude et une ambiguïté constantes qui continueront à entraîner un très gros fardeau fiscal pour la province tout en diminuant la confiance des investisseurs, fardeau qui pourrait facilement s'étendre sur une période de 30 ans, peu importe le résultat des 18 prochains mois.

La douzième, présentée par M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle:

QUE les membres de cette Assemblée blâment le gouvernement de ne pas considérer prioritaire l'éducation primaire, secondaire et l'enseignement supérieur en imposant des compressions budgétaires de près de 100 millions de dollars aux commissions scolaires, au moment où plusieurs pays industrialisés investissent massivement en éducation.

La treizième, présentée par M. Parizeau, chef de l'opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Québec pour sa politique de laisser-aller face aux problèmes générés par la récession, pour les taxes instaurées qui entraîneront des hausses de prix et mineront inévitablement les possibilités de reprise économique, pour le fatalisme et l'absence totale de perspective de la politique budgétaire du gouvernement.

La quatorzième, présentée par Mme Dupuis (Verchères):

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour l'impact négatif sur le tourisme qu'auront la hausse des taxes sur l'essence et le maintien à 8% de la taxe de vente du Québec.

La quinzième, présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques):

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement libéral qui, pour la sixième fois consécutive, a renié son engagement solennel d'accorder 1% du budget total de l'État au budget du ministère des Affaires culturelles ainsi que pour l'absence de mesures concrètes visant à améliorer la situation de l'emploi dans le Centre-Sud et le Plateau-Mont-Royal.

La seizième, présentée par M. Dufour (Jonquière):

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement libéral qui s'apprête à refiler, unilatéralement et pour une deuxième année consécutive, des charges financières avoisinant les 400 millions de dollars aux municipalités, et ainsi contribuer à alourdir encore davantage le fardeau fiscal foncier des citoyens et citoyennes du Québec.

La dix-septième, présentée par M. Baril (Arthabaska):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour son incompréhension des problèmes des producteurs et productrices agricoles du Québec, dont les conditions se détériorent constamment depuis 1986 et qui font face à une situation économique difficile, et pour son incapacité à mettre en branle un plan de relance de l'agriculture québécoise.

Le débat terminé, des votes par appel nominal sont exigés sur les motions de censure, sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances ainsi que sur les rapports regroupés des commissions ayant étudié les crédits budgétaires pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, ces votes sont reportés à la séance du mardi 21 mai 1991.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, soit maintenant adopté.

Après le débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 133 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 133 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Doyon (Louis-Hébert) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 283, Loi modifiant la Charte de l'Université Laval, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 283 est adopté.

Adoption

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Doyon (Louis-Hébert) propose que le projet de loi d'intérêt privé 283, Loi modifiant la Charte de l'Université Laval, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 283 est adopté.

Adoption du principe

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 289, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 289 est adopté.

Adoption

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 289, Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 289 est adopté.

À 17 h 24, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 21 mai, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de pétitions

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 355 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1096 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

M. le Président met aux voix les motions de censure présentées à l'occasion du débat sur le discours du budget.

La première motion mise aux voix est celle présentée par M. Léonard (Labelle). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale condamne très sévèrement le gouvernement libéral et son ministre des Finances pour avoir délibérément, dans le budget 1991-1992, augmenté les taxes aux contribuables de 902 millions de dollars et ce, après les avoir haussées l'an dernier de 1,5 milliard, portant ainsi le fardeau fiscal additionnel des contribuables à 2,4 milliards de dollars cette année et handicapant sévèrement toute chance de reprise économique, de même que pour avoir fait preuve d'une inertie totale dans la mise sur pied de mesures susceptibles de relancer l'économie du Québec.

(Vote n° 144)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Camden	Gagnon-Tremblay	MacMillan
Bacon	Cannon	Gautrin	Maltais
Beaudin	Cardinal	Gauvin	Messier
Bégin	Chenail	Gobé	Middlemiss
Bélanger	Cherry	Houde	Pagé
(Még.-Compton)	Ciaccia	Hovington	Paradis
Bélisle	Côté	Johnson	(Brome-Miss.)
Benoît	(Charlesbourg)	Khoc	Paradis
Bergeron	Côté	Khelifa	(Matapédia)
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Parent
(Roberval)	Cusano	Lafrenière	Philibert
Bleau	Després	Leclerc	Poulin
Bordeleau	Dutil	Lemire	Rémillard
Boucher-Bacon	Elkas	LeSage	Rivard
Bourassa	Farrah	Levesque	Robic
Bourbeau	Forget	Loiselle	Ryan
Brouillette	Frulla-Hébert	Maciocia	Savoie

St-Roch
Tremblay
(Outremont)

Tremblay
(Rimouski)

Trépanier
Vallerand

Vallières
Williams

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La deuxième motion mise aux voix est celle présentée par M. Garon (Lévis). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui augmente le fardeau fiscal des automobilistes, des camionneurs et des transporteurs, lesquels devront déboursier en 1991-1992 248 millions de dollars de plus à cause de la hausse réelle de 5,2 cents de la taxe sur l'essence et 153 millions de dollars de plus à cause de la hausse du prix du permis de conduire et des droits d'immatriculation annoncée le 28 juin 1990 et en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1990, qui mine sérieusement la capacité concurrentielle de l'industrie québécoise du tourisme et du camionnage au moment où cette dernière doit s'adapter au libre-échange et à la déréglementation du camionnage, qui n'alloue pas les fonds nécessaires à la restauration du réseau routier québécois, et qui empêche par son inertie les Québécois et les Québécoises de bénéficier pleinement des retombées de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec signée en juin 1988.

(Vote n° 145)

POUR

Atkinson
Beaulne
Blackburn
(Chicoutimi)
Blais

Boisclair
Boulerice
Bourdon
Brassard
Cameron

Caron
Carrier-Perreault
Chevrette
Claveau
Dufour

Dupuis
Garon
Gendron
Harel
Holden

Juneau
Lazure
Léonard

Libman
Marois

Morin
Paré

Parizeau
Trudel

CONTRE

Audet
Bacon
Beaudin
Bégin
Bélanger
(*Még.-Compton*)
Bélisle
Benoit
Bergeron
Blackburn
(*Roberval*)
Bleau
Bordeleau
Boucher-Bacon
Bourassa
Bourbeau
Brouillette
Camden
Cannon
Cardinal

Chenail
Cherry
Ciaccia
Côté
(*Charlesbourg*)
Côté
(*Riv.-du-Loup*)
Cusano
Després
Dutil
Elkas
Farrah
Forget
Frulla-Hébert
Gagnon-Tremblay
Gautrin
Gauvin
Gobé
Houde
Hovington

Johnson
Kehoe
Khelfa
Lafrance
Lafrenière
Larouche
Leclerc
Lemire
LeSage
Levesque
Loiselle
Maciocia
MacMillan
Maltais
Messier
Middlemiss
Pagé
Paradis
(*Brome-Miss.*)

Paradis
(*Matapédia*)
Parent
Philibert
Poulin
Rémillard
Rivard
Robic
Ryan
Savoie
St-Roch
Tremblay
(*Outremont*)
Tremblay
(*Rimouski*)
Trépanier
Vallerand
Vallières
Williams

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 28 Contre: 70 Abstention: 0

La troisième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Marois (Taillon). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, en dépit de la récession que nous traversons et de la progression à des niveaux records du nombre de faillites commerciales, non seulement ne met pas en place un véritable

programme de soutien aux entreprises québécoises mais leur impose plutôt de nouvelles charges fiscales qui ne peuvent qu'augmenter leurs difficultés.

(Vote n° 146)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Blackburn	Caron	Harel	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Parizeau
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Claveau	Lazure	
Boulerice	Dufour	Léonard	
Bourdon	Dupuis	Libman	

CONTRE

Audet	Chenail	Johnson	Paradis
Bacon	Cherry	Kehoe	(Matapédia)
Beaudin	Ciaccia	Khelfa	Parent
Bégin	Côté	Lafrance	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Lafrenière	Poulin
(Még.-Compton)	Côté	Larouche	Rémillard
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Rivard
Benoit	Cusano	Lemire	Robic
Bergeron	Després	LeSage	Ryan
Blackburn	Dutil	Levesque	Savoie
(Roberval)	Elkas	Loiselle	St-Roch
Bleau	Farrah	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Forget	MacMillan	(Outremont)
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Messier	(Rimouski)
Bourbeau	Gautrin	Middlemiss	Trépanier
Brouillette	Gauvin	Pagé	Vallerand
Camden	Gobé	Paradis	Vallières
Cannon	Houde	(Brome-Miss.)	Williams
Cardinal	Hovington		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 28 Contre: 70 Abstention: 0

La quatrième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée blâme vivement le gouvernement libéral pour son désengagement envers la main-d'oeuvre québécoise, au chapitre de la formation professionnelle, et le dénonce sévèrement de n'avoir pris aucune mesure afin de remédier au déclin de la formation offerte aux travailleurs, travailleuses et sans-emploi du Québec, compromettant leur maintien ou leur retour sur un marché du travail hautement compétitif.

(Vote n° 147)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Parizcau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Benoit	Bourassa	Cherry
Bacon	Bergcron	Bourbeau	Ciaccia
Beaudin	Blackburn	Brouillette	Côté
Bégin	(Roberval)	Camden	(Charlesbourg)
Bélanger	Bleau	Cannon	Côté
(Még.-Compton)	Bordeleau	Cardinal	(Riv.-du-Loup)
Bélisle	Boucher-Bacon	Chenail	Cusano

Després	Kehoe	Middlemiss	Savoie
Dutil	Khelfa	Pagé	St-Roch
Elkas	Lafrance	Paradis	Tremblay
Farrah	Lafrenière	(Brome-Miss.)	(Outremont)
Forget	Leclerc	Paradis	Tremblay
Frulla-Hébert	Lemire	(Matapédia)	(Rimouski)
Gagnon-Tremblay	LeSage	Parent	Trépanier
Gautrin	Levesque	Philibert	Vallerand
Gauvin	Loiselle	Poulin	Vallières
Gobé	Maciocia	Rémillard	Williams
Houde	MacMillan	Rivard	
Hovington	Maltais	Robic	
Johnson	Messier	Ryan	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La cinquième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Caron (Terrebonne). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale reproche vivement au gouvernement libéral et à son ministre des Finances d'avoir choisi de maintenir à 8% la TPS québécoise plutôt qu'à 7%, contrairement à ce qu'il avait annoncé précédemment, augmentant ainsi la charge fiscale des consommateurs et consommatrices du Québec de 762 millions de dollars, ce qui contribue à l'augmentation de leur endettement.

(Vote n° 148)

POUR

Atkinson	Blais	Brassard	Chevrette
Beaulne	Boisclair	Cameron	Claveau
Blackburn	Boulerice	Caron	Dufour
(Chicoutimi)	Bourdon	Carrier-Perreault	Dupuis

Garon	Juneau	Libman	Parizeau
Gendron	Larouche	Marois	Trudel
Harel	Lazure	Morin	
Holden	Léonard	Paré	

CONTRE

Audet	Chenail	Johnson	Parent
Bacon	Cherry	Kehoe	Philibert
Beaudin	Ciaccia	Khelfa	Poulin
Bégin	Côté	Lafrance	Rémillard
Bélanger	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rivard
(Még.-Compton)	Côté	Leclerc	Robic
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Lemire	Ryan
Benoit	Cusano	LeSage	Savoie
Bergeron	Després	Levesque	St-Roch
Blackburn	Dutil	Loiselle	Tremblay
(Roberval)	Elkas	Maciocia	(Outremont)
Bleau	Farrah	MacMillan	Tremblay
Bordeleau	Forget	Maltais	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Messier	Trépanier
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallerand
Bourbeau	Gautrin	Pagé	Vallières
Brouillette	Gauvin	Paradis	Williams
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	
Cannon	Houde	Paradis	
Cardinal	Hovington	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La sixième motion mise aux voix est celle présentée par M. Morin (Dubuc). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée condamne avec vigueur la hausse des tarifs pouvant aller jusqu'à 50% pour les permis et les droits d'accès pour la pratique de la villégiature, de la chasse et de la pêche sur les territoires publics du Québec.

(Vote n° 149)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Cardinal	Houde	Paradis
Bacon	Chenail	Hovington	(Matapédia)
Beaudin	Cherry	Johnson	Parent
Bégin	Ciaccia	Kehoe	Philibert
Bélanger	Côté	Khelfa	Poulin
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Lafrance	Rémillard
Bélisle	Côté	Lafrenière	Rivard
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Robic
Bergeron	Cusano	Lemire	Ryan
Blackburn	Després	LeSage	Savoie
(Roberval)	Dutil	Levesque	St-Roch
Bleau	Elkas	Loiselle	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Maciocia	(Outremont)
Boucher-Bacon	Forget	MacMillan	Tremblay
Bourassa	Frulla-Hébert	Maltais	(Rimouski)
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Messier	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Middlemiss	Vallerand
Camden	Gauvin	Pagé	Vallières
Cannon	Gobé	Paradis	Williams
		(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La septième motion mise aux voix est celle présentée par M. Beaulne (Bertrand). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de transformer la fiscalité québécoise en sourdine et à la pièce sur le dos du contribuable moyen, plutôt que de le soulager en amorçant une véritable réforme basée sur une distribution mieux équilibrée et mieux partagée de la contribution à l'assiette fiscale du gouvernement par chacune des catégories de contribuables.

(Vote n° 150)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Benoit	Bourassa	Cherry
Bacon	Bergeron	Bourbeau	Ciaccia
Beaudin	Blackburn	Brouillette	Côté
Bégin	(Roberval)	Camden	(Charlesbourg)
Bélanger	Bleau	Cannon	Côté
(Még.-Compton)	Bordeleau	Cardinal	(Riv.-du-Loup)
Bélisle	Boucher-Bacon	Chenail	Cusano

Després	Johnson	Maltais	Rivard
Dutil	Kehoe	Messier	Robic
Elkas	Khelfa	Middlemiss	Ryan
Farrah	Lafrance	Pagé	Savoie
Forget	Lafrenière	Paradis	St-Roch
Frulla-Hébert	Leclerc	(Brome-Miss.)	Tremblay
Gagnon-Tremblay	Lemire	Paradis	(Outremont)
Gautrin	LeSage	(Matapédia)	Tremblay
Gauvin	Levesque	Parent	(Rimouski)
Gobé	Loiselle	Philibert	Trépanier
Houde	Maciocia	Poulin	Vallerand
Hovington	MacMillan	Rémillard	Vallières
			Williams

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La huitième motion mise aux voix est celle présentée par M. Chevrette, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale dénonce vigoureusement le gouvernement libéral et son ministre des Finances qui, par l'imposition inconsidérée et insidieuse de taxes directes et indirectes pour un montant de 2,4 milliards cette année, non seulement égorgent littéralement le salarié moyen, mais annihilent tous les semblants d'efforts gouvernementaux dans l'ébauche d'une politique familiale tout en réduisant à néant les effets de leurs piètres mesurètes de relance économique.

(Vote n° 151)

POUR

Atkinson	Blais	Brassard	Chevrette
Beaulne	Boisclair	Cameron	Claveau
Blackburn	Boulerice	Caron	Dufour
(Chicoutimi)	Bourdon	Carrier-Perreault	Dupuis

Garon	Juneau	Libman	Parizeau
Gendron	Larouche	Marois	Trudel
Harel	Lazure	Morin	
Holden	Léonard	Paré	

CONTRE

Audet	Chenail	Johnson	Parent
Bacon	Cherry	Kehoe	Philibert
Beaudin	Ciaccia	Khelfa	Poulin
Bégin	Côté	Lafrance	Rémillard
Bélanger	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rivard
(Még.-Compton)	Côté	Leclerc	Robic
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Lemire	RyanSavoie
Benoit	Cusano	LeSage	St-Roch
Bergeron	Després	Levesque	Tremblay
Blackburn	Dutil	Loiselle	(Outremont)
(Roberval)	Elkas	Maciocia	Tremblay
Bleau	Farrah	MacMillan	(Rimouski)
Bordeleau	Forget	Maltais	Trépanier
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Messier	Vallerand
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallières
Bourbeau	Gautrin	Pagé	Williams
Brouillette	Gauvin	Paradis	
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	
Cannon	Houde	Paradis	
Cardinal	Hovington	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La neuvième motion mise aux voix est celle présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement du Québec pour son incapacité et son impuissance à obtenir depuis 6 ans des correctifs au désengagement financier

décrété unilatéralement par le gouvernement fédéral par une réduction progressive et constante des transferts fédéraux au Québec hypothéquant ses perspectives de développement comme société et se traduisant notamment par un manque à gagner de 1,7 milliard de dollars en 1991-1992 au chapitre du financement des programmes établis en matière de santé et d'éducation postsecondaire.

(Vote n° 152)

POUR

Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Blais	Chevrette	Juncau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Atkinson	Cardinal	Hovington	Paradis
Audet	Chenail	Johnson	(Matapédia)
Bacon	Cherry	Kehoe	Parent
Beaudin	Ciaccia	Khelfa	Philibert
Bégin	Côté	Lafrance	Poulin
Bélanger	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rémillard
(Még.-Compton)	Côté	Leclerc	Rivard
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Lemire	Robic
Benoit	Cusano	LeSage	Ryan
Bergeron	Després	Levesque	Savoie
Blackburn	Dutil	Libman	St-Roch
(Roberval)	Elkas	Loiselle	Tremblay
Bleau	Farrah	Maciocia	(Outremont)
Bordeleau	Forget	MacMillan	Tremblay
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Maltais	(Rimouski)
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Messier	Trépanier
Bourbeau	Gautrin	Middlemiss	Vallerand
Brouillette	Gauvin	Pagé	Vallières
Camden	Gobé	Paradis	Williams
Cameron	Holden	(Brome-Miss.)	
Cannon	Houde		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 73 Abstention: 0

La dixième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Blackburn (Chicoutimi). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour n'avoir adopté aucune nouvelle mesure susceptible de corriger l'échec de ses politiques actuelles visant à rattraper le retard du Québec en matière de recherche et développement.

(Vote n° 153)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Bleau	Ciaccia	Frulla-Hébert
Bacon	Bordeleau	Côté	Gagnon-Tremblay
Beaudin	Boucher-Bacon	(Charlesbourg)	Gautrin
Bégin	Bourassa	Côté	Gauvin
Bélanger	Bourbeau	(Riv.-du-Loup)	Gobé
(Még.-Compton)	Brouillette	Cusano	Houde
Bélisle	Camden	Després	Hovington
Benoit	Cannon	Dutil	Johnson
Bergeron	Cardinal	Elkas	Khoe
Blackburn	Chenail	Farrah	Khelfa
(Roberval)	Cherry	Forget	Lafrance

Lafrenière	Messier	Poulin	Tremblay
Leclerc	Middlemiss	Rémillard	(<i>Rimouski</i>)
Lemire	Pagé	Rivard	Trépanier
LeSage	Paradis	Robic	Vallerand
Levesque	(<i>Brome-Miss.</i>)	Ryan	Vallières
Loiselle	Paradis	Savoie	Williams
Maciocia	(<i>Matapédia</i>)	St-Roch	
MacMillan	Parent	Tremblay	
Maltais	Philibert	(<i>Outremont</i>)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La onzième motion mise aux voix est celle présentée par M. Libman (D'Arcy-McGee). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de renoncer à diriger et à prendre ses responsabilités en entretenant, quant au statut constitutionnel du Québec, une incertitude et une ambiguïté constantes qui continueront à entraîner un très gros fardeau fiscal pour la province tout en diminuant la confiance des investisseurs, fardeau qui pourrait facilement s'étendre sur une période de 30 ans, peu importe le résultat des 18 prochains mois.

(Vote n° 154)

POUR

Atkinson	Holden	Larouche	Libman
Cameron			

CONTRE

Audet	Bégin	Bélisle	Blackburn
Bacon	Bélanger	Benoit	(<i>Roberval</i>)
Beaudin	(<i>Még.-Compton</i>)	Bergeron	Bleau

Bordeleau	Dutil	Lemire	Rémillard
Boucher-Bacon	Elkas	LeSage	Rivard
Bourassa	Farrah	Levesque	Robic
Bourbeau	Forget	Loiselle	Ryan
Brouillette	Frulla-Hébert	Maciocia	Savoie
Camden	Gagnon-Tremblay	MacMillan	St-Roch
Cannon	Gautrin	Maltais	Tremblay
Cardinal	Gauvin	Messier	(Outremont)
Chenail	Gobé	Middlemiss	Tremblay
Cherry	Houde	Pagé	(Rimouski)
Ciaccia	Hovington	Paradis	Trépanier
Côté	Johnson	(Brome-Miss.)	Vallerand
(Charlesbourg)	Kehoc	Paradis	Vallières
Côté	Khelfa	(Matapédia)	Williams
(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Parent	
Cusano	Lafrenière	Philibert	
Després	Leclerc	Poulin	

ABSTENTIONS

Beaulne	Brassard	Garon	Morin
Blackburn	Caron	Gendron	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Parizeau
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Claveau	Lazure	
Boulerice	Dufour	Léonard	
Bourdon	Dupuis	Marois	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 5 Contre: 69 Abstentions: 24

La douzième motion mise aux voix est celle présentée par M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE les membres de cette Assemblée blâment le gouvernement de ne pas considérer prioritaire l'éducation primaire, secondaire et l'enseignement supérieur en imposant des

compressions budgétaires de près de 100 millions de dollars aux commissions scolaires, au moment où plusieurs pays industrialisés investissent massivement en éducation.

(Vote n° 155)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Chenail	Johnson	Parent
Bacon	Cherry	Kehoe	Philibert
Beaudin	Ciaccia	Khelfa	Poulin
Bégin	Côté	Lafrance	Rémillard
Bélanger	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rivard
(Még.-Compton)	Côté	Leclerc	Robic
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Lemire	Ryan
Benoit	Cusano	LeSage	Savoie
Bergeron	Després	Levesque	St-Roch
Blackburn	Dutil	Loiselle	Tremblay
(Roberval)	Elkas	Maciocia	(Outremont)
Bleau	Farrah	MacMillan	Tremblay
Bordeleau	Forget	Maltais	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Messier	Trépanier
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallerand
Bourbeau	Gautrin	Page	Vallières
Brouillette	Gauvin	Paradis	Williams
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	
Cannon	Houde	Paradis	
Cardinal	Hovington	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La treizième motion mise aux voix est celle présentée par M. Parizeau, chef de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Québec pour sa politique de laisser-aller face aux problèmes générés par la récession, pour les taxes instaurées qui entraîneront des hausses de prix et mincront inévitablement les possibilités de reprise économique, pour le fatalisme et l'absence totale de perspective de la politique budgétaire du gouvernement.

(Vote n° 156)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Benoit	Bourassa	Cherry
Bacon	Bergeron	Bourbeau	Ciaccia
Beaudin	Blackburn	Brouillette	Côté
Bégin	(Roberval)	Camden	(Charlesbourg)
Bélanger	Bleau	Cannon	Côté
(Még.-Compton)	Bordeleau	Cardinal	(Riv.-du-Loup)
Bélisle	Boucher-Bacon	Chenail	Cusano

Després	Kehoe	Middlemiss	Savoie
Dutil	Khelfa	Pagé	St-Roch
Elkas	Lafrance	Paradis	Tremblay
Farrah	Lafrenière	(Brome-Miss.)	(Outremont)
Forget	Leclerc	Paradis	Tremblay
Frulla-Hébert	Lemire	(Matapédia)	(Rimouski)
Gagnon-Tremblay	LeSage	Parent	Trépanier
Gautrin	Levesque	Philibert	Vallerand
Gauvin	Loiselle	Poulin	Vallières
Gobé	Maciocia	Rémillard	Williams
Houde	MacMillan	Rivard	
Hovington	Maltais	Robic	
Johnson	Messier	Ryan	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La quatorzième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Dupuis (Verchères). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour l'impact négatif sur le tourisme qu'auront la hausse des taxes sur l'essence et le maintien à 8% de la taxe de vente du Québec.

(Vote n° 157)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Blackburn	Caron	Harel	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Parizeau
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Claveau	Lazure	
Boulerice	Dufour	Léonard	
Bourdon	Dupuis	Libman	

CONTRE

Audet	Chenail	Johnson	Paradis
Bacon	Cherry	Kehoe	(Matapédia)
Beaudin	Ciaccia	Khelfa	Parent
Bégin	Côté	Lafrance	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Lafrenière	Poulin
(Még.-Compton)	Côté	Larouche	Rémillard
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Rivard
Benoit	Cusano	Lemire	Robic
Bergeron	Després	LeSage	Ryan
Blackburn	Dutil	Levesque	Savoie
(Roberval)	Elkas	Loiselle	St-Roch
Bleau	Farrah	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Forget	MacMillan	(Outremont)
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Messier	(Rimouski)
Bourbeau	Gautrin	Middlemiss	Trépanier
Brouillette	Gauvin	Pagé	Vallerand
Camden	Gobé	Paradis	Vallières
Cannon	Houde	(Brome-Miss.)	Williams
Cardinal	Hovington		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 28 Contre: 70 Abstention: 0

La quinzième motion mise aux voix est celle présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement libéral qui, pour la sixième fois consécutive, a renié son engagement solennel d'accorder 1% du budget total de l'État au budget du ministère des Affaires culturelles ainsi que pour l'absence de mesures concrètes visant à améliorer la situation de l'emploi dans le Centre-Sud et le Plateau-Mont-Royal.

21 mai 1991

(Vote n° 158)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Cardinal	Houde	Paradis
Bacon	Chenail	Hovington	(Matapédia)
Beaudin	Cherry	Johnson	Parent
Bégin	Ciaccia	Kehoe	Philibert
Bélanger	Côté	Khelfa	Poulin
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Lafrance	Rémillard
Bélisle	Côté	Lafrenière	Rivard
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Robic
Bergeron	Cusano	Lemire	Ryan
Blackburn	Després	LeSage	Savoie
(Roberval)	Dutil	Levesque	St-Roch
Bleau	Elkas	Loiselle	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Maciocia	(Outremont)
Boucher-Bacon	Forget	MacMillan	Tremblay
Bourassa	Frulla-Hébert	Maltais	(Rimouski)
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Messier	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Middlemiss	Vallerand
Camden	Gauvin	Pagé	Vallières
Cannon	Gobé	Paradis	Williams
		(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La seizième motion mise aux voix est celle présentée par M. Dufour (Jonquière). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement libéral qui s'apprête à refiler, unilatéralement et pour une deuxième année consécutive, des charges financières avoisinant les 400 millions de dollars aux municipalités, et ainsi contribuer à alourdir encore davantage le fardeau fiscal foncier des citoyens et citoyennes du Québec.

(Vote n° 159)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perrault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Brouillette	Forget	Levesque
Bacon	Camden	Frulla-Hébert	Loiselle
Beaudin	Cannon	Gagnon-Tremblay	Maciocia
Bégin	Cardinal	Gautrin	MacMillan
Bélanger	Chenail	Gauvin	Maltais
(Még.-Compton)	Cherry	Gobé	Messier
Bélisle	Ciaccia	Houde	Middlemiss
Benoit	Côté	Hovington	Pagé
Bergeron	(Charlesbourg)	Johnson	Paradis
Blackburn	Côté	Kehoe	(Brome-Miss.)
(Roberval)	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Paradis
Bleau	Cusano	Lafrance	(Matapédia)
Bordeleau	Després	Lafrenière	Parent
Boucher-Bacon	Dutil	Leclerc	Philibert
Bourassa	Elkas	Lemire	Poulin
Bourbeau	Farrah	LeSage	Rémillard

21 mai 1991

Rivard	St-Roch	Tremblay	Vallerand
Robic	Tremblay	(<i>Rimouski</i>)	Vallières
Ryan	(<i>Outremont</i>)	Trépanier	Williams
Savoie			

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

La dix-septième motion mise aux voix est celle présentée par M. Baril (Arthabaska). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour son incompréhension des problèmes des producteurs et productrices agricoles du Québec, dont les conditions se détériorent constamment depuis 1986 et qui font face à une situation économique difficile, et pour son incapacité à mettre en branle un plan de relance de l'agriculture québécoise.

(Vote n° 160)

POUR

Atkinson	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Harel	Morin
(<i>Chicoutimi</i>)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Juncau	Parizeau
Boisclair	Claveau	Larouche	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Bégin	Bélisle	Blackburn
Bacon	Bélanger	Benoît	(<i>Roberval</i>)
Beaudin	(<i>Még.-Compton</i>)	Bergeron	Blcau

Bordeleau	Després	Leclerc	Philibert
Boucher-Bacon	Dutil	Lemire	Poulin
Bourassa	Elkas	LeSage	Rémillard
Bourbeau	Farrah	Levesque	Rivard
Brouillette	Forget	Loiselle	Robic
Camden	Frulla-Hébert	Maciocia	Ryan
Cannon	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Savoie
Cardinal	Gautrin	Maltais	St-Roch
Chenail	Gauvin	Messier	Tremblay
Cherry	GobéHoude	Middlemiss	(Outremont)
Ciaccia	Hovington	Pagé	Tremblay
Côté	Johnson	Paradis	(Rimouski)
(Charlesbourg)	Kehoe	(Brome-Miss.)	Trépanier
Côté	Khelfa	Paradis	Vallerand
(Riv.-du-Loup)	Lafrance	(Matapédia)	Vallières
Cusano	Lafrenière	Parent	Williams

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 69 Abstention: 0

Est ensuite mise aux voix la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

(Vote n° 161)

POUR

Audet	Blackburn	Cannon	Cusano
Bacon	(Roberval)	Cardinal	Després
Beaudin	Bleau	Chenail	Dutil
Bégin	Bordeleau	Cherry	Elkas
Bélanger	Boucher-Bacon	Ciaccia	Farrah
(Még.-Compton)	Bourassa	Côté	Forget
Bélisle	Bourbeau	(Charlesbourg)	Frulla-Hébert
Benoit	Brouillette	Côté	Gagnon-Tremblay
Bergeron	Camden	(Riv.-du-Loup)	Gautrin

Gauvin	Lemire	Paradis	Ryan
Gobé	LeSage	(Brome-Miss.)	Savoie
Houde	Levesque	Paradis	St-Roch
Hovington	Loiselle	(Matapédia)	Tremblay
Johnson	Maciocia	Parent	(Ouremont)
Kehoe	MacMillan	Philibert	Tremblay
Khelfa	Maltais	Poulin	(Rimouski)
Lafrance	Messier	Rémillard	Trépanier
Lafrenière	Middlemiss	Rivard	Vallerand
Leclerc	Pagé	Robic	Vallières
			Williams

CONTRE

Atkinson	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Blackburn	Caron	Harel	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Parizeau
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Claveau	Lazure	
Boulerice	Dufour	Léonard	
Bourdon	Dupuis	Libman	

ABSTENTION

Larouche

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 69 Contre: 28 Abstention: 1

Puis, l'Assemblée procède au vote sur les rapports regroupés des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1991-1992.

(Vote n° 162)

POUR

Audet	Chenail	Johnson	Paradis
Bacon	Cherry	Kehoe	(Matapédia)
Beaudin	Ciaccia	Khelfa	Parent
Bégin	Côté	Lafrance	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Lafrenière	Poulin
(Mégantic-Compton)	Côté	Larouche	Rémillard
Bélisle	(Rivière-du-Loup)	Leclerc	Rivard
Benoit	Cusano	Lemire	Robic
Bergeron	Després	LeSage	Ryan
Blackburn	Dutil	Levesque	Savoie
(Roberval)	Elkas	Loiselle	St-Roch
Bleau	Farrah	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Forget	MacMillan	(Outremont)
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Messier	(Rimouski)
Bourbeau	Gautrin	Middlemiss	Trépanier
Brouillette	Gauvin	Page	Vallerand
Camden	Gobé	Paradis	Vallières
Cannon	Houde	(Brome-Miss.)	Williams
Cardinal	Hovington		

CONTRE

Atkinson	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Blackburn	Caron	Harel	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Parizeau
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Claveau	Lazure	
Boulerice	Dufour	Léonard	
Bourdon	Dupuis	Libman	

Ces rapports sont adoptés par le vote suivant:

Pour: 70 Contre: 28 Abstention: 0

M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 154, Loi n° 3 sur les crédits, 1991-1992, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté; et

QUE le projet de loi soit adopté.

Ces motions sont adoptées à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 154 est adopté.

Motions sans préavis

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE cette Assemblée accepte de souligner la tenue de la Semaine de l'Âge d'or qui a lieu du 20 au 26 mai 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Leclerc (Taschereau) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne l'oeuvre de madame Colette Samson, fondatrice de la Maison Revivre, décédée la semaine dernière, et qu'elle offre à sa famille et à ses proches ses plus sincères condoléances.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par Mme Blackburn (Chicoutimi) à M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, concernant une nomination au Conseil de la langue française.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma;
- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la denturologie.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur les mines.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 137 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 137 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice.

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 140, Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 140 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 140 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre Mme Blackburn (Chicoutimi) et M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, concernant une nomination au Conseil de la langue française.

À 18 h 55, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 22 mai, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mardi 21 mai 1991, à 17 heures, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bélanger (Mégantic-Compton), la représentante de M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, de M. Gobé (LaFontaine), le représentant du Premier ministre, de Mme Caron (Terrebonne), la représentante du chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 107 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts;
- 114 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*);

- 154 Loi n° 3 sur les crédits, 1991-1992;
- 289 Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) proposant que le principe du projet de loi 193, Loi rétablissant l'ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, propose:

QU'en vertu de l'article 202 du Règlement, la motion d'adoption du principe du projet de loi 193, actuellement débattue, soit immédiatement mise aux voix.

Ne croyant pas opportun de rejeter cette motion comme le lui permettait l'article 203 du Règlement, M. Lefebvre, vice-président, la met en discussion.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 163)

POUR

Beaulne	Bourdon	Carrier-Perreault	Dufour
Blais	Brassard	Chevette	Gendron
Boulerice	Caron	Claveau	Harel

Jolivet
Larouche

Lazure
Léonard

Morin
Paré

Trudel
Vermette

CONTRE

Atkinson
Bégin
Bélanger
(*Még.-Compton*)
Bélisle
Blackburn
(*Roberval*)
Bleau
Bordeleau
Boucher-Bacon
Brouillette
Cardinal
Charbonneau

Côté
(*Charlesbourg*)
Cusano
Dauphin
Després
Forget
Fradet
Frulla-Hébert
Gautrin
Gauvin
Gobé
Holden
Houde

Joly
Khelfa
LeSage
Libman
Loiselle
Maciocia
MacMillan
Maltais
Marcil
Messier
Pagé
Paradis
(*Matapédia*)

Parent
Pelchat
Philibert
Richard
Savoie
St-Roch
Tremblay
(*Rimouski*)

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 20 Contre: 42 Abstention: 0

À 12 h 37, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Libman (D'Arcy-McGee) concernant le suivi ministériel et gouvernemental quant au programme d'accès à l'égalité, et les résultats de ce dernier. Question n° 6, *Feuilleton et préavis* du 22 mai 1991.

(Document n° 1097 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 15 mai 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 118 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers — rapporté sans amendement.

(Document n° 1098 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 384 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1099 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Mme Blackburn (Chicoutimi) propose une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, propose:

QUE l'Assemblée nationale déplore l'assassinat de l'ancien premier ministre de l'Inde, monsieur Rajiv Gandhi, et exprime sa plus profonde tristesse devant un tel événement.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 140, Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 134, Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants, et le projet de loi 135, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de compléter ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

22 mai 1991

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement.

À 18 h 30, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 23 mai, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

À 10 h 58, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

Mme Hovington (Matane) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 26 février et 21 mai 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 17 Loi modifiant la Loi sur la denturologie — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1100 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 15 mai 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 278 Loi concernant la ville de Rimouski — rapporté avec un amendement;

(Document n° 1101 de la session)

Le rapport est adopté.

- 279 Loi concernant la ville d'Amos — rapporté sans amendement.

(Document n° 1102 de la session)

Le rapport est adopté.

- 264 Loi concernant la ville de Matane — rapporté avec des amendements;

(Document n° 1103 de la session)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

Mme Dupuis (Verchères) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 356 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.
(Document n° 1104 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 134, Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants, et le projet de loi 135, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission des institutions se réunira afin d'entendre à nouveau le protecteur du citoyen dans le cadre de l'examen du mandat, des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 31 mai 1991, Mme Dupuis (Verchères) s'adressera à M. Vallerand, ministre du Tourisme, dans le cadre d'une interpellation portant sur «l'implantation de casinos au Québec».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Morin (Dubuc) propose:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans six mois»

Puis, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion de report qui fait l'objet d'un débat restreint. Mises à part les 10 minutes réservées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre et les interventions seront limitées à une durée de 30 minutes chacune.

23 mai 1991

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report de M. Morin (Dubuc).

Au cours de son intervention, M. Jolivet (Laviolette) présente une motion d'ajournement du débat.

Le débat terminé, la motion d'ajournement est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°164)

POUR

Beaulne	Brassard	Dupuis	Morin
Blackburn	Caron	Garon	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	
Blais	Claveau	Jolivet	
Bourdon	Dufour	Léonard	

CONTRE

Audet	Chagnon	Gautrin	Paradis
Beaudin	Charbonneau	Gauvin	(Matapédia)
Bélanger	Côté	Gobé	Parent
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Hovington	Pelchat
Bélisle	Côté	Joly	Philibert
Bergeron	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Poulin
Blackburn	Cusano	Lafrance	Richard
(Roberval)	Després	Lemieux	Robic
Bleau	Dionne	LeSage	Ryan
Bordeleau	Doyon	Loiselle	Savoie
Boucher-Bacon	Dutil	Maltais	Sirros
Bradet	Elkas	Marcil	Thérien
Brouillette	Farrah	Messier	Williams
Cannon	Fradet		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 16 Contre: 49 Abstention: 0

Le débat se poursuit sur la motion de report.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°165)

POUR

Beaulne	Brassard	Dupuis	Morin
Blackburn	Caron	Garon	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	
Blais	Claveau	Jolivet	
Bourdon	Dufour	Léonard	

CONTRE

Audet	Chagnon	Gautrin	Paradis
Beaudin	Charbonneau	Gauvin	(Matapédia)
Bélanger	Côté	Gobé	Parent
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Hovington	Pelchat
Bélisle	Côté	Joly	Philibert
Bergeron	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Poulin
Blackburn	Cusano	Lafrance	Richard
(Roberval)	Després	Lemieux	Robic
Bleau	Dionne	LeSage	Ryan
Bordeleau	Doyon	Loiselle	Savoie
Boucher-Bacon	Dutil	Maltais	Sirros
Bradet	Elkas	Marcil	Thérien
Brouillette	Farrah	Messier	Williams
Cannon	Fradet		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 16 Contre: 49 Abstention: 0

Le débat se poursuit sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du principe du projet de loi 145.

23 mai 1991

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement.

À 18 h 30, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 28 mai, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 23 mai 1991, à 17 h 05, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bélanger (Mégantic-Compton), la représentante de M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, de M. Doyon (Louis-Hébert), le représentant du Premier ministre, de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), la représentante du chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

283 Loi modifiant la Charte de l'Université Laval.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

La décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 22 mai 1991:

- Décision 444 concernant le Règlement sur les frais de voyage du directeur de la sécurité.

(Document n° 1105 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 16, 21, 22 et 23 mai 1991, a tenu des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi suivant:

- 117 Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

(Document n° 1106 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Paré (Shefford) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 430 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1107 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose:

QUE l'Assemblée nationale rende hommage à l'un des plus importants artisans de l'industrie touristique au Québec, M^e Gérard Delage, décédé le 24 mai 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Copie d'une lettre que lui avait expédiée M^e Gérard Delage le 21 mai 1991.

(Document n° 1108 de la session)

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE cette Assemblée souligne la tenue de la Semaine Québec-Canada en forme qui a lieu du 24 mai au 2 juin 1991 et qu'elle souligne la performance de monsieur Yves Laforest, premier Québécois à gravir le mont Everest.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) propose:

QUE cette Assemblée souligne le trentième anniversaire, aujourd'hui, de la création d'Amnistie Internationale qui compte maintenant plus d'un million de membres bénévoles dans cent cinquante pays.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 134, Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants, et le projet de loi 135, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 126, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 95, Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives.

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission des institutions poursuivra sa séance visant, d'une part, à entendre de nouveau le Protecteur du citoyen dans le cadre de l'examen du mandat, des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen et, d'autre part, à procéder à la vérification des engagements financiers relevant de sa compétence pour la période de septembre 1989 à mars 1991.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, lors de la séance du mercredi 29 mai 1991, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale condamne la volonté inacceptable du gouvernement fédéral exprimée par le Discours du Trône à l'effet de s'immiscer davantage dans les secteurs de l'éducation et de la formation de la main-d'oeuvre relevant de la compétence exclusive du Québec, notamment par la désignation d'un ministre responsable de la fixation d'objectifs pan-nationaux dans ces domaines et qu'elle demande au gouvernement du Québec de mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour faire échec à cette ingérence.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

À 18 h 28, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 29 mai, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale condamne la volonté inacceptable du gouvernement fédéral exprimée par le discours du Trône à l'effet de s'immiscer davantage dans les secteurs de l'éducation et de la formation de la main-d'oeuvre relevant de la compétence exclusive du Québec, notamment par la désignation d'un ministre responsable de la fixation d'objectifs pan-nationaux dans ces domaines et qu'elle demande au gouvernement du Québec de mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour faire échec à cette ingérence.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 10 minutes accordées à l'auteur de la motion et les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions sont limitées à une durée de 30 minutes chacune.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°166)

POUR

Audet	Brassard	Frulla-Hébert	Maltais
Baril	Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil
Beaulne	Camden	Gautrin	Messier
Bégin	Caron	Gauvin	Middlemiss
Bélanger	Carrier-Perreault	Gendron	Morin
(Laval-des-Rap.)	Chagnon	Gobé	Pagé
Bélanger	Chenail	Hamel	Paré
(Még.-Compton)	Cherry	Harel	Parent
Bélisle	Chevrette	Houde	Parizeau
Benoit	Claveau	Jolivet	Pelchat
Bergeron	Côté	Joly	Philibert
Blackburn	(Charlesbourg)	Juneau	Picotte
(Chicoutimi)	Côté	Kehoe	Poulin
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Rémillard
(Roberval)	Cusano	Lafrance	Robic
Blais	Després	Lafrenière	Robillard
Bleau	Doyon	Lazure	Sirros
Boisclair	Dufour	Lemieux	St-Roch
Bordeleau	Dupuis	Lemire	Tremblay
Boucher-Bacon	Dutil	LeSage	(Rimouski)
Boulerice	Elkas	Loiselle	Trépanier
Bourbeau	Forget	Maciocia	Trudel
Bradet	Fradet	MacMillan	Vermette

CONTRE

Cameron Holden Libman

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 85 Contre: 3 Abstention: 0

À 12 h 29, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un avis de classement de la Commission des biens culturels concernant l'église Saint-Jean-Baptiste de Québec.

(Document n° 1109 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 264 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1110 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées, qui se déroule cette année du 26 mai au 1^{er} juin, afin de sensibiliser la population aux besoins spécifiques de cette clientèle.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) propose:

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement, le projet de loi 145 soit scindé en trois projets, un premier intitulé: Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, comprenant les articles 1 à 233, 235 à 254, 262 à 266, 269 à 302, 304 à 308 et 311 à 322, un deuxième intitulé: Loi modifiant la loi sur le ministère des transports et d'autres dispositions législatives concernant la constitution du fonds des contributions des automobilistes au transport en commun, comprenant les articles 172 à 175, 234, 261, 267, 268 et 303, et un troisième intitulé: Loi modifiant la loi de la police concernant les corps de police municipaux, comprenant les articles 255 à 260, 309 et 310.

Après avoir entendu quelques remarques de part et d'autre sur la recevabilité de la motion de scission présentée par M. Garon (Lévis), M. le Président prend cette question en délibéré.

29 mai 1991

À 18 h 05, du consentement de l'Assemblée, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 30 mai, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée condamne vigoureusement le gouvernement libéral pour son refus délibéré de prendre ses responsabilités face à la récession économique qui frappe cruellement les Québécoises et Québécois, pour avoir lui-même jeté de l'huile sur le feu par l'imposition de plusieurs milliards de taxes directes et indirectes et pour avoir miné la crédibilité de nos institutions économiques, plus particulièrement Hydro-Québec et la Société de développement industriel, en manquant de transparence dans la gestion des fonds publics.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 15 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, chacune des interventions sera limitée à 60 minutes.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

30 mai 1991

À 12 h 25, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de Sidbec-Dosco Inc., pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1111 de la session)

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport de la Commission des transports du Québec relatif à l'application de la *Loi sur le camionnage* pour l'année 1990.

(Document n° 1112 de la session)

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des télécommunications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1113 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Les rapports de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 15 mai 1991:

- 138 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise — rapporté sans amendement;
(Document n° 1114 de la session)

Le 22 mai 1991:

- 140 Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures — rapporté sans amendement.
(Document n° 1115 de la session)

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 22 mai 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 137 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice — rapporté sans amendement.
(Document n° 1116 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition demandant la tenue d'une commission parlementaire chargée de consulter les locataires touchés par les hausses de loyer:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 20 pétitionnaires, par M. Leclerc (Taschereau);
(Document n° 1117 de la session)
 - le second, extrait d'une pétition signée par 84 pétitionnaires, par M. Tremblay (Rimouski).
(Document n° 1118 de la session)
-

M. Parent (Sauvé) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 139 pétitionnaires, demandant la mise sur pied d'une commission parlementaire sur le logement au Québec.
(Document n° 1119 de la session)
-

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 469 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.
(Document n° 1120 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,
M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Un document concernant la répartition des fonds alloués à Forêts Canada pour la mise en oeuvre des ententes forestières au Québec au cours des prochaines années.

(Document n° 1121 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Boisclair (Gouin) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 29 avril 1991, de M. Daniel Lessard de la Bourse de Montréal au D^r Jacques Couture concernant une plainte déposée par ce dernier contre M. Maurice Montpetit et Scotia McLeod inc.

(Document n° 1122 de la session)

Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques les 4, 5, 6 et 7 juin 1991 dans le cadre de l'étude du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales; le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour la durée du mandat; la liste des groupes invités et l'horaire des auditions soient ceux ci-après déposés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des groupes invités à participer aux consultations particulières portant sur le projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales et l'horaire de ces consultations à la Commission de l'aménagement et des équipements.

(Document n° 1123 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement et en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Picotte, ministre responsable du Développement régional, propose une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 7 juin 1991, M. Garon (Lévis) s'adressera à M. Elkas, ministre des Transports, dans le cadre d'une interpellation portant sur «la perception et l'utilisation des contributions d'assurance versées à la Société de l'assurance automobile du Québec».

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 298 du Règlement, cette interpellation se déroulera en commission plénière mais selon les règles habituelles relatives aux interpellations.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de censure présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée condamne vigoureusement le gouvernement libéral pour son refus délibéré de prendre ses responsabilités face à la récession économique qui frappe cruellement les Québécoises et Québécois, pour avoir lui-même jeté de l'huile sur le feu par l'imposition de plusieurs milliards de taxes directes et indirectes et pour avoir miné la crédibilité de nos institutions économiques, plus particulièrement Hydro-Québec et la Société de développement industriel, en manquant de transparence dans la gestion des fonds publics.

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance.

- le premier, sur une question adressée par M. Boisclair (Gouin) à Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, concernant l'affaire Scotia McLeod;
- le second, sur une question adressée par M. Léonard (Labelle) à M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, concernant les négociations collectives avec le syndicat des constables spéciaux.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 308, 309 et 312 du Règlement, il est convenu que le débat entre M. Léonard (Labelle) et M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, concernant les négociations collectives avec le syndicat des constables spéciaux, sera reporté à la séance du lundi 3 juin 1991, à 18 h 30.

Le débat se poursuit sur la motion de censure de M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre M. Boisclair (Gouin) et Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, concernant l'affaire Scotia McLeod.

30 mai 1991

À 18 h 33, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au lundi 3 juin, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

207 Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley.
(Document n° 1124 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Hamel (Sherbrooke) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 207, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 207 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

270 Loi concernant la ville de Sept-Îles.

(Document n° 1125 de la session)

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, au nom de M. Perron (Duplessis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 270, Loi concernant la ville de Sept-Îles.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 270 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

280 Loi concernant la ville de Sherbrooke.

(Document n° 1126 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Hamel (Sherbrooke) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 280, Loi concernant la ville de Sherbrooke.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 280 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

285 Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe.

(Document n° 1127 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 285, Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 285 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 8 et 29 mai 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 126 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1128 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 446 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1129 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

- un document concernant le programme d'aide à l'investissement touristique et le programme de financement de la Société de développement industriel du Québec;
- copie d'une demande de financement faite par le Groupe Malenfant à la Société de développement industriel en date du 23 janvier 1991.

(Document n° 1130 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de censure présentée à la séance précédente par M. Chevette, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée condamne vigoureusement le gouvernement libéral pour son refus délibéré de prendre ses responsabilités face à la récession économique qui frappe cruellement les Québécoises et Québécois, pour avoir lui-même jeté de l'huile sur le feu par l'imposition de plusieurs milliards de taxes directes et indirectes et pour avoir miné la crédibilité de nos institutions économiques, plus particulièrement Hydro-Québec et la Société de développement industriel, en manquant de transparence dans la gestion des fonds publics.

3 juin 1991

(Vote n°167)

POUR

Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Harel	Morin
Blackburn	Caron	Jolivet	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Parizeau
Blais	Claveau	Lazure	Trudel
Boisclair	Dufour	Léonard	
Bourdon	Dupuis	Libman	

CONTRE

Audet	Cannon	Gautrin	Middlemiss
Bacon	Cardinal	Gauvin	Pagé
Beaudin	Chagnon	Gobé	Parent
Bégin	Cherry	Houde	Philibert
Bélanger	Côté	Hovington	Picotte
(Laval-des-Rap.)	(Charlesbourg)	Johnson	Poulin
Bélanger	Côté	Joly	Rémillard
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Richard
Bélisle	Cusano	Khelfa	Rivard
Benoit	Dauphin	Lafrance	Robic
Bergeron	Després	Lafrenière	Robillard
Blackburn	Doyon	Leclerc	Ryan
(Roberval)	Dutil	Lemieux	Sirros
Bleau	Elkas	LeSage	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Levesque	(Outremont)
Bourassa	Forget	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Fradet	MacMillan	(Rimouski)
Bradet	Frulla-Hébert	Maltais	Trépanier
Camden	Gagnon-Tremblay	Marcil	Vallières

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 69 Abstention: 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. le Président rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de scission du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, proposée par M. Garon (Lévis).

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Dans l'ensemble, le projet de loi 145 effectue un réaménagement de responsabilités entre le palier provincial et le palier municipal. Cependant, plusieurs secteurs de l'activité économique sont concernés et à divers titres. Le projet de loi pourrait demeurer cohérent s'il était amputé de l'une ou l'autre de ses parties. En effet, il comporte autant d'éléments constitutifs que de simples particularités, c'est-à-dire de nombreux principes et de nombreuses modalités. En ce sens, la motion de scission du député de Lévis est jugée recevable puisqu'elle rencontre les exigences de l'article 241 du Règlement.

L'Assemblée entreprend le débat restreint sur la motion de scission du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, proposée par M. Garon (Lévis). Cette motion se lit comme suit:

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement, le projet de loi 145 soit scindé en trois projets, un premier intitulé: Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, comprenant les articles 1 à 233, 235 à 254, 262 à 266, 269 à 302, 304 à 308 et 311 à 322, un deuxième intitulé: Loi modifiant la loi sur le ministère des transports et d'autres dispositions législatives concernant la constitution du fonds des contributions des automobilistes au transport en commun, comprenant les articles 172 à 175, 234, 261, 267, 268 et 303, et un troisième intitulé: Loi modifiant la loi de la police concernant les corps de police municipaux, comprenant les articles 255 à 260, 309 et 310.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole relatif au débat restreint sur cette motion. Chaque groupe parlementaire disposera de 60 minutes. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre et la durée maximale de chaque intervention est fixée à 30 minutes.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Garon (Lévis).

À la fin de son intervention, Mme Juneau (Johnson) propose l'ajournement du débat.

Un débat s'ensuit sur cette motion d'ajournement.

Le débat terminé, la motion d'ajournement est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

3 juin 1991

(Vote n° 168)

POUR

Baril	Brassard	Garon	Libman
Blackburn	Caron	Harel	Marois
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Morin
Blais	Claveau	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Cannon	Gagnon-Tremblay	MacMillan
Beaudin	Chagnon	Gauvin	Marcil
Bégin	Côté	Gobé	Middlemiss
Bélanger	(Charlesbourg)	Hamel	Pagé
(Laval-des-Rap.)	Côté	Houde	Paradis
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Hovington	(Matapédia)
(Még.-Compton)	Cusano	Joly	Parent
Benoit	Dauphin	Kehoe	Philibert
Bergeron	Després	Khelfa	Poulin
Bleau	Dutil	Lafrance	Richard
Bordeleau	Elkas	Lafrenière	Ryan
Bourbeau	Farrah	Leclerc	Tremblay
Bradet	Forget	LeSage	(Rimouski)
Camden	Fradet	Loiselle	Trépanier

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 21 Contre: 50 Abstention: 0

Le débat reprend sur la motion de scission du projet de loi 145 proposée par M. Garon (Lévis).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

3 juin 1991

(Vote n° 169)

POUR

Baril	Bourdon	Harel	Morin
Beaulne	Brassard	Jolivet	Paré
Blackburn	Caron	Juneau	Trudel
(Chicoutimi)	Chevrette	Lazure	
Blais	Dufour	Léonard	
Boisclair	Dupuis	Marois	

CONTRE

Beaudin	Cannon	Gauvin	Pagé
Bégin	Chagnon	Gobé	Paradis
Bélanger	Côté	Hamel	(Matapédia)
(Laval-des-Rap.)	(Charlesbourg)	Houde	Parent
Bélanger	Côté	Hovington	Philibert
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Johnson	Poulin
Bélisle	Cusano	Joly	Richard
Benoît	Dauphin	Khelfa	Rivard
Bergeron	Després	Lafrance	Robillard
Blackburn	Doyon	Lafrénère	Ryan
(Roberval)	Dutil	Leclerc	Tremblay
Bleau	Elkas	LeSage	(Rimouski)
Bordeleau	Farrah	Loiselle	Trépanier
Bourbeau	Forget	MacMillan	Vallières
Bradet	Fradet	Maltais	
Camden	Gagnon-Tremblay	Marcil	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 20 Contre: 55 Abstention: 0

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

Débats de fin de séance

Avant la suspension de 18 h 30, conformément à ce qui a été convenu lors de la séance du jeudi 30 mai 1991, l'Assemblée tient le débat de fin de séance entre M. Léonard (Labelle) et M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, concernant les négociations collectives avec le syndicat des constables spéciaux.

À 18 h 40, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 170)

POUR

Audet	Bordeleau	Després	Gobé
Bégin	Bradet	Doyon	Hamel
Bélanger	Chagnon	Dutil	Houde
(Laval-des-Rap.)	Côté	Elkas	Hovington
Bélanger	(Charlesbourg)	Farrah	Joly
(Még.-Compton)	Côté	Forget	Kehoe
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Fradet	Khelfa
Bergeron	Cusano	Gagnon-Tremblay	Lafrance
Bleau	Dauphin	Gautrin	Lafrenière

3 juin 1991

Leclerc	Pagé	Poulin	Ryan
LeSage	Paradis	Rémillard	St-Roch
Loiselle	(Matapédia)	Richard	Tremblay
MacMillan	Parent	Robic	(Rimouski)
Marcil	Philibert	Robillard	

CONTRE

Baril	Brassard	Gendron	Morin
Beaulne	Caron	Harel	Paré
Blackburn	Carrier-Perreault	Jolivet	Perron
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Trudel
Blais	Claveau	Léonard	
Boisclair	Dufour	Libman	
Bourdon	Dupuis	Marois	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 49 Contre: 24 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 145 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 145 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le mardi 4 juin 1991

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 148 est adopté.

3 juin 1991

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 148.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Le projet de loi 148 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 148 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 148 est adopté.

Adoption du principe

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

3 juin 1991

En conséquence, le principe du projet de loi 144 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 144 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 00 h 56, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 4 juin, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 125, Code civil du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 125 est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

4 juin 1991

Un document sur la réforme du Code civil décrivant, d'une façon simple et concise, le contenu des dix livres qui composeront le Code civil du Québec.

(Document n° 1131 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la science et de la technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1132 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 22, 23 et 28 mai 1991:

- 134 Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants — rapporté avec des amendements;

(Document n° 1133 de la session)

Les 28 et 29 mai 1991:

- 135 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1134 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

4 juin 1991

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Morin (Dubuc) dépose:

Trois documents portant sur le mémoire présenté au Conseil des ministres par Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant le développement de la villégiature sur les terres publiques.

(Document n° 1135 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 125, Code civil du Québec, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 125 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 125 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 136, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 136 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 136 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

À 18 h 20, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 142 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 142 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 149, Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Jolivet (Laviolette) propose:

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement, le projet de loi 149 soit scindé en deux projets, un premier intitulé: Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public, comprenant les articles 1 à 11 et 15 à 30, et un deuxième intitulé: Loi établissant les conditions de travail des ingénieurs à l'emploi du gouvernement du Québec, comprenant les articles 12, 13 et 14.

4 juin 1991

Après avoir entendu quelques remarques de part et d'autre sur la recevabilité de la motion de scission présentée par M. Jolivet (Laviolette), M. Lefebvre, vice-président, prend cette question en délibéré.

Le mercredi 5 juin 1991

À la suite d'une suspension, M. Lefebvre, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de scission présentée par M. Jolivet (Laviolette).

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion de scission du projet de loi 149, Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public, est recevable pour le motif que ce projet de loi contient plus d'un principe; l'un étant celui énoncé dans le titre même du projet de loi: «le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public», un autre étant la mise en vigueur de façon rétroactive de l'ensemble des conditions de travail d'un groupe de salariés: l'Association des ingénieurs du gouvernement du Québec.

Puis, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que le temps de parole pour la durée du débat restreint sur la motion de scission sera partagé également entre les deux groupes parlementaires.

L'Assemblée entreprend le débat restreint sur la motion de scission présentée par M. Jolivet (Laviolette).

Le débat terminé, la motion est rejetée

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, proposant que le principe du projet de loi 149, Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 149 est adopté.

4 juin 1991

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 149 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 151, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 151 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 151 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

À 1 h 45, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 5 juin, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 134, Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 135, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la denturologie.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les districts d'appel, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 121 est adopté.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 122 est adopté.

Adoption du principe

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 153, Loi sur le courtage immobilier, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 25, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 153 est ajourné.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose:

Le rapport annuel du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1136 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 29 mai 1991, a étudié en détail le projet de loi:

95 Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives — rapporté avec un amendement;

(Document n° 1137 de la session)

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 28 mai 1991, a vérifié les engagements financiers du Protecteur du citoyen contenus dans les listes des mois de septembre 1989 à mars 1991.

(Document n° 1138 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les subventions publiques accordées au transport en commun:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1 409 pétitionnaires, par Mme Blackburn (Chicoutimi);
(Document n° 1139 de la session)
 - le second, extrait d'une pétition signée par 1 407 pétitionnaires, par M. Chevette, leader de l'opposition officielle.
(Document n° 1140 de la session)
-

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4 001 pétitionnaires, concernant les mesures gouvernementales quant à la violence faite aux femmes.
(Document n° 1141 de la session)
-

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 760 pétitionnaires, concernant le décret haussant le coût des logements sociaux.
(Document n° 1142 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Boisclair (Gouin) un avis lui faisant part de son intention de soulever une question de fait personnel. Le député estime que certains articles de journaux sont de nature à mettre en doute son comportement et sa crédibilité.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La demande de M. Boisclair (Gouin) ne peut être reçue pour le motif suivant: ces mentions sont trop indirectes pour constituer un fait personnel puisque d'autres députés pourraient également se sentir visés par celles-ci.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Une copie du décret 231-89 du gouvernement du Québec, en date du 22 février 1989, concernant le Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine public.

(Document n° 1143 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 149, Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public.

5 juin 1991

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail afin de discuter d'un déplacement à la Baie James et de statuer sur une proposition de mandat de surveillance d'organisme public faite par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles).

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 138, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 146, Loi modifiant le montant des amendes dans diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 146 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 146 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur le recours collectif, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 93 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 93 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, proposant que le principe du projet de loi 153, Loi sur le courtage immobilier, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 153 est adopté.

5 juin 1991

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 153 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 126, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 140, Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures.

Après débat, le rapport est adopté.

À 18 h 23, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 6 juin, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 138, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 138 est adopté.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 126, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 126 est adopté.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 134, Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 134 est adopté.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 135, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 135 est adopté.

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la denturologie, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 17 est adopté.

Adoption du principe

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose que le principe du projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 117 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 117 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

6 juin 1991

À 12 h 31, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 4 et 5 juin 1991, a étudié en détail le projet de loi:

142 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements dont un au titre.

(Document n° 1144 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

— l'extrait d'une pétition, signée par 1 423 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1145 de la session)

Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 236 pétitionnaires, concernant la fermeture de l'école Notre-Dame-de-Montjoie de Racine.

(Document n° 1146 de la session)

M. Léonard (Labelle) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 2 908 pétitionnaires, demandant que le Canadien Pacifique acquière et préserve la totalité du corridor ferroviaire Saint-Jérôme—Mont-Laurier.

(Document n° 1147 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,
M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Un extrait du journal du Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie, *Le boisé gaspésien*, paru en mai 1991, concernant le reboisement dans le cadre du Plan de l'Est.

(Document n° 1148 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

Un échange de lettres entre M. Guy Chevette, leader de l'opposition et député de Joliette, et M. André Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant la gestion et l'embauche du personnel à la Régie des rentes du Québec.

(Document n° 1149 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de compléter ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 153, Loi sur le courtage immobilier.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 118 est adopté.

À 15 h 45, sur la motion de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au vendredi 7 juin, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 6 juin 1991, à 16 heures, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, de M. Bradet (Charlevoix), le représentant du Premier ministre, de M. Claveau (Ungava), le représentant du chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 17 Loi modifiant la Loi sur la denturologie;
- 118 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;
- 121 Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les districts d'appel;

6 juin 1991

- 122 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives (*titre modifié*);
- 126 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 134 Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants;
- 135 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac;
- 138 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;
- 148 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 17 et 108 du Règlement, sur la motion de M. Gobé (LaFontaine), l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de tenir l'interpellation sur «la perception et l'utilisation des contributions d'assurance versées à la Société de l'assurance automobile du Québec», tel que convenu à la séance du 30 mai 1991.

Interpellation en commission plénière

La commission plénière tient l'interpellation de M. Garon (Lévis) à M. Elkas, ministre des Transports, sur «la perception et l'utilisation des contributions d'assurance versées à la Société de l'assurance automobile du Québec».

M. le Président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée.

À 12 h 02, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 4, 5, 6 et 7 juin 1991, a tenu des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

(Document n° 1150 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Gendron (Abitibi-Ouest) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 256 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1151 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de la culture, afin d'étudier en détail le projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 151, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission des institutions se réunira en séance de travail afin de statuer sur les projets de recommandations et le plan du rapport final dans le cadre de l'examen du mandat, des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen.

À 15 h 07, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au lundi 10 juin, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

155 Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Société de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1152 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 5 juin 1991, a étudié en détail le projet de loi:

10 juin 1991

- 149 Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1153 de la session)

M. Audet (Beauce-Nord) dépose:

Les rapports de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 14, 15 et 21 mai 1991:

- 130 Loi modifiant la Loi sur les mines — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1154 de la session)

Le 7 juin 1991:

- 151 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles — rapporté sans amendement.

(Document n° 1155 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 368 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1156 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

10 juin 1991

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Garon (Lévis) dépose:

Un état des déboursés du gouvernement du Québec pour le Centre de ski alpin de la montagne du Pin Rouge, document préparé par l'Office de planification et de développement du Québec.

(Document n° 1157 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
 - la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;
 - la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 153, Loi sur le courtage immobilier;
 - la Commission des institutions, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 146, Loi modifiant le montant des amendes dans diverses dispositions législatives, et le projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur le recours collectif.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 139 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 139 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 143 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 143 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 142, Loi

10 juin 1991

modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique.

À 17 h 36, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 11 juin, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

266 Loi concernant la ville de Rock Island et le village de Stanstead Plain.

(Document n° 1158 de la session)

M. Benoit (Orford) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 266, Loi concernant la ville de Rock Island et le village de Stanstead Plain.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 266 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE l'ordre d'envoi du projet de loi d'intérêt privé 261, Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa, à la Commission des institutions adopté le 14 mai 1991 soit révoqué; et

QUE le projet de loi d'intérêt privé 261, Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa, soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration et que le ministre du Revenu en soit membre.

Ces motions sont adoptées.

Dépôts de pétitions

Mme Marois (Taillon) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 363 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1159 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

- l'étude de sélection d'un site en vue de l'implantation d'une station de ski dans la Baie-des-Chaleurs, préparée par Le Groupe Leblond, Tremblay, Bouchard et datée de novembre 1989;

- la fiche signalétique du projet de centre de ski alpin de la montagne du Pin Rouge transmise au Conseil du Trésor;
- copie d'une lettre adressée à M. Jacques Vézeau de l'OPDQ, en date du 23 janvier 1990, par M. André Lachance, sous-ministre adjoint, ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, concernant les centres de ski de la montagne du Pin Rouge et du mont Saint-Joseph;
- un article du journal *Le Soleil*, en date du 31 mars 1990, concernant l'abandon du projet d'un centre de ski dans la Baie-des-Chaleurs.

(Document n° 1160 de la session)

avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 136, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission des institutions tiendra une séance de travail afin de statuer sur les projets de recommandations et le plan du rapport final dans le cadre de l'examen du mandat, des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen.

11 juin 1991

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

D'une façon exceptionnelle, M. le Président autorise les leaders des groupes parlementaires à formuler quelques remarques à propos de la recevabilité des amendements au rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 149, Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public, transmis par M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 141, Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 141 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 141 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

Adoption

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 140, Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures, soit adopté.

11 juin 1991

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 140 est adopté.

À 18 h 36, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur les mines, ainsi que les amendements transmis par Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 151, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Un débat s'ensuit.

11 juin 1991

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 252 du Règlement, M. Cherry, ministre du Travail, propose un amendement au rapport de la Commission de l'économie et du travail.

Le débat se poursuit sur le rapport de la Commission de l'économie et du travail et sur l'amendement proposé par M. Cherry, ministre du Travail.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et diverses dispositions législatives (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 142 est adopté.

À 22 h 00, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mercredi 12 juin, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 27, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 150 est ajourné.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

287 Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie.
(Document n° 1161 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 287, Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 287 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de rapports de commissions

Mme Hovington (Matane) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 11 juin 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 139 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique — rapporté avec des amendements dont un au titre.

(Document n° 1162 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Caron (Terrebonne) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 370 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1163 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. André Allard, secrétaire-trésorier de la Ville de Carleton, en date du 19 mars 1990, par Mme Francine Émond du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, concernant un avis technique sectoriel relatif au dossier de la montagne du Pin Rouge.

(Document n° 1164 de la session)

Motions sans préavis

M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, propose:

12 juin 1991

QUE l'Assemblée nationale félicite M. Ovide Mercredi pour son élection à titre de chef de l'Assemblée des Premières Nations.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 136, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

M. Bissonnet, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité des deux amendements au rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 149, Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public, transmis par M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Ces deux amendements sont irrecevables; l'un parce qu'il constitue la négation d'un article du projet de loi et vise l'abrogation de la loi qu'initialement l'on voulait simplement modifier, l'autre parce qu'il découle directement du premier amendement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 149, Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit maintenant adopté.

12 juin 1991

À 18 h 28, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit maintenant adopté.

Le jeudi 13 juin 1991

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement.

À 0 h 30, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 13 juin, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit maintenant adopté.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 150 est ajourné.

13 juin 1991

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport requis par l'article 195 du Code criminel sur la *Loi sur la protection de la vie privée*, pour l'année 1990.

(Document n° 1165 de la session)

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1166 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

13 juin 1991

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 7 juin 1991, a étudié en détail le projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1167 de la session)

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 11 juin 1991:

- 93 Loi modifiant la Loi sur le recours collectif — rapporté sans amendement;

(Document n° 1168 de la session)

- 146 Loi modifiant le montant des amendes dans diverses dispositions législatives — rapporté sans amendement;

(Document n° 1169 de la session)

Le 23 mai 1991:

- 133 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1170 de la session)

M. Després (Limoilou) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 6, 7 et 10 juin 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 153 Loi sur le courtage immobilier — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1171 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Perron (Duplessis) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 379 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.
(Document n° 1172 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

13 juin 1991

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit maintenant adopté.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, dépose:

Un tableau faisant état de l'impact des coupures du gouvernement fédéral en 1991-1992 et 1992-1993 dans le cadre du financement des programmes établis.

(Document n° 1173 de la session)

Le débat se poursuit.

À 18 h 28, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit maintenant adopté.

13 juin 1991

Le débat est ajourné sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement.

À la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, M. Bissonnet, vice-président, convoque une réunion des leaders afin qu'il soit convenu du moment où le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements sur l'étude détaillée du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, devra être déposé.

Après une suspension de la séance, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu par les leaders parlementaires concernant le moment du dépôt du rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements sur le projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

En conséquence, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Conformément à l'article 251 du Règlement, cette motion fera l'objet d'un débat à une prochaine séance.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique.

Le rapport est adopté.

Adoption

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 149, Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 149 est adopté.

Adoption du principe

M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 152, Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 152 est adopté.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi 152 soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

13 juin 1991

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 152.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 152, Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.

Le projet de loi 152 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 152 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le projet de loi 152, Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 152 est adopté.

Adoption du principe

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 128, Loi prolongeant le mandat de certains

13 juin 1991

administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 128 est adopté.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi 128 soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 128.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 128, Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Le projet de loi 128 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 128 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 128, Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux, soit adopté.

13 juin 1991

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 128 est adopté.

À 23 h 37, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au vendredi 14 juin, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°171)

POUR

Audet	Bradet	Elkas	Khelfa
Beaudin	Brouillette	Farrah	Lafrenière
Bégin	Camden	Forget	Lemieux
Bélanger	Cannon	Fradet	LeSage
(Laval-des-Rap.)	Chagnon	Frulla-Hébert	Levesque
Bélanger	Charbonneau	Gagnon-Tremblay	Loiselle
(Még.-Compton)	Côté	Gautrin	Maciocia
Bélisle	(Charlesbourg)	Gauvin	MacMillan
Benoit	Cusano	Gobé	Maltais
Blackburn	Dauphin	Hamel	Messier
(Roberval)	Després	Houde	Middlemiss
Bleau	Dionne	Johnson	Pagé
Bordeleau	Doyon	Joly	Paradis
Bourassa	Dutil	Kehoe	(Brome-Miss.)

14 juin 1991

Philibert
Rémillard
Richard

Robillard
Ryan
Savoie

Thérien
Tremblay
(Outremont)

Tremblay
(Rimouski)
Trépanier
Vallières

CONTRE

Baril
Beaulne
Blais
Boisclair
Boulerice
Bourdon
Brassard

Caron
Carrier-Perreault
Chevrette
Claveau
Dufour
Dupuis
Gendron

Harel
Jolivet
Juneau
Lazure
Léonard
Libman
Marois

Morin
Paré
Parizeau
Trudel
Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 62 Contre: 26 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 150 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 150 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Motions du gouvernement

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, proposant:

14 juin 1991

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

À 12 h 31, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990;

(Document n° 1174 de la session)

14 juin 1991

Le rapport annuel du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1175 de la session)

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

La proposition d'une politique de la culture et des arts présentée à madame Liza Frulla-Hébert par le Groupe-conseil sur la politique culturelle du Québec, présidé par monsieur Roland Arpin.

(Document n° 1176 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 12 juin 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 136 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1177 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 374 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1178 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

AFFAIRES DU JOUR

Motions du gouvernement

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, proposant:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

14 juin 1991

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n°172)

POUR

Audet	Charbonneau	Gauvin	Pagé
Beaudin	Côté	Gobé	Poulin
Bégin	(Charlesbourg)	Houde	Rémillard
Bélanger	Cusano	Kehoe	Richard
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	LeSage	Ryan
Bélanger	Després	Loiselle	Sirros
(Még.-Compton)	Dionne	Maciocia	Thérien
Bleau	Doyon	MacMillan	Tremblay
Bradet	Farrah	Maltais	(Rimouski)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Messier	Trépanier

CONTRE

Beaulne	Brassard	Dupuis	Libman
Blais	Caron	Garon	Vermette
Boisclair	Carrier-Perreault	Harel	
Boulerice	Claveau	Jolivet	
Bourdon	Dufour	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 36 Contre: 17 Abstention: 0

14 juin 1991

À 17 h 51, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au lundi 17 juin, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 156 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 1179 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 10, 11, 12 et 13 juin 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 145 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales — étude du projet de loi non terminée.
(Document n° 1180 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Gendron (Abitibi-Ouest) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 362 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.
(Document n° 1181 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE l'ordre de renvoi du projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool, à la Commission des institutions, adopté le 3 juin 1991, soit révoqué; et

17 juin 1991

QUE le projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool, soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

Ces motions sont adoptées.

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec;
 - la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement;
 - la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.
-

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la sous-commission permanente de la réforme parlementaire tiendra une séance de travail visant à discuter de divers points reliés aux règles de procédure et à la réforme parlementaire.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique ainsi que la Loi sur l'enseignement privé (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 139 est adopté.

Étude détaillée en commission plénière

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool.

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 144.

Le projet de loi 144 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 144 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 144 est adopté.

Adoption du principe

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 155 est adopté.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 155 soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 155.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale.

Le projet de loi 155 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 155 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 155 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma, ainsi que l'amendement transmis par Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance à loisir.

À 17 h 50, l'Assemblée rend hommage à M. Levesque, ministre des Finances et député de Bonaventure, à l'occasion de son 35^e anniversaire de vie parlementaire.

17 juin 1991

À 18 h 20, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur les mines, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 130 est adopté.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le projet de loi 151, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 151 est adopté.

17 juin 1991

À 22 h 50, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 18 juin, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 136, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 153, Loi sur le courtage immobilier, ainsi que les amendements transmis par Mme Robic, ministre déléguée aux Finances.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance à loisir.

18 juin 1991

À la reprise des travaux, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur le recours collectif.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 95, Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 146, Loi modifiant le montant des amendes dans diverses dispositions législatives.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 137 est adopté.

18 juin 1991

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, ainsi que les amendements transmis par M. Rémillard, ministre de la Justice.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

À 12 h 01, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des courses du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1182 de la session)

18 juin 1991

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1183 de la session)

M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1184 de la session)

Le rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1185 de la session)

Le rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1186 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, dépose:

Le rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1187 de la session)

Le rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 1188 de la session)

Le rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1189 de la session)

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Commission d'accès à l'information du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1190 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1191 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1192 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 14 et 17 juin 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 150 Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1193 de la session)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 14 et 17 juin 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 143 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1194 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 370 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1195 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

18 juin 1991

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

M. le Président suspend les travaux de l'Assemblée afin de tenir une réunion avec les leaders parlementaires en vue de l'organisation de la mise aux voix des amendements au rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements sur le projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

À la reprise des travaux, M. le Président déclare recevables les amendements transmis par M. Ryan, ministre des Affaires municipales, et informe l'Assemblée de l'organisation de la mise aux voix de ces amendements.

Puis l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 145 ainsi que les amendements proposés par M. Ryan, ministre des Affaires municipales.

À 18 h 30, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Présentation de projets de loi

Du consentement de l'Assemblée, le débat sur les amendements et sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, est suspendu. Il est dérogé à l'article 53 du Règlement et

18 juin 1991

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 157 Loi concernant la restauration de l'ancienneté de certains salariés du secteur de la santé et des services sociaux.

La motion est adoptée.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée poursuit le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, ainsi que sur les amendements proposés par M. Ryan, ministre des Affaires municipales.

Le débat terminé, les amendements et le rapport sont mis aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

Le mercredi 19 juin 1991

Sont adoptés les amendements proposés par M. Ryan, ministre des Affaires municipales, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 173)

POUR

Audet	Benoit	Cusano	Gauvin
Beaudin	Bergeron	Després	Gobé
Bégin	Bleau	Doyon	Hovington
Bélanger	Bordeleau	Farrah	Johnson
(Laval-des-Rap.)	Charbonneau	Forget	Joly
Bélanger	Côté	Fradet	Kehoe
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Gautrin	Khelfa

18 juin 1991

Lafrance	MacMillan	Parent	St-Roch
Lafrenière	Marcil	Pelchat	Thérien
Lemire	Messier	Richard	Tremblay
LeSage	Pagé	Rivard	(<i>Rimouski</i>)
Loiselle	Paradis	Ryan	Williams
Maciocia	(<i>Matapédia</i>)	Savoie	

CONTRE

Baril	Caron	Gendron	Morin
Beaulne	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Perron
(<i>Chicoutimi</i>)	Claveau	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Léonard	Vermette
Boulerice	Garon	Marois	

Pour: 46 Contre: 22 Abstention: 0

Sont adoptés les articles du projet de loi 145, amendés par le vote précédent, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 174)

POUR

Audet	Charbonneau	Gobé	Maciocia
Beaudin	Côté	Hovington	MacMillan
Bégin	(<i>Charlesbourg</i>)	Johnson	Marcil
Bélanger	Cusano	Joly	Messier
(<i>Laval-des-Rap.</i>)	Després	Kehoe	Pagé
Bélanger	Doyon	Khelfa	Paradis
(<i>Még.-Compton</i>)	Farrar	Lafrance	(<i>Matapédia</i>)
Benoît	Forget	Lafrenière	Parent
Bergeron	Fradet	Lemire	Pelchat
Bleau	Gautrin	LeSage	Richard
Bordeleau	Gauvin	Loiselle	Rivard

18 juin 1991

Ryan
Savoie

St-Roch
Thérien

Tremblay
(*Rimouski*)

Williams

CONTRE

Baril
Beaulne
Blackburn
(*Chicoutimi*)
Boisclair
Boulerice

Caron
Carrier-Perreault
Chevette
Claveau
Dufour
Garon

Gendron
Harel
Jolivet
Juneau
Léonard
Marois

Morin
Paré
Perron
Trudel
Vermette

Pour: 46 Contre: 22 Abstention: 0

Sont ensuite adoptés les autres articles du projet de loi 145 qui n'ont pas été adoptés par la Commission de l'aménagement et des équipements, ainsi que le titre du projet de loi et ses intitulés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 175)

POUR

Audet
Beaudin
Bégin
Bélanger
(*Laval-des-Rap.*)
Bélanger
(*Még.-Compton*)
Benoit
Bergeron
Bleau
Bordeleau
Charbonneau
Côté
(*Charlesbourg*)

Cusano
Després
Doyon
Farrah
Forget
Fradet
Gautrin
Gauvin
Gobé
Hovington
Johnson
Joly
Kehoe
Khelfa

Lafrance
Lafrenière
Lemire
LeSage
Loiselle
Maciocia
MacMillan
Marcil
Messier
Pagé
Paradis
(*Matapédia*)
Parent
Pelchat

Richard
Rivard
Ryan
Savoie
St-Roch
Thérien
Tremblay
(*Rimouski*)
Williams

18 juin 1991

CONTRE

Baril	Caron	Gendron	Morin
Beaulne	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Perron
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Léonard	Vermette
Boulerice	Garon	Marois	

Pour: 46 Contre: 22 Abstention: 0

Est enfin adopté, tel qu'amendé, le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements sur l'étude détaillée du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 176)

POUR

Audet	Cusano	Lafrance	Richard
Beaudin	Després	Lafrenière	Rivard
Bégin	Doyon	Lemire	Ryan
Bélanger	Farrah	LeSage	Savoie
(Laval-des-Rap.)	Forget	Loiselle	St-Roch
Bélanger	Fradet	Maciocia	Thérien
(Még.-Compton)	Gautrin	MacMillan	Tremblay
Benoit	Gauvin	Marcil	(Rimouski)
Bergeron	Gobé	Messier	Williams
Bleau	Hovington	Pagé	
Bordeleau	Johnson	Paradis	
Charbonneau	Joly	(Matapédia)	
Côté	Kehoe	Parent	
(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat	

18 juin 1991

CONTRE

Baril	Caron	Gendron	Morin
Beaulne	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Perron
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Léonard	Vermette
Boulerice	Garon	Marois	

Pour: 46 Contre: 22 Abstention: 0

À 0 h 25, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au mercredi 19 juin, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 156, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 156 est adopté.

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 156 soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 156.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 156, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain.

19 juin 1991

Le projet de loi 156 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 156 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 156, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 156 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 157, Loi concernant la restauration de l'ancienneté de certains salariés du secteur de la santé et des services sociaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

La lettre d'entente concernant la restauration de l'ancienneté suite aux arrêts de travail survenus en septembre 1989.

(Document n° 1196 de la session)

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 157 est adopté.

19 juin 1991

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 157 soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 157.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 157, Loi concernant la restauration de l'ancienneté de certains salariés du secteur de la santé et des services sociaux.

Le projet de loi 157 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 157 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 157, Loi concernant la restauration de l'ancienneté de certains salariés du secteur de la santé et des services sociaux, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 143 est adopté.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 136, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 136 est adopté.

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

19 juin 1991

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du projet de loi 117 est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

M. Larouche (Anjou) informe l'Assemblée de sa démission comme député de la circonscription électorale d'Anjou.

Déclarations ministérielles

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, fait une déclaration concernant le programme de crédit d'impôt pour la capitalisation des petites et moyennes entreprises.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

- le texte de la déclaration ministérielle concernant le programme de crédit d'impôt pour la capitalisation des petites et moyennes entreprises;
- les annexes au programme de crédit d'impôt pour la capitalisation des petites et moyennes entreprises.

(Document n° 1197 de la session)

Mme Marois (Taillon) prend la parole au nom de l'opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

Présentation de projets de loi

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

158 Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

273 Loi concernant la ville de Châteauguay.

(Document n° 1198 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de Mme Cardinal (Châteauguay) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 273, Loi concernant la ville de Châteauguay.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 273 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

250 Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil.

(Document n° 1199 de la session)

Mme Vermette (Marie-Victorin) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 250, Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 250 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel de Loto-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1200 de la session)

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1201 de la session)

19 juin 1991

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le résultat de l'enquête administrative interne au sujet de la Sablière Thouin.

(Document n° 1202 de la session)

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1203 de la session)

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 mars 1991.

(Document n° 1204 de la session)

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1205 de la session)

19 juin 1991

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1206 de la session)

M. Savoie, ministre du Revenu, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des loteries du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1207 de la session)

Le rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1208 de la session)

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1209 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'inspecteur général des institutions financières sur les caisses d'épargne et de crédit, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1210 de la session)

M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, dépose:

19 juin 1991

Une lettre d'engagement de M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, en date du 18 juin 1991, contresignée par le chef des Algonquins du Lac-Barrière, M. Jean-Maurice Matchewan, accompagnée d'un projet d'entente trilatérale à intervenir entre les Algonquins du Lac-Barrière, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada.

(Document n° 1211 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la fonction publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1212 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Claveau (Ungava) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 364 pétitionnaires, concernant les subventions publiques accordées au transport en commun.

(Document n° 1213 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le projet de loi 157, Loi concernant la restauration de l'ancienneté de certains salariés du secteur de la santé et des services sociaux, soit adopté.

19 juin 1991

(Vote n° 177)

POUR

Atkinson	Cherry	Jolivet	Paré
Audet	Chevrette	Joly	Parent
Bacon	Claveau	Juneau	Pelchat
Baril	Côté	Kehoe	Perron
Beaudin	(Charlesbourg)	Khelfa	Philibert
Beaulne	Côté	Lafrance	Picotte
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Poulin
Bélanger	Cusano	Lazure	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Leclerc	Richard
Bélanger	Després	Lefebvre	Rivard
(Még.-Compton)	Dionne	Lemieux	Robic
Bélisle	Doyon	Lemire	Robillard
Benoit	Dufour	Léonard	Ryan
Bergeron	Dupuis	LeSage	Savoie
Bissonnet	Dutil	Levesque	Sirros
Blackburn	Elkas	Libman	St-Roch
(Roberval)	Farrah	Loiselle	Thérien
Boisclair	Forget	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Fradet	MacMillan	(Outremont)
Boulerice	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marcil	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	Marois	Trépanier
Brassard	Gauvin	Messier	Trudel
Brouillette	Gendron	Middlemiss	Vallerand
Camden	Gobé	Morin	Vallières
Cameron	Hamel	Pagé	Vermette
Cannon	Harel	Paradis	Williams
Caron	Houde	(Brome-Miss.)	
Charbonneau	Hovington	Paradis	
Chenail	Johnson	(Matapédia)	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale nomme M^e Yves Lafontaine, ancien membre et président de la Commission des services juridiques, membre et président de la Commission des droits de la personne, pour un mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de M. Jacques Lachapelle.

Aux fins de l'application de l'article 58 de la *Charte des droits et libertés de la personne* un vote par appel nominal est tenu sur cette motion ainsi que sur les motions suivantes:

(Vote n° 178)

POUR

Atkinson	Blackburn	Cherry	Elkas
Audet	(Roberval)	Chevrette	Farrah
Bacon	Boisclair	Claveau	Forget
Baril	Bordeleau	Côté	Fradet
Beaudin	Boulerice	(Charlesbourg)	Frulla-Hébert
Beaulne	Bourbeau	Côté	Gagnon-Tremblay
Bégin	Bradet	(Riv.-du-Loup)	Gautrin
Bélanger	Brassard	Cusano	Gauvin
(Laval-des-Rap.)	Brouillette	Dauphin	Gendron
Bélanger	Camden	Després	Gobé
(Még.-Compton)	Cameron	Dionne	Hamel
Bélisle	Cannon	Doyon	Harel
Benoit	Caron	Dufour	Houde
Bergeron	Charbonneau	Dupuis	Hovington
Bissonnet	Chenail	Dutil	Johnson

19 juin 1991

Jolivet	Libman	Paré	St-Roch
Joly	Loiselle	Parent	Thérien
Juneau	Maciocia	Pelchat	Tremblay
Kehoe	MacMillan	Perron	(Ouremont)
Khelfa	Maltais	Philibert	Tremblay
Lafrance	Marcil	Picotte	(Rimouski)
Lafrenière	Marois	Poulin	Trépanier
Lazure	Messier	Rémillard	Trudel
Leclerc	Middlemiss	Richard	Vallerand
Lefebvre	Morin	Rivard	Vallières
Lemieux	Pagé	Robic	Vermette
Lemire	Paradis	Robillard	Williams
Léonard	(Brome-Miss.)	Ryan	
LeSage	Paradis	Savoie	
Levesque	(Matapédia)	Sirros	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale nomme M. Nicolas De Kovachich, consultant, membre et vice-président de la Commission des droits de la personne, pour un mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de Mme Sophia Florakas Petsalis.

19 juin 1991

(Vote n° 179)

POUR

Atkinson	Cherry	Jolivet	Paré
Audet	Chevrette	Joly	Parent
Bacon	Claveau	Juneau	Pelchat
Baril	Côté	Kehoe	Perron
Beaudin	(Charlesbourg)	Khelfa	Philibert
Beaulne	Côté	Lafrance	Picotte
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Poulin
Bélanger	Cusano	Lazure	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Leclerc	Richard
Bélanger	Després	Lefebvre	Rivard
(Még.-Compton)	Dionne	Lemieux	Robic
Bélisle	Doyon	Lemire	Robillard
Benoit	Dufour	Léonard	Ryan
Bergeron	Dupuis	LeSage	Savoie
Bissonnet	Dutil	Levesque	Sirros
Blackburn	Elkas	Libman	St-Roch
(Roberval)	Farrah	Loiselle	Thérien
Boisclair	Forget	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Fradet	MacMillan	(Outremont)
Boulerice	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marcil	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	Marois	Trépanier
Brassard	Gauvin	Messier	Trudel
Brouillette	Gendron	Middlemiss	Vallerand
Camden	Gobé	Morin	Vallières
Cameron	Hamel	Pagé	Vermette
Cannon	Harel	Paradis	Williams
Caron	Houde	(Brome-Miss.)	
Charbonneau	Hovington	Paradis	
Chenail	Johnson	(Matapédia)	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale nomme M. Sébastien Allard, administrateur, comme membre à temps partiel de la Commission des droits de la personne pour un mandat de trois ans à compter des présentes.

(Vote n° 180)

POUR

Atkinson	Cameron	Gagnon-Tremblay	Libman
Audet	Cannon	Gautrin	Loiselle
Bacon	Caron	Gauvin	Maciocia
Baril	Charbonneau	Gendron	MacMillan
Beaudin	Chenail	Gobé	Maltais
Beaulne	Cherry	Hamel	Marcil
Bégin	Chevrette	Harel	Marois
Bélanger	Claveau	Houde	Messier
(Laval-des-Rap.)	Côté	Hovington	Middlemiss
Bélanger	(Charlesbourg)	Johnson	Morin
(Még.-Compton)	Côté	Jolivet	Pagé
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Joly	Paradis
Benoît	Cusano	Juneau	(Brome-Miss.)
Bergeron	Dauphin	Kehoe	Paradis
Bissonnet	Després	Khelfa	(Matapédia)
Blackburn	Dionne	Lafrance	Paré
(Roberval)	Doyon	Lafrénère	Parent
Boisclair	Dufour	Lazure	Pelchat
Bordeleau	Dupuis	Leclerc	Perron
Boulerice	Dutil	Lefebvre	Philibert
Bourbeau	Elkas	Lemieux	Picotte
Bradet	Farrah	Lemire	Poulin
Brassard	Forget	Léonard	Rémillard
Brouillette	Fradet	LeSage	Richard
Camden	Frulla-Hébert	Levesque	Rivard

19 juin 1991

Robic	St-Roch	Tremblay	Vallerand
Robillard	Thérien	(Rimouski)	Vallières
Ryan	Tremblay	Trépanier	Vermette
Savoie	(Outremont)	Trudel	Williams
Sirros			

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale nomme M. Henri Massé, coordonnateur des négociations pour les syndicats de la FTQ du secteur public, en remplacement de M. Claude Morrisseau, comme membre à temps partiel de la Commission des droits de la personne pour un mandat de trois ans à compter des présentes.

(Vote n° 181)

POUR

Atkinson	Bergeron	Cannon	Després
Audet	Bissonnet	Caron	Dionne
Bacon	Blackburn	Charbonneau	Doyon
Baril	(Roberval)	Chenail	Dufour
Beaudin	Boisclair	Cherry	Dupuis
Beaulne	Bordeleau	Chevrette	Dutil
Bégin	Boulerice	Claveau	Elkas
Bélanger	Bourbeau	Côté	Farrah
(Laval-des-Rap.)	Bradet	(Charlesbourg)	Forget
Bélanger	Brassard	Côté	Fradet
(Még.-Compton)	Brouillette	(Riv.-du-Loup)	Frulla-Hébert
Bélisle	Camden	Cusano	Gagnon-Tremblay
Benoit	Cameron	Dauphin	Gautrin

19 juin 1991

Gauvin	Leclerc	Morin	Robic
Gendron	Lefebvre	Pagé	Robillard
Gobé	Lemieux	Paradis	Ryan
Hamel	Lemire	(<i>Brome-Miss.</i>)	Savoie
Harel	Léonard	Paradis	Sirros
Houde	LeSage	(<i>Matapédia</i>)	St-Roch
Hovington	Levesque	Paré	Thérien
Johnson	Libman	Parent	Tremblay
Jolivet	Loiselle	Pelchat	(<i>Outremont</i>)
Joly	Maciocia	Perron	Tremblay
Juneau	MacMillan	Philibert	(<i>Rimouski</i>)
Kehoe	Maltais	Picotte	Trépanier
Khelfa	Marcil	Poulin	Trudel
Lafrance	Marois	Rémillard	Vallerand
Lafrenière	Messier	Richard	Vallières
Lazure	Middlemiss	Rivard	Vermette
			Williams

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale nomme M. Fo Niemi, directeur général et co-fondateur du Centre de recherche-action sur les relations raciales, comme membre à temps partiel de la Commission des droits de la personne pour un mandat de trois ans à compter des présentes.

19 juin 1991

(Vote n° 182)

POUR

Atkinson	Cherry	Jolivet	Paré
Audet	Chevrette	Joly	Parent
Bacon	Claveau	Juneau	Pelchat
Baril	Côté	Kehoe	Perron
Beaudin	(Charlesbourg)	Khelfa	Philibert
Beaulne	Côté	Lafrance	Picotte
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Poulin
Bélanger	Cusano	Lazure	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Leclerc	Richard
Bélanger	Després	Lefebvre	Rivard
(Még.-Compton)	Dionne	Lemieux	Robic
Bélisle	Doyon	Lemire	Robillard
Benoit	Dufour	Léonard	Ryan
Bergeron	Dupuis	LeSage	Savoie
Bissonnet	Dutil	Levesque	Sirros
Blackburn	Elkas	Libman	St-Roch
(Roberval)	Farrah	Loiselle	Thérien
Boisclair	Forget	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Fradet	MacMillan	(Outremont)
Boulerice	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marcil	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	Marois	Trépanier
Brassard	Gauvin	Messier	Trudel
Brouillette	Gendron	Middlemiss	Vallerand
Camden	Gobé	Morin	Vallières
Cameron	Hamel	Pagé	Vermette
Cannon	Harel	Paradis	Williams
Caron	Houde	(Brome-Miss.)	
Charbonneau	Hovington	Paradis	
Chenail	Johnson	(Matapédia)	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale nomme Mme Colleen Sheppard, professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université McGill, comme membre à temps partiel de la Commission des droits de la personne pour un mandat de trois ans à compter des présentes.

(Vote n° 183)

POUR

Atkinson	Cameron	Gagnon-Tremblay	Libman
Audet	Cannon	Gautrin	Loiselle
Bacon	Caron	Gauvin	Maciocia
Baril	Charbonneau	Gendron	MacMillan
Beaudin	Chenail	Gobé	Maltais
Beaulne	Cherry	Hamel	Marcil
Bégin	Chevrette	Harel	Marois
Bélanger	Claveau	Houde	Messier
(Laval-des-Rap.)	Côté	Hovington	Middlemiss
Bélanger	(Charlesbourg)	Johnson	Morin
(Még.-Compton)	Côté	Jolivet	Pagé
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Joly	Paradis
Benoît	Cusano	Juneau	(Brome-Miss.)
Bergeron	Dauphin	Kehoe	Paradis
Bissonnet	Després	Khella	(Matapédia)
Blackburn	Dionne	Lafrance	Paré
(Roberval)	Doyon	Lafrenière	Parent
Boisclair	Dufour	Lazure	Pelchat
Bordeleau	Dupuis	Leclerc	Perron
Boulerice	Dutil	Lefebvre	Philibert
Bourbeau	Elkas	Lemieux	Picotte
Bradet	Farrah	Lemire	Poulin
Brassard	Forget	Léonard	Rémillard
Brouillette	Fradet	LeSage	Richard
Camden	Frulla-Hébert	Levesque	Rivard

19 juin 1991

Robic	St-Roch	Tremblay	Vallerand
Robillard	Thérien	(Rimouski)	Vallières
Ryan	Tremblay	Trépanier	Vermette
Savoie	(Outremont)	Trudel	Williams
Sirros			

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale renouvelle le mandat de M. Georges A. Carrier, retraité, pour une période de trois ans à compter des présentes

(Vote n° 184)

POUR

Atkinson	Bergeron	Cannon	Després
Audet	Bissonnet	Caron	Dionne
Bacon	Blackburn	Charbonneau	Doyon
Baril	(Roberval)	Chenail	Dufour
Beaudin	Boisclair	Cherry	Dupuis
Beaulne	Bordeleau	Chevrette	Dutil
Bégin	Boulerice	Claveau	Elkas
Bélanger	Bourbeau	Côté	Farrah
(Laval-des-Rap.)	Bradet	(Charlesbourg)	Forget
Bélanger	Brassard	Côté	Fradet
(Még.-Compton)	Brouillette	(Riv.-du-Loup)	Frulla-Hébert
Bélisle	Camden	Cusano	Gagnon-Tremblay
Benoit	Cameron	Dauphin	Gautrin

19 juin 1991

Gauvin	Lefebvre	Paradis	Savoie
Gendron	Lemieux	(Brome-Miss.)	Sirros
Gobé	Lemire	Paradis	St-Roch
Hamel	Léonard	(Matapédia)	Thérien
Harel	LeSage	Paré	Tremblay
Houde	Levesque	Parent	(Outremont)
Hovington	Libman	Pelchat	Tremblay
Johnson	Loiselle	Perron	(Rimouski)
Jolivet	Maciocia	Philibert	Trépanier
Joly	MacMillan	Picotte	Trudel
Juneau	Maltais	Poulin	Vallerand
Kehoe	Marcil	Rémillard	Vallières
Khelfa	Marois	Richard	Vermette
Lafrance	Messier	Rivard	Williams
Lafrenière	Middlemiss	Robic	
Lazure	Morin	Robillard	
Leclerc	Pagé	Ryan	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale renouvelle le mandat de Mme Bibiane Courtois, infirmière en santé communautaire au Centre de santé de Mashteuiatsh, pour une période de trois ans à compter des présentes

19 juin 1991

(Vote n° 185)

POUR

Atkinson	Cherry	Jolivet	Paré
Audet	Chevrette	Joly	Parent
Bacon	Claveau	Juneau	Pelchat
Baril	Côté	Kehoe	Perron
Beaudin	(Charlesbourg)	Khelfa	Philibert
Beaulne	Côté	Lafrance	Picotte
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Poulin
Bélanger	Cusano	Lazure	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Leclerc	Richard
Bélanger	Després	Lefebvre	Rivard
(Még.-Compton)	Dionne	Lemieux	Robic
Bélisle	Doyon	Lemire	Robillard
Benoit	Dufour	Léonard	Ryan
Bergeron	Dupuis	LeSage	Savoie
Bissonnet	Dutil	Levesque	Sirros
Blackburn	Elkas	Libman	St-Roch
(Roberval)	Farrah	Loiselle	Thérien
Boisclair	Forget	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Fradet	MacMillan	(Outremont)
Boulerice	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marcil	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	Marois	Trépanier
Brassard	Gauvin	Messier	Trudel
Brouillette	Gendron	Middlemiss	Vallerand
Camden	Gobé	Morin	Vallières
Cameron	Hamel	Pagé	Vermette
Cannon	Harel	Paradis	Williams
Caron	Houde	(Brome-Miss.)	
Charbonneau	Hovington	Paradis	
Chenail	Johnson	(Matapédia)	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

19 juin 1991

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale renouvelle le mandat de Mme Nicole Duplé, professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université Laval, pour une période de trois ans à compter des présentes.

(Vote n° 186)

POUR

Atkinson	Cameron	Gagnon-Tremblay	Libman
Audet	Cannon	Gautrin	Loiselle
Bacon	Caron	Gauvin	Maciocia
Baril	Charbonneau	Gendron	MacMillan
Beaudin	Chenail	Gobé	Maltais
Beaulne	Cherry	Hamel	Marcil
Bégin	Chevrette	Harel	Marois
Bélanger	Claveau	Houde	Messier
(Laval-des-Rap.)	Côté	Hovington	Middlemiss
Bélanger	(Charlesbourg)	Johnson	Morin
(Még.-Compton)	Côté	Jolivet	Pagé
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Joly	Paradis
Benoit	Cusano	Juneau	(Brome-Miss.)
Bergeron	Dauphin	Kehoe	Paradis
Bissonnet	Després	Khelfa	(Matapédia)
Blackburn	Dionne	Lafrance	Paré
(Roberval)	Doyon	Lafrenière	Parent
Boisclair	Dufour	Lazure	Pelchat
Bordeleau	Dupuis	Leclerc	Perron
Boulerice	Dutil	Lefebvre	Philibert
Bourbeau	Elkas	Lemieux	Picotte
Bradet	Farrah	Lemire	Poulin
Brassard	Forget	Léonard	Rémillard
Brouillette	Fradet	LeSage	Richard
Camden	Fruila-Hébert	Levesque	Rivard

19 juin 1991

Robic	St-Roch	Tremblay	Vallerand
Robillard	Thérien	(<i>Rimouski</i>)	Vallières
Ryan	Tremblay	Trépanier	Vermette
Savoie	(<i>Outremont</i>)	Trudel	Williams
Sirros			

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale renouvelle le mandat de Mme Geneviève Hector, consultante en développement international, pour une période de trois ans à compter des présentes.

(Vote n° 187)

POUR

Atkinson	Bélisle	Brassard	Côté
Audet	Benoît	Brouillette	(<i>Charlesbourg</i>)
Bacon	Bergeron	Camden	Côté
Baril	Bissonnet	Cameron	(<i>Riv.-du-Loup</i>)
Beaudin	Blackburn	Cannon	Cusano
Beaulne	(<i>Roberval</i>)	Caron	Dauphin
Bégin	Boisclair	Charbonneau	Després
Bélanger	Bordeleau	Chenail	Dionne
(<i>Laval-des-Rap.</i>)	Boulerice	Cherry	Doyon
Bélanger	Bourbeau	Chevrette	Dufour
(<i>Még.-Compton</i>)	Bradet	Claveau	Dupuis

19 juin 1991

Dutil	Kehoe	Messier	Robillard
Elkas	Khelfa	Middlemiss	Ryan
Farrah	Lafrance	Morin	Savoie
Forget	Lafrenière	Pagé	Sirros
Fradet	Lazure	Paradis	St-Roch
Frulla-Hébert	Leclerc	(Brome-Miss.)	Thérien
Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Paradis	Tremblay
Gautrin	Lemieux	(Matapédia)	(Outremont)
Gauvin	Lemire	Paré	Tremblay
Gendron	Léonard	Parent	(Rimouski)
Gobé	LeSage	Pelchat	Trépanier
Hamel	Levesque	Perron	Trudel
Harel	Libman	Philibert	Vallerand
Houde	Loiselle	Picotte	Vallières
Hovington	Maciocia	Poulin	Vermette
Johnson	MacMillan	Rémillard	Williams
Jolivet	Maltais	Richard	
Joly	Marcil	Rivard	
Juneau	Marois	Robic	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément à l'article 58 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12, modifiée par 1989, c.51), l'Assemblée nationale nomme M. Claude Filion, en remplacement de M. André Morel, comme membre à temps partiel de la Commission des droits de la personne pour un mandat de trois ans à compter des présentes.

19 juin 1991

(Vote n° 188)

POUR

Audet	Chevrette	Jolivet	Paré
Bacon	Claveau	Joly	Parent
Baril	Côté	Juneau	Pelchat
Beaudin	(Charlesbourg)	Kehoe	Perron
Beaulne	Côté	Khelfa	Philibert
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Picotte
Bélanger	Cusano	Lafranière	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Lazure	Rémillard
Bélanger	Després	Leclerc	Richard
(Még.-Compton)	Dionne	Lefebvre	Rivard
Bélisle	Doyon	Lemieux	Robic
Benoit	Dufour	Lemire	Robillard
Bergeron	Dupuis	Léonard	Ryan
Bissonnet	Dutil	LeSage	Savoie
Blackburn	Elkas	Levesque	Sirros
(Roberval)	Farrah	Loiselle	St-Roch
Boisclair	Forget	Maciocia	Thérien
Bordeleau	Fradet	MacMillan	Tremblay
Boulerice	Frulla-Hébert	Maltais	(Outremont)
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Bradet	Gautrin	Marois	(Rimouski)
Brassard	Gauvin	Messier	Trépanier
Brouillette	Gendron	Middlemiss	Trudel
Camden	Gobé	Morin	Vallerand
Cannon	Hamel	Pagé	Vallières
Caron	Harel	Paradis	Vermette
Charbonneau	Houde	(Brome-Miss.)	Williams
Chenail	Hovington	Paradis	
Cherry	Johnson	(Matapédia)	

CONTRE

Atkinson	Cameron	Libman
----------	---------	--------

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 105 Contre: 3 Abstention: 0

19 juin 1991

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'éducation procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques les 21 et 22 août 1991 dans le cadre de l'étude du projet de loi 141, Loi sur l'enseignement privé; les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 2 août 1991; le ministre de l'Éducation et la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science soient membres de la commission pour la durée du mandat; la liste des groupes invités soit celle ci-après déposée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des groupes invités à participer aux consultations particulières portant sur le projet de loi 141, Loi sur l'enseignement privé.

(Document n° 1214 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, proposant que le projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le projet de loi 153, Loi sur le courtage immobilier, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le projet de loi 153 soit renvoyé en commission plénière pour l'étude d'un amendement à l'article 120.

La motion est adoptée.

Sur la motion de Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier l'amendement à l'article 120 du projet de loi 153.

En commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude de l'amendement à l'article 120 du projet de loi 153, Loi sur le courtage immobilier.

L'amendement est étudié et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 153 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion de Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, proposant l'adoption du projet de loi 153.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 153 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, ainsi que les amendements transmis par M. Brassard, député de Lac-Saint-Jean et whip de l'opposition officielle, à l'exception de celui proposé au préambule du projet de loi, que M. Bissonnet, vice-président, déclare irrecevable pour le motif suivant:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Cet amendement de fond au préambule n'est pas nécessaire pour préciser le texte ni à des fins d'uniformité. De plus, il ne découle pas de modifications adoptées à des articles du projet de loi.

Un débat s'ensuit.

19 juin 1991

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, le débat est interrompu pour permettre à M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, de convoquer:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 287, Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie.

Le débat se poursuit sur le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, et sur les amendements transmis par M. Brassard, député de Lac-Saint-Jean et whip de l'opposition officielle.

À 18 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

L'Assemblée poursuit le débat sur le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, et sur les amendements transmis par M. Brassard, député de Lac-Saint-Jean et whip de l'opposition officielle.

Le débat terminé, les amendements proposés par M. Brassard, député de Lac-Saint-Jean et whip de l'opposition officielle, sont mis aux voix, à l'exception de celui concernant le préambule; un vote par appel nominal est exigé.

19 juin 1991

(Vote n° 189)

POUR

Beaulne	Carrier-Perreault	Harel	Morin
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Paré
(Chicoutimi)	Dufour	Juneau	Trudel
Boulerice	Dupuis	Lazure	Vermette
Brassard	Garon	Léonard	
Caron	Gendron	Marois	

CONTRE

Beaudin	Cusano	Khelfa	Pelchat
Bégin	Dauphin	Lafrance	Philibert
Bélanger	Dionne	Lafrenière	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Doyon	Leclerc	Poulin
Bélisle	Elkas	Lemieux	Rémillard
Benoît	Farrah	Lemire	Richard
Bergeron	Forget	LeSage	Ryan
Blackburn	Fradet	Libman	St-Roch
(Roberval)	Frulla-Hébert	Loiselle	Thérien
Bordeleau	Gautrin	Maciocia	Tremblay
Brouillette	Gauvin	MacMillan	(Rimouski)
Camden	Gobé	Maltais	
Cameron	Hamel	Marcil	
Cannon	Houde	Messier	
Charbonneau	Hovington	Paradis	
Côté	Joly	(Matapédia)	
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Parent	

Les amendements sont rejetés par le vote suivant:

Pour: 21 Contre: 57 Abstention: 0

L'Assemblée procède ensuite au vote sur le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec; un vote par appel nominal est exigé.

19 juin 1991

(Vote n° 190)

POUR

Beaudin	Cusano	Kehoe	Parent
Bégin	Dauphin	Khelfa	Pelchat
Bélanger	Dionne	Lafrance	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Doyon	Lafranière	Picotte
Bélisle	Elkas	Leclerc	Poulin
Benoît	Farrah	Lemieux	Rémillard
Bergeron	Forget	Lemire	Richard
Blackburn	Fradet	LeSage	Ryan
(Roberval)	Frulla-Hébert	Loiselle	St-Roch
Bordeleau	Gautrin	Maciocia	Thérien
Brouillette	Gauvin	MacMillan	Tremblay
Camden	Gobé	Maltais	(Rimouski)
Cannon	Hamel	Marcil	
Charbonneau	Houde	Messier	
Côté	Hovington	Paradis	
(Riv.-du-Loup)	Joly	(Matapédia)	

CONTRE

Beaulne	Carrier-Perreault	Jolivet	Paré
Blackburn	Chevrette	Juncau	Parizeau
(Chicoutimi)	Dufour	Lazure	Trudel
Boulerice	Dupuis	Léonard	Vermette
Brassard	Garon	Libman	
Cameron	Gendron	Marois	
Caron	Harel	Morin	

Le rapport est adopté par le vote suivant:

Pour: 55 Contre: 24 Abstention: 0

Adoption

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur le recours collectif, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 93 est adopté.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 95, Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 95 est adopté.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 146, Loi modifiant le montant des amendes dans diverses dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 146 est adopté.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 133 est adopté.

19 juin 1991

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le jeudi 20 juin 1991

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné et il est ordonné:

QU'à la reprise des travaux, à 10 heures, ce jeudi 20 juin, il y ait une intervention d'un député de l'opposition officielle, suivie de la réplique du ministre, après quoi l'Assemblée se prononcera sur la motion du ministre des Affaires municipales proposant l'adoption du projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.

À 2 h 09, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 20 juin, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant que le projet de loi 145, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 191)

POUR

Bacon	Chenail	Hamel	Pagé
Beaudin	Cherry	Houde	Parent
Bégin	Côté	Hovington	Pelchat
Bélanger	(Charlesbourg)	Johnson	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Côté	Joly	Rémillard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Robic
Benoit	Després	Lafrenière	Robillard
Bergeron	Dionne	Lemieux	Ryan
Blackburn	Doyon	Lemire	Sirros
(Roberval)	Dutil	LeSage	St-Roch
Bleau	Elkas	Loiselle	Thérien
Bordeleau	Forget	Maciocia	Tremblay
Bourbeau	Fradet	MacMillan	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	Maltais	Trépanier
Cannon	Gauvin	Marcil	Vallerand
Charbonneau	Gobé	Messier	Williams

CONTRE

Atkinson	Bourdon	Dupuis	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Libman
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blais	Chevrette	Jolivet	Parizeau
Boisclair	Claveau	Juneau	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 62 Contre: 27 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 145 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 158, Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 158 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 158 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 215, Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 215 est adopté.

Adoption

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que le projet de loi d'intérêt privé 215, Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 215 est adopté.

Adoption du principe

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Bélanger (Laval-des-Rapides), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 225, Loi concernant Space Realty Co. Ltd, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 225 est adopté.

Adoption

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Bélanger (Laval-des-Rapides), propose que le projet de loi d'intérêt privé 225, Loi concernant Space Realty Co. Ltd, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 225 est adopté.

Adoption du principe

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de M. Jolivet (Laviolette), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 269, Loi concernant Mélançon et Fils Inc., soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 269 est adopté.

Adoption

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de M. Jolivet (Laviolette), propose que le projet de loi d'intérêt privé 269, Loi concernant Mélançon et Fils Inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 269 est adopté.

Adoption du principe

Mme Pelchat (Vachon) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 274, Loi concernant Société Namur Inc, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 274 est adopté.

Adoption

Mme Pelchat (Vachon) propose que le projet de loi d'intérêt privé 274, Loi concernant Société Namur Inc, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 274 est adopté.

Adoption du principe

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 276, Loi concernant Coulonge Construction Inc., soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 276 est adopté.

Adoption

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose que le projet de loi d'intérêt privé 276, Loi concernant Coulonge Construction Inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 276 est adopté.

Adoption du principe

Mme Bleau (Groulx), au nom de Mme Hovington (Matane), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 264, Loi concernant la ville de Matane, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 264 est adopté.

Adoption

Mme Bleau (Groulx), au nom de Mme Hovington (Matane), propose que le projet de loi d'intérêt privé 264, Loi concernant la ville de Matane, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 264 est adopté.

Adoption du principe

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Tremblay (Rimouski), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 278, Loi concernant la ville de Rimouski, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 278 est adopté.

Adoption

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Tremblay (Rimouski), propose que le projet de loi d'intérêt privé 278, Loi concernant la ville de Rimouski, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 278 est adopté.

Adoption du principe

M. Gendron (Abitibi-Ouest) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 279, Loi concernant la ville d'Amos, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 279 est adopté.

Adoption

M. Gendron (Abitibi-Ouest) propose que le projet de loi d'intérêt privé 279, Loi concernant la ville d'Amos, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 279 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose que le projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit adopté.

20 juin 1991

Un débat s'ensuit.

À 12 h 35, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du projet de loi 150 est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, annonce une augmentation, à compter du 1^{er} octobre 1991, du taux général du salaire minimum.

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) prend la parole au nom de l'opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

M. Cherry, ministre du Travail, fait part de la réforme majeure apportée par le gouvernement du Québec dans l'industrie de la construction à la suite des recommandations contenues dans le rapport de la commission Picard-Sexton.

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) prend la parole au nom de l'opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

281 Loi concernant la ville de Saint-Laurent.

(Document n° 1215 de la session)

M. Bordeleau (Acadie) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 281, Loi concernant la ville de Saint-Laurent.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 281 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1216 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1217 de la session)

20 juin 1991

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1218 de la session)

Le rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1219 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1220 de la session)

M. Pagé, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1221 de la session)

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1222 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1223 de la session)

Le rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1224 de la session)

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, conjointement avec M. Côté, ministre des Forêts, déposent:

Le rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1225 de la session)

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Copie d'une lettre de M. Paradis, ministre de l'Environnement, en date du 14 juin 1991, adressée à M. Tony Lesauteur, soulignant l'engagement de ce dernier pour la cause environnementale.

(Document n° 1226 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice et responsable de la protection du consommateur, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1227 de la session)

Le rapport annuel du Curateur public du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1228 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1229 de la session)

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1230 de la session)

Le rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1231 de la session)

Le rapport annuel de la Société de développement des coopératives, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1232 de la session)

Le rapport annuel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1233 de la session)

Le rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1234 de la session)

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1235 de la session)

Le rapport annuel de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 29 août 1990.

(Document n° 1236 de la session)

Le décret 576-91, en date du 1^{er} mai 1991, concernant l'acquisition d'actions du capital-actions de Disque Améric inc. par la Société générale des industries culturelles.

(Document n° 1237 de la session)

M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail de même que l'annexe statistique dudit rapport, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1238 de la session)

20 juin 1991

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Copie de la lettre d'attente du gouvernement à l'intention de la Société de radiotélévision du Québec, en date du 20 juin 1991.

(Document n° 1239 de la session)

M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Le rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développements forestiers du Québec (REXFOR), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1240 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1241 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1242 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1243 de la session)

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale en date du:

13 juin 1991:

- Décision 445 concernant le Règlement sur les services professionnels fournis par un avocat ou un notaire;

14 juin 1991:

- Décision 447 concernant le Règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale;
- Décision 448 concernant le Règlement sur les modes de dotation des emplois de cadres supérieurs;
- Décision 449 concernant la promotion du directeur de la Direction de la gestion des ressources humaines;
- Décision 450 concernant la promotion du directeur de la Direction de la gestion des ressources financières;
- Décision 451 concernant la promotion du directeur général de la Direction générale des affaires parlementaires;
- Décision 452 concernant la promotion de la directrice de la Direction de la gestion immobilière;
- Décision 453 concernant la promotion du directeur de la Direction de l'approvisionnement et des services auxiliaires;
- Décision 454 concernant la promotion de la directrice générale de la Direction générale du Bicentenaire des Institutions parlementaires.

(Document n° 1244 de la session)

Le rapport à l'Assemblée nationale sur la participation du Directeur général des élections à la tenue d'élections en République d'Haïti.

(Document n° 1245 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Després (Limoilou) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 20 juin 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 287 Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie —
rapporté avec des amendements.

(Document n° 1246 de la session)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les subventions publiques accordées au transport en commun:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1 368 pétitionnaires, par
M. Blais (Masson);

(Document n° 1247 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 1 364 pétitionnaires, par
M. Léonard (Labelle).

(Document n° 1248 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, proposant que le projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur le cinéma, soit adopté.

(Vote n° 192)

POUR

Atkinson	Cannon	Gauvin	Paradis
Audet	Caron	Gendron	(Matapédia)
Bacon	Carrier-Perreault	Gobé	Paré
Baril	Charbonneau	Hamel	Parent
Beaudin	Chenail	Harel	Pelchat
Beaulne	Cherry	Houde	Perron
Bégin	Chevrette	Hovington	Philibert
Bélanger	Claveau	Johnson	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Côté	Jolivet	Rémillard
Bélanger	(Charlesbourg)	Joly	Richard
(Még.-Compton)	Côté	Juneau	Rivard
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Robic
Bergeron	Cusano	Khelfa	Robillard
Bissonnet	Dauphin	Lafrance	Ryan
Blackburn	Després	Lazure	Savoie
(Chicoutimi)	Dionne	Lemieux	Sirros
Blackburn	Doyon	Lemire	St-Roch
(Roberval)	Dufour	Léonard	Thérien
Blais	Dupuis	LeSage	Tremblay
Bleau	Dutil	Levesque	(Ouremont)
Boisclair	Elkas	Loiselle	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Maciocia	(Rimouski)
Boulerice	Forget	Marcel	Trépanier
Bourbeau	Fradet	Middlemiss	Trudel
Bourdon	Frulla-Hébert	Morin	Vallerand
Brassard	Gagnon-Tremblay	Pagé	Vallières
Brouillette	Garon	Paradis	Vermette
Camden	Gautrin	(Brome-Miss.)	

CONTRE

Cameron Libman

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 101 Contre: 2 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 117 est adopté.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 116 du Règlement, M. Bissonnet, vice-président, propose:

QUE l'article 21.1 du Règlement de l'Assemblée nationale ajouté à la séance du 24 octobre 1990 soit remplacé par l'article suivant:

«21.1 La suspension de 12:30 à 14 heures, prévue aux articles 20 et 21, et celle de 18:30 à 20 heures, prévue à l'article 20, ont sur l'affaire en cours l'effet d'un ajournement.»

QUE l'article 146 dudit règlement soit remplacé par le suivant:

«146. L'Assemblée peut envoyer en commission l'étude de toute matière. Elle le fait soit sur motion du leader du gouvernement, qui ne peut être amendée mais peut faire l'objet d'un débat restreint d'au plus une heure, soit sur une motion d'un député de l'opposition le mercredi, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition. Le mandat confié par l'Assemblée est prioritaire.»

QUE ces modifications au Règlement de l'Assemblée nationale ainsi que celles adoptées d'une façon provisoire à la séance du 24 octobre 1990, aux articles 20, 21, 52, 54(2°), 91, 92, 97, 105, 111, 143, 143.1, 307, 308 et 309 dudit règlement soient en vigueur jusqu'au 21 décembre 1991.

QUE le 4ème paragraphe de l'article 116 du Règlement de l'Assemblée nationale soit modifié en retranchant le point virgule et en ajoutant ce qui suit:

«ou délègue cette fonction à une autre commission;»

QUE l'article 117 du Règlement de l'Assemblée nationale soit remplacé par le suivant:

«117. La commission de l'Assemblée nationale a également la responsabilité d'étudier les questions de la réforme parlementaire. Elle le fait par la voie d'une sous-commission permanente qui est composée:

1^o du président de l'Assemblée nationale qui la préside;

2^o des deux vice-présidents de l'Assemblée nationale qui ne peuvent voter;

3^o des leaders et des whips des groupes parlementaires;

4^o de trois présidents de commission, l'un d'entre eux étant membre d'un groupe parlementaire de l'opposition.

En cas d'empêchement du Président ou à sa demande, un vice-président de l'Assemblée qu'il désigne le remplace.

Le leader d'un groupe parlementaire peut être remplacé par un leader adjoint.

La sous-commission permanente peut, sur motion d'un de ses membres, étudier toutes questions relatives aux pouvoirs et au fonctionnement de l'Assemblée ou de ses commissions. Elle fait rapport à la commission de l'Assemblée nationale au moins une fois l'an."

QUE les règles de fonctionnement concernant les commissions soient modifiées en ajoutant après l'article 4, les articles suivants:

«4.1 Est institué le comité directeur de la commission de l'Assemblée nationale. Le comité est composé du Président de l'Assemblée nationale, des leaders des groupes parlementaires et du secrétaire de la commission.

Entre les séances de la commission de l'Assemblée nationale, le comité directeur exerce les fonctions suivantes:

- a) autorise une commission à se déplacer ou à tenir une séance à l'extérieur de l'Hôtel du Parlement;
- b) reçoit les comptes rendus des déplacements des commissions;
- c) approuve la formation des commissions ou sous-commissions mixtes et en désigne les co-présidents;
- d) comble les vacances et procède aux remplacements permanents lors des prorogation ou ajournement de plus de cinq jours;
- e) approuve les changements à la liste des présidents de séance;
- f) rajuste l'enveloppe budgétaire des commissions à même les réserves budgétaires de la commission de l'Assemblée nationale;
- g) décide de l'opportunité de télédiffuser les travaux des commissions;
- h) détermine au besoin, la commission qui entendra respectivement le Directeur général des élections, le Vérificateur général et le Protecteur du citoyen en application de l'article 116 (4⁰) du Règlement de l'Assemblée nationale;
- i) désigne en lieu et place de la commission de l'Assemblée nationale, la commission qui sera appelée à exécuter un mandat particulier en vertu de la loi;
- j) coordonne les travaux des commissions qui exécutent des mandats non prioritaires en termes de calendriers, d'horaires, de salles et de ressources et prépare le plan des travaux de la commission de l'Assemblée nationale.»

«4.2 Le Président de l'Assemblée nationale détermine l'ordre du jour des réunions du comité directeur.

Le comité peut tenir une réunion par voie d'entretien téléphonique.»

«4.3 Le secrétaire de la commission de l'Assemblée nationale participe d'office aux réunions du comité directeur. Il reçoit les demandes, assure les contacts avec les membres du comité et communique les décisions du comité à tous les membres de la commission.»

«4.4 Le comité doit faire rapport à la commission à la première occasion.»

QUE les modifications apportées aux articles 116 et 117 du Règlement de l'Assemblée nationale ainsi qu'aux règles de fonctionnement concernant les commissions soient adoptées d'une façon permanente.

QUE toutes ces modifications provisoires ou permanentes au Règlement de l'Assemblée nationale soient rapportées au long dans le procès-verbal de la présente séance.

La motion est adoptée.

M. Elkas, ministre des Transports, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances aux familles de messieurs Normand Chiasson et John Watson, décédés hier, lors de l'écrasement de leur appareil, en combattant un feu de forêt.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

20 juin 1991

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 143 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.
-

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la fête nationale du Québec et présente ses vœux de solidarité les plus chaleureux aux Québécoises et aux Québécois.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le Jour national des peuples autochtones qui se tient le 21 juin tel qu'endossé par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador en 1982 et tel que reconnu par l'Assemblée nationale le 21 juin 1990.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lazure (La Prairie) propose:

QUE cette Assemblée souligne le travail exceptionnel qu'a accompli M. Tony Lesauteur, spécialement pour la protection et la mise en valeur de l'environnement des lacs, au cours de ses 25 années de service pour le gouvernement du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 268 du Règlement, M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 287, Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 287 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 268 du Règlement, M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que le projet de loi d'intérêt privé 287, Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 287 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE dans les trente jours de la date du dépôt du rapport de l'Inspecteur général des institutions financières effectué auprès d'elle en vertu de l'article 39 de la Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie, la Commission du budget et de l'administration tienne une séance afin d'étudier ce rapport et qu'à cette fin, elle entende l'Inspecteur général; la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, proposant que le projet de loi 150, Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

20 juin 1991

(Vote n° 193)

POUR

Audet	Charbonneau	Hamel	Pelchat
Bacon	Cherry	Houde	Philibert
Bégin	Côté	Hovington	Picotte
Bélanger	(Charlesbourg)	Johnson	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Côté	Joly	Rémillard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Khelfa	Rivard
Benoit	Dauphin	Lafrance	Robillard
Bergeron	Després	Leclerc	Savoie
Blackburn	Dionne	Lemieux	Sirros
(Roberval)	Doyon	Lemire	St-Roch
Bleau	Dutil	LeSage	Thérien
Bordeleau	Farrah	Levesque	Tremblay
Bourassa	Forget	Loiselle	(Rimouski)
Bourbeau	Fradet	Maciocia	Trépanier
Brouillette	Frulla-Hébert	Marcil	Vallerand
Camden	Gautrin	Pagé	Vallières
Cannon	Gauvin	Parent	

CONTRE

Baril	Brassard	Garon	Paré
Beaulne	Cameron	Gendron	Parizeau
Blackburn	Caron	Harel	Perron
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Jolivet	Trudel
Blais	Chevrette	Juneau	Vermette
Boisclair	Claveau	Léonard	Williams
Boulerice	Dufour	Libman	
Bourdon	Dupuis	Morin	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 65 Contre: 29 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 150 est adopté.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE le projet de loi intitulé «Loi favorisant le développement des bibliothèques publiques et modifiant diverses dispositions législatives» soit retiré du *Feuilleton et préavis*.

La motion est adoptée.

À 17 h 49, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 15 octobre 1991, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 20 juin 1991, à 18 h 13, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président, de l'Assemblée nationale, de M. Lafrance (Iberville), le représentant du Premier ministre, de M. Gendron (Abitibi-Ouest), le représentant du chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 93 Loi modifiant la Loi sur le recours collectif;
- 95 Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives;
- 117 Loi modifiant la Loi sur le cinéma;
- 128 Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux;

- 130 Loi modifiant la Loi sur les mines;
- 133 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur;
- 136 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- 137 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice;
- 139 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique ainsi que la Loi sur l'enseignement privé (*titre modifié*);
- 140 Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures;
- 142 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et diverses dispositions législatives (*titre modifié*);
- 143 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement;
- 144 Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool;
- 145 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales;
- 146 Loi modifiant le montant des amendes dans diverses dispositions législatives;
- 150 Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec;
- 151 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- 152 Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales;
- 153 Loi sur le courtage immobilier;
- 155 Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale;

- 156 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain;
- 157 Loi concernant la restauration de l'ancienneté de certains salariés du secteur de la santé et des services sociaux;
- 215 Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal;
- 225 Loi concernant Space Realty Co. Ltd;
- 264 Loi concernant la ville de Matane;
- 269 Loi concernant Mélançon et Fils Inc.;
- 274 Loi concernant Société Namur Inc.;
- 276 Loi concernant Coulonge Construction Inc.;
- 278 Loi concernant la ville de Rimouski;
- 279 Loi concernant la ville d'Amos;
- 287 Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Séance extraordinaire

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. le Président donne lecture d'une lettre que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement à l'élection de M. Jean Filion, dans la circonscription électorale de Montmorency.

M. le Président dépose ensuite les documents suivants:

La lettre mentionnée ci-dessus accompagnée du certificat d'élection;
(Document n° 1249 de la session)

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, daté du 27 août 1991.
(Document n° 1250 de la session)

À l'invitation de M. le Président, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, présente à l'Assemblée le nouveau député de Montmorency, M. Jean Filion, qui avait au préalable prêté le serment d'office.

Puis, M. le Président souhaite la bienvenue au nouveau député, après quoi MM. Parizeau, Bourassa et Filion prennent la parole.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement et sur motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE l'entente suivante intervenue entre les membres de l'Assemblée nationale constitue la règle de procédure qui s'appliquera au cours des séances extraordinaires des mardi 27 août et mercredi 28 août 1991:

L'horaire des travaux sera le suivant :

Le mardi 27 août 1991	de 14 h à 18 h 30
Le mercredi 28 août 1991	de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30

L'Assemblée procèdera aux affaires courantes à 14 h mardi et mercredi;

Aux termes de l'entente, il a été convenu que :

Aux affaires courantes des 27 et 28 août 1991 :

Les déclarations ministérielles seront limitées à des circonstances vraiment exceptionnelles;

Il n'y aura pas de présentation de projets de loi;

Il n'y aura pas de dépôt de rapports de commissions sauf le rapport de la Commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives. Celui-ci sera déposé aujourd'hui à l'étape prévue des affaires courantes;

Il sera permis aux députés de déposer les amendements en application de l'article 252 immédiatement après le dépôt dudit rapport. À cette fin, le Président reconnaîtra les députés qui auront des amendements à proposer;

Il n'y aura pas de dépôt de pétitions;

Les motions sans préavis seront limitées à des circonstances vraiment exceptionnelles. Il n'y aura pas de débat restreint tel que prévu à l'article 27 du Règlement;

À l'exclusion des affaires courantes, l'Assemblée ne pourra procéder qu'à la prise en considération du rapport et à l'adoption du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, et rien d'autre.

Aux affaires du jour :

Le mardi 27 août 1991 :

L'Assemblée procédera à la prise en considération du rapport de la Commission des affaires sociales quant à l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives;

À cette étape, deux interventions seront accordées aux députés indépendants, dont une de 20 minutes et l'autre de 10 minutes;

Le débat sur ledit rapport ainsi que la mise aux voix des amendements, le cas échéant, et du rapport devront être complétés à 18 h 30;

Il y aura alors ajournement des travaux au mercredi 28 août 1991 à 10 h;

Le mercredi 28 août 1991 :

Les affaires du jour du mercredi 28 août, seront consacrées au débat sur l'adoption du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives. Aucune question de règlement ne pourra être soulevée à cet égard;

Ce débat débutera à 10 h et se poursuivra jusqu'à 12 h 30. Il reprendra en après-midi, après les affaires courantes. Le débat ainsi que la mise aux voix devront être complétés à 18 h 30;

Dans le cadre de ce débat, deux interventions de 15 minutes seront accordées aux députés indépendants.

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

- la liste des députés nommés, conformément à l'article 8 de la *Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec* (1991, c.34), membres de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté:

Pour le parti gouvernemental

M. Guy Bélanger, président
Mme Louise Bégin
M. Jacques Chagnon
M. Michel Després
M. Henri-François Gauthrin

M. Robert LeSage
M. Cosmo Maciocia
M. Maurice Richard
M. Robert Thérien

Pour le parti de l'Opposition officielle

M. Jacques Brassard
M. Jacques Léonard
Mme Pauline Marois

M. François Gendron
Mme Jocelyne Caron

Pour l'autre parti représenté dans l'opposition

M. Neil Cameron

Et,

- la liste des députés nommés, conformément à l'article 8 de la *Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec* (1991, c.34), membres de la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle:

Pour le parti gouvernemental

M. Claude Dauphin, président
M. Yvan Bordeleau
M. Benoît Fradet

Mme Nicole Loiselle
M. Cosmo Maciocia
M. Serge Marcil

Mme Claire-Hélène Hovington
M. John Kehoe

Mme Christiane Pelchat

Pour le parti de l'Opposition officielle

M. Jacques Brassard
M. Guy Chevette
Mme Louise Harel

Mme Jeanne Blackburn
M. André Boisclair

Pour l'autre parti représenté dans l'opposition

M. Robert Libman

(Document n° 1251 de la session)

- copie d'une lettre adressée à M. Guy Breton par M. Jean-Pierre Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, en date du 26 juillet 1991, le désignant Vérificateur général par intérim à compter du 1^{er} août 1991;

(Document n° 1252 de la session)

- la décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 19 juin 1991:

Décision 455 concernant le Règlement sur les services relatifs aux voyages et les voyages à l'extérieur du Québec.

(Document n° 1253 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 19, 20, 21, 26, 27 et 28 mars, les 7, 8, 9, 14, 15, 16, 21, 22, 23, 28, 29 et 30 mai, les 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 18 et 20 juin, les 19, 20, 21, 22 et 23 août 1991, a étudié le projet de loi suivant:

120 Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1254 de la session)

Conformément à l'ordre précédemment adopté et en application de l'article 252 du Règlement, sont déposés des amendements au projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, par:

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue);

(Document n° 1255 de la session)

M. Holden (Westmount), au nom de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce);

(Document n° 1256 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux.

(Document n° 1257 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, de l'Office du crédit agricole et de la Commission des courses de chevaux pour les mois de janvier 1990 à juin 1991 ainsi que ceux de la Régie des assurances agricoles du Québec pour les mois de janvier 1989 à juin 1991;
- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance de travail.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, ainsi que les amendements déposés conformément à l'ordre précédemment adopté, par M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, par M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) et par M. Holden (Westmount) au nom de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce).

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, M. le Président retire l'amendement de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) à l'article 410 pour le motif qu'il est identique à l'amendement de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) au même article.

Puis, M. le Président met aux voix les amendements de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, aux articles 86.1, 101.1, 102, 192, 228 et 256.

Ces amendements sont adoptés.

Sont ensuite mis aux voix les amendements de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) aux articles 46.1, 278, 279, 289.3, 409.2, 410 et 488.

Ces amendements sont rejetés.

Les amendements de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) aux articles 46.2 et 306 sont par la suite mis aux voix.

Ces amendements sont rejetés.

Est finalement mis aux voix, tel qu'amendé, le rapport de la Commission des affaires sociales sur l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

À 18 h 30, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 28 août 1991, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 10 juillet 1991, à 14 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Tremblay (Rimouski), le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Paradis (Matapédia), le représentant du Premier ministre et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

- 149 Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Séance extraordinaire

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Conformément à l'ordre adopté à la séance précédente, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 30, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du projet de loi 120 est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Libman (D'Arcy-McGee) dépose:

Extrait des comptes publics 1989-1990, concernant certains détails des revenus, crédits et dépenses du ministère des Affaires internationales du Québec.

(Document n° 1258 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- une sous-commission des institutions, conformément à l'article 147 du Règlement, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance de travail;
 - la Commission des institutions se réunira afin de vérifier les engagements financiers contenus dans les listes des mois de janvier 1990 à mai 1991 concernant le ministère des Affaires internationales.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit adopté.

Le débat terminé, avant la mise aux voix de la motion, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'ordre adopté à la séance du 27 août 1991 et aux articles 26 et 53 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 20 août 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

273 Loi concernant la ville de Châteauguay — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1259 de la session)

Le rapport est adopté.

288 Loi concernant la municipalité d'Oka — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1260 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 21 août 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

250 Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1261 de la session)

Le rapport est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'ordre adopté à la séance du 27 août 1991 et aux articles 26 et 268 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de Mme Cardinal (Châteauguay), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 273, Loi concernant la ville de Châteauguay, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 273 est adopté.

Adoption

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de Mme Cardinal (Châteauguay), propose que le projet de loi d'intérêt privé 273, Loi concernant la ville de Châteauguay, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 273 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 273 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi d'intérêt privé 273, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Puis, la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, proposant l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 273, Loi concernant la ville de Châteauguay, est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 273 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'ordre adopté à la séance du 27 août 1991 et aux articles 26 et 268 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Bergeron (Deux-Montagnes), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 288, Loi concernant la municipalité d'Oka, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 288 est adopté.

Adoption

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Bergeron (Deux-Montagnes), propose que le projet de loi d'intérêt privé 288, Loi concernant la municipalité d'Oka, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 288 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'ordre adopté à la séance du 27 août 1991 et aux articles 26 et 268 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de Mme Vermette (Marie-Victorin), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 250, Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 250 est adopté.

Adoption

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de Mme Vermette (Marie-Victorin), propose que le projet de loi d'intérêt privé 250, Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 250 est adopté.

Est ensuite mise aux voix la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 194)

POUR

Bacon	Benoît	Bourbeau	Ciaccia
Beaudin	Bergeron	Bradet	Côté
Bégin	Blackburn	Brouillette	(Charlesbourg)
Bélanger	(Roberval)	Camden	Côté
(Laval-des-Rap.)	Bleau	Cannon	(Riv.-du-Loup)
Bélanger	Bordeleau	Cardinal	Cusano
(Még.-Compton)	Boucher-Bacon	Charbonneau	Dauphin
Bélisle	Bourassa	Cherry	Dionne

Doyon	Johnson	Marcil	Savoie
Dutil	Joly	Middlemiss	Sirros
Elkas	Kehoe	Pagé	Thérien
Farrah	Lafrance	Paradis	Tremblay
Forget	Lafrenière	(Matapédia)	(Outremont)
Fradet	Lemieux	Parent	Tremblay
Frulla-Hébert	Lemire	Pelchat	(Rimouski)
Gagnon-Tremblay	LeSage	Philibert	Trépanier
Gautrin	Levesque	Poulin	Vallerand
Gauvin	Loiselle	Rémillard	Vallières
Hamel	Maciocia	Rivard	Williams
Houde	MacMillan	Robic	
Hovington	Maltais	Robillard	

CONTRE

Atkinson	Boulerice	Gendron	Libman
Baril	Brassard	Harel	Marois
Beaulne	Cameron	Holden	Morin
Blackburn	Caron	Jolivet	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Juneau	Parizeau
Blais	Dufour	Lazure	Trudel
Boisclair	Garon	Léonard	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 74 Contre: 27 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 120 est adopté.

28 août 1991

À 18 h 11, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 15 octobre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre des Affaires municipales et ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1262 de la session)

Le rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1263 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des universités, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1991.

(Document n° 1264 de la session)

Le cadre de référence pour le plan quinquennal d'investissements universitaires 1990-1995 accompagné du décret 846-91 concernant l'approbation dudit plan quinquennal.

(Document n° 1265 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991, des corporations professionnelles suivantes:

- La Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec;
(Document n° 1266 de la session)
- L'Ordre des agronomes du Québec;
(Document n° 1267 de la session)
- Le Barreau du Québec;
(Document n° 1268 de la session)
- L'Ordre des comptables agréés du Québec;
(Document n° 1269 de la session)
- La Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec;
(Document n° 1270 de la session)
- La Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec.
(Document n° 1271 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.
(Document n° 1272 de la session)

Le rapport du Directeur général des élections relatif aux résultats officiels du scrutin tenu le 12 août 1991 dans la circonscription électorale de Montmorency.
(Document n° 1273 de la session)

Le rapport annuel du Directeur général des élections du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.
(Document n° 1274 de la session)

La version inuktitut du rapport du Directeur général des élections concernant l'élection du 10 avril 1989 en Nunavik, dans la région de la Baie d'Hudson.

(Document n° 1275 de la session)

La version inuktitut du rapport du Directeur général des élections concernant l'élection du 26 juin 1990 en Nunavik, dans la région de la Baie d'Hudson.

(Document n° 1276 de la session)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 28 août 1991:

- Décision 462 concernant le Règlement sur certaines règles applicables à la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté et à la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle;
- Décision 463 concernant le Règlement sur les règles reliées à la gestion financière de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté et à la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle.

(Document n° 1277 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui, le 25 septembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 236 Loi concernant la succession d'Arthur Bouvier — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1278 de la session)

Le rapport est adopté.

- 218 Loi concernant la succession de Louis Pelletier — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1279 de la session)

Le rapport est adopté.

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 4 septembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 261 Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa — rapporté sans amendement.

(Document n° 1280 de la session)

Le rapport est adopté.

M. Garon (Lévis) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Le 21 août 1991:

- 266 Loi concernant la ville de Rock Island et le village de Stanstead Plain — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1281 de la session)

Le rapport est adopté.

- 280 Loi concernant la ville de Sherbrooke — rapporté avec un amendement.

(Document n° 1282 de la session)

Le rapport est adopté.

Les 21 août et 3 octobre 1991:

270 Loi concernant la ville de Sept-Îles — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1283 de la session)

Le rapport est adopté.

Les 20 et 21 août 1991:

275 Loi concernant la ville de Verdun — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1284 de la session)

Le rapport est adopté.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de débiter sa consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, lors de la séance du 16 octobre 1991, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par M. Chevrette, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement fasse en sorte que la présente session soit prorogée et qu'il soumette d'urgence à l'Assemblée un plan de relance de l'économie du Québec par l'entremise d'un nouveau discours inaugural.

Motions sans préavis

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite chaleureusement les gagnants et les gagnantes des Félix du 13e gala de l'ADISQ 1991 et encourage tous les artistes et artisans du monde du spectacle à continuer d'enrichir et de faire connaître la culture québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Parent (Sauvé) propose:

QUE l'Assemblée nationale dénonce les événements violents qui ont conduit à l'exil forcé du président légitimement élu d'Haïti, monsieur Jean-Bertrand Aristide, demande le retour à l'état de droit dans ce pays et appuie les efforts de médiation de la communauté internationale en vue de trouver une solution à la réconciliation nationale en Haïti.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gauvin (Montmagny-L'Islet) au nom de M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le travail exceptionnel de l'ensemble des partenaires du ministère de la Sécurité publique engagés dans la mise en place de la campagne annuelle de prévention des incendies, édition 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la tenue du 3e Sommet des grandes villes du monde qui se déroulera à Montréal du 15 au 17 octobre prochain, rencontre internationale où près de trente représentants d'importants gouvernements municipaux pourront échanger sur plusieurs sujets d'intérêts communs autour du thème du développement viable au coeur de la gestion urbaine et félicite l'hôte de cette conférence, la ville de Montréal, pour cette heureuse initiative.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Jolivet (Laviolette) à M. Côté, ministre des Forêts, concernant les difficultés que connaît l'ensemble de l'industrie forestière.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 147, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 30, le débat est ajourné.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre M. Jolivet (Laviolette) et M. Côté, ministre des Forêts, concernant les difficultés que connaît l'ensemble de l'industrie forestière.

À 18 h 42, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 16 octobre 1991, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 4 septembre 1991, à 13 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Lefebvre, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, le représentant du Premier ministre, de Mme Caron (Terrebonne), la représentante du chef de l'opposition officielle, et de M. Chrétien, directeur général des affaires parlementaires, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 250 Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil;
- 273 Loi concernant la ville de Châteauguay;
- 288 Loi concernant la municipalité d'Oka.

Et, à 13 h 45, en présence de M. Lefebvre, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, le représentant du Premier ministre, de Mme Caron (Terrebonne), la représentante du chef de l'opposition officielle, et de M. Chrétien, directeur général des affaires parlementaires, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

- 120 Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, propose:

QUE le gouvernement fasse en sorte que la présente session soit prorogée et qu'il soumette d'urgence à l'Assemblée un plan de relance de l'économie du Québec par l'entremise d'un nouveau discours inaugural.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 15 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à une durée de 60 minutes chacune.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

À 12 h 32, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Chevette, leader de l'opposition officielle, est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 165 Loi modifiant la Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles.

La motion est adoptée.

M. Levesque, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 162 Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux.

La motion est adoptée.

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 160 Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la protection de la santé publique.

La motion est adoptée.

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 166 Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval.

La motion est adoptée.

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 164 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

La motion est adoptée.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 159 Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle.

La motion est adoptée.

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

161 Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques.

La motion est adoptée.

M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

163 Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1285 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1286 de la session)

Deux ententes en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*: la première concernant des échanges de renseignements relativement à la *Loi sur la sécurité du revenu* entre le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et la Société de l'assurance automobile du Québec, la seconde concernant les articles 229 à 231 de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* entre le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et la Régie des rentes du Québec.

(Document n° 1287 de la session)

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1288 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991, des corporations professionnelles suivantes:

— L'Ordre des chimistes du Québec;

(Document n° 1289 de la session)

— L'Ordre des dentistes du Québec;

(Document n° 1290 de la session)

— La Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;

(Document n° 1291 de la session)

— L'Ordre des ingénieurs du Québec;

(Document n° 1292 de la session)

- La Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec;
(Document n° 1293 de la session)
 - L'Ordre des notaires du Québec;
(Document n° 1294 de la session)
 - L'Ordre des pharmaciens du Québec;
(Document n° 1295 de la session)
 - La Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec;
(Document n° 1296 de la session)
 - La Corporation professionnelle des psychologues du Québec;
(Document n° 1297 de la session)
 - La Corporation professionnelle des techniciens et techniciennes dentaires
du Québec;
(Document n° 1298 de la session)
 - L'Ordre des techniciens en radiologie du Québec;
(Document n° 1299 de la session)
 - La Corporation professionnelle des technologues des sciences appliquées
du Québec;
(Document n° 1300 de la session)
 - La Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec.
(Document n° 1301 de la session)
- Le rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'exercice
financier terminé le 31 mars 1990.
(Document n° 1302 de la session)
- Le rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice
financier terminé le 31 mars 1991.
(Document n° 1303 de la session)
-

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1304 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 29 août 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires internationales contenus dans les listes des mois de janvier 1990 à mai 1991.

(Document n° 1305 de la session)

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 20 août et 1^{er} octobre 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère des Forêts contenus dans les listes des mois de janvier à juin 1991 et du ministère du Travail contenus dans les listes des mois de décembre 1989 à juillet 1991.

(Document n° 1306 de la session)

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 11 septembre 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration contenus dans les listes des mois de janvier 1990 à juin 1991.

(Document n° 1307 de la session)

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 21 et 22 août 1991, a tenu des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi suivant:

141 Loi sur l'enseignement privé.

(Document n° 1308 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

— l'extrait d'une pétition, signée par 213 pétitionnaires, concernant l'exploitation d'un système de gestion des déchets solides à Candiac.

(Document n° 1309 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la 10^e Journée mondiale de l'alimentation dont le thème est «La faim ici comme ailleurs, c'est mon affaire».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Juneau (Johnson) propose:

QUE cette Assemblée félicite chaleureusement la Fédération québécoise de hockey sur glace qui s'est mérité le Prix du fair-play international 1991 de l'UNESCO pour ses programmes Hockey 2000 et Franc-Jeu.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.
-

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance de travail.

Motions sans préavis

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite les lauréats des Prix du Québec dans les domaines scientifique et culturel et qu'elle souligne la tenue de la Quinzaine des sciences qui se déroule cette année du 10 au 30 octobre.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) propose:

QU'à l'occasion du Mois de la qualité, l'Assemblée nationale témoigne son appréciation et son soutien aux entreprises, groupes ou associations qui travaillent sans relâche depuis des années à l'avancement de la qualité totale au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

16 octobre 1991

AFFAIRES DU JOUR

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement des travaux.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, à 17 h 34, les travaux sont ajournés au jeudi 17 octobre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, proposant que le principe du projet de loi 147, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 147 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 147 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 160, Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la protection de la santé publique, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 160 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 160 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 166, Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 166 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 166 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 218, Loi concernant la succession de Louis Pelletier, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 218 est adopté.

Adoption

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que le projet de loi d'intérêt privé 218, Loi concernant la succession de Louis Pelletier, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 218 est adopté.

Adoption du principe

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de Mme Pelchat (Vachon), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 236, Loi concernant la succession d'Arthur Bouvier, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 236 est adopté.

Adoption

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de Mme Pelchat (Vachon), propose que le projet de loi d'intérêt privé 236, Loi concernant la succession d'Arthur Bouvier, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 236 est adopté.

Adoption du principe

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Cusano (Viau), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 261, Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 261 est adopté.

Adoption

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Cusano (Viau), propose que le projet de loi d'intérêt privé 261, Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 261 est adopté.

Adoption du principe

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Benoit (Orford), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 266, Loi concernant la ville de Rock Island et le village de Stanstead Plain, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 266 est adopté.

Adoption

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Benoit (Orford), propose que le projet de loi d'intérêt privé 266, Loi concernant la ville de Rock Island et le village de Stanstead Plain, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 266 est adopté.

Adoption du principe

M. Gautrin (Verdun) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 275, Loi concernant la ville de Verdun, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 275 est adopté.

Adoption

M. Gautrin (Verdun) propose que le projet de loi d'intérêt privé 275, Loi concernant la ville de Verdun, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 275 est adopté.

Adoption du principe

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Hamel (Sherbrooke), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 280, Loi concernant la ville de Sherbrooke, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 280 est adopté.

Adoption

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Hamel (Sherbrooke), propose que le projet de loi d'intérêt privé 280, Loi concernant la ville de Sherbrooke, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 280 est adopté.

Adoption du principe

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, au nom de M. Perron (Duplessis), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 270, Loi concernant la ville de Sept-Îles, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

À 12 h 25, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 1310 de la session)

L'entente d'échange de renseignements conclue entre la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) et la Régie des rentes du Québec (RRQ) accompagnée de l'avis favorable émis par la Commission d'accès à l'information.

(Document n° 1311 de la session)

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1312 de la session)

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1313 de la session)

Le rapport annuel de la Bibliothèque nationale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1314 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1315 de la session)

Trois avis de classement de la Commission des biens culturels du Québec:

— le premier concernant la maison Philippe-Verrette de Trois-Rivières;

(Document n° 1316 de la session)

— le deuxième concernant le site historique du moulin seigneurial de Pointe-du-Lac;

(Document n° 1317 de la session)

— le troisième concernant l'agrandissement des limites du site du Domaine de l'Enclos Rosemère.

(Document n° 1318 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Perron (Duplessis) proposant que le principe du projet de loi d'intérêt privé 270, Loi concernant la ville de Sept-Îles, soit adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Perron (Duplessis) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 11 octobre 1991, adressée à M^e Charles-Henri Desrosiers par Mme Pauline Poirier, greffier adjoint au ministère de la Justice du Québec, concernant l'audition en Cour Supérieure du dossier opposant une entreprise du Québec à la ville de Sept-Îles.

(Document n° 1319 de la session)

Le débat se poursuit sur la motion de M. Perron (Duplessis).

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 270 est adopté.

Adoption

M. Perron (Duplessis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 270, Loi concernant la ville de Sept-Îles, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 270 est adopté.

Débats de fin de séance

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient un débat de fin de séance entre M. Boisclair (Gouin) et M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, concernant les activités de la compagnie Ogivar.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Levesque, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée que, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 298 du Règlement, le jeudi 24 octobre 1991, M. Gendron (Abitibi-Ouest) s'adressera à M. Pagé, ministre de l'Éducation, dans le cadre d'une interpellation portant sur «le décrochage scolaire».

Le débat se poursuit sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux, soit maintenant adopté.

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance, le mardi 22 octobre 1991, sur une question adressée par M. Paré (Shefford) à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant les sans-abri.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi 162 soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné et il est ordonné:

QU'à la reprise du débat, il y ait une intervention du député de Labelle suivie de la réplique du ministre, après quoi l'Assemblée se prononcera sur la motion du ministre des Finances proposant l'adoption du principe du projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux.

À 17 h 33, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 22 octobre 1991, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 17 octobre 1991, à 18 heures, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, de M. MacMillan (Papineau), le représentant du Premier ministre, de Mme Vermette (Marie-Victorin), la représentante du chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 218 Loi concernant la succession de Louis Pelletier;
- 236 Loi concernant la succession d'Arthur Bouvier;
- 261 Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa;
- 266 Loi concernant la ville de Rock Island et le village de Stanstead Plain;
- 270 Loi concernant la ville de Sept-Îles;
- 275 Loi concernant la ville de Verdun;
- 280 Loi concernant la ville de Sherbrooke.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 167 Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le Code de la sécurité routière.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1320 de la session)

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1321 de la session)

M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de protection de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1322 de la session)

M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires internationales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 1323 de la session)

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1324 de la session)

M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 juillet 1991.

(Document n° 1325 de la session)

M. le Président dépose:

La décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 16 octobre 1991:

- Décision 470 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale.
(Document n° 1326 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 27 août et 10 octobre 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour les mois de janvier 1989 à décembre 1990, et du ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, secteurs pêcheries, recherche et enseignement, pour les mois de janvier 1990 à avril 1991.

(Document n° 1327 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 143 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

Motions sans préavis

M. Levesque, ministre des Finances, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne aujourd'hui le 25^e anniversaire de la création de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Léonard (Labelle) propose:

QUE, dans le cadre de la Semaine de la PME qui a lieu cette année du 20 au 26 octobre, cette Assemblée souligne l'importance et la qualité de la contribution des petites et moyennes entreprises du Québec au dynamisme et à la diversité de notre économie.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Cherry, ministre du Travail, propose:

QUE cette Assemblée souligne la septième Semaine de la santé et de la sécurité du travail se déroulant du 21 au 27 octobre 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 160, Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la protection de la santé publique;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 166, Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, et ce à compter du mois d'octobre 1990;
- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance de travail, puis en séance publique;

- la Commission de l'Assemblée nationale se réunira afin de statuer sur diverses affaires.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, rappelle à l'Assemblée que, conformément à ce qui a été annoncé lors de la séance du 17 octobre 1991, sera tenu, à la fin de la présente séance, un débat sur une question adressée par M. Paré (Shefford) à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant les sans-abri.

Il informe également l'Assemblée des demandes suivantes qui lui ont été adressées pour la tenue de trois autres débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) à M. Cannon, ministre des Communications, concernant les revendications du Québec en matière de communications;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Filion (Montmorency) à M. Savoie, ministre du Revenu, concernant le report de la TVQ sur les services;
- le troisième, sur une question adressée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, à Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant la publicité de la coalition contre la Baie James dans le *New York Times*.

M. Lefebvre, vice-président, ayant rappelé à l'Assemblée qu'aux termes de l'article 312 du Règlement, il ne peut y avoir plus de trois débats de fin de séance, il est convenu que le débat entre M. Chevette, leader de l'opposition officielle, et Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, soit reporté et que, lors d'une prochaine séance, le leader du gouvernement indique la date où sera tenu ledit débat.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose que le principe du projet de loi 161, Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 161 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 161 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Débats de fin de séance

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient le débat de fin de séance entre M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) et M. Cannon, ministre des Communications, concernant les revendications du Québec en matière de communication.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 164, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 30, le débat est ajourné sur la motion de Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière).

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les autres débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, entre M. Paré (Shefford) et M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant les sans-abri;
 - le second, entre M. Fillion (Montmorency) et M. Savoie, ministre du Revenu, concernant le report de la TVQ sur les services.
-

À 18 h 53, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 23 octobre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement fasse en sorte que la présente session soit prorogée et qu'il soumette d'urgence à l'Assemblée un plan de relance de l'économie du Québec par l'entremise d'un nouveau discours inaugural.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté aux affaires courantes de la présente séance.

À 12 h 35, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Côté, ministre des Forêts, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

168 Loi modifiant la Loi sur les forêts.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Godin (Mercier) concernant un contrat alloué par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration à M. Serge Fontaine. Question n° 10, *Feuilleton et préavis* du 23 octobre 1991.

(Document n° 1328 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Baril (Arthabaska) concernant les revenus perçus en droits et permis par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et les organismes relevant de sa juridiction. Question n° 14, *Feuilleton et préavis* du 23 octobre 1991.

(Document n° 1329 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Baril (Arthabaska) concernant la ventilation des investissements d'immobilisations de SOQUIA et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire. Question n° 15, *Feuilleton et préavis* du 23 octobre 1991.

(Document n° 1330 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) concernant les revenus perçus en droits et permis par le ministère des Affaires culturelles et les organismes relevant de sa juridiction. Question n° 17, *Feuilleton et préavis* du 23 octobre 1991.

(Document n° 1331 de la session)

La réponse à la question écrite de Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) concernant les revenus perçus en droits et permis par le ministère du Conseil exécutif, secteur Condition féminine, et les organismes relevant de sa juridiction. Question n° 21, *Feuilleton et préavis* du 23 octobre 1991.

(Document n° 1332 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Marois (Taillon) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 174 pétitionnaires, demandant la gratuité des médicaments et de tout le matériel nécessaire au traitement des diabétiques de 18 ans et plus, inscrits aux études à temps plein.

(Document n° 1333 de la session)

M. Claveau (Ungava) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 653 pétitionnaires, concernant le réaménagement des approvisionnements forestiers des régions du Nord du Québec et de l'Abitibi—Témiscamingue.

(Document n° 1334 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement fasse en sorte que la présente session soit prorogée et qu'il soumette d'urgence à l'Assemblée un plan de relance de l'économie du Québec par l'entremise d'un nouveau discours inaugural.

(Vote n° 195)

POUR

Baril	Brassard	Filion	Léonard
Beaulne	Caron	Gendron	Marois
Blackburn	Carrier-Perreault	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Chevrette	Harel	Paré
Blais	Claveau	Jolivet	Parizeau
Boisclair	Dufour	Juneau	Perron
Bourdon	Dupuis	Lazure	Trudel

CONTRE

Atkinson	Bergeron	Camden	Cusano
Audet	Blackburn	Cardinal	Dauphin
Bacon	(Roberval)	Charbonneau	Després
Beaudin	Bordeleau	Cherry	Dionne
Bégin	Boucher-Bacon	Côté	Elkas
Bélanger	Bourbeau	(Charlesbourg)	Forget
(Laval-des-Rap.)	Bradet	Côté	Fradet
Bélisle	Brouillette	(Riv.-du-Loup)	Frulla-Hébert

Gautrin	LeSage	Paradis	Sirros
Gauvin	Levesque	(Matapédia)	St-Roch
Gobé	Libman	Parent	Thérien
Hamel	Loiselle	Pelchat	Tremblay
Holden	Maciocia	Philibert	(Outremont)
Houde	MacMillan	Picotte	Tremblay
Hovington	Maltais	Rémillard	(Rimouski)
Johnson	Marcil	Richard	Trépanier
Joly	Messier	Rivard	Vallerand
Kehoe	Middlemiss	Robic	Vallières
Lafrance	Pagé	Robillard	Williams
Lafrenière	Paradis	Ryan	
Lemire	(Brome-Miss.)	Savoie	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 27 Contre: 74 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite tous les artisans qui seront appelés à participer aux activités de la Semaine québécoise de l'alphabétisation qui se tient du 21 au 27 octobre et encourage chaleureusement tous ceux et celles qui entreprendront, lors de cette semaine, des démarches d'alphabétisation.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE, conformément à l'article 544 de la *Loi électorale*, l'Assemblée nationale confie à la Commission des institutions l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année 1991-1992.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 147, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention;
- la Commission des institutions, afin d'étudier les prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1991-1992.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Conformément à ce qui a été convenu à la séance du 22 octobre 1991, M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, indique ce qui suit: du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 308 du Règlement, le débat de fin de séance prévu entre M. Chevette, leader de l'opposition officielle, et Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant la publicité de la coalition contre la Baie James dans le *New York Times*, sera tenu à la fin de la présente séance.

Dépôts de rapports de commissions

M. Lefebvre, vice-président, dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 23 octobre 1991, a statué sur diverses affaires.

(Document n° 1335 de la session)

Sur la motion de M. Lefebvre, vice-président, le rapport est adopté.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, propose que le principe du projet de loi 163, Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 163 est adopté.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi 163 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

Débats de fin de séance

À 18 h 20, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, et Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant la publicité de la coalition contre la Baie James dans le *New York Times*.

À 18 h 35, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 24 octobre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Levesque, ministre des Finances, fait une déclaration concernant le report de la phase II de la réforme des taxes à la consommation du Québec.

Puis, au cours de sa déclaration, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Levesque dépose:

Une annexe concernant le report au 1^{er} juillet 1992 de l'harmonisation de la TVQ à la TPS et de la prise en charge par le ministère du Revenu du Québec de l'administration de la TPS sur le territoire québécois.

(Document n° 1336 de la session)

M. Léonard (Labelle) prend la parole au nom de l'opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991, accompagné du prospectus des programmes de bourses d'échanges internationaux et de diffusion de l'information scientifique en recherche en santé 1992-1993.

(Document n° 1337 de la session)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991, du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James, du Conseil régional Kativik de la santé et des services sociaux et des conseils de la santé et des services sociaux pour les régions suivantes: le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, le Saguenay—Lac-Saint-Jean, Québec, Trois-Rivières, l'Estrie, Montréal métropolitain, Lanaudière et les Laurentides, la Montérégie, l'Outaouais, l'Abitibi—Témiscamingue, la Côte-Nord.

(Document n° 1338 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991, des corporations professionnelles suivantes:

- la Corporation professionnelle des diététistes du Québec;
(Document n° 1339 de la session)
- la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec;
(Document n° 1340 de la session)
- la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec;
(Document n° 1341 de la session)
- l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec;
(Document n° 1342 de la session)
- l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec.
(Document n° 1343 de la session)

M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1344 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 22 octobre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 160 Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la protection de la santé publique - rapporté sans amendement.

(Document n° 1345 de la session)

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 1^{er} octobre 1991, a procédé à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques, conformément à l'article 292 du Règlement de l'Assemblée nationale.

(Document n° 1346 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 22 octobre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 166 Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval - rapporté sans amendement.

(Document n° 1347 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant la gratuité des médicaments et de tout le matériel nécessaire au traitement des diabétiques de 18 ans et plus, inscrits aux études à temps plein:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 30 pétitionnaires, par M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue);
(Document n° 1348 de la session)
 - le deuxième, extrait d'une pétition signée par 48 pétitionnaires, par M. Baril (Arthabaska).
(Document n° 1349 de la session)
-

M. Dauphin (Marquette) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 896 pétitionnaires, demandant que soient amendés les lois et les règlements régissant les relations de travail.
(Document n° 1350 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Baril (Arthabaska) dépose:

Un document relatif aux interventions fédérales dans l'agro-alimentaire au Québec publié en mai 1988 par la Coopérative fédérée de Québec, l'Union des producteurs agricoles et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et intitulé: *Une question d'équité*.

(Document n° 1351 de la session)

Votes reportés

M. Bissonnet, vice-président, met aux voix la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux, soit maintenant adopté.

(Vote n° 196)

POUR

Atkinson	Chagnon	Houde	Parent
Bacon	Charbonneau	Hovington	Philibert
Bégin	Chenail	Johnson	Picotte
Bélanger	Cherry	Joly	Richard
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Robic
Bélisle	(Charlesbourg)	Lafrance	Robillard
Benoît	Cusano	Lafrenière	Ryan
Bergeron	Dauphin	Lemire	Savoie
Blackburn	Després	Levesque	Sirros
(Roberval)	Dionne	Libman	Thérien
Bordeleau	Dutil	Loiselle	Tremblay
Boucher-Bacon	Elkas	Maciocia	(Outremont)
Bourbeau	Forget	MacMillan	Vallerand
Bradet	Fradet	Maltais	Vallières
Brouillette	Frulla-Hébert	Marcil	
Cameron	Gobé	Pagé	
Cannon	Hamel	Paradis	
Cardinal	Holden	(Brome-Miss.)	

CONTRE

Baril	Carrier-Perreault	Garon	Marois
Beaulne	Chevrette	Gendron	Morin
Blais	Claveau	Jolivet	Paré
Boisclair	Dufour	Juneau	Perron
Boulerice	Dupuis	Lazure	Trudel
Caron	Filion	Léonard	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 63 Contre: 24 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 162 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 162 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE le ministre délégué à la Réforme électorale soit membre de la Commission des institutions qui procédera, le jeudi 31 octobre 1991, à l'étude des prévisions budgétaires 1991-1992 du Directeur général des élections.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la première Semaine québécoise de la vie animale qui se tient du 21 au 27 octobre 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat est interrompu et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

M. Bissonnet, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission des institutions se réunira en séance de travail;
- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance de travail.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que le vendredi 1^{er} novembre 1991, M. Garon (Lévis) s'adressera à M. Picotte, ministre responsable du développement régional, dans le cadre de l'interpellation portant sur «le développement des régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine».

Motions sans préavis

Le débat se poursuit sur la motion de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant:

QUE l'Assemblée nationale souligne la première Semaine québécoise de la vie animale qui se tient du 21 au 27 octobre 1991.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, proposant que le principe du projet de loi 164, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 164 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 164 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Débats de fin de séance

À 15 h 49, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient les débats de séance suivants:

- le premier, sur une question adressée par M. Baril (Arthabaska) à M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, concernant l'aide fédérale aux agriculteurs;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Perron (Duplessis) à M. Côté, ministre des Forêts, concernant la scierie Produits Forestville;
- le troisième, sur une question adressée par M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, à M. Levesque, ministre des Finances, concernant le report de la TVQ sur les services.

À 16 h 31, M. Bissonnet lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés au mardi 29 octobre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

171 Loi sur le Conseil médical du Québec.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

169 Loi modifiant la Loi électorale concernant la délimitation des circonscriptions électorales.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1352 de la session)

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Les directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain et ce, conformément à l'application de l'article 149.25 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* et au décret 860-91 en date du 19 juin 1991.

(Document n° 1353 de la session)

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Approvisionnements et Services, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1354 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1355 de la session)

M. le Président dépose le document suivant:

Une lettre signée par MM. Robert M. Libman et Richard B. Holden, en date du 23 octobre 1991, concernant le remplacement de M. Holden par M. Libman comme représentant du Parti Égalité au Bureau de l'Assemblée nationale et celui de M. Libman par M. Neil Cameron comme membre suppléant.

(Document n° 1356 de la session)

Sur la motion de M. Lefebvre, vice-président, ces modifications à la composition du Bureau de l'Assemblée nationale sont adoptées.

M. le Président dépose ensuite:

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, daté du 29 octobre 1991.

(Document n° 1357 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 23 et 24 octobre 1991, a étudié en détail le projet de loi 147, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention - rapporté avec des amendements.

(Document n° 1358 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance de travail.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, lors de la séance du 30 octobre 1991, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par Mme Marois (Taillon). Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement mette fin à l'incertitude qui prévaut actuellement concernant la compression des dépenses de l'État et les autres mesures d'équilibre budgétaire en faisant connaître dans les plus brefs délais ses intentions en ces matières.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 167, Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- le premier, entre M. Garon (Lévis) et M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, concernant une subvention versée aux municipalités de Val-Morin et de Val-David pour la construction d'une route;
- le deuxième, entre M. Lazure (La Prairie) et M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant le brûlage et le recyclage des huiles usées;
- le troisième, entre M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) et M. Côté, ministre des Forêts, concernant une scierie située à Belleterre.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 167 est adopté.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi 167 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

Débats de fin de séance

À 17 h 55, après une suspension de la séance et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, sont tenus les débats de fin de séance précédemment annoncés:

Le premier, entre M. Garon (Lévis) et M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, concernant une subvention versée aux municipalités de Val-Morin et de Val-David pour la construction d'une route;

Le deuxième, entre M. Lazure (La Prairie) et M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant le brûlage et le recyclage des huiles usées.

Au cours de ce débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

- Un extrait de la transcription de la période des questions de la présente séance relatif à un échange entre M. Lazure et le ministre de l'Environnement au sujet du brûlage et du recyclage des huiles usées.

(Document n° 1359 de la session)

Le troisième, entre M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) et M. Côté, ministre des Forêts, concernant une scierie située à Belleterre.

29 octobre 1991

À 18 h 28, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 30 octobre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

Mme Marois (Taillon) propose:

QUE le gouvernement mette fin à l'incertitude qui prévaut actuellement concernant la compression des dépenses de l'État et les autres mesures d'équilibre budgétaire en faisant connaître dans les plus brefs délais ses intentions en ces matières.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 15 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à une durée de 60 minutes chacune.

Le débat s'ensuit sur la motion de Mme Marois (Taillon).

À 12 h 26, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de Mme Marois (Taillon) est ajourné.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

174 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Picotte, ministre responsable du Développement régional, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1360 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1361 de la session)

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) concernant les revenus perçus en droits et permis par le ministère du Travail et les organismes relevant de sa juridiction. Question n° 14, *Feuilleton et préavis* du 30 octobre 1991.

(Document n° 1362 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Chevrette (Joliette) concernant les revenus perçus en droits et permis par le ministère de la Sécurité publique et les organismes relevant de sa juridiction. Question n° 17, *Feuilleton et préavis* du 30 octobre 1991.

(Document n° 1363 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Dufour (Jonquière) concernant les revenus perçus en droits et permis par le ministère des Affaires municipales et les organismes relevant de sa juridiction. Question n° 24, *Feuilleton et préavis* du 30 octobre 1991.

(Document n° 1364 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Godin (Mercier) concernant les revenus perçus en droits et permis par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et les organismes relevant de sa juridiction. Question n° 29, *Feuilleton et préavis* du 30 octobre 1991.

(Document n° 1365 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant la ventilation des investissements d'immobilisations de la SHQ et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire. Question n° 41, *Feuilleton et préavis* du 30 octobre 1991.

(Document n° 1366 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 59 pétitionnaires, appuyant les revendications d'Accès-Bleuets et demandant l'aménagement d'une route à quatre voies sur la Route 175 et la Route 169 jusqu'au rond-point d'Hébertville.

(Document n° 1367 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

Mme Juneau (Johnson) signale une violation de privilège relative à des propos qui auraient été tenus le 29 octobre 1991 par M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, et qui enfreindraient le paragraphe 10° de l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux;
- la Commission des institutions, afin d'étudier les prévisions budgétaires 1991-1992 du Directeur général des élections.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.
-

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance de publique.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 147, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention, ainsi que les amendements transmis par M. Claveau (Ungava).

Après débat, les amendements sont rejetés.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 160, Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la protection de la santé publique.

Après débat, le rapport est adopté.

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée qu'une demande lui a été faite pour la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Dufour (Jonquière) à M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, concernant l'élargissement des Routes 175 et 169 jusqu'à Chicoutimi—Jonquière. Puis, après avoir rappelé qu'en vertu de l'article 308 du Règlement ce débat ne peut être tenu à la fin de la présente séance, il avise l'Assemblée que la présidence prend en délibéré la question de savoir si ledit débat peut être reporté à une séance subséquente.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 166, Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

M. Côté, ministre des Forêts, propose que le principe du projet de loi 168, Loi modifiant la Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 168 est adopté.

30 octobre 1991

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 168 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 168, Loi modifiant la Loi sur les forêts.

À 18 h 28, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 31 octobre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 172 Loi concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Le rapport annuel de la Commission des droits de la personne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1368 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 13, 14 et 15 août 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère des Transports pour la période d'octobre 1990 à mars 1991 et ceux relevant du ministre délégué aux Transports pour la période d'août 1990 à avril 1991.

(Document n° 1369 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 22 octobre 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, secteur loisir pour la période de janvier à juin 1991 et secteur chasse et pêche pour la période d'octobre 1990 à juillet 1991.

(Document n° 1370 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 10 octobre 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires municipales, secteur gestion municipale pour la période de janvier à juin 1991.

(Document n° 1371 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 6 et 7 août 1991, a vérifié les engagements financiers relevant du ministre responsable du Développement régional pour la période de février 1990 à juin 1991.

(Document n° 1372 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1679 pétitionnaires, concernant les programmes «drainage souterrain», «utilisation d'outils de gestion» et «prime à l'établissement», gérés par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

(Document n° 1373 de la session)

Sont déposés deux extraits de pétition demandant la gratuité des médicaments et de tout le matériel nécessaire au traitement des diabétiques de 18 ans et plus, inscrits aux études à temps plein:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 5 000 pétitionnaires, par M. Bordeleau (Acadie);
(Document n° 1374 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 22 pétitionnaires, par M. Léonard (Labelle).
(Document n° 1375 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Savoie, ministre du Revenu, dépose:

La réponse à une question que lui a adressée M. Filion (Montmorency) à la séance précédente, concernant certaines mesures fiscales visant à favoriser la recherche scientifique et le développement expérimental.

(Document n° 1376 de la session)

M. le Président rend la décision suivante sur la question soulevée, lors de la séance du 30 octobre 1991, par M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, et prise en délibéré par M. Lefebvre, vice-président, relative à la possibilité de demander un débat de fin de séance le mercredi et de tenir ledit débat à une séance subséquente:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Il apparaît clairement qu'aucun débat de fin de séance ne peut être tenu à la séance du mercredi. L'article 308 du Règlement n'interdit pas, cependant, à un député qui considère qu'un sujet n'a pas été suffisamment approfondi à la période de questions du mercredi, d'aviser le jour même la présidence de son intention d'en débattre à la séance du jeudi.

La demande du député de Jonquière est donc recevable. S'il devait y avoir plus de trois demandes, le Président déterminerait les sujets qui feraient l'objet d'un débat de fin de séance.

Du consentement de l'Assemblée, le débat de fin de séance entre M. Dufour (Jonquière) et M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, concernant l'élargissement des routes 175 et 169 jusqu'à Chicoutimi-Jonquière, est reporté à la séance du mardi 5 novembre 1991.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.
-

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle tiendra deux séances publiques.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 8 novembre 1991, M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, s'adressera à M. Bourassa, Premier ministre, dans le cadre de l'interpellation portant sur «les propositions d'offres constitutionnelles du gouvernement fédéral».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 147, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 147 est adopté.

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 160, Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la protection de la santé publique, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 160 est adopté.

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 166, Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 166 est adopté.

À 15 h 20, M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 197)

POUR

Atkinson	Camden	Frulla-Hébert	Maltais
Audet	Cardinal	Gagnon-Tremblay	Marcil
Bégin	Chagnon	Gautrin	Messier
Bélanger	Charbonneau	Gobé	Pelchat
(Laval-des-Rap.)	Côté	Hamel	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Houde	Poulin
(Még.-Compton)	Cusano	Hovington	Richard
Bélisle	Dauphin	Kehoe	Robillard
Benoit	Després	Lafrance	Ryan
Bergeron	Dionne	Lafrenière	St-Roch
Bordeleau	Dutil	Lemieux	Thérien
Boucher-Bacon	Farrah	Libman	Tremblay
Bourbeau	Forget	Loiselle	(Rimouski)
Bradet	Fradet	Maciocia	Vallières

CONTRE

Baril	Caron	Garon	Paré
Blackburn	Carrier-Perreault	Gendron	Perron
(Chicoutimi)	Chevrette	Godin	Vermette
Blais	Claveau	Harel	
Boulerice	Dufour	Léonard	
Brassard	Dupuis	Marois	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 52 Contre: 20 Abstention: 0

En conséquence, à 16 h 22, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 5 novembre 1991, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 31 octobre, à 16 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, de M. Maltais (Saguenay), le représentant du Premier ministre, de M. Claveau (Ungava), le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 147 Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention;
- 160 Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la protection de la santé publique;
- 166 Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval.

Le Président

Jean-Pierre Saintonge

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des télécommunications du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1377 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1378 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 11 avril 1990, 24, 25, 28, 30, 31 janvier et 28 mai 1991, a tenu une consultation générale, des consultations particulières et des auditions publiques et, les 7 et 20 décembre 1989, 22 mars, 9 août, 8 novembre 1990, 5 mars, 9 avril, 7 mai, 10 et 12 juin, 8 août et 29 octobre 1991, s'est réunie en séances de travail dans le cadre de l'examen du mandat, des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen - le rapport contient des observations, des conclusions et des recommandations.

(Document n° 1379 de la session)

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 30 octobre 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

168 Loi modifiant la Loi sur les forêts — rapporté sans amendement.

(Document n° 1380 de la session)

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 31 octobre 1991, a étudié les prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1991-1992, lesquelles ont été approuvées.

(Document n° 1381 de la session)

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 31 octobre 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

162 Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux — rapporté sans amendement.

(Document n° 1382 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Dufour (Jonquière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 191 pétitionnaires, demandant l'adoption de mesures concrètes et rapides afin d'aider les personnes atteintes du VIH à se procurer les médicaments coûteux dont elles ont besoin.

(Document n° 1383 de la session)

Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 152 pétitionnaires, demandant la gratuité des médicaments et de tout le matériel nécessaire au traitement des diabétiques de 18 ans et plus, inscrits aux études à temps plein.

(Document n° 1384 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Juneau (Johnson) dépose:

La copie d'une lettre de M. Pierre Bolduc, vice-président exécutif par intérim des marchés internes d'Hydro-Québec, en date du 28 octobre 1991, adressée à M. R. Legault, vice-président, Développement, Windsor Cogénération Inc., au sujet du projet de cogénération Domtar—Windsor.

(Document n° 1385 de la session)

Motions sans préavis

M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée exprime son regret à l'occasion du décès de monsieur Roland Giroux.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 143 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.
-

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE l'Assemblée nationale, en même temps qu'elle réaffirme l'importance des institutions municipales, félicite les candidats et candidates élus lors des élections tenues le 3 novembre 1991 dans diverses municipalités du Québec et souligne l'apport précieux à la qualité de la vie démocratique au Québec de toutes les personnes qui ont participé à ces élections.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance:

- le premier, entre M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) et M. Pagé, ministre de l'Éducation, concernant la commission scolaire Jérôme-Le Royer;
- le second, entre M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) et M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant la gratuité des médicaments pour les sidéens.

Puis, il rappelle que le débat qui devait être tenu le 31 octobre 1991 entre M. Dufour (Jonquière) et M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, concernant l'élargissement des Routes 175 et 169 jusqu'à Chicoutimi—Jonquière, a été reporté à la présente séance.

M. Bordeleau (Acadie) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la tenue de la sixième édition de la Semaine québécoise de la prévention de la criminalité du 3 au 9 novembre 1991 sous le thème «Partenaires en prévention» et signale de façon particulière l'implication des conseils régionaux de la prévention de la criminalité, des services policiers et de nombreux organismes qui contribuent, de façon quotidienne, à la prévention du crime.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 167, Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le Code de la sécurité routière.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, pour faire suite à une décision du 9 mai 1990 et en application de l'article 194 du Règlement qui prévoit que lorsqu'une «partie de motion devient caduque, la motion est viciée dans son ensemble», la motion inscrite au nom de M. Chevette, leader de l'opposition officielle, et apparaissant à l'article 35 du *Feuilleton et préavis* du 5 novembre 1991 sera retirée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 169, Loi modifiant la Loi électorale concernant la délimitation des circonscriptions électorales, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 169 est adopté.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi 169 soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 169.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 169, Loi modifiant la Loi électorale concernant la délimitation des circonscriptions électorales.

Le projet de loi 169 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 169 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le projet de loi 169, Loi modifiant la Loi électorale concernant la délimitation des circonscriptions électorales, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 169 est adopté.

Adoption du principe

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 171, Loi sur le Conseil médical du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 171 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 171 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Débats de fin de séance

À 18 h 30, l'Assemblée tient les trois débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, entre M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) et M. Pagé, ministre de l'Éducation, concernant la commission scolaire Jérôme-Le Royer;
- le deuxième, entre M. Dufour (Jonquière) et M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, concernant l'élargissement des Routes 175 et 169 jusqu'à Chicoutimi—Jonquière;

5 novembre 1991

- le troisième, entre M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) et M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant la gratuité des médicaments pour les sidéens.

À 19 h 08, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 6 novembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par Mme Marois (Taillon). Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement mette fin à l'incertitude qui prévaut actuellement concernant la compression des dépenses de l'État et les autres mesures d'équilibre budgétaire en faisant connaître dans les plus brefs délais ses intentions en ces matières.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

À 12 h 33, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

175 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu.

La motion est adoptée.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

177 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie.

La motion est adoptée.

178 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

179 Loi modifiant la Loi sur les transports.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre des Forêts, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

176 Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec et la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1386 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) concernant les sujets suivants:

- la gestion et le financement du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels depuis sa création — question n° 6, *Feuilleton et préavis* du 6 novembre 1991.

(Document n° 1387 de la session)

- la ventilation des subventions et budgets alloués au Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels depuis sa création — question n° 7, *Feuilleton et préavis* du 6 novembre 1991.

(Document n° 1388 de la session)

- les avis juridiques demandés relativement au Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels depuis sa création — question n° 8, *Feuilleton et préavis* du 6 novembre 1991.

(Document n° 1389 de la session)

Les réponses aux questions écrites de M. Morin (Dubuc) concernant les sujets suivants:

- les revenus perçus en droits et permis par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et les organismes sous son autorité — question n° 35, *Feuilleton et préavis* du 6 novembre 1991.

(Document n° 1390 de la session)

- la ventilation des investissements d'immobilisations de la SEPAQ et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire — question n° 36, *Feuilleton et préavis* du 6 novembre 1991.

(Document n° 1391 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 249 pétitionnaires, demandant l'adoption de mesures concrètes et rapides afin d'aider les personnes atteintes du VIH à se procurer les médicaments coûteux dont elles ont besoin.

(Document n° 1392 de la session)

M. Libman (D'Arcy-McGee) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 141 pétitionnaires, demandant que soit inclus, dans toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle que l'Assemblée nationale appuie, un amendement proclamant l'indivisibilité du Canada.

(Document n° 1393 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Hovington (Matane) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 15 000 pétitionnaires, concernant la réouverture de l'usine de pâte de Matane et de ses scieries satellites.

(Document n° 1394 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Claveau (Ungava) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 655 pétitionnaires, demandant la création d'un fonds minier québécois.

(Document n° 1395 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion présentée par Mme Marois (Taillon) aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement mette fin à l'incertitude qui prévaut actuellement concernant la compression des dépenses de l'État et les autres mesures d'équilibre budgétaire en faisant connaître dans les plus brefs délais ses intentions en ces matières.

(Vote n° 198)

POUR

Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Caron	Gendron	Morin
Blackburn	Carrier-Perreault	Godin	Perron
(Chicoutimi)	Chevrette	Holden	Trudel
Blais	Claveau	Jolivet	Vermette
Boisclair	Dufour	Juneau	
Bourdon	Dupuis	Lazure	

CONTRE

Atkinson	Côté	Joly	Pelchat
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Philibert
Bélanger	Côté	Lafrance	Picotte
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Poulin
Bélanger	Cusano	Lemire	Rémillard
(Még.-Compton)	Dauphin	LeSage	Rivard
Bélisle	Després	Levesque	Robic
Benoit	Dionne	Libman	Robillard
Bergeron	Doyon	Loiselle	Ryan
Blackburn	Dutil	Maciocia	Savoie
(Roberval)	Elkas	MacMillan	Sirros
Bordeleau	Farrah	Maltais	St-Roch
Bourbeau	Forget	Marcil	Thérien
Camden	Frulla-Hébert	Messier	Tremblay
Cameron	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	(Outremont)
Cannon	Gautrin	Pagé	Tremblay
Cardinal	Gobé	Paradis	(Rimouski)
Chagnon	Hamel	(Brome-Miss.)	Trépanier
Charbonneau	Houde	Paradis	Vallerand
Chenail	Hovington	(Matapédia)	Vallières
Cherry	Johnson	Parent	Williams

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 75 Abstention: 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 163, Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes;
- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 174, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 174 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 174 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 168, Loi modifiant la Loi sur les forêts.

Après débat, le rapport est adopté.

Débats sur les rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a tenu une consultation générale, des consultations particulières, des auditions publiques et s'est réunie en séances de travail dans le cadre de l'examen du mandat, des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen. Ce rapport contient les observations, les conclusions et les recommandations de la Commission.

6 novembre 1991

Avant que ne s'engage le débat restreint sur ce rapport, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance pour réunir les leaders.

À la reprise des travaux, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la durée de ce débat. Mises à part les 10 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale allouée à cette discussion.

Le débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue), le débat est ajourné.

À 18 h 18, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 7 novembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

Adoption

M. Côté, ministre des Forêts, propose que le projet de loi 168, Loi modifiant la Loi sur les forêts, soit adopté.

Un débat s'engage.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du projet de loi 168 est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

173 Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques.

La motion est adoptée.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

170 Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1396 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1397 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 6 novembre 1991:

- 163 Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes — rapporté sans amendement.

(Document n° 1398 de la session)

Le 5 novembre 1991:

- 167 Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le Code de la sécurité routière — rapporté sans amendement.

(Document n° 1399 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Claveau (Ungava) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 870 pétitionnaires, concernant le réaménagement des approvisionnements forestiers touchant les régions du Nord du Québec et de l'Abitibi—Témiscamingue.

(Document n° 1400 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

La liste des participants par région pour chacun des programmes de formation et de qualification professionnelle pour les années 1989-1990 et 1990-1991.

(Document n° 1401 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. Thomas J. Boudreau, sous-ministre de l'Éducation, en date du 30 mai 1990, par des professionnels de la Direction de la formation à distance du ministère de l'Éducation concernant l'orientation et les structures de la direction.

(Document n° 1402 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail le projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux.

7 novembre 1991

(Vote n° 199)

POUR

Atkinson	Cardinal	Hamel	Pelchat
Beaudin	Chagnon	Holden	Philibert
Bégin	Charbonneau	Houde	Picotte
Bélanger	Chenail	Joly	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Cherry	Kehoe	Rémillard
Bélanger	Côté	Lafrance	Rivard
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Robic
Bélisle	Cusano	Lemieux	Robillard
Benoit	Dauphin	Lemire	Ryan
Bergeron	Després	LeSage	Savoie
Blackburn	Dionne	Levesque	Sirros
(Roberval)	Doyon	Libman	St-Roch
Bordeleau	Dutil	Loiselle	Thérien
Boucher-Bacon	Elkas	Maciocia	Tremblay
Bourbeau	Farrah	MacMillan	(Rimouski)
Bradet	Forget	Maltais	Trépanier
Brouillette	Frulla-Hébert	Marcil	Vallerand
Camden	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallières
Cameron	Gautrin	Pagé	Williams
Cannon	Gobé	Parent	

CONTRE

Baril	Brassard	Filion	Paré
Blackburn	Caron	Gendron	Perron
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Trudel
Blais	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boisclair	Claveau	Lazure	
Boulerice	Dufour	Léonard	
Bourdon	Dupuis	Marois	

La rapport est adopté par le vote suivant:

Pour: 74 Contre: 24 Abstention: 0

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

Motions sans préavis

M. Lafrance (Iberville) propose:

QUE l'Assemblée nationale, à l'occasion du jour du Souvenir, exprime sa profonde gratitude envers ceux et celles qui ont sacrifié leur vie pour servir la cause noble entre toutes d'une paix fondée sur le respect des droits humains et de la dignité inviolable des individus et des peuples.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 161, Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques.

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 15 novembre 1991, Mme Blackburn (Chicoutimi) s'adressera à M. Cherry, ministre du Travail, dans le cadre de l'interpellation portant sur «la Commission de la santé et de la sécurité du travail».

Puis, il informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant le développement de la main-d'oeuvre;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Paré (Shefford) à M. Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant les coupures gouvernementales dans le logement social;
- le troisième, sur une question adressée par Mme Caron (Terrebonne) à M. Rémillard, ministre de la Justice, concernant les préarrangements funéraires.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, le débat entre Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) et M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, est reporté à la séance du mardi 12 novembre 1991.

AFFAIRES DU JOUR

Débats sur les rapports de commissions

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission des institutions qui a tenu une consultation générale, des consultations particulières, des auditions publiques et s'est réunie en séances de travail dans le cadre de l'examen du mandat, des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen. Ce rapport contient les observations, les conclusions et les recommandations de la Commission.

Le débat prend fin et, conformément à l'article 95 du Règlement, il n'entraîne aucune décision de l'Assemblée.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 159, Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 159 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 159 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Débats de fin de séance

À 17 h 15, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient les deux débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, sur une question adressée par Mme Caron (Terrebonne) à M. Rémillard, ministre de la Justice, concernant les préarrangements funéraires;
 - le deuxième, sur une question adressée par M. Paré (Shefford) à M. Ryan, ministre des Affaires municipales, concernant les coupures gouvernementales dans le logement social.
-

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 188, 301 et 302 du Règlement, et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE les dispositions de la Loi et du Règlement de l'Assemblée nationale s'appliquent à l'interpellation du 8 novembre 1991, portant sur les propositions d'offres constitutionnelles du gouvernement fédéral, tout en tenant compte des règles particulières ci-après énumérées:

Remarques préliminaires: le Chef de l'opposition officielle intervienne le premier suivi du Premier ministre, chacun ayant un temps de parole de dix minutes;

Débat: la durée du débat soit de 80 minutes réparties de la façon suivante:

- 41 minutes au groupe formant le gouvernement
- 30 minutes à l'opposition officielle
- 5 minutes au député de Westmount
- 4 minutes au député de D'Arcy-McGee

Le Chef de l'opposition officielle et le Premier ministre disposent d'un temps de parole de 5 minutes par intervention. Il y ait alternance entre les interventions de l'opposition officielle et celles du Premier ministre, étant entendu que la première intervention est accordée au Chef de l'opposition officielle et qu'après les 50 premières minutes du débat, une intervention de 5 minutes est accordée au député de Westmount, à titre de membre de la Commission, et que par la suite, 4 minutes sont allouées au député de D'Arcy-McGee pour un échange avec le Premier ministre;

Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes puisse remplacer un député du groupe formant le gouvernement étant membre de la Commission des institutions et puisse, à la demande du Premier ministre et à même l'enveloppe de temps dévolue à ce dernier, compléter une réponse au Chef de l'opposition officielle;

À partir de la 50^e minute, mais avant les 10 dernières des 80 minutes allouées à ce débat, 6 minutes soient accordées aux députés du groupe formant le gouvernement afin que ceux-ci puissent poser des questions au Premier ministre, et ce, uniquement à la suite d'une intervention de ce dernier. Le temps accordé au Premier ministre pour répondre à une de ces questions soit comptabilisé à même l'enveloppe de 6 minutes;

Remarques finales: vingt minutes avant la fin de la séance, le Président de la Commission reconnaisse dans un premier temps le Premier ministre pour une intervention de 8 minutes, suivie d'une intervention de 10 minutes du Chef de l'opposition officielle et accorde un droit de réplique de 2 minutes au Premier ministre.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,
M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Le texte de l'entente, ci-haut rapportée, intervenue entre les parties au sujet de l'interpellation du 8 novembre 1991.

(Document n° 1403 de la session)

7 novembre 1991

À 17 h 51, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 12 novembre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 182 Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec.

La motion est adoptée.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 181 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

180 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1404 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport des vérificateurs et l'état des crédits autorisés et des dépenses du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1405 de la session)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 6 novembre 1991:

- Décision 476 concernant le Règlement sur le partage et la cession entre conjoints des droits accumulés au titre du régime de pension des membres de l'Assemblée nationale;
- Décision 477 concernant le Règlement sur le partage et la cession entre conjoints des droits accumulés au titre du système de pensions de retraite des membres de l'Assemblée nationale.

(Document n° 1406 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne l'élection d'une Québécoise, madame Marie Meunier, à la présidence du Comité exécutif de l'UNESCO.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bétisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de la Régie des assurances agricoles du Québec, de la Commission de protection du territoire agricole, de l'Office du crédit agricole et de la Commission des courses de chevaux, et ce, à compter de janvier 1989.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, lors de la séance du mercredi 13 novembre 1991, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement mette en oeuvre tous les moyens nécessaires à la tenue d'un véritable débat public sur les choix énergétiques du Québec.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Levesque, ministre des Finances, propose que le projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Lazure (La Prairie) à M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant le brûlage des huiles usées au Québec;
- le second, sur une question adressée par M. Garon (Lévis) à M. Elkas, ministre des Transports, concernant la fermeture de l'Aéroport de Québec la nuit.

Puis, il rappelle que, conformément à ce qui a été convenu à la séance du 7 novembre 1991, le débat de fin de séance prévu entre Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) et M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant le développement de la main-d'oeuvre, sera tenu à la fin de la présente séance.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 167, Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le Code de la sécurité routière.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 163, Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, dépose:

Un document faisant état des coûts reliés à la consultation publique relative à la *Loi sur la publicité le long des routes*.

(Document n° 1407 de la session)

À 18 h 30, le débat est ajourné.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les trois débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, sur une question adressée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant le développement de la main-d'oeuvre;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Lazure (La Prairie) à M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant le brûlage des huiles usées au Québec;

12 novembre 1991

- le troisième, sur une question adressée par M. Garon (Lévis) à M. Elkas, ministre des Transports, concernant la fermeture de l'Aéroport de Québec la nuit.

À 19 h 06, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 13 novembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, propose:

QUE le gouvernement mette en oeuvre tous les moyens nécessaires à la tenue d'un véritable débat public sur les choix énergétiques du Québec.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 15 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à une durée de 60 minutes chacune.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Chevette, leader de l'opposition officielle, est ajourné.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 189 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 183 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

La motion est adoptée.

- 184 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

La motion est adoptée.

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

405 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

La motion est adoptée.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

401 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

402 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux.

La motion est adoptée.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

185 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

La motion est adoptée.

188 Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Chevrette (Joliette) concernant les sujets suivants:

- la firme propriétaire des locaux de la Régie de l'assurance-maladie du Québec à Montréal et à Québec — question n° 6, *Feuilleton et préavis* du 13 novembre 1991.

(Document n° 1408 de la session)

- les revenus perçus en droits et permis par le ministère de la Santé et des Services sociaux et les organismes sous son autorité — question n° 13, *Feuilleton et préavis* du 13 novembre 1991.

(Document n° 1409 de la session)

Les réponses aux questions écrites de Mme Marois (Taillon) concernant les sujets suivants:

- la ventilation des investissements d'immobilisations du CRIQ et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire — question n° 28, *Feuilleton et préavis* du 13 novembre 1991.

(Document n° 1410 de la session)

- la ventilation des investissements d'immobilisations de la SGF et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire — question n° 30, *Feuilleton et préavis* du 13 novembre 1991.

(Document n° 1411 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) concernant les sommes d'argent versées par le ministère de la Santé et des Services sociaux au centre d'accueil privé «Résidence Sorel-Tracy inc.» et les termes de la convention liant les deux parties. Question n° 32, *Feuilleton et préavis* du 13 novembre 1991.

(Document n° 1412 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 7 novembre 1991, a étudié en détail le projet:

161 Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques — rapporté
 avec un amendement.

(Document n° 1413 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) dépose:

— l'extrait d'une pétition, signée par 190 pétitionnaires, demandant l'adoption de mesures concrètes et rapides afin d'aider les personnes atteintes du VIH à se procurer les médicaments coûteux dont elles ont besoin.

(Document n° 1414 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, dépose:

Un document décrivant et illustrant certaines relations qui existeraient entre des employés de la Direction de la formation à distance du ministère de l'Éducation.

(Document n° 1415 de la session)

Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le projet de loi 162, Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux, soit adopté.

(Vote n° 200)

POUR

Audet	Charbonneau	Houde	Picotte
Bacon	Chenail	Johnson	Poulin
Beaudin	Cherry	Joly	Rémillard
Bégin	Ciaccia	Kehoe	Rivard
Bélanger	Côté	Lafrance	Robic
(Laval-des-Rap.)	(Charlesbourg)	Lafrenière	Robillard
Bélanger	Côté	Lemire	Ryan
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	LeSage	Savoie
Bélisle	Cusano	Levesque	Sirros
Benoit	Dauphin	Libman	St-Roch
Bergeron	Després	Loiselle	Tremblay
Blackburn	Dionne	Maciocia	(Outremont)
(Roberval)	Dutil	MacMillan	Tremblay
Bordeleau	Elkas	Maltais	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Farrah	Marcil	Trépanier
Bourbeau	Forget	Messier	Vallerand
Bradet	Frulla-Hébert	Middlemiss	Vallières
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Pagé	Williams
Camden	Gautrin	Paradis	
Cameron	Gauvin	(Brome-Miss.)	
Cardinal	Gobé	Parent	
Chagnon	Hamel	Philibert	

CONTRE

Baril	Brassard	Filion	Lazure
Beaulne	Caron	Garon	Léonard
Blackburn	Carrier-Perreault	Gendron	Marois
(Chicoutimi)	Chevrette	Godin	Morin
Boisclair	Claveau	Harel	Vermette
Boulericc	Dufour	Jolivet	
Bourdon	Dupuis	Juncau	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 76 Contre: 25 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 162 est adopté.

Motions sans préavis

Mme Bacon, vice-première ministre, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille et aux amis du cardinal Paul-Émile Léger, décédé la nuit dernière, ainsi qu'aux membres de sa famille sacerdotale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 177, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 177 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 177 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 178, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

13 novembre 1991

Le débat est ajourné sur la motion de M. Garon (Lévis).

À 18 h 30, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 14 novembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre des Forêts, proposant que le projet de loi 168, Loi modifiant la Loi sur les forêts, soit adopté.

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Les réponses à des questions posées lors de la vérification des engagements financiers du ministère des Forêts pour l'année financière 1991-1992.

(Document n° 1416 de la session)

Copie d'une note de M. Albert Côté, ministre des Forêts, en date du 22 août 1991, adressée à Mme Suzanne St-Amours de la division de Mont-Laurier, concernant l'épandage de phytocides sur le territoire de la pourvoirie Mékoos et la participation du ministère des Forêts à un projet de la Fondation de la faune du Québec, accompagnée de l'état forestier dudit territoire.

(Document n° 1417 de la session)

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 168 est adopté.

Adoption du principe

M. Côté, ministre des Forêts, propose que le principe du projet de loi 176, Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec et la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 176 est adopté.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 176 soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 176.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 176, Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec et la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Le projet de loi 176 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 176 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 178, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 178 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 178 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 11 h 27, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 403 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux.

La motion est adoptée.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 406 Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit.

La motion est adoptée.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 186 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

291 Loi concernant Les Services de Santé du Québec.

(Document n° 1418 de la session)

M. Doyon (Louis-Hébert) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 291, Loi concernant Les Services de Santé du Québec.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 291 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

284 Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club».

(Document n° 1419 de la session)

M. Maltais (Saguenay) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 284, Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club».

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 284 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

293 Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec.

(Document n° 1420 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Leclerc (Taschereau), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 293, Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 293 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

299 Loi concernant la ville de Rimouski.

(Document n° 1421 de la session)

M. Tremblay (Rimouski) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 299, Loi concernant la ville de Rimouski.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 299 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

295 Loi concernant Aéroports de Montréal.

(Document n° 1422 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 295, Loi concernant Aéroports de Montréal.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 295 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel du Comité de déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1423 de la session)

Le rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1424 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, propose:

QUE l'Assemblée nationale, à l'occasion du quarantième anniversaire de son règne, rende hommage à Sa Majesté le roi Baudouin 1^{er} pour sa contribution à l'édification du nouveau régime politique belge et souligne, de façon plus particulière, la qualité des relations qui unissent la Belgique et le Québec dans la poursuite d'objectifs communs et complémentaires.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 22 novembre 1991, M. Paré (Shefford) s'adressera à M. Ryan, ministre des

Affaires municipales, dans le cadre de l'interpellation portant sur «la situation de l'habitation au Québec».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Savoie, ministre du Revenu, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), le débat est ajourné.

À 18 h 18, sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 19 novembre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

303 Loi concernant la ville de Saint-Hubert.

(Document n° 1425 de la session)

Mme Pelchat (Vachon) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 303, Loi concernant la ville de Saint-Hubert.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 303 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1426 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1427 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 12 novembre 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois de janvier 1991 à septembre 1991, de la Régie des assurances agricoles pour les mois de janvier 1989 à septembre 1991, de la Commission de protection du territoire agricole et de l'Office du crédit agricole pour les mois de janvier 1990 à septembre 1991.

(Document n° 1428 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 191 pétitionnaires, demandant l'adoption de mesures concrètes et rapides afin d'aider les personnes atteintes du VIH à se procurer les médicaments coûteux dont elles ont besoin.

(Document n° 1429 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 145 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre sa consultation générale sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

Motions sans préavis

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose:

QUE l'Assemblée nationale rende hommage à la mémoire de l'un des plus illustres poètes québécois, Émile Nelligan, en soulignant le cinquantième anniversaire de son décès survenu le 18 novembre 1941.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine québécoise de sensibilisation à la prévention de l'usage et de l'abus des drogues.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite la lauréate et les lauréats des prix de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science du Québec visant à souligner l'excellence dans l'élaboration du matériel didactique destiné aux étudiantes et étudiants du niveau collégial.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 177, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie, et le projet de loi 178, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 291, Loi concernant Les Services de Santé du Québec; le projet de loi 293, Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec; le projet de loi 206, Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée.; le projet de loi 284, Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club»; et le projet de loi 292, Loi concernant Betts Realty Ltd;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 299, Loi concernant la ville de Rimouski, et le projet de loi 295, Loi concernant Aéroports de Montréal.

M. Bissonnet, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail;
 - la Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, y compris ceux de la Société de développement industriel du Québec et du Fonds de développement technologique, et ce, à compter du mois d'août 1990.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 179, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 179 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 179 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

À 18 h 30, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, est ajourné et les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 20 novembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Chevrette, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement mette en oeuvre tous les moyens nécessaires à la tenue d'un véritable débat public sur les choix énergétiques du Québec.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des inhalothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1430 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1431 de la session)

M. Pagé, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1432 de la session)

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1433 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de Mme Marois (Taillon) concernant les sujets suivants:

- la ventilation des investissements d'immobilisations de SIDBEC et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire — question n° 26, *Feuilleton et préavis* du 20 novembre 1991.

(Document n° 1434 de la session)

- les rencontres entre le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et les divers intervenants liés au dossier de la faillite de la compagnie J. Pascal inc. — question n° 27, *Feuilleton et préavis* du 20 novembre 1991.

(Document n° 1435 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Gendron (Abitibi-Ouest) concernant le nombre de professionnels non enseignants à l'emploi des commissions scolaires depuis 1980. Question n° 34, *Feuilleton et préavis* du 20 novembre 1991.

(Document n° 1436 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 111 pétitionnaires, concernant le dézonage de terres agricoles sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

(Document n° 1437 de la session)

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 193 pétitionnaires, demandant l'adoption de mesures concrètes et rapides afin d'aider les personnes atteintes du VIH à se procurer les médicaments coûteux dont elles ont besoin.

(Document n° 1438 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Copie de la politique d'information de Radio-Québec telle qu'adoptée par le conseil d'administration lors de la séance numéro 7/1990-1991 du vendredi 11 décembre 1990.

(Document n° 1439 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition. Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement mette en oeuvre tous les moyens nécessaires à la tenue d'un véritable débat public sur les choix énergétiques du Québec.

(Vote n° 201)

POUR

Baril	Bourdon	Dupuis	Marois
Beaulne	Brassard	Gendron	Morin
Blackburn	Caron	Harel	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Jolivet	Parizeau
Blais	Chevette	Juneau	Perron
Boisclair	Claveau	Lazure	Trudel
Boulerice	Dufour	Libman	Vermette

CONTRE

Audet	Ciaccia	Kehoe	Poulin
Bacon	Côté	Khelfa	Rémillard
Beaudin	(Charlesbourg)	Lafrance	Richard
Bégin	Côté	Lafrenière	Robic
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lemieux	Robillard
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lemire	Ryan
Bélisle	Dauphin	LeSage	Savoie
Benoit	Després	Levesque	Sirros
Bergeron	Dionne	Loiselle	St-Roch
Blackburn	Doyon	Maciocia	Thérien
(Roberval)	Dutil	MacMillan	Tremblay
Boucher-Bacon	Elkas	Marcil	(Outremont)
Bourbeau	Farrah	Messier	Tremblay
Bradet	Forget	Middlemiss	(Rimouski)
Brouillette	Frulla-Hébert	Pagé	Trépanier
Camden	Gagnon-Tremblay	Paradis	Vallerand
Cannon	Gautrin	(Brome-Miss.)	Vallières
Cardinal	Gauvin	Paradis	Williams
Chagnon	Gobé	(Matapédia)	
Charbonneau	Hamel	Pelchat	
Chenail	Houde	Philibert	
Cherry	Johnson	Picotte	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 27 Contre: 76 Abstention: 0

Motions sans préavis

Mme Dupuis (Verchères) propose:

QU'en ce 154^e anniversaire des événements de 1837 et de 1838, l'Assemblée nationale rende hommage à ces hommes et à ces femmes patriotes pour leur apport majeur à la progression de la démocratie et du parlementarisme au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 178, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé;
- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 171, Loi sur le Conseil médical du Québec.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'économie et du travail se réunira afin de poursuivre la vérification des engagements financiers du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, y compris ceux de la Société de développement industriel du Québec et du Fonds de développement technologique, et ce, à compter du mois d'août 1990.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission des affaires sociales se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de la Santé et des Services sociaux, et ce, à compter du mois d'août 1990.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 182, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 182 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 182 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Morin (Dubuc) à Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant l'octroi des baux de villégiature. Ce débat sera tenu lors de la séance du 21 novembre 1991.

Adoption du principe

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 189, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 189 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 189 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 18 h 30, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 21 novembre 1991, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 20 novembre 1991, à 10 h 52, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Paradis (Matapédia), le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet (Laviolette), le représentant du chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 162 Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux;
- 168 Loi modifiant la Loi sur les forêts;
- 169 Loi modifiant la Loi électorale concernant la délimitation des circonscriptions électorales.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 181, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 181 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 181 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 401, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 401 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 401 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 402, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 402 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 402 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 12 h 25, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Les modifications au Règlement de l'Assemblée nationale ainsi qu'aux Règles de procédure concernant les commissions permanentes.

(Document n° 1440 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 116 et 188 du Règlement, M. Bissonnet, vice-président, propose:

QUE le deuxième alinéa de l'article 308 du Règlement de l'Assemblée nationale, modifié à la séance du 24 octobre 1990 et de nouveau modifié à la séance du 20 juin 1991, soit maintenant remplacé par le suivant:

«Quinze minutes après la fin de la période de questions, il doit avoir transmis au Président un avis indiquant le sujet qui doit faire l'objet du débat.»

QUE l'article 309 du Règlement de l'Assemblée nationale, modifié à la séance du 24 octobre 1990 et de nouveau modifié à la séance du 20 juin 1991, soit maintenant remplacé par le suivant:

«309. Le Président fait part à l'Assemblée, dans les meilleurs délais, des sujets qui feront l'objet d'un débat de fin de séance. Celui-ci a lieu au moment de la levée de la séance qui est retardée en conséquence.»

QUE ces modifications soient en vigueur jusqu'au 21 décembre 1991.

QUE les modifications au Règlement de l'Assemblée nationale et aux Règles de fonctionnement concernant les commissions, adoptées à la séance du 16 mars 1988 pour deux ans et reconduites à la séance du 15 mars 1990 jusqu'au 29 novembre 1991, soient de nouveau reconduites pour la durée de la présente législature malgré une clôture de la session. Ainsi:

QUE l'article 127 du Règlement de l'Assemblée nationale soit modifié en insérant, après le premier alinéa, l'alinéa suivant:

«Lorsqu'elle détermine la composition de chaque commission, la Commission de l'Assemblée nationale peut fixer le nombre de membres qui, dans chaque groupe parlementaire, exercent un droit de vote. Elle peut également décider que tous les membres des commissions participent aux consentements unanimes et exercent un droit de vote lors de la mise aux voix des motions devant être adoptées à la majorité des membres de chaque groupe parlementaires. Ces décisions sont prises à l'unanimité et n'affectent en rien tout autre droit d'un membre, y compris le droit de parole et le droit de présenter des motions.»

QUE l'article 138 du Règlement de l'Assemblée nationale soit remplacé par le suivant:

«138. Le président organise, anime les travaux de sa commission et prend part à ses délibérations.

Le président et le vice-président d'une commission exercent un droit de vote.»

QUE l'article 156 du Règlement de l'Assemblée nationale soit modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

«156. Le quorum d'une commission est du tiers des membres qui exercent un droit de vote. Le quorum d'une sous-commission est constitué de la majorité des membres qui exercent un droit de vote.»

QUE les Règles de fonctionnement concernant les commissions soient modifiées en ajoutant, après l'article 1, l'article suivant:

«1.1 Au besoin, le whip de chaque groupe parlementaire ou son représentant identifie, sous réserve de l'article 138, les membres qui exercent un droit de vote.»

QUE le deuxième alinéa de l'article 288 du Règlement de l'Assemblée nationale soit remplacé par le suivant:

«À la séance suivante, ces rapports font l'objet d'un débat restreint au cours duquel seul un ministre peut proposer un amendement visant à rétablir des crédits budgétaires diminués ou rejetés par une commission. Après le débat, l'Assemblée se prononce sur l'amendement le cas échéant, puis sur ces rapports regroupés amendés ou non et sur le projet de loi de crédits qui y fait suite. L'Assemblée doit au préalable avoir statué sur les motions prévues à l'article 277.»

QUE cette modification soit intégrée de façon permanente au Règlement de l'Assemblée nationale.

QUE toutes ces modifications soient consignées au *Procès-verbal* de la présente séance.

La motion est adoptée.

Dépôts de pétitions

M. Leclerc (Taschereau) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 300 pétitionnaires, demandant que des mesures concrètes et rapides soient adoptées afin d'aider les personnes atteintes du VIH à assumer les frais de leurs médicaments en ajoutant cette infection dans la circulaire du ministère de la Santé et des Services sociaux concernant le «malade sur pied».

(Document n° 1441 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Elkas, ministre des Transports, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de sécurité dans le transport scolaire qui se tient cette année du 17 au 23 novembre 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé;
 - la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 189, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives.
-

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 29 novembre 1991, M. Beaulne (Bertrand) s'adressera à M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, dans le cadre de l'interpellation portant sur "les relations internationales du Québec".

Puis, il informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- le premier, dont la demande a été faite le mercredi 20 novembre 1991, sur une question adressée par M. Morin (Dubuc) à Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant l'octroi des baux de villégiature;
 - le deuxième, sur une question adressée par Mme Blackburn (Chicoutimi) à M. Cherry, ministre du Travail, concernant des travaux illégalement effectués pour le compte d'Hydro-Québec;
 - le troisième, sur une question adressée par M. Paré (Shefford) à M. Paradis, ministre de l'Environnement, sur une question concernant l'implantation d'un bureau sous-régional du ministère de l'Environnement.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 403, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 403 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 403 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 183, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 183 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 183 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 184, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 184 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 184 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

M. Paradis, ministre de l'Environnement propose que le principe du projet de loi 405, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 30, le débat est ajourné.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les trois débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, entre M. Morin (Dubuc) et Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant l'octroi des baux de villégiature;
- le deuxième, entre Mme Blackburn (Chicoutimi) et M. Cherry, ministre du Travail, concernant des travaux illégalement effectués pour le compte d'Hydro-Québec;
- le troisième, entre M. Paré (Shefford) et M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant l'implantation d'un bureau sous-régional du ministère de l'Environnement.

À 19 h 03, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 26 novembre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 15, 23 et 30 octobre ainsi que les 5, 6, 7, 12, 13, 19, 20 et 21 novembre 1991, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels détenus dans le secteur privé.

(Document n° 1442 de la session)

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 1^{er}, 2, 3, 9, 10, 15, 16, 17, 22, 23, 24, 29, 30, 31 octobre, les 5, 6, 7, 12, 13, 14, 19 et 20 novembre 1991, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur la proposition de politique de la culture et des arts déposée à l'Assemblée nationale le 14 juin 1991.

(Document n° 1443 de la session)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 19 et 20 novembre 1991:

- 178 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1444 de la session)

Le 19 novembre 1991:

- 177 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie — rapporté sans amendement.

(Document n° 1445 de la session)

M. Bissonnet, vice-président, dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 26 novembre 1991, a statué sur les articles 121 et 127 du *Règlement de l'Assemblée nationale* concernant les commissions parlementaires.

(Document n° 1446 de la session)

Sur la motion de M. Lefebvre, vice-président, le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 201 pétitionnaires, demandant l'adoption de mesures concrètes et rapides afin d'aider les personnes atteintes du VIH à se procurer les médicaments coûteux dont elles ont besoin.

(Document n° 1447 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) un avis lui indiquant son intention de soulever une question de fait personnel concernant des propos qu'aurait tenus M. Gobé (LaFontaine) et qui sont rapportés dans une publication. Sur cette question, il rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La demande du député de Pointe-aux-Trembles est irrecevable. D'une part, elle ne respecte pas toutes les exigences établies par la décision du 16 avril 1985. D'autre part, la portée des propos incriminés est atténuée par le contexte général de la situation dans laquelle ils auraient été prononcés. Enfin, il ne conviendrait pas d'accorder un traitement différent à des propos qui, dans le cadre d'une séance de l'Assemblée, n'auraient donné lieu qu'à un rappel au Règlement relatif au décorum.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion présentée par M. Savoie, ministre du Revenu, proposant l'adoption du principe du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

(Vote n° 202)

POUR

Audet	Chenail	Gobé	Pelchat
Bacon	Cherry	Hamel	Philibert
Beaudin	Ciaccia	Houde	Picotte
Bégin	Côté	Hovington	Poulin
Bélanger	(Charlesbourg)	Johnson	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Côté	Joly	Richard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Rivard
(Még.-Compton)	Cusano	Khelfa	Robic
Benoit	Dauphin	Lafrance	Robillard
Bergeron	Després	Leclerc	Ryan
Blackburn	Dionne	Lemieux	Savoie
(Roberval)	Doyon	Lemire	Sirros
Bleau	Dutil	LeSage	St-Roch
Bordeleau	Elkas	Loiselle	Tremblay
Boucher-Bacon	Farrah	Maciocia	(Outremont)
Bourbeau	Forget	MacMillan	Tremblay
Bradet	Fradet	Maltais	(Rimouski)
Camden	Frulla-Hébert	Messier	Trépanier
Cannon	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallerand
Cardinal	Gautrin	Paradis	Vallières
Chagnon	Gauvin	(Brome-Miss.)	Williams

CONTRE

Atkinson	Bourdon	Filion	Libman
Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Blackburn	Caron	Harel	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Perron
Blais	Dufour	Lazure	Vermette
Boisclair	Dupuis	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 76 Contre: 26 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 170 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 170 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Motions sans préavis

M. Dauphin (Marquette) propose:

QUE l'Assemblée nationale exprime sa profonde sympathie à l'endroit de la famille de M. Guy Descary, maire de Lachine, décédé le 24 novembre, et souligne l'apport exceptionnel de celui-ci au progrès de la ville de Lachine et des institutions municipales ainsi qu'à la qualité de la vie démocratique au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 291, Loi concernant les Services de Santé du Québec; le projet de loi 293, Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec; le projet de loi 292, Loi concernant Betts Realty Ltd; le projet de loi 284, Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club»; et le projet de loi 206, Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée;
- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 299, Loi concernant la ville de Rimouski;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 179, Loi modifiant la Loi sur les transports.

M. Bissonnet, vice-président, avise l'Assemblée que les commissions suivantes se réuniront afin d'élire leurs présidents et vice-présidents:

- la Commission du budget et de l'administration;
- la Commission de l'économie et du travail;
- la Commission des affaires sociales;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation;
- la Commission de l'aménagement et des équipements;
- la Commission de la culture;
- la Commission de l'éducation;
- la Commission des institutions.

Puis, il donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le 27 novembre 1991, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale s'oppose à tout référendum pancanadien initié par le gouvernement fédéral et affectant l'avenir politique et constitutionnel du Québec, réaffirmant ainsi le droit des Québécoises et Québécois d'assumer librement leur propre destin et de déterminer seuls leur statut politique et constitutionnel.

Puis, il avise l'Assemblée de la tenue de trois débats à la fin de la présente séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Boisclair (Gouin) à Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, concernant le paiement des pertes des Coopérants par les compagnies d'assurances du Québec;
- le deuxième, sur une question adressée par Mme Juneau (Johnson) à Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant l'octroi d'un contrat de pose de tapis pour le siège social d'Hydro-Québec;
- le troisième, sur une question adressée par M. Lazure (La Prairie) à M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant le financement du recyclage au Québec.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre de l'Environnement, proposant que le principe du projet de loi 405, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 405 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 405 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Paré (Shefford), le débat est ajourné.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les trois débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, entre Mme Juneau (Johnson) et Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant l'octroi d'un contrat de pose de tapis pour le siège social d'Hydro-Québec;
- le deuxième, entre M. Lazure (La Prairie) et M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant le financement du recyclage au Québec;
- le troisième, entre M. Boisclair (Gouin) et Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, concernant le paiement des pertes des Coopérants par les compagnies d'assurances du Québec.

26 novembre 1991

À 19 h 03, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 27 novembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale s'oppose à tout référendum pancanadien initié par le gouvernement fédéral et affectant l'avenir politique et constitutionnel du Québec, réaffirmant ainsi le droit des Québécoises et Québécois d'assumer librement leur propre destin et de déterminer seuls leur statut politique et constitutionnel.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 10 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à une durée de 30 minutes chacune.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

Au cours de son intervention, M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose l'amendement suivant:

QUE la motion en discussion soit amendée en remplaçant, dans la première et la deuxième ligne, les mots «s'oppose à tout référendum pancanadien initié par le gouvernement fédéral et» par les mots «, tout en reconnaissant le droit pour le Parlement fédéral de se doter d'une loi référendaire, demande au

gouvernement fédéral de respecter le processus établi par la loi 150 et, en conséquence, de ne pas initier de référendum pancanadien».

La motion telle qu'amendée se lirait ainsi:

QUE l'Assemblée nationale, tout en reconnaissant le droit pour le Parlement fédéral de se doter d'une loi référendaire, demande au gouvernement fédéral de respecter le processus établi par la loi 150 et, en conséquence, de ne pas initier de référendum pancanadien affectant l'avenir politique et constitutionnel du Québec, réaffirmant ainsi le droit des Québécoises et Québécois d'assumer librement leur propre destin et de déterminer seuls leur statut politique et constitutionnel.

Après avoir entendu quelques interventions sur la recevabilité de cet amendement, M. Lefebvre, vice-président, prend l'affaire en délibéré.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, le débat se poursuit tant sur l'amendement présenté par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, que sur la motion principale proposée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Chevrete, leader de l'opposition officielle, propose le sous-amendement suivant:

QUE la motion d'amendement soit modifiée:

- a) par la suppression, dans les 4^e et 5^e lignes, des mots «, tout en reconnaissant le droit pour le Parlement fédéral de se doter d'une loi référendaire,»;
- b) par le remplacement, dans les 6^e et 7^e lignes, des mots «respecter le processus établi par la loi 150 et, en conséquence, de ne pas» par les mots «ne jamais».

La motion principale telle qu'amendée et sous-amendée se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale, demande au gouvernement fédéral de ne jamais initier de référendum pancanadien affectant l'avenir politique et constitutionnel du Québec, réaffirmant ainsi le droit des Québécoises et Québécois d'assumer librement leur propre destin et de déterminer seuls leur statut politique et constitutionnel.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, le débat se poursuit sur le sous-amendement proposé par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, sur l'amendement proposé par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et sur la motion principale proposée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

Le débat terminé, M. Lefebvre, vice-président, entend quelques interventions sur la recevabilité du sous-amendement proposé par M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

Puis, il prend en délibéré la recevabilité de ce sous-amendement.

À 12 h 34, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1991.

(Document n° 1448 de la session)

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1449 de la session)

Le rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1450 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Les rapports des commissions qui ont siégé le 26 novembre 1991 afin d'élire leurs présidents et vice-présidents sont déposés respectivement:

- par M. Dauphin (Marquette), président de la Commission des institutions;
(Document n° 1451 de la session)
- par M. Lemieux (Vanier), président de la Commission du budget et de l'administration;
(Document n° 1452 de la session)
- par M. Bélanger (Laval-des-Rapides), président de la Commission de l'économie et du travail;
(Document n° 1453 de la session)
- par M. Richard (Nicolet-Yamaska), président de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation;
(Document n° 1454 de la session)
- par M. Doyon (Louis-Hébert), président de la Commission de la culture;
(Document n° 1455 de la session)
- par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), présidente de la Commission de l'éducation;
(Document n° 1456 de la session)
- par M. Garon (Lévis), président de la Commission de l'aménagement et des équipements;
(Document n° 1457 de la session)
- par M. Joly (Fabre), vice-président de la Commission des affaires sociales.
(Document n° 1458 de la session)

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 20 novembre 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

171 Loi sur le Conseil médical du Québec — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1459 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, dépose:

Copie de deux lettres, l'une de Mme Micheline Laplante, en date du 21 juillet 1991, dans laquelle cette dernière indique les circonstances ayant entouré son licenciement de la Direction de la formation à distance du ministère de l'Éducation, et l'autre de M. Ovil Gaudreault, directeur de la formation à distance, en date du 17 mai 1991, adressée à M. André Cadieux, directeur des services pédagogiques du Collège de Valleyfield, l'avisant de la fin du contrat de Mme Laplante.

(Document n° 1460 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Léonard (Labelle) dépose:

Copie de deux lettres adressées à l'honorable Michael Wilson, ministre du Commerce extérieur, en date du 16 octobre 1991 et du 12 novembre 1991, par MM. Bertrand Tremblay et André Roy du Groupe Lactel, relativement aux problèmes d'exportation du lait Grand Pré à Porto Rico.

(Document n° 1461 de la session)

DÉCISIONS DE LA PRÉSIDENTE

M. Lefebvre, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de l'amendement de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la motion présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition.

La motion d'amendement du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes est recevable pour les motifs suivants: la motion originale comporte deux idées importantes qui ne sont pas écartées par la motion d'amendement. L'objection à la tenue d'un référendum pancanadien est maintenue, mais en des termes différents. Quant à la réaffirmation du principe qu'il revient aux Québécoises et Québécois seuls de déterminer leur statut politique, cette idée est maintenue par l'amendement et, au surplus, illustrée par la demande de respecter le processus établi par la loi 150. Cette référence n'est pas une condition, mais vient plutôt appuyer le dernier membre de la motion principale. La motion d'amendement est de même nature que la motion principale et ne la contredit pas. Elle donne ouverture à un débat plus large.

Puis, M. Lefebvre, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité du sous-amendement de M. Chevette, leader de l'opposition officielle, à l'amendement de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

La motion de sous-amendement présentée par le leader de l'opposition officielle est recevable pour les motifs suivants: la motion de sous-amendement modifie la motion d'amendement en explicitant indirectement la pensée de l'auteur de la motion principale. L'usage du terme «jamais» fait en sorte que le sous-amendement ne contredit aucun aspect de la motion à laquelle il se rapporte. La motion supprime et ajoute des mots sans qu'il en résulte une répétition de la motion principale.

Un vote par appel nominal est exigé sur la motion présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, sur la motion d'amendement présentée par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, de même que sur la motion de sous-amendement présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

Est d'abord mise aux voix la motion de sous-amendement proposée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, à l'amendement de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Ce sous-amendement se lit comme suit:

QUE la motion d'amendement soit modifiée:

- a) par la suppression, dans les 4^e et 5^e lignes, des mots «, tout en reconnaissant le droit pour le Parlement fédéral de se doter d'une loi référendaire,»;
- b) par le remplacement, dans les 6^e et 7^e lignes, des mots «respecter le processus établi par la loi 150 et en conséquence de ne pas» par les mots «ne jamais».

(Vote n° 203)

POUR

Baril	Bourdon	Garon	Léonard
Beaulne	Brassard	Gendron	Morin
Blackburn	Caron	Harel	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Jolivet	Parizeau
Blais	Chevette	Juneau	
Boisclair	Filion	Lazure	

CONTRE

Audet	Bélanger	Bleau	Cameron
Bacon	(Még.-Compton)	Bordeleau	Cannon
Beaudin	Benoit	Boucher-Bacon	Cardinal
Bégin	Bergeron	Bradet	Chagnon
Bélanger	Blackburn	Brouillette	Chenail
(Laval-des-Rap.)	(Roberval)	Camden	Ciaccia

Côté	Gagnon-Tremblay	Levesque	Rémillard
(Charlesbourg)	Gautrin	Libman	Richard
Côté	Gauvin	Loiselle	Rivard
(Riv.-du-Loup)	Gobé	Maciocia	Robic
Cusano	Hamel	MacMillan	Ryan
Dauphin	Hovington	Maltais	Savoie
Després	Johnson	Marcil	Sirros
Dionne	Joly	Messier	Thérien
Doyon	Kehoe	Pagé	Tremblay
Dutil	Khelfa	Paradis	(Outremont)
Elkas	Lafrance	(Matapédia)	Trépanier
Farrah	Lafrenière	Pelchat	Vallerand
Forget	Lemieux	Philibert	Vallières
Fradet	Lemire	Picotte	
Fruilla-Hébert	LeSage	Poulin	

Le sous-amendement est rejeté par le vote suivant:

Pour: 21 Contre: 75 Abstention: 0

Est ensuite mise aux voix la motion d'amendement de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la motion présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle. Cet amendement se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée en remplaçant, dans la première et la deuxième ligne, les mots «s'oppose à tout référendum pancanadien initié par le gouvernement fédéral et» par les mots «, tout en reconnaissant le droit pour le Parlement fédéral de se doter d'une loi référendaire, demande au gouvernement fédéral de respecter le processus établi par la loi 150 et, en conséquence, de ne pas initier de référendum pancanadien».

(Vote n° 204)

POUR

Audet	Chagnon	Gauvin	Pagé
Bacon	Chenail	Gobé	Paradis
Beaudin	Ciaccia	Hamel	(Matapédia)
Bégin	Côté	Hovington	Pelchat
Bélanger	(Charlesbourg)	Johnson	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Côté	Joly	Picotte
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Poulin
(Még.-Compton)	Cusano	Khelfa	Rémillard
Benoît	Dauphin	Lafrance	Richard
Bergeron	Després	Lafrenière	Rivard
Blackburn	Dionne	Lemieux	Robic
(Roberval)	Doyon	Lemire	Ryan
Bleau	Dutil	LeSage	Savoie
Bordeleau	Elkas	Levesque	Sirros
Boucher-Bacon	Farrah	Loiselle	Thérien
Bradet	Forget	Maciocia	Tremblay
Brouillette	Fradet	MacMillan	(Outremont)
Camden	Frulla-Hébert	Maltais	Trépanier
Cannon	Gagnon-Tremblay	Marcil	Vallerand
Cardinal	Gautrin	Messier	Vallières

CONTRE

Baril	Bourdon	Filion	Lazure
Beaulne	Brassard	Garon	Léonard
Blackburn	Cameron	Gendron	Libman
(Chicoutimi)	Caron	Harel	Morin
Blais	Carrier-Perreault	Jolivet	Paré
Boisclair	Chevrette	Juneau	Parizeau

L'amendement est adopté par le vote suivant:

Pour: 73 Contre: 23 Abstention: 0

Est enfin mise aux voix la motion principale proposée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, telle qu'amendée par la motion de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Cette motion amendée se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale, tout en reconnaissant le droit pour le Parlement fédéral de se doter d'une loi référendaire, demande au gouvernement fédéral de respecter le processus établi par la loi 150 et, en conséquence, de ne pas initier de référendum pancanadien affectant l'avenir politique et constitutionnel du Québec, réaffirmant ainsi le droit des Québécoises et Québécois d'assumer librement leur propre destin et de déterminer seuls leur statut politique et constitutionnel.

(Vote n° 205)

POUR

Audet	Cherry	Hovington	Picotte
Bacon	Ciaccia	Johnson	Poulin
Beaudin	Côté	Joly	Rémillard
Bégin	(<i>Charlesbourg</i>)	Kehoe	Richard
Bélanger	Côté	Khelfa	Rivard
(<i>Laval-des-Rap.</i>)	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Lafrance	Robic
Bélanger	Cusano	Lafrenière	Robillard
(<i>Még.-Compton</i>)	Dauphin	Lemieux	Ryan
Benoit	Després	Lemire	Savoie
Bergeron	Dionne	LeSage	Sirros
Blackburn	Doyon	Levesque	Thérien
(<i>Roberval</i>)	Dutil	Loiselle	Tremblay
Bleau	Elkas	Maciocia	(<i>Outremont</i>)
Bordeleau	Farrah	MacMillan	Trépanier
Boucher-Bacon	Forget	Maltais	Vallerand
Bradet	Fradet	Marcil	Vallières
Brouillette	Frulla-Hébert	Messier	
Camden	Gagnon-Tremblay	Pagé	
Cannon	Gautrin	Paradis	
Cardinal	Gauvin	(<i>Matapédia</i>)	
Chagnon	Gobé	Pelchat	
Chenail	Hamel	Philibert	

CONTRE

Baril	Bourdon	Fillion	Lazure
Beaulne	Brassard	Garon	Léonard
Blackburn	Cameron	Gendron	Libman
(Chicoutimi)	Caron	Harel	Morin
Blais	Carrier-Perreault	Jolivet	Paré
Boisclair	Chevrette	Juneau	Parizeau

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 75 Contre: 23 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

M. Baril (Arthabaska) présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 206, Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée;
- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 182, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec;

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 295, Loi concernant Aéroports de Montréal.

M. Lefebvre, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance de travail;
- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 185 est adopté.

Sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, le projet de loi 185 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

27 novembre 1991

M. Cherry, ministre du Travail, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Fradet (Vimont), le débat est ajourné.

À 18 h 24, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 28 novembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 186, est adopté.

Sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, le projet de loi 186 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 188, Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 188 est adopté.

Sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, le projet de loi 188 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

28 novembre 1991

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le principe du projet de loi 180, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 30, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 180 est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

296 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

(Document n° 1462 de la session)

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 296, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 296, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

294 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

(Document n° 1463 de la session)

M. Leclerc (Taschereau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 294, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 294, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec, soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1464 de la session)

Le rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1465 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Gauvin (Montmagny-L'Islet) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 27 novembre 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 182 Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1466 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 26 novembre 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 179 Loi modifiant la Loi sur les transports — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1467 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 21 novembre 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 189 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives — rapporté sans amendement.

(Document n° 1468 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 26 novembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet d'intérêt privé suivant:

299 Loi concernant la ville de Rimouski — rapporté sans amendement.

(Document n° 1469 de la session)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 3,200 pétitionnaires, demandant l'ouverture permanente de l'estacade du pont Champlain dont l'accès serait strictement réservé au transport en commun et au covoiturage.

(Document n° 1470 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, dépose:

Copie d'une déclaration de candidature pour la circonscription électorale de Lévis signée par M. Henri Beaudry en date du 10 août 1989 et sur laquelle M. Raymond Godbout est inscrit en tant qu'agent officiel.

(Document n° 1471 de la session)

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 244 et 170 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude des projets de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, et 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives, le vendredi 6 décembre 1991, le ministre du Travail étant membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des organismes invités à être entendus dans le cadre des consultations particulières portant sur les projets de loi 185 et 186.

(Document n° 1472 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QU'à l'instar de l'Organisation mondiale de la santé, l'Assemblée nationale souligne la Journée mondiale du sida.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec.

M. Lefebvre, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique;
- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnement et Services, proposant que le principe du projet de loi 180, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services et d'autres dispositions législatives soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 180 est adopté.

Sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnement et Services, le projet de loi 180 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose que le principe du projet de loi 173 Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 173 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 173 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 161, Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose que le projet de loi 161, Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence le projet de loi 161, Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques, est adopté.

28 novembre 1991

À 17 h 25, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 3 décembre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

301 Loi concernant Ville d'Anjou.

(Document n° 1473 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 37 des Règles de fonctionnement, M. Gobé (LaFontaine) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 301, Loi concernant Ville d'Anjou.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 301 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

267 Loi concernant la ville de Gatineau.

(Document n° 1474 de la session)

M. Kehoe (Chapleau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 267, Loi concernant la ville de Gatineau.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 267 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1475 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1476 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 26 novembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 293 Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1477 de la session)

Le rapport est adopté.

- 292 Loi concernant Betts Realty Ltd — rapporté sans amendement.

(Document n° 1478 de la session)

Le rapport est adopté.

- 291 Loi concernant les Services de Santé du Québec — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1479 de la session)

Le rapport est adopté.

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 28 novembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 295 Loi concernant Aéroports de Montréal — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1480 de la session)

Le rapport est adopté.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE la présente séance prenne fin au plus tard à 18 h 30.

En conséquence, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal;
- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 188, Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 183, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles; et le projet de loi 184, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 172, Loi concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 172 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 172 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Rémillard, ministre de la Justice, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 406, Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 406 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 406 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 175, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu, soit maintenant adopté.

3 décembre 1991

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles), le débat est ajourné.

À 18 h 30, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 4 décembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 182, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Tremblay (Rimouski) au nom de M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 295, Loi concernant Aéroports de Montréal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 295 est adopté.

Adoption

M. Tremblay (Rimouski) au nom de M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 295, Loi concernant Aéroports de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 295 est adopté.

Adoption du principe

M. Tremblay (Rimouski) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 299, Loi concernant la ville de Rimouski, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de sa réplique, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Tremblay (Rimouski) dépose:

Copie d'une lettre qui lui a été adressée, en date du 13 février 1991, par M. Gabriel Dupont, président de l'Association des gens d'affaires du parc industriel de Rimouski, concernant la relocalisation de la Réserve navale et l'implantation du centre de détention dans un secteur autre que celui du parc industriel de Rimouski.

(Document n° 1481 de la session)

À 12 h 17, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Tremblay (Rimouski) est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 409 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

La motion est adoptée.

- 410 Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Son Excellence le Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1992, conformément à l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 3 décembre 1991

Martial Asselin

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1992.

(Document n° 1482 de la session)

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les crédits supplémentaires # 1 pour l'année 1991-1992 sont renvoyés en commission plénière.

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 27 novembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 284 Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club» — rapporté sans amendement.

(Document n° 1483 de la session)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 6 880 pétitionnaires, concernant les besoins financiers à long terme de la bibliothèque braille de l'Institut Nazareth et Louis-Braille.

(Document n° 1484 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. Réjean Laforest, président de la Fédération des syndicats du secteur aluminium inc., en date du 4 décembre 1991, par M. Jean Giroux, sous-ministre associé à l'Énergie, concernant les relations d'affaires et les ententes contractuelles établies entre Alcan et Hydro-Québec.

(Document n° 1485 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Dufour (Jonquière) dépose:

Copie d'une lettre adressée à Mme Lise Bacon, vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, en date du 2 décembre 1991, par M. Réjean Laforest, président de la Fédération des syndicats du secteur aluminium inc., concernant une conférence de presse tenue par cet organisme au sujet de la perte de 150 emplois dans la région de Jonquière.

(Document n° 1486 de la session)

Motions sans préavis

M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la nomination du nouveau Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, monsieur Boutros Boutros-Ghali et lui adresse ses meilleurs vœux de succès dans l'exercice de ses fonctions et salue le départ de l'actuel Secrétaire général, monsieur Javier Pérez de Cuéllar, en mentionnant de façon particulière le rôle primordial qu'il joue depuis dix ans pour assurer la paix et la sécurité internationale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 405, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

AFFAIRES DU JOUR

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE

En réponse à une demande de directive formulée précédemment au cours de la présente séance par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, M. Lefebvre, vice-président, rappelle la procédure relative à l'étude des projets de loi d'intérêt privé.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tremblay (Rimouski) proposant que le principe du projet de loi d'intérêt privé 299, Loi concernant la ville de Rimouski, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 299 est adopté.

Cinq députés s'y opposant, l'étape de l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 299 ne peut être abordée.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, proposant que le principe du projet de loi 175, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 175 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 175 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Adoption

M. Côté, ministre des Forêts, propose que le projet de loi 176, Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec et la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 176 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 177, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 178, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 179, Loi modifiant la Loi sur les transports.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 31, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 5 décembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Lafrenière (Gatineau) au nom de M. Maltais (Saguenay) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 284, Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club», soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 284 est adopté.

Adoption

M. Lafrenière (Gatineau) au nom de M. Maltais (Saguenay) propose que le projet de loi d'intérêt privé 284, Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club», soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 284 est adopté.

Adoption du principe

M. Lafrenière (Gatineau) au nom de M. Doyon (Louis-Hébert) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 291, Loi concernant les Services de Santé du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 291 est adopté.

Adoption

M. Lafrenière (Gatineau) au nom de M. Doyon (Louis-Hébert) propose que le projet de loi d'intérêt privé 291, Loi concernant les Services de Santé du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 291 est adopté.

Adoption du principe

M. Lafrenière (Gatineau) au nom de M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 292, Loi concernant Betts Realty Ltd., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 292 est adopté.

Adoption

M. Lafrenière (Gatineau) au nom de M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 292, Loi concernant Betts Realty Ltd., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 292 est adopté.

Adoption du principe

M. Lafrenière (Gatineau) au nom de M. Leclerc (Taschereau) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 293, Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 293 est adopté.

Adoption

M. Lafrenière (Gatineau) au nom de M. Leclerc (Taschereau) propose que le projet de loi d'intérêt privé 293, Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 293 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 182, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 182 est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption

M. Tremblay (Rimouski) propose que le projet de loi d'intérêt privé 299, Loi concernant la ville de Rimouski, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 299 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 189, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dépose:

Copie d'une lettre qui lui a été adressée, en date du 2 décembre 1991, par M. Garry Lavoie, président de la Confédération québécoise des coopératives d'habitation, dans laquelle il est demandé à M. Ryan de surseoir à l'adoption du projet de loi 189, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 1487 de la session)

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

À 12 h 31, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1488 de la session)

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1489 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1490 de la session)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 27 novembre 1991:

- Décision 484 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 486 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la rémunération et les conditions de travail du personnel des cabinets de l'Assemblée nationale et sur le paiement des services professionnels;
- Décision 487 concernant le Règlement sur les règles reliées à la gestion financière.

(Document n° 1491 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Les rapports de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 3 décembre 1991, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 183 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles — rapporté avec des amendements;

(Document n° 1492 de la session)

- 184 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux — rapporté avec un amendement.

(Document n° 1493 de la session)

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 3 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 188 Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives — rapporté avec un amendement.

(Document n° 1494 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Léonard (Labelle) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 3 479 pétitionnaires, demandant le redémarrage des scieries fermées dans la région des Laurentides.

(Document n° 1495 de la session)

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 3 260 pétitionnaires, demandant l'ouverture permanente de l'estacade du pont Champlain dont l'accès serait strictement réservé au transport en commun et au covoiturage.

(Document n° 1496 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié en détail le projet de loi 179, Loi modifiant la Loi sur les transports.

(Vote n° 206)

POUR

Audet	Ciaccia	Kehoe	Poulin
Bégin	Côté	Lafrance	Rémillard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Richard
(Laval-des-Rap.)	Cusano	LeSage	Robic
Bélanger	Dionne	Levesque	Robillard
(Még.-Compton)	Doyon	Libman	Ryan
Bélisle	Dutil	Maciocia	Savoie
Benoit	Elkas	MacMillan	St-Roch
Bergeron	Forget	Marcil	Thérien
Blackburn	Fradet	Messier	Tremblay
(Roberval)	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	(Outremont)
Bordeleau	Gautrin	Pagé	Tremblay
Boucher-Bacon	Gauvin	Paradis	(Rimouski)
Bradet	Gobé	(Brome-Miss.)	Trépanier
Cameron	Holden	Paradis	Vallières
Cannon	Houde	(Matapédia)	Williams
Chagnon	Hovington	Parent	
Charbonneau	Johnson	Pelchat	
Chenail	Joly	Picotte	

CONTRE

Baril	Caron	Garon	Morin
Beaulne	Carrier-Perreault	Gendron	Paré
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Trudel
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Vermette
Blais	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	
Brassard	Filion	Marois	

Le rapport est adopté par le vote suivant:

Pour: 65 Contre: 24 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Cameron (Jacques-Cartier) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 50^e anniversaire du tragique bombardement de Pearl Harbor survenu le 7 décembre 1941, entraînant les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 405, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement;
- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude des projets de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, et 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 167, Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le Code de la sécurité routière, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 167 est adopté.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 177, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 177 est adopté.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 178, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 178 est adopté.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 179, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 03, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QUE les travaux de la commission se déroulent selon le programme suivant:

Ce soir

Remarques préliminaires	30 minutes
Conseil du trésor	30 minutes
Santé et Services sociaux	60 minutes
Travail	30 minutes
Industrie, Commerce et Technologie	60 minutes

Demain matin à compter de 10 h 00

Tourisme	60 minutes
Enseignement supérieur et Science	45 minutes
Éducation	45 minutes

Demain après les affaires courantes

Sécurité publique	60 minutes
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	60 minutes

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1992.

5 décembre 1991

Étude en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992.

Au cours d'une intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

Un dossier constitué de lettres et d'articles de journaux relatifs au programme d'hébergement de personnes âgées en familles d'accueil dont la gestion relève du Centre des services sociaux du Centre du Québec (CSSCQ).

(Document n° 1497 de la session)

Le vendredi 6 décembre 1991

M. le président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée que la commission a étudié les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992 et qu'elle n'a pas fini de délibérer.

À 0 h 04, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au vendredi 6 décembre 1991, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 5 décembre 1991, à 16 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Tremblay (Rimouski), le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet (Laviolette), le représentant du chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 161 Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques;
- 176 Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec et la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;
- 182 Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec;
- 291 Loi concernant les Services de Santé du Québec;
- 292 Loi concernant Betts Realty Ltd.;
- 293 Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec;
- 295 Loi concernant Aéroports de Montréal;
- 299 Loi concernant la ville de Rimouski.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992.

Étude en commission plénière

La commission plénière étudie les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992.

Au cours d'une intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Éducation, dépose:

Le tableau de la ventilation des crédits supplémentaires pour l'exercice financier 1991-1992 du ministère de l'Éducation.

(Document n° 1498 de la session)

M. le président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée que la commission a étudié les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992 et qu'elle n'a pas fini de délibérer.

À 12 h 47, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 187 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.

La motion est adoptée.

- 407 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée.

M. Cusano (Viau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 196 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

300 Loi concernant la succession de Gérard Morrissette.

(Document n° 1499 de la session)

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, au nom de M. Perron (Duplessis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 300, Loi concernant la succession de Gérard Morrissette.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 300 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

290 Loi concernant certaines fiducies constituées par Colin Wesley Webster.

(Document n° 1500 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de Mme Loïselle (Saint-Henri) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 290, Loi concernant certaines fiducies constituées par Colin Wesley Webster.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 290 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1501 de la session)

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1502 de la session)

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 4 décembre 1991:

- Décision 491 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale;
- Décision 492 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à un professionnel de l'Assemblée nationale.

(Document n° 1503 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Copie d'une lettre qu'elle a adressée, en date du 15 novembre 1991, à M. André Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant les documents de la nouvelle entente relative au Programme pour l'adaptation des travailleurs âgés (PATA).

(Document n° 1504 de la session)

Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le projet de loi 179, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit adopté.

(Vote n° 207)

POUR

Audet	Côté	Joly	Poulin
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Rémillard
Bélanger	Côté	Khelfa	Richard
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rivard
Benoît	Cusano	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dionne	Lemieux	Robillard
Blackburn	Doyon	Lemire	Ryan
(Roberval)	Dutil	LeSage	Savoie
Bordeleau	Elkas	Maciocia	Thérien
Boucher-Bacon	Farrah	MacMillan	Tremblay
Bourassa	Forget	Marcil	(Outremont)
Bourbeau	Fradet	Messier	Tremblay
Bradet	Gautrin	Middlemiss	(Rimouski)
Brouillette	Gauvin	Pagé	Trépanier
Cannon	Gobé	Paradis	Vallerand
Chagnon	Hamel	(Matapédia)	Williams
Charbonneau	Houde	Parent	
Chenail	Hovington	Pelchat	
Cherry	Johnson	Philibert	

CONTRE

Baril	Caron	Garon	Marois
Beaulne	Carrier-Perreault	Gendron	Parizeau
Blackburn	Claveau	Harel	Trudel
(Chicoutimi)	Dufour	Jolivet	Vermette
Blais	Dupuis	Lazure	
Brassard	Filion	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 66 Contre: 21 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 179 est adopté.

Motions sans préavis

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille propose:

QUE l'Assemblée nationale participe à la réflexion collective à l'occasion de la Journée contre la violence faite aux femmes.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre ses consultations particulières dans le cadre de l'étude des projets de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, et 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives;
- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 301, Loi concernant Ville d'Anjou; le projet de loi 303, Loi concernant la ville de Saint-Hubert; le projet de loi 294, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec; et le projet de loi 296, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Le Rapport du comité de travail sur la rationalisation des dépenses publiques, présidé par M. Rémy Poulin, député de Chauveau.

(Document n° 1505 de la session)

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992.

Étude en commission plénière

La commission plénière étudie les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992.

L'étude des crédits supplémentaires terminée, M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

La commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 1 et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximale de 527 666 400 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1991-1992, auxquelles il n'a pas été autrement prévu, soit le montant des crédits devant être votés pour chacun des programmes énumérés à l'annexe du projet de loi présenté ci-après.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 411, Loi n° 4 sur les crédits, 1991-1992, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 208)

POUR

Audet	Chenail	Johnson	Parent
Bégin	Cherry	Joly	Pelchat
Bélanger	Côté	Kehoe	Philibert
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Poulin
Bélanger	Cusano	Lafrance	Rémillard
(Még.-Compton)	Després	Lafrenière	Richard
Benoît	Dionne	Lemieux	Rivard
Bordeleau	Doyon	Lemire	Robic
Boucher-Bacon	Farrah	LeSage	Robillard
Bourbeau	Forget	Maciocia	Savoie
Bradet	Fradet	MacMillan	Thérien
Brouillette	Gautrin	Marcil	Tremblay
Cannon	Gauvin	Messier	(Outremont)
Chagnon	Gobé	Middlemiss	
Charbonneau	Hamel	Pagé	

CONTRE

Blackburn	Caron	Filion	Jolivet
(Chicoutimi)	Claveau	Harel	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 54 Contre: 6 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 411, Loi n° 4 sur les crédits, 1991-1992, est adopté.

6 décembre 1991

À 17 h 55, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au lundi 9 décembre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 404 Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

Dépôts de pétitions

M. Chagnon (Saint-Louis) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 122 pétitionnaires, demandant l'adoption de mesures concrètes et rapides afin d'aider les personnes atteintes du VIH à se procurer les médicaments coûteux dont elles ont besoin.

(Document n° 1506 de la session)

M. Claveau (Ungava) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 498 pétitionnaires, concernant le réaménagement des approvisionnements forestiers touchant les régions du Nord du Québec et de l'Abitibi—Témiscamingue.

(Document n° 1507 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 5^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur les relations interethniques et interraciales et réaffirme son adhésion aux principes qui la gouvernent.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 43^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui représente un instrument démocratique fondamental reconnaissant l'égalité des personnes au sein de toute société.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 180, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet 173, Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 181, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives; le projet de loi 401, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic; le projet de loi 402, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux; et le projet de loi 403, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux;

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

M. Lefebvre, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique;
- la Commission de l'éducation se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Éducation pour les mois de novembre 1990 à octobre 1991.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 183, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 184, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose l'ajournement des travaux de l'Assemblée au mardi 10 décembre 1991, à 10 heures.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 209)

POUR

Audet	Charbonneau	Khelfa	Pelchat
Beaudin	Cusano	Lafrance	Philibert
Bégin	Dauphin	Lafrenière	Picotte
Bélanger	Dutil	Lemieux	Poulin
(Még.-Compton)	Elkas	Lemire	Rémillard
Bergeron	Forget	LeSage	Robillard
Bleau	Fradet	Libman	Sirros
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Thérien
Boucher-Bacon	Gauvin	MacMillan	Tremblay
Bourbeau	Hamel	Marcil	(Outremont)
Bradet	Houde	Messier	Tremblay
Brouillette	Hovington	Middlemiss	(Rimouski)
Camden	Johnson	Pagé	Vallerand
Cannon	Joly	Paradis	
Chagnon	Kehoe	(Matapédia)	

CONTRE

Baril	Chevrette	Harel	Trudel
Blackburn	Claveau	Jolivet	Vermette
(Chicoutimi)	Dufour	Juneau	
Boulerice	Dupuis	Marois	
Caron	Gendron	Morin	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 54 Contre: 16 Abstention: 0

En conséquence, à 17 h 07, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 10 décembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 186 du Règlement,
M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE l'ordre de renvoi du projet de loi 158, Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, à la Commission de l'économie et du travail, adopté le 20 juin 1991, soit révoqué.

La motion est adoptée.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE le projet de loi 158, Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 158.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 158, Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec.

Le projet de loi 158 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 158 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 158, Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 158 est adopté.

Adoption du principe

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 165, Loi modifiant la Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 165 est adopté.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi 165 soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 165.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 165, Loi modifiant la Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles.

Le projet de loi 165 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 165 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 165, Loi modifiant la Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 165 est adopté.

Adoption du principe

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 131, Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 188, Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

À 11 h 26, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1508 de la session)

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1509 de la session)

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des biens culturels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1510 de la session)

Le rapport annuel de la Société générale des industries culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1511 de la session)

Un protocole d'entente visant à prolonger celui intervenu le 22 octobre 1986 avec la Motion Picture Export Association of America et ses membres.

(Document n° 1512 de la session)

M. Rivard, ministre délégué à la Francophonie, dépose:

Le rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1990.

(Document n° 1513 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 9 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

173 Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques — rapporté sans amendement.

(Document n° 1514 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 6 décembre 1991, a tenu des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'étude des projets de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, et 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 1515 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 4 et 5 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

405 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1516 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 211 pétitionnaires, demandant l'adoption de mesures concrètes et rapides afin d'aider les personnes atteintes du VIH à se procurer les médicaments coûteux dont elles ont besoin.

(Document n° 1517 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 164, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 180, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 401, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic; le

projet de loi 402, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux; et le projet de loi 403, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux;

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction; et le projet de loi 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives;
 - la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
 - la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.
-

M. Lefebvre, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique;
 - la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 189, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 189 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 189 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est étudié et adopté en commission plénière à la majorité des voix.

Le projet de loi 189, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du projet de loi 189.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 189 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 171, Loi sur le Conseil médical du Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 171, Loi sur le Conseil médical du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 171 est adopté.

À 17 h 29, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, proposant que le principe du projet de loi 131, Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 131 est adopté.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi 131 soit renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 131.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 131, Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public.

Le projet de loi 131 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 131 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 131, Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 131 est adopté.

10 décembre 1991

À 21 h 18, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mercredi 11 décembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 405, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 173, Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 183, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 183 est adopté.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 184, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 184 est adopté.

À 11 h 53, à la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

408 Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.

La motion est adoptée.

M. Gautrin (Verdun) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 198 Loi sur la limitation de l'embauche dans les organismes publics et l'imputabilité des administrateurs d'État et des dirigeants d'un organisme public.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 297 Loi concernant Les cimetières catholiques romains de l'archidiocèse de Gatineau-Hull.

(Document n° 1518 de la session)

M. LeSage (Hull) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 297, Loi concernant Les cimetières catholiques romains de l'archidiocèse de Gatineau-Hull.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 297 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Un énoncé de politique sur le développement de la main-d'oeuvre intitulé *Partenaires pour un Québec compétent et compétitif*.

(Document n° 1519 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 4 février 1992 sur le document de consultation intitulé *Partenaires pour un Québec compétent et compétitif* et sur le projet de loi 408, Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre; les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 20 janvier 1992; le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle soit membre de la commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1520 de la session)

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1521 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Dufour (Jonquière) concernant les ententes intermunicipales ayant reçu l'approbation du ministre des Affaires municipales. Question n° 31, *Feuilleton et préavis* du 11 décembre 1991.

(Document n° 1522 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 9 décembre 1991:

- 181 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1523 de la session)

Le 10 décembre 1991:

- 402 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1524 de la session)

- 403 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1525 de la session)

Les 9 et 10 décembre 1991:

- 180 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1526 de la session)

- 401 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1527 de la session)

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 10 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 164 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles — rapporté sans amendement.

(Document n° 1528 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Beaulne (Bertrand) propose:

QUE l'Assemblée nationale réitère, à l'occasion du passage du père Jean-Bertrand Aristide au Québec, ses vœux en faveur du rétablissement du Président et de son gouvernement démocratiquement élus par le peuple haïtien.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 409, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, le débat est interrompu afin que M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction; et le projet de loi 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec.

Puis, M. Lefebvre, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique;
- la Commission de l'éducation se réunira en séance de travail;
- la Commission des affaires sociales se réunira afin de tenir des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'examen de la situation qui prévaut à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie proposant l'adoption du principe du projet de loi 409, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 409 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 409 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 410, Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, soulève la question de l'observance de l'article 32 du Règlement en regard d'un geste posé par M. Léonard (Labelle). M. Bissonnet, vice-président, prend la question en délibéré et, à cette fin, suspend la séance à loisir.

À 18 h 30, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

À la reprise des travaux, M. le Président rend la décision suivante sur la question de règlement soulevée par M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement.

DECISION DE LA PRÉSIDENCE

Le geste posé par le député de Labelle, soit avoir déchiré une copie d'un projet de loi au cours d'une intervention, constitue véritablement un manquement au décorum.

M. le Président déclare qu'il a demandé à M. Léonard (Labelle), au cours de la suspension des travaux, d'adresser ses excuses à l'Assemblée. Il renouvelle sa demande auprès du député. Devant le refus de ce dernier, M. le Président juge que cette attitude ne contribue pas au décorum de l'Assemblée. Il laisse les parlementaires et le public apprécier eux-mêmes le comportement du député de Labelle.

Adoption du principe

Le débat se poursuit sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, proposant que le principe du projet de loi 410, Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevrette, leader de l'opposition officielle.

11 décembre 1991

À 21 h 06, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 12 décembre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

197 Loi sur la limitation des dépenses budgétaires.

M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, ayant soulevé l'irrecevabilité de cette motion eu égard à l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, M. le Président entend quelques interventions sur cette question; puis il informe l'Assemblée qu'il est disposé à permettre quelques autres interventions sur le même sujet à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

305 Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie.

(Document n° 1529 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 36 et 37 des Règles de fonctionnement, M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 305, Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 305 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1530 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bétanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 20 novembre 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie contenus dans les listes des mois d'août 1990 à juillet 1991.

(Document n° 1531 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques sur le statut de l'autonome dans l'industrie de la construction, à compter du 18 février 1992, et ce, dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction; les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 24 janvier 1992; le ministre du Travail soit membre de la commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 15^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec qui représente un instrument important dans la protection et la promotion des droits et libertés au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Sous-commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 125, Code civil du Québec;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 301, Loi concernant Ville d'Anjou; le projet de loi 303, Loi concernant la ville de Saint-Hubert; le projet de loi 294, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec; et le projet de loi 296, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

À la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, M. le Président convoque une réunion des leaders afin qu'il soit convenu du moment où le rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, devra être déposé.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission des affaires sociales se réunira afin de tenir des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'examen de la situation qui prévaut à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain;
- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement:

- la Commission des affaires sociales se réunira afin de tenir des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'examen de la situation qui prévaut à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président, tel qu'annoncé précédemment, entend de nouvelles interventions sur la recevabilité de la motion de M. Chagnon (Saint-Louis) proposant que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 197, Loi sur la limitation des dépenses budgétaires. Puis, il prend l'affaire en délibéré.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose que le projet de loi 173, Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 173 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 180, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par M. Dutil, ministre des Approvisionnement et Services.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, proposant que le principe du projet de loi 410, Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 410 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 410 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. le Président informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu par les leaders parlementaires à leur réunion visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

En conséquence, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission du budget et de l'administration, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Conformément à l'article 251 du Règlement, cette motion sera débattue lors d'une prochaine séance.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 181, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, Président du Conseil du Trésor.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 401, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 402, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 403, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux.

Le rapport est adopté.

À 18 h 01, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au vendredi 13 décembre 1991, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 12 décembre 1991, à 12 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Thérien (Rousseau), le représentant du Premier ministre, de M. Morin (Dubuc), le représentant du chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 131 Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public;
- 158 Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec;
- 165 Loi modifiant la Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles;
- 167 Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le Code de la sécurité routière;
- 171 Loi sur le Conseil médical du Québec;
- 177 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie;
- 178 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- 179 Loi modifiant la Loi sur les transports;
- 183 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles;
- 184 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux;
- 189 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives;
- 284 Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club»;

12 décembre 1991

411 Loi n° 4 sur les crédits, 1991-1992.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE le gouvernement soit blâmé, d'une part, pour n'avoir présenté à l'Assemblée, pour débat, en pleine crise économique, aucun sujet, mesure ou projet de loi d'importance visant l'amélioration de la qualité de vie des Québécoises et Québécois notamment dans les domaines de la relance de nos entreprises, de la préservation des emplois et de la protection des fonds de retraite privés, de la formation de la main-d'oeuvre, de la santé, de la justice et de l'équité salariale, et ce, malgré ses nombreux engagements à cet égard et, d'autre part, pour son absence de politique claire sur le plan constitutionnel et que cette attitude d'attentisme, d'inertie et de cafouillage soit réprouvée sévèrement.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 15 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, chacune des interventions sera limitée à 30 minutes.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1532 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1533 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1534 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lafrance (Iberville) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 27 août et 13 décembre 1991 et en Sous-commission les 27, 28, 29 août, 3, 5, 10, 12, 17, 18, 19 septembre, 9, 16, 22, 23 octobre, 6, 7, 12, 13, 14, 19, 20, 21, 26, 27, 28 novembre, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11 et 12 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

125 Code civil du Québec — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1535 de la session)

Mme Hovington (Matane) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 10 décembre 1991, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Éducation pour les mois de novembre 1990 à octobre 1991.

(Document n° 1536 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,

M. Pagé, ministre de l'Éducation, dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. Paul Beauchamp, directeur du cabinet du ministre de l'Éducation, en date du 12 décembre 1991, par M. Jean-K. Samson, sous-ministre associé, ministère de la Justice, concernant le dépôt du rapport d'enquête de M. Raymond Godbout sur la Direction de la formation à distance du ministère de l'Éducation.

(Document n° 1537 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Copie de deux lettres adressées à M. Gérard Tremblay, président de la Société de développement industriel du Québec, l'une de M. Benoît Morin, secrétaire général du Conseil exécutif, en date du 5 juin 1989, concernant une demande d'aide sous forme de prêt participatif faite par Dérailleurs D.A.D. Limitée, et l'autre de M. Martin Poulin, directeur régional de l'Est du Québec pour la SDI, en date du 7 juin 1989, confirmant que la demande faite par la compagnie Dérailleurs D.A.D. Limitée respecte les normes du programme d'aide.

(Document n° 1538 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Claveau (Ungava) dépose:

Un extrait du Fichier central des entreprises (I.G.I.F.) relatif à Dérailleurs D.A.D. Limitée.

(Document n° 1539 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de censure présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement soit blâmé, d'une part, pour n'avoir présenté à l'Assemblée, pour débat, en pleine crise économique, aucun sujet, mesure ou projet de loi d'importance visant l'amélioration de la qualité de vie des Québécoises et Québécois notamment dans les domaines de la relance de nos entreprises, de la préservation des emplois et de la protection des fonds de retraite privés, de la formation de la main-d'oeuvre, de la

santé, de la justice et de l'équité salariale, et ce, malgré ses nombreux engagements à cet égard et, d'autre part, pour son absence de politique claire sur le plan constitutionnel et que cette attitude d'attentisme, d'inertie et de cafouillage soit réprouvée sévèrement.

(Vote n° 210)

POUR

Baril	Brassard	Filion	Morin
Beaulne	Caron	Gendron	Paré
Blackburn	Chevrette	Harel	Parizeau
(Chicoutimi)	Claveau	Jolivet	Trudel
Blais	Dufour	Lazure	Vermette
Boisclair	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Cannon	Hamel	Parent
Bacon	Chagnon	Houde	Pelchat
Beaudin	Charbonneau	Hovington	Philibert
Bégin	Chenail	Johnson	Poulin
Bélanger	Cherry	Joly	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Richard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Rivard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Robic
Bélisle	Dauphin	Leclerc	Robillard
Benoit	Després	Lemieux	Savoie
Bergeron	Dionne	Levesque	Sirros
Blackburn	Doyon	Libman	Thérien
(Roberval)	Dutil	Loiselle	Tremblay
Bleau	Elkas	Maciocia	(Rimouski)
Bordeleau	Fradet	Maltais	Trépanier
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Messier	Vallerand
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallières
Bradet	Gautrin	Page	
Brouillette	Gauvin	Paradis	
Camden	Gobé	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 22 Contre: 71 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Elkas, ministre des Transports, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la journée nationale «Opération Nez rouge» qui se tient aujourd'hui, le 13 décembre 1991.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 303, Loi concernant la ville de Saint-Hubert; le projet de loi 294, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec; et le projet de loi 296, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 159, Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle;
- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 141, Loi sur l'enseignement privé.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 305, Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie.
-

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission des affaires sociales se réunira afin de tenir des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'examen de la situation qui prévaut à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain.
-

AFFAIRES DU JOUR

Motions du gouvernement

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, proposant:

QUE la Commission du budget et de l'administration, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

À 18 H 30, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, proposant:

QUE la Commission du budget et de l'administration, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

À la fin de son intervention, M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose l'ajournement du débat.

Un débat s'ensuit sur cette motion d'ajournement.

Le débat terminé, la motion d'ajournement est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 211)

POUR

Baril	Caron	Dupuis	Léonard
Blais	Carrier-Perreault	Filion	Paré
Boisclair	Chevrette	Garon	Parizeau
Bourdon	Claveau	Harel	Trudel
Brassard	Dufour	Juneau	Vermette

CONTRE

Audet	Chenail	Gauvin	Pagé
Bégin	Cherry	Houde	Parent
Bélanger	Cusano	Hovington	Pelchat
(Még.-Compton)	Dauphin	Joly	Philibert
Benoit	Després	Kehoe	Poulin
Bergeron	Dionne	Lafrance	Richard
Bordeleau	Doyon	Leclerc	Robillard
Boucher-Bacon	Dutil	Lemieux	Ryan
Brouillette	Elkas	Levesque	Savoie
Camden	Forget	Loiselle	Sirros
Cannon	Fradet	Maciocia	Tremblay
Chagnon	Gagnon-Tremblay	Maltais	(Rimouski)
Charbonneau	Gautrin	Messier	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 20 Contre: 49 Abstention: 0

Le débat reprend sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement. Cette motion se lit comme suit:

QUE la Commission du budget et de l'administration, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Avant que le droit de réplique ne soit accordé, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, demande si M. Savoie, ministre du Revenu, peut exercer ce droit à la place de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement. M. Bissonnet, vice-président, donne la directive suivante:

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE

En application des articles 251, 17 et 189 du Règlement, le ministre du Revenu qui avait présenté la motion à la place du leader adjoint du gouvernement a droit à la réplique.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 212)

POUR

Audet	Chagnon	Gagnon-Tremblay	Pagé
Beaudin	Charbonneau	Gautrin	Parent
Bégin	Chenail	Gauvin	Pelchat
Bélanger	Cherry	Hovington	Philibert
(Még.-Compton)	Côté	Joly	Poulin
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Richard
Bergeron	Cusano	Lafrance	Robillard
Bordeleau	Dauphin	Leclerc	Ryan
Boucher-Bacon	Dionne	Lemieux	Savoie
Bradet	Dutil	Levesque	Sirros
Brouillette	Elkas	Loiselle	Tremblay
Camden	Forget	Maciocia	(Rimouski)
Cannon	Fradet	Maltais	

CONTRE

Baril	Caron	Dupuis	Léonard
Blais	Carrier-Perreault	Filion	Paré
Boisclair	Chevrette	Garon	Parizeau
Bourdon	Claveau	Harel	Trudel
Brassard	Dufour	Juneau	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 48 Contre: 20 Abstention: 0

13 décembre 1991

À 23 h 42, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au lundi 16 décembre 1991, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

•

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Pagé, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'exercice financier terminé le 5 juillet 1991.

(Document n° 1540 de la session)

Le Rapport de l'enquête sur la gestion à la Direction de la formation à distance du ministère de l'Éducation du Québec.

(Document n° 1541 de la session)

Une liasse de lettres concernant le Rapport de l'enquête sur la gestion à la Direction de la formation à distance du ministère de l'Éducation du Québec.

(Document n° 1542 de la session)

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1543 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1544 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 13 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 159 Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle — rapporté sans amendement.

(Document n° 1545 de la session)

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 3, 4, 5, 6, 10, 11 et 12 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 170 Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal — étude du projet de loi non terminée.

(Document n° 1546 de la session)

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 11, 12 et 13 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 186 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1547 de la session)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 13 décembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 301 Loi concernant Ville d'Anjou — rapporté avec un amendement.

(Document n° 1548 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements, qui le 13 décembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 303 Loi concernant la ville de Saint-Hubert — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1549 de la session)

Le rapport est adopté.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Cannon, ministre des Communications, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite tous les gagnants et gagnantes du sixième gala des prix Gémeaux de l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 172, Loi concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises; et le projet de loi 174, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 294, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec; et, d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 296, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 305, Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique, puis en séance de travail;
- la Commission du budget et de l'administration se réunira en séance de travail.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président rend la décision suivante sur la question de la recevabilité, eu égard à l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, du projet de loi 197, Loi sur la limitation des dépenses budgétaires, proposé par M. Chagnon (Saint-Louis). L'irrecevabilité de ce projet de loi avait été soulevée par M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, après la lecture des notes explicatives par M. Chagnon (Saint-Louis) lors de la séance du 12 décembre 1991.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le projet de loi 197 dont le Président avait pris connaissance en vertu de l'article 232 du Règlement est irrégulier et, en conséquence, ne peut franchir aucune des étapes du processus législatif.

Ce projet de loi est contraire au principe de l'initiative financière de la Couronne. Les prérogatives de cette dernière en matière financière tirent leur origine de la *Loi constitutionnelle de 1867* dont l'article 30 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* et l'article 192 du Règlement sont le prolongement.

Dans la très grande majorité des États, le gouvernement détient le pouvoir d'initiative budgétaire. Les auteurs

consultés établissent que la Couronne, sur avis de ses ministres, informe l'Assemblée des besoins financiers du gouvernement. Ce principe sur lequel repose la procédure financière au Canada résulte de l'évolution du parlementarisme de type britannique.

Fixer le montant du déficit des opérations courantes du gouvernement pour les années à venir constitue un cas d'empiétement sur le principe de l'initiative financière de la Couronne. Le contrôle de l'Assemblée ne s'exerce pas avant que le processus des prévisions budgétaires ne soit enclenché. L'intervention de l'Assemblée est possible à compter du dépôt des crédits budgétaires. C'est à partir de ce moment que les montants réclamés par le gouvernement peuvent être diminués ou refusés.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 404, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, propose:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans six mois».

Puis, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion de report qui fait l'objet d'un débat restreint. Mises à part les 10 minutes réservées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre et les interventions seront limitées à une durée de 30 minutes chacune.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report de M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle.

À 18 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de report de M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 213)

POUR

Blais	Claveau	Jolivet	Trudel
Caron	Dufour	Juneau	
Carrier-Perreault	Filion	Morin	
Chevrette	Gendron	Paré	

CONTRE

Audet	Charbonneau	Houde	Philibert
Bacon	Côté	Hovington	Richard
Beaudin	(<i>Charlesbourg</i>)	Joly	Robic
Bégin	Côté	Kehoe	Robillard
Bélanger	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Khelfa	Ryan
(<i>Laval-des-Rap.</i>)	Cusano	Leclerc	Savoie
Bélanger	Dauphin	Lemire	Sirros
(<i>Még.-Compton</i>)	Després	LeSage	Tremblay
Bélisle	Dionne	Loiselle	(<i>Rimouski</i>)
Benoit	Doyon	Maciocia	Trépanier
Bergeron	Farrah	Maltais	Vallerand
Blackburn	Forget	Marcil	Vallières
(<i>Roberval</i>)	Fradet	Messier	Williams
Bordeleau	Gautrin	Paradis	
Bradet	Gobé	(<i>Matapédia</i>)	
Camden	Hamel	Parent	
Chagnon	Holden	Pelchat	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 13 Contre: 57 Abstention: 0

Le débat se poursuit sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, proposant l'adoption du principe du projet de loi 404.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

M. Cusano (Viau) propose que le principe du projet de loi 196, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 196 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 196 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 196, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 125, Code civil du Québec.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 252 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose dix-huit amendements.

Le mardi 17 décembre 1991

Le débat terminé, les amendements proposés par M. Rémillard, ministre de la Justice, sont adoptés.

Le rapport, tel qu'amendé, est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 187, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 187 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 187 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et M. Savoie, ministre du Revenu, de même que M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, seront membres de la commission pour la durée de ce mandat.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 407, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 407 est adopté.

16 décembre 1991

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 407 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 2 h 00, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 17 décembre 1991, à 9 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Neuf heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, ainsi que les amendements transmis par M. Savoie, ministre du Revenu.

Après débat, les amendements et le rapport sont mis aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

Sont adoptés les amendements proposés par M. Savoie, ministre du Revenu, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 214)

POUR

Audet	Cusano	Khelfa	Robillard
Beaudin	Doyon	Lafrenière	Ryan
Bélanger	Farrah	Lemieux	Savoie
(Még.-Compton)	Forget	Lemire	St-Roch
Bélisle	Fradet	Libman	Thérien
Bergeron	Gautrin	Loiselle	Tremblay
Bordeleau	Gauvin	MacMillan	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Gobé	Maltais	Trépanier
Bradet	Hamel	Messier	Williams
Camden	Holden	Middlemiss	
Cameron	Houde	Pagé	
Chenail	Hovington	Parent	
Côté	Joly	Philibert	
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Robic	

CONTRE

Baril	Dufour	Harel	Morin
Beaulne	Dupuis	Jolivet	Perron
Boisclair	Filion	Juneau	Trudel
Bourdon	Gendron	Lazure	Vermette
Chevrette	Godin	Léonard	

Pour: 48 Contre: 19 Abstention: 0

Sont adoptés les articles du projet de loi 170, amendés par le vote précédent, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 215)

POUR

Audet	Cusano	Khelfa	Robillard
Beaudin	Doyon	Lafrenière	Ryan
Bélanger	Farrah	Lemieux	Savoie
(Még.-Compton)	Forget	Lemire	St-Roch
Bélisle	Fradet	Libman	Thérien
Bergeron	Gautrin	Loiselle	Tremblay
Bordeleau	Gauvin	MacMillan	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Gobé	Maltais	Trépanier
Bradet	Hamel	Messier	Williams
Camden	Holden	Middlemiss	
Cameron	Houde	Pagé	
Chenail	Hovington	Parent	
Côté	Joly	Philibert	
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Robic	

CONTRE

Baril	Dufour	Harel	Morin
Beaulne	Dupuis	Jolivet	Perron
Boisclair	Filion	Juneau	Trudel
Bourdon	Gendron	Lazure	Vermette
Chevrette	Godin	Léonard	

Pour: 48 Contre: 19 Abstention: 0

Sont ensuite adoptés les autres articles du projet de loi 170 qui n'ont pas été adoptés par la Commission du budget et de l'administration, ainsi que le titre du projet de loi et ses intitulés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 216)

POUR

Audet	Cusano	Kehoe	Robic
Beaudin	Doyon	Khelfa	Robillard
Bélanger	Farrah	Lafrenière	Ryan
(Még.-Compton)	Forget	Lemieux	Savoie
Bélisle	Fradet	Lemire	St-Roch
Bergeron	Gautrin	Loiselle	Thérien
Bordeleau	Gauvin	MacMillan	Tremblay
Boucher-Bacon	Gobé	Maltais	(Rimouski)
Bradet	Hamel	Messier	Trépanier
Camden	Holden	Middlemiss	Williams
Chenail	Houde	Pagé	
Côté	Hovington	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Joly	Philibert	

CONTRE

Baril	Dufour	Jolivet	Perron
Beaulne	Dupuis	Juneau	Trudel
Boisclair	Filion	Lazure	Vermette
Bourdon	Gendron	Léonard	
Cameron	Godin	Libman	
Chevrette	Harel	Morin	

Pour: 46 Contre: 21 Abstention: 0

Est enfin adopté, tel qu'amendé, le rapport de la Commission du budget et de l'administration sur l'étude détaillée du projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 217)

POUR

Audet	Cusano	Kehoe	Robic
Beaudin	Doyon	Khelfa	Robillard
Bélanger	Farrah	Lafrenière	Ryan
(Még.-Compton)	Forget	Lemieux	Savoie
Bélisle	Fradet	Lemire	St-Roch
Bergeron	Gautrin	Loiselle	Thérien
Bordeleau	Gauvin	MacMillan	Tremblay
Boucher-Bacon	Gobé	Maltais	(Rimouski)
Bradet	Hamel	Messier	Trépanier
Camden	Holden	Middlemiss	Williams
Chenail	Houde	Pagé	
Côté	Hovington	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Joly	Philibert	

CONTRE

Baril	Dufour	Jolivet	Perron
Beaulne	Dupuis	Juneau	Trudel
Boisclair	Filion	Lazure	Vermette
Bourdon	Gendron	Léonard	
Cameron	Godin	Libman	
Chevrette	Harel	Morin	

Pour: 46 Contre: 21 Abstention: 0

À 11 h 05, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 412 Loi sur l'Office de protection de l'environnement du Québec et modifiant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 3 mars 1992 dans le cadre de l'étude du projet de loi 412, Loi sur l'Office de protection de l'environnement du Québec et modifiant diverses dispositions législatives; les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 17 février 1992; le ministre de l'Environnement soit membre de la commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Le rapport annuel du Conseil permanent de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1550 de la session)

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, dépose:

Un document intitulé *Pour un redressement durable — Plan stratégique du Grand Montréal*.

(Document n° 1551 de la session)

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

Le rapport financier publié par le ministère des Finances, pour l'année 1990-1991.

(Document n° 1552 de la session)

Les comptes publics du gouvernement du Québec (3 volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1553 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du Commissaire à la déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1554 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Une déclaration intitulée «Réduire les écarts entre les riches et les pauvres» faite à Québec le 12 mai 1991 à l'occasion de la journée d'ouverture du Colloque du centenaire de l'encyclique *Rerum Novarum* et, depuis lors, lue, discutée et signée par plus de 45 000 chrétiens et chrétiennes du Québec.

(Document n° 1555 de la session)

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport du groupe de travail sur l'application des mesures de protection de la jeunesse intitulé *La protection sur mesure: un projet collectif*.

(Document n° 1556 de la session)

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1557 de la session)

Le rapport annuel du Conseil de la conservation et de l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1558 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1559 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1560 de la session)

M. Savoie, ministre du Revenu, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1561 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui, le 16 décembre 1991, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 172 Loi concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises — rapporté sans amendement.

(Document n° 1562 de la session)

- 174 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires — rapporté avec des amendements dont un au titre.

(Document n° 1563 de la session)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 13 et 16 décembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 294 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1564 de la session)

Le rapport est adopté.

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 17 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 196 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal — rapporté avec un amendement.

(Document n° 1565 de la session)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Caron (Terrebonne) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4 004 pétitionnaires, demandant que soit interdite la vente itinérante d'arrangements préalables de services funéraires.

(Document n° 1566 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Marcil (Salaberry-Soulanges) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par plus de 13 000 pétitionnaires, concernant la réalisation de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Valleyfield et d'un nouveau pont au-dessus du canal de Beauharnois.

(Document n° 1567 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Léonard (Labelle) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 9 467 pétitionnaires, demandant que cesse l'utilisation de produit chimiques dans les forêts de la région de Mont-Laurier et des environs.

(Document n° 1568 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, dépose:

Copie d'un protocole d'entente intervenu entre Hydro-Québec, le Conseil de bande d'Akwesasne et un groupe d'abonnés d'Hydro-Québec.

(Document n° 1569 de la session)

Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 404, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

(Vote n° 218)

POUR

Audet	Chenail	Houde	Parent
Bacon	Cherry	Hovington	Pelchat
Beaudin	Ciaccia	Johnson	Philibert
Bégin	Côté	Joly	Picotte
Bélanger	(Charlesbourg)	Kehoe	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Côté	Khelfa	Rémillard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrenière	Robic
Bélisle	Dauphin	Leclerc	Robillard
Benoit	Després	Lemieux	Ryan
Bergeron	Doyon	Lemire	Savoie
Blackburn	Dutil	LeSage	Sirros
(Roberval)	Elkas	Levesque	St-Roch
Bordeleau	Farrah	Loiselle	Thérien
Boucher-Bacon	Forget	Maciocia	Tremblay
Bourassa	Fradet	MacMillan	(Outremont)
Bourbeau	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	(Rimouski)
Brouillette	Gautrin	Messier	Trépanier
Camden	Gauvin	Middlemiss	Vallerand
Cannon	Gobé	Pagé	Vallières
Chagnon	Hamel	Paradis	Williams
Charbonneau	Holden	(Matapédia)	

CONTRE

Baril	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Parizeau
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Perron
Blais	Dufour	Lazure	Trudel
Boisclair	Dupuis	Léonard	Vermette
Bourdon	Filion	Libman	
Brassard	Gendron	Marois	
Caron	Godin	Morin	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 83 Contre: 28 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 404 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 404 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Motions sans préavis

M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément aux articles 7 et 9 de la *Loi sur le vérificateur général*, l'Assemblée nationale nomme monsieur Guy Breton vérificateur général du Québec pour un mandat de dix ans à compter des présentes;

QUE sa rémunération soit fixée suivant l'article 14 de la loi.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 7 de la *Loi sur le vérificateur général*, un vote par appel nominal est tenu.

(Vote n° 219)

POUR

Audet	Chagnon	Harel	Paradis
Bacon	Charbonneau	Holden	(Matapédia)
Baril	Chenail	Houde	Paré
Beaudin	Cherry	Hovington	Parent
Bégin	Chevrette	Johnson	Parizeau
Bélanger	Ciaccia	Jolivet	Pelchat
(Laval-des-Rap.)	Claveau	Joly	Perron
Bélanger	Côté	Juneau	Philibert
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Kehoe	Picotte
Bélisle	Côté	Khelfa	Poulin
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rémillard
Bergeron	Cusano	Lafrenière	Richard
Bissonnet	Dauphin	Lazure	Robic
Blackburn	Després	Leclerc	Robillard
(Chicoutimi)	Doyon	Lefebvre	Ryan
Blackburn	Dufour	Lemieux	Savoie
(Roberval)	Dupuis	Lemire	Sirros
Blais	Dutil	Léonard	St-Roch
Boisclair	Elkas	LeSage	Thérien
Bordeleau	Farrah	Levesque	Tremblay
Boucher-Bacon	Filion	Libman	(Outremont)
Bourassa	Forget	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Fradet	Maciocia	(Rimouski)
Bourdon	Frulla-Hébert	MacMillan	Trépanier
Bradet	Gagnon-Tremblay	Maltais	Trudel
Brassard	Gautrin	Marcil	Vallerand
Brouillette	Gauvin	Marois	Vallières
Camden	Gendron	Messier	Vermette
Cannon	Gobé	Middlemiss	Williams
Caron	Godin	Morin	
Carrier-Perreault	Hamel	Page	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 113 Contre: 0 Abstention: 0

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 52 du Règlement, et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE la prochaine séance débute à compter de 10 heures par la période des affaires courantes.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 305, Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 296, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique.

Motions sans préavis

M. Benoit (Orford) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la non-violence, décrétée dans le cadre du 15^e anniversaire de la maison d'hébergement Jeunesse Saint-Denis.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par M. Cherry, ministre du Travail.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, informe que, conformément à l'article 193 du Règlement, la présidence a apporté une correction de forme à l'un de ces amendements.

Le débat terminé, les amendements sont adoptés à la majorité des voix.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 125, Code civil du Québec, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 11, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mercredi 18 décembre 1991, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

304 Loi concernant la ville de Trois-Rivières.

(Document n° 1570 de la session)

M. Philibert (Trois-Rivières) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 304, Loi concernant la ville de Trois-Rivières.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 304 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Un avant-projet de loi intitulé: Loi concernant l'application du plan conjoint (1980) des producteurs de lait du Québec.

(Document n° 1571 de la session)

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du gaz naturel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1572 de la session)

Décret numéro 1546-91, en date du 13 novembre 1991, concernant un contrat d'énergie secondaire assurée entre Hydro-Québec et Citizens Utilities Company.

(Document n° 1573 de la session)

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1991.

(Document n° 1574 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1575 de la session)

Le rapport annuel du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1576 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de protection des droits de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1577 de la session)

Le rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1578 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Claveau (Ungava) concernant la ventilation des investissements d'immobilisations de SOQUEM et des sociétés où elle détient une participation majoritaire. Question n° 13, *Feuilleton et préavis* du 18 décembre 1991.

(Document n° 1579 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Claveau (Ungava) concernant la ventilation des investissements d'immobilisations de SOQUIP et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire. Question n° 16, *Feuilleton et préavis* du 18 décembre 1991.

(Document n° 1580 de la session)

La réponse à la question écrite de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) concernant les revenus perçus en droits et permis par le ministère de la Justice et les organismes sous son autorité. Question n° 21, *Feuilleton et préavis* du 18 décembre 1991.

(Document n° 1581 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Garon (Lévis) concernant l'autorisation du ministère de l'Énergie et des Ressources pour le déplacement d'un chemin forestier et le contenu des polices d'assurance en vue de l'aménagement du centre de ski du Pin Rouge. Question n° 28, *Feuilleton et préavis* du 18 décembre 1991.

(Document n° 1582 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Libman (D'Arcy-McGee) concernant un rapport commandé par la société Hydro-Québec dans lequel sont exposés les résultats d'une étude portant sur «les données morphométriques des crânes des phoques du lac des Loups Marins». Question n° 38, *Feuilleton et préavis* du 18 décembre 1991.

(Document n° 1583 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 17 décembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 305 Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie — rapporté sans amendement.
(Document n° 1584 de la session)

Le rapport est adopté.

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 16 et 17 décembre 1991, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 296 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal — rapporté avec des amendements.
(Document n° 1585 de la session)

Le rapport est adopté.

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 13 et 14 mars 1991 et le 20 novembre 1991, a tenu des consultations particulières et des auditions publiques sur le document intitulé *Les régimes de retraite: le partage équitable des excédents d'actif*.

(Document n° 1586 de la session)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 096 pétitionnaires, demandant la tenue d'audiences publiques sur le projet d'un site d'enfouissement sanitaire dans la paroisse Notre-Dame-de-Bon-Secours-Partie-Nord.
(Document n° 1587 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 51 829 pétitionnaires, demandant d'assurer à l'ensemble des Québécois et Québécoises l'accès à un réseau routier de qualité.
(Document n° 1588 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Copie de trois lettres confirmant la démission, en date du 10 avril 1986, de M. Robert Dutil à titre d'administrateur, président et secrétaire de la compagnie Dugil Inc.
(Document n° 1589 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 80 du Règlement, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, apporte une réponse différée à une question posée lors d'une séance antérieure.

Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice, proposant que le projet de loi 125, Code civil du Québec, soit adopté.

(Vote n° 220)

POUR

Bacon	Caron	Gendron	Middlemiss
Baril	Carrier-Perreault	Gobé	Morin
Beaudin	Chagnon	Hamel	Page
Beaulne	Charbonneau	Harel	Paradis
Bégin	Chenail	Holden	(Brome-Miss.)
Bélanger	Cherry	Houde	Paradis
(Laval-des-Rap.)	Chevrette	Hovington	(Matapédia)
Bélanger	Ciaccia	Johnson	Paré
(Még.-Compton)	Claveau	Jolivet	Parent
Bélisle	Côté	Joly	Parizeau
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Juneau	Pelchat
Bergeron	Cusano	Kehoe	Perron
Bissonnet	Dauphin	Khelfa	Philibert
Blackburn	Després	Lafrance	Picotte
(Chicoutimi)	Dionne	Lafrenière	Rémillard
Blackburn	Doyon	Lazure	Richard
(Roberval)	Dufour	Lefebvre	Robic
Blais	Dupuis	Lemieux	Robillard
Boisclair	Dutil	Lemire	Ryan
Bordeleau	Elkas	LeSage	Savoie
Boucher-Bacon	Farrah	Levesque	Sirros
Bourassa	Filion	Libman	Thérien
Bourbeau	Forget	Loiselle	Tremblay
Bourdon	Fradet	Maciocia	(Rimouski)
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	Trépanier
Brassard	Gagnon-Tremblay	Maltais	Trudel
Brouillette	Garon	Marcil	Vallerand
Camden	Gautrin	Marois	Vallières
Cannon	Gauvin	Messier	Williams

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108 Contre: 0 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 125 est adopté.

Motions sans préavis

M. le Président informe l'Assemblée de la teneur des modifications que les groupes parlementaires et les députés indépendants ont convenu d'apporter aux Règles de procédure de l'Assemblée nationale.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 116 et 188 du Règlement, M. Lefebvre, vice-président, propose:

QUE les modifications au Règlement de l'Assemblée nationale adoptées de façon provisoire le 24 octobre 1990 et reconduites lors de la séance du 20 juin 1991 soient de nouveau reconduites jusqu'à l'ajournement prévu pour Pâques prochain. Elles concernent les articles 20, 21, 52, 54(2°), 91, 92, 97, 105, 111, 143, 143.1 et 307.

QUE les modifications aux articles 21.1 et 146 du Règlement de l'Assemblée nationale adoptées pour la première fois lors de la séance du 20 juin 1991 soient reconduites jusqu'à l'ajournement prévu pour Pâques prochain.

QUE les modifications aux articles 308 et 309 du Règlement de l'Assemblée nationale adoptées à la séance du 21 novembre 1991 soient reconduites jusqu'à l'ajournement prévu pour Pâques prochain.

La motion est adoptée.

Et, M. Lefebvre, vice-président, propose:

QUE le premier alinéa de l'article 1 des Règles de fonctionnement concernant les commissions soit modifié en ajoutant, à la première ligne, après le mot «commission», les mots suivants: «ou tout comité directeur».

QUE le deuxième alinéa de l'article 1 des Règles de fonctionnement soit modifié en remplaçant le pronom «elle» par les mots suivants: «la commission ou le comité directeur».

QUE l'article 4.1 soit modifié en ajoutant au paragraphe a), après le mot «commission», les mots «ou son comité directeur» et en ajoutant au paragraphe b), après le mot «commission», les mots «et des comités directeurs».

QUE les modifications aux articles 1 et 4.1 a) et b) des Règles de fonctionnement soient intégrées de façon permanente aux Règles de procédure de l'Assemblée nationale.

QUE l'ensemble de ces modifications aux Règles de procédure de l'Assemblée nationale soit consigné intégralement au procès-verbal de la présente séance.

La motion est adoptée.

En conséquence, les modifications apportées au Règlement de l'Assemblée nationale sont les suivantes:

L'article 20 du Règlement est remplacé par le suivant:

20. Les heures de séance de l'Assemblée sont les suivantes:

1° le mardi, de 14 à 18:30 heures;

2° les mercredi et jeudi, de 10 à 18:30 heures, avec suspension de 12:30 à 14 heures.

L'Assemblée peut également décider sans débat, sur motion sans préavis du leader du gouvernement, de se réunir le lundi de 14 à 18:30 heures.

À la demande du leader du gouvernement adressée au Président de l'Assemblée, une séance peut être prolongée à compter de 20 heures pour permettre l'application des articles 271 ou 278. Le Président en informe l'Assemblée dans les meilleurs délais et la séance est en conséquence suspendue de 18:30 à 20 heures.

L'article 21 du Règlement est remplacé par le suivant:

21. En juin et décembre, les heures de séance de l'Assemblée sont les suivantes:

- 1° le lundi, de 14 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 18:30 à 20 heures;
- 2° le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi, de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 12:30 à 14 heures et de 18:30 à 20 heures.

L'article 21.1 du Règlement est remplacé par le suivant:

21.1 La suspension de 12:30 à 14 heures, prévue aux articles 20 et 21, et celle de 18:30 à 20 heures, prévue à l'article 20, ont sur l'affaire en cours l'effet d'un ajournement.

L'article 52 du Règlement est remplacé par le suivant:

52. L'Assemblée procède aux affaires courantes à 14 heures.

L'article 54 du Règlement est modifié en remplaçant le paragraphe 2° par le suivant:

- 2° débats d'urgence, ceux-ci étant tenus après les affaires courantes;

L'article 91 du Règlement est remplacé par le suivant:

91. Si la demande est reçue, elle donne ouverture à un débat restreint sur le sujet proposé; ce débat n'entraîne aucune décision de l'Assemblée. Il n'y a pas de réplique.

L'article 92 du Règlement est remplacé par le suivant:

92. Si le débat n'est pas terminé au moment fixé pour la levée de la séance, celle-ci est retardée en conséquence. S'il prend fin plus tôt, l'Assemblée poursuit l'étude des affaires du jour.

L'article 97 du Règlement est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

97. Le mercredi, les débats sur les affaires inscrites par les députés des groupes parlementaires d'opposition ou par les députés indépendants ont lieu immédiatement après les affaires prioritaires, à la partie de la période des affaires du jour se déroulant de 10 à 12:30 heures.

L'article 105 du Règlement est remplacé par le suivant:

105. Une motion d'ajournement de l'Assemblée ne peut être présentée qu'au cours de la période des affaires du jour suivant la période des affaires courantes, lorsque l'Assemblée n'est saisie d'aucune affaire. Cette motion, présentée par le leader du gouvernement, ne requiert pas de préavis et ne peut être amendée.

L'article 111 du Règlement est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Toutefois, lorsque la commission plénière a été constituée à la partie de la période des affaires du jour précédant la période des affaires courantes, le président de la commission, à moins qu'un vote ne soit en cours, se lève sans consulter celle-ci et avise le Président de l'Assemblée que la commission n'a pas fini

de délibérer. Les travaux de la commission sont alors ajournés.

L'article 143 du Règlement est remplacé par le suivant:

143. Les heures de séance des commissions sont les suivantes:

- 1° le lundi, de 14 à 18:30 heures;
- 2° le mardi, de 14 à 22 heures, avec suspension de 18:30 à 20 heures;
- 3° le mercredi, de 9:30 à 22 heures, avec suspension de 12:30 à 14 heures et de 18:30 à 20 heures;
- 4° le jeudi, de 9:30 à 18:30 heures, avec suspension de 12:30 à 14 heures;
- 5° le vendredi, de 9:30 à 12:30 heures.

Durant la période de l'étude des crédits budgétaires, les commissions peuvent également siéger le mardi de 9:30 à 12:30 heures.

Le Règlement est modifié en ajoutant, après l'article 143, l'article suivant:

143.1 En juin et décembre, les heures de séance des commissions sont les suivantes:

- 1° le lundi, de 14 à 24 heures, avec suspension de 18:30 à 20 heures;
- 2° le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi, de 10 à 24 heures, avec suspension de 12:30 à 14 heures et de 18:30 à 20 heures.

L'article 146 du Règlement est remplacé par le suivant:

146. L'Assemblée peut envoyer en commission l'étude de toute matière. Elle le fait soit sur motion du leader du gouvernement, qui ne peut être amendée mais peut faire l'objet d'un débat

restreint d'au plus une heure, soit sur une motion d'un député de l'opposition le mercredi, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition. Le mandat confié par l'Assemblée est prioritaire.

L'article 307 du Règlement est remplacé par le suivant:

307. En juin et décembre, le débat sur une motion de censure prend fin à l'heure prévue pour la première suspension qui suit l'ouverture de la séance.

L'article 308 du Règlement est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Quinze minutes après la fin de cette période de questions, il doit avoir transmis au Président un avis indiquant le sujet qui doit faire l'objet du débat.

L'article 309 du Règlement est remplacé par le suivant:

309. Le Président fait part à l'Assemblée, dans les meilleurs délais, des sujets qui feront l'objet d'un débat de fin de séance. Celui-ci a lieu au moment de la levée de la séance, qui est retardée en conséquence.

Et, les modifications aux Règles de fonctionnement concernant les commissions sont les suivantes:

L'article 1 des Règles de fonctionnement concernant les commissions est remplacé par le suivant:

1. Toute commission ou tout comité directeur qui souhaite siéger ou se déplacer à l'extérieur de l'Hôtel du Parlement doit adresser à la commission de l'Assemblée nationale une demande écrite motivant son déplacement et comprenant une estimation de ses coûts.

Au terme de ses travaux, la commission ou le comité directeur doit remettre le compte rendu de ses activités et de ses dépenses.

L'article 4.1 des Règles de fonctionnement concernant les commissions est modifié en remplaçant les paragraphes a) et b) par les suivants:

- a) autorise une commission ou son comité directeur à se déplacer ou à tenir une séance à l'extérieur de l'Hôtel du Parlement;
- b) reçoit les comptes rendus des déplacements des commissions et des comités directeurs;

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 406, Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 187, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement;
- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 175, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu.

M. Bissonnet, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique;

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 170, Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 30, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21(2°) du Règlement, l'Assemblée poursuit ses travaux.

Le débat continue sur l'adoption du projet de loi 170.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 221)

POUR

Audet	Cannon	Gauvin	Middlemiss
Bacon	Chagnon	Gobé	Pagé
Beaudin	Charbonneau	Hamel	Parent
Bégin	Chenail	Houde	Pelchat
Bélanger	Cherry	Hovington	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Ciaccia	Johnson	Rémillard
Bélanger	Côté	Kehoe	Richard
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Robic
Benoit	Cusano	Lafrance	Robillard
Bergeron	Dauphin	Lafrenière	Ryan
Blackburn	Dionne	Lemire	Savoie
(Roberval)	Doyon	LeSage	Sirros
Bordeleau	Dutil	Levesque	Thérien
Boucher-Bacon	Elkas	Loiselle	Tremblay
Bourassa	Farrah	Maciocia	(Rimouski)
Bourbeau	Forget	MacMillan	Trépanier
Bradet	Fradet	Maltais	Vallerand
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Vallières
Camden	Gautrin	Messier	Williams

CONTRE

Baril	Brassard	Filion	Marois
Beaulne	Caron	Garon	Morin
Blackburn	Carrier-Perreault	Gendron	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Parizeau
Blais	Claveau	Juneau	Perron
Boisclair	Dufour	Lazure	Trudel
Bourdon	Dupuis	Libman	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 71 Contre: 26 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 170 est adopté.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le projet de loi 188, Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 188 est adopté.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le projet de loi 186, Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Quatorze heures

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Copie d'une lettre que lui a adressée, en date du 10 décembre 1991, M. Jean Perron, président de l'association des entrepreneurs en construction du Québec, concernant le statut de l'entrepreneur autonome tel que défini dans les projets de loi 185 et 186.

(Document n° 1590 de la session)

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 186 est adopté.

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le projet de loi 180, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 180 est adopté.

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 405, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 405 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Un document intitulé *Un financement équitable à la mesure de nos moyens*, préparé par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

(Document n° 1591 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 188, 170 et 172 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques les 4, 5, 6, 7, 11, 12, 13 et 14 février 1992 sur le document de consultation intitulé *Un financement équitable à la mesure de nos moyens*; les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 20 janvier 1992; le ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de la commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des groupes invités à participer aux consultations particulières portant sur le document *Un financement équitable à la mesure de nos moyens*.

(Document n° 1592 de la session)

La motion est adoptée.

Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

M. Gauthrin (Verdun) propose que le principe du projet de loi 198, Loi sur la limitation de l'embauche dans les organismes publics et l'imputabilité des administrateurs d'État et des dirigeants d'un organisme public, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chagnon (Saint-Louis).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 18 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

- 175 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu — rapporté avec un amendement.

(Document n° 1593 de la session)

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 196, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Cusano (Viau) propose que le projet de loi 196, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 196 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 181, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 181 est adopté.

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 402, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 402 est adopté.

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor propose que le projet de loi 403, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 403 est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

Mme Pelchat (Vachon) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 303, Loi concernant la ville de Saint-Hubert, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 303 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon) propose que le projet de loi d'intérêt privé 303, Loi concernant la ville de Saint-Hubert, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 303 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 296, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 296 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 296, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 296 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 237 et 268 du Règlement, M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 305, Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 305 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 305, Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 305 est adopté.

Adoption du principe

M. Leclerc (Taschereau) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 294, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 294 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Leclerc (Taschereau) propose que le projet de loi d'intérêt privé 294, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 294 est adopté.

Adoption du principe

M. Gobé (LaFontaine) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 301, Loi concernant Ville d'Anjou, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 301 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Gobé (LaFontaine) propose que le projet de loi d'intérêt privé 301, Loi concernant Ville d'Anjou, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 301 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 159, Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 159, Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 159 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 175, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 175, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 175 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 164, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 164, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 164 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 172, Loi concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 172, Loi concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 172 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 174, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 174, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires (*titre modifié*), soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 174 est adopté.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du Trésor propose que le projet de loi 401, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 401 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 18 décembre 1991, a étudié en détail le projet de loi:

187 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1594 de la session)

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 187, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 30, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21(2°) du Règlement, l'Assemblée poursuit ses travaux.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 187, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 187 est adopté.

À 19 h 10, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 10 mars 1992, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 18 décembre 1991, à 12 h 08, à la Salle du Conseil législatif, en présence de M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, de M. Rémillard, ministre de la Justice, le représentant du Premier ministre, de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), la représentante du chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

125 Code civil du Québec.

Et, à 19 h 40, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, de M. Gauthrin (Verdun), le représentant du Premier ministre, de Mme Caron (Terrebonne), la représentante du chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

159 Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle;

164 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles;

- 170 Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal;
- 172 Loi concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises;
- 173 Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques;
- 174 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires (*titre modifié*);
- 175 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu;
- 180 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives;
- 181 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives;
- 186 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives;
- 187 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement;
- 188 Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives;
- 196 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- 294 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec;
- 296 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 301 Loi concernant Ville d'Anjou;
- 303 Loi concernant la ville de Saint-Hubert;
- 305 Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie;

- 401 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 402 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux;
- 403 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux;
- 405 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. le Président donne lecture d'une lettre que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement à l'élection partielle tenue le 20 janvier 1992.

M. le Président dépose ensuite les documents suivants:

La lettre mentionnée ci-dessus accompagnée d'un avis proclamant M. Pierre Bélanger candidat élu dans la circonscription électorale d'Anjou;
(Document n° 1595 de la session)

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, daté du 10 mars 1992.
(Document n° 1596 de la session)

À l'invitation de M. le Président, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, présente à l'Assemblée le nouveau député d'Anjou, M. Pierre Bélanger, qui avait au préalable prêté le serment d'office.

Puis, M. le Président souhaite la bienvenue au nouveau député, après quoi MM. Parizeau, Bourassa et Bélanger prennent la parole.

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

10 mars 1992

Le rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1991.

(Document n° 1597 de la session)

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1991.

(Document n° 1598 de la session)

Le rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1599 de la session)

Le rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1600 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Fonds pour la Formation de Chercheurs et l'Aide à la Recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1991.

(Document n° 1601 de la session)

Le rapport annuel du Conseil des collèges, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1991.

(Document n° 1602 de la session)

Le rapport annuel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1603 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991, des corporations professionnelles suivantes:

- la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec;
(Document n° 1604 de la session)
- l'Ordre des chiropraticiens du Québec;
(Document n° 1605 de la session)
- la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec;
(Document n° 1606 de la session)
- la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec.
(Document n° 1607 de la session)

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du:

16 décembre 1991:

- Décision 494 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le Compte du Bicentenaire des Institutions parlementaires;
- Décision 495 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.

29 janvier 1992:

- Décision 500 concernant le Règlement modifiant les règlements sur la rémunération et les conditions de travail du personnel d'un député et des cabinets de l'Assemblée nationale.
(Document n° 1608 de la session)

Deux rapports du Directeur général des élections relatif à l'élection partielle tenue le 20 janvier 1992 dans la circonscription électorale d'Anjou:

- le rapport des résultats officiels du scrutin;
(Document n° 1609 de la session)
- le rapport sur la mise en application de l'article 490 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).
(Document n° 1610 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 25 février 1992, a vérifié les engagements financiers relevant de la compétence du ministre de la Sécurité publique pour les mois de janvier 1991 à décembre 1991.

(Document n° 1611 de la session)

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 29 janvier 1992, a vérifié les engagements financiers du ministère des Communications contenus dans les listes des mois de mars 1990 à octobre 1991.

(Document n° 1612 de la session)

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 28 janvier 1992, a étudié le rapport d'activités 1990-1991 de la Commission d'accès à l'information conformément à l'article 119.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

(Document n° 1613 de la session)

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 26 février 1992, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires culturelles contenus dans les listes des mois de décembre 1990 à janvier 1992.

(Document n° 1614 de la session)

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 24 septembre, le 1^{er} octobre 1991, les 4, 5 et 18 février 1992, a vérifié les engagements financiers du Conseil du trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, pour les mois de janvier 1991 à août 1991, et des ministères des Finances, des Approvisionnements et Services et du Revenu pour les mois de janvier 1991 à décembre 1991.

(Document n° 1615 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 11 et 12 février 1992, a étudié en détail le projet de loi:

- 407 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal — rapporté avec des amendements dont un au titre.

(Document n° 1616 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 4 février 1992, a procédé à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

(Document n° 1617 de la session)

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 18, 19 et 20 février 1992, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur le statut de l'autonome dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 185, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

(Document n° 1618 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 27 février 1992, a vérifié les engagements financiers du ministère du Tourisme contenus dans les listes des mois de décembre 1989 à janvier 1992.

(Document n° 1619 de la session)

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 23 janvier 1992, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science pour les mois de janvier 1991 à décembre 1991.

(Document n° 1620 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 28 janvier 1992, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Environnement pour les mois de janvier 1991 à octobre 1991.

(Document n° 1621 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 25 février 1992, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires municipales pour les mois de juillet 1991 à décembre 1991 et ceux du secteur de l'Habitation pour les mois de janvier 1991 à décembre 1991.

(Document n° 1622 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 27 février 1992, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

267 Loi concernant la ville de Gatineau — rapporté sans amendement.

(Document n° 1623 de la session)

Le rapport est adopté.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1992 et entende, à cette fin, les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec, et ce, le 11 mars 1992, de 9 h 30 à 12 h 30, de 16 h 30 à 18 h 30 et de 20 h à 23 h ainsi que le 12 mars de 9 h 30 à 12 h 30 et la ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée du mandat; et que la commission soit soumise à l'ordre du jour qui sera ci-après déposé avec le consentement de l'Assemblée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

L'ordre du jour pour l'étude en commission de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1992.

(Document n° 1624 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques le 18 mars 1992, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 20 h à 22 h, à la salle Louis-Joseph-Papineau, dans le cadre de l'étude du projet de loi 404, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives; le leader du gouvernement et ministre de l'Éducation soit membre de ladite commission pour la durée du mandat; et que les groupes invités ainsi que l'horaire de la journée soient conformes au document qui sera ci-après déposé avec le consentement de l'Assemblée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des groupes invités à participer aux consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 404.

(Document n° 1625 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose successivement deux motions qui ne peuvent être débattues faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre sa consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 412, Loi sur l'Office de protection de l'environnement du Québec et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1992;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 281, Loi concernant la ville de Saint-Laurent.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document de consultation intitulé *Partenaires pour un Québec compétent et compétitif* et sur le projet de loi 408, Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance publique.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 11 mars 1992, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale rejette le rapport du comité Beaudoin-Dobbie déposé à la Chambre des communes le 28 février 1992.

AFFAIRES DU JOUR

M. Pagé, leader du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au mercredi 11 mars 1992, à 10 heures.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 222)

POUR

Atkinson	Camden	Gobé	Pagé
Audet	Cannon	Hamel	Parent
Bacon	Chagnon	Holden	Pelchat
Beaudin	Charbonneau	Houde	Philibert
Bégin	Côté	Hovington	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Johnson	Richard
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Joly	Rivard
Bélanger	Dauphin	Kehoe	Robic
(Még.-Compton)	Després	Khelfa	Robillard
Bélisle	Dionne	Lafrenière	Savoie
Benoit	Doyon	Leclerc	St-Roch
Bergeron	Dutil	Lemieux	Thérien
Blackburn	Elkas	Lemire	Tremblay
(Roberval)	Farrah	LeSage	(Rimouski)
Bleau	Forget	Loiselle	Trépanier
Bordeleau	Fradet	Maciocia	Vallerand
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	MacMillan	Williams
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Maltais	
Bradet	Gautrin	Messier	
Brouillette	Gauvin	Middlemiss	

CONTRE

Baril	Boulerice	Filion	Marois
Beaulne	Bourdon	Garon	Morin
Bélanger	Brassard	Gendron	Paré
(Anjou)	Caron	Harel	Parizeau
Blackburn	Carrier-Perreault	Jolivet	Trudel
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Vermette
Blais	Claveau	Lazure	
Boisclair	Dufour	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 72 Contre: 28 Abstention: 0

10 mars 1992

En conséquence, à 16 h 27, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 11 mars 1992, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale rejette le rapport du comité Beaudoin-Dobbie déposé à la Chambre des communes le 28 février 1992.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 10 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à une durée de 30 minutes chacune.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, et sur la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle, il est ordonné:

QUE le débat sur cette motion ne dure qu'un seul mercredi.

Suit le débat sur la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose l'amendement suivant:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la première ligne, le mot «rejette» par le mot «désapprouve»;
- b) en ajoutant, dans la deuxième ligne, après les mots «Beaudoin-Dobbie» les mots «, institué aux fins de répondre aux revendications légitimes du Québec et».

La motion telle qu'amendée se lirait ainsi:

QUE l'Assemblée nationale désapprouve le rapport du comité Beaudoin-Dobbie, institué aux fins de répondre aux revendications légitimes du Québec et déposé à la Chambre des communes le 28 février 1992.

Après avoir entendu quelques interventions de part et d'autre, M. Bissonnet, vice-président, déclare l'amendement recevable.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, le débat se poursuit tant sur l'amendement présenté par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, que sur la motion principale proposée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion d'amendement est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé pour la motion d'amendement et la motion principale.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, les votes sont reportés à la période des affaires courantes de la présente séance.

À 12 h 28, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

415 Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être.

La motion est adoptée.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

416 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

La motion est adoptée.

M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

417 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la publicité le long des routes.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. le Président dépose le message reçu de Sa Majesté la reine Élisabeth II à l'occasion du Jour du Commonwealth qui est célébré chaque année le deuxième lundi de mars.

(Document n° 1626 de la session)

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1991.

(Document n° 1627 de la session)

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) concernant les sujets suivants:

— la ventilation des investissements d'immobilisations de la SIQ — question n° 10, *Feuilleton et préavis* du 11 mars 1992.

(Document n° 1628 de la session)

— le transfert de la propriété de certains barrages et digues par le gouvernement du Québec à la SIQ — question n° 11, *Feuilleton et préavis* du 11 mars 1992.

(Document n° 1629 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Garon (Lévis) concernant les approbations du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour la création de la servitude de passage entre la Petite Rivière Cascapédia et le centre de ski du Pin Rouge pour l'approvisionnement en eau. Question n° 23, *Feuilleton et préavis* du 11 mars 1992.

(Document n° 1630 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Boisclair (Gouin) concernant les dossiers d'enquête actuellement ouverts à la Commission des valeurs mobilières du Québec. Question n° 26, *Feuilleton et préavis* du 11 mars 1992.

(Document n° 1631 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Morin (Dubuc) concernant la ventilation des coûts de réalisation de la brochure *Les activités reliées à la faune au Québec* publiée par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Question n° 36, *Feuilleton et préavis* du 11 mars 1992.

(Document n° 1632 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 351 pétitionnaires, demandant l'adoption de mesures concrètes et rapides afin d'aider les personnes atteintes du VIH à se procurer les médicaments coûteux dont elles ont besoin.

(Document n° 1633 de la session)

M. Paré (Shefford) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 105 pétitionnaires, demandant le maintien des services optométriques offerts à la population.

(Document n° 1634 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

M. le Président soumet à l'Assemblée la motion présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, de même que l'amendement proposé par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle, se lisant comme suit:

QUE l'Assemblée nationale rejette le rapport du comité Beaudoin-Dobbie déposé à la Chambre des communes le 28 février 1992.

L'Assemblée procède en premier lieu au vote sur la motion d'amendement présentée par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la première ligne, le mot «rejette» par le mot «désapprouve»;
- b) en ajoutant, dans la deuxième ligne, après les mots «Beaudoin-Dobbie» les mots «, institué aux fins de répondre aux revendications légitimes du Québec et».

(Vote n° 223)

POUR

Audet	Bégin	Bélanger	Blackburn
Bacon	Bélanger	(Még.-Compton)	(Chicoutimi)
Baril	(Anjou)	Bélisle	Blackburn
Beaudin	Bélanger	Benoit	(Roberval)
Beaulne	(Laval-des-Rap.)	Bergeron	Blais

Bleau	Després	Kehoe	Parent
Boisclair	Dionne	Khelfa	Parizeau
Bordeleau	Doyon	Lafrance	Pelchat
Boucher-Bacon	Dufour	Lafrenière	Philibert
Boulerice	Dutil	Lazure	Picotte
Bourbeau	Elkas	Leclerc	Poulin
Bradet	Farrah	Lemire	Rémillard
Brassard	Filion	Léonard	Richard
Brouillette	Forget	LeSage	Rivard
Camden	Fradet	Levesque	Robic
Cannon	Frulla-Hébert	Loiselle	Robillard
Caron	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Ryan
Carrier-Perreault	Garon	MacMillan	Savoie
Chagnon	Gautrin	Maltais	Sirros
Charbonneau	Gauvin	Marcil	Thérien
Chenail	Gendron	Marois	Tremblay
Cherry	Gobé	Messier	(Rimouski)
Chevrette	Hamel	Middlemiss	Trépanier
Claveau	Harel	Morin	Trudel
Côté	Houde	Pagé	Vallerand
(Charlesbourg)	Hovington	Paradis	Vermette
Côté	Johnson	(Brome-Miss.)	Williams
(Riv.-du-Loup)	Jolivet	Paradis	
Cusano	Joly	(Matapédia)	
Dauphin	Juneau	Paré	

CONTRE

Atkinson Holden Libman

La motion d'amendement est adoptée par le vote suivant:

Pour: 107 Contre: 3 Abstention: 0

M. le Président met ensuite aux voix la motion présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, telle qu'elle a été amendée par la motion de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Cette motion amendée se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale désapprouve le rapport du comité Beaudoin-Dobbie, institué aux fins de répondre aux revendications légitimes du Québec et déposé à la Chambre des communes le 28 février 1992.

(Vote n° 224)

POUR

Audet	Cannon	Gendron	Paradis
Bacon	Caron	Gobé	(Brome-Miss.)
Baril	Carrier-Perreault	Hamel	Paradis
Beaudin	Chagnon	Harel	(Matapédia)
Beaulne	Charbonneau	Houde	Paré
Bégin	Chenail	Hovington	Parent
Bélanger	Cherry	Johnson	Parizeau
(Anjou)	Chevrette	Jolivet	Pelchat
Bélanger	Claveau	Joly	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Côté	Juneau	Picotte
Bélanger	(Charlesbourg)	Kehoe	Poulin
(Még.-Compton)	Côté	Khelfa	Rémillard
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Richard
Benoit	Cusano	Lafrenière	Rivard
Bergeron	Dauphin	Lazure	Robic
Blackburn	Després	Leclerc	Robillard
(Chicoutimi)	Dionne	Lemire	Ryan
Blackburn	Doyon	Léonard	Savoie
(Roberval)	Dufour	LeSage	Sirros
Blais	Dutil	Levesque	Thérien
Bleau	Elkas	Loiselle	Tremblay
Boisclair	Farrah	Maciocia	(Rimouski)
Bordeleau	Filion	MacMillan	Trépanier
Boucher-Bacon	Forget	Maltais	Trudel
Boulerice	Fradet	Marcil	Vallerand
Bourbeau	Frulla-Hébert	Marois	Vermette
Bradet	Gagnon-Tremblay	Messier	Williams
Brassard	Garon	Middlemiss	
Brouillette	Gautrin	Morin	
Camden	Gauvin	Pagé	

CONTRE

Atkinson

Holden

Libman

La motion amendée est adoptée par le vote suivant:

Pour: 107 Contre: 3 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée nationale entérine l'envoi en Commission de l'économie et du travail d'un mandat visant l'étude du décret numéro 37-91 concernant la modification du texte des lettres patentes du Parc technologique du Québec métropolitain, conformément à l'article 12 de la *Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science* (L.R.Q., c. M-15.1.1).

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des femmes qui se tient annuellement le 8 mars.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre sa consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 412, Loi sur l'Office de protection de l'environnement du Québec et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document de consultation intitulé *Partenaires pour un Québec compétent et compétitif* et sur le projet de loi 408, Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1992.

M. Bissonnet, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance de travail;
- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique.

Motions sans préavis

Le débat se poursuit sur la motion de Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille.

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Baril (Arthabaska) à M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, concernant les négociations du GATT.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 308 et 309 du Règlement, il est ordonné:

QUE ce débat de fin de séance soit tenu immédiatement après la période de questions du mardi 17 mars prochain.

Le débat se poursuit sur la motion de Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille proposant:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des femmes qui se tient annuellement le 8 mars.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 54 du Règlement, la période des affaires courantes est suspendue pour entreprendre les affaires du jour et procéder aux débats sur l'adoption du principe et sur l'adoption du projet de loi 267, Loi concernant la ville de Gatineau.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 267, Loi concernant la ville de Gatineau, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 267 est adopté.

Adoption

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose que le projet de loi d'intérêt privé 267, Loi concernant la ville de Gatineau, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 267 est adopté.

L'Assemblée reprend les affaires courantes.

Motions sans préavis

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE cette Assemblée rende hommage à toutes les Québécoises et à tous les Québécois, athlètes, entraîneurs, accompagnateurs qui ont participé aux derniers Jeux olympiques d'hiver tenus à Albertville en France et plus particulièrement aux médaillés(es) d'or, mesdames Annie Perreault, Nathalie Lambert, Sylvie Daigle, Angela Cutrone et monsieur Philippe Laroche, aux médaillés d'argent, messieurs Sylvain Gagnon, Frédérick Blackburn, Michel Daigneault, Nicolas Fontaine, Patrick Lebeau, Joé Juneau, Adrien Plavsic et Sam St-Laurent ainsi qu'aux médaillés(es) de bronze, mesdames Myriam Bédard, Isabelle Brasseur et monsieur Lloyd Eisler.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 407, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 30, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au jeudi 12 mars 1992, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 407, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

À 10 h 18, à la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

418 Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec.

La motion est adoptée.

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

413 Loi modifiant la Loi sur l'optométrie.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

282 Loi concernant la Société médicale de Montréal Inc.

(Document n° 1635 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Fradet (Vimont), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 282, Loi concernant la Société médicale de Montréal Inc.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 282 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un protocole d'entente intervenu le 20 janvier 1992 entre la ministre des Affaires culturelles et la Motion Picture Export Association of America et ses membres.

(Document n° 1636 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1637 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 11 février 1992, a étudié en détail le projet de loi:

409 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise — rapporté sans amendement.

(Document n° 1638 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 21 janvier 1992, a étudié le décret 37-91 concernant la modification du texte des lettres patentes du Parc technologique du Québec métropolitain.

(Document n° 1639 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre sa consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 412, Loi sur l'Office de protection de l'environnement du Québec et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document de consultation intitulé *Partenaires pour un Québec compétent et compétitif* et sur le projet de loi 408, Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.

M. Bissonnet, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle se réunira en séance publique;
- la Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de statuer sur des propositions de recommandations suite aux consultations particulières tenues dans le cadre de l'examen de la situation qui prévaut à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 20 mars 1992, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) s'adressera à M. Rémillard, ministre de la Justice, dans le cadre d'une interpellation portant sur «les suites du Sommet de la justice».

Motions sans préavis

M. Rémillard, ministre de la Justice et responsable de la protection du consommateur:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée mondiale des droits des consommateurs qui aura lieu le dimanche, 15 mars prochain.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite l'équipe du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui a remporté le Raid Harricana 1992.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 415, Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 415 est adopté.

Sur la motion de M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, le projet de loi 415 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que le principe du projet de loi 416, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 416 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 416 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, propose que le principe du projet de loi 417, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la publicité le long des routes, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Garon (Lévis).

À 18 h 30, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 17 mars 1992, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1991.

(Document n° 1640 de la session)

Les états financiers et statistiques financières ainsi que les investissements en actions et en obligations d'entreprises de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1991.

(Document n° 1641 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1991.

(Document n° 1642 de la session)

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1643 de la session)

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

(Document n° 1644 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 12 et 25 février 1992, a étudié en détail le projet de loi:

410 Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1645 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 11 et 12 mars 1992, a étudié la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1992.

(Document n° 1646 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Lazure (La Prairie) dépose:

La copie d'un télégramme de M. Pierre Paradis, ministre de l'Environnement, en date du 16 mars 1992, expédié à son homologue fédéral, M. Jean Charest, concernant le projet de loi fédéral C-13, Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.

(Document n° 1647 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

La copie d'un communiqué préparé par les instances décisionnelles du l'Hôtel-Dieu de Montréal, en date du 12 mars 1992, concernant le statut et l'avenir du centre hospitalier.

(Document n° 1648 de la session)

Motions sans préavis

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose:

QU'à la suite du décès de monsieur Roger Lemelin, l'Assemblée nationale rende hommage à cet écrivain et journaliste québécois et offre ses plus sincères condoléances à sa famille et à ses nombreux amis.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 404, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 281, Loi concernant la ville de Saint-Laurent.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de compléter sa consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 412, Loi sur l'Office de protection de l'environnement du Québec et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document de consultation intitulé *Partenaires pour un Québec compétent et compétitif* et sur le projet de loi 408, Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le 18 mars 1992, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale réaffirme la position du gouvernement exprimée solennellement par le Premier ministre à l'occasion d'un message à la population, le 23 juin 1990, à l'effet de négocier dorénavant à deux et non à onze, avec le gouvernement canadien tout projet d'entente constitutionnelle.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le principe du projet de loi 418, Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 418 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 418 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 418, Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec.

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance entre M. Lazure (La Prairie) et M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant le projet de loi fédéral C-13 sur l'environnement, prévoyant la tenue d'audiences publiques obligatoires.

Puis, il rappelle que le débat qui devait être tenu le 12 mars 1992 entre M. Baril (Arthabaska) et M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, concernant les négociations du GATT, a été reporté à la présente séance.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'ordre adopté à la séance du 11 mars 1992 est révoqué et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, il est ordonné:

QUE le débat entre M. Baril (Arthabaska) et M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, concernant les négociations du GATT soit reporté à la fin de la prochaine séance.

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 413, Loi modifiant la Loi sur l'optométrie, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 413 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 413 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

Adoption

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 407, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 407 est adopté.

Débats de fin de séance

À 18 h 30, après une suspension de la séance, est tenu le débat de fin de séance entre M. Lazure (La Prairie) et M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant le projet de loi fédéral C-13 sur l'environnement, prévoyant la tenue d'audiences publiques obligatoires.

À 18 h 51, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 18 mars 1992, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale réaffirme la position du gouvernement exprimée solennellement par le Premier ministre à l'occasion d'un message à la population, le 23 juin 1990, à l'effet de négocier dorénavant à deux et non à onze, avec le gouvernement canadien tout projet d'entente constitutionnelle.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 10 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à une durée de 30 minutes chacune.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, et sur la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle, il est ordonné:

QUE le débat sur cette motion ne dure qu'un seul mercredi.

Suit le débat sur la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose l'amendement suivant:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la première ligne, le mot «réaffirme» par les mots «, dans les circonstances actuelles, appuie»;
- b) en retranchant, dans la quatrième ligne, après le mot «onze» la virgule «,»;
- c) en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot «canadien» par le mot «fédéral»;
- d) en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots «tout projet d'entente constitutionnelle» par les mots «le renouvellement du fédéralisme canadien».

La motion telle qu'amendée se lirait ainsi:

QUE l'Assemblée nationale, dans les circonstances actuelles, appuie la position du gouvernement exprimée solennellement par le Premier ministre à l'occasion d'un message à la population, le 23 juin 1990, à l'effet de négocier dorénavant à deux et non à onze avec le gouvernement fédéral le renouvellement du fédéralisme canadien.

Après avoir entendu quelques interventions sur la recevabilité de cet amendement, M. Lefebvre, vice-président, prend l'affaire en délibéré.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, le débat se poursuit tant sur l'amendement présenté par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, que sur la motion principale proposée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat pour rendre sa décision quant à la recevabilité de la motion d'amendement proposée par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement est recevable pour les motifs suivants: le premier élément de l'amendement ne contredit ni ne dénature la motion principale; il ajoute un élément accessoire à la proposition principale. Quant au dernier élément de l'amendement, il vient situer le cadre dans lequel les discussions dont on parle auront lieu.

Le débat se poursuit sur la motion d'amendement de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et sur la motion principale proposée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

Au cours de sa réplique, M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose le sous-amendement suivant:

QUE l'amendement présenté soit sous-amendé en remplaçant dans l'avant-dernière ligne du paragraphe d), le mot «le» par le mot «tout».

La motion principale telle qu'amendée et sous-amendée se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale, dans les circonstances actuelles, appuie la position du gouvernement exprimée solennellement par le Premier ministre à l'occasion d'un message à la population, le 23 juin 1990, à l'effet de négocier dorénavant à deux et non à onze avec le gouvernement fédéral tout renouvellement du fédéralisme canadien.

Après avoir entendu quelques interventions de part et d'autre, M. Lefebvre, vice-président, déclare le sous-amendement recevable.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, M. Brassard, whip de l'opposition officielle, poursuit sa réplique sur le sous-amendement qu'il a proposé, sur l'amendement présenté par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et sur la motion principale.

Le débat terminé, la motion de sous-amendement est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé pour la motion de sous-amendement, pour la motion d'amendement ainsi que pour la motion principale.

À la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les votes sont reportés à la période des affaires courantes.

À 12 h 33, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 21 novembre 1991 et le 23 janvier 1992, a vérifié les engagements financiers du ministère de la Santé et des Services sociaux pour les mois d'août 1990 à septembre 1991 et ceux relevant du ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle pour les mois d'août 1990 à novembre 1991.

(Document n° 1649 de la session)

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 17 et 18 mars 1992, a étudié en détail le projet de loi:

418 Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec —
rapporté sans amendement.

(Document n° 1650 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 3 691 pétitionnaires, demandant l'ouverture permanente de l'estacade du pont Champlain dont l'accès serait strictement réservé au transport en commun et au covoiturage.

(Document n° 1651 de la session)

M. Claveau (Ungava) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 745 pétitionnaires, concernant la majoration des tarifs résidentiels d'électricité.

(Document n° 1652 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

M. Lefebvre, vice-président, soumet à l'Assemblée la motion présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, l'amendement proposé par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, de même que le sous-amendement proposé par M. Brassard, whip de l'opposition officielle.

Est d'abord mise aux voix la motion de sous-amendement proposée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, à l'amendement de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Ce sous-amendement se lit comme suit:

QUE l'amendement présenté soit sous-amendé en remplaçant dans l'avant-dernière ligne du paragraphe d), le mot «le» par le mot «tout».

(Vote n° 225)

POUR

Baril	Bourdon	Garon	Marois
Beaulne	Brassard	Gendron	Morin
Bélanger	Caron	Godin	Paré
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	Parizeau
Blackburn	Chevrette	Holden	Perron
(Chicoutimi)	Claveau	Jolivet	Trudel
Blais	Dufour	Juneau	Vermette
Boisclair	Dupuis	Lazure	
Boulerice	Filion	Léonard	

CONTRE

Audet	Bélisle	Bourbeau	Cherry
Bacon	Benoit	Bradet	Côté
Beaudin	Bergeron	Brouillette	(Charlesbourg)
Bégin	Blackburn	Camden	Côté
Bélanger	(Roberval)	Cameron	(Riv.-du-Loup)
(Laval-des-Rap.)	Bleau	Cannon	Cusano
Bélanger	Bordeleau	Charbonneau	Dauphin
(Még.-Compton)	Bourassa	Chenail	Després

Doyon	Khelfa	Pagé	Ryan
Dutil	Lafrance	Paradis	Savoie
Elkas	Lafrenière	(Brome-Miss.)	Sirros
Forget	Leclerc	Paradis	St-Roch
Fradet	Lemieux	(Matapédia)	Thérien
Frulla-Hébert	LeSage	Parent	Tremblay
Gagnon-Tremblay	Levesque	Pelchat	(Outremont)
Gautrin	Libman	Philibert	Tremblay
Gauvin	Loiselle	Picotte	(Rimouski)
Gobé	Maciocia	Poulin	Trépanier
Hamel	MacMillan	Rémillard	Vallerand
Hovington	Maltais	Richard	Vallières
Johnson	Marcil	Rivard	
Joly	Messier	Robic	
Kehoe	Middlemiss	Robillard	

Le sous-amendement est rejeté par le vote suivant:

Pour: 32 Contre: 80 Abstention: 0

Est ensuite mise aux voix la motion d'amendement de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la motion présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle. Cet amendement se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- en remplaçant, dans la première ligne, le mot «réaffirme» par les mots «, dans les circonstances actuelles, appuie»;
- en retranchant, dans la quatrième ligne, après le mot «onze» la virgule «,»;
- en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot «canadien» par le mot «fédéral»;
- en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots «tout projet d'entente constitutionnelle» par les mots «de renouvellement du fédéralisme canadien».

(Vote n° 226)

POUR

Audet	Cherry	Kehoe	Picotte
Bacon	Côté	Khelfa	Poulin
Beaudin	(Charlesbourg)	Lafrance	Rémillard
Bégin	Côté	Lafrenière	Richard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lemieux	Robic
Bélanger	Dauphin	LeSage	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Levesque	Ryan
Bélisle	Doyon	Loiselle	Savoie
Benoit	Dutil	Maciocia	Sirros
Bergeron	Elkas	MacMillan	St-Roch
Blackburn	Forget	Maltais	Thérien
(Roberval)	Fradet	Marcil	Tremblay
Bleau	Frulla-Hébert	Messier	(Outremont)
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Tremblay
Bourassa	Gautrin	Pagé	(Rimouski)
Bourbeau	Gauvin	Paradis	Trépanier
Bradet	Gobé	(Brome-Miss.)	Vallerand
Brouillette	Hamel	Paradis	Vallières
Camden	Holden	(Matapédia)	
Cannon	Hovington	Parent	
Charbonneau	Johnson	Pelchat	
Chenail	Joly	Philibert	

CONTRE

Atkinson	Bourdon	Garon	Morin
Baril	Brassard	Gendron	Paré
Beaulne	Cameron	Godin	Parizeau
Bélanger	Caron	Harel	Perron
(Anjou)	Carrier-Perreault	Jolivet	Trudel
Blackburn	Chevrette	Juneau	Vermette
(Chicoutimi)	Claveau	Lazure	
Blais	Dufour	Léonard	
Boisclair	Dupuis	Libman	
Boulerice	Filion	Marois	

L'amendement est adopté par le vote suivant:

Pour: 79 Contre: 34 Abstention: 0

Est enfin mise aux voix la motion principale proposée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, telle qu'amendée par la motion de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Cette motion amendée se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale, dans les circonstances actuelles, appuie la position du gouvernement exprimée solennellement par le Premier ministre à l'occasion d'un message à la population, le 23 juin 1990, à l'effet de négocier dorénavant à deux et non à onze avec le gouvernement fédéral le renouvellement du fédéralisme canadien.

(Vote n° 227)

POUR

Audet	Blais	Claveau	Gautrin
Bacon	Bleau	Côté	Gauvin
Baril	Boisclair	(Charlesbourg)	Gendron
Beaudin	Bordeleau	Côté	Gobé
Beaulne	Boulerice	(Riv.-du-Loup)	Godin
Bégin	Bourassa	Cusano	Hamel
Bélanger	Bourbeau	Dauphin	Harel
(Anjou)	Bourdon	Després	Holden
Bélanger	Bradet	Doyon	Hovington
(Laval-des-Rap.)	Brassard	Dufour	Johnson
Bélanger	Brouillette	Dupuis	Jolivet
(Még.-Compton)	Camden	Dutil	Joly
Bélisle	Cannon	Elkas	Juneau
Benoit	Caron	Filion	Kehoe
Bergeron	Carrier-Perreault	Forget	Khelfa
Blackburn	Charbonneau	Fradet	Lafrance
(Chicoutimi)	Chenail	Frulla-Hébert	Lafrenière
Blackburn	Cherry	Gagnon-Tremblay	Lazure
(Roberval)	Chevrette	Garon	Leclerc

Lemieux	Morin	Picotte	Tremblay
Léonard	Pagé	Poulin	(Outremont)
LeSage	Paradis	Rémillard	Tremblay
Levesque	(Brome-Miss.)	Richard	(Rimouski)
Loiselle	Paradis	Rivard	Trépanier
Maciocia	(Matapédia)	Robic	Trudel
MacMillan	Paré	Robillard	Vallerand
Maltais	Parent	Ryan	Vallières
Marcil	Parizeau	Savoie	Vermette
Marois	Pelchat	Sirros	
Messier	Perron	St-Roch	
Middlemiss	Philibert	Thérien	

CONTRE

Atkinson	Cameron	Libman
----------	---------	--------

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 110 Contre: 3 Abstention: 0

Motions sans préavis

M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la tenue de la Semaine du français qui se déroule du 16 au 20 mars, réaffirmant ainsi son attachement à la langue française, en encourageant toutes les Québécoises et les Québécois à poursuivre leurs efforts pour l'épanouissement de leur langue.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, et M. Lazure (La Prairie) proposent:

QUE, tel que requis par une motion unanime de la Commission de l'aménagement et des équipements, l'Assemblée nationale désapprouve vivement le projet de loi C-13 du gouvernement fédéral, *Loi de mise en oeuvre du processus fédéral d'évaluation environnementale*, puisque contraire aux intérêts supérieurs du Québec et s'oppose à son adoption par le parlement fédéral.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Rivard, ministre délégué à la Francophonie, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée de la francophonie qui sera célébrée le 20 mars prochain, pour la deuxième année consécutive au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 281, Loi concernant la ville de Saint-Laurent.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission des institutions, afin de compléter ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 404, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives.

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, rappelle que, conformément à l'ordre adopté le 17 mars 1992, sera tenu un débat de fin de séance entre M. Baril (Arthabaska) et M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, concernant les négociations du GATT.

Motions sans préavis

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et réitère son engagement à lutter contre toute forme de racisme et de discrimination raciale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale décide, conformément à l'article 47 de nos règles de procédure, de maintenir malgré la clôture de la première session de la 34^e législature, l'avis relatif à l'interpellation prévue le vendredi 20 mars 1992 et permette la tenue de cette interpellation.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Garon (Lévis) propose:

QU'advenant la proclamation du décret annonçant la clôture de la présente session, la Commission de l'aménagement et des équipements tienne une séance de travail demain, le jeudi 19 mars 1992, de 9 h 30 à 12 h 30, et ce, malgré la clôture de la session.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le Lieutenant-gouverneur à M. Lefebvre, vice-président, qui en donne lecture et le dépose:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'Honorable Lieutenant-gouverneur du Québec soumet à l'Assemblée nationale, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, une partie des crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1993, représentant 1/12 des crédits du programme «Sécurité du revenu» du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, et 1/4 des crédits du programme «Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs» du même ministère, soit une somme de 282 668 750,00 \$ et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 18 mars 1992

Martial Asselin

(Document n° 1653 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à la section 1 (Crédits budgétaires) du chapitre premier du titre V du Règlement, M. Levesque, ministre des Finances, propose:

QUE l'Assemblée soit saisie du projet de loi 419, Loi n° 1 sur les crédits, 1992-1993;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE ce projet de loi soit adopté.

Après débat, ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi 419 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 418, Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le projet de loi 418, Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 418 est adopté.

M. le Président rend la décision suivante quant à la demande de directive soulevée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, à la séance du 12 mars dernier, en ce qui a trait à la régularité de l'absence de réponse ou du refus de répondre à une question dans le cadre de la période des questions et réponses orales:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

À la lumière du Règlement actuel, des Règlements précédents de même que des diverses pratiques observées dans notre type de parlement et des auteurs consultés, le refus d'un ministre de répondre à une question peut être implicite ou explicite, motivé ou non. Un refus de répondre ne peut toutefois donner application à l'article 80 du Règlement. Il serait cependant souhaitable, pour faciliter le déroulement des travaux, que le refus de répondre d'un ministre soit manifesté de façon expresse.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient le débat de fin de séance entre M. Baril (Arthabaska) et M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, concernant les négociations du GATT.

À 18 h 45, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 19 mars 1992, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le 18 mars 1992, à 19 heures, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Lafrance (Iberville), le représentant du Premier ministre, de M. Filion (Montmorency), le représentant du chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 267 Loi concernant la ville de Gatineau;
- 407 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*);
- 418 Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec;
- 419 Loi n° 1 sur les crédits, 1992-1993.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES (députés et appartenances politiques)

1^{re} session — 34^e législature

Abitibi-Est	Savoie, Raymond	Parti Libéral du Québec
Abitibi-Ouest	Gendron, François	Parti Québécois
Acadie	Bordeleau, Yvan	Parti Libéral du Québec
Anjou	Larouche, René Serge ¹	Parti Libéral du Québec
	Bélanger, Pierre ²	Parti Québécois
Argenteuil	Ryan, Claude	Parti Libéral du Québec
Arthabaska	Baril, Jacques	Parti Québécois
Beauce-Nord	Audet, Jean	Parti Libéral du Québec
Beauce-Sud	Dutil, Robert	Parti Libéral du Québec
Beauharnois-Huntingdon	Chenail, André	Parti Libéral du Québec
Bellechasse	Bégin, Louise	Parti Libéral du Québec
Berthier	Houde, Albert	Parti Libéral du Québec
Bertrand	Beaulne, François	Parti Québécois
Bonaventure	Levesque, Gérard D.	Parti Libéral du Québec
Bourassa	Robic, Louise	Parti Libéral du Québec
Bourget	Boucher-Bacon, Huguette	Parti Libéral du Québec
Brome-Missisquoi	Paradis, Pierre	Parti Libéral du Québec
Chambly	Robillard, Lucienne	Parti Libéral du Québec
Champlain	Brouillette, Pierre A.	Parti Libéral du Québec
Chapleau	Kehoc, John	Parti Libéral du Québec
Charlesbourg	Côté, Marc-Yvan	Parti Libéral du Québec
Charlevoix	Bradet, Daniel	Parti Libéral du Québec
Châteauguay	Cardinal, Pierrette	Parti Libéral du Québec
Chauveau	Poulin, Rémy	Parti Libéral du Québec
Chicoutimi	Blackburn, Jeanne L.	Parti Québécois
Chomedey	Bacon, Lise	Parti Libéral du Québec
Crémazie	Vallerand, André	Parti Libéral du Québec
D'Arcy-McGee	Libman, Robert M.	Parti Égalité
Deux-Montagnes	Bergeron, Jean-Guy	Parti Libéral du Québec

¹ Indépendant à compter du 30 août 1990 — Démission le 19 juin 1991

² Élection le 20 janvier 1992

Dorion	Trépanier, Violette	Parti Libéral du Québec
Drummond	St-Roch, Jean-Guy	Parti Libéral du Québec
Dubuc	Morin, Gérard R.	Parti Québécois
Duplessis	Perron, Denis	Parti Québécois
Fabre	Joly, Jean A.	Parti Libéral du Québec
Frontenac	Lefebvre, Roger	Parti Libéral du Québec
Gaspé	Beaudin, André	Parti Libéral du Québec
Gatineau	Lafrenière, Réjean	Parti Libéral du Québec
Gouin	Boisclair, André	Parti Québécois
Groulx	Bleau, Madeleine	Parti Libéral du Québec
Hochelaga-Maisonneuve	Harel, Louise	Parti Québécois
Hull	LeSage, Robert	Parti Libéral du Québec
Iberville	Lafrance, Yvon	Parti Libéral du Québec
Îles-de-la-Madeleine	Farrah, Georges	Parti Libéral du Québec
Jacques-Cartier	Cameron, Neil	Parti Égalité
Jeanne-Mance	Bissonnet, Michel	Parti Libéral du Québec
Jean-Talon	Rémillard, Gil	Parti Libéral du Québec
Johnson	Juneau, Carmen	Parti Québécois
Joliette	Chevrette, Guy	Parti Québécois
Jonquière	Dufour, Francis	Parti Québécois
Kamouraska-Témiscouata	Dionne, France	Parti Libéral du Québec
Labelle	Léonard, Jacques	Parti Québécois
Lac-Saint-Jean	Brassard, Jacques	Parti Québécois
LaFontaine	Gobé, Jean-Claude	Parti Libéral du Québec
La Peltrie	Cannon, Lawrence	Parti Libéral du Québec
La Pinière	Saintonge, Jean-Pierre	Parti Libéral du Québec
Laporte	Bourbeau, André	Parti Libéral du Québec
La Prairie	Lazure, Denis	Parti Québécois
L'Assomption	Parizeau, Jacques	Parti Québécois
Laurier	Sirros, Christos	Parti Libéral du Québec
Laval-des-Rapides	Bélanger, Guy	Parti Libéral du Québec
Laviolette	Jolivet, Jean-Pierre	Parti Québécois
Les Chutes- de-la-Chaudière	Carrier-Perreault, Denise	Parti Québécois
Lévis	Garon, Jean	Parti Québécois
Limoilou	Després, Michel	Parti Libéral du Québec
Lotbinière	Camden, Lewis	Parti Libéral du Québec
Louis-Hébert	Doyon, Réjean	Parti Libéral du Québec

Marguerite-Bourgeoys	Frulla-Hébert, Liza	Parti Libéral du Québec
Marie-Victorin	Vermette, Cécile	Parti Québécois
Marquette	Dauphin, Claude	Parti Libéral du Québec
Maskinongé	Picotte, Yvon	Parti Libéral du Québec
Masson	Blais, Yves	Parti Québécois
Matane	Hovington, Claire-Hélène	Parti Libéral du Québec
Matapédia	Paradis, Henri	Parti Libéral du Québec
Mégantic-Compton	Bélanger, Madeleine	Parti Libéral du Québec
Mercier	Godin, Gérald	Parti Québécois
Mille-Îles	Bélisle, Jean-Pierre	Parti Libéral du Québec
Montmagny-L'Islet	Gauvin, Réal	Parti Libéral du Québec
Montmorency	Séguin, Yves ¹	Parti Libéral du Québec
	Filion, Jean ²	Parti Québécois
Mont-Royal	Ciaccia, John	Parti Libéral du Québec
Nelligan	Williams, Russell	Parti Libéral du Québec
Nicolet-Yamaska	Richard, Maurice	Parti Libéral du Québec
Notre-Dame-de-Grâce	Atkinson, Gordon	Parti Égalité
Orford	Benoit, Robert	Parti Libéral du Québec
Outremont	Tremblay, Gérald	Parti Libéral du Québec
Papineau	MacMillan, Norman	Parti Libéral du Québec
Pointe-aux-Trembles	Bourdon, Michel	Parti Québécois
Pontiac	Middlemiss, Robert	Parti Libéral du Québec
Portneuf	Pagé, Michel	Parti Libéral du Québec
Prévost	Forget, Paul-André	Parti Libéral du Québec
Richelieu	Khelfa, Albert	Parti Libéral du Québec
Richmond	Vallières, Yvon	Parti Libéral du Québec
Rimouski	Tremblay, Michel	Parti Libéral du Québec
Rivière-du-Loup	Côté, Albert	Parti Libéral du Québec
Robert-Baldwin	Elkas, Sam	Parti Libéral du Québec
Roberval	Blackburn, Gaston	Parti Libéral du Québec
Rosemont	Rivard, Guy	Parti Libéral du Québec
Rousseau	Thérien, Robert	Parti Libéral du Québec
Rouyn-Noranda— Témiscamingue	Trudel, Rémy	Parti Québécois

¹ Démission le 21 décembre 1990

² Élection le 12 août 1991

Saguenay	Maltais, Ghislain	Parti Libéral du Québec
Sainte-Anne	Cherry, Normand	Parti Libéral du Québec
Saint-François	Gagnon-Tremblay, Monique	Parti Libéral du Québec
Saint-Henri	Loiselle, Nicole	Parti Libéral du Québec
Saint-Hyacinthe	Messier, Charles	Parti Libéral du Québec
Saint-Jean	Charbonneau, Michel	Parti Libéral du Québec
Saint-Laurent	Bourassa, Robert	Parti Libéral du Québec
Saint-Louis	Chagnon, Jacques	Parti Libéral du Québec
Sainte-Marie— Saint-Jacques	Boulerice, André	Parti Québécois
Saint-Maurice	Lemire, Yvon	Parti Libéral du Québec
Salaberry-Soulanges	Marcil, Serge	Parti Libéral du Québec
Sauvé	Parent, Marcel	Parti Libéral du Québec
Shefford	Paré, Roger	Parti Québécois
Sherbrooke	Hamel, André J.	Parti Libéral du Québec
Taillon	Marois, Pauline	Parti Québécois
Taschereau	Leclerc, Jean	Parti Libéral du Québec
Terrebonne	Caron, Jocelyne	Parti Québécois
Trois-Rivières	Philibert, Paul	Parti Libéral du Québec
Ungava	Claveau, Christian	Parti Québécois
Vachon	Pelchat, Christiane	Parti Libéral du Québec
Vanier	Lemieux, Jean-Guy	Parti Libéral du Québec
Vaudreuil	Johnson, Daniel	Parti Libéral du Québec
Verchères	Dupuis, Luce	Parti Québécois
Verdun	Gautrin, Henri-François	Parti Libéral du Québec
Viau	Cusano, William	Parti Libéral du Québec
Viger	Maciocia, Cosmo	Parti Libéral du Québec
Vimont	Fradet, Benoît	Parti Libéral du Québec
Westmount	Holden, Richard B. ¹	Parti Égalité

Répartition des sièges à la prorogation

90 Parti Libéral du Québec

31 Parti Québécois

3 Parti Égalité

1 Indépendant

¹ Indépendant à compter du 15 octobre 1991

DÉPUTÉS

(circonscriptions et appartenances politiques)

1^{re} session — 34^e législature

Atkinson, Gordon	Notre-Dame-de-Grâce	Parti Égalité
Audet, Jean	Beauce-Nord	Parti Libéral du Québec
Bacon, Lise	Chomedey	Parti Libéral du Québec
Baril, Jacques	Arthabaska	Parti Québécois
Beaudin, André	Gaspé	Parti Libéral du Québec
Beaulne, François	Bertrand	Parti Québécois
Bégin, Louise	Bellechasse	Parti Libéral du Québec
Bélanger, Guy	Laval-des-Rapides	Parti Libéral du Québec
Bélanger, Madeleine	Mégantic-Compton	Parti Libéral du Québec
Bélanger, Pierre¹	Anjou	Parti Québécois
Bélisle, Jean-Pierre	Mille-Îles	Parti Libéral du Québec
Benoit, Robert	Orford	Parti Libéral du Québec
Bergeron, Jean-Guy	Deux-Montagnes	Parti Libéral du Québec
Bissonnet, Michel	Jeanne-Mance	Parti Libéral du Québec
Blackburn, Gaston	Roberval	Parti Libéral du Québec
Blackburn, Jeanne L.	Chicoutimi	Parti Québécois
Blais, Yves	Masson	Parti Québécois
Bleau, Madeleine	Groulx	Parti Libéral du Québec
Boisclair, André	Gouin	Parti Québécois
Bordeleau, Yvan	Acadie	Parti Libéral du Québec
Boucher-Bacon, Hugnette	Bourget	Parti Libéral du Québec
Boulerice, André	Sainte-Marie—Saint-Jacques	Parti Québécois
Bourassa, Robert	Saint-Laurent	Parti Libéral du Québec
Bourbeau, André	Laporte	Parti Libéral du Québec
Bourdon, Michel	Pointe-aux-Trembles	Parti Québécois
Bradet, Daniel	Charlevoix	Parti Libéral du Québec
Brassard, Jacques	Lac-Saint-Jean	Parti Québécois
Brouillette, Pierre A.	Champlain	Parti Libéral du Québec
Camden, Lewis	Lotbinière	Parti Libéral du Québec
Cameron, Neil	Jacques-Cartier	Parti Égalité
Cannon, Lawrence	La Peltre	Parti Libéral du Québec
Cardinal, Pierrette	Châteauguay	Parti Libéral du Québec

¹ Élection le 20 janvier 1992

Caron, Jocelyne	Terrebonne	Parti Québécois
Carrier-Perreault, Denise	Les Chutes-de-la-Chaudière	Parti Québécois
Chagnon, Jacques	Saint-Louis	Parti Libéral du Québec
Charbonneau, Michel	Saint-Jean	Parti Libéral du Québec
Chenail, André	Beauharnois-Huntingdon	Parti Libéral du Québec
Cherry, Normand	Sainte-Anne	Parti Libéral du Québec
Chevrette, Guy	Joliette	Parti Québécois
Ciaccia, John	Mont-Royal	Parti Libéral du Québec
Claveau, Christian	Ungava	Parti Québécois
Côté, Albert	Rivière-du-Loup	Parti Libéral du Québec
Côté, Marc-Yvan	Charlesbourg	Parti Libéral du Québec
Cusano, William	Viau	Parti Libéral du Québec
Dauphin, Claude	Marquette	Parti Libéral du Québec
Després, Michel	Limoilou	Parti Libéral du Québec
Dionne, France	Kamouraska-Témiscouata	Parti Libéral du Québec
Doyon, Réjean	Louis-Hébert	Parti Libéral du Québec
Dufour, Francis	Jonquière	Parti Québécois
Dupuis, Luce	Verchères	Parti Québécois
Dutil, Robert	Beauce-Sud	Parti Libéral du Québec
Elkas, Sam	Robert-Baldwin	Parti Libéral du Québec
Farrah, Georges	Îles-de-la-Madeleine	Parti Libéral du Québec
Filion, Jean ¹	Montmorency	Parti Québécois
Forget, Paul-André	Prévost	Parti Libéral du Québec
Fradet, Benoît	Vimont	Parti Libéral du Québec
Frulla-Hébert, Liza	Marguerite-Bourgeoys	Parti Libéral du Québec
Gagnon-Tremblay, Monique	Saint-François	Parti Libéral du Québec
Garon, Jean	Lévis	Parti Québécois
Gautrin, Henri-François	Verdun	Parti Libéral du Québec
Gauvin, Réal	Montmagny-L'Islet	Parti Libéral du Québec
Gendron, François	Abitibi-Ouest	Parti Québécois
Gobé, Jean-Claude	LaFontaine	Parti Libéral du Québec
Godin, Gérald	Mercier	Parti Québécois
Hamel, André J.	Sherbrooke	Parti Libéral du Québec
Harel, Louise	Hochelaga-Maisonneuve	Parti Québécois
Holden, Richard B. ²	Westmount	Parti Égalité

¹ Élection le 12 août 1991

² Indépendant à compter du 15 octobre 1991

Houde, Albert	Berthier	Parti Libéral du Québec
Hovington, Claire-Hélène	Matane	Parti Libéral du Québec
Johnson, Daniel	Vaudreuil	Parti Libéral du Québec
Jolivet, Jean-Pierre	Laviolette	Parti Québécois
Joly, Jean A.	Fabre	Parti Libéral du Québec
Juneau, Carmen	Johnson	Parti Québécois
Kehoe, John	Chapleau	Parti Libéral du Québec
Khelfa, Albert	Richelieu	Parti Libéral du Québec
Lafrance, Yvon	Iberville	Parti Libéral du Québec
Lafrenière, Réjean	Gatineau	Parti Libéral du Québec
Larouche, René Serge ¹	Anjou	Parti Libéral du Québec
Lazure, Denis	La Prairie	Parti Québécois
Leclerc, Jean	Taschereau	Parti Libéral du Québec
Lefebvre, Roger	Frontenac	Parti Libéral du Québec
Lemicux, Jean-Guy	Vanier	Parti Libéral du Québec
Lemire, Yvon	Saint-Maurice	Parti Libéral du Québec
Léonard, Jacques	Labelle	Parti Québécois
LeSage, Robert	Hull	Parti Libéral du Québec
Levesque, Gérard D.	Bonaventure	Parti Libéral du Québec
Libman, Robert M.	D'Arcy-McGee	Parti Égalité
Loiselle, Nicole	Saint-Henri	Parti Libéral du Québec
Maciocia, Cosmo	Viger	Parti Libéral du Québec
MacMillan, Norman	Papineau	Parti Libéral du Québec
Maltais, Ghislain	Saguenay	Parti Libéral du Québec
Marcil, Serge	Salaberry-Soulanges	Parti Libéral du Québec
Marois, Pauline	Taillon	Parti Québécois
Messier, Charles	Saint-Hyacinthe	Parti Libéral du Québec
Middlemiss, Robert	Pontiac	Parti Libéral du Québec
Morin, Gérard R.	Dubuc	Parti Québécois
Pagé, Michel	Portneuf	Parti Libéral du Québec
Paradis, Henri	Matapédia	Parti Libéral du Québec
Paradis, Pierre	Brome-Missisquoi	Parti Libéral du Québec
Paré, Roger	Shefford	Parti Québécois
Parent, Marcel	Sauvé	Parti Libéral du Québec
Parizeau, Jacques	L'Assomption	Parti Québécois

¹ Indépendant à compter du 30 août 1990 — Démission le 19 juin 1991

Pelchat, Christiane	Vachon	Parti Libéral du Québec
Perron, Denis	Duplessis	Parti Québécois
Philibert, Paul	Trois-Rivières	Parti Libéral du Québec
Picotte, Yvon	Maskinongé	Parti Libéral du Québec
Poulin, Rémy	Chauveau	Parti Libéral du Québec
Rémillard, Gil	Jean-Talon	Parti Libéral du Québec
Richard, Maurice	Nicolet-Yamaska	Parti Libéral du Québec
Rivard, Guy	Rosemont	Parti Libéral du Québec
Robic, Louise	Bourassa	Parti Libéral du Québec
Robillard, Lucienne	Chambly	Parti Libéral du Québec
Ryan, Claude	Argenteuil	Parti Libéral du Québec
St-Roch, Jean-Guy	Drummond	Parti Libéral du Québec
Saintonge, Jean-Pierre	La Pinière	Parti Libéral du Québec
Savoie, Raymond	Abitibi-Est	Parti Libéral du Québec
Séguin, Yves¹	Montmorency	Parti Libéral du Québec
Sirros, Christos	Laurier	Parti Libéral du Québec
Thérien, Robert	Rousseau	Parti Libéral du Québec
Tremblay, Gérald	Outremont	Parti Libéral du Québec
Tremblay, Michel	Rimouski	Parti Libéral du Québec
Trépanier, Violette	Dorion	Parti Libéral du Québec
Trudel, Rémy	Rouyn-Noranda— Témiscamingue	Parti Québécois
Vallerand, André	Crémazie	Parti Libéral du Québec
Vallières, Yvon	Richmond	Parti Libéral du Québec
Vermette, Cécile	Marie-Victorin	Parti Québécois
Williams, Russell	Nelligan	Parti Libéral du Québec

Répartition des sièges à la prorogation

90 Parti Libéral du Québec

31 Parti Québécois

3 Parti Égalité

1 Indépendant

¹ Démission le 21 décembre 1990

FONCTIONS PARLEMENTAIRES

Président	Jean-Pierre Saintonge
Vice-présidents	Lawrence Cannon <i>(jusqu'au 5 octobre 1990)</i> Michel Bissonnet Roger Lefebvre <i>(à compter du 16 octobre 1990)</i>
Premier ministre et Président du Conseil exécutif	Robert Bourassa
Chef de l'Opposition officielle	Jacques Parizeau
Leader du gouvernement	Michel Pagé
Leaders adjoints du gouvernement	Daniel Johnson Roger Lefebvre <i>(jusqu'au 16 octobre 1990)</i> Jean-Pierre Bélisle <i>(à compter du 16 octobre 1990)</i>
Leader de l'Opposition officielle	Guy Chevrette
Leader adjoint de l'Opposition officielle	François Gendron
Whip en chef du gouvernement	William Cusano
Whips adjoints du gouvernement	Rémy Poulin Madeleine Bleau Norman MacMillan
Whip en chef de l'Opposition officielle	Jacques Brassard
<hr/>	
Secrétaire général	Pierre Duchesne
Secrétaires adjoints	Gérard Laliberté Mathieu Proulx

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF

1^{re} session — 34^e législature

En date du 11 octobre 1989

Bourassa, Robert	Premier ministre
Bacon, Lise	Vice-première ministre Ministre de l'Énergie et des Ressources Ministre responsable du Développement régional
Blackburn, Gaston	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Bourbeau, André	Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle
Cherry, Normand	Ministre délégué aux Communautés culturelles
Ciaccia, John	Ministre des Affaires internationales Ministre délégué aux Affaires autochtones
Côté, Albert	Ministre délégué aux Forêts
Côté, Marc-Yvan	Ministre de la Santé et des Services sociaux Ministre délégué à la Réforme électorale
Dutil, Robert	Ministre des Approvisionnements et Services
Elkas, Sam	Ministre des Transports Ministre de la Sécurité publique
Frulla-Hébert, Liza	Ministre des Communications
Gagnon-Tremblay, Monique	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
Johnson, Daniel	Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique Président du Conseil du trésor

Levesque, Gérard D.	Ministre des Finances
Middlemiss, Robert	Ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation
Pagé, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Leader du gouvernement
Paradis, Pierre	Ministre de l'Environnement
Picotte, Yvon	Ministre des Affaires municipales Ministre responsable de l'Habitation
Rémillard, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouver- nementales canadiennes
Rivard, Guy	Ministre délégué à la Francophonie
Robic, Louise	Ministre déléguée aux Finances
Robillard, Lucienne	Ministre des Affaires culturelles
Ryan, Claude	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Savoie, Raymond	Ministre délégué aux Mines et au Développement régional Ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Séguin, Yves	Ministre du Revenu Ministre du Travail
Sirros, Christos	Ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux
Tremblay, Gérald	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
Trépanier, Violette	Ministre déléguée à la Condition féminine Ministre responsable de la Famille

Vallerand, André	Ministre du Tourisme
Vallières, Yvon	Ministre délégué aux Transports
<u>En date du 5 octobre 1990</u>	
Bourassa, Robert	Premier ministre
Bacon, Lise	Vice-première ministre Ministre de l'Énergie et des Ressources
Blackburn, Gaston	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Bourbeau, André	Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle
Cannon, Lawrence	Ministre des Communications
Cherry, Normand	Ministre du Travail Ministre délégué aux Communautés culturelles
Ciaccia, John	Ministre des Affaires internationales
Côté, Albert	Ministre délégué aux Forêts
Côté, Marc-Yvan	Ministre de la Santé et des Services sociaux Ministre délégué à la Réforme électorale Ministre responsable de la Condition des aînés
Dutil, Robert	Ministre des Approvisionnements et Services
Elkas, Sam	Ministre des Transports
Frulla-Hébert, Liza	Ministre des Affaires culturelles
Gagnon-Tremblay, Monique	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
Johnson, Daniel	Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique Président du Conseil du trésor
Levesque, Gérard D.	Ministre des Finances

Middlemiss, Robert	Ministre délégué aux Transports
Pagé, Michel	Ministre de l'Éducation Leader du gouvernement
Paradis, Pierre	Ministre de l'Environnement
Picotte, Yvon	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministre responsable du Développement régional
Rémillard, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouver- nementales canadiennes
Rivard, Guy	Ministre délégué à la Francophonie
Robic, Louise	Ministre déléguée aux Finances
Robillard, Lucienne	Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
Ryan, Claude	Ministre des Affaires municipales Ministre de la Sécurité publique Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Savoie, Raymond	Ministre du Revenu Ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Sirros, Christos	Ministre délégué aux Affaires autochtones
Tremblay, Gérald	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
Trépanier, Violette	Ministre déléguée à la Condition féminine Ministre responsable de la Famille
Vallerand, André	Ministre du Tourisme
Vallières, Yvon	Ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries, à l'Alimentation et au Développement régional Ministre responsable des Pêcheries

Le 30 janvier 1991

Bourassa, Robert	Premier ministre
Bacon, Lise	Vice-première ministre Ministre de l'Énergie et des Ressources
Blackburn, Gaston	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Bourbeau, André	Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle
Cannon, Lawrence	Ministre des Communications
Cherry, Normand	Ministre du Travail Ministre délégué aux Communautés culturelles
Ciaccia, John	Ministre des Affaires internationales
Côté, Albert	Ministre des Forêts
Côté, Marc-Yvan	Ministre de la Santé et des Services sociaux Ministre délégué à la Réforme électorale Ministre responsable de la Condition des aînés
Dutil, Robert	Ministre des Approvisionnements et Services
Elkas, Sam	Ministre des Transports
Frulla-Hébert, Liza	Ministre des Affaires culturelles
Gagnon-Tremblay, Monique	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
Johnson, Daniel	Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique Président du Conseil du trésor
Levesque, Gérard D.	Ministre des Finances
Middlemiss, Robert	Ministre délégué aux Transports

Pagé, Michel	Ministre de l'Éducation Leader du gouvernement
Paradis, Pierre	Ministre de l'Environnement
Picotte, Yvon	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministre responsable du Développement régional
Rémillard, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
Rivard, Guy	Ministre délégué à la Francophonie
Robic, Louise	Ministre déléguée aux Finances
Robillard, Lucienne	Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
Ryan, Claude	Ministre des Affaires municipales Ministre de la Sécurité publique Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Savoie, Raymond	Ministre du Revenu Ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Sirros, Christos	Ministre délégué aux Affaires autochtones
Tremblay, Gérald	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
Trépanier, Violette	Ministre déléguée à la Condition féminine Ministre responsable de la Famille
Vallerand, André	Ministre du Tourisme
Vallières, Yvon	Ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries, à l'Alimentation et au Développement régional Ministre responsable des Pêcheries

Le 19 février 1992

Bourassa, Robert	Premier ministre
Bacon, Lise	Vice-première ministre Ministre de l'Énergie et des Ressources
Blackburn, Gaston	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Bourbeau, André	Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle
Cannon, Lawrence	Ministre des Communications
Cherry, Normand	Ministre du Travail Ministre délégué aux Communautés culturelles
Ciaccia, John	Ministre des Affaires internationales
Côté, Albert	Ministre des Forêts
Côté, Marc-Yvan	Ministre de la Santé et des Services sociaux Ministre délégué à la Réforme électorale Ministre responsable de la Condition des aînés
Dutil, Robert	Ministre des Approvisionnements et Services
Elkas, Sam	Ministre des Transports
Frulla-Hébert, Liza	Ministre des Affaires culturelles
Gagnon-Tremblay, Monique	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
Johnson, Daniel	Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique Président du Conseil du trésor
Levesque, Gérard D.	Ministre des Finances
Middlemiss, Robert	Ministre délégué aux Transports

Pagé, Michel	Ministre de l'Éducation Leader du gouvernement
Paradis, Pierre	Ministre de l'Environnement
Picotte, Yvon	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministre délégué aux Affaires régionales
Rémiffard, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouver- nementales canadiennes
Rivard, Guy	Ministre délégué à la Francophonie
Robic, Louise	Ministre déléguée aux Finances
Robillard, Lucienne	Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
Ryan, Claude	Ministre des Affaires municipales Ministre de la Sécurité publique Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Savoie, Raymond	Ministre du Revenu Ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Sirros, Christos	Ministre délégué aux Affaires autochtones
Tremblay, Gérard	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
Trépanier, Violette	Ministre déléguée à la Condition féminine Ministre responsable de la Famille
Vallerand, André	Ministre du Tourisme
Vallières, Yvon	Ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation Ministre responsable des Pêcheries

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

1^{re} session — 34^e législature

Nommés le 29 novembre 1989

Benoît, Robert	Premier ministre
Beaudin, André	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Bélisle, Jean-Pierre	Finances
Chagnon, Jacques	Administration et Fonction publique
Dionne, France	Industrie, Commerce et Technologie
Hamel, André J.	Affaires internationales
Houde, Albert	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Leclerc, Jean	Industrie, Commerce et Technologie
Lemire, Yvon	Énergie et Ressources
Maciocia, Cosmo	Affaires municipales
Maltais, Ghislain	Environnement
Marcil, Serge	Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle
Paradis, Henri	Santé et Services sociaux
Parent, Marcel	Éducation Enseignement supérieur et Science
Pelchat, Christiane	Environnement
Philibert, Paul	Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle
St-Roch, Jean-Guy	Travail
Thérien, Robert	Transports

Tremblay, Michel

Éducation
Enseignement supérieur et Science

Williams, Russell

Affaires intergouvernementales canadiennes

Nommé le 24 octobre 1990

Williams, Russell

Affaires intergouvernementales canadiennes
Santé et Services sociaux

Nommés le 31 octobre 1990

Hamel, André J.

Enseignement supérieur et Science

Parent, Marcel

Éducation

Tremblay, Michel

Affaires municipales

Nommé le 6 mars 1991

Leclerc, Jean

Industrie, Commerce et Technologie
Affaires culturelles

Nommés le 3 juillet 1991

Farrah, Georges

Tourisme

Maciocia, Cosmo

Affaires intergouvernementales canadiennes

Nommé le 14 août 1991

Kehoe, John

Justice

INDEX

1^{re} session — 34^e législature

LISTE DES RUBRIQUES

	Page
AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION	1911
AVANT-PROJETS DE LOI	1913
BUDGET	1913
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	1913
CENSURE Voir MOTIONS DE CENSURE	1930
COMMISSION D'ÉTUDE DES QUESTIONS AFFÉRENTES À L'ACCESSION DU QUÉBEC À LA SOUVERAINETÉ	1914
COMMISSION D'ÉTUDE SUR TOUTE OFFRE D'UN NOUVEAU PARTENARIAT DE NATURE CONSTITUTIONNELLE	1914
COMMISSION PLÉNIÈRE	1914
COMMISSION SUR L'AVENIR POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL DU QUÉBEC	1914
COMMISSIONS PERMANENTES	1914
CRÉDITS BUDGÉTAIRES	1917
DÉBATS DE FIN DE SÉANCE	1919
DÉBATS D'URGENCE	1921
DÉBATS SPÉCIAUX	1921
DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS	1922
DÉCISIONS ET DIRECTIVES DU PRÉSIDENT	1922

DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE	1924
DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES	1924
DÉMISSIONS	1925
DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SESSION	1925
DISCOURS SUR LE BUDGET Voir BUDGET	1913
DOCUMENTS DE LA SESSION Voir INDEX DES DOCUMENTS (p. 1949)	
ÉLECTIONS PARTIELLES	1926
FAIT PERSONNEL Voir INTERVENTIONS PORTANT SUR UN FAIT PERSONNEL	1928
HOMMAGE RENDU À UN DÉPUTÉ	1926
HORAIRE DES SÉANCES DE L'ASSEMBLÉE	1926
INTERPELLATIONS	1926
INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE	1927
INTERVENTIONS PORTANT SUR UN FAIT PERSONNEL	1928
LEADER DU GOUVERNEMENT ET LEADERS ADJOINTS	1928
LEADER DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET LEADER ADJOINT	1929
MOMENT DE RECUEILLEMENT	1929
MOTIONS D'AJOURNEMENT DE L'ASSEMBLÉE	1929
MOTIONS D'AJOURNEMENT DU DÉBAT	1929
MOTIONS DE CENSURE (Art. 304 du Règlement)	1930
MOTIONS DE CLÔTURE	1930
MOTIONS DE MISE AUX VOIX IMMÉDIATE	1931
MOTIONS DE REPORT	1931

MOTIONS DE RETRAIT	1931
MOTIONS DE SCISSION	1932
MOTIONS DE SUSPENSION DES RÈGLES	1932
MOTIONS DU GOUVERNEMENT (avec préavis au Feuilleton)	1932
MOTIONS DU MERCREDI	
Voir AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION	1911
MOTIONS METTANT EN CAUSE LA CONDUITE D'UNE PERSONNE AUTRE QU'UN DÉPUTÉ	1933
MOTIONS SANS PRÉAVIS [Art. 84(2) du Règlement]	1933
NOMINATIONS PAR RÉOLUTION DE L'ASSEMBLÉE	1937
PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET VICE-PRÉSIDENTS, ÉLECTION	1938
PRÉSIDENT DU CAUCUS DU PARTI LIBÉRAL	1938
PRIVILÈGE Voir INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE	1927
PROJETS DE LOI Voir INDEX DES PROJETS DE LOI (p. 2033)	
QUESTIONS DE PRIVILÈGE	
Voir INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE	1927
QUESTIONS DE FAIT PERSONNEL	
Voir INTERVENTIONS PORTANT SUR UN FAIT PERSONNEL	1928
QUESTIONS ÉCRITES ET RÉPONSES	1939
RÈGLES DE PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE	1947
SANCTIONS DE PROJETS DE LOI	1947
SÉANCES EXTRAORDINAIRES	1947
SÉANCES SPÉCIALES Voir MOTIONS DE SUSPENSION DES RÈGLES	1932

VOTES PAR APPEL NOMINAL	1948
WHIP EN CHEF DU GOUVERNEMENT ET WHIPS ADJOINTS	1948
WHIP DE L'OPPOSITION OFFICIELLE	1948

INDEX GÉNÉRAL

1^{re} session — 34^e Législature

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Choix énergétiques du Québec, tenue d'un véritable débat public, 1601. Vote reporté, 1627. Motion rejetée (Vote n° 201), 1630.

Compression des dépenses de l'État, intentions du gouvernement. Débat, 1545. Vote reporté, 1571. Motion rejetée (Vote n° 198), 1576.

Drapeau du Canada à l'Assemblée nationale. Débat; motion d'ajournement du débat proposée; question de règlement soulevée; décision; motion adoptée (Vote n° 136), 1076. Avis concernant la poursuite du débat (dérogations), 1145. Amend. proposé; amend. déclaré recevable (décision de la présidence); amend. adopté (Vote n° 141); motion amendée adoptée (Vote n° 142), 1147-1151.

Économie et création d'emplois, adoption immédiate de diverses mesures. Débat, 681. Vote reporté, 705. Motion rejetée (Vote n° 100), 712.

Environnement, respect des promesses électorales. Débat; amend. proposé; amend. pris en délibéré; débat terminé; amend. déclaré recevable (décision du Président); votes reportés, 831-833. Amend. adopté (Vote n° 112); motion amendée adoptée (Vote n° 113), 835-838.

Ingérence du gouvernement fédéral dans les champs de compétence québécois. Débat; motion rejetée (Vote n° 166), 1285.

Pacte de la fiscalité municipale de 1980, respect. Débat; motion rejetée (Vote n° 30), 306-308.

Partage des responsabilités Québec-Municipalités. Débat, 1023. Vote reporté, 1051. Motion rejetée (Vote n° 135), 1055.

Position du gouvernement concernant tout projet d'entente constitutionnelle exprimée solennellement par le Premier ministre. Débat (ordre); amend. et sous-amend. déclarés recevables; votes reportés, 1871-1874. Sous-amend. rejeté (Vote n° 225); amend. adopté (Vote n° 226); motion amendée adoptée (Vote n° 227), 1876-1880.

Projet de loi créant le Conseil québécois de la toxicomanie (projet de loi 191). Débat sur l'adoption du principe, 777. Vote reporté, 807. Motion rejetée (Vote n° 110), 812.

Projet de loi rétablissant l'ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux (projet de loi 193). Débat sur l'adoption du principe ajourné, 1207. Reprise du débat; motion de mise aux voix immédiate rejetée (Vote n° 163); débat ajourné, 1265, 1266.

Propositions constitutionnelles du Nouveau-Brunswick, rejet. Débat; amend. proposé et pris en délibéré, 254-256. Amend. recevable (décision du Président), 273. Sous-amend. proposé et pris en délibéré, 278. Sous-amend. recevable (décision du Président); débat terminé; vote reporté, 279. Sous-amend. adopté (Vote n° 26); amend. modifié adopté (Vote n° 27); motion amendée adoptée (Vote n° 28), 281-286.

Prorogation de la session et nouveau discours inaugural demandés. Débat, 1485. Vote reporté, 1517. Motion rejetée (Vote n° 195), 1520.

Rapport du comité Beaudoin-Dobbie, rejet. Débat; ordre; amend. déclaré recevable; vote reporté, 1842. Amend. adopté (Vote n° 223); motion amendée adoptée (Vote n° 224), 1848.

Référendum pancanadien, opposition. Débat; amend. et sous-amend. proposés et pris en délibéré, 1657-1659. Décisions; sous-amend. rejeté (Vote n° 203); amend. adopté (Vote n° 204); motion amendée adoptée (Vote n° 205), 1663-1668.

Réseau routier, détérioration. Débat; motion mise aux voix; vote reporté, 379. Motion rejetée (Vote n° 36), 384.

Sentiment antifrancophone au Canada, dénonciation. Débat; motion de scission proposée; question de règlement soulevée et prise en délibéré par le Président, 199-201. Motion de scission jugée recevable (décision du Président), 219. Motion de scission rejetée (maj.); amend. proposé et pris en délibéré; débat terminé, 224-226. Amend. jugé recevable (décision du Président) et adopté (Vote n° 22); motion amendée adoptée (Vote n° 23), 229-234.

Taxe de vente sur les livres, périodiques et imprimés, retrait. Recevabilité prise en délibéré, 726. Motion jugée recevable (décision du Président), 728. Débat, 729. Amend. proposé; recevabilité prise en délibéré; amend. jugé recevable (décision du Président); débat terminé; vote reporté, 753, 754. Amend. adopté (Vote n° 106); motion amendée adoptée (Vote n° 107); question de règlement prise en délibéré, 757-760. Décision rendue, 801.

AVANT-PROJETS DE LOI

Normes du travail et autres dispositions législatives (Document n° 39), 35.

Plan conjoint (1989) des producteurs de lait, application (Document n° 1571), 1800.

Services de santé et services sociaux (Document n° 69), 52.

BUDGET

Discours sur le budget (1990-1991) prononcé; documents n^{os} 289, 290 déposés; motion du ministre des Finances proposée, 330. Débat; motions de censure, 337, 344, 362, 369. Débat suspendu, 375. Rapport de la CBA déposé (Document n° 328), 394. Reprise du débat; motions de censure rejetées (Votes n^{os} 38-59); motion princ. adoptée (Vote n° 60), 397-425.

Discours sur le budget (1991-1992). Séance prolongée, 1160. Discours prononcé; documents n^{os} 1048, 1049 déposés; motion du ministre des Finances proposée, 1163, 1164. Débat; motions de censure, 1173, 1174, 1180, 1883, 1190, 1191, 1199. Débat suspendu, 1204. Rapport de la CBA déposé (Document n° 1094), 1221. Reprise du débat, 1224. Débat terminé; votes reportés, 1229. Motions de censure rejetées (Votes n^{os} 144-160); motion princ. adoptée (Vote n° 161), 1233-1257.

Voir aussi **CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Décisions déposées, 30, 186, 268, 449, 572, 649, 690, 755, 772, 906, 998, 1013, 1044, 1212, 1279, 1444, 1463, 1477, 1511, 1594, 1702, 1714, 1831.

Lettre concernant le remplacement du représentant du Parti Égalité (Document n° 1356), 1539.

Liste des membres et des membres suppléants déposée (Document n° 128); question de privilège soulevée, 135. Décision de la présidence; liste des membres mise aux voix; question de procédure soulevée, 173, 174. Motion retirée; nouvelle liste déposée (Document n° 197) et adoptée (maj.); question de procédure retirée, 175. Nouvelle liste déposée (Document n° 242) et adoptée, 252.

Voir aussi **INDEX DES DOCUMENTS** (p. 1956)

CENSURE

Voir **MOTIONS DE CENSURE**

COMMISSION D'ÉTUDE DES QUESTIONS AFFÉRENTES À L'ACCESSION DU QUÉBEC À LA SOUVERAINETÉ

Commission instituée à la suite de l'adoption du projet de loi 150, 1454.

Voir INDEX DES PROJETS DE LOI (p. 2071)

Liste des membres déposée (Document n° 1251), 1462.

COMMISSION D'ÉTUDE SUR TOUTE OFFRE D'UN NOUVEAU PARTENARIAT DE NATURE CONSTITUTIONNELLE

Commission instituée à la suite de l'adoption du projet de loi 150, 1454.

Voir INDEX DES PROJETS DE LOI (p. 2071)

Listes des membres déposées (Document n° 1251), 1462.

COMMISSION PLÉNIÈRE (Séances spéciales)

Débat sur les compressions budgétaires et dépôt du Document n° 198, 177.

Interpellation sur l'utilisation des contributions versées à la Société de l'assurance automobile. Ordre, 1160. Intervention devant se dérouler en commission plénière, 1296. Débat tenu, 1337.

COMMISSION SUR L'AVENIR POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL DU QUÉBEC

Commission instituée à la suite de l'adoption du projet de loi 90 amendé par le projet de loi 91, 656, 741.

Voir INDEX DES PROJETS DE LOI (p. 2063)

Listes des membres adoptées, 656-659.

Rapport et procès-verbaux déposés (Documents n°s 971, 972), 1078.

COMMISSIONS PERMANENTES

Composition, 31, 39, 678, 765, 821-824, 1648 (membres); 38, 822, 1661 (présidents et vice-présidents).

Convocation de la CAE malgré la clôture de la session, 1883.

Mandats de l'Assemblée:

Commission des affaires sociales:

Consultation générale (avant-projet de loi sur les normes du travail), 35.
Rapport déposé (Document n° 545), 683.

Consultation générale (avant-projet de loi sur les services de santé et les services sociaux), 52. Rapport déposé (Document n° 287), 322.

Consultation générale (politique sur le développement de la main-d'œuvre), 1742.

Consultations particulières sur le projet de loi 4 (sages-femmes), 25. Liste des groupes déposée (Document n° 2), 26. Rapport déposé (Document n° 129), 135.

Consultations particulières (document sur les excédents d'actif des régimes de retraite), 905. Liste des groupes déposée (Document n° 774), 905. Rapport déposé (Document n° 1586), 1802.

Consultations particulières (document sur le financement des services de santé), 1815. Liste des groupes déposée (Document n° 1592), 1816.

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation:

Consultation générale sur le projet de loi 15 (mise en marché des produits agricoles), 103. Rapport déposé (Document n° 260), 281.

Consultations particulières sur le projet de loi 6 (courses de chevaux), 468. Rapport déposé (Document n° 399), 504.

Consultations particulières (prévention de la cruauté envers les animaux), 1029. Liste des groupes déposée (Document n° 933), 1029. Rapport déposé (Document n° 1085), 1212.

Commission de l'aménagement et des équipements:

Consultation générale (camionnage en vrac), 637. Rapport déposé (Document n° 591), 666.

Consultation générale sur le projet de loi 412 (Office de protection de l'environnement), 1788.

Consultations particulières sur le projet de loi 110 (organismes intermunicipaux de l'Outaouais), 888. Liste des groupes et horaire déposés (Document n° 767), 888. Rapport déposé (Document n° 827), 959.

Consultations particulières sur le projet de loi 65 (qualité de l'environnement), 381. Liste des groupes déposée (Document n° 313), 382. Rapport déposé (Document n° 379), 487.

Consultations particulières sur le projet de loi 60 (Société québécoise de récupération et de recyclage), 438. Liste des groupes déposée (Document n° 336), 439. Rapport déposé (Document n° 380), 487.

Consultations particulières sur le projet de loi 145 (finances municipales), 1295. Liste des groupes et horaire déposés (Document n° 1123), 1295. Rapport déposé (Document n° 1150), 1338.

Formation d'une sous-commission pour l'étude du projet de loi 67 (Conseil métropolitain de transport), 631.

Étude détaillée du projet de loi 67 (Conseil métropolitain de transport en commun), 638. Rapport déposé (Document n° 590), 666.

Commission du budget et de l'administration:

Consultation générale (rapport quinquennal sur les assurances), 530. Rapport déposé (Document n° 584), 664.

Consultation générale (document sur le courtage immobilier), 610. Rapport déposé (Document n° 617), 703.

Consultations particulières (financement des compagnies mutuelles d'assurance), 1006. Rapport déposé (Document n° 936), 1039.

Étude de l'annexe sur la taxe sur les produits et services, 648.

Étude du rapport du Vérificateur général, 206, 1018. Rapports déposés (Documents n^{os} 904, 905), 1013.

Étude du rapport de l'Inspecteur général des institutions financières (Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie), 1453.

Commission de la culture:

Consultation générale (politique en matière d'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants), 859. Rapport déposé (Document n° 1002), 1097.

Consultation générale (politique de la culture et des arts). Mandat sous forme d'une lettre en date du 12 juillet 1991 du leader du gouvernement adressée à la commission. Rapport déposé (Document n° 1443), 1647.

Consultations particulières sur le projet de loi 62 (accès aux documents), 617. Liste des groupes déposée (Document n° 535), 618. Rapport déposé (Document n° 603), 683.

Consultations particulières sur le projet de loi 117 (cinéma), 1059, 1167. Liste des groupes déposée (Document n° 964), 1060. Rapport déposé (Document n° 1106), 1279.

Commission de l'économie et du travail:

Consultation générale sur les modifications à apporter à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*, 114. Rapport déposé (Document n° 245), 259.

Consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique), 187. Rapport déposé (Document n° 498), 589.

Consultation générale sur le statut de l'autonome dans l'industrie de la construction dans le cadre du projet de loi 185, 1751. Rapport déposé (Document n° 1618), 1833.

Consultations particulières relativement aux modifications à apporter au décret de la construction. Mandat donné à la suite de l'adoption d'un motion de suspension des règles et d'un motion inscrite au *Feuilleton*, 431-436.

Consultations particulières sur les projets de loi 185 et 186 (industrie de la construction et bâtiment), 1676. Rapport déposé (Document n° 1515), 1732.

Étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec, 188, 1835 (ordre du jour des travaux déposé). Rapports déposés (Documents n^{os} 246, 1646), 260, 1864.

Étude du décret 37-91 concernant le Parc technologique du Québec métropolitain, 1849. Rapport déposé (Document n° 1639), 1858.

Commission de l'éducation:

Consultation générale sur le projet de loi 25 (aide financière aux étudiants), 150. Rapport déposé (Document n° 207), 187.

Consultations particulières sur le projet de loi 17 (denturologie), 618. Liste des groupes déposée (Document n° 536), 619. Rapport déposé (Document n° 589), 665.

Consultations particulières sur le projet de loi 141 (enseignement privé), 1423. Liste des groupes déposée (Document n° 1214), 1423. Rapport déposé (Document n° 1308), 1492.

Examen de la réglementation sur la publicité des corporations professionnelles), 976. Rapport déposé (Document n° 909), 1014.

Commission des institutions:

Consultation générale sur la protection de la vie privée eu égard aux renseignements personnels, 1103. Rapport déposé (Document n° 1442), 1647.

Consultations particulières sur le projet de loi 404 (membres de l'Assemblée nationale), 1835. Liste des groupes invités (Document n° 1625), 1835.

Échange entre le premier ministre et le chef de l'Opposition, 469. Rapport déposé (Document n° 398), 503.

Étude du rapport sommaire de la Commission de la représentation, 260.

Étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections, 468, 1522, 1532. Rapports déposés (Documents n^{os} 373, 1381), 473, 1562.

Examen de l'opportunité de modifier la date d'expiration prévue dans la loi (égalité économique des époux), 632. Rapport déposé (Document n° 650), 740.

Examen des activités du Protecteur du citoyen et des engagements financiers de ce dernier ainsi que du Directeur général des élections, 206. Rapports déposés (Documents n^{os} 305, 1138), 349, 1323.

Voir aussi INDEX DES DOCUMENTS (p. 1963-1970)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1990

Crédits supplémentaires # 2 déposés:

Document n° 94, 105.

Crédits supplémentaires # 2 renvoyés en commission plénière, 106. Crédits étudiés, 123 (ordre). Rapport adopté; projet de loi adopté, 125.

Crédits supplémentaires # 3 déposés:

Document n° 208, 195.

Crédits supplémentaires # 3 renvoyés en commission plénière, 195. Crédits étudiés, 215 (ordre), 216. Rapport adopté; projet de loi adopté, 217

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991

Crédits déposés:

Document n° 236, 239.

Crédits provisoires renvoyés en commission plénière, 240. Crédits étudiés (ordre); Documents n^{os} 239 et 240 déposés, 249, 250. Crédits adoptés (maj.), 262. Rapport adopté (maj.); projet de loi adopté (maj.), 263-265.

Crédits renvoyés aux commissions permanentes, 265. Ordre concernant les crédits du Conseil exécutif (échange de trois heures entre le Premier ministre et le chef de l'Opposition), 469. Rapports déposés (Document n° 374), 473. Rapports adoptés (Vote n° 62); projet de loi adopté (Vote n° 63), 480-482.

Crédits de l'Assemblée nationale (ordre), 469. Crédits étudiés, 475.

Crédits supplémentaires # 1 déposés:

Document n° 743, 866.

Crédits supplémentaires # 1 renvoyés en commission plénière, 866. Ordre concernant l'étude des crédits; crédits étudiés, 903, 908 (Document n° 778 déposé), 913. Crédits adoptés; rapport adopté; vote reporté, 924. Projet de loi adopté (Vote n° 124), 932.

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1992

Crédits provisoires déposés:

Document n° 948, 1046.

Crédits provisoires adoptés, 1046

Crédits déposés:

Document n° 965, 1060.

Crédits provisoires renvoyés en commission plénière, 1060. Crédits étudiés (ordres), 1070-1072; 1082. Crédits adoptés (maj.), 1083. Rapport adopté (maj.); projet de loi adopté (maj.), 1083-1085.

Crédits renvoyés aux commissions permanentes, 1085. Modalités de l'étude des crédits, 1091. Rapports déposés (Document n° 1046), 1158. Débat restreint tenu, 1169, 1170. Vote reporté, 1229. Rapports adoptés (Vote n° 162); projet de loi adopté (maj.), 1257, 1258.

Crédits de l'Assemblée nationale étudiés, 1153.

Crédits supplémentaires # 1 déposés:

Document n° 1482, 1690.

Crédits supplémentaires # 1 renvoyés en commission plénière, 1690.

Crédits étudiés (ordre), 1708, 1711, 1718. Documents déposés, 1709,

1711. Rapport adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 208), 1719.

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1993

Crédits provisoires déposés:

Document n° 1653, 1884.

Crédits provisoires adoptés; projet de loi adopté, 1884.

DÉBATS DE FIN DE SÉANCE

Affaire Scotia McLeod, 1297.

Agriculteurs, aide fédérale. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1535.

Algonquins du lac Barrière, revendications, 1191, 1192.

Aéroport de Québec, fermeture la nuit, 1597, 1599.

Baux de villégiature, octroi, Avis, 1633, 1643. Débat tenu, 1646.

Bingo à Pointe-Bleue, 752.

Commission de la santé et de la sécurité du travail, délais, 745.

Commission de protection de la langue française. Document n° 970 déposé, 1072.

Commission scolaire Jérôme-LeRoyer, 1565, 1568.

Communications, revendications du Québec, 1514, 1515.

Conseil de la langue française, nomination, 1260, 1262

Coopérants, paiement des pertes, 1653, 1654.

Développement de la main-d'oeuvre. Dérogation à l'article 309 du Règlement; débat reporté, 1587. Débat tenu, 1598.

Enseignement en anglais et dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés, 727.

Environnement:

Crédits budgétaires, 245, 247.

Implantation d'un bureau, 1643, 1646.

Projet de loi C-13, 1867, 1869.

Essence, hausses du prix, 830.

Fiscalité municipale:

1^{er} débat (question adressée au Premier ministre par le chef de l'Opposition), 315 (dérogation).

2^e débat (impact sur Montréal), 1047.

3^e débat (en lieu de taxes), 1073.

4^e débat, 1170, 1171.

5^e débat (surtaxes applicables aux baux non résidentiels). Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1223.

Fonctionnaire du ministère des Transports, activités, 270, 272.

Français à l'école Saint-Luc (Montréal). Avis, 1191, 1205. Débat tenu, 1206.

Fraude commise à l'UQTR, 718.

Groupe MIL, situation financière, 208, 209.

Huiles usées, brûlage et recyclage:

1^{er} débat, avis, 1541. Dérogation à l'article 309 du Règlement; Document n° 1359 déposé, 1542.

2^e débat, 1597, 1598.

Hydro-Québec:

Contrat de pose de tapis, 1653, 1654.

Contrats à risques partagés, 1170, 1171.

Propositions tarifaires, 191, 192.

Travaux illégalement effectués, 1643, 1646.

Industrie forestière, difficultés, 1482, 1483.

Jeux du Québec, candidature de la ville de Sherbrooke, 297, 299.

Logement social, coupures. Avis, 1587. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1589.

Négociations constitutionnelles, 718.

Négociations du GATT. Dérogation aux articles 308 et 309, 1851. Rappels, 1867, 1882. Débat reporté, 1868. Débat tenu, 1886.

Ogivar, activités de la compagnie. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1506.

Pont aérien à Kahnawake:

1^{er} débat, 727.

2^e débat, 745.

Préarrangements funéraires. Avis, 1587. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1589.

Projet de loi C-13 sur l'environnement, 1867, 1869.

Projet Grande-Baleine, 718.

Publicité dans le *New York Times* concernant la Baie James. Avis, 1514, 1523. Débat, 1525.

Radio-Québec:

Coupures budgétaires, 1073.

Fermeture du bureau régional de Saint-Omer. Avis, 297. Documents n°s 266, 267 déposés, 298.

Rapport Charest, clause de la société distincte. Demande jugée irrecevable (décision du Président), 446.

Rapport de la Commission des affaires sociales intitulé *Agir ensemble*, 335, 336.

Rapport du Vérificateur général, 805.

Récession économique au Québec. Avis, 845. Question de règlement soulevée; décision; débat tenu, 846.

Recyclage, financement, 1653, 1654.

Route du Nord, 751.

Routes 175 et 169 jusqu'à Chicoutimi—Jonquière, élargissement. Demande prise en délibéré, 1550. Décision de la présidence, 1555. Débat reporté, 1556. Débat tenu, 1568.

Sans-abri. Avis, 1507, 1514. Débat, 1516.

Scierie de Belleterre. Avis, 1541. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1542.

Scierie Produits Forestville. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1535.

Sécurité sur les chantiers de construction, 728.

Sidéens, gratuité des médicaments, 1565, 1569.

Ski, politique gouvernementale, 745.

Société des alcools, conflit, 805.

Soins hospitaliers en Outaouais, 830.

Subvention aux municipalités de Val-Morin et Val-David pour la construction d'une route. Avis, 1541. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1542.

Syndicat des constables spéciaux, négociations. Avis; débat reporté (dérogations), 1297. Débat tenu, 1308.

Taxation foncière, champ, 270, 272.

Taxe sur les livres et imprimés:
 1^{er} débat, 770.
 2^e débat, 804.

Télécommunications, partage des compétences, 245, 247.

TVQ sur les services, report:
 1^{er} débat, 1514, 1516.
 2^e débat. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1535.

Usine Catelli, fermeture, 191, 192.

Voirie régionale:
 Crédits budgétaires, 270, 272.
 Travaux dans le comté d'Abitibi-Ouest (réponse différée), 1170, 1171.

DÉBATS D'URGENCE

Conflit à la réserve mohawk de Saini-Régis. Demande jugée irrecevable (décision du Président), 344.

Négociations constitutionnelles. Demande jugée recevable (décision du Président); débat tenu, 489.

DÉBATS SPÉCIAUX

Commission plénière convoquée pour tenir un débat sur les compressions budgétaires du gouvernement; Document n° 198 déposé, 177.

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié l'opportunité de maintenir en vigueur ou de modifier la *Loi sur la fonction publique*. Ordre; débat; débat ajourné, 1004. Débat terminé, 1005.

Rapport de la Commission des institutions qui a tenu une consultation générale sur les orientations, les activités et la gestion du Protecteur du citoyen. Débat; débat ajourné, 1578. Débat terminé, 1588.

DÉCISIONS ET DIRECTIVES DU PRÉSIDENT

Amendements en vertu de l'article 252, recevabilité, 1357, 1425. (Voir *Journal des débats*, p. 9144, 9583)

Article 237 du Règlement, interprétation, 1063. (Voir *Journal des débats*, p. 7048, 7163)

Brochures et dépliants rendus publics par la CSST avant l'adoption d'un projet de loi, 110. (Voir *Journal des débats*, p. 3, 208, 543)

Bureau de l'Assemblée nationale, composition, 173. (Voir *Journal des débats*, p. 934)

Convocation d'une commission, avis jugé prématuré, 327. (Voir *Journal des débats*, p. 1897)

Débats de fin de séance:

À la suite d'une réponse différée, 1169. (Voir *Journal des débats*, p. 7998)

Demande faite un mercredi, 1555. (Voir *Journal des débats*, p. 10295)

Ministre remplacé, 846. (Voir *Journal des débats*, p. 5520)

Pendant l'étude des crédits, 446. (Voir *Journal des débats*, p. 2693)

Débats d'urgence:

Conflit à la réserve mohawk de Saint-Régis, 344. (Voir *Journal des débats*, p. 2231)

Négociations constitutionnelles, 489. (Voir *Journal des débats*, p. 2972)

Démission d'un député assortie d'un terme, 860. (Voir *Journal des débats*, p. 5657)

Geste répréhensible (projet de loi déchiré), 1747. (Voir *Journal des débats*, p. 11465)

Interventions portant sur un fait personnel:

Articles de journaux concernant le député de Gouin, 1324. (Voir *Journal des débats*, p. 8886)

Propos du député de La Fontaine concernant le député de Pointe-aux-Trembles rapportés dans une publication, 1649. (Voir *Journal des débats*, p. 10858)

Interventions portant sur un droit ou un privilège:

Annonce d'une nomination faite par le ministre délégué aux Forêts, 320. (Voir *Journal des débats*, p. 1775, 1842)

- Brochures et dépliants rendus publics par la CSST avant l'adoption d'un projet de loi. Le Président juge que cette question soulevée par le leader de l'opposition aurait dû en être une de privilège, 110. (Voir *Journal des débats*, p. 3, 208, 543)
- Bureau de l'Assemblée nationale, composition, 173. (Voir *Journal des débats*, p. 934)
- Campagne publicitaire sur une mesure fiscale non encore adoptée par l'Assemblée, 942. (Voir *Journal des débats*, p. 6410)
- Impossibilité pour le député de D'Arcy-McGee et pour le leader de l'Opposition de déposer certains documents dont le contenu est sub judice, 1116. (Voir *Journal des débats*, p. 7408, 7409)
- Mise en demeure reçue par le député de D'Arcy-McGee, 1126. (Voir *Journal des débats*, p. 7535)
- Nomination éventuelle à la Caisse de dépôt et placement, 456. (Voir *Journal des débats*, p. 2719)
- Signature de l'entente constitutionnelle du 9 juin 1990, 495. (Voir *Journal des débats*, p. 3019)
- Motion d'ajournement du débat sur une motion du mercredi, recevabilité, 1076. (Voir *Journal des débats*, p. 7236)
- Motions de censure:
- Recevabilité d'une motion proposée dans le cadre du débat sur le discours d'ouverture, 59, 68. (Voir *Journal des débats*, p. 239, 336)
 - Répartition des motions entre l'Opposition officielle et les députés indépendants, 562. (Voir *Journal des débats*, p. 3533)
- Motions de clôture:
- Convocation d'une réunion des leaders avant celle de la commission, 549. (Voir *Journal des débats*, p. 3447)
 - Droit de réplique, 1767. (Voir *Journal des débats*, p. 11623)
 - Motion jugée prématurée par l'Opposition, 923. (Voir *Journal des débats*, p. 6524)
 - Temps de parole, 538. (Voir *Journal des débats*, p. 3353)
- Motions de scission, recevabilité:
- Motion en vertu de l'article 97 du Règlement, 219. (Voir *Journal des débats*, p. 1205)
 - Projet de loi 89, 855. (Voir *Journal des débats*, p. 5612)
 - Projet de loi 108, 862. (Voir *Journal des débats*, p. 5685)
 - Projet de loi 110, 883. (Voir *Journal des débats*, p. 5893)
 - Projet de loi 145, 1304. (Voir *Journal des débats*, p. 8679)
 - Projet de loi 149, 1318. (Voir *Journal des débats*, p. 8847)
- Motion du gouvernement:
- Recevabilité d'un motion en vertu de l'article 146, 329. (Voir *Journal des débats*, p. 1905)
 - Retrait du *Feuilleton*, 378. (Voir *Journal des débats*, p. 2474)

Motions du mercredi:

Amendements, recevabilité, 229, 273, 279, 754, 833, 1148, 1663, 1873. (Voir *Journal des débats*, p. 1279, 1597, 1620, 4919, 5410, 7626, 10935, 12050)

Recevabilité d'une motion, 728. (Voir *Journal des débats*, p. 4746)

Motion mettant en cause la conduite d'une personne autre qu'un député, recevabilité, 1156. (Voir *Journal des débats*, p. 7696)

Obligation de voter. Question de règlement soulevée; Document n° 666 déposé, 757. Décision, 801. (Voir *Journal des débats*, p. 4936, 5172)

Pétition dont le contenu traite d'une question sub judice, 1115. (Voir *Journal des débats*, p. 7406)

Port d'épinglettes ou de macarons, 269. (Voir *Journal des débats*, p. 1513)

Projets de loi:

Irrecevabilité, 1775. (Voir *Journal des débats*, p. 11643)

Temps de parole (projet de loi d'intérêt privé), 1693. (Voir *Journal des débats*, p. 11110)

Questions et réponses orales:

Refus de répondre, 1885. (Voir *Journal des débats*, p. 12097)

Répartition, 107. (Voir *Journal des débats*, p. 488, 518)

Recommandation du lieutenant-gouverneur à l'étape de l'adoption du principe d'un projet de loi, 851. (Voir *Journal des débats*, p. 5537)

Retrait du *Feuilleton* d'une motion du gouvernement, 378. (Voir *Journal des débats*, p. 2474)

Réunion des leaders en vertu de l'article 249, recevabilité de la demande, 549. (Voir *Journal des débats*, p. 3447)

Sub judice:

Application de la règle, 1112. (Voir *Journal des débats*, p. 7387)

Pétition dont le contenu traite d'une question sub judice, 1115. (Voir *Journal des débats*, p. 7406)

DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

Non-ratification de l'entente du lac Meech, 643.

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

Immigration et intégration des nouveaux arrivants, énoncé de politique (Document n° 742), 858.

Industrie de la construction, réforme majeure à la suite de recommandations de la Commission Picard-Sexton, 1438.

Mesures concernant les productions cinématographiques et télévisuelles, le régime d'épargne-logement, les carburants utilisés par les exploitants de tourbières et les journaux distribués gratuitement (Document n° 832), 968.

Modifications à la loi et au règlement sur la sécurité du revenu. Ordre, 529. Déclaration, 533.

Partage des responsabilités Québec-Municipalités, modifications apportées. Dérogation aux articles 55 et 56 du Règlement, 1195.

Plan quinquennal d'amélioration de la productivité d'Hydro-Québec (Document n° 729), 827.

Pouvoirs en matière d'adaptation de la main-d'oeuvre et de formation professionnelle, rapatriement, 930.

Producteurs de copeaux provenant de la forêt privée, solution au problème, 165.

Productions cinématographiques et télévisuelles québécoises, maintien de la déduction fiscale (Document n° 147), 149.

Produits du tabac, identification, 1067.

Programme de crédit d'impôt pour la capitalisation des petites et moyennes entreprises (Document n° 1197), 1401.

Programme de rénovation d'immeubles locatifs, 463.

Rémunération dans le secteur public:

- Entente intervenue, 1125.
- Plafonnement provisoire et projet de loi annoncés, 1077.

Révision de la zone agricole, décision du gouvernement de donner suite au rapport Brière, 133.

Salaire minimum:

- Augmentation pour les employés à pourboire et les domestiques, 603.
- Hausse du taux général, 1438.

Taxe de vente du Québec (TVQ):

- Administration (Document n° 556), 648.
- Inscription des mandataires et harmonisation des taxes, 1221.
- Report de la phase II de la réforme (Document n° 1336), 1527.
- Taxe sur les livres, compensation, 827.

DÉMISSIONS

Assemblée nationale:

- M. René Serge Larouche, du caucus du Parti Libéral (Document n° 554), 647. Démission en tant que député d'Anjou, 1401.
- M. Yves Séguin, en tant que député de Montmorency. Directive de la présidence, 860. Lettre de démission déposée (Document n° 902), 1012.

DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SESSION

Discours d'ouverture prononcé par le Premier ministre, 21. Débat; motions de censure proposées, 23, 33, 41, 43, 46, 49, 50, 55, 59, 60, 63. Recevabilité d'une motion de censure soulevée, 49, 67. Décision du Président, 59, 68, Motions de censure mises aux voix; votes reportés, 68. Motions de censure rejetées (Votes n^{os} 2-14), 72-89.

DISCOURS SUR LE BUDGET

Voir **BUDGET**

DOCUMENTS DE LA SESSION

Voir **INDEX DES DOCUMENTS** (p. 1949)

ÉLECTIONS PARTIELLES

M. Jean Filion élu dans la circonscription électorale de Montmorency, 1459.

M. Pierre Bélanger élu dans la circonscription électorale d'Ajou, 1829.

FAIT PERSONNEL

Voir **INTERVENTIONS PORTANT SUR UN FAIT PERSONNEL**

HOMMAGE RENDU À UN DÉPUTÉ

Cérémonie à l'occasion du 35^e anniversaire de vie parlementaire du député de Bonaventure et ministre des Finances, M. Gérard D. Levesque, 1382.

HORAIRE DES SÉANCES DE L'ASSEMBLÉE

Heure de l'ajournement des travaux fixée (ordre), 1684.

Heure de la période des affaires courantes modifiée (ordre), 1796.

INTERPELLATIONS

Agriculture, orientations du gouvernement en matière agricole, 717.

Assurance automobile, perception et utilisation des contributions des assurés.

Ordre, 1160. Avis, 1296. Interpellation tenue en commission plénière, 1337.

Avenir de Montréal, 262.

Casinos, implantation, 1274.

Commission de la santé et de la sécurité du travail, 1587.

Décrochage scolaire, 1507.

Développement du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, 1533.

Développement régional, 235.

Fermeture d'entreprises, 1160, 1223.

Financement des arts au Québec, 314 (dérogation).

Financement des loisirs et des sports, 356.

Forêts, politiques du gouvernement, 792.

Habitation:

Politiques du gouvernement, 328. Interpellation reportée et tenue, 344 (dérogation). 2^e interpellation sur le même sujet, 824.

Situation, 1619.

Immigration, politiques gouvernementales, 743. Heure modifiée, 766.

Offres constitutionnelles du gouvernement fédéral, 1556. Ordre concernant le déroulement de l'interpellation; Document n° 1403 déposé, 1589, 1590.

Partage des responsabilités Québec-Municipalités, 1041.

Relance de l'économie et de l'emploi à Montréal, 685.

Relations internationales, 1643.

Santé et sécurité au travail, 766.

Sommet de la justice, 1859. Interpellation tenue malgré la clôture de la session, 1883.

Taxation foncière, utilisation, 207.

Transferts fiscaux fédéraux, évolution, 1140. Reportée, 1160. Interpellation tenue, 1190.

Valeurs mobilières, contrôle, 1160.

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE

Campagne publicitaire relative à une mesure fiscale non encore adoptée par l'Assemblée. Question soulevée par le leader de l'Opposition officielle et jugée irrecevable, 894, 942.

Communiqué du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science concernant le dégel des frais de scolarité. Intervention du leader de l'Opposition officielle, 157.

Composition du Bureau de l'Assemblée nationale. Question soulevée par le leader de l'Opposition officielle et jugée irrecevable, 135, 173.

Création d'une société avant l'adoption du projet de loi. Question soulevée par le leader de l'Opposition officielle et jugée irrecevable, 311, 320.

Déclaration du ministre des Transports en commission parlementaire. Questions soulevées par six députés et jugées recevables; explications du ministre permises, 545.

Dépôt de certains documents dont le contenu est sub judice. Questions soulevées par le leader de l'Opposition officielle et le député de D'Arcy-McGee et jugées irrecevables, 1115, 1116.

Mise en demeure transmise au député de D'Arcy-McGee dans l'exercice de ses fonctions. Question jugée recevable; intervention du député; motion annoncée, 1126.

Nomination éventuelle à la Caisse de dépôt et placement. Question soulevée par le leader de l'Opposition officielle et jugée irrecevable, 454, 456.

Paroles prononcées par le ministre délégué aux Transports, intervention de la députée de Johnson, 1548.

Signature de l'entente constitutionnelle du 9 juin 1990. Question soulevée par le leader de l'Opposition officielle et mettant en cause le Premier ministre et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes jugée irrecevable, 494.

INTERVENTIONS PORTANT SUR UN FAIT PERSONNEL

Accusations portées par le ministre délégué aux Transports. Intervention du député de Shefford, 545.

Accusations portées par les députés de Joliette et de Duplessis. Intervention de la députée de Vachon, 609.

Affirmation faite par le député de Jonquière relativement à des propos tenus à l'endroit de l'UMRCQ par le ministre des Affaires municipales à la station CKAC de Montréal. Intervention du ministre des Affaires municipales; transcription déposée (Document n° 377), 479.

Allégations de la députée de Chicoutimi. Intervention du député de D'Arcy-McGee; explications fournies par la députée de Chicoutimi, 591.

Allégations du ministre délégué aux Transports. Intervention du député de Duplessis; Document n° 533 déposé, 609.

Articles de journaux pouvant mettre en doute la crédibilité du député de Gouin. Demande jugée irrecevable, 1323, 1324.

Propos attribués au ministre des Affaires municipales. Intervention du ministre, 479.

Propos prêtés au député d'Abitibi-Ouest par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation lors de l'étude d'un projet de loi, 479.

Propos du député de La Fontaine concernant le député de Pointe-aux-Trembles rapportés dans une publication, demande du député de Pointe-aux-Trembles jugée irrecevable, 1649.

Remarques faites par le ministre des Affaires municipales à la station CJTR de Trois-Rivières, 325.

LEADER DU GOUVERNEMENT ET LEADERS ADJOINTS

M. Daniel Johnson et M. Roger Lefebvre nommés leaders adjoints du gouvernement (Document n° 50), 36.

M. Paul Philibert agit temporairement à titre de leader adjoint, 301.

M. Jean-Pierre Bélisle nommé leader adjoint du gouvernement (Document n° 599), 676.

LEADER DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET LEADER ADJOINT

M. Guy Chevette nommé leader de l'Opposition officielle (Document n° 32), 28.

M. François Gendron nommé leader adjoint (Document n° 32), 28.

MOMENT DE RECUEILLEMENT

Tragédie survenue à l'École polytechnique de Montréal. Minute de silence observée, 70. Condoléances offertes aux familles et amis des victimes, 71. Moment de recueillement consacré à la mémoire des victimes, 878.

MOTION D'AJOURNEMENT DE L'ASSEMBLÉE

Débat; motion adoptée, 1042 (maj.); 1558 (Vote n° 197); 1725 (Vote n° 209); 1837 (Vote n° 222).

MOTIONS D'AJOURNEMENT DU DÉBAT

Motion de clôture (projet de loi 170). Débat; motion rejetée (Vote n° 211), 1766.

Motion du mercredi (drapeau). Débat; question de règlement soulevée; décision de la présidence; débat terminé; motion adoptée (Vote n° 136), 1075, 1076.

Projet de loi 22 (allocations d'aide aux familles). Débat sur le rapport de la CAS; motion rendue caduque par l'ajournement de l'Assemblée, 387.

Projet de loi 50 (Régie de l'assurance automobile). Débat sur la motion de scission, 509. Motion rejetée (Vote n° 67), 510. Débat sur la motion de report, 512. Motion rejetée (Vote n° 69), 513. Débat sur la motion de clôture; motion rejetée (Vote n° 79), 561. Débat sur le rapport de la CAE; motion rejetée (Vote n° 93), 598.

Projet de loi 60 (Société québécoise de récupération et de recyclage). Débat sur l'adoption du principe, 522. Motion rejetée (Vote n° 72), 523.

Projet de loi 69 (instruction publique). Débat sur le rapport de la CE; motion rejetée (Vote n° 81), 564.

Projet de loi 75 (heures d'admission des établissements). Débat sur la motion de clôture; motion retirée, 550.

Projet de loi 77 (droits sur les mines). Débat sur la motion de report; motion retirée, 568.

Projet de loi 86 (Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche). Débat sur l'adoption du rapport de la CBA, 985; motion rejetée (Vote n° 131), 986.

Projet de loi 89 (impôt sur la vente en détail). Débat sur la motion de report; motion rejetée (Vote n° 114), 853.

Projet de loi 107 (ministère du Revenu et impôts). Débat sur la motion d'adoption du principe; motion rejetée (Vote n° 123), 925.

Projet de loi 145 (finances municipales). Débat sur la motion de report (Vote n° 164), 1275. Débat sur la motion de scission (Vote n° 168), 1305.

MOTIONS DE CENSURE (Art. 304 du Règlement)

Absence de politique claire sur le plan constitutionnel et de mesures visant à améliorer la qualité de vie des Québécois. Débat; vote reporté, 1759. Motion rejetée (Vote n° 210), 1763.

Attitude du gouvernement dans le dossier de la CECM relatif à la langue. Décision du Président sur la répartition des motions entre l'Opposition et les députés indépendants, 562. Débat; motion rejetée (Vote n° 85), 578.

Conflit armé à Oka, Kanesatake et Kahnawake. Débat; vote reporté, 686. Motion rejetée (Vote n° 99), 692.

Incurie du gouvernement à mettre en place une politique économique assurant un niveau d'emploi suffisant. Débat; vote reporté, 208. Motion rejetée (Vote n° 21), 213.

Non-respect d'une motion adoptée le 5 avril enjoignant le gouvernement de rejeter tout amendement à l'accord du lac Meech. Ordre, 529. Débat; débat terminé, 532. Motion rejetée (Vote n° 73), 533.

Refus du gouvernement de prendre ses responsabilités face à la récession économique. Débat, 1291. Reprise du débat, 1296. Vote reporté, 1297. Motion rejetée (Vote n° 167), 1303.

MOTIONS DE CLÔTURE

Projet de loi 50 (Régie de l'assurance automobile). Réunion des leaders, 546. Aucun accord conclu; motion proposée, 547. Décision du Président, 549. Débat; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 79); motion de clôture adoptée (Vote n° 80), 560-563. Rapport de la CAE déposé (Document n° 474), 573.

Projet de loi 69 (instruction publique). Réunion des leaders; aucun accord conclu; motion proposée, 525. Débat; question de règlement; décision du Président; motion adoptée (Vote n° 75), 537-539. Rapport de la CE déposé (Document n° 439), 543.

Projet de loi 75 (heures d'admission des établissements). Réunion des leaders; aucun accord conclu; motion proposée, 537. Débat; motion d'ajournement du débat retirée; motion adoptée (Vote n° 76), 549-551. Rapport de la CET déposé (Document n° 453), 554.

Projet de loi 89 (impôt sur la vente en détail). Réunion des leaders, 896. Aucun accord conclu; motion proposée, 899. Débat; motion adoptée (Vote n° 121), 910. Rapport de la CBA déposé (Document n° 788), 917.

Projet de loi 109 (Caisse de dépôt et de placement). Réunion des leaders, 922. Aucun accord conclu; motion proposée; question de règlement; directive du Président, 923. Débat, 929. Motion adoptée (Vote n° 125), 934. Rapport de la CBA déposé (Document n° 802), 949.

Projet de loi 145 (finances municipales). Réunion des leaders; aucun accord conclu; motion proposée, 1364. Débat, 1370. Motion adoptée (Vote n° 172), 1374. Rapport de la CAE déposé (Document n° 1180), 1378.

Projet de loi 170 (taxe de vente). Réunion des leaders, 1752. Motion proposée, 1755. Débat; motion d'ajournement rejetée (Vote n° 211); directive de la présidence; motion adoptée (Vote n° 212), 1765-1768. Rapport de la CBA déposé (Document n° 1546), 1772.

MOTIONS DE MISE AUX VOIX IMMÉDIATE

Adoption du principe du projet de loi 193, Loi rétablissant l'ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux. Motion rejetée (Vote n° 163), 1266.

MOTIONS DE REPORT

Projet de loi 5 (finances des municipalités), 112, 113 (Vote n° 17).

Projet de loi 14 (accidents du travail), 116, 126.

Projet de loi 25 (aide financière aux étudiants), 220, 246 (Vote n° 25).

Projet de loi 26 (ministère des Transports), 226, 241 (Vote n° 24).

Projet de loi 50 (Régie de l'assurance automobile), 513 (Vote n° 69).

Projet de loi 75 (heures et jours d'admission dans les établissements commerciaux), 499, 500 (Vote n° 65).

Projet de loi 77 (droits sur les mines), 568, 569.

Projet de loi 89 (impôt sur la vente en détail), 852, 854 (Vote n° 115).

Projet de loi 97 (normes du travail), 814, 817 (Vote n° 111).

Projet de loi 107 (ministère du Revenu et impôts), 926, 927.

Projet de loi 145 (finances municipales), 1274, 1275 (Vote n° 165).

Projet de loi 404 (conditions de travail des Membres de l'Assemblée nationale), 1777, 1778 (Vote n° 213).

MOTIONS DE RETRAIT

Motion retirée du *Feuilleton*, 669, 1566.

Projets de loi retirés du *Feuilleton*, 1007, 1008, 1455.

MOTIONS DE SCISSION

Motion du mercredi, 199-201, 219, 224-227.

Projet de loi 50 (Régie de l'assurance automobile), 509, 511 (Vote n° 68).

Projet de loi 89 (impôt sur la vente en détail), 855.

Projet de loi 108 (Code de la sécurité routière), 861 (Vote n° 116).

Projet de loi 110 (organismes intermunicipaux de l'Outaouais), 883.

Projet de loi 145 (finances municipales), 1289, 1307 (Vote n° 169).

Projet de loi 149 (plafonnement de la rémunération), 1317.

MOTIONS DE SUSPENSION DES RÈGLES

Jeudi 7 décembre 1989: Adoption du projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier, 92. Motion adoptée (Vote n° 15), 94.

Jeudi 3 mai 1990: Adoption du projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, 349. Motion adoptée (Vote n° 33), 352.

Jeudi 17 mai 1990: Adoption d'une motion du gouvernement (a. 146), 432. Motion adoptée (Vote n° 61), 434.

Jeudi 18 avril 1991: Adoption du projet de loi 132, Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manœuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf. Motion adoptée (Vote n° 137), 1119.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT (avec préavis au *Feuilleton*)

Convocations de la Commission de l'économie et du travail avec les mandats suivants:

Consultation générale en vue d'apporter des modifications à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements d'affaires des établissements commerciaux*. Débat; motion adoptée (Vote n° 18), 115.

Modifications à apporter au décret de la construction. Avis de convocation jugé prématuré (décision du Président), 327. Motion proposée; question de règlement soulevée; motion jugée recevable (décision du Président); débat; débat ajourné, 328-330. Question de règlement soulevée concernant le retrait de la motion du *Feuilleton*, 349. Décision du Président, 378.

Modifications à apporter au décret de la construction. Motion de suspension des règles proposée, 432. Motion adoptée (Vote n° 61), 434. Motion princ. adoptée (maj.), 436.

MOTIONS DU MERCREDI

Voir AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

MOTION METTANT EN CAUSE LA CONDUITE D'UNE PERSONNE AUTRE QU'UN DÉPUTÉ

Intervention du député de D'Arcy-McGee; motion annoncée, 1126. Décision de la présidence; correction de forme apportée; débat; motion convoquant la CAN proposée; débat sur la motion convoquant la CAN ajourné, 1155-1157. Débat terminé; motion convoquant la CAN rejetée (Vote n°143); reprise du débat sur la motion initiale; motion rejetée, 1161-1163.

MOTIONS SANS PRÉAVIS [Art. 84(2) du Règlement]

Accord du GATT, motion conjointe relative à la clarification de l'article XI 2(c), 99. Motion adoptée à l'unanimité, 100.

ADISQ, félicitations aux gagnants des Félix, 693, 1480.

Amnistie Internationale, 30^e anniversaire, 1281.

Appel lancé au peuple français par le général de Gaulle, 50^e anniversaire (ordre), 558.

Arcand, Denys, félicitations pour les treize Génie, 234.

Aristide, M. Jean-Bertrand, félicitations au nouveau président, 977. Exil du président dénoncé, 1481. Rétablissement dans ses fonctions, 1744.

Baudoin 1^{er}, roi de Belgique, 40^e anniversaire de son règne, 1618.

Boutros-Ghali, M. Boutros, félicitations au nouveau Secrétaire général des Nations-Unies. 1692.

Caisse de dépôt et placement du Québec, 25^e anniversaire, 1512.

Campagne annuelle de prévention des incendies (1991), travail des intervenants soulignés, 1481.

Campeau, M. Jean, hommage rendu, 627.

Championnats d'orthographe et de langue française, félicitations à Pascale Lefrançois, 828.

Charte des droits et libertés de la personne, anniversaire, 1751.

Chiasson, M. Normand, condoléances à la famille, 1450.

Chili, félicitations au président élu, M. Patricio Aylwin, 176. Appui à l'Association des familles des détenus et disparus du Chili, 1215.

Communauté juive hassidique d'Outremont, condamnation des actes racistes, 742.

Communauté juive internationale, sentiments d'indignation exprimés à la suite de la profanation de cimetières, 395.

Conseils municipaux, félicitations aux élus, 748, 1564.

Conseils scolaires, félicitations aux commissaires élus et remerciements à tous les candidats et aux personnes qui se sont retirées, 800.

Coopération franco-québécoise, 25^e anniversaire, 439.

Cresson, Mme Édith, félicitations au nouveau premier ministre de la France, 1223.
Débarquement des forces alliées en Normandie, anniversaire, 474.
Déclaration sur les relations interethniques et interraciales, anniversaire, 122, 1722.
Déclaration universelle des droits de l'homme, anniversaire, 108, 895, 1723.
Delage, M^e Gérard, hommage rendu à un artisan de l'industrie touristique; Document n° 1108 déposé, 1280.
Descary, M. Guy, condoléances, 1651.
Desrosiers, M. Jean-Louis, condoléances, 1092.
Dion, abbé Gérard, condoléances à la famille, 761.
Directeur général des élections, mission en Haïti confiée à M. Pierre F. Côté, 331.
Droit de vote des Québécoises, 50^e anniversaire; motion mise aux voix; vote reporté, 322. Motion adoptée (Vote n° 31), 326.
Duceppe, M. Jean, condoléances à la famille, 889.
Ducharme, Réjean, félicitations pour le premier prix de littérature Gilles-Corbeil, 684.
Duchesnay, Paul et Isabelle, félicitations pour la médaille d'or obtenue aux Championnats du monde de patinage artistique, 1063.
Europe de l'Est, solidarité et vœux exprimés aux peuples de l'-, 55.
Fête des travailleurs, 333, 1152.
Fête nationale des Québécois, 626, 1451.
Forces armées canadiennes dans le golfe Persique, courage et dévouement soulignés, 1045.
Gala de l'Athlète, félicitations aux personnes honorées, 872.
Gandhi, Rajiv, profonde tristesse exprimée à la suite de son assassinat, 1268.
Gémeaux, félicitations aux gagnants, 961, 1774.
Génocide arménien, 75^e anniversaire, 313. 76^e anniversaire, 1133.
Giroux, Roland, condoléances, 1564.
Haïti, mission confiée au Directeur général des élections, 331. Félicitations au nouveau président, M. Jean-Bertrand Aristide, 977. Exil du président dénoncé, 1481. Rétablissement du président dans ses fonctions, 1744.
Hatfield, honorable Richard, hommage rendu à la mémoire de l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, 1146.
Hockey féminin, félicitations aux premières lauréates du titre mondial, 261.
Iran, sympathie au peuple iranien, victime d'un séisme, 627.
Jeux du Québec, Centre-Mauricie, 26^e finale, 1062.
Jeux olympiques d'hiver à Albertville, France, félicitations aux participants, 1852.
Jour du Souvenir, 765, 1586.
Jour national des autochtones. Ordre; motion adoptée (Vote n° 95), 611. Motion adoptée, 1451.
Journée contre la violence faite aux femmes, 1716.
Journée de la francophonie, 1056, 1881.
Journée de la terre, 313, 1129.
Journée des musées, 447.
Journée des Patriotes, 32, 792, 1631.

Journée internationale des femmes, motion mise aux voix; vote reporté, 189.
 Motion adoptée (Vote n° 20), 197. Motion adoptée, 1018. Motion adoptée, 1849-1851.

Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, 222 (ordre); 1061, 1882.

Journée mondiale de l'alimentation, 1492.

Journée mondiale de lutte contre le SIDA, 40, 845, 1676.

Journée mondiale des droits des consommateurs, 1040, 1859.

Journée nationale du drapeau, 448.

Laberge, M. Louis, hommage rendu, 1110.

Labrèche, Gaétan, condoléances, 838.

Laforest, M. Yves, félicitations pour avoir escaladé le mont Everest, 1281.

Léger, cardinal Paul-Émile, condoléances, 1607.

Lemelin, M. Roger, condoléances, 1865.

Lemieux, Jean-Paul, hommage rendu, 895.

Le Nadine et Le Bout de la Ligne, condoléances aux familles des naufragés, 977.

LeSauter, M. Tony, travail exceptionnel souligné, 1452.

Lithuanie, levée des sanctions soviétiques, 343.

MacLennan, Hugh, hommage rendu, 766.

Maires et conseillers municipaux, félicitations à tous les candidats, 748, 1564.

Maison Revivre, hommage rendu à la fondatrice, 1259.

Mandela, M. Nelson, passage à Montréal souligné, 576 (ordre).

Mercredi, M. Ovide, félicitations pour son élection à titre de chef de l'Assemblée des Premières Nations, 1356.

Mérite sportif québécois, félicitations aux personnes honorées, 872.

Meunier, Mme Marie, félicitations pour son élection à la présidence du Comité exécutif de l'UNESCO, 1595.

Ministère des Affaires culturelles, 30^e anniversaire, 1062.

Ministère des Communications, 20^e anniversaire, 129.

Mitterand, François, 10^e anniversaire de son élection, 1188.

Mois de la qualité, 1494.

Mois de l'environnement, 333, 1145.

Mont Everest, félicitations à M. Yves Laforest, 1281.

Mouvement Desjardins, 90^e anniversaire, 879.

Nelligan, Émile, 50^e anniversaire de sa mort, 1623.

Opération Nez rouge, anniversaire, 889. Journée nationale soulignée, 1764.

Ordre des architectes, centenaire, 456.

Ordre des francophones d'Amérique, félicitations aux récipiendaires, 742.

Patriote de l'année, félicitations à M. Serge Turgeon, 859.

Patriotes de 1837-1838, anniversaire des événements, 32, 792, 1631.

Pearl Harbor, 50^e anniversaire du bombardement, 1705.

Pérez de Cuéllar, M. Javier, départ du Secrétaire général des Nations Unies, 1692.

Prix 3-juillet-1608, félicitations aux récipiendaires, 742.

Prix Droits et Libertés, félicitations à l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et des préretraités, 960.

Prix du fair-play international Pierre-de-Coubertin, félicitations à M. Gerry Breton et à la Fédération de crosse du Québec, 782.

Prix du fair-play international 1991, félicitations à la Fédération québécoise de hockey sur glace, 1493.

Prix du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, félicitations aux lauréats, 1624.

Prix du Multiculturalisme, félicitations à Radio-Québec, 961.

Prix du Québec, félicitations aux récipiendaires, 734, 1494.

Projet de loi C-13 sur l'environnement, opposition (dérogation à l'article 185), 1881.

Quenneville, M. Robert, condoléances, 54.

Quinzaine des sciences, 1494.

Radio-Canada, réouverture des stations de Rimouski, Matane et Sept-Îles (Document n° 829), 960.

Radio-Québec, félicitations aux gagnants des Gêmeaux et à-, 961.

Raid international de motoneige Harricana, félicitations aux gagnants, 214. Félicitations à l'équipe de Saint-Félicien, 1030. Félicitations à l'équipe du Saguenay—Lac-Saint-Jean, 1860.

Réfugiés kurdes, aide humanitaire réclamée, 1105.

Régie des rentes, 25^e anniversaire, 879.

Rocard, Michel, travail souligné, 1223.

Saint-Amable, félicitations à l'ensemble des intervenants et à la population, 439.

Sakharov, Andreï, hommage rendu, 156.

Sammi Atlas, félicitations aux partenaires syndicaux, patronaux et gouvernementaux; amend. rejeté; motion adoptée, 1100.

Samson, Mme Colette, hommage rendu à la fondatrice de la Maison Revivre, 1259.

Seconde Guerre mondiale, 45^e anniversaire, 360.

Semaine de la chanson d'ici, 461.

Semaine de l'action bénévole, 313, 1139.

Semaine de l'Âge d'or, 1259.

Semaine de l'arbre et des forêts, 343, 1152.

Semaine de la conservation de la faune, 261, 1093.

Semaine de la municipalité, 465.

Semaine de la non-violence, 1797.

Semaine de la PME, 1512.

Semaine de la police, 429.

Semaine de la prévention du crime, 761, 1565.

Semaine de la santé et de la sécurité au travail, 669, 1513.

Semaine de la sécurité dans le transport scolaire, 1642.

Semaine des garderies, 377, 1198.

Semaine du don d'organes, 1140.

Semaine du français, 1113, 1880.

Semaine interculturelle nationale. Amend. proposé; amend. rejeté; motion adoptée, 724. Amend. proposé; amend. retiré; motion adoptée, 1099.

Semaine nationale des consommateurs, 312, 1129.

Semaine nationale du tourisme, 1215.

Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées, 1288.
Semaine Québec-Canada en forme, 448, 1281.
Semaine québécoise de l'alphabétisation, 1521.
Semaine québécoise de la vie animale, 1532, 1534.
Semaine québécoise de sensibilisation à la prévention de l'usage et de l'abus des drogues, 813, 1624.
Sœur Marguerite d'Youville, canonisation, 920.
Sommet des grandes villes à Montréal, tenue de la 3^e rencontre internationale, 1482.
Thatcher, Mme Margaret, félicitations, 824.
Villeneuve, Arthur, condoléances, 440.
Watson, M. John, condoléances à la famille, 1450.

Motions non débattues faute de consentement, 89, 1668 (M. Baril); 189, 312, 479, 685, 773, 1260, 1379, 1566, 1722 (M. Brassard); 327 (Mme Carrier-Perreault et MM. Boisclair, Boulerice, Libman); 474 (M. Garon); 479 (MM. Boisclair et Brassard); 680 (M. Holden); 684 (M. Pagé, leader du gouvernement); 685 (M. Libman); 734, 839 (M. Cameron); 782 (M. Bourdon); 872 (M. Boulerice); 1116 (M. Chevrette, leader de l'Opposition); 1215 (M. Gendron); 1268 (Mme Blackburn); 1296, 1668 (M. Picotte, ministre responsable du Développement régional); 1836 (Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine); 1836 (M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche).

NOMINATIONS PAR RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE

Commission d'accès à l'information

- M. Paul-André Comeau nommé président. Motion rejetée (Vote n° 102), 716. Motion adoptée (Vote n° 103), 723.
- M. Pierre Cyr nommé membre; traitement de Mmes Thérèse Giroux et Caroline Lynne Wallace fixé (Document n° 932), 1027. Motion adoptée (Vote n° 134), 1028.

Commission des droits de la personne

- M. Yves Lafontaine nommé président. Motion adoptée (Vote n° 178), 1408.
- M. Nicolas De Kovachich nommé vice-président. Motion adoptée (Vote n° 179), 1410.
- MM. Sébastien Allard, Henri Massé, Fo Niemi, Claude Filion et Mme Coleen Sheppard nommés membres à temps partiel (Votes n^{os} 180-183, 188), 1411-1415, 1421.
- M. Georges A. Carrier et Mmes Bibiane Courtois, Nicole Duplé et Geneviève Hector, membres dont le mandat est renouvelé (Votes n^{os} 184-187), 1417-1421.

Institut de recherche et d'information sur la rémunération

Mme Nicole P. Gendreau nommée présidente (Vote n° 91), 592.

Mme Hélène Wavroch, nommée vice-présidente (Vote n° 91), 592.

M. Louison Ross, nommé vice-président (Vote n° 91), 592.

Protecteur du citoyen

M^e Daniel Jacoby (Voir *Procès-verbaux 1985-1987*, p. 1015). Traitement fixé (Vote n° 19), 171.

Vérificateur général

M. Guy Breton désigné pour assurer l'intérim (Document n° 1252), 1463;

M. Breton nommé Vérificateur général (Vote n° 219), 1795.

PRÉSIDENT DU CAUCUS DU PARTI LIBÉRAL

M. Marcel Parent nommé président du caucus du Parti Libéral (Document n° 50), 36.

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET VICE-PRÉSIDENTS, ÉLECTION

M. Jean-Pierre Saintonge (Président), 5.

M. Lawrence Cannon (vice-président), 5.

M. Michel Bissonnet (vice-président), 5.

M. Roger Lefebvre (vice-président), 661.

PROJETS DE LOI

Voir INDEX DES PROJETS DE LOI (p. 2033)

QUESTIONS DE FAIT PERSONNEL

Voir INTERVENTIONS PORTANT SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS DE PRIVILÈGE

Voir INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT
OU DE PRIVILÈGE

QUESTIONS ÉCRITES ET RÉPONSES

Adoption internationale:

Nombre d'adoptions réalisées en 1990. Réponse, 971. (Document n° 853)

Âge d'or:

Subventions octroyées par le MLCP aux conseils régionaux. Réponse, 916. (Document n° 784)

Aide de l'État accordée en vertu de l'article 25 de la *Loi sur la sécurité du revenu*:

Nombre de bénéficiaires. Réponse, 1177. (Document n° 1065)

Aide financière aux étudiants:

Nombre de demandes. Réponse, 971. (Document n° 854)

Approvisionnement et aménagement forestier:

Contrats signés pour l'unité de gestion numéro 71 du ministère de l'Énergie et des Ressources. Réponse, 473. (Document n° 372)

Asphalte Beaver:

Réclamation additionnelle pour la construction de certains tronçons du boulevard Ville-Marie. Réponse, 1096. (Document n° 997)

Autoroute 30:

Soumissions faites et contrats accordés pour certains travaux. Réponse, 1096. (Document n° 998)

Caisse de dépôt et placement:

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponse, 1025. (Document n° 924)

Centre de recherche industrielle (CRIQ):

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponses, 1053, 1604. (Documents n°s 954, 1410)

Centre de ski du Pin Rouge:

Approbation du MLCP pour la création de la servitude de passage pour l'approvisionnement en eau. Réponse, 1844. (Document n° 1630)

Contenu des polices d'assurance en vue de l'aménagement du centre de ski. Réponse, 1801. (Document n° 1582)

Centre d'orientation et de formation des immigrants (COFI):

Nombre d'inscriptions et de bénéficiaires. Réponse, 1177. (Document n° 1060)

Centres d'accueil:

Places créées depuis 1985. Réponse, 971. (Document n° 848)

Nombre de personnes âgées. Réponse, 971. (Document n° 849)

Nombre de centres qui ont reçu une aide financière en 1990. Réponse, 971. (Document n° 851)

Centres d'excellence:

Montant alloué aux universités et centres de recherche. Réponse, 222. (Document n° 231)

Comités d'adaptation de la main-d'oeuvre (CAMO):

Programmes de financement. Réponse, 1178. (Document n° 1067)

Commission de la santé et de la sécurité du travail:

Nombre de personnes en attente d'une première évaluation. Réponse, 915. (Document n° 782)

Nombre de demandes de révision. Réponse, 916. (Document n° 783)

Commission de protection du territoire agricole:

Décisions portées devant le tribunal d'appel. Réponse, 972. (Document n° 855)

Demandes provenant du comté de Portneuf. Réponse, 305. (Document n° 277)

Commission des droits de la personne:

Nombre de plaintes relatives à l'équité salariale. Réponse, 780. (Document n° 686)

Commission des valeurs mobilières:

Dossiers d'enquête actuellement ouverts. Réponse, 1845. (Document n° 1631)

Commission scolaires:

Nombre de professionnels non enseignants. Réponse, 1629. (Document n° 1436)

Conseil permanent de la jeunesse:

Identité des personnes qui procèdent au tri des candidatures relatives au nouveau collège électoral. Réponse, 867. (Document n° 745)

Crise autochtone:

Coût de la médiation du juge Alan B. Gold. Réponse, 1026. (Document n° 927)

Coût de la présence de l'armée canadienne. Réponse, 1026. (Document n° 929)

Nombre de séances du comité gouvernemental de crise. Réponse, 1026. (Document n° 928)

Déroptions à l'âge d'admission:

En 1989-1990. Réponse, 221. (Document n° 229)

En 1990-1991. Réponse, 997. (Document n° 879)

Droits et permis, revenus perçus par les ministères et organismes sous leur autorité:

- Affaires culturelles. Réponse, 1519. (Document n° 1331)
- Affaires municipales. Réponse, 1547. (Document n° 1364)
- Agriculture, Pêcheries et Alimentation. Réponse, 1518. (Document n° 1329)
- Communautés culturelles et Immigration. Réponse, 1547. (Document n° 1365)
- Conseil exécutif. Réponse, 1519. (Document n° 1332)
- Justice. Réponse, 1801. (Document n° 1581)
- Loisir, Chasse et Pêche. Réponse, 1574. (Document n° 1390)
- Santé et Services sociaux. Réponse, 1604. (Document n° 1409)
- Sécurité publique. Réponse, 1547. (Document n° 1363)
- Travail. Réponse, 1547. (Document n° 1362)

Éducation des adultes:

- Enveloppe consentie aux activités de formation. Réponse, 997. (Document n° 880)

Entente Canada-Québec sur la formation en établissement:

- Planification des achats directs de formation. Réponse, 1177. (Document n° 1063)
- Répartition des budgets et des dépenses. Réponse, 1177. (Document n° 1062)

Entente Canada-Québec sur la planification de l'emploi:

- Planification des achats de formation sur mesure. Réponse, 1177. (Document n° 1064)

Entente Canada-Québec sur le développement économique:

- Projets ayant fait l'objet d'aide financière. Réponse, 304. (Document n° 272)

Ententes-cadres signées lors de sommets économiques:

- Projets ayant fait l'objet d'aide financière. Réponse, 304. (Document n° 271)

Ententes intermunicipales:

- Ententes ayant reçu l'approbation du ministre des Affaires municipales. Réponse, 1743. (Document n° 1522)

Environnement:

- Dépotoirs exploités à ce jour. Réponse, 997. (Document n° 883)
- Effectifs et budget concernant les directions régionales du ministère. Réponse, 531. (Document n° 427)
- Industries participant au programme de réduction des rejets industriels. Réponse, 997. (Document n° 884)
- Lieux d'enfouissement sanitaire autorisés par le ministère. Réponse, 997. (Document n° 882)
- Poursuites intentées par le ministère. Réponse, 997. (Document n° 881)

Établissements du réseau de la santé et des services sociaux:

Sanctions prises à la suite d'enquêtes. Réponse, 834. (Document n° 731)

Nombre d'établissements reconnus en vertu de l'article 113f de la *Charte de la langue française* n'ayant pas encore de plan d'accessibilité. Réponse, 834. (Document n° 732)

Faune:

Coût de la brochure intitulée: *Les activités reliées à la faune au Québec*. Réponse, 1845. (Document n° 1632)

Fermetures d'usines et mises à pied:

Nombre. Réponse, 809. (Document n° 712)

Fiscalité municipale:

Étude portant sur l'article 65.1 de la Loi. Réponse, 304. (Document n° 273)

Fonction publique:

Nombre de personnes de moins de trente ans embauchées depuis 1985. Réponse, 867. (Document n° 747)

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels:

Avis juridiques demandés depuis sa création. Réponse, 1574. (Document n° 1389)

Gestion et financement. Réponse, 1573. (Document n° 1387)

Subventions et budgets alloués. Réponse, 1574. (Document n° 1388)

Fontaine, M. Serge:

Contrat accordé. Réponse, 1518. (Document n° 1328)

Forêts:

Renseignements concernant la régénération des aires forestières. Réponse, 274. (Document n° 255)

Garderies:

Liste concernant des projets en matière de garde d'enfants. Réponse, 195. (Document n° 209)

Groupe de travail sur l'usine Alex Couture Inc.:

Renseignements concernant les personnes désignées par les ministères concernés. Réponse, 1026. (Document n° 930)

Hébergement et déplacement des personnes handicapées:

Budget pour 1990-1991. Réponse, 971. (Document n° 852)

HLM:

- Liste d'attente et nombre de baux renouvelés depuis la mise en application du règlement sur l'attribution des logements à loyer modique. Réponse, 1079. (Document n° 975)
- Nombre de logements administrés par les Offices municipaux du Québec depuis la mise en vigueur du règlement sur les conditions de location. Réponse, 1079. (Document n° 974)
- Programmation des logements à loyer modique pour 1989-1990. Réponse, 305. (Document n° 275)
- Projets autorisés et mises en chantier dans le cadre du programme de logements à loyer modique. Réponse, 1079. (Document n° 979)

Jeunesse:

- Identité des répondants pour chacun des ministères ou organismes. Réponse, 867. (Document n° 746)

Laval:

- Immeubles vendus par le ministère des Transports. Réponse, 1096 (Document n° 999)
- Terrain vendu par le ministère des Transports au Club de Golf Islesmere. Réponse, 1096. (Document n° 1000)

Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux:

- Nombre d'inspections, de poursuites et de condamnations depuis l'entrée en vigueur de la loi. Réponse, 1053. (Document n° 957)

Lois ou articles non encore en vigueur:

- Liste. Réponse, 472. (Document n° 371)

Maintien à domicile des personnes âgées:

- Budget consacré en 1990-1991. Réponse, 971. (Document n° 850)

Maternelle:

- Liste des commissions scolaires offrant un service transport à leurs élèves. Réponse, 1026. (Document n° 931)

Mise en valeur et protection de la faune:

- Ententes Canada-Québec intervenues depuis 1985. Réponse, 916. (Document n° 786)

Office des professions:

- Nombre de plaintes reçues. Réponse, 868. (Document n° 749)

Office de planification et de développement:

- Répartition des crédits budgétaires transférés à des ministères. Réponse, 1026. (Document n° 926)

Pascal inc.:

Nombre de rencontres entre le MICT et les divers intervenants dans le dossier de la faillite de-. Réponse, 1629. (Document n° 1435)

Patrimoine familial:

Nombre de personnes qui se sont prévaluées de leur droit de renonciation. Réponse, 780. (Document n° 687)

Phoques du lac des Loups Marins:

Contenu de l'étude portant sur les-. Réponse, 1801. (Document n° 1583)

Programme d'accès à l'égalité:

Résultats. Réponse, 1267. (Document n° 1097)

Programme d'adaptation de la main-d'oeuvre:

Liste des comités d'adaptation de la main-d'oeuvre. Réponse, 1178. (Document n° 1067)

Programme d'aide à l'amélioration de la gestion des fumiers:

Budget et nombre de demandes. Réponse, 531. (Document n° 427)

Programme d'aide à l'intégration en emploi (PAIE):

Nombre de demandes d'information reçues des employeurs. Réponse, 1178. (Document n° 1069)

Programme d'aide à la mise de fonds administré par la SHQ:

Nombre de bénéficiaires. Réponse, 1079. (Document n° 976)

Programme d'aide à la restauration Canada-Québec:

Sommes dépensées en 1989-1990. Réponse, 304. (Document n° 274)

Programme d'aide au développement des équipements de loisir (PADEL):-

Subventions accordées depuis 1985. Réponse, 916. (Document n° 785)

Programme d'aide aux immigrants investisseurs:

Nombre d'investissements réalisés et de visas accordés. Réponse, 1177. (Document n° 1061)

Programme d'aide aux travailleurs âgés (PATA):

Demandes d'aide acceptées et refusées. Réponse, 1178. (Document n° 1068)

Programme d'assainissement des eaux (volets industriel et urbain):

Relevé des investissements. Réponse, 531. (Document n° 427)

Programme de crédits d'impôt:

Demandes d'enregistrement des sociétés de formation. Réponse, 1177.
(Document n° 1066)

Programme de logement sans but lucratif privé:

Nombre d'unités accordées dans le volet "logements spéciaux". Réponse, 1079.
(Document n° 978)

Programme "Projets spéciaux de garde estivale":

Nombre de demandes de subventions. Réponse, 834. (Document n° 734)

Projets d'immobilisations du ministère de l'Éducation:

Liste. Réponse, 222. (Document n° 230)

Publicité touristique:

Budget du ministère du Tourisme accordé aux réseaux médiatiques francophone et anglophone. Réponse, 730. (Document n° 638)

Recherche et développement:

Coût annuel des mesures fiscales. Réponse, 221. (Document n° 228)

Régie de l'assurance-maladie du Québec:

Location des bureaux à Montréal et à Québec. Réponse, 1604. (Document n° 1408)

Régie des installations olympiques:

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponse, 454. (Document n° 362)

Régie du logement:

Nombre de fermetures de bureaux régionaux. Réponse, 1054. (Document n° 958)

Résidence Sorel-Tracy inc.:

Sommes versées par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Réponse, 1604. (Document n° 1412)

Sécurité du revenu:

Nombre de bénéficiaires touchés par le règlement. Quatre réponses, 809.
(Documents n°s 713, 714, 715, 716)

Sidbec:

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponses, 1053, 1629. (Document n°s 955, 1434)

Société de développement de la Baie James:

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponse, 996. (Document n° 877)

Société des établissements de plein air:

Activités. Réponse, 1178. (Document n° 1070)

Valeur des biens et services transférés au MLCP. Réponse, 376. (Document n° 310)

Ventilation des investissements d'immobilisations. Réponse, 1574. (Document n° 1391)

Société d'habitation du Québec:

Nombre de familles aidées dans la cadre du Programme d'aide à la mise de fonds. Réponse, 305. (Document n° 276)

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponses, 1025, 1547. (Documents n°s 925, 1366)

Société du Palais des congrès de Montréal:

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponse, 454. (Document n° 361)

Société générale de financement:

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponses, 1053, 1604. (Documents n°s 956, 1411)

Société immobilière du Québec:

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponses, 867, 1844. (Documents n°s 748, 1628)

Transfert de barrages et de digues à la SIQ. Réponse, 1844. (Document n° 1629)

Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM):

Relevé des investissements d'immobilisations depuis 1988. Réponses, 606, 1801. (Documents n°s 521, 1579)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA):

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponses, 453, 1519. (Documents n°s 360, 1330)

Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP):

Relevé des investissements d'immobilisations. Réponses, 780, 1801. (Documents n°s 685, 1580)

Table de concertation en habitation:

Rencontres tenues et documents déposés. Réponse, 1079. (Document n° 977)

Transport d'élèves de la maternelle:

Liste des commissions scolaires offrant ce service. Réponse, 1026. (Document n° 931)

Transports, ministère:

Contrats accordés par un comité de sélection. Réponse, 1025. (Document n° 923)

Contrats ayant fait l'objet d'un versement supplémentaire. Réponse, 1025. (Document n° 922)

Travailleuses enceintes:

Nombre de travailleuses s'étant prévaluées du retrait préventif. Réponse, 915. (Document n° 781)

Tremblement de terre:

Nombre de demandes d'indemnisation. Réponse, 252. (Document n° 241)

Villégiature sur les territoires publics:

Entente intervenue entre le MLCP et le MER. Réponse, 997. (Document n° 878)

Voyage en Asie:

Coût du voyage effectué par l'ex-ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie. Réponse, 834. (Document n° 733)

RÈGLES DE PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE

Modifications adoptées, 204-206; 699 (Document n° 614); 1447-1450; 1639-1641 (Document n° 1440); 1805-1810.

SANCTIONS DE PROJETS DE LOI

P. 101, 132, 182, 227, 257, 266, 308, 309, 356, 491, 644, 652, 660, 687, 719, 752, 815, 946, 1008, 1049, 1086, 1124, 1262, 1277, 1334, 1455, 1466, 1484, 1508, 1559, 1634, 1710, 1757, 1826, 1886.

Voir aussi ANNEXE B

SÉANCES EXTRAORDINAIRES

Jeudi 30 août 1990: Entente déposée (Document n° 555); ordre concernant les travaux, 647.

Mardi 4 septembre 1990: Entente déposée (Document n° 562); ordre concernant les travaux, 653.

Mardi 27 août 1991: Ordre, 1459-1461.

Mercredi 28 août 1991: Ordre, 1459-1461.

SÉANCES SPÉCIALES

Voir **MOTIONS DE SUSPENSION DES RÈGLES**

VOTES PAR APPEL NOMINAL (227 votes)

P. 39, 94, 112, 113, 115, 172, 231, 233, 246, 307, 352, 354, 355, 389, 397-425, 434, 481, 483, 500, 507, 510, 511, 513, 514, 521, 523, 534, 539, 551, 561-567, 578, 580, 581-584, 593, 596, 598, 599, 611, 655, 723, 817, 853, 854, 862, 873, 881, 910, 925, 934, 945, 984, 986, 987, 1028, 1076, 1119-1123, 1149, 1150, 1162, 1265, 1275, 1276, 1286, 1306-1308, 1369, 1374, 1392-1396, 1408-1422, 1427, 1428, 1431, 1454, 1472, 1558, 1664-1667, 1719, 1725, 1766, 1768, 1778, 1783-1787, 1795, 1813, 1838. (139 votes)

Votes reportés, 73-88, 198, 213, 241, 282, 284, 286, 293, 326, 342, 384, 496, 556, 557, 625, 679, 692, 712, 713, 716, 733, 741, 758, 759, 791, 811, 812, 836, 838, 870, 871, 918, 932, 943, 974, 975, 1055, 1233-1258, 1303, 1407, 1446, 1520, 1531, 1576, 1585, 1606, 1630, 1650, 1704, 1709, 1715 1763, 1766, 1793, 1804, 1846, 1848, 1876, 1878, 1879. (88 votes)

WHIP EN CHEF DU GOUVERNEMENT ET WHIPS ADJOINTS

M. William Cusano nommé whip en chef du gouvernement (Document n° 31), 28.

Mne Madeleine Bleau, M. Norman MacMillan et M. Rémy Poulin nommés whips adjoints (Document n° 50), 36.

WHIP DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

M. Jacques Brassard nommé whip de l'Opposition officielle (Document n° 32), 28.

INDEX DES DOCUMENTS

1^{re} session — 34^e législature

- A -

Accès à l'égalité:

Rapport d'étape 1987-1990 du programme visant les femmes de la fonction publique. Déposé, 587. (Document n° 486)

Réponse à une question écrite concernant les résultats du programme. Déposé, 1267. (Document n° 1097)

Accès à l'information:

Décret 918-89 concernant la communication de renseignements entre le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et la Commission de la construction du Québec. Déposé, 442. (Document n° 342)

Décret 1491-89 concernant l'échange de renseignements entre la Fondation Duchesse d'Aiguillon et l'Hôtel-Dieu de Québec. Déposé, 443. (Document n° 343)

Décret 1448-89 concernant la communication de renseignements entre le ministre de l'Éducation et le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Déposé, 443. (Document n° 344)

Décret 1040-89 concernant une entente entre la Fondation Santa Cabrini et l'Hôpital Santa Cabrini. Déposé, 443. (Document n° 345)

Décret 1550-89 concernant une entente entre La Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants et l'Hôpital de Montréal pour enfants. Déposé, 443. (Document n° 346)

Décrets 19-90 et 20-90 concernant la communication de renseignements entre la Régie des rentes et le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle. Déposé, 442. (Documents n°s 338, 339)

Décret 21-90 concernant un échange de renseignements entre la RAMQ et la CARRA. Déposé, 442. (Document n° 340)

Décret 268-90 concernant un échange de renseignements entre la CARRA et la Commission des écoles catholiques de Montréal. Déposé, 442. (Document n° 341)

Deux ententes d'échange de renseignements entre la Régie des rentes du Québec et les CSS ainsi que l'avis émis par la Commission. Déposé, 1142. (Document n° 1037)

Deux ententes, l'une en vertu de la *Loi sur la sécurité du revenu* et l'autre en vertu de la *Loi sur le régime de rentes du Québec*. Déposé, 1489. (Document n° 1287)

Entente d'échange de renseignements entre la CARRA et la RRQ accompagnée de l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 1503. (Document n° 1311)

Accidents du travail et maladies professionnelles:

Brochure, dépliant et lettre d'information concernant la nouvelle tarification de la CSST. Déposé, 52. (Document n° 68)

Réponse à une question écrite concernant le nombre de personnes en attente d'une première évaluation. Déposé, 915. (Document n° 782)

Accord constitutionnel (Projet canadien de rapatriement de la Constitution):

Document en date du 16 avril 1981 accompagné d'une annexe. Déposé, 496. (Document n° 395)

Accord du lac Meech:

Communiqué final (versions française et anglaise) en date du 9 juin 1990 concernant la rencontre des premiers ministres. Déposé, 505. (Document n° 408)

Communiqué final signé (versions française et anglaise) en date du 9 juin 1990 concernant la rencontre des premiers ministres. Déposé, 517. (Document n° 410)

Lettre du leader de l'Opposition soulevant une question de privilège mettant en cause le Premier ministre et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Déposé, 495. (Document n° 394)

Opinion juridique concernant l'article 2. Déposé, 429. (Document n° 332)

Administrateurs agréés, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 596)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1266)

Adoption internationale:

Réponse à une question écrite concernant le nombre d'adoptions réalisées en 1990. Déposé, 971. (Document n° 853)

Affaires culturelles, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 36. (Document n° 40)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1011. (Document n° 894)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1504. (Document n° 1313)

Affaires internationales, ministère:

Extrait des comptes publics 1989-90 concernant certaines dépenses du ministère. Déposé, 1468. (Document n° 1258)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 605. (Document n° 514)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1510. (Document n° 1323)

Affaires municipales:

Copie d'une déclaration concernant l'UMRCQ faite par le ministre à une station radiophonique. Déposé, 473. (Document n° 375)

Rapport annuel 1988-1989 du ministère. Déposé, 166. (Document n° 170)

Rapport annuel 1989-1990 du ministère. Déposé, 887. (Document n° 763)

Rapport annuel 1990-1991 du ministère. Déposé, 1682. (Document n° 1475)
Transcription d'une conférence de presse tenue par le ministre relativement aux demandes des municipalités. Déposé, 479. (Document n° 377)

Affichage bilingue:

Photo de l'affichage extérieur d'une clinique médicale dans la circonscription électorale d'Argenteuil. Déposé, 1072. (Document n° 970)

Âge d'or:

Réponse à une question écrite concernant les subventions octroyées aux conseils régionaux par le MLCP. Déposé, 916. (Document n° 784)

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche (AQVIR):

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 37. (Document n° 48)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 579)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1442. (Document n° 1233)

Agriculture:

Document relatif aux interventions fédérales dans l'agro-alimentaire publié par la Coopérative fédérée de Québec, l'UPA et le MAPA. Déposé, 1530. (Document n° 1351)

Lettre adressée au ministre fédéral du Commerce extérieur concernant les préoccupations du Québec quant aux questions agricoles. Déposé, 53. (Document n° 73)

Agriculture, Pêcheries et Alimentation, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 45. (Document n° 61)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 915. (Document n° 779)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1405. (Document n° 1206)

Agronomes, Ordre:

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 62. (Document n° 84)
Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 518. (Document n° 411)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 662. (Document n° 571)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1267)

Aide au développement des coopératives:

Lettres concernant le dépôt du projet de loi 87. Déposé, 988. (Document n° 863)

Aide de l'État accordée en vertu de l'article 25 de la Loi sur la sécurité du revenu:

Réponse à une question écrite. Déposé, 1177. (Document n° 1065)

Aide financière aux étudiants:

Réponse à une question écrite concernant le nombre de demandes soumises.
Déposé, 971. (Document n° 854)

Alcan:

Lettre adressée au Premier ministre concernant le dossier Alcan et les ressources énergétiques. Déposé, 171. (Document n° 195)

Lettre à Hydro-Québec concernant les ententes contractuelles établies avec la société d'État. Déposé, 1691. (Document n° 1485)

Lettre concernant une conférence de presse tenue par la Fédération des syndicats du secteur aluminium inc. au sujet de la perte d'emplois à Jonquière. Déposé, 1691. (Document n° 1486)

Algonquins du lac Barrière:

Lettre d'engagement du ministre délégué aux Affaires autochtones et projet d'entente. Déposé, 1406. (Document n° 1211)

Amendements à des projets de loi:

Projet de loi 11 (SPEQ). Déposé, 145. (Document n° 146)

Projet de loi 120 (services de santé et services sociaux). Déposés, 1464.
(Documents n°s 1255, 1256, 1257)

Ancienneté de salariés du secteur de la santé et des services sociaux:

Lettre d'entente concernant la restauration de l'-. Déposé, 1398. (Document n° 1196)

Annexes à des déclarations ministérielles:

Déduction fiscale à l'égard des films certifiés québécois. Déposé, 149.
(Document n° 147)

Mesures fiscales. Déposé, 968. (Document n° 832)

Programme de crédit d'impôt pour la capitalisation des petites et moyennes entreprises. Déposé, 1401. (Document n° 1197)

Report de l'harmonisation de la TVQ à la TPS. Déposé, 1527. (Document n° 1336)

Taxe sur les produits et services. Déposé, 648. (Document n° 556)

Approvisionnement et aménagement forestier:

Réponse à une question écrite concernant les contrats signés pour l'unité de gestion numéro 71 du ministère de l'Énergie et des Ressources. Déposé, 473. (Document n° 372)

Approvisionnements et Services, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 62. (Document n° 81)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1044. (Document n° 942)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1538. (Document n° 1354)

Architectes, Ordre:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 62. (Document n° 85)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 813)

Arpenteurs-géomètres, Ordre:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 221. (Document n° 223)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 594)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1343)

Asphalte Beaver:

- Réponse à une question écrite concernant une réclamation additionnelle pour la construction de certains tronçons du boulevard Ville-Marie. Déposé, 1096. (Document n° 997)

Association des camionneurs artisans inc. (ANCAI):

- Lettre du président faisant état des demandes des membres. Déposé, 467. (Document n° 369)

Association des entrepreneurs en construction du Québec:

- Lettre concernant le statut de l'entrepreneur autonome tel que défini dans les projets de loi 185 et 186. Déposé, 1814. (Document n° 1590)

Assurance-maladie:

- Avis du Med-Team Clinic de Nepean (Ontario) aux patients du Québec. Déposé, 942. (Document n° 807)
- Étude des habitudes de consommation de médicaments de 200 ordonnances ou plus. Déposé, 426. (Document n° 329)
- Lettre de la Commission d'accès à l'information concernant les modifications à la loi. Déposé, 426. (Document n° 330)

Assurances:

- Rapport quinquennal sur l'application de la Loi. Déposé, 530. (Document n° 426)
- Extraits de quatre mémoires présentés devant la CBA. Déposé, 983. (Document n° 862)

Atterissages et décollages d'aéronefs légers à Kahnawake:

- Communiqués de presse. Déposés, 732. (Documents n^{os} 644, 645)

Audioprothésistes, Ordre:

- Lettre concernant les examens professionnels de l'Ordre. Déposé, 303. (Document n° 268)
- Rapports annuels 1985-1986, 1986-1987 et 1987-1988. Déposé, 29. (Document n° 28)
- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 677. (Document n° 592)

Au Québec, pour bâtir ensemble:

Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants. Déposé, 858. (Document n° 742)

Autochtones:

Communiqués de presse concernant les atterrissages et décollages d'aéronefs légers à Kahnawake. Déposé, 732. (Documents n°s 644, 645)

Document faisant état des difficultés qui opposent les autochtones et le service de douane canadien. Déposé, 704. (Document n° 619)

Ententes conclues depuis 1985 entre les différents ministères et certaines nations ou conseils de bande. Déposé, 654. (Document n° 563)

Extraits d'un document intitulé: *Les fondements de la politique du gouvernement du Québec en matière autochtone*. Déposés, 1055. (Documents n°s 962, 963)

Lettre de M. Konrad Sioui au chef de l'Opposition officielle concernant les maisons de jeux de la réserve d'Akwesasne. Déposé, 711. (Document n° 632)

Lettre de M. Konrad Sioui au Premier ministre du Québec demandant que les autochtones soient représentés à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Déposé, 736. (Document n° 646)

Lettre du député de Lévis au ministre des Transports concernant une subvention versée au conseil de bande. Déposé, 906. (Document n° 777)

Lettre du ministre de la Sécurité publique au ministre de la Défense nationale sollicitant une aide financière à la suite des événements de l'été 1990. Déposé, 918. (Document n° 791)

Lettre du ministre des Affaires internationales au ministre de la Sécurité publique concernant une possible intervention policière à Kahnawake. Déposé, 703. (Document n° 616)

Lettre du ministre de la Sécurité publique demandant que les Forces canadiennes poursuivent leur intervention à Oka et à Kahnawake accompagnée de deux réquisitions. Déposé, 764. (Document n° 669)

Lettre du ministre délégué aux Affaires autochtones à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec demandant qu'un forum soit institué à l'intention des nations autochtones. Déposé, 808. (Document n° 711)

Liste des équipements prêtés par les Forces canadiennes à la Sûreté du Québec. Déposé, 773. (Document n° 681)

Rapport sur les circonstances ayant entraîné la réquisition des Forces armées transmis par le ministre de la Sécurité publique. Déposé, 764. (Document n° 670)

Règles établies par la société des Warriors. Déposé, 704. (Document n° 618)

Réponses à des questions écrites:

Coût de la médiation du juge Alan B. Gold. Déposé, 1026 (Document n° 927)

Coût de la présence de l'armée canadienne pendant la crise. Déposé, 1026. (Document n° 929)

Nombre de séances du comité gouvernemental de crise. Déposé, 1026.
(Document n° 928)

Autoroute 30:

Lettre et décision de la Commission de protection du territoire agricole rendues publiques lors de l'étude du projet de loi 82. Déposés, 651.
(Documents n°s 560, 561)

Réponse à une question écrite concernant les soumissions et les contrats accordés. Déposé, 1096. (Document n° 998)

Autoroute 73:

Plans et devis et contrat de services professionnels concernant la construction d'une section de l'. Déposé, 394. (Document n° 326)

Avant-projets de loi:

Normes du travail et autres dispositions législatives. Déposé, 35. (Document n° 39)

Application du plan conjoint (1980) des producteurs de lait. Déposé, 1800.
(Document n° 1571)

Services de santé et services sociaux. Déposé, 52. (Document n° 69)

- B -

Balmet Canada inc.:

Dénonciation par le Procureur général concernant la contamination de terrains à Saint-Jean-sur-Richelieu. Déposé, 377. (Document n° 312)

Barreau du Québec:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 220. (Document n° 225)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 956. (Document n° 812)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1268)

Bibliothèque nationale:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 709. (Document n° 621)

Rapport annuel 1989-1990 (feuillet à insérer). Déposé, 771. (Document n° 675)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1504. (Document n° 1314)

Bourse de Montréal:

Lettre concernant une plainte contre M. Maurice Montpetit et Scotia McLeod inc. Déposé, 1295. (Document n° 1122)

Budget:- Voir Crédits budgétaires.

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 167. (Document n° 173)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 789. (Document n° 694)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1701. (Document n° 1489)

Bureau de l'Assemblée nationale:

Décisions:

324, 325, 326, 328, 333, 334. Déposé, 30. (Document n° 34)
330, 339, 340. Déposé, 186. (Document n° 204)
343, 351. Déposé, 268. (Document n° 251)
356, 357, 360. Déposé, 449. (Document n° 355)
361, 362, 370. Déposé, 572. (Document n° 471)
372. Déposé, 649. (Document n° 557)
380, 389, 390, 391, 392, 394. Déposé, 690. (Document n° 610)
397, 399. Déposé, 755. (Document n° 659)
402. Déposé, 772. (Document n° 678)
404, 405, 408. Déposé, 906. (Document n° 775)
410. Déposé, 998. (Document n° 885)
423. Déposé, 1013. (Document n° 903)
427. Déposé, 1044. (Document n° 943)
442. Déposé, 1212. (Document n° 1084)
444. Déposé, 1279. (Document n° 1105)
445, 447 à 454 incl. Déposés, 1444. (Document n° 1244)
455. Déposé, 1463. (Document n° 1253)
462, 463. Déposé, 1477. (Document n° 1277)
470. Déposé, 1511. (Document n° 1326)
476, 477. Déposé, 1594. (Document n° 1406)
484, 486, 487. Déposé, 1702. (Document n° 1491)
491, 492. Déposé, 1714. (Document n° 1503)
494, 495, 500. Déposé, 1831. (Document n° 1608)

Lettre concernant le remplacement du représentant du Parti Égalité. Déposé, 1539. (Document n° 1356)

Liste des membres et des membres suppléants. Déposés, 134, 175, 252. (Documents n°s 128, 197, 242)

Bureau du coroner:

Rapport annuel 1989. Déposé, 572. (Document n° 468)
Rapport annuel 1990. Déposé, 1475. (Document n° 1262)

- C -

Caisse de dépôt et placement:

Rapport annuel, états financiers et statistiques pour l'année 1989. Déposé, 203. (Document n° 214)

Rapport annuel, états financiers, statistiques et investissements en actions et en obligations d'entreprises pour 1990. Déposés, 1043. (Documents n^{os} 940, 941)

Rapport annuel, états financiers, statistiques et investissements en actions et en obligations d'entreprises pour 1991. Déposés, 1863. (Document n^{os} 1640, 1641)

Réponse à une question écrite concernant les investissements d'immobilisations. Déposé, 1025. (Document n° 924)

Camionneurs artisans:

Lettre faisant état des demandes des membres de l'Association des-. Déposé, 467. (Document n° 369)

Carignan:

Quatre documents portant sur le zonage agricole. Déposé, 917. (Document n° 789)

Lettre du maire au député de La Prairie concernant une révision de la zone agricole permanente. Déposé, 917. (Document n° 790)

Centre de recherche industrielle:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 588. (Document n° 489)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1442. (Document n° 1234)

Réponses à deux questions écrites concernant les investissements d'immobilisations. Déposés, 1053, 1604. (Documents n^{os} 954, 1410)

Centre de ski (Baie-des-Chaleurs):

Étude de sélection d'un site et documents concernant la montagne du Pin Rouge et le mont Saint-Joseph. Déposé, 1348. (Document n° 1160)

Centre de ski de la montagne du Pin Rouge:

Déboursés du gouvernement. Déposé, 1343. (Document n° 1157)

Étude de sélection d'un site et documents concernant la montagne du Pin Rouge et le mont Saint-Joseph. Déposé, 1348. (Document n° 1160)

Lettre concernant un avis sectoriel relatif au dossier du-. Déposé, 1355. (Document n° 1164)

Réponses à des questions écrites:

Création d'une servitude de passage. Déposé, 1844. (Document n° 1630)

Déplacement d'un chemin forestier et le contenu de polices d'assurances. Déposé, 1801. (Document n° 1582)

Centres d'accueil:

Trois réponses à des questions écrites. Déposés, 971. (Documents n^{os} 848, 849, 851)

Centres d'excellence:

Réponse à une question écrite concernant les sommes allouées aux universités et centres de recherche. Déposé, 22. (Document n° 231)

Centres d'orientation et de formation des immigrants:

Réponse à une question écrite concernant le nombre d'inscriptions et de bénéficiaires. Déposé, 1177. (Document n° 1060)

Centres Travail-Québec:

Copie des pratiques en cours dans les-. Déposé, 305. (Document n° 279)

Chantiers maritimes:

Lettre adressée au ministre fédéral de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie concernant l'avenir des-. Déposé, 173. (Document n° 196)

Chimistes, Ordre:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 9)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 577)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1489. (Document n° 1289)

Chiropraticiens, Ordre:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 10)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 847)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1831. (Document n° 1605)

Citizens Utilities Company:

Décret 1546-91 concernant un contrat d'énergie secondaire. Déposé, 1800. (Document n° 1573)

Code civil du Québec:

Publication décrivant le contenu du-. Déposé, 1314. (Document n° 1131)

Colloque du centenaire de l'encyclique Rerum Novarum:

Déclaration à l'occasion de la journée d'ouverture. Déposé, 1789. (Document n° 1555)

Comité aviseur sur les mesures d'urgence en foresterie:

Recommandation concernant la lutte contre la tordeuse de bourgeons de l'épinette en 1990. Déposé, 488. (Document n° 385)

Comité consultatif de l'environnement Kativik:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1111. (Document n° 1019)

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 995. (Document n° 871)

Comité de déontologie policière:

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1617. (Document n° 1423)

Comité de la protection de la jeunesse:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 61. (Document n° 77)

Comité de travail sur la rationalisation des dépenses publiques:

Rapport du comité présidé par M. Rémy Poulin, député de Chauveau. Déposé, 1717. (Document n° 1505)

Comité interministériel sur la protection de la vie privée:

Synthèse du rapport et recommandations (banques privées de données personnelles). Déposé, 1103. (Document n° 1009)

Comité ministériel permanent de développement du Grand Montréal:

Document préparé par le-, intitulé: *Pour un redressement durable — Plan stratégique du Grand Montréal*. Déposé, 1788. (Document n° 1551)

Commissaire à la déontologie policière:

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1789. (Document n° 1554)

Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 995. (Document n° 872)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1800. (Document n° 1576)

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances:

Rapport annuel 1989. Déposé, 587. (Document n° 487)

Rapport annuel 1990. Déposé, 1388. (Document n° 1187)

Commission Bélanger-Campeau:- Voir Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec

Commission consultative de l'enseignement privé:

Rapport annuel au 3 juillet 1989. Déposé, 106. (Document n° 98)

Rapport annuel au 30 juin 1990. Déposé, 995. (Document n° 869)

Rapport annuel au 5 juillet 1991. Déposé, 1771. (Document n° 1540)

Commission d'accès à l'information:

Conditions de travail de M. Pierre Cyr et traitement de Mmes Thérèse Giroux et Carole Lynne Wallace. Déposé, 1027. (Document n° 932)

Décision concernant une demande relative à la Sablière Thouin. Déposé, 869. (Document n° 756)

Lettre concernant les modifications devant être apportées à la *Loi sur l'assurance-maladie*. Déposé, 426. (Document n° 330)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 542. (Document n° 434)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1389. (Document n° 1190)

Texte de deux ententes d'échange de renseignements entre la Régie des rentes du Québec et les CSS ainsi que l'avis émis par la Commission. Déposé, 1142. (Document n° 1037)

Voir aussi **Accès à l'information**

Commission d'appel en matière de lésions professionnelles:

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 443. (Document n° 349)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 168. (Document n° 180)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 969. (Document n° 839)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1801. (Document n° 1578)

Commission de la construction:

Rapport annuel 1988. Déposé, 61. (Document n° 78)

Rapport annuel 1989. Déposé, 553. (Document n° 452)

Rapport annuel 1990. Déposé, 1528. (Document n° 1344)

Commission de la fonction publique:

Rapport concernant l'égalité d'accès des citoyens à la fonction publique. Déposé, 916. (Document n° 787)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 383. (Document n° 318)

Rapport annuel 1989-1990 accompagné du rapport du Vérificateur général. Déposé, 589. (Document n° 496)

Rapport annuel 1990-1991 accompagné du rapport du Vérificateur général. Déposé, 1406. (Document n° 1212)

Commission de la représentation électorale:

Lettre concernant la décision de la Commission de procéder à une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales. Déposé, 321. (Document n° 283)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 31. (Document n° 36)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 664. (Document n° 582)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1272)

Rapport financier préliminaire pour 1989-1990, prévisions budgétaires et notes explicatives. Déposés, 267, 321. (Document n°s 250, 285)

Rapport financier préliminaire pour 1990-1991 et prévisions budgétaires. Déposé, 1080. (Document n° 981)

Rapport sommaire sur la délimitation des circonscriptions électorales remis après la tenue d'élections générales. Déposé, 154. (Document n° 159)

Rapport préliminaire sur la délimitation des circonscriptions électorales. Déposé, 664. (Document n° 581)

Commission de la santé et de la sécurité du travail:

Brochure, dépliant et lettre d'information concernant la nouvelle tarification. Déposé, 52. (Document n° 68)

Rapport annuel 1988. Déposé, 61. (Document n° 79)

Rapport annuel 1989. Déposé, 604. (Document n° 513)
Rapport annuel 1990. Déposé, 1442. (Document n° 1238)
Rapport annuel 1989 (indemnisation des victimes d'actes criminels et civils).
Déposé, 604. (Document n° 512)
Rapport annuel 1990 (indemnisation des victimes d'actes criminels et civils).
Déposé, 1441. (Document n° 1229)
Réponses à des questions écrites:
Nombre de personnes en attente d'une première évaluation. Déposé, 915.
(Document n° 782)
Nombre de personnes ayant demandé une révision de leur cas. Déposé,
916. (Document n° 783)

Commission d'enquête sur les déchets dangereux:

Rapport d'étape de la première partie des travaux. Déposé, 128. (Document n° 123)

Commission de police:

Rapport annuel 1989. Déposé, 588. (Document n° 492)
Rapport annuel au 31 août 1990. Déposé, 1158. (Document n° 1044)

Commission de protection de la langue française:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 27. (Document n° 4)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 690. (Document n° 607)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1510. (Document n° 1322)

Commission de protection des droits de la jeunesse:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 969. (Document n° 838)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1800. (Document n° 1577)

Commission de protection du territoire agricole:

Décision concernant le tronçon de l'autoroute 30. Déposé, 651. (Document n° 561)
Lettre du président concernant le tronçon de l'autoroute 30. Déposé, 651.
(Document n° 560)
Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 169. (Document n° 184)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 755. (Document n° 658)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1440. (Document n° 1223)
Réponses à des questions écrites:
Nombre de demandes provenant du comté de Portneuf. Déposé, 305.
(Document n° 277)
Nombre de décisions portées devant le tribunal d'appel. Déposé, 972.
(Document n° 855)

Voir aussi **Dézonage agricole**

Commission de reconnaissance des associations d'artistes:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 36. (Document n° 42)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 606. (Document n° 519)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1504. (Document n° 1315)

Commission des affaires sociales:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 119. (Document n° 103)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 662. (Document n° 566)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1488. (Document n° 1286)

Commission des biens culturels:

- Avis de classement. Déposés, 71, 98, 120, 383, 453, 721, 850, 1287, 1504. (Documents n°s 88, 90, 108, 316, 317, 359, 634, 740, 1109, 1316, 1317, 1318)
- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 120. (Document n° 106)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 709. (Document n° 622)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1731. (Document n° 1510)

Commission des courses:

- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1387. (Document n° 1182)

Commission des courses de chevaux:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 127. (Document n° 118)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 969. (Document n° 835)

Commission des droits de la personne:

- Rapport annuel 1988. Déposé, 443. (Document n° 348)
- Rapport annuel 1989. Déposé, 819. (Document n° 722)
- Rapport annuel 1990. Déposé, 1553. (Document n° 1368)
- Réponse à une question écrite concernant le nombre de plaintes relatives à l'équité salariale. Déposé, 780. (Document n° 686)

Commission des normes du travail:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 167. (Document n° 177)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1011. (Document n° 893)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1682. (Document n° 1476)

Commission des services juridiques:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 134. (Document n° 125)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 893. (Document n° 768)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1761. (Document n° 1534)

Commission des transports:

- Rapport 1989 relatif à l'application de la *Loi sur le camionnage*. Déposé, 360. (Document n° 307)

Rapport 1990 relatif à l'application de la *Loi sur le camionnage*. Déposé, 1292. (Document n° 1112)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 543. (Document n° 436)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1404. (Document n° 1205)

Commission des valeurs mobilières:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1443. (Document n° 1242)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1443. (Document n° 1243)

Réponse à une question écrite concernant les dossiers d'enquête actuellement ouverts. Déposé, 1845. (Document n° 1631)

Commission de toponymie:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 106. (Document n° 95)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1089. (Document n° 987)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1440. (Document n° 1220)

Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté:

Liste des membres. Déposé, 1463. (Document n° 1251)

Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle:

Liste des membres. Déposé, 1463. (Document n° 1251)

Commission municipale du Québec:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 167. (Document n° 172)

Rapports annuels 1988-1989 et 1989-1990. Déposé, 887. (Document n° 765)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1475. (Document n° 1263)

Commission permanente de l'Assemblée nationale:- Rapports:

Affaires diverses. Déposés, 203, 1015, 1523. (Documents n°s 215, 915, 1335)

Budget supplémentaire pour la CBA. Déposé, 649. (Document n° 558)

Composition des commissions et formation d'un comité directeur. Déposés 31, 1648. (Documents n°s 38, 1446)

Dépôt des rapports du comité directeur et désignation de la commission qui étudiera le rapport de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 643. (Document n° 552)

Modification à la composition de la CI et de la CC. Déposé, 678. (Document n° 601)

Commission permanente des affaires sociales:- Rapports:

Avant-projet de loi sur les normes du travail. Déposé, 623. (Document n° 545)

Avant-projet de loi sur les services de santé et les services sociaux. Déposé, 322. (Document n° 287)

Document intitulé: *Les régimes de retraite: le partage équitable des excédents d'actifs*. Déposé, 1802. (Document n° 1586)

Engagements financiers. Déposés, 820, 1874. (Documents n^{os} 725, 1649)
 Président et vice-président, élection. Déposés, 38, 1661. (Documents n^{os} 54, 1458)
 Projet de loi 4. Déposés, 135, 623. (Documents n^{os} 129, 544))
 Projet de loi 22. Déposé, 292. (Document n° 263)
 Projet de loi 32. Déposé, 574. (Document n° 478)
 Projet de loi 42. Déposé, 574. (Document n° 479)
 Projet de loi 61. Déposé, 574. (Document n° 480)
 Projet de loi 70. Déposé, 574. (Document n° 477)
 Projet de loi 71. Déposé, 781. (Document n° 688)
 Projet de loi 76. Déposé, 607. (Document n° 524)
 Projet de loi 88. Déposé, 798. (Document n° 705)
 Projet de loi 97. Déposé, 931. (Document n° 794)
 Projet de loi 120. Déposé, 1463. (Document n° 1254)
 Projet de loi 164. Déposé, 1744. (Document n° 1528)
 Projet de loi 171. Déposé, 1662. (Document n° 1459)
 Projet de loi 175. Déposé, 1816. (Document n° 1593)

Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:-
 Rapports:

Engagements financiers. Déposés, 322, 1511, 1622. (Documents n^{os} 286, 1327, 1428)
 Président et vice-président, élection. Déposés, 38, 1661. (Documents n^{os} 56, 1454)
 Prévention de la cruauté envers les animaux. Déposé, 1212. (Document n° 1085)
 Projet de loi 6. Déposé, 504. (Document n° 399)
 Projet de loi 15. Déposés, 281, 573. (Documents n^{os} 260, 472)
 Projet de loi 21. Déposé, 431. (Document n° 333)
 Projet de loi 96. Déposé, 820. (Document n° 724)
 Projet de loi 98. Déposé, 941. (Document n° 804)
 Projet de loi 104. Déposé, 941. (Document n° 805)
 Projet de loi 105. Déposé, 941. (Document n° 806)
 Projet de loi 118. Déposé, 1267. (Document n° 1098)
 Projet de loi 142. Déposé, 1331. (Document n° 1144)
 Projet de loi 183. Déposé, 1702. (Document n° 1492)
 Projet de loi 184. Déposé, 1702. (Document n° 1493)

Commission permanente de l'aménagement et des équipements:- Rapports:

Camionnage en vrac. Déposé, 666. (Document n° 591))
 Engagements financiers. Déposés, 107, 196, 731, 959, 1044, 1081, 1090, 1125, 1554, 1834. (Documents n^{os} 101, 212, 639, 826, 944, 985, 991, 992, 1022, 1369, 1370, 1371, 1372, 1621, 1622)
 Président et vice-président, élection. Déposés, 38, 1661. (Documents n^{os} 57, 1457)
 Projet de loi 5. Déposé, 135. (Document n° 130)

Projet de loi 7. Déposé, 106. (Document n° 99)
 Projet de loi 8. Déposé, 106. (Document n° 100)
 Projet de loi 20. Déposé, 169. (Document n° 185)
 Projet de loi 26. Déposé, 281. (Document n° 261)
 Projet de loi 29. Déposé, 348. (Document n° 302)
 Projet de loi 30. Déposé, 348. (Document n° 303)
 Projet de loi 39. Déposé, 349. (Document n° 304)
 Projet de loi 50. Déposé, 573. (Document n° 474)
 Projet de loi 51. Déposé, 574. (Document n° 476)
 Projet de loi 53. Déposé, 691. (Document n° 612)
 Projet de loi 54. Déposé, 691. (Document n° 613)
 Projet de loi 59. Déposé, 639. (Document n° 551)
 Projet de loi 60. Déposés, 487, 574. (Documents n^{os} 380, 475)
 Projet de loi 65. Déposés, 487, 639. (Documents n^{os} 379, 550)
 Projet de loi 67. Déposé, 666. (Document n° 590)
 Projet de loi 85. Déposé, 906. (Document n° 776)
 Projet de loi 106. Déposé, 950. (Document n° 810)
 Projet de loi 108. Déposé, 973. (Document n° 860)
 Projet de loi 110. Déposé, 959. (Document n° 827)
 Projet de loi 143. Déposé, 1390. (Document n° 1194)
 Projet de loi 145. Déposés, 1338, 1378. (Documents n^{os} 1150, 1180)
 Projet de loi 163. Déposé, 1583. (Document n° 1398)
 Projet de loi 166. Déposé, 1529. (Document n° 1347)
 Projet de loi 167. Déposé, 1583. (Document n° 1399)
 Projet de loi 177. Déposé, 1648. (Document n° 1445)
 Projet de loi 178. Déposé, 1648. (Document n° 1444)
 Projet de loi 179. Déposé, 1674. (Document n° 1467)
 Projet de loi 189. Déposé, 1674. (Document n° 1468)
 Projet de loi 200. Déposé, 607. (Document n° 525)
 Projet de loi 204. Déposé, 154. (Document n° 160)
 Projet de loi 205. Déposé, 607. (Document n° 526)
 Projet de loi 211. Déposé, 144. (Document n° 141)
 Projet de loi 217. Déposé, 1015. (Document n° 912)
 Projet de loi 221. Déposé, 607. (Document n° 527)
 Projet de loi 223. Déposé, 710. (Document n° 627)
 Projet de loi 231. Déposé, 144. (Document n° 142)
 Projet de loi 232. Déposé, 144. (Document n° 143)
 Projet de loi 233. Déposé, 144. (Document n° 144)
 Projet de loi 240. Déposé, 1014. (Document n° 911)
 Projet de loi 243. Déposé, 607. (Document n° 528)
 Projet de loi 246. Déposé, 1015. (Document n° 914)
 Projet de loi 248. Déposé, 608. (Document n° 529)
 Projet de loi 250. Déposé, 1469. (Document n° 1261)
 Projet de loi 254. Déposé, 710. (Document n° 628)
 Projet de loi 257. Déposé, 624. (Document n° 547)
 Projet de loi 259. Déposé, 710. (Document n° 626)

Projet de loi 260. Déposé, 1015. (Document n° 913)
 Projet de loi 264. Déposé, 1272. (Document n° 1103)
 Projet de loi 266. Déposé, 1478. (Document n° 1281)
 Projet de loi 267. Déposé, 1834. (Document n° 1623)
 Projet de loi 268. Déposé, 998. (Document n° 886)
 Projet de loi 270. Déposé, 1479. (Document n° 1283)
 Projet de loi 273. Déposé, 1469. (Document n° 1259)
 Projet de loi 275. Déposé, 1479. (Document n° 1284)
 Projet de loi 278. Déposé, 1272. (Document n° 1101)
 Projet de loi 279. Déposé, 1272. (Document n° 1102)
 Projet de loi 280. Déposé, 1478. (Document n° 1282)
 Projet de loi 288. Déposé, 1469. (Document n° 1260)
 Projet de loi 294. Déposé, 1791. (Document n° 1564)
 Projet de loi 295. Déposé, 1683. (Document n° 1480)
 Projet de loi 296. Déposé, 1802. (Document n° 1585)
 Projet de loi 299. Déposé, 1674. (Document n° 1469)
 Projet de loi 301. Déposé, 1773. (Document n° 1548)
 Projet de loi 303. Déposé, 1773. (Document n° 1549)
 Projet de loi 405. Déposé, 1733. (Document n° 1516)

Commission permanente du budget et de l'administration:- Rapports:

Administration de la TPS. Déposé, 664. (Document n° 585)
 Discours du budget, débat. Déposés, 394, 1221. (Documents n°s 328, 1094)
 Document intitulé: *Le courtage immobilier*. Déposé, 703. (Document n° 617)
 Engagements financiers. Déposés, 394, 1080, 1833. (Documents n°s 327, 984, 1615)
 Financement des compagnies mutuelles d'assurances. Déposé, 1039. (Document n° 936)
Loi sur la fonction publique, maintien en vigueur ou modifications à apporter. Déposé, 949. (Document n° 809)
Loi sur les assurances. Déposé, 664. (Document n° 584)
 Politique budgétaire, étude trimestrielle. Déposés, 186, 1013, 1529, 1833. (Document n°s 206, 907, 1346, 1617)
 Président et vice-président, élection. Déposés, 38, 1661. (Documents n°s 53, 1452)
 Projet de loi 2. Déposé, 949. (Document n° 808)
 Projet de loi 3. Déposé, 121. (Document n° 114)
 Projet de loi 13. Déposé, 121. (Document n° 115)
 Projet de loi 19. Déposé, 212. (Document n° 220)
 Projet de loi 31. Déposé, 121. (Document n° 113)
 Projet de loi 33. Déposé, 186. (Document n° 205)
 Projet de loi 64. Déposé, 772. (Document n° 679)
 Projet de loi 78. Déposé, 622. (Document n° 540)
 Projet de loi 83. Déposé, 828. (Document n° 730)
 Projet de loi 89. Déposé, 917. (Document n° 788)
 Projet de loi 101. Déposé, 958. (Document n° 821)

Projet de loi 103. Déposé, 941. (Document n° 803)
Projet de loi 107. Déposé, 1013. (Document n° 906)
Projet de loi 109. Déposé, 941. (Document n° 802)
Projet de loi 112. Déposé, 958. (Document n° 820)
Projet de loi 113. Déposé, 973. (Document n° 859)
Projet de loi 114. Déposé, 1040. (Document n° 937)
Projet de loi 121. Déposé, 1080. (Document n° 982)
Projet de loi 122. Déposé, 1080. (Document n° 983)
Projet de loi 126. Déposé, 1301. (Document n° 1128)
Projet de loi 134. Déposé, 1314. (Document n° 1133)
Projet de loi 135. Déposé, 1314. (Document n° 1134)
Projet de loi 136. Déposé, 1372. (Document n° 1177)
Projet de loi 149. Déposé, 1342. (Document n° 1153)
Projet de loi 153. Déposé, 1361. (Document n° 1171)
Projet de loi 162. Déposé, 1562. (Document n° 1382)
Projet de loi 170. Déposé, 1772. (Document n° 1546)
Projet de loi 180. Déposé, 1743. (Document n° 1526)
Projet de loi 181. Déposé, 1743. (Document n° 1523)
Projet de loi 187. Déposé, 1816. (Document n° 1594)
Projet de loi 215. Déposé, 1212. (Document n° 1086)
Projet de loi 225. Déposé, 1212. (Document n° 1087)
Projet de loi 228. Déposé, 160. (Document n° 166)
Projet de loi 229. Déposé, 590. (Document n° 499)
Projet de loi 237. Déposé, 590. (Document n° 500)
Projet de loi 247. Déposé, 590. (Document n° 501)
Projet de loi 249. Déposé, 590. (Document n° 502)
Projet de loi 253. Déposé, 590. (Document n° 503)
Projet de loi 255. Déposé, 622. (Document n° 541)
Projet de loi 256. Déposé, 622. (Document n° 542)
Projet de loi 258. Déposé, 972. (Document n° 857)
Projet de loi 261. Déposé, 1478. (Document n° 1280)
Projet de loi 269. Déposé, 1213. (Document n° 1088)
Projet de loi 272. Déposé, 972. (Document n° 858)
Projet de loi 274. Déposé, 1213. (Document n° 1089)
Projet de loi 276. Déposé, 1213. (Document n° 1090)
Projet de loi 284. Déposé, 1690. (Document n° 1483)
Projet de loi 287. Déposé, 1445. (Document n° 1246)
Projet de loi 291. Déposé, 1683. (Document n° 1479)
Projet de loi 292. Déposé, 1683. (Document n° 1478)
Projet de loi 293. Déposé, 1683. (Document n° 1477)
Projet de loi 305. Déposé, 1802. (Document n° 1584)
Projet de loi 401. Déposé, 1744. (Document n° 1527)
Projet de loi 402. Déposé, 1743. (Document n° 1524)
Projet de loi 403. Déposé, 1743. (Document n° 1525)
Projet de loi 407. Déposé, 1833. (Document n° 1616)
Projet de loi 418. Déposé, 1875. (Document n° 1650)

Vérificateur général, examen de rapports annuels. Déposés, 1013. (Documents n^{os} 904, 905)

Commission permanente de la culture:- Rapports:

Commission d'accès à l'information, rapport d'activités. Déposés, 683, 1832. (Documents n^{os} 604, 1613)

Engagements financiers. Déposés, 196, 311, 1014, 1491, 1832. (Documents n^{os} 210, 281, 908, 1307, 1612, 1614)

Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration. Déposé, 1097. (Document n^o 1002)

Président et vice-président, élection. Déposés, 38, 1661. (Documents n^{os} 59, 1455)

Projet de loi 37. Déposé, 341. (Document n^o 297)

Projet de loi 46. Déposé, 341. (Document n^o 296)

Projet de loi 62. Déposés, 683, 790. (Documents n^{os} 603, 698)

Projet de loi 117. Déposés, 1279, 1361. (Documents n^{os} 1106, 1167)

Projet de loi 123. Déposé, 1068. (Document n^o 966)

Proposition de politique de la culture et des arts. Déposé, 1647. (Document n^o 1443)

Commission permanente de l'économie et du travail:- Rapports:

Énergie électrique, situation et perspectives. Déposé, 589. (Document n^o 498)

Engagements financiers. Déposés, 143, 196, 665, 835, 1096, 1491, 1750, 1833. (Documents n^{os} 139, 211, 587, 735, 1001, 1306, 1531, 1619)

Hydro-Québec, proposition tarifaire. Déposés, 260, 1864. (Documents n^{os} 246, 1646)

Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux, modifications. Déposé, 259. (Document n^o 245)

Parc technologique du Québec métropolitain, modification des lettres patentes. Déposé, 1858. (Document n^o 1639)

Président et vice-président, élection. Déposés, 38, 1661. (Documents n^{os} 55, 1453)

Projet de loi 1. Déposé, 98. (Document n^o 92)

Projet de loi 11. Déposé, 128. (Document n^o 120)

Projet de loi 14. Déposé, 143. (Document n^o 140)

Projet de loi 38. Déposé, 275. (Document n^o 257)

Projet de loi 44. Déposé, 348. (Document n^o 301)

Projet de loi 56. Déposé, 623. (Document n^o 543)

Projet de loi 63. Déposé, 607. (Document n^o 523)

Projet de loi 73. Déposé, 691. (Document n^o 611)

Projet de loi 75. Déposé, 554. (Document n^o 453)

Projet de loi 77. Déposé, 589. (Document n^o 497)

Projet de loi 81. Déposé, 957. (Document n^o 819)

Projet de loi 86. Déposé, 930. (Document n^o 792)

Projet de loi 87. Déposé, 931. (Document n^o 793)

Projet de loi 111. Déposé, 894. (Document n^o 770)

Projet de loi 130. Déposé, 1342. (Document n° 1154)
 Projet de loi 138. Déposé, 1293. (Document n° 1114)
 Projet de loi 140. Déposé, 1293. (Document n° 1115)
 Projet de loi 151. Déposé, 1342. (Document n° 1155)
 Projet de loi 161. Déposé, 1605. (Document n° 1413)
 Projet de loi 168. Déposé, 1562. (Document n° 1380)
 Projet de loi 173. Déposé, 1732. (Document n° 1514)
 Projet de loi 185. Déposé, 1833. (Document n° 1618)
 Projets de loi 185 et 186. Déposé, 1732. (Document n° 1515)
 Projet de loi 186. Déposé, 1773. (Document n° 1547)
 Projet de loi 188. Déposé, 1703. (Document n° 1494)
 Projet de loi 409. Déposé, 1858. (Document n° 1638)
 Projet de loi 410. Déposé, 1864. (Document n° 1645)
 Statut de l'autonomie dans le cadre du projet de loi 185. Déposé, 1833.
 (Document n° 1618)

Commission permanente de l'éducation:- Rapports:

Corporations professionnelles, réglementation relative à la publicité. Déposé,
 1014. (Document n° 909)
 Engagements financiers. Déposés, 268, 850, 1014, 1761, 1834. (Documents n°
 252, 741, 910, 1536, 1620)
 Président et vice-président, élection. Déposés, 38, 1661. (Documents n° 58,
 1456)
 Projet de loi 9. Déposé, 221. (Document n° 232)
 Projet de loi 17. Déposés, 665, 1272. (Documents n° 589, 1100)
 Projet de loi 25. Déposés, 187, 450. (Documents n° 207, 356)
 Projet de loi 28. Déposé, 623. (Document n° 546)
 Projet de loi 40. Déposé, 360. (Document n° 308)
 Projet de loi 41. Déposé, 360. (Document n° 309)
 Projet de loi 52. Déposé, 711. (Document n° 629)
 Projet de loi 57. Déposé, 665. (Document n° 588)
 Projet de loi 69. Déposé, 543. (Document n° 439)
 Projet de loi 94. Déposé, 820. (Document n° 726)
 Projet de loi 99. Déposé, 959. (Document n° 824)
 Projet de loi 100. Déposé, 959. (Document n° 825)
 Projet de loi 102. Déposé, 958. (Document n° 823)
 Projet de loi 139. Déposé, 1355. (Document n° 1162)
 Projet de loi 141. Déposé, 1492. (Document n° 1308)
 Projet de loi 196. Déposé, 1791. (Document n° 1565)
 Projet de loi 283. Déposé, 1213. (Document n° 1091)
 Projet de loi 289. Déposé, 1213. (Document n° 1092)

Commission permanente des institutions:- Rapports:

Échange entre le Premier ministre et le Chef de l'Opposition officielle.
 Déposé, 503. (Document n° 398)

Engagements financiers. Déposés, 349, 1068, 1323, 1491, 1832. (Documents n^{os} 305, 967, 1138, 1305, 1611)

Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux. Déposé, 740. (Document n^o 650)

Président et vice-président, élection. Déposés, 38, 1661. (Documents n^{os} 52, 1451)

Prévisions budgétaires 1990-1991 et 1991-1992 du DGE. Déposés, 473, 1562. (Document n^{os} 373, 1381)

Projet de loi 10. Déposé, 143. (Document n^o 137)

Projet de loi 12. Déposé, 253. (Document n^o 243)

Projet de loi 36. Déposé, 275. (Document n^o 256)

Projet de loi 47. Déposé, 573. (Document n^o 473)

Projet de loi 55. Déposé, 958. (Document n^o 822)

Projet de loi 68. Déposé, 590. (Document n^o 504)

Projet de loi 72. Déposé, 665. (Document n^o 586)

Projet de loi 93. Déposé, 1361. (Document n^o 1168)

Projet de loi 95. Déposé, 1323. (Document n^o 1137)

Projet de loi 124. Déposé, 1054. (Document n^o 959)

Projet de loi 125. Déposé, 1761. (Document n^o 1535)

Projet de loi 133. Déposé, 1361. (Document n^o 1170)

Projet de loi 137. Déposé, 1293. (Document n^o 1116)

Projet de loi 146. Déposé, 1361. (Document n^o 1169)

Projet de loi 147. Déposé, 1539. (Document n^o 1358)

Projet de loi 150. Déposé, 1389. (Document n^o 1193)

Projet de loi 159. Déposé, 1772. (Document n^o 1545)

Projet de loi 160. Déposé, 1529. (Document n^o 1345)

Projet de loi 172. Déposé, 1791. (Document n^o 1562)

Projet de loi 174. Déposé, 1791. (Document n^o 1563)

Projet de loi 182. Déposé, 1674. (Document n^o 1466)

Projet de loi 218. Déposé, 1478. (Document n^o 1279)

Projet de loi 220. Déposé, 624. (Document n^o 548)

Projet de loi 224. Déposé, 143. (Document n^o 138)

Projet de loi 236. Déposé, 1477. (Document n^o 1278)

Protecteur du citoyen:

Engagements financiers. Déposés, 349, 1323. (Documents n^{os} 305, 1138)

Orientations, activités et gestion. Déposé, 1562. (Document n^o 1379)

Protection de la vie privée (renseignements personnels détenus dans le secteur privé). Déposé, 1647. (Document n^o 1442)

Rapport sommaire sur la délimitation des circonscriptions. Déposé, 291. (Document n^o 262)

Tribunal des droits de la personne, réglementation. Déposé, 341. (Document n^o 295)

Commission québécoise des libérations conditionnelles:

Rapport annuel 1989-1990 et erratum. Déposés, 543, 683. (Documents n^{os} 437, 602)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1488. (Document n° 1285)

Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec:

Lettre de M. Konrad Sioui au Premier ministre du Québec demandant que les autochtones soient représentés à la Commission. Déposé, 736. (Document n° 646)

Lettre du ministre délégué aux Affaires autochtones au comité directeur demandant qu'un forum soit institué à l'intention des nations autochtones. Déposé, 808. (Document n° 711)

Rapport et procès-verbaux des séances. Déposés, 1078. (Documents n^{os} 971 et 972)

Commissions permanentes:

Rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires 1990-1991. Déposé, 473. (Document n° 374)

Rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires 1991-1992. Déposé, 1158. (Document n° 1046)

Commissions scolaires:

Document déposé lors de l'étude des crédits provisoires 1990-1991. Déposé, 250. (Document n° 240)

Réponse à une question écrite concernant le nombre de professionnels non enseignants. Déposé, 1629. (Document n° 1436)

Communautés culturelles et Immigration, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 605. (Document n° 516)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1404. (Document n° 1203)

Communications, ministère:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 572. (Document n° 470)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1405. (Document n° 1209)

Compressions budgétaires (1986-1987):

Documents déposés lors de l'étude des crédits provisoires 1990-1991. Déposé, 250. (Document n° 239)

Comptables agréés, Ordre:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 574)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1269)

Comptables en management accrédités, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 11)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 575)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1270)

Comptables généraux licenciés:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 12)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 662. (Document n° 572)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1271)

Comptes publics du Québec:

Volumes 1, 2 et 3 (1988-1989). Déposé, 152. (Document n° 151)

Volumes 1, 2 et 3 (1989-1990). Déposé, 968. (Document n° 833)

Volumes 1, 2 et 3 (1990-1991). Déposé, 1789. (Document n° 1553)

Conflits d'intérêts, déclaration:

Deux lettres concernant une demande d'aide sous forme de prêt participatif faite par Dérailleurs D.A.D. Limitée. Déposé, 1762. (Document n° 1538)

Extrait du Fichier central des entreprises relatif à Dérailleurs D.A.D. Limitée. Déposé, 1762. (Document n° 1539)

Trois documents confirmant la démission de M. Robert Dutil de la compagnie Dugil Inc. Déposé, 1803. (Document n° 1589)

Conseil consultatif de la lecture et du livre:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 819. (Document n° 721)

Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 61. (Document n° 80)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1388. (Document n° 1186)

Conseil de la conservation et de l'environnement:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 167. (Document n° 174)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 789. (Document n° 695)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1790. (Document n° 1558)

Conseil de la famille:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 153. (Document n° 157)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 940. (Document n° 801)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1660. (Document n° 1449)

Conseil de la langue française:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 106. (Document n° 96)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 808. (Document n° 710)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1622. (Document n° 1426)

Conseil de la recherche et du développement en transport:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 185. (Document n° 200)

Conseil de la science et de la technologie:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 27. (Document n° 5)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 730. (Document n° 637)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1314. (Document n° 1132)

Conseil des affaires sociales:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1025. (Document n° 921)

Conseil des affaires sociales et de la famille:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 45. (Document n° 64)

Conseil des collèges:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 393. (Document n° 322)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1012. (Document n° 898)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1830. (Document n° 1602)

Conseil des communautés culturelles et de l'immigration:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 348. (Document n° 300)

Conseil des universités:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 152. (Document n° 152)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1012. (Document n° 899)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1475. (Document n° 1264)

Conseil du statut de la femme:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 153. (Document n° 156)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 772. (Document n° 677)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1660. (Document n° 1450)

Conseil du Trésor:

Décision concernant le programme d'aide matérielle déposée lors d'un débat en commission plénière sur les compressions budgétaires du gouvernement. Déposé, 177. (Document n° 198)

Décision concernant un cadre de gestion relatif à des projets reliés aux réseaux d'égout ou d'aqueduc, etc. sur la Côte-Nord. Déposé, 445. (Document n° 351)

Conseil exécutif, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 27. (Document n° 3)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 763. (Document n° 667)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1538. (Document n° 1352)

Conseil interprofessionnel du Québec:

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1405. (Document n° 1208)

Conseil permanent de la jeunesse:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 142. (Document n° 134)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 844. (Document n° 737)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1788. (Document n° 1550)

Réponse à une question écrite concernant la sélection des membres du nouveau collège électoral. Déposé, 867. (Document n° 746)

Conseil supérieur de l'éducation:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 166. (Document n° 168)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 994. (Document n° 867)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1628. (Document n° 1432)

Rapport annuel 1988-1989 (sur l'état et les besoins de l'éducation). Déposé, 166. (Document n° 169)

Rapport annuel 1989-1990 (sur l'état et les besoins de l'éducation). Déposé, 995. (Document n° 868)

Rapport annuel 1990-1991 (sur l'état et les besoins de l'éducation). Déposé, 1628. (Document n° 1433)

Conseils régionaux de la santé et des services sociaux:

État des placements effectués par les conseils, notamment par celui de la Montérégie. Déposé, 779. (Document n° 682)

Rapports annuels 1988-1989. Déposé, 53. (Document n° 70)

Rapport annuel 1989-1990 du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James. Déposé, 1372. (Document n° 1175)

Rapports annuels 1989-1990. Déposé, 721. (Document n° 633)

Rapports annuels 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1338)

Conseillers en relations industrielles, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 14)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1053. (Document n° 953)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1831. (Document n° 1606)

Conseillers et conseillères d'orientation, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 13)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 598)

Constitution:

Communiqué final (versions française et anglaise) en date du 9 juin 1990 concernant la rencontre des premiers ministres. Déposé, 505. (Document n° 408)

Communiqué final signé (versions française et anglaise) en date du 9 juin 1990 concernant la rencontre des premiers ministres. Déposé, 517. (Document n° 410)

Copie de l'Accord constitutionnel signé à Ottawa le 16 avril 1981 accompagné d'une annexe. Déposé, 496. (Document n° 395)

Entente concernant le déroulement d'un interpellation avec le Premier ministre. Déposé, 1590. (Document n° 1403)

Lettre du leader de l'Opposition soulevant une question de privilège mettant en cause le Premier ministre et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Déposé, 495. (Document n° 394)

Opinion juridique concernant l'article 2 de l'Accord du lac Meech. Déposé, 429. (Document n° 332)

Contamination potentielle par les poussières de plomb:

Lettre de la directrice du département de santé communautaire Maisonneuve-Rosemont concernant la-. Déposé, 464. (Document n° 366)

Contrat de creusage pour la ligne sous-fluviale entre Grondines et Lotbinière:- Communiqué de presse d'Hydro-Québec ayant trait au contrat accordé à G.Torno Québec. Déposé, 464. (Document n° 367)

Contrats attribués par le ministère de la Santé et des Services sociaux:

Correspondance concernant des travaux de transformation de l'ancien hôpital Saint-Eusèbe à Joliette. Déposé, 54. (Document n° 76)

Document du ministère faisant état de la construction d'établissements. Déposé, 54. (Document n° 74)

Liasse de documents concernant des-. Déposé, 54. (Document n° 75)

Listes de contrats accordés par le ministère. Déposé, 63. (Document n° 87)

Contrats attribués par le ministère des Transports:

Réponses à deux questions écrites. Déposés, 1025. (Documents n^{os} 922, 923)

Contrats du gouvernement:

Rapport du groupe de travail sur le processus d'octroi de-. Déposé, 463. (Document n° 365)

Convention collective des ingénieurs du gouvernement:

Document déposé lors de la présentation du projet de loi 149, 1210. (Document n° 1080)

Corporation des maîtres électriciens du Québec:

Rapport annuel au 31 juillet 1991. Déposé, 1510. (Document n° 1325)

Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain:

Directives portant sur ses objectifs et son orientation. Déposé, 1538. (Document n° 1353)

Corporations professionnelles:

Administrateurs agréés

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 596)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1266)

Agronomes

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 62. (Document n° 84)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 518. (Document n° 411)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 662. (Document n° 571)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1267)

Architectes

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 62. (Document n° 85)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 813)

Arpenteurs-géomètres

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 221. (Document n° 223)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 594)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1343)

Audioprothésistes

Rapports annuels 1985-1986, 1986-1987 et 1987-1988. Déposé, 29. (Document n° 28)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 677. (Document n° 592)

Barreau du Québec

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 220. (Document n° 225)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 956. (Document n° 812)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1268)

Chimistes

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 9)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 577)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1489. (Document n° 1289)

Chiropraticiens

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 10)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 847)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1831. (Document n° 1605)

Comptables agréés

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 574)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1269)

Comptables en management accrédités

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 11)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 575)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1270)

Comptables généraux licenciés

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 12)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 662. (Document n° 572)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1271)

Conseillers en relations industrielles

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 14)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1053. (Document n° 953)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1831. (Document n° 1606)

Conseillers et conseillères d'orientation

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 13)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 598)

Dentistes

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 15)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 814)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1489. (Document n° 1290)

Denturologistes

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 16)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 815)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1622. (Document n° 1427)

Diététistes

- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 593)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1339)

Ergothérapeutes

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 394. (Document n° 324)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 817)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1547. (Document n° 1361)

Évaluateurs agréés

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 121. (Document n° 110)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 798. (Document n° 703)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1341)

Hygiénistes dentaires

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 17)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 816)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1340)

Infirmières et infirmiers

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 121. (Document n° 111)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 842)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1742. (Document n° 1520)

Infirmières et infirmiers auxiliaires

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 18)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1108. (Document n° 1016)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1489. (Document n° 1291)

Ingénieurs

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 19)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 595)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1489. (Document n° 1292)

Ingénieurs forestiers

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 62. (Document n° 86)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 690. (Document n° 608)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1573. (Document n° 1386)

Inhalothérapeutes

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 20)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 843)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1628. (Document n° 1430)

Médecins

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 153. (Document n° 155)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 844)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1594. (Document n° 1404)

Médecins vétérinaires

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 21)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 467. (Document n° 368)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1293)

Notaires

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 121. (Document n° 112)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 845)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1294)

Opticiens d'ordonnances

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 120. (Document n° 109)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 846)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1342)

Optométristes

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 221. (Document n° 224)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1053. (Document n° 952)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1628. (Document n° 1431)

Orthophonistes et audiologistes

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 221. (Document n° 227)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1107. (Document n° 1014)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1772. (Document n° 1544)

Pharmaciens

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 22)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 597)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1295)

Physiothérapeutes

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 23)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 662. (Document n° 570)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1296)

Podiatres

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 220. (Document n° 226)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1490. (Document n° 1302)

Psychologues

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 24)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 739. (Document n° 648)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1297)

Techniciens en radiologie

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 25)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 576)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1299)

Techniciens et techniciennes dentaires

- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 573)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1298)

Technologistes médicaux

- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1107. (Document n° 1015)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1301)

Technologues des sciences appliquées

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 26)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 739. (Document n° 649)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1300)

Travailleurs sociaux

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 27)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1052. (Document n° 951)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1831. (Document n° 1604)

Urbanistes

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 394. (Document n° 325)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 772. (Document n° 676)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1831. (Document n° 1607)

Côte-Nord:

Décision du Conseil du Trésor concernant un cadre de gestion relatif à des projets reliés aux réseaux d'égout ou d'aqueduc etc. Déposé, 445. (Document n° 351)

Courtage immobilier:

Document de consultation intitulé: Le-. Déposé, 606. (Document n° 520)

Crédits budgétaires:

Crédits 1990-1991. Déposé, 239. (Document n° 236)

Crédits 1991-1992. Déposé, 1060. (Document n° 965)

Crédits provisoires 1991-1992. Déposé, 1046. (Document n° 948)

Crédits supplémentaires # 2, 1989-1990. Déposé, 105. (Document n° 94)

Crédits supplémentaires # 3, 1989-1990. Déposé, 195. (Document n° 208)

Crédits supplémentaires # 1, 1990-1991. Déposé, 866. (Document n° 743)

Crédits supplémentaires # 1, 1991-1992. Déposé, 1690. (Document n° 1482)

Crédits provisoires 1992-1993. Déposé, 1884. (Document n° 1653)

Documents déposés pendant l'étude des crédits provisoires (1990-1991), 250. (Documents n°s 239, 240)

Documents déposés pendant l'étude des crédits supplémentaires # 1 (1990-1991), 908. (Document n° 778)

Documents déposés pendant l'étude des crédits supplémentaires # 1 (1991-1992), 1709, 1711. (Documents n°s 1497, 1498)

Rapports des commissions permanentes qui ont étudié les crédits budgétaires 1990-1991 et 1991-1992. Déposés, 473, 1158. (Documents n°s 374, 1046)

Crise autochtone:- Voir Autochtones.

Curateur public:

Rapport annuel 1989. Déposé, 503. (Document n° 397)

Rapport annuel 1990. Déposé, 1441. (Document n° 1228)

- D -

Déchets dangereux:

Extrait du *Journal des débats* du 19 avril 1983 concernant la gestion de-. Déposé, 869. (Document n° 757)

Décision du Conseil des ministres:

Décret 235-89 concernant les équilibres financiers et la politique de dépenses.
Déposé, 253. (Document n° 244)

Décisions du Conseil du Trésor:

Décision concernant le programme d'aide matérielle déposée lors d'un débat en commission plénière sur les compressions budgétaires du gouvernement.
Déposé, 177. (Document n° 198)

Décision concernant un cadre de gestion relatif à des projets reliés aux réseaux d'égout ou d'aqueduc, etc. sur la Côte-Nord. Déposé, 445.
(Document n° 351)

Déclaration concernant les conflits d'intérêts: Voir Conflits d'intérêts**Déclaration ministérielle (programme de crédit d'impôt pour capitalisation des petites et moyennes entreprises):**

Texte de la déclaration et annexes. Déposé, 1401. (Document n° 1197)

Décrets du gouvernement:

231-89 concernant le Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine public. Déposé, 1325. (Document n° 1143)

235-89 concernant les équilibres financiers et la politique de dépenses. Déposé, 253. (Document n° 244)

918-89 concernant la communication de renseignements entre le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et la Commission de la construction du Québec. Déposé, 442. (Document n° 342)

1040-89 concernant une entente entre la Fondation Santa Cabrini et l'Hôpital Santa Cabrini. Déposé, 443. (Document n° 345)

1448-89 concernant la communication de renseignements entre le ministre de l'Éducation et le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Déposé, 443. (Document n° 344)

1491-89 concernant l'échange de renseignements entre la Fondation Duchesse d'Aiguillon et l'Hôtel-Dieu de Québec. Déposé, 443. (Document n° 343)

1550-89 concernant une entente entre La Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants et l'Hôpital de Montréal pour enfants. Déposé, 443. (Document n° 346)

19-90 et 20-90 concernant la communication de renseignements entre la Régie des rentes et le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle. Déposé, 442. (Documents n^{os} 338, 339)

21-90 concernant l'échange de renseignements entre la RAMQ et la CARRA. Déposé, 442. (Document n° 340)

268-90 concernant l'échange de renseignements entre la CARRA et la Commission des écoles catholiques de Montréal. Déposé, 442. (Document n° 341)

- 548-90 concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires 1989-1994. Déposé, 587. (Document n° 485)
- 37-91 concernant la Corporation du Parc technologique du Québec métropolitain. Déposé, 1188. (Document n° 1076)
- 576-91 concernant l'acquisition d'actions de Disque Améric inc. par la SOGIC. Déposé, 1442. (Document n° 1237)
- 846-91 concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires 1990-1995. Déposé, 1475. (Document n° 1265)
- 1546-91 concernant un contrat d'énergie secondaire entre Hydro-Québec et Citizens Utilities Company. Déposé, 1800. (Document n° 1573)

Déduction fiscale à l'égard des films certifiés québécois:

- Annexe accompagnant une déclaration ministérielle. Déposé, 149. (Document n° 147)

Défi performance:

- Document produit par Hydro-Québec. Déposé, 827. (Document n° 729)

Delage, M^e Gérard:

- Copie d'une lettre adressée au ministre du Tourisme le 21 mai 1991. Déposé, 1280. (Document n° 1108)

Délimitation des circonscriptions électorales:

- Lettre concernant la décision de la Commission de la représentation électorale de procéder à une nouvelle-. Déposé, 321. (Document n° 283)
- Rapport sommaire de la Commission de la représentation électorale remis après la tenue d'élections générales. Déposé, 154. (Document n° 159)

Démission de M. Yves Séguin (Montmorency):

- Lettre en date du 21 décembre 1990. Déposé, 1012. (Document n° 902)

Dentistes, Ordre:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 15)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 814)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1489. (Document n° 1290)

Denturologistes, Ordre:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 16)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 815)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1622. (Document n° 1427)

Dépotoirs:

- Copie du plan d'urgence émis lors de l'incendie de pneus à Saint-Amable. Déposé, 437. (Document n° 335)
- Réponse à une question écrite concernant la liste des dépotoirs exploités à ce jour. Déposé, 997. (Document n° 883)

Dérailleurs D.A.D. Limitée:

Deux lettres concernant une demande d'aide sous forme de prêt participatif.

Déposé, 1762. (Document n° 1538)

Extrait du Fichier central des entreprises relatif à cette entreprise. Déposé, 1762. (Document n° 1539)

Déroptions à l'âge d'admission:

Réponses à deux questions écrites concernant les dérogations accordées en 1989-1990 et en 1990-1991. Déposés, 221, 997. (Documents n°s 229, 879)

Deutsche Bank:

Copie d'un document sur les événements récents au Québec. Déposé, 1091. (Document n° 994)

Développement économique des régions:

Programmation agréée par le comité de gestion de l'Entente auxiliaire Canada-Québec. Déposé, 155. (Document n° 165)

Réponses à deux questions écrites concernant l'aide financière en vertu de l'Entente Canada-Québec. Déposés, 304. (Documents n°s 271, 272)

Dézonage agricole:

Communiqué concernant le dézonage du mont Le Pénit. Déposé, 931. (Document n° 796)

Documents concernant la municipalité de Frelighsburg. Déposés, 932. (Document n°s 797, 798)

Lettre et documents concernant la ville de Carignan. Déposés, 917. (Document n°s 789, 790)

Rapport sur les mutations immobilières dans la portion du territoire de Laval susceptible d'être dézonée. Déposé, 134. (Document n° 124)

Réponse à une question écrite concernant le nombre de demandes à la CPTA provenant du comté de Portneuf. Déposé, 305. (Document n° 277)

Diagramme de l'Assemblée nationale:- Déposés, 98, 721, 1459, 1539, 1829. (Documents n°s 91, 635, 1250, 1357, 1596)

Diététistes, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 593)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1339)

Directeur de la législation:- Rapports:

204, 211, 231, 232, 233. Déposé, 104. (Document n° 93)

224. Déposé, 119. (Document n° 102)

228. Déposé, 141. (Document n° 133)

203, 205, 209, 217. Déposé, 151. (Document n° 148)

200, 206. Déposé, 165. (Document n° 167)

210. Déposé, 339. (Document n° 291)

215, 237, 247. Déposé, 340. (Document n° 292)
 230, 240, 243. Déposé, 382. (Document n° 314)
 218, 220. Déposé, 393. (Document n° 321)
 249, 253. Déposé, 441. (Document n° 337)
 221, 248, 259. Déposé, 471. (Document n° 370)
 229, 255, 256, 257. Déposé, 477. (Document n° 376)
 223. Déposé, 541. (Document n° 430)
 254. Déposé, 621. (Document n° 537)
 236, 260. Déposé, 849. (Document n° 739)
 207. Déposé, 1299. (Document n° 1124)
 225. Déposé, 1137. (Document n° 1031)
 246. Déposé, 994. (Document n° 864)
 250. Déposé, 1403. (Document n° 1199)
 258. Déposé, 886. (Document n° 761)
 261. Déposé, 1195. (Document n° 1077)
 264. Déposé, 1187. (Document n° 1075)
 266. Déposé, 1347. (Document n° 1158)
 267. Déposé, 1681. (Document n° 1474)
 268. Déposé, 904. (Document n° 772)
 269. Déposé, 1137. (Document n° 1032)
 270. Déposé, 1300. (Document n° 1125)
 272. Déposé, 886. (Document n° 760)
 273. Déposé, 1402. (Document n° 1198)
 274. Déposé, 1136. (Document n° 1029)
 275. Déposé, 1196. (Document n° 1079)
 276. Déposé, 1136. (Document n° 1030)
 278. Déposé, 1165. (Document n° 1050)
 279. Déposé, 1165. (Document n° 1051)
 280. Déposé, 1300. (Document n° 1126)
 281. Déposé, 1439. (Document n° 1215)
 282. Déposé, 1856. (Document n° 1635)
 283. Déposé, 1141. (Document n° 1036)
 284. Déposé, 1615. (Document n° 1419)
 285. Déposé, 1301. (Document n° 1127)
 287. Déposé, 1354. (Document n° 1161)
 288. Déposé, 1196. (Document n° 1078)
 289. Déposé, 1135. (Document n° 1028)
 290. Déposé, 1713. (Document n° 1500)
 291. Déposé, 1615. (Document n° 1418)
 292. Déposé, 1176. (Document n° 1058)
 293. Déposé, 1616. (Document n° 1420)
 294. Déposé, 1673. (Document n° 1463)
 295. Déposé, 1617. (Document n° 1422)
 296. Déposé, 1672. (Document n° 1462)
 297. Déposé, 1741. (Document n° 1518)
 299. Déposé, 1616. (Document n° 1421)

- 300. Déposé, 1713. (Document n° 1499)
- 301. Déposé, 1681. (Document n° 1473)
- 303. Déposé, 1621. (Document n° 1425)
- 304. Déposé, 1799. (Document n° 1570)
- 305. Déposé, 1749. (Document n° 1529)

Directeur général des élections:

- Liste des candidats élus lors du scrutin du 25 septembre 1989. Déposé, 1. (Document n° 1)
- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 31. (Document n° 37)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 664. (Document n° 583)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1476. (Document n° 1274)
- Rapport à l'Assemblée sur la participation du DGE à des élections à Haïti. Déposé, 1444. (Document n° 1245)
- Rapport d'une décision prise conformément à l'article 490 de la *Loi électorale*. Déposé, 30. (Document n° 30)
- Rapport préliminaire des résultats du scrutin du 25 septembre 1989. Déposé, 30. (Document n° 29)
- Rapport des résultats officiels du scrutin du 25 septembre 1989. Déposé, 142. (Document n° 136)
- Rapport des résultats officiels du scrutin du 12 août 1991. Déposé, 1476. (Document n° 1273)
- Rapport des résultats officiels du scrutin du 20 janvier 1992. Déposé, 1832. (Document n° 1609)
- Rapport financier préliminaire pour 1989-1990, prévisions budgétaires et notes explicatives. Déposés, 267, 321. (Documents n°s 249, 284)
- Rapport financier préliminaire pour 1990-1991, prévisions budgétaires et notes explicatives. Déposés, 1079, 1143. (Documents n°s 980, 1039)
- Rapport sur l'élection tenue le 10 avril 1989 en Nunavik. Déposé, 341. (Document n° 294)
- Rapport en inuktitut sur l'élection tenue le 10 avril 1989 en Nunavik. Déposé, 1477. (Document n° 1275)
- Rapport complémentaire concernant l'élection du 26 juin 1990 en Nunavik. Déposé, 972. (Document n° 856)
- Rapport en inuktitut sur l'élection tenue le 26 juin 1990 en Nunavik. Déposé, 1477. (Document n° 1276)
- Rapport sur la mise en application de l'article 490 de la *Loi électorale*. Déposé, 1832. (Document n° 1610)

Direction de la formation à distance:

- Déclaration de candidature sur laquelle le nom de M. Raymond Godbout est inscrit en tant qu'agent officiel. Déposé, 1675. (Document n° 1471)
- Document illustrant certaines relations entre les employés de la Direction. Déposé, 1605. (Document n° 1415)
- Lettre de professionnels adressée au sous-ministre de l'Éducation. Déposé, 1584. (Document n° 1402)

Lettre du sous-ministre associé à la Justice concernant le dépôt du rapport d'enquête. Déposé, 1762. (Document n° 1537)

Lettres concernant le licenciement d'une employée. Déposé, 1662. (Document n° 1460)

Rapport de l'enquête sur la gestion à cette direction et liasse de lettres concernant ce rapport. Déposés, 1771. (Documents n°s 1541, 1542)

Documents dont la loi prescrit le dépôt:

Liste. Déposé, 31. (Document n° 35) Voir ANNEXE A

Domtar (Windsor):

Lettre d'Hydro-Québec à Windsor Cogénération Inc. Déposé, 1563. (Document n° 1385)

Droits et permis:

Réponses à des questions écrites concernant les revenus perçus par certains ministères et organismes. Déposés, 1518, 1519, 1547, 1574, 1604, 1801. (Documents n°s 1329, 1331, 1332, 1362, 1363, 1364, 1365, 1390, 1409, 1581)

Dugil Inc.:

Trois lettres confirmant la démission de M. Robert Dutil. Déposé, 1803. (Document n° 1589)

- E -

Éducation des adultes:

Lettre du ministre de l'Éducation au président du Conseil du Trésor concernant les crédits accordés aux activités de formation. Déposé, 999. (Document n° 891)

Réponse à une question écrite concernant l'enveloppe consentie aux activités de formation. Déposé, 997. (Document n° 880)

Éducation, ministère:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1176. (Document n° 1059)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1440. (Document n° 1221)

Réponse à une question écrite concernant les projets d'immobilisations du ministère. Déposé, 221. (Document n° 230)

Tableau indiquant la ventilation des crédits supplémentaires (1991-1992). Déposé, 1711. (Document n° 1498)

Efficacité dans la transparence:

Rapport du groupe de travail sur les processus d'octroi de contrats du gouvernement intitulé: L'. Déposé, 463. (Document n° 365)

Égalité d'accès des citoyens à la fonction publique:

Rapport de la Commission de la fonction publique (a. 115 de la *Loi sur la fonction publique*). Déposé, 916. (Document n° 787)

Égalité pour les femmes de la fonction publique:

Rapport d'étape 1987-1990. Déposé, 587. (Document n° 486)

Élection partielle du 12 août 1991:

Certificat d'élection de M. Jean Filion dans la circonscription électorale de Montmorency. Déposé, 1459. (Document n° 1249)

Rapport du DGE. Déposé, 1476. (Document n° 1273)

Élection partielle du 20 janvier 1992:

Lettre du DGE et avis proclamant l'élection de M. Pierre Bélanger dans la circonscription électorale d'Anjou. Déposé, 1829. (Document n° 1595)

Rapport du DGE. Déposé, 1832. (Document n° 1609)

Élections en Nunavik:

Rapport du DGE sur l'élection du 10 avril 1989. Déposé, 341. (Document n° 294)

Rapport complémentaire du DGE sur l'élection partielle du 26 juin 1990. Déposé, 972. (Document n° 856)

Rapport en inuktitut sur l'élection tenue le 10 avril 1989. Déposé, 1477. (Document n° 1275)

Rapport en inuktitut sur l'élection tenue le 26 juin 1990 en Nunavik. Déposé, 1477. (Document n° 1276)

Élections générales du 25 septembre 1989:

Liste des candidats élus transmise par le Directeur général des élections. Déposé, 1. (Document n° 1)

Rapport d'une décision prise conformément à l'article 490 de la *Loi électorale*. Déposé, 30. (Document n° 30)

Rapport préliminaire des résultats du scrutin. Déposé, 30. (Document n° 29)

Rapport des résultats officiels. Déposé, 142. (Document n° 136)

Énergie et Ressources, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 311. (Document n° 280)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1095. (Document n° 995)

Enfouissement sanitaire:

Réponse à une question écrite concernant les lieux autorisés par le ministère de l'Environnement. Déposé, 997. (Document n° 882)

Énoncés de politique:

Culture et arts. Déposé, 1372. (Document n° 1176)

Développement de la main-d'oeuvre. Déposé, 1741. (Document n° 1519)

Immigration et intégration des nouveaux arrivants. Déposé, 858. (Document n° 742)

Enquête sur la gestion à la Direction de la formation à distance:

Rapport de la firme Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne et liasse de lettres concernant ce rapport. Déposés, 1771. (Documents n°s 1541, 1542)

Enseignement supérieur et Science, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 449. (Document n° 353)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 969. (Document n° 840)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1830. (Document n° 1603)

Entente avec la Motion Picture Export Association of America:

Protocole d'entente prolongeant celui intervenu le 22 octobre 1986. Déposé, 1732. (Document n° 1512)

Entente Canada-Québec sur l'adaptation des travailleurs âgés:

Lettre de la députée d'Hochelaga—Maisonnette adressée au ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle. Déposé, 1715. (Document n° 1504)

Entente Canada-Québec sur le développement économique des régions:

Programmation. Déposé, 155. (Document n° 165)

Réponses à deux questions écrites concernant l'aide financière accordée en vertu de l'-. Déposés, 304. (Documents n°s 271, 272)

Entente Canada-Québec sur la formation en établissement:

Réponses à deux questions écrites concernant l'-. Déposés, 1177. (Documents n°s 1062, 1063)

Entente Canada-Québec sur la planification de l'emploi:

Réponse à une question écrite concernant le comité conjoint créé en vertu de l'-. Déposé, 1177. (Document n° 1064)

Entente constitutionnelle du 9 juin 1990:

Lettre du leader de l'Opposition soulevant une question de privilège mettant en cause le Premier ministre et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Déposé, 495. (Document n° 394)

Ententes avec les nations autochtones:

Copies d'ententes conclues depuis 1985. Déposé, 654. (Document n° 563)

Ententes-cadres signées lors de sommets économiques:

Réponse à une question écrite concernant l'aide financière en vertu d'-. Déposé, 304. (Document n° 271)

Ententes forestières Canada-Québec:

Répartition des fonds alloués à Forêts Canada. Déposé, 1294. (Document n° 1121)

Ententes intermunicipales:

Réponse à une question écrite. Déposé, 1743. (Document n° 1522)

Ententes intervenues entre les députés de l'Assemblée nationale:

Séances extraordinaires des 30 août et 4 septembre 1990. Déposés, 647, 653. (Documents n°s 555, 562)

Ententes relatives à l'accès à l'information:

Deux ententes d'échange de renseignements entre la Régie des rentes du Québec et les CSS ainsi que l'avis émis par la Commission d'accès à l'information. Déposé, 1142. (Document n° 1037)

Deux ententes, l'une en vertu de la *Loi sur la sécurité du revenu* et l'autre en vertu de la *Loi sur le régime de rentes du Québec*. Déposé, 1489. (Document n° 1287)

Entente d'échange de renseignements entre la CARRA et la RRQ accompagnée de l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 1503. (Document n° 1311)

Entrepreneur autonome:

Lettre de l'Association des entrepreneurs en construction concernant le statut de l'entrepreneur autonome tel que défini dans les projets de loi 185 et 186. Déposé, 1814. (Document n° 1590)

Environnement:

Décision de la Commission d'accès à l'information concernant une demande d'accès aux rapports concernant la Sablière Thouin. Déposé, 869. (Document n° 756)

Extrait du *Journal des débats* du 19 avril 1983 concernant la gestion des déchets. Déposé, 869. (Document n° 757)

Lettre concernant la contamination potentielle par les poussières de plomb sur le territoire de Maisonneuve-Rosemont. Déposé, 464. (Document n° 366)

Lettre du ministre soulignant l'engagement de M. Tony Lesauteur. Déposé, 1441. (Document n° 1226)

Rapport annuel 1988-1989 du ministère. Déposé, 604. (Document n° 510)

Rapport annuel 1989-1990 du ministère. Déposé, 969. (Document n° 836)

Rapport annuel 1990-1991 du ministère. Déposé, 1790. (Document n° 1557)

Rapport d'enquête relatif à la Sablière Thouin. Déposé, 869. (Document n° 755)

Réponses à des questions écrites:

Dépotoirs exploités à ce jour. Déposé, 997. (Document n° 883)

Effectifs et budgets concernant les directions régionales du ministère. Déposé, 531. (Document n° 427)

Industries participant au programme de réduction des rejets industriels.
Déposé, 997. (Document n° 884)

Lieux d'enfouissement sanitaire autorisés par le ministère. Déposé, 997.
(Document n° 882)

Nombre de poursuites intentées par le ministère. Déposé, 997. (Document
n° 881)

Télégramme du ministre de l'Environnement à son homologue fédéral concernant le projet de loi C-13. Déposé, 1864. (Document n° 1647)

Ergothérapeutes, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 394. (Document n° 324)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 817)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1547. (Document n° 1361)

Établissements du réseau de la santé et des services sociaux:

Réponse à des questions écrites:

Établissements ayant fait l'objet d'une enquête. Déposé, 834. (Document n°
731)

Établissements reconnus en vertu de l'article 113f de la *Charte de la
langue française*. Déposé, 834. (Document n° 732)

Évaluateurs agréés, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 121. (Document n° 110)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 798. (Document n° 703)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1341)

- F -

Faune du Québec:

Réponse à une question écrite concernant la brochure publiée par le MLCP.
Déposé, 1845. (Document n° 1632)

Fermetures d'usines et licenciements:

Liste des avis de licenciements reçus dans la région de Montréal en 1989.
Déposé, 479. (Document n° 378)

Réponse à une question écrite. Déposé, 809. (Document n° 712)

Financement des programmes établis:

Tableau faisant état des coupures du gouvernement fédéral. Déposé, 1363.
(Document n° 1173)

Financement équitable à la mesure de nos moyens, Un:

Document préparé par le ministère de la Santé et des Services sociaux
intitulé:-. Déposé, 1815. (Document n° 1591)

Finances, ministère:

Rapport financier 1988-1989. Déposé, 152. (Document n° 150)

Rapport financier 1989-1990. Déposé, 968. (Document n° 834)

Rapport financier 1990-1991. Déposé, 1789. (Document n° 1552)

Fiscalité municipale:

Réponse à une question écrite concernant l'étude portant sur l'article 65.1 de la Loi. Déposé, 304. (Document n° 273)

Fonction publique:

Rapport d'étape 1987-1990 du Conseil du Trésor sur le programme d'accès à l'égalité pour les femmes. Déposé, 587. (Document n° 486)

Rapport prévu en vertu des articles 83 et 84 de la Loi. Déposé, 797. (Document n° 700)

Rapport prévu en vertu de l'article 115 de la Loi. Déposé, 916. (Document n° 787)

Réponse à une question écrite concernant les personnes de moins de trente ans embauchées depuis 1985. Déposé, 867. (Document n° 747)

Fondation de la faune:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 46. (Document n° 66)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 709. (Document n° 620)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1489. (Document n° 1288)

Fonds d'aide aux recours collectifs:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 134. (Document n° 126)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 739. (Document n° 647)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1583. (Document n° 1397)

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels:

Trois réponses à des questions écrites. Déposés, 1573. (Document n^{os} 1387, 1388, 1389)

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 304. (Document n° 270)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 622. (Document n° 538)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1440. (Document n° 1224)

Fonds de la recherche en santé:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 46. (Document n° 65)

Rapport annuel 1989-1990 et prospectus 1991-1992 des programmes de bourses. Déposés, 662. (Documents n^{os} 568, 569)

Rapport annuel 1990-1991 et prospectus 1992-1993 des programmes de bourses. Déposé, 1527. (Document n° 1337)

Fonds d'indemnisation du courtage immobilier:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 168. (Document n° 179)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 798. (Document n° 704)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1538. (Document n° 1355)

Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche:

Rapport annuel au 31 mai 1990. Déposé, 1158. (Document n° 1045)

Rapport annuel au 31 mai 1991. Déposé, 1830. (Document n° 1601)

Fontaine, M. Serge:

Réponse à une question écrite concernant un contrat accordé. Déposé, 1518. (Document n° 1328)

Forces canadiennes:

Lettre du ministre de la Sécurité publique demandant que les Forces canadiennes poursuivent leur intervention à Oka et à Kahnawake, accompagnée de deux réquisitions. Déposé, 764. (Document n° 669)

Liste des équipements prêtés par les Forces canadiennes à la Sûreté du Québec. Déposé, 773. (Document n° 681)

Rapport sur les circonstances ayant entraîné la réquisition des Forces armées transmis par le ministre de la Sécurité publique. Déposé, 764. (Document n° 670)

Forêts:

Extrait du *Boisé gaspésien* concernant le reboisement dans le cadre du Plan de l'Est. Déposé, 1332. (Document n° 1148)

Note du ministre concernant l'épandage de phytocides sur le territoire de la pourvoirie Mékoos (Mont-Laurier). Déposé, 1611. (Document n° 1417)

Rapport sur l'état des forêts publiques. Déposé, 940. (Document n° 800)

Répartition des fonds alloués à Forêts Canada pour la mise en oeuvre des ententes forestières au Québec. Déposé, 1294. (Document n° 1121)

Réponse à une question écrite concernant la régénération des aires forestières. Déposé, 274. (Document n° 255)

Réponses à des questions posées lors de la vérification d'engagements financiers du ministère. Déposé, 1611. (Document n° 1416)

Frelighsburg:

Acte de vente notarié d'une propriété de la municipalité. Déposé, 932. (Document n° 798)

Extraits des procès-verbaux du conseil municipal. Déposé, 932. (Document n° 797)

Garde estivale:

Réponse à une question écrite concernant des projets spéciaux. Déposé, 834.
(Document n° 734)

Garderies:

Réponse à une question écrite concernant des projets en matière de garde d'enfants. Déposé, 195. (Document n° 209)

Godbout, M. Raymond:

Déclaration de candidature sur laquelle le nom de M. Godbout est inscrit en tant qu'agent officiel. Déposé, 1675. (Document n° 1471)

Grand Montréal:

Document intitulé: *Pour un redressement durable — Plan stratégique du Grand Montréal*. Déposé, 1788. (Document n° 1551)

Groupe-conseil sur la politique culturelle:

Proposition d'une politique de la culture et des arts préparée par le-. Déposé, 1372. (Document n° 1176)

Groupe de travail sur la lutte contre la drogue:

Rapport en date de juin 1990. Déposé, 530. (Document n° 425)

Groupe de travail sur l'application des mesures de protection de la jeunesse:

Rapport intitulé: *La protection sur mesure: un projet collectif*. Déposé, 1789.
(Document n° 1556)

Groupe de travail sur les processus d'octroi de contrats du gouvernement:-

Rapport du-, intitulé: *L'efficacité dans la transparence*. Déposé, 463.
(Document n° 365)

Groupe de travail sur l'usine Alex Couture Inc.:

Réponse à une question écrite concernant les personnes désignées par certains ministères. Déposé, 1026. (Document n° 930)

Groupe Malenfant: Voir Malenfant, Raymond

Groupes invités par les commissions, listes:

CAS (sages-femmes). Déposé, 26. (Document n° 2)

CAS (excédents d'actif des régimes de retraite). Déposé, 905. (Document n° 774)

CAS (financement des services de santé et des services sociaux). Déposé, 1816. (Document n° 1592)

CAE (qualité de l'environnement). Déposé, 382. (Document n° 313)

CAE (Société québécoise de récupération et de recyclage). Déposé, 439. (Document n° 336)

CAE (organismes intermunicipaux de l'Outaouais). Déposé, 888. (Document n° 767)

CAE (finances municipales). Déposé, 1295. (Document n° 1123)

CAPA (prévention de la cruauté envers les animaux). Déposé, 1029. (Document n° 933)

CC (accès aux documents). Déposé, 618. (Document n° 535)

CC (cinéma). Déposé, 1060. (Document n° 964)

CE (denturologie). Déposé, 619. (Document n° 536)

CE (enseignement privé). Déposé, 1423. (Document n° 1214)

CET (industrie de la construction et bâtiment). Déposé, 1676. (Document n° 1472)

CI (membres de l'Assemblée nationale). Déposé, 1836. (Document n° 1625)

G. Torno inc.:

Communiqué de presse d'Hydro-Québec ayant trait à l'attribution du contrat de creusage du tunnel de la ligne entre Grondines et Lotbinière. Déposé, 464. (Document n° 367)

- H -

Hébergement et déplacement des personnes handicapées:

Réponse à une question écrite. Déposé, 971. (Document n° 852)

Heures d'affaires des établissements commerciaux:

Deux documents d'information. Déposé, 62. (Document n° 82)

HLM (réponses à des questions écrites):

Liste d'attente et nombre de baux renouvelés depuis la mise en application du règlement sur l'attribution des logements à loyer modique. Déposé, 1079. (Document n° 975)

Nombre de logements administrés par les Offices municipaux du Québec depuis la mise en vigueur du règlement sur les conditions de location. Déposé, 1079. (Document n° 974)

Programmation des logements à loyer modique pour 1989-1990. Déposé, 305. (Document n° 275)

Projets autorisés et mises en chantier dans le cadre du programme de logements à loyer modique. Déposé, 1079. (Document n° 979)

Holden, M. William:

Lettre concernant le remplacement de M. Holden au Bureau de l'Assemblée nationale. Déposé, 1539. (Document n° 1356)

Hôpital Saint-Eusèbe (Joliette):

Correspondance concernant les travaux de transformation de l'ancien-. Déposé, 54. (Document n° 76)

Horaire des travaux de l'Assemblée nationale:

Lettre du leader du gouvernement concernant certaines modifications. Déposé, 644. (Document n° 553)

Hôtel-Dieu de Montréal:

Communiqué des instances décisionnelles de l'Hôtel-Dieu concernant le statut et l'avenir du centre hospitalier. Déposé, 1865. (Document n° 1648)

Huiles usées, brûlage et recyclage:

Extrait de la transcription des débats relatif à un échange au cours de la période de questions. Déposé, 1542. (Document n° 1359)

Hydro-Québec:

Allocution prononcée par le président d'Hydro-Québec au Johns Hopkins School of Advanced International Studies à Washington. Déposé, 1095. (Document n° 996)

Communiqué de presse relatif à l'augmentation des tarifs. Déposé, 349. (Document n° 306)

Communiqué de presse ayant trait à l'attribution à G. Torno inc. du contrat de creusage du tunnel de la ligne entre Grondines et Lotbinière. Déposé, 464. (Document n° 367)

Décret 1546-91 concernant un contrat d'énergie secondaire avec Citizens Utilities Company. Déposé, 1800. (Document n° 1573)

Documents relatifs à la destruction de factures. Déposés, 384. (Documents n°^{os} 319, 320)

Extrait du *Journal des débats* concernant les tarifs accordés à Reynolds et Pêchiney. Déposé, 1116. (Document n° 1021)

Lettre concernant les ententes contractuelles entre Alcan et-. Déposé, 1691. (Document n° 1485)

Ordre du jour des travaux de la CET pour l'étude de la proposition tarifaire 1992. Déposé, 1835. (Document n° 1624)

Pochette de presse comprenant une déclaration gouvernementale de la ministre et trois communiqués concernant une stratégie d'efficacité énergétique. Déposé, 879. (Document n° 759)

Publication intitulée: *Défi performance*. Déposé, 827. (Document n° 729)

Protocole d'entente intervenu entre Hydro-Québec, le Conseil de bande d'Akwesasne et un groupe d'abonnés. Déposé, 1793. (Document n° 1569)

Rapport annuel 1989. Déposé, 211. (Document n° 219)

Rapport annuel 1990. Déposé, 1089. (Document n° 986)

Rapport annuel 1991. Déposé, 1830. (Document n° 1597)

Réponse à une question écrite concernant l'étude sur les phoques du lac des Loups Marins. Déposé, 1801. (Document n° 1583)

Hygiénistes dentaires, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 17)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 816)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1340)

- I -

Immigration et intégration des nouveaux arrivants:

- Énoncé de politique intitulé: *Au Québec, pour bâtir ensemble*. Déposé, 858. (Document n° 742)

Impôt foncier:

- Décision du Conseil des ministres concernant les équilibres financiers et la politique de dépenses. Déposé, 253. (Document n° 244)

Industrie, Commerce et Technologie, ministère:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 605. (Document n° 517)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1052. (Document n° 950)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1714. (Document n° 1501)

Infirmières et infirmiers, Ordre:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 121. (Document n° 111)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 842)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1742. (Document n° 1520)

Infirmières et infirmiers auxiliaires, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 18)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1108. (Document n° 1016)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1489. (Document n° 1291)

Ingénieurs du gouvernement:

- Conventions collectives déposées lors de la présentation du projet de loi 149. Déposé, 1210. (Document n° 1080)

Ingénieurs, Ordre:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 19)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 595)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1489. (Document n° 1292)

Ingénieurs forestiers, Ordre:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 62. (Document n° 86)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 690. (Document n° 608)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1573. (Document n° 1386)

Inhalothérapeutes, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 20)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 843)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1628. (Document n° 1430)

Inspecteur général des institutions financières:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 128. (Document n° 119)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 709. (Document n° 624)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1561. (Document n° 1378)
- Rapport annuel 1989 (tarification en assurance automobile). Déposé, 321. (Document n° 282)
- Rapport annuel 1990 (tarification en assurance automobile). Déposé, 1142. (Document n° 1038)
- Rapport annuel 1989 (sociétés de fiducie et sociétés d'épargne). Déposé, 517. (Document n° 409)
- Rapport annuel 1990 (sociétés de fiducie et sociétés d'épargne). Déposé, 1389. (Document n° 1191)
- Rapport annuel 1989 (caisses d'épargne et de crédit). Déposé, 588. (Document n° 493)
- Rapport annuel 1990 (caisses d'épargne et de crédit). Déposé, 1405. (Document n° 1210)
- Rapport annuel 1989 (assurances). Déposé, 709. (Document n° 625)
- Rapport annuel 1990 (assurances). Déposé, 1443. (Document n° 1241)

Institut de police:

- Rapport annuel au 30 juin 1991. Déposé, 1800. (Document n° 1574)

Institut de recherche et d'information sur la rémunération:

- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 542. (Document n° 433)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1388. (Document n° 1185)

Institut de tourisme et d'hôtellerie:

- Rapport annuel au 30 juin 1989. Déposé, 220. (Document n° 222)
- Rapport annuel au 30 juin 1990. Déposé, 763. (Document n° 668)
- Rapport annuel au 30 juin 1991. Déposé, 1660. (Document n° 1448)

Institut québécois de recherche sur la culture:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 153. (Document n° 154)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 940. (Document n° 799)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1857. (Document n° 1637)

Institut québécois du cinéma:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 36. (Document n° 41)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 709. (Document n° 623)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1674. (Document n° 1465)

Intair:

Liasse de lettres de citoyens de la Basse-Côte-Nord demandant que soit maintenu le service aérien. Déposé, 782. (Document n° 693)

Interpellation sur les offres constitutionnelles fédérales:

Entente concernant le déroulement de l'interpellation entre le Premier ministre et le chef de l'Opposition. Déposé, 1590. (Document n° 1403)

- J -

Jeunesse:

Réponse à une question écrite concernant les répondants pour chacun des ministères ou organismes. Déposé, 867. (Document n° 746)

Jour du Commonwealth:

Message de Sa Majesté la reine Élisabeth II. Déposés, 1024, 1844. (Documents n°s 920, 1626)

Justice, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 168. (Document n° 178)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 969. (Document n° 837)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1800. (Document n° 1575)

- K -

Kahnawake:

Communiqués de presse concernant des atterrissages et décollages d'aéronefs légers lors de la crise d'Oka. Déposés, 732. (Documents n°s 644, 645)

Lettre du ministre des Affaires internationales au ministre de la Sécurité publique concernant une possible intervention policière à-. Déposé, 703. (Document n° 616)

- L -

Lait Grand Pré:

Deux lettres adressées au ministre fédéral du Commerce extérieur concernant les problèmes d'exportation de ce lait à Porto Rico. Déposé, 1662. (Document n° 1461)

Larouche, René Serge:

Lettre de démission (du caucus du Parti Libéral) du député d'Anjou. Déposé, 647. (Document n° 554)

Laval:

Rapport préparé par la Direction des affaires notariales du ministère de la Justice sur les mutations immobilières. Déposé, 134. (Document n° 124)

Réponses à deux questions concernant la vente d'immeubles par le ministère des Transports ainsi que d'un terrain au Club de Golf Islemere. Déposés, 1096. (Documents n°s 999, 1000)

Leader adjoint de l'Opposition officielle:

Lettre concernant la nomination de M. François Gendron. Déposé, 30. (Document n° 33)

Leader de l'Opposition officielle:

Lettre concernant la nomination de M. Guy Chevrete. Déposé, 30. (Document n° 32)

Leaders adjoints du gouvernement:

Lettre concernant la nomination de MM. Roger Lefebvre et Daniel Johnson. Déposé, 37. (Document n° 50)

Lettre concernant la nomination de M. Jean-Pierre Bélisle. Déposé, 678. (Document n° 599)

Lesauteur, M. Tony:

Lettre du ministre de l'Environnement à-. Déposé, 1441. (Document n° 1226)

Licenciements dans la région de Montréal:

Liste des avis reçus en 1989. Déposé, 479. (Document n° 378)

Liste des documents dont la loi prescrit le dépôt:- Déposé, 31. (Document n° 35)

Voir ANNEXE A

Loi sur la fonction publique:

Rapport prévu en vertu des articles 83 et 84. Déposé, 797. (Document n° 700)

Rapport déposé en application de l'article 115. Déposé, 916. (Document n° 787)

Loi sur la publicité le long des routes:

Document faisant état des coûts reliés à la consultation publique relative au projet de loi. Déposé, 1598. (Document n° 1407)

Loi sur le camionnage:

Rapport de la Commission des transports pour 1989. Déposé, 360. (Document n° 307)

Rapport de la Commission des transports pour 1990. Déposé, 1292. (Document n° 1112)

Loi sur les assurances:

- Rapport quinquennal sur l'application de la-. Déposé, 530. (Document n° 426)
- Extraits de quatre mémoires présentés devant la CBA. Déposé, 983. (Document n° 862)

Loi sur les forêts (a. 212):

- Rapport sur l'état des forêts publiques à la fin de l'année 1990. Déposé, 940. (Document n° 800)

Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux:

- Deux documents d'information. Déposé, 62. (Document n° 82)
- Réponse à une question écrite concernant le nombre d'inspections, de poursuites et de condamnations. Déposé, 1053. (Document n° 957)

Lois ou articles non encore en vigueur:

- Réponse à une question écrite. Déposé, 472. (Document n° 371)

Loisir, Chasse et Pêche, ministère:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 168. (Document n° 181)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 915. (Document n° 780)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1750. (Document n° 1530)
- Réponses à des questions écrites:
 - Ententes Canada-Québec relatives à la mise en valeur et à la protection de la faune depuis 1985. Déposé, 916. (Document n° 786)
 - Subventions accordées dans le cadre du programme PADEL. Déposé, 916. (Document n° 785)
 - Subventions octroyées aux conseils régionaux de l'âge d'or. Déposé, 916. (Document n° 784)

Loisirs et sports:

- Critères concernant le financement d'organismes. Déposé, 431. (Document n° 334)

Loto-Québec:

- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 571. (Document n° 466)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1403. (Document n° 1200)

Lutte contre la drogue:

- Rapport du groupe de travail. Déposé, 530. (Document n° 425)

- M -

Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu:

- Allocation du ministre lors de l'étude de crédits supplémentaires. Déposé, 908. (Document n° 778)

Rapport annuel 1988-1989 du ministère. Déposé, 167. (Document n° 176)

Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle:

Rapport annuel 1989-1990 du ministère. Déposé, 1011. (Document n° 892)

Rapport annuel 1990-1991 du ministère. Déposé, 1790. (Document n° 1560)

Maintien à domicile des personnes âgées:

Réponse à une question écrite. Déposé, 971. (Document n° 850)

Maisons de jeux de la réserve d'Akwesasne:

Lettre de M. Konrad Sioui au chef de l'Opposition officielle. Déposé, 711.
(Document n° 632)

Malenfant, Raymond:

Copie d'une demande de financement faite à la SDI et document concernant certains programmes d'aide financière de cet organisme. Déposé, 1302.
(Document n° 1130)

Déboursés du gouvernement pour le Centre de ski de la montagne du Pin Rouge. Déposé, 1343. (Document n° 1157)

Mandats spéciaux autorisés pendant l'ajournement de l'Assemblée:- Déposé, 661.
(Document n° 564)

Maternelle:

Réponse à une question écrite concernant les commissions scolaires offrant un service de transport aux élèves de-. Déposé, 1026. (Document n° 931)

Médecins, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 153. (Document n° 155)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 844)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1594. (Document n° 1404)

Médecins vétérinaires, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 21)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 467. (Document n° 368)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1293)

Médicaments de 200 ordonnances ou plus:

Étude des habitudes de consommation de-. Déposé, 426. (Document n° 329)

Ministères (rapports annuels):

Affaires culturelles

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 36. (Document n° 40)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1011. (Document n° 894)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1504. (Document n° 1313)

Affaires internationales

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 605. (Document n° 514)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1510. (Document n° 1323)

Affaires municipales

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 166. (Document n° 170)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 887. (Document n° 763)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1682. (Document n° 1475)

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 45. (Document n° 61)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 915. (Document n° 779)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1405. (Document n° 1206)

Approvisionnements et Services

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 62. (Document n° 81)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1044. (Document n° 942)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1538. (Document n° 1354)

Communautés culturelles et Immigration

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 605. (Document n° 516)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1404. (Document n° 1203)

Communications

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 572. (Document n° 470)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1405. (Document n° 1209)

Conseil exécutif

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 27. (Document n° 3)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 763. (Document n° 667)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1538. (Document n° 1352)

Éducation

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1176. (Document n° 1059)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1440. (Document n° 1221)

Énergie et Ressources

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 311. (Document n° 280)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1095. (Document n° 995)

Enseignement supérieur et Science

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 449. (Document n° 353)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 969. (Document n° 840)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1830. (Document n° 1603)

Environnement

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 604. (Document n° 510)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 969. (Document n° 836)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1790. (Document n° 1557)

Finances

- Rapport financier 1988-1989. Déposé, 152. (Document n° 150)
- Rapport financier 1989-1990. Déposé, 968. (Document n° 834)
- Rapport financier 1990-1991. Déposé, 1789. (Document n° 1552)

Industrie, Commerce et Technologie

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 605. (Document n° 517)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1052. (Document n° 950)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1714. (Document n° 1501)

Justice

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 168. (Document n° 178)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 969. (Document n° 837)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1800. (Document n° 1575)

Loisir, Chasse et Pêche

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 168. (Document n° 181)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 915. (Document n° 780)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1750. (Document n° 1530)

Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 167. (Document n° 176)

Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle

- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1011. (Document n° 892)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1790. (Document n° 1560)

Revenu

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 449. (Document n° 354)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1107. (Document n° 1013)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1790. (Document n° 1561)

Santé et Services sociaux

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 662. (Document n° 567)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1371. (Document n° 1174)

Sécurité publique

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 142. (Document n° 135)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1078. (Document n° 973)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1731. (Document n° 1508)

Tourisme

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 120. (Document n° 105)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 956. (Document n° 811)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1771. (Document n° 1543)

Transports

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 588. (Document n° 491)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1090. (Document n° 990)

Travail

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 27. (Document n° 6)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 572. (Document n° 467)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1388. (Document n° 1184)

Mise en valeur et protection de la faune:

- Réponse à une question écrite concernant les ententes Québec-Canada. Déposé, 916. (Document n° 786)

Mohawks de Kahnawake:

- Copie d'une lettre du député de Lévis au ministre des Transports concernant une subvention versée au conseil de bande. Déposé, 906. (Document n° 777)

Montérégie:

- État des placements effectués par les conseils de la santé et des services sociaux, notamment par celui de la-. Déposé, 779. (Document n° 682)

Mont Le Pinnacle:

- Communiqué de l'UPA de Saint-Hyacinthe concernant le dézonage du-. Déposé, 931. (Document n° 796)

Moyen, M. Jean:

- Rapport des dépenses électorales de-. Déposé, 292. (Document n° 265)

Motion Picture Export Association of America:

- Protocole d'entente prolongeant celui intervenu le 22 octobre 1986. Déposé, 1732. (Document n° 1512)
- Protocole d'entente intervenu le 20 janvier 1992. Déposé, 1857. (Document n° 1636)

Municipalités:

- Texte rapportant des propos concernant l'UMRCQ tenus par le ministre des Affaires municipales à la station radiophonique CKAC. Déposé, 473. (Document n° 375)

Transcription d'une conférence de presse tenue par le ministre des Affaires municipales relativement aux demandes des municipalités. Déposé, 479. (Document n° 377)

Musée d'art contemporain de Montréal:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 36. (Document n° 43)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1012. (Document n° 897)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1673. (Document n° 1464)

Musée de la civilisation:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 185. (Document n° 203)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 996. (Document n° 873)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1830. (Document n° 1600)

Musée des beaux-arts de Montréal:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1011. (Document n° 895)

Musée du Québec:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 120. (Document n° 107)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 893. (Document n° 769)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1830. (Document n° 1599)

Mutations immobilières dans la région de Laval:

Rapport préparé par la Direction des affaires notariales au ministère de la Justice. Déposé, 134. (Document n° 124)

- N -

Nominations:

Extrait de la *Gazette officielle* concernant la nomination de six membres à l'Office de la protection du consommateur. Déposé, 556. (Document n° 463)

Note d'un attaché politique adressée au Conseil exécutif concernant certaines nominations à l'Office de la protection du consommateur et à la Régie du logement. Déposé, 555. (Document n° 462)

Notaires, Ordre:

Rapport annuel 1988-1989 accompagné d'un complément. Déposé, 121. (Document n° 112)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 845)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1294)

Nunavik:

Rapport du DGE sur la tenue de l'élection du 10 avril 1989. Déposé, 341. (Document n° 294)

- Rapport complémentaire du DGE concernant l'élection du 26 juin 1990. Déposé, 972. (Document n° 856)
- Rapport en inuktitut sur l'élection tenue le 10 avril 1989 en Nunavik. Déposé, 1477. (Document n° 1275)
- Rapport en inuktitut sur l'élection tenue le 26 juin 1990 en Nunavik. Déposé, 1477. (Document n° 1276)

- O -

Obligation de voter:

- Extrait du Règlement Geoffrion (a. 302). Déposé, 760. (Document n° 666)

Occasionnels:

- Communiqué relatif à la politique du ministère des Transports. Déposé, 546. (Document n° 449)
- Directive 161000 du Conseil du Trésor. Déposé, 546. (Document n° 448)
- Document du cabinet du ministre délégué aux Transports portant sur certains dossiers. Déposé, 531. (Document n° 429)
- Lettre du député de Duplessis concernant l'inscription d'un candidat au fichier ministériel des occasionnels. Déposé, 592. (Document n° 508)
- Correspondance concernant l'inscription d'un candidat au fichier ministériel. Déposé, 609. (Document n° 533)
- Rapport de la Commission de la fonction publique concernant la gestion des emplois occasionnels et leurs titulaires. Déposé, 916. (Document n° 787)

Office de la langue française:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 106. (Document n° 97)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 808. (Document n° 709)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1617. (Document n° 1424)

Office de la protection du consommateur:

- Extrait de la *Gazette officielle* concernant la nomination de six membres. Déposé, 556. (Document n° 463)
- Note d'un attaché politique adressée au Conseil exécutif concernant certaines nominations. Déposé, 555. (Document n° 462)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 587. (Document n° 488)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1441. (Document n° 1227)

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 347. (Document n° 299)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1090. (Document n° 989)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1863. (Document n° 1642)

Office de planification et de développement:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 274. (Document n° 253)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 995. (Document n° 870)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1546. (Document n° 1360)
Réponse à une question écrite concernant le transfert de crédits budgétaires à des ministères. Déposé, 1026. (Document n° 926)

Office des personnes handicapées:

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 45. (Document n° 63)
Rapport annuel 1988-1989 (résumé en braille). Déposé, 662. (Document n° 565)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1089. (Document n° 988)

Office des professions:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 62. (Document n° 83)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 810. (Document n° 717)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1303)
Réponse à une question écrite concernant le nombre de plaintes reçues.
Déposé, 868. (Document n° 749)

Office des ressources humaines:

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1503. (Document n° 1310)
Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1388. (Document n° 1188)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1388. (Document n° 1189)

Office des services de garde à l'enfance:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 168. (Document n° 183)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 957. (Document n° 818)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1742. (Document n° 1521)

Office du crédit agricole:

Rapport annuel 1988-1989 (financement agricole et financement forestier).
Déposé, 267. (Document n° 248)
Rapport annuel 1989-1990 (financement agricole et financement forestier).
Déposé, 571. (Document n° 466)
Rapport annuel 1990-1991 (financement agricole et financement forestier).
Déposé, 1441. (Document n° 1225)

Office franco-québécois pour la jeunesse:

Rapport annuel 1988. Déposé, 168. (Document n° 182)
Rapport annuel 1989. Déposé, 996. (Document n° 876)
Rapport annuel 1990. Déposé, 1732. (Document n° 1513)

Opérations financières du gouvernement du Québec:

Sommaires pour 1989-1990 et 1990-1991. Déposés, 330. (Documents n^{os} 289, 290)
Sommaires pour 1990-1991 et 1991-1992. Déposés, 1163. (Documents n^{os} 1048, 1049)

Opticiens d'ordonnances, Ordre:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 120. (Document n° 109)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 846)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1528. (Document n° 1342)

Optométristes, Ordre:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 221. (Document n° 224)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1053. (Document n° 952)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1628. (Document n° 1431)

Ordre du jour des travaux de commissions:

- CET (proposition tarifaire d'Hydro-Québec). Déposé, 1835. (Document n° 1624)

Organismes de loisirs et de sports:

- Critères concernant le financement des-. Déposé, 431. (Document n° 334)

Organismes invités par les commissions, listes:

- CAS (sages-femmes). Déposé, 26. (Document n° 2)
- CAS (excédents d'actif des régimes de retraite). Déposé, 905. (Document n° 774)
- CAS (financement des services de santé et des services sociaux). Déposé, 1816. (Document n° 1592)
- CAE (qualité de l'environnement). Déposé, 382. (Document n° 313)
- CAE (Société québécoise de récupération et de recyclage). Déposé, 439. (Document n° 336)
- CAE (organismes intermunicipaux de l'Outaouais). Déposé, 888. (Document n° 767)
- CAE (finances municipales). Déposé, 1295. (Document n° 1123)
- CAPA (prévention de la cruauté envers les animaux). Déposé, 1029. (Document n° 933)
- CC (accès aux documents). Déposé, 618. (Document n° 535)
- CC (cinéma). Déposé, 1060. (Document n° 964)
- CE (denturologie). Déposé, 619. (Document n° 536)
- CE (enseignement privé). Déposé, 1423. (Document n° 1214)
- CET (industrie et de la construction et bâtiment). Déposé, 1676. (Document n° 1472)

Orthophonistes et audiologistes, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 221. (Document n° 227)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1107. (Document n° 1014)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1720. (Document n° 1544)

Parc industriel de Rimouski:

Lettre concernant l'implantation d'un centre de détention. Déposé, 1688.
(Document n° 1481)

Parc technologique du Québec métropolitain:

Décret 37-91 et texte des lettres patentes. Déposé, 1188. (Document n° 1076)

Partage équitable des excédents d'actif (régimes de retraite):

Document déposé, 905. (Document n° 773)

Partenaires pour un Québec compétent et compétitif:

Un énoncé de politique sur le développement de la main-d'oeuvre intitulé.
Déposé, 1741. (Document n° 1519)

Pascal inc.:

Réponse à une question écrite concernant les intervenants dans le dossier de
la faillite de-. Déposé, 1629. (Document n° 1435)

Patrimoine familial:

Réponse à une question écrite concernant le nombre de personnes qui se sont
prévaluées de leur droit de renonciation. Déposé, 780. (Document n° 687)

Péchiney et Reynolds:

Extrait du *Journal des débats* concernant les tarifs d'électricité accordés à-.
Déposé, 1116. (Document n° 1021)

Pétitions:

Accès-Bleuets, aménagement d'une route. Déposé, 1548. (Document n° 1367)

Alipèche (Sept-Îles), fermeture de l'usine. Déposé, 591. (Document n° 507)

Allaitement maternel, mesures incitatives. Déposé, 544. (Document n° 446)

Approvisionnement forestier des régions du Nord du Québec, réaménagement.
Déposés, 1519, 1584, 1722. (Documents n^{os} 1334, 1400, 1507)

Arbalète, utilisation comme arme de chasse. Déposé, 732. (Document n° 643)

Arrangements préalables de services funéraires, vente itinérante interdite.
Déposé, 1792. (Document n° 1566)

Autochtones, tenue d'audiences publiques par la Commission des droits de la
personne sur la discrimination pratiquée par les policiers. Déposé, 531.
(Document n° 428)

Autoroute 30 entre Châteauguay et Valleyfield et pont au-dessus du canal de
Beauharnois, réalisation. Déposé, 1792. (Document n° 1567)

Boisé Tailhandier (mont Saint-Bruno), conservation. Déposé, 575. (Document n°
483)

Camionneurs artisans, règlement du litige. Déposés, 544. (Documents n^{os} 441,
442)

Camps de chasse, décision du MER. Déposés, 868. (Documents n^{os} 750, 751)

Candiac, exploitation d'un système de déchets solides. Déposé, 1492. (Document n^o 1309)

Carignan, opposition à tout nouveau lieu d'enfouissement sanitaire. Déposé, 740. (Document n^o 651)

Centre de recherches de la compagnie Price (Jonquière), maintien. Déposé, 894. (Document n^o 771)

Centre hospitalier de Granby, budgets octroyés. Déposé, 649. (Document n^o 559)

Centre hospitalier Rouyn-Noranda (traitement du cancer), services offerts. Déposés, 1040, 1044, 1054, 1098, 1108. (Documents n^{os} 938, 945, 960, 1008, 1017)

Collège des Frères Saint-Gabriel, propositions à la suite de la démolition. Déposé, 998. (Document n^o 887)

Commission parlementaire sur le logement demandée. Déposés, 1016, 1040, 1045, 1054, 1097, 1104, 1126, 1138, 1143, 1159, 1166, 1178, 1294. (Documents n^{os} 916, 917, 939, 946, 947, 961, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1010, 1023, 1024, 1025, 1034, 1035, 1040, 1041, 1042, 1047, 1052, 1053, 1054, 1055, 1071, 1072, 1073, 1117, 1118, 1119)

Conseil québécois de la toxicomanie, adoption du projet de loi. Déposés, 608, 731, 748, 756, 757, 764, 773, 781, 799, 810, 821. (Documents n^{os} 532, 640, 657, 660, 661, 665, 671, 672, 680, 689, 690, 707, 708, 718, 719, 720, 727, 728)

Constitution, amendement proclamant l'indivisibilité du Canada. Déposé, 1575. (Document n^o 1393)

Conventions collectives dans le secteur de l'éducation, renouvellement. Déposé, 1104. (Document n^o 1011)

Corridor ferroviaire Saint-Jérôme—Mont-Laurier, maintien intégral. Déposé, 1332. (Document n^o 1147)

Dézonage de terres agricoles (CUM). Déposé, 1629. (Document n^o 1437)

Diabétiques (étudiants de 18 ans et plus), gratuité des médicaments. Déposés, 1519, 1529, 1530, 1555, 1563. (Documents n^{os} 1333, 1348, 1349, 1374, 1375, 1384)

École Notre-Dame-de-Montjoie (Racine), opposition à la fermeture. Déposé, 1332. (Document n^o 1146)

École polytechnique de Montréal, enquête demandée. Déposé, 450. (Document n^o 357)

Égalité économique des conjoints, maintien intégral des principes contenus dans la loi. Déposé, 554. (Document n^o 455)

Environnement, législation demandée. Déposé, 204. (Document n^o 217)

ESPACE, financement des groupes. Déposé, 136. (Document n^o 132)

Établissements commerciaux:

Amendements au projet de loi 75 sur les heures et les jours d'admission. Déposés, 487, 494, 505, 518, 519, 544, 554, 555, 575, 591, 608. (Documents n^{os} 381, 393, 404, 405, 406, 407, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 444, 445, 456, 457, 458, 459, 461,

- 484, 505, 506, 531)
- Fermeture le dimanche. Déposés, 488, 493, 494, 504, 505, 575. (Documents n^{os} 382, 383, 384, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 402, 403, 482)
- Fruiteries, ouverture le dimanche. Déposés, 555, 575, 591, 608. (Documents n^{os} 461, 484, 505, 531)
- Marché aux puces, ouverture le dimanche. Déposés, 519, 545. (Documents n^{os} 424, 447)
- Familles d'accueil, coupures dans les versements. Déposés, 878, 973, 931, 998, 1016. (Documents n^{os} 758, 795, 861, 888, 918)
- Fédération des physiothérapeutes en pratique privée, entente négociée avec la CSST. Déposé, 711. (Document n° 631)
- Fonds minier québécois, création. Déposé, 1575. (Document n° 1395)
- Frais d'hébergement en centre d'accueil. Déposés, 747, 756. (Document n^{os} 655, 662)
- Fruiteries, ouverture le dimanche. Déposés, 555, 575, 591. (Documents n^{os} 461, 484, 505)
- Garderie Centre Saint-Louis. Déposé, 748. (Document n° 656)
- Hôpital général LaSalle, lits additionnels. Déposé, 229. (Document n° 235)
- Impôt-services, exemption demandée. Déposés, 1016, 1068, 1108. (Documents n^{os} 919, 968, 1018)
- Institut Nazareth et Louis Braille, financement. Déposé, 1691. (Document n° 1484)
- Jeunes Volontaires, maintien du programme. Déposés, 204, 222. (Documents n^{os} 218, 234)
- Kuujuaq, opposition à l'implantation d'une base militaire. Déposé, 305. (Document n° 278)
- Légalisation des formes de thérapie non traditionnelles. Déposés, 868. (Documents n^{os} 752, 753, 754)
- Logements sociaux, abolition du décret haussant le coût. Déposé, 1324. (Document n° 1142)
- Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, amendements. Déposé, 121. (Document n° 116)
- Loi sur les forêts*, modification demandée. Déposés, 445, 544, 608. (Documents n^{os} 350, 443, 530)
- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé* (loi 69), retrait demandé. Déposé, 835. (Document n° 736)
- Maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, financement nécessaire. Déposés, 1091, 1111. (Documents n^{os} 993, 1020)
- Marché aux puces, ouverture le dimanche. Déposés, 519, 545. (Document n^{os} 424, 447)
- Matane, réouverture de l'usine de pâte et de ses scieries. Déposé, 1575. (Document n° 1394)
- Méto-Transplantation (bloc cœur-poumons). Déposés, 122, 128, 144, 154, 169. (Documents n^{os} 117, 121, 122, 145, 161, 186, 187)
- Mont-Laurier:
Région décrétée périphérique. Déposé, 39. (Document n° 60)

- Produits chimiques dans les forêts, opposition. Déposé, 1792. (Document n° 1568)
- Notre-Dame-de-Bon-Secours-Partie-Nord, audiences publiques sur le projet d'enfouissement sanitaire. Déposé, 1803. (Document n° 1587)
- Pont au-dessus du canal de Beauharnois et autoroute 30 entre Châteauguay et Valleyfield, réalisation. Déposé, 1792. (Document n° 1567)
- Pont Champlain, ouverture permanente de l'estacade. Déposés, 1675, 1703, 1875. (Documents n°s 1470, 1496, 1651)
- Port-Menier, transfert des services éducatifs. Déposé, 711. (Document n° 630)
- Programmes administrés par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Déposé, 1554. (Document n° 1373)
- Radio-Québec, fermeture du bureau en Gaspésie. Déposés, 504, 518, 543, 554, 575. (Documents n°s 400, 412, 440, 454, 481)
- Règles du logement imposées aux bénéficiaires de l'aide sociale. Déposés, 684, 731, 732, 740, 747, 756, 765, 781, 790, 798. (Documents n°s 605, 606, 641, 642, 652, 653, 654, 663, 664, 673, 674, 691, 692, 699, 706)
- Relations de travail, amendements aux lois et règlements. Déposé, 1530. (Document n° 1350)
- Réseau routier de qualité demandé. Déposé, 1803. (Document n° 1588)
- Route Lagueux, travaux de réfection demandés. Déposé, 555. (Document n° 460)
- Sainte-Hélène-de-Breakeyville, enquête sur certains travaux. Déposé, 518. (Document n° 413)
- Sauvegarde de la nature, appel. Déposé, 170. (Document n° 194)
- Scieries dans les Laurentides, redémarrage. Déposé, 1703. (Document n° 1495)
- Services essentiels:
- Perte d'ancienneté prévue dans la loi, opposition. Déposés, 155, 170, 178, 203, 240, 260, 275, 276, 341. (Documents n°s 162, 163, 188, 189, 190, 191, 192, 199, 216, 237, 238, 247, 258, 259, 298)
 - Retrait de la loi. Déposés, 136, 197, 222, 292. (Documents n°s 131, 213, 233, 264)
- Services optométriques, maintien. Déposé, 1845. (Document n° 1634)
- Signalisation routière, opposition au bilinguisme. Déposé, 429. (Document n° 331)
- Tarifs résidentiels d'électricité, majoration. Déposé, 1875. (Document n° 1652)
- Taxes scolaires, augmentation. Déposés, 1132, 1167. (Documents n°s 1027, 1057)
- Transfert de responsabilités en matière municipale, opposition. Déposés, 1132, 1167. (Documents n°s 1026, 1056)
- Transport en commun, opposition à la réforme municipale. Déposés, 1179, 1197, 1214, 1222, 1233, 1268, 1273, 1280, 1287, 1294, 1301, 1324, 1331, 1338, 1342, 1348, 1355, 1362, 1372, 1378, 1390, 1406, 1445. (Documents n°s 1074, 1081, 1082, 1093, 1095, 1096, 1099, 1104, 1107, 1110, 1120, 1129, 1139, 1140, 1145, 1151, 1156, 1159, 1163, 1172, 1178, 1181, 1195, 1213, 1247, 1248)

Travailleurs licenciés, dispositions législatives demandées. Déposé, 504. (Document n° 401)

Travailleuses au foyer, situation. Déposé, 170. (Document n° 193)

Usine de sciage de Belleterre, reconstruction. Déposé, 377. (Document n° 311)

Varenes, construction d'une école secondaire. Déposé, 155. (Document n° 164)

VIH, aide aux personnes atteintes. Déposés, 1563, 1574, 1605, 1622, 1629, 1642, 1648, 1721, 1733, 1845. (Documents n°s 1383, 1392, 1414, 1429, 1438, 1441, 1447, 1506, 1517, 1633)

Violence faite aux femmes:

Maisons d'hébergement, financement nécessaire. Déposés, 1091, 1111. (Documents n°s 993, 1020)

Mesures gouvernementales demandées. Déposé, 1324. (Document n° 1141)

Vivre en français, volonté exprimée. Déposé, 429. (Document n° 331)

Pharmaciens, Ordre:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 22)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 677. (Document n° 597)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1295)

Phoques du lac des Loups Marins:

Réponse à une question écrite concernant une étude commandée par Hydro-Québec. Déposé, 1801. (Document n° 1583)

Physiothérapeutes, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 23)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 662. (Document n° 570)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1296)

Phytocides:

Note du ministre concernant l'épandage de phytocides sur le territoire de la pourvoirie Mékoos (Mont-Laurier). Déposé, 1611. (Document n° 1417)

Plan quinquennal d'investissements universitaires 1989-1994:

Cadre de référence. Déposé, 571. (Document n° 464)

Décret 548-90 concernant l'approbation du plan quinquennal. Déposé, 587. (Document n° 485)

Plan quinquennal d'investissements universitaires 1990-1995:

Cadre de référence et décret 846-91 concernant l'approbation du plan quinquennal. Déposé, 1475. (Document n° 1265)

Plan stratégique du Grand Montréal:

Document préparé par le Comité ministériel permanent de développement du Grand Montréal, intitulé: *Pour un redressement durable — Plan stratégique du Grand Montréal*. Déposé, 1788. (Document n°1551)

Podiatres, Ordre:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 220. (Document n° 226)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1490. (Document n° 1302)

Politique de la culture et des arts:

Proposition présentée par le Groupe-conseil sur la politique culturelle du Québec. Déposé, 1372. (Document n° 1176)

Politique sur le développement de la main-d'oeuvre:

Énoncé de politique intitulé: *Partenaires pour un Québec compétent et compétitif*. Déposé, 1741. (Document n° 1519)

Politique sur l'immigration et l'intégration des nouveaux arrivants:

Énoncé de politique intitulé: *Au Québec, pour bâtir ensemble*. Déposé, 858. (Document n° 742)

Pour un redressement durable - Plan stratégique du Grand Montréal:

Document intitulé: -. Déposé, 1788. (Document n° 1551)

Pourvoirie Mékoos (Mont-Laurier):

Lettre du ministre des Forêts concernant l'épandage de phytocides. Déposé, 1611. (Document n° 1417)

Poussières de plomb:

Lettre concernant la contamination sur le territoire de Maisonneuve-Rosemont. Déposé, 464. (Document n° 366)

Président du caucus du PLQ:

Lettre concernant la nomination de M. Marcel Parent. Déposé, 37. (Document n° 50)

Programme d'accès à l'égalité pour les femmes de la fonction publique:

Rapport d'étape 1987-1990. Déposé, 587. (Document n° 486)

Programme d'adaptation de la main-d'oeuvre:

Réponse à une question écrite concernant la liste des comités d'adaptation de la main-d'oeuvre. Déposé, 1178. (Document n° 1067)

Programme d'aide à l'amélioration de la gestion des fumiers:

Réponse à une question écrite. Déposé, 531. (Document n° 427)

Programme d'aide à la mise de fonds administré par la SHQ:

Réponses à deux questions écrites concernant le nombre de familles aidées. Déposés, 305, 1079. (Document n^{os} 276, 976)

Programme d'aide à la restauration Canada-Québec (PARCQ):

Réponse à une question écrite. Déposé, 304. (Document n° 274)

Programme d'aide à l'intégration en emploi (PAIE):

Réponse à une question écrite le nombre de demandes d'information reçues.

Déposé, 1178. (Document n° 1069)

Tableau déposé lors de l'étude de crédits supplémentaires, 908. (Document n° 778)

Programme d'aide au développement des équipements de loisir (PADEL):

Réponse à une question écrite concernant les subventions accordées depuis 1985. Déposé, 916. (Document n° 785)

Programme d'aide aux immigrants investisseurs:

Réponse à une question écrite concernant le-. Déposé, 1177. (Document n° 1061)

Programme d'aide aux travailleurs âgés (PATA):

Lettre de la députée d'Hochelaga-Maisonneuve concernant la nouvelle entente Canada-Québec. Déposé, 1715. (Document n° 1504)

Réponse à une question écrite concernant les demandes d'aide acceptées et refusées. Déposé, 1178. (Document n° 1068)

Programme d'assainissement des eaux:

Réponses à des questions écrites concernant le volet industriel et le volet urbain du programme. Déposé, 531. (Document n° 427)

Programme de crédit d'impôt:

Réponse à une question écrite concernant les sociétés de formation. Déposé, 1177. (Document n° 1066)

Texte de la déclaration du ministre et annexe concernant la petite et moyenne entreprise. Déposé, 1401. (Document n° 1197)

Programme de logement sans but lucratif privé:

Réponse à une question écrite concernant le nombre d'unités accordées dans le volet "logements spéciaux". Déposé, 1079. (Document n° 978)

Programme de réduction des rejets industriels:

Réponse à une question écrite concernant la liste des industries participantes. Déposé, 997. (Document n° 884)

Programme d'hébergement de personnes âgées en familles d'accueil:

Lettres et articles de journaux relatifs au-. Déposé, 1709. (Document n° 1497)

Programme "Projets spéciaux de garde estivale":

Réponse à une question écrite concernant le nombre de demandes de subventions. Déposé, 834. (Document n° 734)

Programmes de formation et de qualification professionnelles:

Liste des participants par région pour 1989-1990 et 1990-1991. Déposé, 1584. (Document n° 1401)

Projet de loi C-13 sur l'environnement:

Télégramme du ministre de l'Environnement à son homologue fédéral. Déposé, 1864. (Document n° 1647)

Projets d'immobilisation du ministère de l'Éducation:

Réponse à une question écrite. Déposé, 222. (Document n° 230)

Protecteur du citoyen:

Lettre du ministre au Protecteur du citoyen concernant la réforme de la santé et des services sociaux. Déposé, 959. (Document n° 828)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 154. (Document n° 158)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 606. (Document n° 522)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1389. (Document n° 1192)

Protection de la jeunesse:

Rapport du groupe de travail sur l'application des mesures de protection de la jeunesse intitulé: *La protection sur mesure: un projet collectif*. Déposé, 1789. (Document n° 1556)

Protection de la vie privée:

Rapport annuel 1988 requis par l'article 195 du *Code criminel*. Déposé, 120. (Document n° 104)

Rapport annuel 1989 requis par l'article 195 du *Code criminel*. Déposé, 622. (Document n° 539)

Rapport annuel 1990 requis par l'article 195 du *Code criminel*. Déposé, 1360. (Document n° 1165)

Synthèse du rapport et recommandations du comité interministériel (banques privées de données personnelles). Déposé, 1103. (Document n° 1009)

Protection des animaux:

Lettre de la Société de prévention de la cruauté envers les animaux concernant un projet de réglementation. Déposé, 624. (Document n° 549)

Protocole d'entente avec la Motion Picture Export Association of America:

Protocole d'entente prolongeant celui intervenu le 22 octobre 1986. Déposé, 1732. (Document n° 1512)

Protocole d'entente intervenu le 20 janvier 1992. Déposé, 1857. (Document n° 1636)

Psychologues, Corporation professionnelle:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 24)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 739. (Document n° 648)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1297)

Publicité touristique:

- Réponse à une question écrite concernant le budget du ministère du Tourisme. Déposé, 730. (Document n° 638)

- Q -

Québec-municipalités:

- Copie d'une déclaration faite par le ministre des Affaires municipales à une station radiophonique. Déposé, 473. (Document n° 375)
- Transcription d'une conférence de presse tenue par le ministre des Affaires municipales relativement aux demandes des municipalités. Déposé, 479. (Document n° 377)

Question de privilège:

- Lettre du leader de l'Opposition mettant en cause le Premier ministre et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Déposé, 495. (Document n° 394)

- R -

Radio-Canada:

- Deux lettres du ministre des Communications concernant la fermeture de stations de télévision dans l'Est du Québec. Déposé, 999. (Document n° 890)
- Lettre du député de Masson au ministre des Communications concernant la fermeture de stations de télévision. Déposé, 999. (Document n° 889)
- Lettre du ministre des Communications à son homologue fédéral concernant les coupures annoncées. Déposé, 960. (Document n° 829)

Radio-Québec:

- Document sur la budgétisation 1991-1992. Déposé, 1069. (Document n° 969)
- Documents concernant la fermeture du bureau régional de Saint-Omer. Déposés, 299. (Documents n°s 266, 267)
- Lettre d'attente du gouvernement en date du 19 juin 1990. Déposé, 605. (Document n° 518)
- Lettre d'attente du gouvernement en date du 20 juin 1991. Déposé, 1443. (Document n° 1239)
- Politique d'information adoptée le 11 décembre 1990. Déposé, 1630. (Document n° 1439)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 780. (Document n° 684)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1491. (Document n° 1304)

Rapport Arpin:

Proposition d'une politique de la culture et des arts. Déposé, 1372. (Document n° 1176)

Rapport Bélanger-Campeau:

Procès-verbaux des séances de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Déposé, 1078. (Document n° 972)
Rapport de la Commission. Déposé, 1078. (Document n° 971)

Rapport Bernard:

Rapport du groupe de travail sur les processus d'octroi de contrats du gouvernement, intitulé: *L'efficacité dans la transparence*. Déposé, 463. (Document n° 365)

Rapport Bertrand:

Rapport du groupe de travail sur la lutte contre la drogue. Déposé, 530. (Document n° 425)

Rapport Charbonneau:

Rapport d'étape de la première partie des travaux de la Commission d'enquête sur les déchets dangereux. Déposé, 128. (Document n° 123)

Rapport de la firme Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne:

Rapport de l'enquête sur la gestion à la Direction de la formation à distance et liasse de lettres concernant ce rapport. Déposés, 1771. (Document n°^{OS} 1541, 1542)

Rapport Poulin:

Rapport du comité de travail sur la rationalisation des dépenses publiques. Déposé, 1717. (Document n° 1505)

Reboisement (Plan de l'Est):

Extrait du *Boisé gaspésien*. Déposé, 1332. (Document n° 1148)

Recherche et développement:

Réponse à une question écrite concernant le coût annuel des mesures fiscales. Déposé, 221. (Document n° 228)
Réponse à une question orale concernant certaines mesures fiscales. Déposé, 1555. (Document n° 1376)

Réforme du système de la santé et des services sociaux:

Document intitulé: *Un financement équitable à la mesure de nos moyens*. Déposé, 1815. (Document n° 1591)

Ensemble de documents intitulés: *Une réforme axée sur les citoyens*. Déposé, 887. (Document n° 762)

Lettre du ministre au Protecteur du citoyen. Déposé, 959. (Document n° 828)

Revue de presse. Déposé, 967. (Document n° 830)

Régie de la sécurité dans les sports:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 46. (Document n° 67)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1052. (Document n° 949)

Régie de l'assurance automobile:

Rapport annuel 1989. Déposé, 453. (Document n° 358)

Voir aussi Société de l'assurance automobile

Régie de l'assurance-dépôts:

Rapport annuel 1989. Déposé, 340. (Document n° 293)

Rapport annuel 1990. Déposé, 1151. (Document n° 1043)

Régie de l'assurance-maladie:

Étude des habitudes de consommation des médicaments de 200 ordonnances ou plus. Déposé, 426. (Document n° 329)

Lettre de la Commission d'accès à l'information concernant des modifications à la loi. Déposé, 426. (Document n° 330)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 542. (Document n° 431)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1403. (Document n° 1201)

Réponse à une question écrite concernant la location de locaux à Montréal et à Québec. Déposé, 1604. (Document n° 1408)

Régie des assurances agricoles:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 303. (Document n° 269)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1039. (Document n° 934)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1731. (Document n° 1509)

Régie des entreprises de construction:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 8)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 553. (Document n° 451)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1701. (Document n° 1488)

Régie des installations olympiques:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 274. (Document n° 254)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1039. (Document n° 935)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1844. (Document n° 1627)

Réponse à une question écrite concernant les investissements d'immobilisations. Déposé, 454. (Document n° 362)

Régie des loteries et courses:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 28. (Document n° 7)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 542. (Document n° 432)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1405. (Document n° 1207)

Régie des marchés agricoles et alimentaires:

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1583. (Document n° 1396)

Régie des permis d'alcool:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 572. (Document n° 469)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1440. (Document n° 1218)

Régie des rentes:

Correspondance concernant la gestion et l'embauche du personnel. Déposé, 1332. (Document n° 1149)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 604. (Document n° 511)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1388. (Document n° 1183)

Régie des télécommunications:

Avis en date de février 1990 concernant les perspectives de développement des entreprises de télécommunications. Déposé, 325. (Document n° 288)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1292. (Document n° 1113)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1561. (Document n° 1377)

Régie du cinéma:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 185. (Document n° 202)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 844. (Document n° 738)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1442. (Document n° 1235)

Régie du gaz naturel:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 152. (Document n° 149)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 994. (Document n° 866)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1800. (Document n° 1572)

Régie du logement:

Note d'une attaché politique adressée au Conseil exécutif concernant certaines nominations. Déposé, 555. (Document n° 462)
Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1012. (Document n° 900)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1509. (Document n° 1320)
Réponse à une question écrite concernant les fermetures de bureaux régionaux. Déposé, 1054. (Document n° 958)

Régimes de retraite:

Document intitulé: *Les régimes de retraite: le partage équitable des excédents d'actif*. Déposé, 905. (Document n° 773)

Règles de procédure de l'Assemblée nationale:

Modifications. Déposés, 699, 1639. (Documents n°^{os} 614, 1440)

Règlement Geoffrion:

Extrait (a. 302). Déposé, 760. (Document n° 666)

Réimpressions de projets de loi:

4 (pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes). Déposé, 503. (Document n° 397)

15 (mise en marché des produits agricoles). Déposé, 459. (Document n° 363)

Rencontre des premiers ministres:

Communiqué final (versions française et anglaise) en date du 9 juin 1990. Déposé, 505. (Document n° 408)

Communiqué final signé (versions française et anglaise) en date du 9 juin 1990. Déposé, 517. (Document n° 410)

Réquisitions des Forces armées canadiennes:

Lettre du ministre de la Sécurité publique accompagnée de deux réquisitions du Procureur général. Déposé, 764. (Document n° 669)

Rapport sur les circonstances ayant entraîné la réquisition des Forces armées transmis par le ministre de la Sécurité publique. Déposé, 764. (Document n° 670)

Résidence Sorel-Tracy inc.:

Réponse à une question écrite concernant les sommes d'argent versées par le MSSS. Réponse, 1604. (Document n° 1412)

Revenu, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 449. (Document n° 354)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1107. (Document n° 1013)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1790. (Document n° 1561)

Reynolds et Péchiney:

Extrait du *Journal des débats* concernant les tarifs d'électricité accordés à-. Déposé, 1116. (Document n°1021)

Rochette, Rochefort et Associés Ltée:

Plans et devis et contrat de services professionnels concernant la construction d'une section de l'autoroute 73. Déposé, 394. (Document n° 326)

- S -

Sablière Thoun:

Décision de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 869. (Document n° 756)

Rapport d'enquête du ministère de l'Environnement. Déposé, 869. (Document n° 755)

Résultat de l'enquête administrative interne. Déposé, 1404. (Document n° 1202)

Saint-Amable:

Copie du plan d'urgence émis lors de l'incendie du dépotoir de pneus. Déposé, 437. (Document n° 335)

Message signé par 400 enfants concernant l'élimination de la pollution. Déposé, 446. (Document n° 352)

Saint-Omer:

Documents concernant la fermeture du bureau régional de Radio-Québec. Déposés, 299. (Documents n°s 266, 267)

Santé et services sociaux:

Correspondance concernant des travaux de transformation de l'ancien hôpital Saint-Eusèbe à Joliette. Déposé, 54. (Document n° 76)

Documents du ministère:

État détaillé concernant la construction d'établissements. Déposé, 54. (Document n° 74)

Un financement équitable à la mesure de nos moyens. Déposé, 1815. (Document n° 1591)

Une réforme axée sur le citoyen. Déposé, 887. (Document n° 762)

Usage et abus de psychotropes. Déposé, 967. (Document n° 831)

Lettre du ministre au Protecteur du citoyen concernant la réforme. Déposé, 959. (Document n° 828)

Liasse de documents concernant l'attribution de contrats par le ministère. Déposé, 54. (Document n° 75)

Listes de contrats accordés par le ministère. Déposé, 63. (Document n° 87)

Rapport annuel 1988-1989 du ministère. Déposé, 662. (Document n° 567)

Rapport annuel 1989-1990 du ministère. Déposé, 1371. (Document n° 1174)

Réponses à des questions écrites:

Liste des établissements reconnus en vertu de l'article 113f de la *Charte de la langue française*. Déposé, 834. (Document n° 732)

Sanctions prises contre des établissements qui ont fait l'objet d'une enquête administrative. Déposé, 834. (Document n° 731)

Revue de presse concernant la réforme. Déposé, 967. (Document n° 830)

Scotia McLeod inc. et M. Montpetit:

Lettre de M. Daniel Lessard de la Bourse de Montréal concernant une plainte contre-. Déposé, 1295. (Document n° 1122)

Séances extraordinaires de l'Assemblée nationale:

Ententes intervenues entre les députés concernant les séances du 30 août et du 4 septembre 1990. Déposés, 647, 653. (Documents n°s 555, 562)

Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 443. (Document n° 347)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1323. (Document n° 1136)

Sécurité du revenu:

Réponses à quatre questions écrites concernant l'application des dispositions du règlement. Déposés, 809. (Documents n°s 713, 714, 715, 716)

Sécurité publique, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 142. (Document n° 135)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1078. (Document n° 973)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1731. (Document n° 1508)

Séguin, M. Yves:

Lettre de démission du député de Montmorency. Déposé, 1012. (Document n° 902)

Sept-Îles:

Lettre concernant l'audition en Cour Supérieure du dossier opposant une entreprise du Québec à la ville de-. Déposé, 1505. (Document n° 1319)

Sidbec:

Rapport annuel 1989. Déposé, 383. (Document n° 315)

Réponses à deux questions écrites concernant les investissements d'immobilisations. Déposés, 1053, 1629. (Documents n°s 955, 1434)

Sidbec-Dosco Inc.:

Rapport annuel 1990. Déposé, 1292. (Document n° 1111)

Société d'aménagement de l'Outaouais:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1012. (Document n° 901)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 887. (Document n° 764)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1760. (Document n° 1532)

Société de développement de la Baie-James:

Rapports annuels 1988 et 1989. Déposé, 994. (Document n° 865)

Réponse à une question écrite concernant les investissements d'immobilisations. Déposé, 996. (Document n° 877)

Société de développement des coopératives:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 588. (Document n° 490)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1442. (Document n° 1232)

Société de développement industriel:

Document concernant les programmes d'aide de la société et copie d'une demande de financement faite par le groupe Malenfant. Déposé, 1302. (Document n° 1130)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 37. (Document n° 49)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 578)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1442. (Document n° 1231)

Société de la Place des Arts de Montréal:-

Rapport annuel au 31 août 1988. Déposé, 36. (Document n° 44)

Rapport annuel au 30 août 1989. Déposé, 543. (Document n° 438)

Rapport annuel au 29 août 1990. Déposé, 1442. (Document n° 1236)

Société de l'assurance automobile:

Rapport annuel 1990. Déposé, 1341. (Document n° 1152)

Société de radio-télévision du Québec: Voir Radio-Québec.**Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers (REXFOR):-**

Document concernant l'octroi de contrats pour des travaux sylvicoles. Déposé, 614. (Document n° 534)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 589. (Document n° 495)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1443. (Document n° 1240)

Société des alcools:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 542. (Document n° 435)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1404. (Document n° 1204)

Société des établissements de plein air (SEPAQ):

Rapport annuel au 31 mai 1989. Déposé, 153. (Document n° 153)

Rapport annuel au 31 mai 1990. Déposé, 789. (Document n° 696)

Réponses à des questions écrites:

Activités. Déposé, 1178. (Document n° 1070)

Valeur des biens et services fournis au MLCP. Déposé, 376. (Document n° 310)

Ventilation des investissements d'immobilisations. Déposé, 1574. (Document n° 1391)

Société des loteries et courses:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 571. (Document n° 466)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1403. (Document n° 1200)

Société des traversiers:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 53. (Document n° 71)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 703. (Document n° 615)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1503. (Document n° 1312)

Société d'habitation du Québec:

Lettre demandant le report de l'adoption du projet de loi 189. Déposé, 1700. (Document n° 1487)

Rapport annuel 1988. Déposé, 167. (Document n° 171)

Rapport annuel 1989. Déposé, 604. (Document n° 509)

Rapport annuel 1990. Déposé, 1440. (Document n° 1219)

Réponses à des questions écrites:

Programme d'aide à la mise de fonds. Déposés, 305, 1079. (Documents n°s 276, 976)

Rélevé des investissements d'immobilisations. Déposés, 1025, 1547. (Document n°s 925, 1366)

Société du Grand Théâtre de Québec:

Rapport annuel au 31 août 1989. Déposé, 185. (Document n° 201)

Rapport annuel au 31 août 1990. Déposé, 1012. (Document n° 896)

Rapport annuel au 31 août 1991. Déposé, 1830. (Document n° 1598)

Société du Palais des congrès de Montréal:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 866. (Document n° 744)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1714. (Document n° 1502)

Réponse à une question écrite concernant les investissements d'immobilisations. Déposé, 454. (Document n° 361)

Société du Parc des expositions agro-alimentaires:

Dernier rapport annuel et états financiers au 31 janvier 1989. Déposé, 45. (Document n° 62)

Société du parc industriel du centre du Québec:

Rapports annuels 1987-1988 et 1988-1989. Déposé, 37. (Document n° 47)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 797. (Document n° 702)

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour:

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1864. (Document n° 1644)

Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 37. (Document n° 46)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 797. (Document n° 701)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1864. (Document n° 1643)

Société générale de financement:

Rapports annuels 1987, 1988 et 1989. Déposé, 663. (Document n° 580)

Rapport annuel 1990. Déposé, 1441. (Document n° 1230)

Réponses à deux questions écrites concernant les investissements d'immobilisations. Déposés, 1053, 1604. (Documents n°s 956, 1411)

Société générale des industries culturelles (SOGIC):

- Décret 576-91 concernant l'acquisitions d'actions de Disque Améric inc.
Déposé, 1442. (Document n° 1237)
- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 36. (Document n° 45)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 996. (Document n° 874)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1731. (Document n° 1511)

Société immobilière du Québec:

- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 605. (Document n° 515)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1360. (Document n° 1166)
- Réponses à des questions écrites:
 - Investissements d'immobilisations. Déposés, 867. (Documents n^{os} 748, 1628)
 - Transfert de certains barrages et digues. Déposé, 1844. (Document n° 1629)

Société nationale de l'amiante:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 394. (Document n° 323)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1107. (Document n° 1012)

Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux:

- Lettre concernant un projet de réglementation visant la protection des animaux. Déposé, 624. (Document n° 549)

Société québécoise d'assainissement des eaux:

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 167. (Document n° 175)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 888. (Document n° 766)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1790. (Document n° 1559)

Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec):

- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1510. (Document n° 1324)

Société québécoise des transports:

- Rapport annuel 1987. Déposé, 53. (Document n° 72)
- Rapport annuel 1988. Déposé, 730. (Document n° 636)
- Rapport annuel 1989. Déposé, 1377. (Document n° 1179)

Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM):

- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 588. (Document n° 494)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1439. (Document n° 1217)
- Réponse à une question écrite concernant les investissements d'immobilisations depuis 1988. Déposés, 606, 1801. (Documents n^{os} 521, 1579)

Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ):

- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 134. (Document n° 127)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1138. (Document n° 1033)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1760. (Document n° 1533)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUILA):

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 779. (Document n° 683)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1439. (Document n° 1222)

Réponses à deux questions écrites concernant les investissements d'immobilisations. Déposés, 453, 1519. (Documents n°s 360, 1330)

Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP):

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 553. (Document n° 450)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1439. (Document n° 1216)

Réponses à deux questions écrites concernant les investissements d'immobilisations. Déposés, 780, 1801. (Document n°s 685, 1580)

Sommets économiques:

Réponse à une question écrite concernant l'aide financière en vertu d'ententes-cadres. Déposé, 304. (Document n° 271)

Station radiophonique CKAC:

Texte rapportant des propos tenus par le ministre des Affaires municipales relativement à l'UMRCQ. Déposé, 473. (Document n° 375)

Sûreté du Québec:

Rapport annuel 1989. Déposé, 459. (Document n° 364)

Rapport annuel 1990. Déposé, 1510. (Document n° 1321)

- T -

Table de concertation en habitation:

Réponse à une question écrite concernant les rencontres tenues et les documents déposés. Déposé, 1079. (Document n° 977)

Tarification de la CSST:

Brochure, dépliant et lettre d'information concernant le nouveau mode de-
Déposé, 52. (Document n° 68)

Tarifs d'électricité accordés à Reynolds et Pêchiney:

Extrait du *Journal des débats* du 10 juin 1983. Déposé, 1116. (Document n° 1021)

Taxe sur les produits et services (TPS):

Annexe à la déclaration du ministre des Finances. Déposé, 648. (Document n° 556)

Techniciens en radiologie, Ordre:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 25)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 576)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1299)

Techniciens et techniciennes dentaires, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 663. (Document n° 573)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1298)

Technologistes médicaux, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1107. (Document n° 1015)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1301)

Technologues des sciences appliquées, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 26)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 739. (Document n° 649)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1490. (Document n° 1300)

Télécommunications:

Copie d'une lettre au ministre fédéral des Communications concernant le partage des responsabilités. Déposé, 212. (Document n° 221)

Terres publiques:

Décret 231-89 concernant le règlement relatif aux terres du domaine public. Déposé, 1325. (Document n° 1143)

Réponse à une question écrite concernant une entente intervenue entre le MLCP et le MER. Déposé, 997. (Document n° 878)

Trois documents portant sur un mémoire présenté par la ministre de l'Énergie et des Ressources au Conseil des ministres. Déposé, 1315. (Document n° 1135)

Tordeuse de bourgeons de l'épinette:

Recommandation du Comité aviseur sur les mesures d'urgence en foresterie. Déposé, 488. (Document n° 385)

Tourisme:

Publication intitulée: *Le tourisme au Québec: une réalité économique importante*. Déposé, 819. (Document n° 723)

Rapport annuel 1988-1989 du ministère. Déposé, 120. (Document n° 105)

Rapport annuel 1989-1990 du ministère. Déposé, 956. (Document n° 811)

Rapport annuel 1990-1991 du ministère. Déposé, 1771. (Document n° 1543)

TPS et réforme des taxes à la consommation:

Annexe à la déclaration du ministre des Finances. Déposé, 648. (Document n° 556)

Transparence:

Rapport du groupe de travail sur les processus d'octroi de contrats du gouvernement intitulé: *L'efficacité dans la transparence*. Déposé, 463. (Document n° 365)

Transport des élèves de maternelle:

Réponse à une question écrite concernant les commissions scolaires offrant ce service. Déposé, 1026. (Document n° 931)

Transport en commun:

Deux mémoires du ministre des Transports au Conseil des ministres. Déposé, 1198. (Document n° 1083)

Transports, ministère:

Communiqué relatif à la politique du ministère concernant le recrutement et la sélection d'occasionnels. Déposé, 546. (Document n° 449)

Directive 161000 du Conseil du Trésor concernant le recrutement et la sélection d'occasionnels. Déposé, 546. (Document n° 448)

Document du cabinet du ministre délégué portant sur certains dossiers de recrutement d'employés occasionnels. Déposé, 531. (Document n° 429)

Lettre du député de Duplessis concernant l'inscription d'un candidat au fichier ministériel des occasionnels. Déposé, 592. (Document n° 508)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 588. (Document n° 491)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1090. (Document n° 990)

Réponses à deux questions écrites concernant les contrats attribués par le ministère. Déposés, 1026. (Documents n°s 922, 923)

Travail, ministère:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 27. (Document n° 6)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 572. (Document n° 467)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1388. (Document n° 1184)

Travail-Québec, centres:

Copie des pratiques écrites en cours dans les-. Déposé, 305. (Document n° 279)

Travailleurs sociaux, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 29. (Document n° 27)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 1052. (Document n° 951)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1831. (Document n° 1604)

Travailleuses enceintes:

Réponse à une question écrite concernant le retrait préventif. Déposé, 915. (Document n° 781)

Tremblement de terre:

Réponse à une question écrite concernant le nombre de demandes d'indemnisation. Déposé, 252. (Document n° 241)

Tunnel entre Grondines et Lotbinière:

Communiqué de presse d'Hydro-Québec ayant trait à l'attribution du contrat de creusage à G. Torno. Déposé, 464. (Document n° 367)

- U -

Une question d'équité:

Document relatif aux interventions fédérales dans l'agro-alimentaire. Déposé, 1530. (Document n° 1351)

Un financement équitable à la mesure de nos moyens:

Document préparé par le ministère de la Santé et des Services sociaux intitulé:-. Déposé, 1815. (Document n° 1591)

Union des municipalités régionales de comté:

Texte rapportant des propos tenus par le ministre des Affaires municipales à la station radiophonique CKAC. Déposé, 473. (Document n° 375)

Transcription d'une conférence de presse tenue par le ministre des Affaires municipales relativement aux demandes des municipalités. Déposé, 479. (Document n° 377)

Université du Québec à Trois-Rivières:

Rapport de la firme Caron, Bélanger, Ernst et Young. Déposé, 996. (Document n° 875)

Université du Québec et établissements du réseau:

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 970. (Document n° 841)

Urbanistes, Corporation professionnelle:

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 394. (Document n° 325)

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 772. (Document n° 676)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1831. (Document n° 1607)

- V -

Vérificateur général:

Entente avec le Conseil du Trésor sur l'attribution de primes de fonction ou de chef d'équipe. Déposé, 678. (Document n° 600)

Lettre du Président de l'Assemblée nationale désignant M. Guy Breton pour assurer l'intérim. Déposé, 1463. (Document n° 1252)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 72. (Document n° 89)
Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 789. (Document n° 697)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 1704. (Document n° 1490)
Rapport 1988-1989 du vérificateur des comptes relatifs au-. Déposé, 37. (Document n° 51)
Rapport 1989-1990 du vérificateur des comptes relatifs au-. Déposé, 690. (Document n° 609)
Rapport 1990-1991 du vérificateur des comptes relatifs au-. Déposé, 1594. (Document n° 1405)

Vie privée: zone à accès restreint:

Rapport du comité interministériel sur la protection de la vie privée intitulé-. Déposé, 1103. (Document n° 1009)

Villégiature sur les terres publiques:

Décret 231-89 concernant le règlement relatif aux terres du domaine public. Déposé, 1325. (Document n° 143)
Réponse à une question écrite concernant une entente intervenue entre le MLCP et le MER. Déposé, 997. (Document n° 878)
Trois documents portant sur un mémoire présenté par la ministre de l'Énergie et des Ressources au Conseil des ministres. Déposé, 1315. (Document n° 1135)

Voyage en Asie:

Réponse à une question écrite concernant le coût du voyage effectué par l'ex-ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie. Déposé, 834. (Document n° 733)

- W -

Warriors:

Règles établies par la société des-. Déposé, 704. (Document n° 618)

Whip de l'Opposition officielle:

Lettre concernant la nomination de M. Jacques Brassard. Déposé, 30. (Document n° 32)

Whip en chef du gouvernement:

Lettre concernant la nomination de M. William Cusano. Déposé, 30. (Document n° 31)

Whips adjoints du gouvernement:

Lettre concernant la nomination de Mme Madeleine Bleau et de MM. Rémy Poulin et Norman MacMillan. Déposé, 37. (Document n° 50)

- X - Y - Z -

Zonage agricole:- Voir Dézonage agricole.

INDEX DES PROJETS DE LOI

1^{re} session — 34^e législature

Note: Cet Index est divisé en deux parties: la première présente les projets de loi par ordre alphabétique et la seconde, par ordre numérique, en donne l'historique (voir page 2052).

- A -

Accès aux documents des organismes publics et protection des renseignements personnels:- Loi modifiant la Loi sur l'-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 62.

Accidents du travail et maladies professionnelles:

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 14.

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les-. Projet de loi 151.

Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club:- Loi modifiant l'-. Projet de loi 284.

Actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa:- Loi concernant certains-. Projet de loi 261.

Administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics:- Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux. Projet de loi 128.

Administration financière:

Loi modifiant la Loi sur l'-, et d'autres dispositions législatives. Projets de loi 2, 181.

Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'-. Projet de loi 116.

Administration régionale Kativik:- Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'-. Projet de loi 8.

Adoption:- Loi concernant l'-, et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse. Projet de loi 70.

Aéroports de Montréal:- Loi concernant-. Projet de loi 295.

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche:- Loi abrogeant la Loi sur l'-. Projet de loi 86.

Aide au développement des coopératives:- Loi sur l'-. Projet de loi 87.

Aide financière aux étudiants:- Loi sur l'-. Projet de loi 25.

Allocations d'aide aux familles:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projets de loi 22, 88, 164.

Aménagement et urbanisme:- Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Projet de loi 39.

Amendes dans diverses dispositions législatives:- Loi modifiant le montant des-. Projet de loi 146.

American Realty Investors Corp.:- Loi sur la compagnie-. Projet de loi 258.

Amos:- Loi concernant la ville d'-. Projet de loi 279.

Ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux:

Loi rétablissant l'-. Projet de loi 193.

Loi concernant la restauration de l'-. Projet de loi 157.

Anjou:- Loi concernant la Ville d'-. Projets de loi 221, 301.

Application du Code de procédure pénale:- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'-. Projet de loi 12.

Assurance automobile:- Loi modifiant la Loi sur l'-, et la Loi modifiant la Loi sur l'-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 178.

Assurance-maladie:- Loi modifiant la Loi sur l'-, et la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. Projet de loi 42.

Assurance-prêts agricoles et forestiers:- Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 118.

Assurance-récolte:- Loi modifiant la Loi sur l'-, et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles. Projet de loi 183.

Assurance-vie Desjardins:- Loi concernant-, et La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée. Projet de loi 249.

Assurances:

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 3.

Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 112.

Audioprothésistes:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 40.

Autoroute 30 entre Châteauguay et Sainte-Catherine:- Loi concernant la construction d'un tronçon de l'-. Projet de loi 82.

- B -

Baie-Comeau:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 223.

Barreau:

Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le-. Projet de loi 52.

Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 57.

Bâtiment:- Loi modifiant la Loi sur le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 186.

Berthierville:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 211.

Betts Realty Ltd.:- Loi concernant-. Projet de loi 292.

Bureau de l'Assemblée nationale:- Loi concernant la composition du-. Projet de loi 43.

Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent:- Loi concernant le-. Projet de loi 205.

- C -

Caisse de dépôt et placement du Québec:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 109.

Calcul des intérêts applicables à une créance fiscale:- Loi concernant le-. Projet de loi 64.

Camionnage:- Loi modifiant la Loi sur le-, et le Code de la sécurité routière. Projet de loi 167.

Centre de recherche industrielle du Québec:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 63.

Charte de la langue française:- Loi modifiant la-. Projet de loi 190.

Charte de la Ville de Laval:- Loi modifiant la-. Projet de loi 240.

Charte de la ville de Longueuil:- Loi modifiant la-. Projet de loi 250.

Charte de la Ville de Montréal:- Loi modifiant la-. Projets de loi 200, 268, 296.

Charte de la Ville de Québec:- Loi modifiant la-. Projets de loi 254, 294.

Charte de l'Université Laval:- Loi modifiant la-. Projet de loi 283.

Châteauguay:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 273.

Cimetières catholiques romains de l'archidiocèse de Gatineau-Hull, Les:- Loi concernant-. Projet de loi 297.

Cinéma:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 117.

Circonscription électorale de Marguerite-d'Youville:- Loi concernant la-. Projet de loi 195.

Cités et villes:

Loi modifiant la Loi sur les-, et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des-. Projet de loi 7.

Loi modifiant la Loi sur les-, et le Code municipal du Québec. Projet de loi 119.

Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée:- Loi modifiant la charte de Le-. Projet de loi 229.

Code civil du Bas Canada:- Loi modifiant le-, en matière de tutelle et de curatelle. Projet de loi 159.

Code civil du Québec:

Loi modifiant le-, concernant le partage du patrimoine familial. Projet de loi 47.

Loi concernant l'adoption et modifiant le-, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse. Projet de loi 70.

Code civil du Québec:- Projet de loi 125.

Code de la sécurité routière:

Loi modifiant le-. Projet de loi 74.

Loi modifiant le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 108.

Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le-. Projet de loi 167.

Code de procédure civile:- Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le-, et la Loi sur la protection de la jeunesse. Projet de loi 70.

Code de procédure pénale:- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du-. Projet de loi 12.

Code des professions:

Loi modifiant le-, et la Loi sur le Barreau. Projet de loi 52.

Loi modifiant le-, et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres. Projet de loi 100.

Code du travail:- Loi modifiant le-. Projet de loi 81.

Code municipal de Québec:

Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le-, concernant les emprunts des municipalités. Projet de loi 7.

Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le-. Projet de loi 119.

Commission des affaires sociales:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 71.

Commission des écoles catholiques de Montréal:- Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la-. Projet de loi 196.

Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec:

Loi instituant la-. Projet de loi 90.

Loi modifiant la Loi instituant la-. Projet de loi 91.

Communauté urbaine de Montréal:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 29.

Compagnie de Fiducie Guardian:- Loi concernant-. Projet de loi 272.

Compagnie de Fiducie Impériale:- Loi concernant La-. Projet de loi 247.

Compagnie Trust Royal:- Loi concernant-. Projet de loi 256.

Conditions de travail et régime de pension des membres de l'Assemblée nationale:- Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 404.

Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre:- Loi modifiant la Loi sur le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 188.

Conseil de la santé et du bien-être:- Loi sur le-. Projet de loi 415.

Conseil médical du Québec:- Loi sur le-. Projet de loi 171.

Conseil métropolitain de transport en commun:- Loi sur le-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 67.

Conseil québécois de la toxicomanie:- Loi sur le-. Projet de loi 191.

Conseil supérieur de l'éducation:- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le-. Projet de loi 9.

Continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec:

Loi assurant la-. Projet de loi 58.

Loi abrogeant la Loi assurant la-. Projet de loi 158.

Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises:- Loi concernant la-. Projet de loi 172.

Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain:- Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la-. Projet de loi 156.

Coulange Construction Inc.:- Loi concernant-. Projet de loi 276.

Cour du Québec:- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges. Projet de loi 72.

Courses de chevaux:- Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 6.

Courtage immobilier:- Loi sur le-. Projet de loi 153.

Créance fiscale:- Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une-. Projet de loi 64.

Crédits 1989-1990:- Loi sur les-. Projets de loi 18, 35.

Crédits 1990-1991:- Loi sur les-. Projets de loi 45, 79, 115.

Crédits 1991-1992:- Loi sur les-. Projets de loi 127, 129, 154, 411.

Crédits 1992-1993:- Loi sur les-. Projet de loi 419.

Crédits aux pêcheries maritimes:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 96.

- D -

Délimitation des circonscriptions électorales:

Loi sur la-. Projet de loi 92.

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 152.

Loi modifiant la Loi électorale concernant la-. Projet de loi 169.

Denturologie:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 17.

Deschambault:- Loi concernant la Municipalité de-, et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf. Projet de loi 259.

Développements Nouveaux de Lorcette Ltée, Les:- Loi modifiant-. Projet de loi 206.

Districts d'appel:- Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les-. Projet de loi 121.

Droits sur les mines:- Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les-. Projet de loi 77.

- E -

Efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures:- Loi sur l'-. Projet de loi 140.

Élections et référendums dans les municipalités:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 51.

Élections scolaires:- Loi modifiant la Loi sur les-, et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis. Projet de loi 28.

Enseignement privé:

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'-. Projets de loi 69, 102.

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique ainsi que la Loi sur l'-. Projet de loi 139.

Loi sur l'-. Projet de loi 141.

Établissements commerciaux:- Loi sur les heures et les jours d'admission dans les-. Projet de loi 75.

Établissements touristiques:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 161.

- F -

Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec:- Loi modifiant la Loi concernant la-. Projet de loi 289.

Financement agricole:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 34.

Finances municipales:- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-. Projet de loi 145.

Fiscalité municipale:- Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités. Projet de loi 5.

Fonction publique:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 194.

Fonds des registres du ministère de la Justice:- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du-. Projet de loi 137.

Fonds spéciaux (affaires internationales):- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales concernant la constitution de fonds spéciaux. Projet de loi 124.

Forêts:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projets de loi 44, 168.

Frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux:- Loi sur les-. Projet de loi 162.

- G -

Gagnon:- Loi sur la cessation d'existence de la ville de-. Projet de loi 53.

Gatineau:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 267.

- H -

Heures et jours d'admission dans les établissements commerciaux:- Loi sur les-. Projet de loi 75.

Hydro-Québec:- Loi assurant la continuité des services d'électricité d'-. Projet de loi 58.

- I -

Impôt sur la vente en détail:- Loi modifiant la Loi concernant l'-. et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi 89.

Impôt sur le tabac:- Loi modifiant la Loi concernant l'-. Projet de loi 135.

Impôts:

Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. Projets de loi 31, 33, 83, 114, 136, 407.

Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les-. Projet de loi 107.

Loi modifiant la Loi sur les-, concernant les districts d'appel. Projet de loi 121.

Imputabilité des administrateurs d'État et des dirigeants d'un organisme public:- Loi sur la limitation de l'embauche dans les organismes publics et l'-. Projet de loi 198.

Industrie de la construction:- Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'-. Projet de loi 185.

Installations électriques:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 1.

Institut Armand-Frappier:- Loi concernant l'-. Projet de loi 16.

Institut québécois de réforme du droit:- Loi sur l'-. Projet de loi 406.

Instruction publique:

Loi modifiant la Loi sur l'-. et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation. Projet de loi 9.

Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'-. pour les autochtones cris, inuit et naskapis. Projet de loi 28.

Loi modifiant la Loi sur l'-. et la Loi sur l'enseignement privé. Projets de loi 69, 102.

Loi modifiant la Loi sur l'-. ainsi que la Loi sur l'enseignement privé. Projet de loi 139.

- J -

Jonquière:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 232.

- K -

K. & M. Investments Ltd:- Loi concernant-. Projet de loi 237.

- L -

La Laurentienne, compagnie d'assurance inc.:- Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et-. Projet de loi 253.

La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée:- Loi concernant Assurance-vie Desjardins et-. Projet de loi 249.

Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie:

Loi concernant-. Projet de loi 287.

Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de-, et le maintien de l'existence de cette compagnie. Projet de loi 305.

Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée:- Loi modifiant-. Projet de loi 206.

Libération conditionnelle des détenus:- Loi modifiant la Loi favorisant la-, et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention. Projet de loi 147.

Limitation de l'embauche dans les organismes publics:- Loi sur la-, et l'imputabilité des administrateurs d'État et des dirigeants d'un organisme public. Projet de loi 198.

Limitation des dépenses budgétaires:- Loi sur la-. Projet de loi 197.

Loteries, concours publicitaires et appareils d'amusement:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 187.

- M -

Matane:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 264.

Mélançon et Fils Inc.:- Loi concernant-. Projet de loi 269.

Mines:

Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les-.
Projet de loi 77.

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 130.

Ministère des Affaires internationales:- Loi modifiant la Loi sur le-, concernant la constitution de fonds spéciaux. Projet de loi 124.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 23.

Loi modifiant la Loi sur le-, et diverses dispositions législatives. Projet de loi 142.

Ministère des Approvisionnements et Services:-

Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 103.

Loi modifiant la Loi sur le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 180.

Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projets de loi 123, 416..

Ministère des Communications:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 37.

Ministère des Forêts:- Loi sur le-. Projet de loi 111.

Ministère des Transports:

Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 26.

Loi modifiant la Loi sur le-, et la Loi sur la voirie. Projet de loi 177.

Ministère du Revenu:

Loi modifiant la Loi sur le-, et la Loi sur les impôts. Projet de loi 107.

Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur le-. Projet de loi 122..

Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche:- Loi sur la-, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 15.

Mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles:-

Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 165.

Municipalité de Deschambault:- Loi concernant la-, et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf. Projet de loi 259.

Municipalités:

Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les-. Projet de loi 51.

Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des-. Projet de loi 5.

Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des-. Projet de loi 7.

Mutuelle des Fonctionnaires du Québec:- Loi concernant-. Projet de loi 293.

- N -

Normes du travail et autres dispositions législatives:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 97.

Notre-Dame-de-Portneuf:

Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de-. Projet de loi 204.

Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse de-. Projet de loi 259.

- O -

Office de protection de l'environnement du Québec:- Loi sur l'-. et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 142.

Oka:- Loi concernant la municipalité d'-. Projet de loi 288.

Opticiens d'ordonnances:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 41.

Optométrie:- Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 413.

Organisation policière:- Loi modifiant la Loi sur l'-. et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives. Projet de loi 68.

Organisation territoriale municipale:

Loi modifiant la Loi sur l'-. et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 30.

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 155.

Outaouais:- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'-. Projet de loi 110.

- P -

Partage et cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite:- Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite. Projet de loi 19.

Patrimoine familial:- Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du-. Projet de loi 47.

Pêcheries maritimes:- Loi modifiant la Loi sur le crédit aux-. Projet de loi 96.

Permis d'alcool:

Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 55.

Loi modifiant la Loi sur les. Projet de loi 144.

Loi modifiant la Loi sur les-, et la Loi sur la Société des alcools du Québec. Projet de loi 182.

Petites et moyennes entreprises:- Loi favorisant l'augmentation du capital des-. Projet de loi 410.

Pharmacie:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 99.

Placements Mérici Inc.:- Loi concernant-. Projet de loi 228.

Plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public:- Loi sur le-. Projet de loi 149.

Police:- Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de-, et diverses dispositions législatives. Projet de loi 68.

Probation et établissements de détention:- Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention. Projet de loi 147.

Processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec:- Loi sur le-. Projet de loi 150.

Producteurs agricoles:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 98.

Produits agricoles, alimentaires et de la pêche:- Loi sur la mise en marché des-, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 15.

Produits agricoles, produits marins et aliments:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 104.

Protection de la jeunesse:- Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la-. Projet de loi 70.

Protection de la santé publique:

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 32.

Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la-. Projet de loi 160.

Protection du consommateur:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 133.

Protection du territoire agricole:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 21.

Protection sanitaire des animaux:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 184.

Publicité le long des routes:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 163, 417.

Publicité professionnelle:- Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la-, et certains registres. Projet de loi 100.

- Q -

Qualité de l'environnement:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 65, 143, 405.

- R -

Recherche des causes et des circonstances des décès:

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 36.

Loi modifiant la Loi sur la-, et la Loi sur la protection de la santé publique.
Projet de loi 160.

Recours collectif:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 93.

Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie:- Loi concernant la-.
Projet de loi 246.

Régie de l'assurance automobile du Québec:- Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 50.

Régie de l'assurance-maladie du Québec:- Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la-. Projet de loi 42.

Régie des installations olympiques:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 173.

Régie des télécommunications:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 46.

Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu:- Loi concernant la-. Projet de loi 210.

Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal:- Loi concernant la-. Projet de loi 257.

Régime de pension des membres de l'Assemblée nationale:- Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 404.

Régime de rentes de la Ville de Laval:- Loi concernant le-. Projet de loi 243.

Régime de rentes du Québec:- Loi modifiant la Loi sur le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 122.

Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal:- Loi concernant le-. Projet de loi 196.

Régime de retraite:- Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un-. Projet de loi 19.

Régime de retraite des élus municipaux:

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le-. Projet de loi 20.

Loi modifiant la Loi sur le-, et la Loi sur le traitement des élus municipaux. Projet de loi 402.

Régime des eaux:- Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 27.

Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec:- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les-. Projet de loi 72.

Régimes de retraite des secteurs public et parapublic:

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant certains-. Projet de loi 13.

Loi modifiant certains-. Projets de loi 24, 113.

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-. Projets de loi 78 et 126.

Loi modifiant les-. Projet de loi 401.

Relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 185.

Rimouski:- Loi concernant la ville de-. Projets de loi 278, 299.

Rock Island:- Loi concernant la ville de-, et le village de Stanstead Plain.
Projet de loi 266.

- S -

Sages-femmes:- Loi sur la pratique des-, dans le cadre de projets-pilotes. Projet de loi 4.

Saint-Basile-le-Grand:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 217.

Saint-Eustache:- Loi concernant la Ville de-. Projet de loi 209.

Saint-Hubert:- Loi concernant la ville de-. Projets de loi 203, 303.

Saint-Hyacinthe:- Loi concernant la ville de-. Projets de loi 260, 285.

Saint-Joseph-de-Deschambault:

Loi concernant les municipalités des paroisses de-, et de Notre-Dame-de-Portneuf. Projet de loi 204.

Loi concernant la municipalité de la paroisse de-. Projet de loi 233.

Saint-Laurent:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 281.

Santé et sécurité du travail:- Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la-. Projet de loi 76.

Santé et services sociaux:

Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 120.

Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux. Projet de loi 128.

Schefferville:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 54.

Sécurité du revenu:

Loi modifiant la Loi sur la-, et la Loi sur la santé et la sécurité du travail.
Projet de loi 76.

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 175.

Séminaire diocésain de Montréal:- Loi concernant le-. Projet de loi 230.

Sept-Îles:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 270.

Services de garde à l'enfance:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 61.

Services de santé du Québec:- Loi concernant Les-. Projet de loi 291.

Sherbrooke:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 280.

Société d'archéologie et de numismatique de Montréal:- Loi modifiant la charte de la-. Projet de loi 215.

Société de fiducie Bankers' Trust:- Loi concernant-. Projet de loi 255.

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec:

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 38.

Loi modifiant la Loi sur la-, et la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Projet de loi 176.

Société des alcools du Québec:

Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 56.

Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la-. Projet de loi 182.

Société de transport de la Ville de Laval:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 166.

Société d'habitation du Québec:- Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 189.

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour:- Loi sur la-. Projet de loi 73.

Société Eeyou de la Baie-James:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 84.

Société immobilière du Québec:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 418.

Société médicale de Montréal Inc.:- Loi concernant la-. Projet de loi 282.

Société Namur Inc.:- Loi concernant-. Projet de loi 274.

Société québécoise d'assainissement des eaux:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projets de loi 59, 85.

Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre:- Loi sur la-. Projet de loi 408.

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires:- Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 105.

Société québécoise de récupération et de recyclage:- Loi sur la-. Projet de loi 60.

Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projets de loi 11, 138, 409.

Space Realty Co. Ltd.:- Loi concernant-. Projet de loi 225.

Stanstead Plain:- Loi concernant la ville de Rock Island et le village de-. Projet de loi 266.

Ste Marguerite Salmon Club:- Loi modifiant l'Acte pour incorporer le-. Projet de loi 284.

Succession d'Alain Morin:- Loi concernant la-. Projet de loi 224.

Succession d'Arthur Bouvier:- Loi concernant la-. Projet de loi 236.

Succession de Cora Frances Dunkerley:- Loi concernant la-. Projet de loi 207.

Succession de Gérard Morrisette:- Loi concernant la-. Projet de loi 300.

Succession de Jean-Maurice Lafond:- Loi concernant la-. Projet de loi 220.

Succession de Louis Pelletier.- Loi concernant la-. Projet de loi 218.

- T -

Taxe de vente du Québec:- Loi sur la-, et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi 170.

Taxe sur les carburants:- Loi modifiant la Loi concernant la-. Projet de loi 134.

Taxi:- Loi concernant la cession d'entreprises de taxi dans l'agglomération de Montréal et modifiant la Loi sur le transport par taxi. Projet de loi 49.

Terres du domaine public:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 131.

Timbres:- Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 95.

Traitement des élus municipaux:- Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le-. Projet de loi 402.

Transport par taxi:

Loi concernant la cession d'entreprises de taxi dans l'agglomération de

Montréal et modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 49.
Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi. Projet de loi 106.

Transports:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 179.

Tribunaux judiciaires:

Loi modifiant la Loi sur les-. Projets de loi 10, 148, 174.
Loi modifiant la Loi sur les-, concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec. Projet de loi 72.
Loi modifiant la Loi sur les-, en matière de retraite et d'avantages sociaux. Projet de loi 403.

Trois-Rivières:- Loi concernant la ville de-. Projets de loi 231, 304.

Tutelle et curatelle:- Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle. Projet de loi 159.

- U -

Université du Québec:- Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 94.

Usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf:- Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manoeuvre et de transformation électrique et d'une-. Projet de loi 132.

- V -

Valeurs mobilières:- Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 101.

Verdun:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 275.

Victoriaville:- Loi concernant la ville de-. Projet de loi 248.

Villages nordiques:- Loi modifiant la Loi sur les-, et l'Administration régionale Kativik. Projet de loi 8.

Ville d'Anjou:- Loi concernant-. Projets de loi 221, 301.

Voirie:- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la-. Projet de loi 177.

- W - X - Y - Z -

Webster, Colin Wesley:- Loi concernant certaines fiducies constituées par-. Projet de loi 290.

Note: Les projets de loi du gouvernement portent les numéros 1 à 189 et 401 à 419, les projets de loi publics au nom des députés, 190 à 198, et les projets de loi d'intérêt privé, 200 à 305.

Projets de loi du gouvernement

Projet de loi 1.- Loi modifiant la Loi sur les installations électriques.- M. Séguin.- Présenté, 26. Principe adopté; renvoyé en commission, 69. Rapport déposé (Document n° 92), 98. Rapport adopté, 146. Projet de loi adopté, 177. Sanction, 182. (1989, c. 66)

Projet de loi 2.- Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives.- M. Levesque.- Présenté, 35. Principe adopté; renvoyé en commission, 131. Rapport déposé (Document n° 808), 949. Rapport adopté (maj.), 962. Projet de loi adopté (maj.), 967. Sanction, 1008. (1990, c. 66)

Projet de loi 3.- Loi modifiant la Loi sur les assurances.- Mme Robic.- Présenté, 26. Principe adopté; renvoyé en commission, 109. Rapport déposé (Document n° 114), 121. Rapport adopté, 130. Projet de loi adopté (maj.), 159. Sanction, 182. (1989, c. 67)

Projet de loi 4.- Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (*Réimpression*). - M. Côté (Charlesbourg).- Présenté; renvoyé en commission, 25. Organismes invités (Document n° 2), 26. Rapport sur les consultations (Document n° 129), 135. Réimpression déposée (Document n° 396), 503. Principe adopté (lt-g.);renvoyé en commission, 613. Rapport déposé (Document n° 544), 623. Rapport adopté; projet de loi adopté, 628. Sanction, 644. (1990, c. 12)

Projet de loi 5.- Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités.- M. Picotte.- Présenté, 25. Motion d'adoption du principe, 91. Motion de report rejetée (Vote n° 16); principe adopté (Vote n° 17); renvoyé en commission, 111-114. Rapport déposé (Document n° 130), 135. Rapport adopté, 147. Projet de loi adopté, 179. Sanction, 182. (1989, c. 68)

Projet de loi 6.- Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives.- M. Picotte.- Présenté, 27. Principe adopté; renvoyé en commission, 100. Rapport déposé (Document n° 399), 504. Rapport adopté, 615. Auteur substitué, 668. Projet de loi adopté, 762. Sanction, 815. (1990, c. 46)

Projet de loi 7.- Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des municipalités.- M. Picotte.- Présenté, 25. Principe adopté; renvoyé en commission, 91. Rapport déposé (Document n° 99), 106. Rapport adopté, 146. Projet de loi adopté, 178. Sanction, 182. (1989, c. 69)

Projet de loi 8.- Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.- M. Picotte.- Présenté, 25. Principe adopté; renvoyé en commission, 91. Rapport déposé (Document n° 100), 106. Rapport adopté, 147. Projet de loi adopté, 178. Sanction, 182. (1989, c. 70)

Projet de loi 9.- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation.- M. Ryan.- Présenté, 24. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 70. Rapport déposé (Document n° 232), 221. Amend. et rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 334, 335. Sanction, 357. (1990, c. 8)

Projet de loi 10.- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.- M. Rémillard.- Présenté, 97. Principe adopté; renvoyé en commission, 138. Rapport déposé (Document n° 137), 143. Rapport adopté; projet de loi adopté, 157. Sanction, 182. (1989, c. 71)

Projet de loi 11.- Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 51. Principe adopté; renvoyé en commission, 116. Rapport déposé (Document n° 120), 128. Rapport pris en considération; amend. déposé (Document n° 146); rapport adopté, 145. En commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 159. (1989, c. 72)

Projet de loi 12.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale.- M. Rémillard, 97. Principe adopté; renvoyé en commission, 138. Rapport déposé (Document n° 243), 253. Rapport adopté, 296. Projet de loi adopté, 301. Sanction, 309. (1990, c. 4)

Projet de loi 13.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Johnson.- Présenté, 51. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 110. Rapport déposé (Document n° 115), 121. Amend. et rapport adoptés, 130. Projet de loi adopté, 158. Sanction, 182. (1989, c. 73)

Projet de loi 14.- Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.- M. Séguin.- Présenté; Document n° 68 déposé, 52. Motion d'adoption du principe, 111. Motion de report proposée; débat ajourné (ordre), 116, 117. Reprise du débat; motion de report rejetée; principe adopté; renvoyé en commission, 126. Rapport déposé (Document n° 140), 143. Rapport adopté; projet de loi adopté, 176. Sanction, 182. (1989, c. 74)

Projet de loi 15.- Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*).- M. Pagé.- Présenté; renvoyé en commission, 103. Rapport déposé (Document n° 260), 281. Réimpression déposée et titre modifié (Document n° 363), 459. Principe adopté; renvoyé en commission, 475, 476. Rapport déposé (Document n° 472), 573. Amend. du ministre adoptés (maj.); amend. du député

d'Arthabaska rejeté; rapport amendé adopté (maj.), 615. Projet de loi adopté, 629. Sanction, 644. (1990, c. 13)

Projet de loi 16.- Loi concernant l'Institut Armand-Frappier.- M. Ryan.- Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 15); projet de loi présenté; principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté (maj.); projet de loi adopté (maj.), 92-96. Sanction, 101. (1989, c. 64)

Projet de loi 17.- Loi modifiant la Loi sur la denturologie.- M. Savoie.- Présenté, 376. Principe adopté; renvoyé en commission (consultations); liste des organismes déposée (Document n° 536), 618. Rapport déposé (Document n° 589), 665. Rapport (étude détaillée) déposé (Document n° 1100), 1272. Rapport adopté, 1321. Projet de loi adopté (maj.), 1330. Sanction, 1334. (1991, c. 10)

Projet de loi 18.- Loi n° 4 sur les crédits, 1989-1990.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 125. Sanction, 132. (1989, c. 65)

Projet de loi 19.- Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite.- M. Johnson.- Présenté, 127. Principe adopté; renvoyé en commission, 190. Rapport déposé (Document n° 220), 212. Rapport adopté (maj.), 295. Projet de loi adopté (maj.), 302. Sanction, 309. (1990, c. 5)

Projet de loi 20.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le régime de retraite des élus municipaux.- M. Picotte.- Présenté, 133. Principe adopté; renvoyé en commission, 147. Rapport déposé (Document n° 185), 169. Rapport adopté; projet de loi adopté, 179. Sanction, 182. (1989, c. 75)

Projet de loi 21.- Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.- M. Middlemiss.- Présenté, 141. Principe adopté; renvoyé en commission, 386. Rapport déposé (Document n° 333), 431. Rapport adopté; projet de loi adopté, 642. Sanction, 644. (1990, c. 14)

Projet de loi 22.- Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.- M. Bourbeau.- Présenté, 141. Principe adopté; renvoyé en commission, 191. Rapport déposé (Document n° 263), 292. Rapport pris en considération; motion d'ajournement du débat, 387. Rapport adopté, 671. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 695. Sanction, 719. (1990, c. 37)

Projet de loi 23.- Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.- M. Picotte.- Présenté, 150. Principe adopté; renvoyé en commission, 193. Auteur substitué, 667.

Projet de loi 24.- Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Johnson.- Présenté, 150. Principe adopté; en commission pl.;

rapp.; rapport adopté; motion d'adoption du projet de loi; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 181. Sanction, 182. (1989, c. 76)

Projet de loi 25.- Loi sur l'aide financière aux étudiants.- M. Ryan.- Présenté; renvoyé en commission, 149. Rapport sur la consultation (Document n° 207), 187. Motion d'adoption du principe; motion de report proposée, 220. Débat sur la motion de report ajourné, 244. Motion de report rejetée (Vote n° 25), 246. Reprise du débat, 265, 270, 271, 273. Vote reporté, 288. Principe adopté (Vote n° 29); renvoyé en commission, 293. Rapport déposé (Document n° 356), 450. Rapport adopté (maj.), 484. Projet de loi adopté (maj.), 490. Sanction, 491. (1990, c. 11)

Projet de loi 26.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports.- M. Elkas.- Présenté, 194. Motion d'adoption du principe (It-g.); motion de report proposée; vote reporté, 236. Motion de report rejetée (Vote n° 24), 241. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 244. Rapport déposé (Document n° 261), 281. Rapport adopté (maj.), 303. Projet de loi adopté, 698. Sanction, 719. (1990, c. 38)

Projet de loi 27.- Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux.- Mme Bacon.- Présenté, 251. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 296, 297. Sanction, 309. (1990, c. 6)

Projet de loi 28.- Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis.- M. Pagé.- Présenté, 194. Motion d'adoption du principe; vote reporté, 336. Principe adopté (Vote n° 32); renvoyé en commission, 342. Rapport déposé (Document n° 546), 623. Auteur substitué, 668. Rapport adopté (maj.), 675. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé (maj.); rapp.; vote reporté, 675. Projet de loi adopté (Vote n° 98), 679. Sanction, 688. (1990, c. 35)

Projet de loi 29.- Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal.- M. Picotte.- Présenté, 251. Principe adopté; renvoyé en commission, 298. Rapport déposé (Document n° 302), 348. Rapport adopté; motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 638. Sanction, 644. (1990, c. 15)

Projet de loi 30.- Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 259. Motion d'adoption du principe, 298. Principe adopté; renvoyé en commission, 315. Rapport déposé (Document n° 303), 348. Auteur substitué, 667. Amend. rejeté; rapport adopté, 768. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 804. Sanction, 815. (1990, c. 47)

Projet de loi 31.- Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Séguin.- Présenté, 26. Principe adopté; renvoyé en commission, 101. Rapport déposé (Document n° 113), 121. Rapport adopté, 146. Projet de loi adopté, 177. Sanction, 182. (1989, c. 77)

Projet de loi 32.- Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 325. Principe adopté; renvoyé en commission, 426. Rapport déposé (Document n° 478), 574. Rapport adopté, 841. Projet de loi adopté, 897. Sanction, 946. (1990, c. 55)

Projet de loi 33.- Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*).- M. Séguin.- Présenté, 97. Principe adopté; renvoyé en commission, 138. Rapport déposé (Document n° 205), 186. Rapport adopté, 193. Projet de loi adopté (maj.), 302. Sanction, 308. (1990, c. 7)

Projet de loi 34.- Loi modifiant la Loi sur le financement agricole.- M. Picotte.- Présenté, 194. Principe adopté; renvoyé en commission, 235. Auteur substitué, 668. Projet de loi retiré, 1008.

Projet de loi 35.- Loi n° 5 sur les crédits 1989-1990.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 217. Sanction, 227. (1990, c. 1)

Projet de loi 36.- Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès.- M. Ryan.- Présenté, 211. Principe adopté; renvoyé en commission, 244. Rapport déposé (Document n° 256), 275. Rapport adopté, 302. Auteur substitué, 666. Projet de loi adopté, 767. Sanction, 815. (1990, c. 48)

Projet de loi 37.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications.- M. Cannon.- Présenté, 291. Principe adopté; renvoyé en commission, 319. Rapport déposé (Document n° 297), 341. Auteur substitué, 668. Rapport adopté, 774. Projet de loi adopté, 794. Sanction, 815. (1990, c. 49)

Projet de loi 38.- Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.- M. Côté (Rivière-du-Loup).- Présenté, 211. Principe adopté (lt-g.) (maj.); renvoyé en commission, 243. Rapport déposé (Document n° 257), 275. Document n° 534 déposé; rapport adopté, 614. Projet de loi adopté, 629. Sanction, 644. (1990, c. 16)

Projet de loi 39.- Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.- M. Ryan.- Présenté, 251. Principe adopté; renvoyé en commission, 315. Rapport déposé (Document n° 304), 348. Auteur substitué, 667. Amend. rejeté; rapport adopté, 768. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 802. Sanction, 815. (1990, c. 50)

Projet de loi 40.- Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes.- M. Savoie.- Présenté, 251. Principe adopté; renvoyé en commission, 301. Rapport déposé

(Document n° 308), 360. Rapport adopté, 673. Projet de loi adopté, 697. Sanction, 720. (1990, c. 39)

Projet de loi 41.- Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances.- M. Savoie.- Présenté, 291. Principe adopté; renvoyé en commission, 334. Rapport déposé (Document n° 309), 360. Rapport adopté, 673. Projet de loi adopté, 697. Sanction, 720. (1990, c. 40)

Projet de loi 42.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 325. Motion d'adoption du principe; documents n°s 329 et 330 déposés, 426. Ordre de l'Assemblée; reprise du débat, 527, 547. Vote reporté, 548. Principe adopté (Vote n° 77); renvoyé en commission, 556. Rapport déposé (Document n° 479), 574. Rapport adopté, 841. Projet de loi adopté, 897. Sanction, 946. (1990, c. 56)

Projet de loi 43.- Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale.- M. Pagé.- Présenté, 239. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 245. Sanction, 257. (1990, c. 2)

Projet de loi 44.- Loi modifiant la Loi sur les forêts.- M. Côté (Rivière-du-Loup).- Présenté, 259. Motion d'adoption du principe (It-g.), 271, 288. Principe adopté; renvoyé en commission, 289. Rapport déposé (Document n° 301), 348. Amend. rejetés; rapport adopté, 614. Projet de loi adopté, 629. Sanction, 645. (1990, c. 17)

Projet de loi 45.- Loi n° 1 sur les crédits, 1990-1991.- M. Levesque.- Présenté, principe adopté et projet de loi adopté (maj.), 264. Sanction, 266. (1990, c. 3)

Projet de loi 46.- Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications.- M. Cannon.- Présenté, 291. Principe adopté; renvoyé en commission, 319. Rapport déposé (Document n° 296), 341. Auteur substitué, 668. Rapport adopté, 774. Projet de loi adopté, 795. Sanction, 815. (1990, c. 51)

Projet de loi 47.- Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial.- Mme Trépanier.- Présenté, 339. Motion d'adoption du principe, 536. Principe adopté; renvoyé en commission, 540. Rapport déposé (Document n° 473), 573. Rapport pris en considération, 600. Amend. et rapport adoptés, 617. Projet de loi adopté, 632. Sanction, 645. (1990, c. 18)

Projet de loi 49.- Loi concernant la cession d'entreprises de taxi dans l'agglomération de Montréal et modifiant la Loi sur le transport par taxi.- M. Elkas.- Présenté, 359. Projet de loi retiré, 1007.

Projet de loi 50.- Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.- M. Elkas.- Présenté, 391. Motion d'adoption du principe; motion de scission jugée recevable; motion d'ajournement

du débat rejetée (Vote n° 67); motion de scission rejetée (Vote n° 68); motion de report proposée; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 69); motion de report rejetée (Vote n° 70); débat ajourné (ordre), 508-515. Principe adopté (Vote n° 71); renvoyé en commission, 520. Motion de clôture proposée, 547. Question de règlement; décision du Président, 549. Débat; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 79); motion de clôture adoptée (Vote n° 80), 560-563. Rapport déposé (Document n° 474), 573. Rapport pris en considération; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 93); rapport adopté (Vote n° 94), 597-599. Motion d'adoption du projet de loi; vote reporté, 619. Projet de loi adopté (Vote n° 96), 625. Sanction, 645. (1990, c. 19)

Projet de loi 51.- Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.- M. Picotte.- Présenté, 359. Principe adopté; renvoyé en commission, 524. Rapport déposé (Document n° 476), 574. Rapport adopté, 616. Projet de loi adopté, 630. Sanction, 645. (1990, c. 20)

Projet de loi 52.- Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau.- M. Savoie.- Présenté, 347. Principe adopté; renvoyé en commission, 672. Rapport déposé (Document n° 629), 711. Rapport adopté, 749. Projet de loi adopté, 751. Sanction, 815. (1990, c. 52)

Projet de loi 53.- Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon.- M. Ryan.- Présenté, 359. Principe adopté; renvoyé en commission, 630. Auteur substitué, 667. Rapport déposé (Document n° 612), 691. Rapport adopté, 768. Projet de loi adopté, 803. Sanction, 815. (1990, c. 53)

Projet de loi 54.- Loi concernant la ville de Schefferville.- M. Ryan.- Présenté, 359. Principe adopté; renvoyé en commission, 630. Auteur substitué, 667. Rapport déposé (Document n° 613), 691. Rapport adopté; projet de loi adopté, 745. Sanction, 752. (1990, c. 43)

Projet de loi 55.- Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 376. Auteur substitué, 667. Principe adopté; renvoyé en commission, 882. Rapport déposé (Document n° 822), 958. Rapport adopté; projet de loi adopté, 982. Sanction, 1009. (1990, c. 67)

Projet de loi 56.- Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 382. Principe adopté; renvoyé en commission, 586. Rapport déposé (Document n° 543), 623. Rapport adopté; projet de loi adopté, 642. Sanction, 645. (1990, c. 21)

Projet de loi 57.- Loi modifiant la Loi sur le Barreau.- M. Savoie.- Présenté, 392. Principe adopté; renvoyé en commission, 619. Rapport déposé (Document n° 588), 665. Rapport adopté, 698. Projet de loi adopté, 750, 751. Sanction, 815. (1990, c. 54)

Projet de loi 58.- Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec.- Mme Bacon.- Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 33), 552. Projet de loi présenté (maj.); principe adopté (Vote n° 34); renvoyé en commission pl. (maj.); amendé; rapp.; rapport adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 35), 353-355. Sanction, 357. (1990, c. 9)

Projet de loi 59.- Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 390. Principe adopté; renvoyé en commission, 600. Rapport déposé (Document n° 551), 639. Rapport adopté; projet de loi adopté, 640. Sanction, 645. (1990, c. 22)

Projet de loi 60.- Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 375. Ordre révoqué; projet de loi renvoyé en commission; organismes invités (Document n° 336), 438. Rapport (consultations) déposé (Document n° 380), 487. Motion d'adoption du principe (lt-g.); motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 72); principe adopté; renvoyé en commission, 522-524. Rapport déposé (Document n° 475), 574. Amend. rejetés; rapport adopté, 616. Projet de loi adopté, 632. Sanction, 645. (1990, c. 23)

Projet de loi 61.- Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.- Mme Trépanier.- Présenté, 376. Motion d'adoption du principe, 540. Vote reporté, 548. Principe adopté (Vote n° 78); renvoyé en commission, 557. Rapport déposé (Document n° 480), 574. Rapport pris en considération, 601. Rapport adopté, 616. Projet de loi adopté, 629. Sanction, 645. (1990, c. 24)

Projet de loi 62.- Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives.- M. Cannon. - Présenté, 392. Principe adopté; renvoyé en commission (consultations); liste des organismes déposée (Document n° 535), 617. Auteur substitué, 668. Rapport (consultations) déposé (Document n° 603), 683. Rapport déposé (Document n° 698), 790. Rapport adopté, 890. Projet de loi adopté, 897. Sanction, 946. (1990, c. 57)

Projet de loi 63.- Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 382. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 585. Rapport déposé (Document n° 523), 607. Rapport adopté (maj.), 615. Projet de loi adopté, 628. Sanction, 645. (1990, c. 25)

Projet de loi 64.- Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale.- M. Savoie.- Présenté, 391. Auteur substitué, 667. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 749. Rapport déposé (Document n° 679), 772. Rapport adopté (maj.), 794. Projet de loi adopté (maj.), 927. Sanction, 948. (1990, c. 58)

Projet de loi 65.- Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté; renvoyé en commission, 381. Liste des organismes invités (Document n° 313), 382. Rapport (consultations) déposé (Document n° 379), 487. Principe adopté; renvoyé en commission, 600. Rapport déposé (Document n° 550); rapport adopté; projet de loi adopté, 639, 640. Sanction, 645. (1990, c. 26)

Projet de loi 67.- Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Elkas.- Présenté, 392. Principe adopté; renvoyé en commission, 599. Mandat à la CAE, 631, 638. Rapport déposé (Document n° 590), 666. Rapport pris en considération, 676. Rapport adopté, 694. Projet de loi adopté, 698. Sanction, 720. (1990, c. 41)

Projet de loi 68.- Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives.- M. Elkas.- Présenté, 392. Principe adopté; renvoyé en commission, 526. Rapport déposé (Document n° 504), 590. Rapport adopté, 619. Projet de loi adopté, 633. Sanction, 645. (1990, c. 27)

Projet de loi 69.- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.- M. Ryan.- Présenté (Vote n° 37), 389. Motion d'adoption du principe, 484. Vote reporté, 490. Principe adopté (Vote n° 64); renvoyé en commission, 496. Motion de clôture proposée, 525. Débat; question de règlement; décision du Président; motion adoptée (Vote n° 75), 537-539. Rapport déposé (Document n° 439), 543. Prise en considération du rapport et des amend.; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 81); amend. du ministre adoptés (Vote n° 82); amend. du député d'Abitibi-Ouest rejeté (Vote n° 83); rapport amendé adopté (Vote n° 84), 563-567. Projet de loi adopté (Vote n° 86), 580. Sanction, 645. (1990, c. 28)

Projet de loi 70.- Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse.- M. Sirros.- Présenté, 392. Motion d'adoption du principe; débat ajourné (ordre), 525. Principe adopté (Vote n° 74); renvoyé en commission, 535. Rapport déposé (Document n° 477), 574. Rapport pris en considération, 601. Amend. rejetés; rapport adopté (maj.), 616. Projet de loi adopté (maj.), 630. Sanction, 645. (1990, c. 29)

Projet de loi 71.- Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales.- M. Bourbeau.- Présenté, 391. Motion d'adoption du principe (lt-g.); vote reporté, 707. Principe adopté (Vote n° 101); renvoyé en commission, 713. Rapport déposé (Document n° 688), 781. Rapport adopté, 936. Projet de loi adopté (maj.), 978. Sanction, 1009. (1990, c. 68)

Projet de loi 72.- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec.- M. Rémillard.- Présenté, 389. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 632. Rapport

déposé (Document n° 586), 665. Rapport adopté, 718. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 743. Sanction, 752. (1990, c. 44)

Projet de loi 73.- Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 391. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 672. Rapport déposé (Document n° 611), 691. Rapport adopté; projet de loi adopté, 696. Sanction, 720. (1990, c. 42)

Projet de loi 74.- Loi modifiant le Code de la sécurité routière.- M. Elkas.- Présenté, 392. Projet de loi retiré, 1008.

Projet de loi 75.- Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 391. Motion d'adoption du principe; débat; motion de report proposée et rejetée (Vote n° 65), 498-500. Principe adopté (Vote n° 66); renvoyé en commission, 506-508. Motion de clôture proposée, 537. Débat; motion d'ajournement retirée; motion de clôture adoptée (Vote n° 76), 549-551. Rapport déposé (Document n° 453), 554. Amend. (art. 252) jugés recevables; amend. de la députée de Taillon rejetés (Vote n° 87); amend. du ministre adoptés (Vote n° 88); art. et intitulés adoptés (Vote n° 89); rapport amendé adopté (Vote n° 90), 581-585. Projet de loi adopté (Vote n° 92), 595, 596. Sanction, 645. (1990, c. 30)

Projet de loi 76.- Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la santé et la sécurité du travail.- M. Bourbeau.- Présenté, 391. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 585. Rapport déposé (Document n° 524), 607. Rapport adopté (maj.), 615. Projet de loi adopté, 628. Sanction, 645. (1990, c. 31)

Projet de loi 77.- Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines.- Mme Bacon.- Présenté, 459. Motion d'adoption du principe; motion de report; motion d'ajournement du débat retirée; motion de report rejetée; principe adopté; renvoyé en commission, 568, 569. Rapport déposé (Document n° 497), 589. Auteur substitué, 668. Amend. (a. 252) de la ministre retirés; rapport adopté; projet de loi adopté, 670, 671. Sanction, 688. (1990, c. 36)

Projet de loi 78.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Johnson.- Présenté, 471. Principe adopté; renvoyé en commission, 586. Rapport déposé (Document n° 540), 622. Rapport adopté; projet de loi adopté, 641. Sanction, 646. (1990, c. 32)

Projet de loi 79.- Loi n° 2 sur les crédits, 1990-1991.- M. Levesque.- Présenté, principe adopté et projet de loi adopté (Vote n° 63), 483. Sanction, 491. (1990, c. 10)

Projet de loi 81.- Loi modifiant le Code du travail.- M. Cherry.- Présenté, 603. Auteur substitué, 667. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 921. Rapport déposé (Document n° 819), 957. Amend. et rapport adoptés (maj.), 983. Projet de loi adopté (maj.), 992. Sanction, 1009. (1990, c. 69)

Projet de loi 82.- Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Sainte-Catherine.- M. Vallières.- Entente sur les travaux déposée (Document n° 555), 647. Projet de loi présenté, 649. Principe adopté; en commission pl.; Documents n°s 560 et 561 déposés; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 650, 651. Sanction, 652. (1990, c. 33)

Projet de loi 83.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Savoie.- Présenté, 763. Principe adopté; renvoyé en commission, 794. Rapport déposé (Document n° 730), 828. Rapport adopté (maj.), 927. Projet de loi adopté (maj.), 937. Sanction, 947. (1990, c. 59)

Projet de loi 84.- Loi modifiant la Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James.- Mme Bacon.- Présenté, 689.

Projet de loi 85.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 689. Principe adopté; renvoyé en commission, 852. Rapport déposé (Document n° 776), 906. Amend. et rapport adoptés; projet de loi adopté, 1001. Sanction, 1009. (1990, c. 70)

Projet de loi 86.- Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 708. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 874, 875. Rapport déposé (Document n° 792), 930. Amend. et rapport pris en considération; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 131); amend. adopté (Vote n° 132); rapport amendé adopté (Vote n° 133), 985-988. Projet de loi adopté (maj.), 1007. Sanction, 1009. (1990, c. 71)

Projet de loi 87.- Loi sur l'aide au développement des coopératives.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 708. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 875. Rapport déposé (Document n° 793), 931. Rapport pris en considération; Document n° 863 déposé; rapport adopté (maj.), 988. Motion d'adoption du projet de loi; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté (maj.); débat ajourné, 1020. Reprise du débat, 1034. Projet de loi adopté (maj.), 1037. Sanction, 1049. (1991, c. 1)

Projet de loi 88.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles.- M. Bourbeau.- Présenté, 738. Principe adopté; renvoyé en commission, 783. Rapport déposé (Document n° 705), 798. Rapport adopté, 936. Projet de loi adopté, 978. Sanction, 1009. (1990, c. 72)

Projet de loi 89.- Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Savoie.- Présenté (maj.), 788. Motion d'adoption du principe (lt-g.); question de règlement soulevée, 843. Reprise du débat, 845, 846. Directive de la présidence, 851. Motion de report proposée; motion d'ajournement rejetée (Vote n° 114); motion de report rejetée (Vote n° 115); motion de scission proposée et déclarée recevable; motion de scission rejetée; débat ajourné (ordre), 852-856. Ordre modifié, 864. Vote reporté, 865. Principe adopté (Vote n° 118); renvoyé en commission, 872. Motion de clôture proposée, 899. Motion adoptée (Vote n° 121), 910. Rapport déposé (Document n° 788), 917. Amend. adoptés (maj.); art., intitulés, titre adoptés (maj.); rapport amendé adopté (maj.), 938. Motion d'adoption du projet de loi, 939. Projet de loi adopté (Vote n° 127), 946. Sanction, 947. (1990, c. 60)

Projet de loi 90.- Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.- M. Pagé.- Entente sur les travaux déposée (Document n° 562); projet de loi présenté, 653. Principe adopté (lt-g.) (Vote n° 97); en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté; séance suspendue afin de permettre la sanction du projet de loi, 654-656. Sanction, 660. (1990, c. 34)

Projet de loi 91.- Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.- M. Pagé.- Présenté, 708. Motion d'adoption du principe (ordre); vote reporté, 726, 727. Principe adopté (Vote n° 104); renvoyé en commission pl., 733, 734. Ordre adopté; en commission pl.; Document n° 646 déposé; amendé (maj.); rapp.; rapport adopté (maj.), 735, 736. Motion d'adoption; vote reporté, 737. Projet de loi adopté (Vote n° 105), 741. Sanction, 752. (1990, c. 45)

Projet de loi 92.- Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 738. Principe adopté; en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 840, 841. Sanction, 947. (1990, c. 61)

Projet de loi 93.- Loi modifiant la Loi sur le recours collectif.- M. Rémillard.- Présenté, 739. Principe adopté; renvoyé en commission, 1327. Rapport déposé (Document n° 1168), 1361. Rapport adopté, 1386. Projet de loi adopté, 1429. Sanction, 1455. (1991, c. 19)

Projet de loi 94.- Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.- Mme Robillard.- Présenté, 747. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 775. Rapport déposé (Document n° 726), 820. Rapport adopté, 898. Projet de loi adopté, 936. Sanction, 947. (1990, c. 62)

Projet de loi 95.- Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Rémillard.- Présenté, 739. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1031. Rapport déposé (Document n° 1137), 1323. Rapport

adopté (maj.), 1386. Projet de loi adopté (maj.), 1429. Sanction, 1455. (1991, c. 20)

Projet de loi 96.- Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.- M. Vallières.- Présenté, 755. Motion d'adoption du principe, 785. Principe adopté; renvoyé en commission, 793. Rapport déposé (Document n° 724), 820. Rapport adopté; projet de loi adopté, 909. Sanction, 947. (1990, c. 63)

Projet de loi 97.- Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.- M. Bourbeau.- Présenté, 771. Motion d'adoption du principe; motion de report proposée, 814. Motion de report rejetée (Vote n° 111), 817. Reprise du débat; débat ajourné, 825, 829, 830. Principe adopté; renvoyé en commission, 839. Rapport déposé (Document n° 794), 931. Amend. et rapport adoptés (maj.), 978. Projet de loi adopté (maj.), 1004. Sanction, 1009. (1990, c. 73)

Projet de loi 98.- Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles.- M. Picotte.- Présenté, 778. Principe adopté; renvoyé en commission, 898. Rapport déposé (Document n° 804), 941. Rapport adopté; projet de loi adopté, 980. Sanction, 1009. (1990, c. 74)

Projet de loi 99.- Loi modifiant la Loi sur la pharmacie.- M. Savoie.- Présenté, 778. Principe adopté; renvoyé en commission, 922. Rapport déposé (Document n° 824), 959. Rapport adopté (maj.), 979. Projet de loi adopté (maj.), 992. Sanction, 1009. (1990, c. 75)

Projet de loi 100.- Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres.- M. Savoie.- Présenté, 779. Principe adopté; renvoyé en commission, 922. Rapport déposé (Document n° 825), 959. Rapport adopté; projet de loi adopté, 979. Sanction, 1009. (1990, c. 76)

Projet de loi 101.- Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières.- Mme Robic.- Présenté, 779. Principe adopté; renvoyé en commission, 882. Rapport déposé (Document n° 821), 958. Rapport adopté, 988. Motion d'adoption du projet de loi; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1005. Sanction, 1009. (1990, c. 77)

Projet de loi 102.- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.- M. Pagé.- Présenté, 787. Motion d'adoption du principe, 857, 860, 877. Principe adopté (Vote n° 120); renvoyé en commission, 881. Rapport déposé (Document n° 823), 958. Rapport adopté (maj.), 983. Projet de loi adopté (maj.), 1001. Sanction, 1009. (1990, c. 78)

Projet de loi 103.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services.- M. Dutil.- Présenté, 787. Motion d'adoption du principe, 885.

Principe adopté; renvoyé en commission, 891. Rapport déposé (Document n° 803), 941. Rapport adopté, 981. Projet de loi adopté, 992. Sanction, 1009. (1990, c. 79)

Projet de loi 104.- Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.- M. Picotte.- Présenté, 787. Principe adopté; renvoyé en commission, 900. Rapport déposé (Document n° 805), 941. Rapport adopté; projet de loi adopté, 980. Sanction, 1009. (1990, c. 80)

Projet de loi 105.- Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.- M. Picotte.- Présenté, 778. Principe adopté; renvoyé en commission, 899. Rapport déposé (Document n° 806), 941. Rapport adopté, 981. Projet de loi adopté, 992. Sanction, 1009. (1990, c. 81)

Projet de loi 106.- Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi.- M. Elkas.- Présenté, 787. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 863. Rapport déposé (Document n° 810), 950. Rapport adopté, 985. Projet de loi adopté, 1003. Sanction, 1009. (1990, c. 82)

Projet de loi 107.- Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts.- M. Savoie.- Présenté, 788. Motion d'adoption du principe; motion d'ajournement rejetée (Vote n° 123); motion de report; ordre; motion de report rejetée; principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 926, 927. Rapport déposé (Document n° 906), 1013. Rapport adopté, 1065. Projet de loi adopté, 1220. Sanction, 1262. (1991, c. 7)

Projet de loi 108.- Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.- M. Elkas.- Présenté, 788. Motion d'adoption du principe; motion de scission; décision de la présidence; motion de scission rejetée (Vote n° 116); vote reporté, 861-863. Principe adopté (Vote n° 117); renvoyé en commission, 870. Rapport déposé (Document n° 860), 973. Amend. et rapport adoptés, 985. Motion d'adoption du projet de loi, 993. Projet de loi adopté, 1003. Sanction, 1010. (1990, c. 83)

Projet de loi 109.- Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.- M. Levesque.- Présenté, 786. Motion d'adoption du principe (ordre), 900. Vote reporté, 913. Principe adopté (Vote n° 122); renvoyé en commission, 919. Motion de clôture proposée; question de règlement; directive de la présidence, 923. Débat, 929. Motion adoptée (Vote n° 125), 934. Rapport déposé (Document n° 802), 941. Amend. (a. 252) adoptés (maj.); art. et titre adoptés (maj.); rapport amendé adopté (maj.), 952, 953. Motion d'adoption du projet de loi (ordre), 963. Vote reporté, 965. Projet de loi adopté (Vote n° 128), 974. Sanction, 1010. (1990, c. 84)

Projet de loi 110.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais.- M. Ryan.- Présenté, 786. Motion d'adoption du principe; motion de scission; décision de la présidence; motion de

scission rejetée; principe adopté; renvoyé en commission, 883, 884. Mandat à la CAE, 888. Rapport déposé (Document n° 827), 959. Rapport adopté; projet de loi adopté, 981, 982. Sanction, 1010. (1990, c. 85)

Projet de loi 111.- Loi sur le ministère des Forêts.- M. Côté (Rivière-du-Loup).- Présenté, 789. Motion d'adoption du principe (It-g.), 865. Principe adopté (Vote n° 119); renvoyé en commission, 874. Rapport déposé (Document n° 770), 894. Amend. adopté; rapport amendé adopté, 921. Motion d'adoption du projet de loi; vote reporté, 937. Projet de loi adopté (Vote n° 126), 943. Sanction, 947. (1990, c. 64)

Projet de loi 112.- Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives.- Mme Robic.- Présenté, 788. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 877. Rapport déposé (Document n° 820), 958. Rapport pris en considération; document n° 862 déposé; rapport adopté (Vote n° 130), 984. Projet de loi adopté (maj.), 1006. Sanction, 1010. (1990, c. 86)

Projet de loi 113.- Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic. - M. Johnson.- Présenté, 915. Principe adopté; renvoyé en commission, 951. Rapport déposé (Document n° 859), 973. Rapport adopté; projet de loi adopté, 991. Sanction, 1010. (1990, c. 87)

Projet de loi 114.- Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*).- M. Savoie.- Présenté, 993. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1019. Rapport déposé (Document n° 937), 1040. Rapport adopté, 1065. Projet de loi adopté (maj.), 1220. Sanction, 1262. (1991, c. 8)

Projet de loi 115.- Loi n° 3 sur les crédits, 1990-1991.- M. Levesque.- Motion que l'Assemblée soit saisie du projet de loi; motion d'adoption du principe et motion d'adoption du projet de loi; vote reporté, 924. Projet de loi adopté (Vote n° 124), 933. Sanction, 947. (1990, c. 65)

Projet de loi 116.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière.- M. Levesque.- Présenté, 949. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 965, 966. Sanction, 1010. (1990, c. 88)

Projet de loi 117.- Loi modifiant la Loi sur le cinéma.- Mme Frulla-Hébert.- Présenté; renvoyé en commission, 1059. Mandat à la CC, 1059, 1167. Rapport sur les consultations (Document n° 1106), 1279. Principe adopté; renvoyé en commission, 1330. Rapport déposé (Document n° 1167), 1361. Amend. et rapport adoptés, 1382. Motion d'adoption, 1400. Vote reporté, 1424. Projet de loi adopté (Vote n° 192), 1446. Sanction, 1455. (1991, c. 21)

Projet de loi 118.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.- M. Picotte.- Présenté, 1078. Motion d'adoption du principe (lt-g.), 1205. Principe adopté; renvoyé en commission, 1216. Rapport déposé (Document n° 1098), 1267. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1333, 1334. Sanction, 1334. (1991, c. 11)

Projet de loi 119.- Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.- M. Ryan.- Présenté, 1038.

Projet de loi 120.- Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 893. Motion d'adoption du principe, 952. Reprise du débat, 955, 962. Documents n°s 830 et 831 déposés; vote reporté, 967. Principe adopté (Vote n° 129); renvoyé en commission, 976. Ordre régissant les travaux des séances extraordinaires, 1459-1461. Rapport déposé (Document n° 1254), 1463. Amend. (a. 252) déposés (Documents n°s 1255, 1256, 1257), 1464. Amend. et rapport pris en considération; amend. retiré; amend. du ministre adoptés; amend. de l'opposition rejetés; rapport amendé adopté (maj.), 1465. Motion d'adoption, 1467. Vote retardé, 1469. Projet de loi adopté (Vote n° 194), 1472. Sanction, 1484. (1991, c. 42)

Projet de loi 121.- Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les districts d'appel.- M. Savoie.- Présenté, 1024. Principe adopté; renvoyé en commission, 1064. Rapport déposé (Document n° 982), 1080. Rapport adopté, 1220. Projet de loi adopté, 1322. Sanction, 1334. (1991, c. 12)

Projet de loi 122.- Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives (*titre modifié*).- M. Savoie.- Présenté, 1024. Principe adopté; renvoyé en commission, 1064. Rapport déposé (Document n° 983), 1080. Rapport adopté, 1220. Projet de loi adopté, 1322. Sanction, 1335. (1991, c. 13)

Projet de loi 123.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.- Mme Gagnon-Tremblay.- Présenté, 1039. Motion d'adoption du principe (lt-g.), 1048. Principe adopté; renvoyé en commission, 1057. Interprétation de l'article 237 du Règlement, 1063. Rapport déposé (Document n° 966), 1068. Rapport adopté, 1085. Projet de loi adopté, 1086. Sanction, 1086. (1991, c. 3)

Projet de loi 124.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales concernant la constitution de fonds spéciaux.- M. Ciaccia.- Présenté, 1038. Motion d'adoption du principe (lt-g.); question de règlement prise en délibéré; principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1047, 1048. Rapport (Document n° 959) déposé, 1054. Décision sur l'interprétation de l'article 237, 1063. Amend. rejeté; rapport adopté (maj.), 1064. Projet de loi adopté (maj.), 1085. Sanction, 1087. (1991, c. 4)

Projet de loi 125.- Code civil du Québec.- M. Rémillard.- Présenté, 956. Motion d'adoption du principe, 1313. Document n° 1131 déposé, 1314. Principe adopté; renvoyé en commission, 1315. Rapport déposé (Document n° 1535), 1761. Rapport pris en considération; dix-huit amendements proposés (dérogation à l'article 252); amendements et rapport adoptés, 1779, 1780. Motion d'adoption; vote reporté, 1798. Projet de loi adopté (Vote n° 220), 1804. Sanction, 1826. (1991, c. 64)

Projet de loi 126.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Johnson.- Présenté, 1043. Principe adopté; renvoyé en commission, 1170. Rapport déposé (Document n° 1128), 1301. Rapport adopté, 1328. Projet de loi adopté, 1329. Sanction, 1335. (1991, c. 14)

Projet de loi 127.- Loi n° 1 sur les crédits, 1991-1992.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 1046. Sanction, 1049. (1991, c. 2)

Projet de loi 128.- Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1067. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1367. Sanction, 1455. (1991, c. 22)

Projet de loi 129.- Loi n° 2 sur les crédits, 1991-1992.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté et projet de loi adopté (maj.), 1084. Sanction, 1087. (1991, c. 5)

Projet de loi 130.- Loi modifiant la Loi sur les mines.- Mme Bacon.- Présenté, 1131. Motion d'adoption du principe, 1171. Principe adopté; renvoyé en commission, 1204, 1205. Rapport déposé (Document n° 1154), 1342. Amend. et rapport adoptés, 1351. Projet de loi adopté, 1383. Sanction, 1456. (1991, c. 23)

Projet de loi 131.- Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public.- Mme Bacon.- Présenté, 1131. Motion d'adoption du principe, 1730. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; adopté; rapport adopté; projet de loi adopté, 1736, 1737. Sanction, 1757. (1991, c. 52)

Projet de loi 132.- Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manœuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf.- M. Pagé.- Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 137); projet de loi présenté (Vote n° 138); principe adopté (Vote n° 139); en commission pl.; rapp.; rapport adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 140), 1123. Sanction, 1124. (1991, c. 6)

Projet de loi 133.- Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.- M. Rémillard.- Présenté, 1131. Principe adopté; renvoyé en commission, 1229. Rapport déposé (Document n° 1170), 1361. Amend. et rapport adoptés, 1387. Projet de loi adopté, 1429. Sanction, 1456. (1991, c. 24)

Projet de loi 134.- Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants.- M. Savoie.- Présenté, 1141. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1219. Rapport déposé (Document n° 1133), 1314. Rapport adopté (maj.), 1321. Projet de loi adopté (maj.), 1330. Sanction, 1335. (1991, c. 15)

Projet de loi 135.- Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac.- M. Savoie.- Présenté, 1141. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1219. Rapport déposé (Document n° 1134), 1314. Rapport adopté (maj.), 1321. Projet de loi adopté (maj.), 1330. Sanction, 1335. (1991, c. 16)

Projet de loi 136.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Savoie.- Présenté, 1210. Principe adopté; renvoyé en commission, 1316. Rapport déposé (Document n° 1177), 1372. Rapport adopté, 1385. Projet de loi adopté, 1400. Sanction, 1456. (1991, c. 25)

Projet de loi 137.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice.- M. Rémillard.- Présenté, 1175. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 1261. Rapport déposé (Document n° 1116), 1293. Rapport adopté (maj.), 1327. Projet de loi adopté (maj.), 1386. Sanction, 1456. (1991, c. 26)

Projet de loi 138.- Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placement dans l'entreprise québécoise.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 1175. Principe adopté; renvoyé en commission, 1217. Rapport déposé (Document n° 1114), 1293. Rapport adopté, 1326. Projet de loi adopté, 1329. Sanction, 1335. (1991, c. 17)

Projet de loi 139.- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique ainsi que la Loi sur l'enseignement privé (*titre modifié*).- M. Pagé.- Présenté, 1208. Principe adopté; renvoyé en commission, 1344. Rapport déposé (Document n° 1162), 1355. Rapport adopté, 1365. Projet de loi adopté, 1380. Sanction, 1456. (1991, c. 27)

Projet de loi 140.- Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures.- Mme Bacon.- Présenté, 1175. Principe adopté; renvoyé en commission, 1262. Rapport déposé (Document n° 1115), 1293. Rapport adopté, 1328. Projet de loi adopté, 1351. Sanction, 1456. (1991, c. 28)

Projet de loi 141.- Loi sur l'enseignement privé.- M. Pagé.- Présenté, 1208. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1350. Mandat à la CE; liste des groupes invités (Document n° 1214), 1423. Rapport sur les consultations (Document n° 1308), 1492.

Projet de loi 142.- Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et diverses dispositions législatives (*titre modifié*).- M. Picotte.- Présenté, 1208. Motion d'adoption du principe, 1316. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1317. Rapport déposé (Document n° 1144), 1331. Rapport adopté, 1345. Projet de loi adopté (maj.), 1352. Sanction,

1456. (1991, c. 29)

Projet de loi 143.- Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 1209. Principe adopté; renvoyé en commission, 1344. Rapport déposé (Document n° 1194), 1390. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1400. Sanction, 1456. (1991, c. 30)

Projet de loi 144.- Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool.- M. Ryan.- Présenté, 1208. Principe adopté; renvoyé en commission, 1310. Ordre révoqué; renvoyé en commission pl., 1378. Étudié en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1380, 1381. Sanction, 1456. (1991, c. 31)

Projet de loi 145.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales.- M. Ryan.- Présenté, 1208. Motion d'adoption du principe, 1269, 1271. Motion de report; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 164; motion de report rejetée (Vote n° 165), 1274-1276. Reprise du débat, 1283. Motion de scission proposée; recevabilité prise en délibéré, 1289. Mandat à la CAE (Document n° 1123), 1295. Décision de la présidence; débat sur la motion de scission; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 168); motion de scission rejetée (Vote n° 169); principe adopté (Vote n° 170); renvoyé en commission, 1304-1309. Rapport sur les consultations (Document n° 1150), 1338. Motion de clôture proposée, 1364. Débat, 1370. Motion adoptée (Vote n° 172), 1374. Rapport déposé (Document n° 1180), 1378. Réunion des leaders; amend. déclarés recevables; rapport pris en considération, 1391. Amend. adoptés (Vote n° 173); articles, titre et intitulés adoptés (Votes n°^{OS} 174, 175); rapport amendé adopté (Vote n° 176), 1392-1396. Motion d'adoption du projet de loi (ordre), 1430. Projet de loi adopté (Vote n° 191), 1431. Sanction, 1456. (1991, c. 32)

Projet de loi 146.- Loi modifiant le montant des amendes dans diverses dispositions législatives.- M. Rémillard.- Présenté, 1210. Principe adopté; renvoyé en commission, 1326. Rapport déposé (Document n° 1169), 1361. Rapport adopté (maj.), 1386. Projet de loi adopté (maj.), 1429. Sanction, 1456. (1991, c. 33)

Projet de loi 147.- Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention.- M. Ryan.- Présenté, 1208. Motion d'adoption du principe, 1483. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1497. Rapport déposé (Document n° 1358), 1539. Amend. et rapport pris en considération; amend. rejetés; rapport adopté (maj.), 1549. Projet de loi adopté (maj.), 1557. Sanction, 1559. (1991, c. 43)

Projet de loi 148.- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.- M. Rémillard.- Présenté, 1210. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1310. Sanction, 1335. (1991, c. 18)

Projet de loi 149.- Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public.- M. Johnson.- Présenté; Document n° 1080 déposé, 1209. Motion d'adoption du principe; motion de scission proposée; décision; motion rejetée; principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1317, 1318. Rapport déposé (Document n° 1153), 1342. Remarques permises sur la recevabilité des amend. (a. 252), 1350. Amend. du ministre déclarés irrecevables (décision du Président); rapport adopté (maj.), 1357. Projet de loi adopté (maj.), 1365. Sanction, 1466. (1991, c. 41)

Projet de loi 150.- Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.- M. Rémillard.- Présenté, 1210. Motion d'adoption du principe (lt-g.), 1353, 1357, 1358, 1359, 1363 (Document n° 1173 déposé). Principe adopté (Vote n° 171); renvoyé en commission, 1369. Rapport déposé (Document n° 1193), 1389. Amend. du député de Lac-Saint-Jean déclaré irrecevable (décision); autres amend. du député rejetés (Vote n° 189); rapport adopté (Vote n° 190), 1425-1428. Motion d'adoption du projet de loi, 1437. Projet de loi adopté (Vote n° 193), 1454. Sanction, 1456. (1991, c. 34)

Projet de loi 151.- Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.- M. Cherry.- Présenté, 1211. Principe adopté; renvoyé en commission, 1319. Rapport déposé (Document n° 1155), 1342. Rapport pris en considération; amend. proposé (dérogation) et adopté; rapport amendé adopté, 1352. Projet de loi adopté (maj.), 1383. Sanction, 1456. (1991, c. 35)

Projet de loi 152.- Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1209. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1365, 1366. Sanction, 1456. (1991, c. 36)

Projet de loi 153.- Loi sur le courtage immobilier.- Mme Robic.- Présenté, 1211. Motion d'adoption du principe (lt-g.), 1322. Principe adopté; renvoyé en commission, 1327. Rapport déposé (Document n° 1171), 1361. Amend. et rapport adoptés, 1385. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1425. Sanction, 1456. (1991, c. 37)

Projet de loi 154.- Loi n° 3 sur les crédits, 1991-1992.- M. Levesque.- Présenté, principe adopté et projet de loi adopté (maj.), 1259. Sanction, 1263. (1991, c. 9)

Projet de loi 155.- Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale.- M. Ryan.- Présenté, 1341. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1381, 1382. Sanction, 1456. (1991, c. 38)

Projet de loi 156.- Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal

métropolitain.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1377. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1397, 1398. Sanction, 1457. (1991, c. 39)

Projet de loi 157.- Loi concernant la restauration de l'ancienneté de certains salariés du secteur de la santé et des services sociaux.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1392. Principe adopté (Document n° 1196 déposé); renvoyé en commission pl.; étudié; rapp.; rapport adopté; motion d'adoption; vote reporté, 1398, 1399. Projet de loi adopté (Voté n° 177), 1407. Sanction, 1457. (1991, c. 40)

Projet de loi 158.- Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec.- Mme Bacon.- Présenté, 1402. Principe adopté; renvoyé en commission, 1432. Ordre révoqué; projet de loi renvoyé en commission pl.; étudié; adopté; rapport adopté; projet de loi adopté, 1727, 1728. Sanction, 1757. (1991, c. 53)

Projet de loi 159.- Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle.- M. Rémillard.- Présenté, 1487. Principe adopté; renvoyé en commission, 1588. Rapport déposé (Document n° 1545), 1772. Rapport adopté, 1821. Projet de loi adopté, 1822. Sanction, 1826. (1991, c. 65)

Projet de loi 160.- Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la protection de la santé publique.- M. Ryan.- Présenté, 1487. Principe adopté; renvoyé en commission, 1497. Rapport déposé (Document n° 1345), 1529. Rapport adopté, 1550. Projet de loi adopté, 1557. Sanction, 1559. (1991, c. 44)

Projet de loi 161.- Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques.- M. Vallerand.- Présenté, 1488. Principe adopté; renvoyé en commission, 1515. Rapport déposé (Document n° 1413), 1605. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1678. Sanction, 1710. (1991, c. 49)

Projet de loi 162.- Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux.- M. Levesque.- Présenté, 1486. Motion d'adoption du principe (ordre), 1506, 1507. Vote reporté, 1524. Principe adopté (Vote n° 196); renvoyé en commission, 1532. Rapport déposé (Document n° 1382), 1562. Rapport pris en considération; vote reporté, 1581. Rapport adopté (Vote n° 199), 1585. Motion d'adoption du projet de loi; vote reporté, 1597. Projet de loi adopté (Vote n° 200), 1606. Sanction, 1635. (1991, c. 46)

Projet de loi 163.- Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes.- M. Middlemiss.- Présenté, 1488. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission (maj.), 1524. Rapport déposé (Document n° 1398), 1583. Rapport pris en considération; Document n° 1407 déposé, 1598.

Projet de loi 164.- Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.- M. Bourbeau.- Présenté, 1487. Motion d'adoption du principe, 1515. Principe adopté; renvoyé en commission, 1534. Rapport déposé (Document n° 1528), 1744. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1823. Sanction, 1826. (1991, c. 66)

Projet de loi 165.- Loi modifiant la Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles - Mme Bacon.- Présenté, 1486. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié; adopté; rapport adopté; projet de loi adopté, 1728, 1729. Sanction, 1757. (1991, c. 54)

Projet de loi 166.- Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval.- M. Ryan.- Présenté, 1487. Principe adopté; renvoyé en commission, 1498. Rapport déposé (Document n° 1347), 1529. Rapport adopté, 1550. Projet de loi adopté, 1557. Sanction, 1559. (1991, c. 45)

Projet de loi 167.- Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le Code de la sécurité routière.- M. Elkas.- Présenté, 1509. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission (maj.), 1541. Rapport déposé (Document n° 1399), 1583. Rapport adopté (maj.), 1598. Projet de loi adopté (maj.), 1706. Sanction, 1757. (1991, c. 55)

Projet de loi 168.- Loi modifiant la Loi sur les forêts.- M. Côté (Rivière-du-Loup).- Présenté, 1518. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1550. Rapport déposé (Document n° 1380), 1562. Rapport adopté, 1578. Motion d'adoption du projet de loi, 1581. Documents n^{os} 1416 et 1417 déposés; projet de loi adopté, 1611. Sanction, 1635. (1991, c. 47)

Projet de loi 169.- Loi modifiant la Loi électorale concernant la délimitation des circonscriptions électorales.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1537. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1567, 1568. Sanction, 1635. (1991, c. 48)

Projet de loi 170.- Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Savoie.- Présenté, 1582. Motion d'adoption du principe, 1619, 1626. Vote reporté, 1644. Principe adopté (Vote n° 202); renvoyé en commission, 1650. Motion de clôture proposée, 1755. Débat; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 211); décision; motion de clôture adoptée (Vote n° 212), 1765-1768. Rapport déposé (Document n° 1546), 1772. Amend. et rapport adoptés; articles, titres et intitulés adoptés (Votes n^{os} 214-217), 1783-1787. Projet de loi adopté (Vote n° 221), 1813. Sanction, 1827. (1991, c. 67)

Projet de loi 171.- Loi sur le Conseil médical du Québec.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1537. Principe adopté; renvoyé en commission, 1568. Rapport déposé (Document n° 1459), 1662. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1736. Sanction, 1757. (1991, c. 56)

Projet de loi 172.- Loi concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.- M. Rémillard.- Présenté, 1553. Principe adopté; renv. en commission, 1685. Rapport déposé (Document n° 1562), 1791. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1823. Sanction, 1827. (1991, c. 68)

Projet de loi 173.- Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques.- M. Vallerand.- Présenté, 1582. Principe adopté; renvoyé en commission, 1678. Rapport déposé (Document n° 1514), 1732. Rapport adopté, 1739. Projet de loi adopté, 1754. Sanction, 1827. (1991, c. 69)

Projet de loi 174.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires (*titre modifié*).- M. Rémillard.- Présenté, 1546. Principe adopté; renvoyé en commission, 1578. Rapport déposé (Document n° 1563), 1791. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1824. Sanction, 1827. (1991, c. 70)

Projet de loi 175.- Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu.- M. Bourbeau. Présenté, 1572. Motion d'adoption du principe, 1685. Principe adopté; renvoyé en commission, 1694. Rapport déposé (Document n° 1593), 1816. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1822. Sanction, 1827. (1991, c. 71)

Projet de loi 176.- Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec et la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement.- M. Côté (Rivière-du-Loup).- Présenté, 1573. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié; adopté; rapp.; rapport adopté, 1612. Projet de loi adopté, 1694. Sanction, 1710. (1991, c. 50)

Projet de loi 177.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie.- M. Elkas.- Présenté, 1572. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1608. Rapport déposé (Document n° 1445), 1648. Rapport adopté (maj.), 1694. Projet de loi adopté (maj.), 1706. Sanction, 1757. (1991, c. 57)

Projet de loi 178.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.- M. Elkas.- Présenté, 1572. Motion d'adoption du principe, 1608. Principe adopté; renvoyé en commission, 1613. Rapport déposé (Document n° 1444), 1648. Rapport adopté, 1694. Projet de loi adopté, 1707. Sanction, 1757. (1991, c. 58)

Projet de loi 179.- Loi modifiant la Loi sur les transports.- M. Elkas.- Présenté, 1573. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1626. Rapport déposé (Document n° 1467), 1674. Rapport pris en considération; vote reporté, 1695. Rapport adopté (Vote n° 206), 1704. Motion d'adoption; vote reporté, 1707. Projet de loi adopté (Vote n° 207), 1715. Sanction, 1757. (1991, c. 59)

Projet de loi 180.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives.- M. Dutil.- Présenté, 1594. Motion d'adoption du principe, 1672. Principe adopté; renvoyé en commission,

1677. Rapport déposé (Document n° 1526), 1743. Amend. et rapport adoptés, 1754. Projet de loi adopté (maj.), 1814. Sanction, 1827. (1991, c. 72)

Projet de loi 181.- Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives.- M. Johnson.- Présenté, 1593. Principe adopté; renvoyé en commission, 1637. Rapport déposé (Document n° 1523), 1743. Amend. et rapport adoptés, 1755. Projet de loi adopté, 1817. Sanction, 1827. (1991, c. 73)

Projet de loi 182.- Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec.- M. Ryan.- Présenté, 1593. Principe adopté; renvoyé en commission, 1633. Rapport déposé (Document n° 1466), 1674. Rapport adopté, 1687. Projet de loi adopté, 1699. Sanction, 1710. (1991, c. 51)

Projet de loi 183.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.- M. Picotte.- Présenté, 1602. Principe adopté; renvoyé en commission, 1645. Rapport déposé (Document n° 1492), 1702. Rapport adopté (maj.), 1724. Projet de loi adopté (maj.), 1739. Sanction, 1757. (1991, c. 60)

Projet de loi 184.- Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.- M. Picotte.- Présenté, 1602. Principe adopté; renvoyé en commission, 1645. Rapport déposé (Document n° 1493), 1702. Rapport adopté (maj.), 1725. Projet de loi adopté (maj.), 1740. Sanction, 1757. (1991, c. 61)

Projet de loi 185.- Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.- M. Cherry.- Présenté, 1603. Motion d'adoption du principe, 1654. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1669. Mandat à la CET; liste des organismes déposée (Document n° 1472), 1676. Rapport sur les consultations (Document n° 1515), 1732. Mandat à la CET, 1751.

Projet de loi 186.- Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives.- M. Cherry.- Présenté, 1614. Motion d'adoption du principe, 1670. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1671. Mandat à la CET; liste des organismes déposée (Document n° 1472), 1676. Rapport sur les consultations (Document n° 1515), 1732. Rapport déposé (Document n° 1547), 1773. Amend. et rapport pris en considération; amend. corrigé par la présidence; amend. et rapport adoptés (maj.), 1797. Motion d'adoption; Document n° 1590 déposé; projet de loi adopté (maj.), 1814. Sanction, 1827. (1991, c. 74)

Projet de loi 187.- Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.- M. Savoie.- Présenté, 1712. Principe adopté; renvoyé en commission, 1780. Rapport déposé (Document n° 1594); rapport adopté; projet de loi adopté, 1825. Sanction, 1827. (1991, c. 75)

Projet de loi 188.- Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives.- M. Cherry.- Présenté, 1603. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1671. Rapport déposé (Document n° 1494), 1703. Rapport adopté, 1730. Projet de loi adopté, 1814. Sanction, 1827. (1991, c. 76)

Projet de loi 189.- Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 1602. Principe adopté; renvoyé en commission, 1634. Rapport déposé (Document n° 1468), 1674. Document n° 1487 déposé; rapport adopté (maj.), 1700. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé (maj.); rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 1735. Sanction, 1757. (1991, c. 62)

Note: Suite des projets de loi du gouvernement à la page 2085.

Projets de loi publics au nom des députés

Projet de loi 190.- Loi modifiant la Charte de la langue française.- M. Libman.- Présenté, 347.

Projet de loi 191.- Loi sur le Conseil québécois de la toxicomanie.- Mme Vermette.- Présenté, 477.

Projet de loi 193.- Loi rétablissant l'ancienneté de certains salariés dans le secteur de la santé et des services sociaux.- M. Bourdon.- Présenté, 1095. Motion d'adoption du principe (motion du mercredi); débat ajourné, 1207. Reprise du débat; motion de mise aux voix immédiate rejetée (Vote n° 163); débat ajourné, 1265.

Projet de loi 194.- Loi modifiant la Loi sur la fonction publique.- M. Bourdon.- Présenté, 1142.

Projet de loi 195.- Loi concernant la circonscription électorale de Marguerite-d'Youville.- M. Beaulne.- Présenté, 1211.

Projet de loi 196.- Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.- M. Cusano.- Présenté, 1712. Principe adopté; renvoyé en commission, 1779. Rapport déposé (Document n° 1565), 1791. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1817. Sanction, 1827. (1991, c. 81)

Projet de loi 197.- Loi sur la limitation des dépenses budgétaires.- M. Chagnon.- Motion que l'Assemblée soit saisie du projet de loi; question de règlement soulevée, 1749. Autres remarques permises, 1753. Décision de la présidence, 1775.

Projet de loi 198.- Loi sur la limitation de l'embauche dans les organismes publics et l'imputabilité des administrateurs d'État et des dirigeants d'un organisme public.- M. Gautrin.- Présenté, 1741. Motion d'adoption du principe, 1816.

Projets de loi d'intérêt privé

Projet de loi 200.- Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- Mme Boucher-Bacon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 167); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 165. Rapport (Document n° 525) adopté, 607. Principe et projet de loi adoptés, 633. Sanction, 646. (1990, c. 89)

Projet de loi 203.- Loi concernant la ville de Saint-Hubert.- Mme Pelchat.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 148); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 151.

Projet de loi 204.- Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 93); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 104. Rapport (Document n° 160) adopté, 154. Principe et projet de loi adoptés (dérogations à l'article 22 du Règlement et à la Règle de fonctionnement 35), 162. Sanction, 183. (1989, c. 104)

Projet de loi 205.- Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent.- M. Maril.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 148); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 151. Rapport (Document n° 526) adopté, 607. Principe et projet de loi adoptés, 634. Sanction, 646. (1990, c. 105)

Projet de loi 206.- Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 167), 165. Projet de loi présenté; renvoyé en commission, 166.

Projet de loi 207.- Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley.- M. Hamel.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1124); présenté; renvoyé en commission, 1299.

Projet de loi 209.- Loi concernant la Ville de Saint-Eustache.- M. Bergeron.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 148); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 151.

Projet de loi 210.- Loi concernant la Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu.- Mme Dupuis.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 291); présenté; renvoyé en commission, 339.

Projet de loi 211.- Loi concernant la ville de Berthierville.- M. Houde.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 93); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 104. Rapport (Document n° 141) adopté, 144. Principe et projet de loi adoptés (dérogations à l'article 22 du Règlement et à la Règle de fonctionnement 35), 161. Sanction, 183. (1989, c. 96)

Projet de loi 215.- Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 292); présenté; renvoyé en commission, 340. Rapport (Document n° 1086) adopté, 1212. Principe et projet de loi adoptés, 1433. Sanction, 1457. (1991, c. 107)

Projet de loi 217.- Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand.- Mme Pelchat.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 148); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 151. Rapport (Document n° 912) adopté, 1015. Principe et projet de loi adoptés, 1032. Sanction, 1049. (1991, c. 97)

Projet de loi 218.- Loi concernant la succession de Louis Pelletier.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 321); présenté; renvoyé en commission, 393. Rapport (Document n° 1279) adopté, 1478. Principe et projet de loi adoptés, 1498. Sanction, 1508. (1991, c. 116)

Projet de loi 220.- Loi concernant la succession de Jean-Maurice Lafond.- M. Cusano.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 321); présenté; renvoyé en commission, 393. Rapport (Document n° 548) adopté, 624. Principe et projet de loi adoptés, 633. Sanction, 646. (1990, c. 108)

Projet de loi 221.- Loi concernant la Ville d'Anjou.- M. Larouche.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 370), 471. Présenté; renvoyé en commission, 472. Rapport (Document n° 527) adopté, 607. Principe et projet de loi adoptés, 634. Sanction, 646. (1990, c. 92)

Projet de loi 223.- Loi concernant la ville de Baie-Comeau.- M. Maltais.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 430); présenté; renvoyé en commission, 541. Rapport (Document n° 627) adopté, 710. Principe et projet de loi adoptés, 769. Sanction, 815. (1990, c. 93)

Projet de loi 224.- Loi concernant la succession d'Alain Morin.- M. Paré.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 102); présenté; renvoyé en commission, 119. Rapport (Document n° 138) adopté, 143. Principe et projet de loi adoptés, 158. Sanction, 183. (1989, c. 126)

Projet de loi 225.- Loi concernant Space Realty Co. Ltd.- M. Bélanger.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1031); présenté; renvoyé en commission, 1137. Rapport (Document n° 1087) adopté, 1212. Principe adopté et projet de loi adoptés (dérogation à l'article 22 du Règlement), 1433, 1434.

Sanction, 1457. (1991, c. 110)

Projet de loi 228.- Loi concernant Placements Mérici Inc.- M. Hamel.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 133), 141. Présenté; renvoyé en commission, 142. Rapport (Document n° 166) adopté, 160. Principe et projet de loi adoptés, 162. Sanction, 183. (1989, c. 121)

Projet de loi 229.- Loi modifiant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée.- M. Messier.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 376), 477. Présenté; renvoyé en commission, 478. Rapport (Document n° 499) adopté, 590. Principe et projet de loi adoptés, 635. Sanction, 646. (1990, c. 107)

Projet de loi 230.- Loi concernant le Séminaire diocésain de Montréal.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 314); présenté; renvoyé en commission, 382.

Projet de loi 231.- Loi concernant la ville de Trois-Rivières.- M. Philibert.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 93); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 104. Rapport (Document n° 142) adopté, 144. Principe et projet de loi adoptés (dérogations à l'article 22 du Règlement et à la Règle de fonctionnement 35), 162. Sanction, 183. (1989, c. 87)

Projet de loi 232.- Loi concernant la ville de Jonquière.- M. Dufour.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 93); projet de loi présenté (dérogation à la Règle de fonctionnement 37); renvoyé en commission, 104. Rapport (Document n° 143) adopté, 144. Principe et projet de loi adoptés (dérogations à l'article 22 du Règlement et à la Règle de fonctionnement 35), 161. Sanction, 183. (1989, c. 85)

Projet de loi 233.- Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Deschambault.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 93), 104. Présenté (dérogation à la Règle de fonctionnement 37); renvoyé en commission, 105. Rapport (Document n° 144) adopté, 144. Principe et projet de loi adoptés (dérogations à l'article 22 du Règlement et à la Règle de fonctionnement 35) 161. Sanction, 183. (1989, c. 105)

Projet de loi 236.- Loi concernant la succession d'Arthur Bouvier.- Mme Pelchat.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 739); présenté; renvoyé en commission, 849. Rapport (Document n° 1278) adopté, 1477. Principe et projet de loi adoptés, 1499. Sanction, 1508. (1991, c. 115)

Projet de loi 237.- Loi concernant K. & M. Investments Ltd.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 292); présenté; renvoyé en commission, 340. Rapport (Document n° 500) adopté, 590. Principe et projet de loi adoptés, 635. Sanction, 646. (1990, c. 102)

Projet de loi 240.- Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.- M. Joly.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 314), 382. Présenté; renvoyé en commission, 383. Rapport (Document n° 911) adopté, 1014. Principe et projet de loi adoptés, 1032. Sanction, 1049. (1991, c. 83)

Projet de loi 243.- Loi concernant le régime de rentes de la Ville de Laval (*titre modifié*).- M. Joly.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 314), 382. Présenté; renvoyé en commission, 383. Rapport (Document n° 528) adopté, 607. Principe et projet de loi adoptés, 634. Sanction, 646. (1990, c. 106)

Projet de loi 246.- Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie.- M. Lazure.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 864); présenté; renvoyé en commission, 994. Rapport (Document n° 914) adopté, 1015. Principe et projet de loi adoptés, 1034. Sanction, 1049. (1991, c. 108)

Projet de loi 247.- Loi concernant La Compagnie de Fiducie Impériale.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 292); présenté; renvoyé en commission, 340. Rapport (Document n° 501) adopté, 590. Principe et projet de loi adoptés, 636. Sanction, 646. (1990, c. 101)

Projet de loi 248.- Loi concernant la ville de Victoriaville.- M. Baril.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 370), 471. Présenté; renvoyé en commission, 472. Rapport (Document n° 529) adopté, 608. Principe et projet de loi adoptés, 635. Sanction, 646. (1990, c. 94)

Projet de loi 249.- Loi concernant Assurance-vie Desjardins et La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 337); présenté; renvoyé en commission, 441. Rapport (Document n° 502) adopté, 590. Principe et projet de loi adoptés, 637. Sanction, 646. (1990, c. 97)

Projet de loi 250.- Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil.- Mme Vermette.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1199); présenté; renvoyé en commission, 1403. Rapport (Document n° 1261) adopté, 1469. Principe et projet de loi adoptés, 1472. Sanction, 1484. (1991, c. 85)

Projet de loi 253.- Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc.- M. Dauphin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 337); présenté; renvoyé en commission, 441. Rapport (Document n° 503) adopté, 590. Principe et projet de loi adoptés, 636. Sanction, 646. (1990, c. 98)

Projet de loi 254.- Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 537); présenté; renvoyé en commission, 621. Rapport (Document n° 628) adopté, 710. Principe et projet de loi adoptés, 769. Sanction, 815. (1990, c. 91)

Projet de loi 255.- Loi concernant Société de fiducie Bankers' Trust.- M. Benoit.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 376), 477. Présenté; renvoyé en commission, 478. Rapport (Document n° 541) adopté, 622. Principe et projet de loi adoptés, 636. Sanction, 646. (1990, c. 100)

Projet de loi 256.- Loi concernant Compagnie Trust Royal.- M. Benoit.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 376), 477. Présenté; renvoyé en commission, 478. Rapport (Document n° 542) adopté, 622. Principe et projet de loi adoptés, 636. Sanction, 646. (1990, c. 99)

Projet de loi 257.- Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.- M. Dauphin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 376), 477. Présenté; renvoyé en commission, 478. Rapport (Document n° 547) adopté, 624. Principe et projet de loi adoptés, 635. Principe et projet de loi adoptés, 636. Sanction, 646. (1990, c. 95)

Projet de loi 258.- Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp.- M. Holden.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 761), 886. Présenté; renvoyé en commission, 887. Rapport (Document n° 857) adopté, 972. Principe et projet de loi adoptés, 1002. Sanction, 1010. (1990, c. 104)

Projet de loi 259.- Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 370), 471. Présenté; renvoyé en commission, 472. Rapport (Document n° 626) adopté, 710. Motion d'adoption du principe; vote reporté, 785. Principe adopté (Vote n° 108), 791. Motion d'adoption; vote reporté, 802. Projet de loi adopté (Vote n° 109), 811. Sanction, 815. (1990, c. 96)

Projet de loi 260.- Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe.- M. Messier.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 739), 849. Présenté; renvoyé en commission, 850. Rapport (Document n° 913) adopté, 1015. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1033. Sanction, 1049. (1991, c. 90)

Projet de loi 261.- Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa.- M. Cusano.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1077), 1195. Présenté; renvoyé en commission, 1196. Ordre révoqué; projet de loi renvoyé à la CBA, 1348. Rapport (Document n° 1280) adopté, 1478. Principe et projet de loi adoptés, 1499, 1500. Sanction, 1508. (1991, c. 117)

Projet de loi 264.- Loi concernant la ville de Matane.- Mme Hovington.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1075), 1187. Présenté; renvoyé en commission, 1188. Rapport (Document n° 1103) adopté, 1272. Principe et projet de loi adoptés, 1436. Sanction, 1457. (1991, c. 95)

Projet de loi 266.- Loi concernant la ville de Rock Island et le village de Stanstead Plain.- M. Benoit.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1158); présenté; renvoyé en commission, 1347. Rapport (Document n° 1281) adopté, 1478. Principe et projet de loi adoptés, 1500. Sanction, 1508. (1991, c. 99)

Projet de loi 267.- Loi concernant la ville de Gatineau.- M. Kehoe.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1474), 1681. Présenté; renvoyé en commission, 1682. Rapport (Document n° 1623) adopté, 1834. Principe et projet de loi adoptés, 1851. Sanction, 1886. (1992, c.)

Projet de loi 268.- Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 772); présenté; renvoyé en commission, 904. Rapport (Document n° 886) adopté, 998. Principe et projet de loi adoptés, 1000. Sanction, 1010. (1990, c. 90)

Projet de loi 269.- Loi concernant Mélançon et Fils Inc.- M. Jolivet.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1032); présenté; renvoyé en commission, 1137. Rapport (Document n° 1088) adopté, 1213. Principe et projet de loi adoptés, 1434. Sanction. 1457. (1991, c. 111)

Projet de loi 270.- Loi concernant la ville de Sept-Îles.- M. Perron.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1125); présenté; renvoyé en commission, 1300. Rapport (Document n° 1283) adopté, 1479. Motion d'adoption du principe, 1502. Document n° 1319 déposé; principe adopté (maj.) et projet de loi adopté (maj.), 1505, 1506. Sanction, 1508. (1991, c. 94)

Projet de loi 272.- Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 760); présenté; renvoyé en commission, 886. Rapport (Document n° 858) adopté, 972. Principe et projet de loi adoptés, 1002. Sanction, 1010. (1990, c. 103)

Projet de loi 273.- Loi concernant la ville de Châteauguay.- Mme Cardinal.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1198); présenté; renvoyé en commission, 1402. Rapport (Document n° 1259) adopté, 1469. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1470. Sanction, 1484. (1991, c. 91)

Projet de loi 274.- Loi concernant Société Namur Inc.- Mme Pelchat.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1029); présenté; renvoyé en commission, 1136. Rapport (Document n° 1089) adopté, 1213. Principe et projet de loi adoptés, 1435. Sanction. 1457. (1991, c. 112)

Projet de loi 275.- Loi concernant la ville de Verdun.- M. Gautrin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1079), 1196. Présenté; renvoyé en commission, 1197. Rapport (Document n° 1284) adopté, 1479. Principe et projet de loi adoptés, 1501. Sanction, 1508. (1991, c. 88)

Projet de loi 276.- Loi concernant Coulange Construction Inc.- M. Kehoe.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1030); présenté; renvoyé en commission, 1136. Rapport (Document n° 1090) adopté, 1213. Principe et projet de loi adoptés, 1435. Sanction. 1457. (1991, c. 113)

Projet de loi 278.- Loi concernant la ville de Rimouski.- M. Tremblay (Rimouski).- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1050); présenté; renvoyé en commission, 1165. Rapport (Document n° 1101) adopté, 1272. Principe et projet de loi adoptés, 1436. Sanction. 1457. (1991, c. 92)

Projet de loi 279.- Loi concernant la ville d'Amos.- M. Gendron.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1051), 1165. Présenté; renvoyé en commission, 1166. Rapport (Document n° 1102) adopté, 1272. Principe et projet de loi adoptés, 1437. Sanction. 1457. (1991, c. 96)

Projet de loi 280.- Loi concernant la ville de Sherbrooke.- M. Hamel.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1126); présenté; renvoyé en commission, 1300. Rapport (Document n° 1282) adopté, 1478. Principe et projet de loi adoptés, 1501, 1502. Sanction, 1508. (1991, c. 86)

Projet de loi 281.- Loi concernant la ville de Saint-Laurent.- M. Bordeleau.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1215); présenté; renvoyé en commission, 1439.

Projet de loi 282.- Loi concernant la Société médicale de Montréal Inc.- M. Fradet.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1635), 1856. Présenté; renvoyé en commission, 1857.

Projet de loi 283.- Loi modifiant la Charte de l'Université Laval.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1036); présenté; renvoyé en commission, 1141. Rapport (Document n° 1091) adopté, 1213. Principe et projet de loi adoptés, 1230. Sanction, 1277. (1991, c. 100)

Projet de loi 284.- Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club.- M. Maltais.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1419); présenté; renvoyé en commission, 1615. Rapport (Document n° 1483) adopté, 1690. Principe et projet de loi adoptés, 1697. Sanction, 1757. (1991, c. 109)

Projet de loi 285.- Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe.- M. Messier.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1127); présenté; renvoyé en commission, 1301.

Projet de loi 287.- Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1161); présenté; renvoyé en commission, 1354. Rapport (Document n° 1246) adopté, 1445.

Principe et projet de loi adoptés, 1452. Mandat à la CBA, 1453. Sanction, 1457. (1991, c. 104)

Projet de loi 288.- Loi concernant la municipalité d'Oka.- M. Bergeron.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1078); présenté; renvoyé en commission, 1196. Rapport (Document n° 1260) adopté, 1469. Principe et projet de loi adoptés, 1471. Sanction, 1484. (1991, c. 98)

Projet de loi 289.- Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1028); présenté; renvoyé en commission, 1135. Rapport (Document n° 1092) adopté, 1213. Principe et projet de loi adoptés, 1230. Sanction, 1263. (1991, c. 101)

Projet de loi 290.- Loi concernant certaines fiducies constituées par Colin Wesley Webster.- Mme Loiseleur.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1500); présenté; renvoyé en commission, 1713.

Projet de loi 291.- Loi concernant Les Services de Santé du Québec.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1418); présenté; renvoyé en commission, 1615. Rapport (Document n° 1479) adopté, 1683. Principe adopté (maj.) et projet de loi adopté (maj.), 1698. Sanction, 1710. (1991, c. 102)

Projet de loi 292.- Loi concernant Betts Realty Ltd.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1058); présenté; renvoyé en commission, 1176. Rapport (Document n° 1478) adopté, 1683. Principe et projet de loi adoptés, 1698. Sanction, 1710. (1991, c. 114)

Projet de loi 293.- Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1420); présenté; renvoyé en commission, 1616. Rapport (Document n° 1477) adopté, 1683. Principe adopté (maj.) et projet de loi adopté (maj.), 1699. Sanction, 1710. (1991, c. 103)

Projet de loi 294.- Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1463); présenté; renvoyé en commission, 1673. Rapport (Document n° 1564) adopté, 1791. Principe et projet de loi adoptés, 1820. Sanction, 1827. (1991, c. 84)

Projet de loi 295.- Loi concernant Aéroports de Montréal.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1422); présenté; renvoyé en commission, 1617. Rapport (Document n° 1480) adopté, 1683. Principe et projet de loi adoptés, 1687. Sanction, 1710. (1991, c. 106)

Projet de loi 296.- Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1462); présenté; renvoyé en commission, 1672. Rapport (Document n° 1585) adopté, 1802.

Principe et projet de loi adoptés, 1819. Sanction, 1827. (1991, c. 82)

Projet de loi 297.- Loi concernant Les cimetières catholiques romains de l'archidiocèse de Gatineau-Hull.- M. LeSage.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1518); présenté; renvoyé en commission, 1741.

Projet de loi 299.- Loi concernant la ville de Rimouski.- M. Tremblay (Rimouski).- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1421); présenté; renvoyé en commission, 1616. Rapport (Document n° 1469) adopté, 1675. Motion d'adoption du principe; Document n° 1481 déposé, 1688. Principe adopté (maj.), opposition à l'adoption signifiée, 1693. Projet de loi adopté (maj.), 1700. Sanction, 1710. (1991, c. 93)

Projet de loi 300.- Loi concernant la succession de Gérard Morrissette.- M. Perron.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1499); présenté; renvoyé en commission, 1713.

Projet de loi 301.- Loi concernant Ville d'Anjou.- M. Gobé.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1473); présenté (dérogation à la Règle de fonctionnement 37); renvoyé en commission, 1681. Rapport (Document n° 1548) adopté, 1773. Principe et projet de loi adoptés, 1821. Sanction, 1827. (1991, c. 89)

Projet de loi 303.- Loi concernant la ville de Saint-Hubert.- Mme Pelchat.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1425); présenté; renvoyé en commission, 1621. Rapport (Document n° 1549) adopté, 1773. Principe et projet de loi adoptés, 1818. Sanction, 1827. (1991, c. 87)

Projet de loi 304.- Loi concernant la ville de Trois-Rivières.- M. Philibert.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1570); présenté; renvoyé en commission, 1799.

Projet de loi 305.- Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1529), 1749. Présenté (dérogation aux Règles de fonctionnement 36 et 37); renvoyé en commission, 1750. Rapport (Document n° 1584) adopté, 1802. Principe et projet de loi adoptés, 1820. Sanction, 1827. (1991, c. 105)

Projets de loi du gouvernement

Projet de loi 401.- Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Johnson.- Présenté, 1603. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 1637. Rapport déposé (Document n° 1527), 1744. Rapport adopté, 1756. Projet de loi adopté, 1824. Sanction, 1828. (1991, c. 77)

Projet de loi 402.- Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux.- M. Johnson.- Présenté, 1603. Principe adopté; renvoyé en commission, 1638. Rapport déposé (Document n° 1524), 1743. Rapport adopté, 1756. Projet de loi adopté, 1818. Sanction, 1828. (1991, c. 78)

Projet de loi 403.- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux.- M. Johnson.- Présenté, 1614. Principe adopté; renvoyé en commission, 1644. Rapport déposé, 1743. (Document n° 1525), 1743. Rapport adopté, 1756. Projet de loi adopté, 1818. Sanction, 1828. (1991, c. 79)

Projet de loi 404.- Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives.- M. Pagé.- Présenté (maj.), 1721. Motion d'adoption du principe (lt-g.); motion de report rejetée (Vote n° 213); débat terminé; vote reporté, 1776-1778. Principe adopté (Vote n° 218); renvoyé en commission, 1793. Mandat à la CI, 1836.

Projet de loi 405.- Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 1603. Motion d'adoption du principe, 1645. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1653. Rapport déposé (Document n° 1516), 1733. Rapport adopté (maj.), 1739. Projet de loi adopté (maj.), 1815. Sanction, 1828. (1991, c. 80)

Projet de loi 406.- Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit.- M. Rémillard.- Présenté, 1614. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 1685.

Projet de loi 407.- Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*).- M. Savoie.- Présenté, 1712. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1780. Rapport déposé (Document n° 1616), 1833. Rapport pris en considération, 1853. Rapport adopté, 1855. Projet de loi adopté (maj.), 1868. Sanction, 1886. (1992, c. 1)

Projet de loi 408.- Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.- M. Bourbeau.- Présenté, 1740. Document n° 1519 déposé, 1741. Mandat à la CAS, 1742.

Projet de loi 409.- Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 1689. Principe adopté; renvoyé en commission, 1745, 1746. Rapport déposé (Document n° 1638), 1858.

Projet de loi 410.- Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 1689. Motion d'adoption du principe, 1746, 1747. Principe adopté (maj.); renvoyé en

commission, 1754. Rapport déposé (Document n° 1645), 1864.

Projet de loi 411.- Loi n° 4 sur les crédits, 1991-1992.- M. Levesque.- Présenté, principe adopté et projet de loi adopté (Vote n° 208), 1719. Sanction, 1758. (1991, c. 63)

Projet de loi 412.- Loi sur l'Office de protection de l'environnement du Québec et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté; renvoyé en commission, 1787. Mandat à la CAE, 1788.

Projet de loi 413.- Loi modifiant la Loi sur l'optométrie.- M. Savoie.- Présenté, 1856. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1868.

Projet de loi 415.- Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1843. Principe adopté; renvoyé en commission, 1860.

Projet de loi 416.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.- Mme Gagnon-Tremblay.- Présenté, 1843. Principe adopté; renvoyé en commission, 1861.

Projet de loi 417.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur la publicité le long des routes.- M. Middlemiss.- Présenté, 1843. Motion d'adoption du principe, 1861.

Projet de loi 418.- Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec.- M. Dutil.- Présenté, 1856. Principe adopté; renvoyé en commission, 1867. Rapport déposé (Document n° 1650), 1875. Rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 1885. Sanction, 1886. (1992, c. 2)

Projet de loi 419.- Loi n° 1 sur les crédits, 1992-1993.- M. Levesque.- Présenté, principe adopté, projet de loi adopté, 1884. Sanction, 1886. (1992, c. 3)

Achevé d'imprimer
sur les presses du Service de l'imprimerie
de l'Assemblée nationale
en août 1992

Liste à jour le 1^{er} octobre 1989
et déposée, conformément à l'article 58 du Règlement,
par le Président de l'Assemblée nationale.

Annexe A

DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE

Table des matières

	<i>Page</i>		<i>Page</i>
Lieutenant-gouverneur	A- 3	Environnement	A-23
Premier ministre	A- 3	Finances	A-25
Administration	A- 4	Finances et Privatisation	A-26
Affaires culturelles	A- 4	Forêts	A-29
Affaires intergouvernementales canadiennes	A- 9	Industrie, Commerce et Technologie	A-30
Affaires internationales	A- 9	Justice	A-33
Affaires municipales	A-10	Loisir, Chasse et Pêche	A-36
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	A-11	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	A-37
Approvisionnements et Services	A-13	Mines et Affaires autochtones	A-39
Communautés culturelles et Immigration	A-14	Revenu	A-40
Communications	A-15	Santé et Services sociaux	A-41
Condition féminine	A-17	Sécurité publique	A-43
Conseil du Trésor	A-18	Technologie	A-45
Éducation	A-18	Tourisme	A-46
Énergie et Ressources	A-19	Transports	A-47
Enseignement supérieur et Science	A-21	Travail	A-50
		Président de l'Assemblée nationale	A-52

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Lieutenant-gouverneur		
Éditeur officiel du Québec		
- Rapport annuel sur le recueil des lois	À chaque session	L.R.Q., c. I-16, aa. 25 et 26
Premier ministre		
Conseil exécutif, ministère		
- Rapport annuel excluant les activités reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-30, a. 4
Conseil permanent de la jeunesse		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-59.01, a. 32
Convention de la Baie James et du Nord québécois		
- Proclamation mettant en vigueur toute convention complémentaire	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux.	L.R.Q., c. C-67, a. 4
Convention du Nord-Est québécois		
- Proclamation mettant en vigueur toute convention complémentaire	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux.	L.R.Q., c. C-67.1, a. 4

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Sidbec		
- Directive émise par le ministre désigné et portant sur ses objectifs et son orientation et documents pertinents	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-14, a. 93
Ministre délégué à l'Administration		
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-10, a. 161
Office des ressources humaines		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 97
Ministre des Affaires culturelles		
Affaires culturelles, ministère		
- Rapport annuel de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction	Dans les 15 premiers jours de chaque session	L.R.Q., c. M-20, a. 5

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Bibliothèque nationale du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-2.1, a. 29
- Directive émise par la ministre et portant sur l'orientation de la Bibliothèque	Dans les 30 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-2.1, a. 32
Biens culturels, liste (voir aussi: Commission des biens culturels du Québec)		
- Copie d'une liste des biens culturels reconnus et classés depuis la dernière liste publiée dans la <i>Gazette officielle du Québec</i>	À chaque session	L.R.Q., c. B-4, a. 14
Cinéma, loi (voir aussi: Institut québécois du cinéma, Régie du cinéma et Société générale du cinéma du Québec)		
- Entente conclue et certificat de conformité émis en vertu de l'article 105.1 de la <i>Loi sur le cinéma</i>	Dans les 30 jours de leur émission ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 105.1
Commission de reconnaissance des associations d'artistes		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-32.1, a. 55

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission des biens culturels du Québec (voir aussi: Biens culturels, liste)		
- Avis sur le classement d'un bien culturel	Dans les 60 jours de la décision de la commission ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-4, a. 29
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-4, a. 7.11
Conseil consultatif de la lecture et du livre		
- Avis concernant les projets de règlement visés dans la <i>Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-8.1, a. 8
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-8.1, a. 13
Institut québécois de recherche sur la culture		
- Mandat spécifique demandé par le ministre	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.2, a. 25

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel Institut québécois du cinéma (voir aussi: Cinéma, loi, Régie du cinéma et Société générale du cinéma du Québec)	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.2, a. 31
- Rapport annuel et états financiers Musée des beaux-arts de Montréal	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 43
- Rapport annuel et états financiers de la corporation Musée du Québec, Musée d'Art contemporain de Montréal et Musée de la Civilisation	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. M-42, a. 14
- Rapports annuels et états financiers Régie du cinéma (voir aussi: Cinéma, loi, Institut québécois du cinéma et Société générale du cinéma du Québec)	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-44, a. 34
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 146

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société de la Place des Arts de Montréal		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.03, a. 28
Société du Grand Théâtre de Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-14.01, a. 28
Société générale des industries culturelles		
- Arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'actions ou de biens visée dans le paragraphe a du premier alinéa de l'article 20 de la loi constituant la Société	Sans délai ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.01, a. 20
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gou- vernement ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.01, a. 24
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.01, a. 26

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société générale du cinéma du Québec (voir aussi: Cinéma, loi, Institut québécois du cinéma et Régie du cinéma)		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 70
Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes		
Conseil exécutif, ministère		
- Rapport annuel concernant les activités reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-30, a. 4.1
Ministre des Affaires internationales		
Affaires internationales, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., M-21.1, a. 10
Office franco-québécois pour la jeunesse		
- Rapport annuel du secrétaire général	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-5, a. 6

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre des Affaires municipales		
Affaires municipales, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-22.1, a. 10
Commission municipale		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-35, a. 100.1, édicté par 1989, c. 39, a. 5
Immeubles industriels municipaux (voir aussi: Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie)		
- Rapport sur la mise en œuvre de la <i>Loi sur les immeubles industriels municipaux</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	1989, c. 60, a. 15
Régie du logement		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.1, a. 25
Société d'aménagement de l'Outaouais		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-37.1, a. 230

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société d'habitation du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-8, a. 3.4
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-8, a. 24
Villages cris et village naskapi		
- Proclamation faite en vertu du premier paragraphe de l'article 23 de la <i>Loi sur les villages cris et le village naskapi</i>	Dans les 15 jours de son adoption par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.1, a. 23
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session	L.R.Q., c. M-14, a. 3
Commission de protection du territoire agricole du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-41.1, a. 20

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission des courses de chevaux du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-72.1, a. 24
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
- Rapport annuel sur son administration de la <i>Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-29.1, a. 28
Office du crédit agricole du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. F-1.2, a. 127
Régie des assurances agricoles du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. A-30, a. 19
Régie des marchés agricoles du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-35, a. 14.1

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel de son activité en vertu de la <i>Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-30, a. 60
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires		
- Directive portant sur ses objectifs et son orientation	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux, après un ajournement de plus de 20 jours	L.R.Q., c. S-21, a. 4
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-21, a. 18
Ministre des Approvisionnements et Services		
Approvisionnements et Services, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-23.01, a. 11
Régie des installations olympiques		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-7, a. 29

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société immobilière du Québec		
- Décret du gouvernement portant sur une matière visée dans les paragraphes 2 ^o ou 3 ^o du premier alinéa de l'article 33 de la <i>Loi sur la Société immobilière du Québec</i>	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 33
- Décret du gouvernement portant sur un mandat connexe aux objets de la Société	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 22
- Directive donnée en vertu de l'article 38 de la <i>Loi sur la Société immobilière du Québec</i>	Dans les 15 jours de son approbation ou de son adoption, selon le cas, ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 38
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 42
Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration		
Communautés culturelles et Immigration, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai	L.R.Q., c. M-23.1, a. 9

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Ministre déléguée aux Communautés culturelles

Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration

- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-57.2, a. 20
------------------	--	-----------------------------

Ministre des Communications

Accès aux documents des organismes publics

- Calendrier de l'entrée en vigueur et de la prise d'effet des dispositions de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. A-2.1, a. 181
- Décret ordonnant à un organisme public de surseoir à l'exécution d'une décision de la Commission d'accès à l'information ayant pour effet d'ordonner de communiquer un document ou un renseignement	Dans les 15 jours suivant la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 145
- Entente conclue en vertu de l'article 68 ou 68.1 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> ainsi que l'avis de la Commission d'accès à l'information sur chaque entente	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 70
- Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 119

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> <p>Commission d'accès à l'information</p> <p>voir: Accès aux documents des organismes publics</p> <p>Communications, ministère</p>	<p>Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président</p>	<p>L.R.Q., c. A-2.1, a. 179</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel <p>Programmation éducative</p>	<p>Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux</p>	<p>L.R.Q., c. M-24, a. 14</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport concernant les entreprises de radio-télévision et de câblodistribution ayant bénéficié de l'assistance financière pour la programmation éducative <p>Régie des télécommunications</p>	<p>Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier</p>	<p>L.R.Q., c. P-30.1, a. 10</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie 	<p>Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux</p>	<p>L.R.Q., c. R-8.01, a. 65</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel 	<p>Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux</p>	<p>L.R.Q., c. R-8.01, a. 20</p>

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société de radio-télévision du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.1, a. 18
Télécommunications, régie		
voir: Régie des télécommunications		
Ministre déléguée à la Condition féminine		
Conseil du statut de la femme		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. C-59, a. 18
Office des services de garde à l'enfance		
- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.1, a. 67
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.1, a. 65

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Président du Conseil du Trésor

Fonction publique

- | | | |
|--|---|----------------------------|
| - Rapport contenant l'avis de la Commission de la fonction publique et indiquant les emplois ou les catégories d'emplois soustraits aux dispositions de la <i>Loi sur la fonction publique</i> | Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, au Président de l'Assemblée nationale | L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 84 |
| - Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur la fonction publique</i> | Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès du Président de l'Assemblée nationale | L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 172 |
| - Rapport sur la réalisation des programmes d'accès à l'égalité par les ministères et les organismes gouvernementaux | Une fois l'an | L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 80 |

Régime de négociation des conventions collectives

- | | | |
|--|---|-------------------------|
| - Projet de règlement fixant les salaires et échelles de salaire pour l'année en cours | Au cours de la 2 ^e ou de la 3 ^e semaine de mars de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, le projet doit être publié au cours de ces semaines à la <i>Gazette officielle du Québec</i> | L.R.Q., c. R-8.2, a. 54 |
|--|---|-------------------------|

Ministre de l'Éducation

Commission consultative de l'enseignement privé

- | | | |
|--|--|----------------------|
| - Rapport annuel de ses activités pour l'année scolaire précédente | Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session | L.R.Q., c. E-9, a. 8 |
|--|--|----------------------|

Conseil supérieur de l'éducation

- | | | |
|--|------------------|-----------------------|
| - Rapport annuel sur ses activités et sur l'état et les besoins de l'éducation | À chaque session | L.R.Q., c. C-60, a. 9 |
|--|------------------|-----------------------|

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Éducation, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session	L.R.Q., c. M-15, a. 4
Ministre de l'Énergie et des Ressources		
Commissaire à l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité		
- Rapport annuel et rapports des distributeurs	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1989, c. 13, a. 30
Énergie et Ressources, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15.1, a. 11
Exportation de l'électricité		
- Décret du gouvernement pris en vertu de l'article 6 ou de l'article 6.1 de la <i>Loi sur l'exportation de l'électricité</i>	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-23, a. 6.2
Forêts		
- Rapport sur l'état des forêts au Québec	À compter de 1990 et à tous les 5 ans par la suite	L.R.Q., c. F-4.1, a. 212
Hydro-Québec		
- Rapport annuel détaillé des biens et des opérations	À chaque session	L.R.Q., c. H-5, a. 20

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Matane, essor		
- Arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la <i>Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane</i>	Dans les 15 premiers jours de la session suivante	1959-60, c. 23, a. 4
Régie du gaz naturel		
- Directive portant sur ses objectifs et son orientation	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.02, a. 65
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.02, a. 18
Société de développement de la Baie James		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. D-8, a. 33
Société québécoise d'initiatives pétrolières		
- Décret autorisant le ministre des Finances à payer à la Société une somme prévue à l'article 9.2 de la <i>Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières</i>	À chaque session	L.R.Q., c. S-22, a. 9.2
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et les orientations de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22, a. 23
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22, a. 20

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science		
Comité d'accréditation des associations étudiantes		
- Rapport, avis et recommandations	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-3.01, a. 63
Commission de protection de la langue française		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-11, a. 184
Conseil de la langue française		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-11, a. 204
Conseil de la Science et de la Technologie		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 34
Conseil des collèges		
- Rapport annuel et rapport sur l'état et les besoins de l'enseignement collégial	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-57.1, a. 24

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Conseil des universités		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-58, a. 17
Enseignement supérieur et Science, ministère		
- Rapport des activités pour chaque exercice financier	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15.1.1, a. 13
Enseignement supérieur, science et technologie		
- Décret autorisant la délivrance de lettres patentes constituant des corporations qui ont pour objet le développement de la recherche et de la technologie	Dans les 30 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15.1.1, a. 12
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche		
- Plan triennal des activités	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Investissements universitaires		
- Plan quinquennal	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-17, a. 4
Office de la langue française		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-11, a. 120
Société de la Maison des sciences et des techniques		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.02, a. 28
Université du Québec		
- Rapport annuel de ses activités, y compris celles des universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures	Sans délai	L.R.Q., c. U-1, a. 25
Ministre de l'Environnement		
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. Q-2, a. 6.12

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Comité consultatif de l'en- vironnement Kativik		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. Q-2, a. 176
Comité consultatif pour l'en- vironnement de la Baie James		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. Q-2, a. 147
Conseil de la conservation et de l'environnement		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-56.1, a. 19
Environnement, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15.2, a. 9
Société québécoise d'assai- nissement des eaux		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 38

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre des Finances		
Administration financière, loi (voir aussi: Finances, ministère)		
- État des comptes publics pour l'exercice financier précédent	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège par la suite	L.R.Q., c. A-6, a. 72
- État des rapports du contrôleur des finances, des décisions du Conseil du Trésor et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel l'Assemblée siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du Trésor	L.R.Q., c. A-6, a. 55
- État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel l'Assemblée siège après la signature des mandats	L.R.Q., c. A-6, a. 42
Caisse de dépôt et placement du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-2, a. 44
- Règlements	Dans les 15 jours ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-2, a. 13
Finances, ministère (voir aussi: Administration financière, loi)		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-6, a. 11.1

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Employés publics, loi		
- État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la <i>Loi sur les employés publics</i> et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature	Dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. E-6, a. 42
Société des loteries et courses du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Immédiatement après leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.1, a. 25
Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation		
Assurances, loi (voir aussi: Inspecteur général des institutions financières)		
- Rapport du ministre sur l'application de la <i>Loi sur les assurances</i>	À tous les 5 ans	L.R.Q., c. A-32, a. 425.1
Caisses d'épargne et de crédit, loi		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les caisses d'épargne et crédit</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. C-4.1, a. 588
Commission des valeurs mobilières du Québec (voir aussi: Valeurs mobilières, loi)		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-1.1, a. 302

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Compagnies de chemin de fer		
- Rapport annuel du capital, du trafic et des frais d'exploitation de toute compagnie de chemin de fer constituée en corporation dans le but de construire, entretenir ou exploiter un chemin de fer au Québec	Dans les 21 premiers jours de chaque session	L.R.Q., c. C-14, a. 170
Conseil inter-professionnel du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-26, a. 22
Corporations professionnelles		
- Rapport annuel de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle et l'état financier de la corporation	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-26, a. 104
Inspecteur général des institutions financières		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-11.1, a. 21
- Rapport portant sur l'état des affaires des sociétés au Québec	Au plus tard le 30 juin de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la session suivante	L.R.Q., c. S-29.01, a. 314
- Rapport sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante	L.R.Q., c. A-32, a. 324

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Office des professions du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-26, a. 16
Professions, code		
voir: Conseil inter-professionnel du Québec Corporations profession- nelles Office des professions du Québec		
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		
- Rapport annuel	Dès que le ministre a reçu le rapport du vérificateur général visé à l'article 21 ou au plus tard le 30 avril de la même année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-26, a. 20
Sociétés de fiducie et d'épargne, loi		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. S-29.01, a. 397
Valeurs mobilières, loi (voir aussi: Commission des valeurs mobilières du Québec)		
- Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i>	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. V-1.1, a. 352

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre délégué aux Forêts		
Office du crédit agricole du Québec		
- Rapport annuel concernant l'administration de la <i>Loi sur le crédit forestier</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-78, a. 51
- Rapport annuel sur l'administration de la <i>Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-78.1 a. 69
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		
- Décret du gouvernement portant sur un paiement visé aux articles 7 et 7.1 de la <i>Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec</i>	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-12, a. 9
- Directive portant sur ses objectifs et son orientation	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-12, a. 19.1
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-12, a. 25

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Immeubles industriels municipaux (voir aussi: Ministre des Affaires municipales)		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les immeubles industriels municipaux</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	1989, c. 60, a. 15
Industrie, Commerce et Technologie, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-17, a. 11
Institut national de productivité		
- Mandat spécifique qui lui est confié par le ministre	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.1, a. 25
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.1, a. 28
Sidbec		
- Rapport annuel	À chaque session	L.R.Q., c. E-14, a. 15

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société de développement des coopératives		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-10.001, a. 22
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-10.001, a. 34
Société de développement industriel du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.01, a. 32.1
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.01, a. 34
Société des alcools du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13, a. 20.2

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-13, a. 59
Société du parc industriel du centre du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-15, a. 17
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-16, a. 27
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-16.01, a. 16
Société générale de financement du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la société ainsi que les documents pertinents	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17, a. 15
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-17, a. 17

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Ministre de la Justice

Accès aux documents des organismes publics

- Décret autorisant l'établissement d'un fichier confidentiel ou décret qui le modifie ou l'abroge, ainsi que l'avis de la Commission d'accès à l'information

Dans les 15 jours suivant la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. A-2.1,
a. 82

Comité de la protection de la jeunesse

- Rapport annuel

Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. P-34.1,
a. 30

Commission d'accès à l'in- formation

voir: Accès aux documents des
organismes publics

Commission d'appel en matière de lésions professionnelles

- Rapport annuel

Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. A-3.001,
a. 396

Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec

- Rapport annuel

Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. S-2.1,
a. 163

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel concernant la <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-6, a. 23
- Rapport annuel concernant la <i>Loi visant à favoriser le civisme</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-20, a. 25
Commission des services juridiques		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. A-14, a. 93
Cour du Québec		
- Rapport du comité consultatif concernant les recommanda- tions qu'il estime appropriées quant à la rémunération et aux avantages sociaux des membres de la Cour du Québec	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. T-16, a. 125
Curatelle publique		
- Rapport annuel de l'administration du curateur public	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-80, a. 40
Employés publics		
- Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics	Dans les 15 premiers jours de la session	L.R.Q., c. E-6, a. 6

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Fonds d'aide aux recours collectifs		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.1, a. 17
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier		
- Rapport des activités et états financiers pour l'exercice précédent	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-73, a. 9.32
Justice, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-19, a. 16.1
Lois et règlements, liste		
- Liste des lois et des règlements qui ont été l'objet d'une substitution d'unités de mesure, avec l'énumération des articles visés par une telle substitution	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	1984., c. 47, a. 214
Office de la protection du consommateur		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-40.1, a. 303

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société québécoise d'information juridique		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. S-20, a. 16
Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche		
Administration régionale Kativik		
- Rapport	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-30.2, a. 15
Fondation de la faune du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-61.1, a. 160
Loisir, Chasse et Pêche, ministère		
- Rapport annuel de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction	Dans les 15 premiers jours de chaque session	L.R.Q., c. M-30.1, a. 4
Régie de la sécurité dans les sports		
- Rapport des activités pour l'exercice financier précédent	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-3.1, a. 17

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société des établissements de plein air du Québec		
- Décret portant sur tout mandat connexe aux objets de la Société dont les frais sont supportés, en tout ou en partie, par le gouvernement	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 19
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 30
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 34
Ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu		
Commission des affaires sociales		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-34, a. 44
Commission des normes du travail		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. N-1.1, a. 27

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai	L.R.Q., c. M-19.1, a. 5
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-3.2, a. 43
Régie des rentes du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 premiers jours de la session	L.R.Q., c. R-9, a. 37
- Rapport annuel en vertu de la <i>Loi sur les allocations familiales</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. A-17, a. 30
- Rapport sur tout projet de loi modifiant la <i>Loi sur le régime de rentes du Québec</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 5 premiers jours de la session	L.R.Q., c. R-9, a. 218
- Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle de l'application de la <i>Loi sur le régime de rentes du Québec</i> et de l'état du compte de la Régie	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 5 premiers jours de la session	L.R.Q., c. R-9, a. 218

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones		
Société nationale de l'amiante		
- Arrêté du gouvernement approuvant un paiement visé à l'article 13 de la <i>Loi consti- tuant la Société nationale de l'amiante</i>	Sans délai ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 14
- Arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'une entreprise ou d'actions formant le fonds social d'une entreprise visée au paragraphe b du premier alinéa de l'ar- ticle 16 de la <i>Loi constituant la Société nationale de l'amiante</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 16
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 18
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 57
Société québécoise d'exploration minière		
- Décret du gouvernement approuvant un paiement visé aux articles 10, 11, 11.1 ou 11.2 de la <i>Loi sur la Société québécoise d'exploration minière</i>	À chaque session	L.R.Q., c. S-19, a. 13

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Décret du gouvernement demandant à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital en vertu de l'article 21.1 de la <i>Loi sur la Société québécoise d'exploration minière</i>	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. S-19, a.21.4, édicté par 1988, c. 78, a. 3
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-19, a. 23
- Rapport annuel	À chaque session	L.R.Q., c. S-19, a. 25
Ministre du Revenu		
Régie des loteries et courses du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. L-6, a. 18
Revenu		
- État annuel des remises faites par le gouvernement d'une dette visée au troisième alinéa de l'article 60 de la <i>Loi sur la sécurité du revenu</i> (1988, chapitre 51), pour épargner à un individu de bonne foi de l'oppression ou de l'injustice	Dans les 15 premiers jours de la session suivante	L.R.Q., c. M-31, a. 94.0.1

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Revenu, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-31, a. 9.1
Ministre de la Santé et des Services sociaux		
Centre hospitalier de Kahnawake		
- Décret approuvant et mettant en vigueur toute entente complémentaire destinée à modifier l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	1984, c. 13, a. 3
Conseil de la famille		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-56.2, a. 22
- Rapport quinquennal sur la mise en œuvre de la <i>Loi sur le Conseil de la famille</i>	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. C-56.2, a. 28
Conseil des affaires sociales		
- Rapport annuel des activités	Sans délai	L.R.Q., c. C-57, a. 17

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain		
- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Corporation	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-5, a. 149.25, édicté par 1988, c. 47, a. 2
Fonds de la recherche en santé du Québec		
- Plan triennal des activités	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96
Protection de la santé publique		
- Arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la <i>Loi sur la protection de la santé publique</i>	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel siège l'Assemblée après l'adoption de l'arrêté	L.R.Q., c. P-35, a. 22
Régie de l'assurance-maladie du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie	Dans les 5 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 5 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-5, a. 32
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-5, a. 25

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Santé et Services sociaux, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. M-19.2, a. 12
Ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux		
Office des personnes handicapées du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-20.1, a. 23
- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-20.1, a. 24
Services de santé et services sociaux		
- Rapport annuel de tout conseil régional de la santé et des services sociaux	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-5, a. 41
Ministre de la Sécurité publique		
Commission de police du Québec (voir aussi: Police, loi)		
- Rapport annuel des activités	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. P-13, a. 37

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission québécoise des libérations conditionnelles		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. L-1.1, a. 47
Coroner en chef		
- Rapport annuel des activités des coroners pour l'année civile précédente	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-0.2, a. 29
Fonds de secours aux personnes sinistrées		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-38.1, a. 37
Institut de police du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-8.1, a. 32
Police, loi (voir aussi: Commission de police du Québec)		
- Arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95 de la <i>Loi de police</i>	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel siège l'Assemblée après son adoption	L.R.Q., c. P-13, a. 97

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Protection en cas de sinistre		
- Décret d'état d'urgence du gouvernement visé à l'article 16 de la <i>Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre</i>	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel siège l'Assemblée après son adoption	L.R.Q., c. P-38.1, a.24
Régie des permis d'alcool du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-9.1, a. 21
Sécurité publique, ministère		
- Rapport des activités pour chaque exercice financier	Dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-19.3, a. 10
Ministre délégué à la Technologie		
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		
- Décret du gouvernement autorisant l'Agence à dépasser le niveau de participation à une société en commandite prévu au paragraphe troisième du deuxième alinéa de l'article 22 de la <i>Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche</i>	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-7.1, a. 22
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Agence	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-7.1, a. 18

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-7.1, a. 31
Centre de recherche industrielle du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation du Centre	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-8, a. 26.1
Ministre du Tourisme		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur l'orientation et les politiques de l'Institut	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.02, a. 23
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.02, a. 29
Société du Palais des congrès de Montréal		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-14.1, a. 27

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Tourisme, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-31.1, a. 10
Ministre des Transports		
Camionnage, loi		
- Rapport de la Commission des transports du Québec relatif à l'application de la <i>Loi sur le camionnage</i> pour chacune des années 1988, 1989 et 1990	Dans les 15 jours suivant les 4 mois qui suivent la fin de l'année	L.R.Q., c. C-5.1, a. 127
- Rapport sur l'examen de l'application de la <i>Loi sur le camionnage</i> et de son effet, notamment en matière de sécurité, pour la période entre la fin de la troisième année et celle de la quatrième année de l'entrée en vigueur de cette loi	Dans les 6 mois de ce délai	L.R.Q., c. C-5.1, a. 126
Chemins de fer		
- Rapport contenant un compte rendu détaillé des deniers reçus et dépensés par la compagnie de chemin de fer ainsi qu'un état classifié des voyageurs et effets transportés par elle et une copie certifiée du dernier rapport annuel	Dans les 15 premiers jours de la session suivante	L.R.Q., c. C-14, a. 164
- Règlement adopté en vertu de l'article 188 de la <i>Loi sur les chemins de fer</i>	Immédiatement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 7 premiers jours de la session	L.R.Q., C-14, a. 189

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission des transports du Québec (voir aussi: Camionnage, loi)		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. T-12, a. 29
Conseil de la recherche et du développement en transports		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. T-12, a. 12
Office de planification et de développement du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. O-3, a. 14
Office des autoroutes du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-34, a. 24
Régie de l'assurance automobile du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-4, a. 19

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société des traversiers du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-14, a. 19
Société québécoise des transports		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.1, a. 31
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.1, a. 30
Transports, loi		
voir: Commission des transports du Québec Conseil de la recherche et du développement en transports		
Transports, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. M-28, a. 12
Travaux publics		
- Arrêté en conseil, ou un résumé de celui-ci, établi sous le régime de la section II de la <i>Loi sur les travaux publics</i>	Immédiatement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante	L.R.Q., c. T-15, a. 55
- Rapport annuel sur tous les travaux sous le contrôle du ministre indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun et contenant toutes autres informations nécessaires	Dans les 10 premiers jours de chaque session	L.R.Q., c. T-15, a. 7

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Voirie, loi		
- Arrêté ministériel adopté en vertu de l'article 65 de la <i>Loi sur la voirie</i>	Immédiatement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 premiers jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. V-8, a. 66
Ministre du Travail		
Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (voir aussi: Santé et sécurité du travail, loi)		
- Rapport annuel	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-2.1, a. 163
Commission du bâtiment du Québec		
- Rapport des activités et états financiers pour l'exercice précédent	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-1.1, a. 147
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre		
- Rapport annuel et études qu'il a effectuées ou a fait effectuer	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-55, a. 15
Corporation des maîtres électriciens du Québec		
- Rapport d'activités pour l'exercice financier précédent	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-3, a. 20.11

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec		
- Rapport d'activités pour l'exercice financier précédent	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-4, a. 19.11
Institut de recherche et d'information sur la rémunération		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.2, a. 23
Office de la construction du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-20, a. 9
Régie des entreprises de construction du Québec		
- Rapport des activités pour l'exercice financier précédent	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. Q-1, a. 24
Santé et sécurité du travail, loi (voir aussi: Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec)		
- Règlement et entente étendant les bénéfices à toute personne visée par l'article 170 de la <i>Loi sur la santé et la sécurité du travail</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-2.1, a. 170

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Syndicats ouvriers, mise en tutelle		
- Rapport du conseil d'administration sur la gestion et la direction du syndicat mis en tutelle	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	1975, c. 57, a. 11
Travail, ministère		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-32.1, a. 12
Président de l'Assemblée nationale		
Bureau de l'Assemblée nationale (voir aussi: Vérificateur général)		
- Règles et règlements adoptés	Dans les 15 jours de leur adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-23.1, a. 109
Commission de la fonction publique		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 124
Commission de la représentation (voir aussi: Élections et référendums dans les municipalités, loi)		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1989, c. 1, a. 542

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport préliminaire dans lequel la Commission propose une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales du Québec à la suite d'élections générales	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1989, c. 1, a. 22
- Rapport dans lequel la Commission indique la délimitation des circonscriptions électorales du Québec à la suite d'élections générales	Sans délai	1989, c. 1, a. 28
Commission des droits de la personne		
- Rapport des activités et des recommandations pour l'année civile précédente	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-12, a. 68
Directeur général des élections		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1989, c. 1, a. 542
- Rapport des décisions prises dans le but d'adapter la <i>Loi électorale</i> afin qu'elle concorde aux exigences d'une situation par suite d'une erreur, d'une urgence ou d'une circonstance exceptionnelle	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1989, c. 1, a. 490
Élections et référendums dans les municipalités		
- Rapport annuel des activités respectives du directeur général des élections et de la Commission de la représentation prévues par la <i>Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-2.2, a. 886

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Protecteur du citoyen		
- Rapport annuel et recommandations	Dans les 3 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-32, a. 29
Vérificateur général		
- Avis écrit de démission	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 12
- Copie de toute entente conclue en vertu des articles 58 et 59 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 60
- Rapport annuel	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 44
- Rapport du vérificateur général lorsqu'il estime ses prévisions budgétaires annuelles insuffisantes après modifications par le Bureau de l'Assemblée nationale	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 65
- Rapport du vérificateur nommé par le Bureau de l'Assemblée nationale afin de vérifier les livres et comptes relatifs au vérificateur général	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 70

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport spécial du vérificateur général sur toute affaire d'une importance ou d'une urgence telle qu'elle ne saurait, à son avis, attendre la présentation de son rapport annuel	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 45
- Règlement du Bureau de l'Assemblée nationale autorisant le vérificateur général à déroger à une disposition d'un règlement, d'une politique, d'une directive ou d'une décision du gouvernement	Dans les 3 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 69
- Règlement soumis à l'approbation du Bureau de l'Assemblée nationale par le vérificateur général	Dans les 3 jours de son approbation par le Bureau ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 61

Annexe B

PROJETS DE LOI SANCTIONNÉS

Projet de loi

Chapitre*

8 décembre 1989

16	Loi concernant l'Institut Armand-Frappier	64
----	---	----

14 décembre 1989

18	Loi n° 4 sur les crédits, 1989-1990	65
----	-------------------------------------	----

20 décembre 1989

1	Loi modifiant la Loi sur les installations électriques	66
3	Loi modifiant la Loi sur les assurances	67
5	Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités (<i>titre modifié</i>)	68
7	Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des municipalités	69
8	Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	70
10	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	71
11	Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	72
13	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic	73
14	Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	74
20	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le régime de retraite des élus municipaux	75
24	Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic	76
31	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	77

* Chapitres des *Lois du Québec*

204	Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf	104
211	Loi concernant la ville de Berthierville	96
224	Loi concernant la succession d'Alain Morin	126
228	Loi concernant Placements Mérici Inc.	121
231	Loi concernant la ville de Trois-Rivières	87
232	Loi concernant la ville de Jonquière	85
233	Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Deschambault	105

21 mars 1990

35	Loi n° 5 sur les crédits, 1989-1990	1
----	-------------------------------------	---

28 mars 1990

43	Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale	2
----	--	---

29 mars 1990

45	Loi n° 1 sur les crédits, 1990-1991	3
----	-------------------------------------	---

11 avril 1990

12	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale	4
19	Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite	5
27	Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux	6
33	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (<i>titre modifié</i>)	7

4 mai 1990

9	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation	8
58	Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec	9

8 juin 1990

25	Loi sur l'aide financière aux étudiants	11
79	Loi n° 2 sur les crédits, 1990-1991	10

22 juin 1990

4	Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (réimpression)	12
15	Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (réimpression et titre modifié)	13
21	Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole	14
29	Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal	15
38	Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	16
44	Loi modifiant la Loi sur les forêts	17
47	Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial et le Code de procédure civile (titre modifié)	18
50	Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives	19
51	Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	20
56	Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives	21
59	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	22
60	Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage	23
61	Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance	24
63	Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec	25
65	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	26
68	Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives	27
69	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé	28
70	Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse	29
75	Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux	30
76	Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la santé et la sécurité du travail	31
78	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic	32
200	Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal	89
205	Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint- Laurent	105

220	Loi concernant la succession de Jean-Maurice Lafond	108
221	Loi concernant la Ville d'Anjou	92
229	Loi modifiant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée	107
237	Loi concernant K. & M. Investments Ltd	102
243	Loi concernant le régime de rentes de la Ville de Laval (<i>titre modifié</i>)	106
247	Loi concernant La Compagnie de Fiducie Impériale	101
248	Loi concernant la ville de Victoriaville	94
249	Loi concernant Assurance-vie Desjardins et La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée	97
253	Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc.	98
255	Loi concernant Société de fiducie Bankers' Trust	100
256	Loi concernant Compagnie Trust Royal	99
257	Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal	95

30 août 1990

82	Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Sainte-Catherine	33
----	---	----

4 septembre 1990

90	Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec	34
----	--	----

18 octobre 1990

28	Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis	35
77	Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines	36

25 octobre 1990

22	Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles	37
26	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports	38
40	Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes	39
41	Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances	40
67	Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives	41

73	Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	42
<i>2 novembre 1990</i>		
54	Loi concernant la ville de Schefferville	43
72	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec	44
91	Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec	45
<i>21 novembre 1990</i>		
6	Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives	46
30	Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives	47
36	Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès	48
37	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications	49
39	Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	50
46	Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications	51
52	Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau	52
53	Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon	53
57	Loi modifiant la Loi sur le Barreau	54
223	Loi concernant la ville de Baie-Comeau	93
254	Loi modifiant la charte de la Ville de Québec	91
259	Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf	96
<i>14 décembre 1990</i>		
32	Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique	55
42	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec	56
62	Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives	57
64	Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale	58
83	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	59
89	Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	60

92	Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales	61
94	Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec	62
96	Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes	63
111	Loi sur le ministère des Forêts	64
115	Loi n° 3 sur les crédits, 1990-1991	65

20 décembre 1990

2	Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives	66
55	Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives	67
71	Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales	68
81	Loi modifiant le Code du travail	69
85	Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	70
86	Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	71
88	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles	72
97	Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives	73
98	Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles	74
99	Loi modifiant la Loi sur la pharmacie	75
100	Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres	76
101	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières	77
102	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé	78
103	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services	79
104	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	80
105	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	81
106	Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi	82
108	Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives	83
109	Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	84

110	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais	85
112	Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives	86
113	Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic	87
116	Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière	88
258	Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp.	104
268	Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal	90
272	Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian	103

19 mars 1991

87	Loi sur l'aide au développement des coopératives	1
127	Loi n° 1 sur les crédits, 1991-1992	2
217	Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand	97
240	Loi modifiant la charte de la Ville de Laval	83
246	Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie	108
260	Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe	90

27 mars 1991

123	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration	3
124	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires internationales concernant la constitution de fonds spéciaux	4
129	Loi n° 2 sur les crédits, 1991-1992	5

19 avril 1991

132	Loi concernant la construction et la mise en exploitation de postes de manoeuvre et de transformation électrique et d'une usine d'aluminium dans le parc industriel Deschambault-Portneuf	6
-----	---	---

21 mai 1991

107	Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts	7
114	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (<i>titre modifié</i>)	8
154	Loi n° 3 sur les crédits, 1991-1992	9
289	Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec	101

23 mai 1991

283	Loi modifiant la Charte de l'Université Laval	100
-----	---	-----

6 juin 1991

17	Loi modifiant la Loi sur la denturologie	10
118	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers	11
121	Loi modifiant la Loi sur les impôts concernant les districts d'appel	12
122	Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives (<i>tire modifié</i>)	13
126	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic	14
134	Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants	15
135	Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac	16
138	Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	17
148	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	18

20 juin 1991

93	Loi modifiant la Loi sur le recours collectif	19
95	Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives	20
117	Loi modifiant la Loi sur le cinéma	21
128	Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux	22
130	Loi modifiant la Loi sur les mines	23
133	Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur	24
136	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	25
137	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la constitution du fonds des registres du ministère de la Justice	26
139	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique ainsi que la Loi sur l'enseignement privé (<i>tire modifié</i>)	27
140	Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures	28
142	Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et diverses dispositions législatives (<i>tire modifié</i>)	29
143	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	30

144	Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool	31
145	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales	32
146	Loi modifiant le montant des amendes dans diverses dispositions législatives	33
150	Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec	34
151	Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	35
152	Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales	36
153	Loi sur le courtage immobilier	37
155	Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale	38
156	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain	39
157	Loi concernant la restauration de l'ancienneté de certains salariés du secteur de la santé et des services sociaux	40
215	Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal	107
225	Loi concernant Space Realty Co. Ltd	110
264	Loi concernant la ville de Matane	95
269	Loi concernant Mélançon et Fils Inc.	111
274	Loi concernant Société Namur Inc.	112
276	Loi concernant Coulonge Construction Inc.	113
278	Loi concernant la ville de Rimouski	92
279	Loi concernant la ville d'Amos	96
287	Loi concernant Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie	104

10 juillet 1991

149	Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public	41
-----	--	----

4 septembre 1991

120	Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives	42
250	Loi modifiant la Charte de la ville de Longueuil	85
273	Loi concernant la ville de Châteauguay	91
288	Loi concernant la municipalité d'Oka	98

17 octobre 1991

218	Loi concernant la succession de Louis Pelletier	116
236	Loi concernant la succession d'Arthur Bouvier	115
261	Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Giovanni Pietrocupa	117
266	Loi concernant la ville de Rock Island et le village de Stanstead Plain	99
270	Loi concernant la ville de Sept-Îles	94
275	Loi concernant la ville de Verdun	88
280	Loi concernant la ville de Sherbrooke	86

31 octobre 1991

147	Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et la Loi sur la probation et sur les établissements de détention	43
160	Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès et la Loi sur la protection de la santé publique	44
166	Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval	45

20 novembre 1991

162	Loi sur les frais de garantie relatifs aux emprunts des organismes gouvernementaux	46
168	Loi modifiant la Loi sur les forêts	47
169	Loi modifiant la Loi électorale concernant la délimitation des circonscriptions électorales	48

5 décembre 1991

161	Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques	49
176	Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec et la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	50
182	Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools du Québec	51
291	Loi concernant Les Services de Santé du Québec	102
292	Loi concernant Betts Realty Ltd.	114
293	Loi concernant Mutuelle des Fonctionnaires du Québec	103
295	Loi concernant Aéroports de Montréal	106
299	Loi concernant la ville de Rimouski	93

12 décembre 1991

131	Loi modifiant la Loi sur les terres du domaine public	52
158	Loi abrogeant la Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec	53
165	Loi modifiant la Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles	54
167	Loi modifiant la Loi sur le camionnage et le Code de la sécurité routière	55
171	Loi sur le Conseil médical du Québec	56
177	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie	57
178	Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives	58
179	Loi modifiant la Loi sur les transports	59
183	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles	60
184	Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux	61
189	Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et d'autres dispositions législatives	62
284	Loi modifiant l'«Acte pour incorporer le Ste Marguerite Salmon Club»	109
411	Loi n° 4 sur les crédits, 1991-1992	63

18 décembre 1991

125	Code civil du Québec	64
159	Loi modifiant le Code civil du Bas Canada en matière de tutelle et de curatelle	65
164	Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles	66
170	Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal	67
172	Loi concernant la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises	68
173	Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques	69
174	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires (<i>titre modifié</i>)	70
175	Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu	71
180	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives	72
181	Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives	73

186	Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives	74
187	Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement	75
188	Loi modifiant la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et d'autres dispositions législatives	76
196	Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	81
294	Loi modifiant la charte de la Ville de Québec	84
296	Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal	82
301	Loi concernant Ville d'Anjou	89
303	Loi concernant la ville de Saint-Hubert	87
305	Loi concernant la continuation de l'entreprise d'assurance de Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie et le maintien de l'existence de cette compagnie	105
401	Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic	77
402	Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et la Loi sur le traitement des élus municipaux	78
403	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires en matière de retraite et d'avantages sociaux	79
405	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	80

ANNEXE C

SOMMAIRE DES TRAVAUX DE LA SESSION

	1989	1990	1991	1992	Total
Séances :					
Session ordinaire	3	53	53	5	114
Session intensive	12	29	26	0	67
Séances extraordinaires	0	2	2	0	4
Total	15	84	81	5	185
Documents déposés :					
Rapports annuels	103	180	207	17	507
Rapports de commissions	30	140	157	19	346
Pétitions	22	131	112	4	269
Autres	43	241	228	14	526
Total	198	692	704	54	1648
Questions écrites :	44	105	62	0	211
Projets de loi du gouvernement :					
Présentés	26	89	83	6	204
Retirés	0	3	0	0	3
Adoptés et sanctionnés	14	88	80	3	185
Projets de loi publics au nom des députés :					
Présentés	0	2	5	0	7
Retirés	0	0	0	0	0
Adoptés et sanctionnés	0	0	1	0	1
Projets de loi d'intérêt privé :					
Présentés	13	26	37	1	77
Retirés	0	0	0	0	0
Adoptés et sanctionnés	7	20	36	1	64
Motions de censure :					
Avec préavis	0	4	2	0	6
Après discours d'ouverture	13	0	0	0	13
Après discours sur le budget	0	22	17	0	39
Autres motions (avec préavis) :					
Par le gouvernement	1	2	0	0	3
Par l'opposition officielle	0	8	7	2	17
Par les députés indépendants	0	0	1	0	1

Autres motions (sans préavis)**(a. 84 du Règlement) :**

Par le gouvernement	8	56	77	9	150
Par l'opposition officielle	3	19	16	3	41
Par les députés indépendants	1	4	2	0	7
Total	12	79	95	12	198
Votes par appel nominal :	19	114	88	6	227
(Votes reportés)	13	35	35	5	88

Achevé d'imprimer
sur les presses du Service de l'imprimerie
de l'Assemblée nationale
en août 1992